HAL open science

Conserver la nature par l'exclusion des humains? La lutte pour l'accès et l'usage des ressources dans la réserve de biosphère de Nanda Devi, Uttarakhand (Inde).

Sarah Benabou

To cite this version:

Sarah Benabou. Conserver la nature par l'exclusion des humains? La lutte pour l'accès et l'usage des ressources dans la réserve de biosphère de Nanda Devi, Uttarakhand (Inde).. Sciences de l'Homme et Société. EHESS, 2012. Français. NNT : . tel-03988538

HAL Id: tel-03988538

https://mnhn.hal.science/tel-03988538v1

Submitted on 14 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

École des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Formation doctorale : Territoires, Sociétés, Développement
Laboratoire : Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS)

CONSERVER LA NATURE PAR L'EXCLUSION DES HUMAINS ?

La lutte pour l'accès et l'usage des ressources dans la réserve de biosphère de Nanda Devi, Uttarakhand (Inde).

Par Sarah BENABOU

Thèse de doctorat

Mention Anthropologie sociale

Sous la direction de Mr. Jacques WEBER

Présentée et soutenue publiquement le
21 février 2012

Composition du jury :
Bernard HUBERT
Robert BARBAULT (rapporteur)
Frédéric LANDY (rapporteur)
Joëlle SMADJA
Adel SELMI
Gilles TARABOUT
Jacques WEBER

Remerciements

Ce travail n'aurait pas pu voir le jour sans le soutien patient de mon directeur, Jacques Weber, auquel je souhaite exprimer ma profonde reconnaissance. Je tiens aussi à remercier un grand nombre de personnes du centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud, qui m'ont offert de nombreux conseils. Je pense en particulier à Gilles Tarabout, Frédéric Landy, Blandine Ripert, Catherine Clémentin-Ojha et Claude Markovits. Je remercie aussi Joëlle Smadja, du centre d'études himalayennes, qui a suivi mon travail. Natarajan Ishwaran, du programme MAB de l'Unesco, m'a fourni une lettre de recommandation qui m'a été utile en Inde. Dans les derniers moments de la rédaction, Jairus Banerjee, Praful Bidwai, Annu Jalais et Mahesh Rangarajan m'ont apporté depuis l'Inde une aide ponctuelle mais précieuse. Par ailleurs, ce travail n'aurait pas été possible sans le soutien financier de deux institutions, l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales et le Muséum National d'Histoire Naturelle, qui m'ont respectivement confié une allocation de recherche entre 2005 et 2008 et un poste d'ATER en 2010-2011.

En Inde, je remercie Shekhar Singh, qui m'a beaucoup appris sur la conservation en Inde et m'a ouvert ses archives personnelles. Le *Wildlife Institute of India*, à Dehradun, m'a offert le gîte pendant plusieurs jours et le contact avec ses chercheurs a été très stimulant. Je remercie tous mes amis de Delhi, et en particulier Avinash Kumar, pour avoir fait de mon séjour dans la capitale un vrai plaisir. Je dois beaucoup à Sunil Kainthola, le directeur de l'ONG Janadhar, qui m'a introduite auprès des habitants de Lata et a été un informateur hors pair. Je remercie aussi très vivement Swagata Kainthola, qui m'a aidée pendant des journées entières à retranscrire tous mes entretiens. Surtout, je souhaite exprimer mon immense gratitude aux habitants du village de Lata, Reni et Paing, qui ont supporté ma présence avec bienveillance pendant toute mon enquête. Ce travail est pour eux. J'ai une pensée particulière pour Dhan Singh Rana et sa famille, qui m'ont accueillie les bras ouverts et m'ont fait partager avec bonheur leur quotidien. Je remercie aussi Raghubeer Singh Rana pour m'avoir installée une petite chambre coquette au cœur du village.

Enfin, merci à ma famille et mes ami-e-s proches, qui m'ont apporté joie, confiance et détermination pendant toutes ces années. Je remercie en particulier Vanessa Caru, qui a relu mon manuscrit, et Sébastien, qui m'a épaulée jusqu'à la dernière minute.

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE **8**

Première Partie :
REFLEXIONS PRELIMINAIRES SUR LA « CRISE DE LA CONSERVATION » EN INDE

Introduction de la première partie **22**

Chap. 1 --- LES ENJEUX DE LA CONSERVATION DANS LE CONTEXTE INDIEN CONTEMPORAIN
Introduction **26**
1.1. L'Inde, un géant de biodiversité aux pieds d'argile
A. Au pays de la « méga-diversité » 28
B. … la forêt cache les plantations 31
C. Causes immédiates et causes profondes de l'érosion de la biodiversité 36
1.2. Des parcs de papier ?
A. Structure et évolution du réseau d'espaces protégés indien 53
B. Qu'est-ce qu'un espace protégé ? Ce que dit la loi 58
C. … et ce qu'il en est en réalité 67
1.3. Parcs et populations, une coexistence explosive
A. Les « populations locales » : de qui parle-t-on ? 71
B. La question brûlante des droits forestiers et du « déplacement » 76
C. Le coût humain de la conservation 80
D. Une hostilité grandissante 82
Conclusion **84**

Chap. 2 --- LA POLARISATION DU DEBAT SCIENTIFIQUE SUR LA CONSERVATION
Introduction **88**
2.1. Le paradigme de la préservation
A. La « conservation forteresse » 91
B. *Wilderness* et théories de la biologie de la conservation 96
C. L'argumentaire de la préservation en Inde 104
D. Un paradigme en perte de vitesse ? 112
2.2. Le paradigme de l'usage durable
A. Le tournant critique des années 1980 115
B. Question de définition(s) 117
C. L'argumentaire de l'usage durable en Inde 119
2.3. Dialectique de la conservation
A. La conservation malade de la gestion ? 134
B. Réencastrer la conservation dans le politique 137
C. La conservation comme processus économique 140
Conclusion **144**

Conclusion de la première partie **148**

Deuxième Partie :
L'ECOLOGIE, UNE ECONOMIE PERMANENTE ?

Introduction de la deuxième partie **150**

Chap. 3 --- NANDA DEVI, MIROIR DE LA CRISE DE LA CONSERVATION ?
Introduction **153**
3.1. Introduction à la réserve de biosphère de Nanda Devi
A. Nanda Devi, de la *terra incognita* au patrimoine mondial de l'humanité 154

B. Topographie 157
C. Richesse biologique 160
D. Les habitants de la réserve 166
3.2. Méthodologie et cheminement de l'enquête
A. Première approche 169
B. Choix du lieu d'enquête 173
C. Conditions de l'enquête 175
Conclusion 181

Chap. 4 --- ECONOMIE REGIONALE DES « *UNQUIET WOODS* »
Introduction 182
4.1. Le contrôle du commerce transhimalayen (-1850)
A. La période féodale 184
B. L'économie sous les Gurkhas (1804-1815) 185
C. La mainmise de l'East India Company sur l'Uttarakhand (1815-1858) 188
4.2. Le Raj et la forêt (1858-1947)
A. Un nouveau régime forestier pour l'Empire 193
B. Les implications de la mise en défens des forêts 195
C. Les révoltes paysannes 196
4.3. De *Chipko* à l'enclosure des paysages de l'Uttarakhand
A. Marginalisation économique 199
B. *Chipko*, un mouvement deux-fois-né 204
C. « Tout est devenu une affaire de *paryavaran* » 207
Conclusion 212

Chap. 5 --- LES BHOTIAS DE LA VALLEE NITI
Introduction 214
5.1. L'invention des « Bhotias »
A. Le « pays des Bhot » 216
B. Le commerce avec le Tibet 220
C. La construction de la catégorie 223
5.2. Organisation de la vie quotidienne à Lata
A. Structure et institutions villageoises 228
B. Modes de subsistance 233
C. Religion 238
5.3. Le village et le monde
A. Le « coup de bambou », 1962 242
B. Sauver les forêts, 1974 244
C. Essor et déclin de l'alpinisme, 1974-1982 251
Conclusion 257

Conclusion de la deuxième partie 259

Troisième Partie :
« MENAGER» LA NATURE ET LES HOMMES

Introduction 262

Chap. 6 --- APRES LA TRAGEDIE, LA FARCE : LA CREATION DE LA RBND
Introduction 265
6.1. La nature himalayenne dans le nationalisme écologique de la guerre froide
A. Sécuriser la frontière 267
B. Le scandale du plutonium 272
C. Scénarios alarmistes en Himalaya 279
6.2. : Déshistoricisation et naturalisation de la région
A. Le *sanctum sanctorum* des alpinistes 282
B. « Trop d'Adam dans l'Eden » 286

C. De l'intelligence innée du paysan garhwali 292
6.3. L'instauration d'un régime de protection coercitif
A. Le rejet d'un modèle ouvert 296
B. « Le parc est sous protection complète » 301
C. Le cri des dépossédés 305
Conclusion 311

Chap. 7 --- LE *JUGGERNAUT* DE LA CONSERVATION
Introduction 313
7.1. L'effondrement de l'économie locale
A. La fin de l'économie du tourisme 316
B. La disparition du pastoralisme 319
C. La fragilisation de l'agriculture 323
D. Le commerce des produits forestiers 325
7.2. Le délitement du tissu social et culturel
A. La désintégration du lien villageois 329
B. Les transformations des fêtes religieuses 330
C. Les menaces sur le savoir et les savoir-faire médicinaux 332
7.3. Une dépendance accrue au marché
A. « Nous devons tout au acheter au marché, tout ! » 336
B. Le développement d'une agriculture de rente 338
C. La prolétarisation des Bhotias 342
D. Le rêve de la fonction publique 345
E. « Que faire ? » La misère de l'impuissance 347
Conclusion 351

Chap. 8 --- LA NEGOCIATION DE LA CONSERVATION A NANDA DEVI, ENTRE MISERE QUOTIDIENNE ET ACTIONS SPECTACULAIRES
Introduction 353
8.1. L'équilibre instable du dispositif de conservation, entre exclusion et participation
A. La (difficile) mise en œuvre d'un plan de gestion de la réserve 354
B. L'essor de l'écodéveloppement 359
C. La « conservation participative » : une nouvelle forme de dépossession ? 361
8.2. Les Bhotias peuvent-ils parler ? Séquences d'une résistance polymorphe
A. *Jhapṭo-Chīno* : « Baisse-toi et ramasse ! » 367
B. Braconnage et cueillette « sauvage » 371
C. Interpeller les « puissants » : la venue de Mr Green et ses antécédents. 377
8.3. La lutte pour les bénéfices de la conservation
A. Tensions autour de l'ouverture du parc au tourisme 383
B. La construction d'une légitimité 388
C. Les dynamiques contradictoires de la mise en écotourisme 395
Conclusion 402

Conclusion de la troisième partie 405

Postface : LETTRE OUVERTE DES VILLAGEOIS DE LATA, JUILLET 2010 408

CONCLUSION GENERALE 413

Conventions

Transcription et orthographe

Pour toutes les langues étrangères employées dans ce travail (anglais, hindi, garhwali) nous avons choisi de ne pas porter de signe diacritique sur les noms propres. Les noms propres et les noms communs sont tous en italique. Pour les mots communs en hindi et en garhwali, nous avons adopté la transcription du McGregor et porté les signes diacritiques.

Unités de mesure indiennes

En 2011, la roupie indienne (INR) valait environ 0,015 euro.

LISTE DES SIGLES

ARC	*Aviation Research Centre*
BNHS	*Bombay Natural History Society*
BSI	*Botanical Survey of India*
CES	*Centre for Ecological Science*
CIA	*Central Intelligence Agency*
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CPI	*Communist Party of India*
CSE	*Centre for Science and Environment*
CWW	*Chief Wildlife Warden*
DFO	*Deputy Forest Officer*
DGSS	*Dasholi Gram Swaraj Sangh*
FEM	Fond pour l'Environnement Mondial
FSI	*Forest Survey of India*
GoI	*Government of India*
ICDP	*Integrated Conservation and Development Project*
IIPA	*Indian Institute of Public Administration*
IMF	*Indian Mountaineering Foundation*
ITBP	*Indo-Tibetan Border Police*
IUCN	*The World Conservation Union / International Union for Conservation of Nature and Natural Resources*
JFM	*Joint Forest Management*
JNU	*Jawaharlal Nehru University*
MAB	*Man and Biosphere*
MoEF	*Ministry of Environment and Forests*

NDBR	*Nanda Devi Biosphere Reserve*
NIM	*Nehru Institute of Mountaineering*
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PMV	Population Minimale Viable
SFF	*Special Frontier Force*
SSB	*Special Service Bureau*
UFDC	*Uttarakhand Forest Development Corporation*
UNESCO	*United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization*
WII	*Wildlife Institute of India*
WPA	*Wildlife Protection Act*
WWF	*The World Wildlife Fund for Nature*
ZSI	*Zoological Survey of India*

Introduction générale

« S'il y a des gens mais qu'il ne reste plus de forêt, c'est un problème ; mais s'il ne reste que des forêts et plus personne pour les appeler 'forêts', alors ces forêts n'ont aucun sens »[1]. Cette citation nous provient de Dhan Singh Rana, un habitant du village de Lata, situé au cœur de l'actuelle réserve de biosphère de Nanda Devi, dans l'Himalaya indien. Avec ces mots, Dhan Singh nous invite à renverser la perspective communément admise par laquelle nous abordons la question de la conservation de l'environnement[2]. Bien sûr, un monde sans forêt serait invivable pour l'homme ; mais quel sens y aurait-il à conserver des forêts dans un monde où l'homme est absent ? Les humains et la nature, ne peuvent être séparés mais doivent être pensés simultanément, dans leurs interactions, dans leur dépendance réciproque, comme une totalité. Ce raisonnement prend corps quand on sait que Dhan Singh Rana, et les autres habitants de Lata, se sont vus privés d'accès à ces fameuses forêts suite à l'instauration d'un parc national à la bordure de leur village — des forêts qui faisaient intégralement partie de leur histoire sociale, économique et culturelle. Ce qu'il faut donc entendre derrière cet énoncé, c'est une protestation face à ce mécanisme devenu systématique dans les politiques de conservation de l'environnement, en particulier dans les pays du Sud, qui consiste à exclure les populations des espaces destinés à être « protégés ».

[1] « If you have people and no forests, that is a problem, but if there are only forests and no people to call them forests, then those forests too have no meaning » (cité dans Bosak, 2008 : 215).

[2] On parlera plus volontiers de « conservation de l'*environnement* » que de « conservation de la *nature* ». Si « nature » et « environnement » sont deux termes souvent employés de manière interchangeable, ils diffèrent dans l'histoire de leur contenu et de leur usage. Le mot nature nous vient du latin (*natura*) et son usage épouse l'évolution des pensées philosophiques depuis l'antiquité grecque. Surtout, la nature est d'abord une affaire de représentations, directement issues du système de valeurs à l'œuvre dans les sociétés ou dans les groupes qui les composent. La nature est une projection valorisée de l'ordre social sur l'espace et les non humains. Ce n'est pas le cas du terme environnement, qui comporte dans l'imaginaire une connotation négative. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'usage de ce terme (qui nous vient de l'anglais *environment*) dans la langue française ne s'est répandu qu'au cours des années 1960-1970, c'est-à-dire au moment où émerge au niveau mondial une prise de conscience des déséquilibres *environnementaux* posés par la croissance économique et démographique. Quelque soit le problème environnemental (pollution, effet de serre, érosion de la biodiversité, etc.), il renvoie immanquablement à la question de son appropriation (voir Weber, 1995).

Les contestations de l'expérience du déplacement et/ou de la marginalisation des populations locales suite à la mise en place de politiques de conservation de l'environnement sont devenues monnaie courante depuis au moins une trentaine d'années[3], accompagnant l'essor spectaculaire des espaces protégés dans le monde. Si l'on comptait quelques 10 000 espaces protégés au niveau mondial dans les années 1960, leur nombre est aujourd'hui supérieur à 100 000, couvrant 11,5 % de la surface terrestre de la planète (Chape *et al.* 2003). Cela signifie donc qu'une portion significative des espaces parmi les plus écologiquement riches du monde bénéficie d'un certain niveau de protection (qui varie en fonction du statut qui leur est accordé), au nom d'une certaine idée du bien public. « Toute la question », remarque justement Philippe Descola, « est de savoir à quel public appartient exactement ce bien, et à qui il profite » (2008).

Depuis la création du parc national de Yellowstone (1872), la mise en place des espaces protégés s'est toujours faite avec la volonté constante de contrôler et/ou limiter l'activité humaine dans l'espace considéré. Pour les premiers promoteurs des parcs nationaux aux États-Unis, il était nécessaire de protéger les immenses espaces de nature sauvage (*wilderness*) laissés en héritage à la nation américaine des assauts de la modernisation (Nash, 1967). De cette approche dite « préservationniste » est née le modèle de grands parcs où l'homme ne serait qu'un visiteur — une approche qui s'est ensuite diffusée dans le monde entier, non sans difficulté. Car si ce modèle de protection et de jouissance d'une nature vide pour des citoyens modernes a pu poser des difficultés sur place (les Indiens qui résidaient dans le nord des montagnes Rocheuses ont été expulsés pour laisser place au parc de Yellowstone, voir Nabokov et Laendorf, 2004), on imagine combien sa transposition dans des pays au contexte social, économique et culturel radicalement différent a pu être problématique. Dans un pays très peuplé comme l'Inde, où plus de 70 % de la population vit en zone rurale et dépend dans sa grande majorité de l'accès aux produits de la forêt pour sa subsistance quotidienne, quelle est la chance de survie de ce type de parc ? Pour l'assurer, la gestion des parcs nationaux a pendant longtemps suivie une ligne coercitive, recourant notamment à des patrouilles de gardes forestiers pour empêcher toute intrusion, ce qui a renforcé encore l'hostilité des populations à l'endroit des politiques de conservation. Les cas

3 L'ouvrage controversé de Colin Turnbull, The Mountain People, publié en 1972, est l'un des premiers à avoir sonner l'alarme. Turnbull y relate la paupérisation des Iks, survenue après la transformation de leur zone de chasse en parc national par l'État ougandais, qui impose à cette population de se sédentariser et de pratiquer l'agriculture (Turnbull, 1987).

de conflits d'appropriation[4] (au sens de Weber & Reveret, 1993) entre les populations et les gestionnaires des parcs sont devenus légion. Ces conflits se nouent autour des conséquences du processus d'exclusion des populations locales. Ce dernier revêt différentes formes détaillées par les anthropologues Dan Brockington et Jim Igoe (2006). Pour commencer, une forme évidemment matérielle, qui se traduit soit par le déplacement physique des populations qui résidaient dans le parc ; soit, dans le cas où les villages sont situés en bordure de l'espace protégé, par leur déplacement économique, c'est-à-dire par l'interdiction de ramasser du bois de chauffe, des fruits et légumes sauvages, de chasser, de pêcher, etc. à l'intérieur du parc. Outre ces pertes matérielles en terme d'habitats ou d'opportunités économiques, les populations protestent aussi contre leur effacement symbolique du paysage, dont la représentation, l'histoire, la mémoire sont souvent « nettoyées » de l'empreinte humaine. Les conflits peuvent aussi prendre une forme plus politique, quand les populations ont le sentiment d'avoir perdu tout pouvoir ou contrôle sur leur environnement, face à une administration forestière souvent omnipotente. Enfin, des tensions surgissent avec l'introduction de nouveaux systèmes de valeur dans l'économie locale. Les ressources naturelles qui avaient jusqu'alors une valeur d'usage prennent tout d'un coup une valeur d'échange, notamment sous la forme de la marchandisation de la nature et du tourisme. Une nouvelle économie apparaît, à laquelle les populations n'ont souvent pas les moyens de participer, ni d'en tirer des bénéfices.

Face à la multiplication des critiques dénonçant les conséquences sociales des politiques de conservation fondées sur l'exclusion des populations, le monde de la conservation se transforme. La conférence de Stockholm sur l'environnement et le développement (1972) représente à cet égard un événement politique décisif, puisque pour la première fois l'environnement apparaît comme une question de politique internationale intégrée aux problématiques socioéconomiques. La notion d' « écodéveloppement » (à laquelle va succéder celle de « développement durable »), développée par Ignacy Sachs (1997) et utilisée en marge de cette rencontre, constitue le point nodal de cette nouvelle articulation. En 1974, l'Unesco lance son programme l'Homme et la Biosphère, qui prend

[4] Jacques Weber et Jean-Pierre Reveret (1993) ont proposé la notion de « mode d'appropriation » pour rendre compte des multiples façons dont les hommes s'approprient leur « nature », et qui recouvre cinq niveaux : (i) les représentations ou perceptions, (ii) les usages alternatifs des ressources, (iii) les modalités d'accès et de contrôle de l'accès aux ressources, (iv) les modalités de transfert des ressources, ou des fruits tirés de ces ressources, modalités non nécessairement marchandes, (v), les modalités de répartition ou de partage des ressources et/ou des fruits que l'on en tire. Dans les espaces protégés, ces questions de représentation, d'accès, d'usage, de transfert et de répartition des ressources sont au cœur des conflits qui opposent les populations locales aux gestionnaires.

explicitement en compte les nouveaux objectifs internationaux : conserver la diversité biologique, promouvoir le développement économique, et sauvegarder les valeurs culturelles des populations qui résident dans l'enceinte des « réserves de biosphère », un nouveau type d'espace protégé où ces objectifs doivent être mis en pratique (Unesco, 1995). L'articulation entre conservation et développement est également reprise par les organismes internationaux de conservation, qui éditent en 1980 une *Stratégie Mondiale de Conservation*, qui affirme la nécessité de prendre en compte la dimension sociale dans les programmes de protection de l'environnement (UICN, PNUE, WWF, 1980). Mais ce n'est qu'en 1992, avec la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique (et en particulier son article 8j[5]), que les « communautés autochtones et locales » gagnent une reconnaissance internationale contraignant les États parties à les prendre en compte. L'esprit de la Convention, qui fait de la diversité culturelle un élément de la diversité biologique, reconnaît d'une part l'étroite dépendance de ces populations vis-à-vis des ressources matérielles et immatérielles issues de la biodiversité mais aussi le fait que celle-ci ne doit son existence et son maintien jusqu'à aujourd'hui qu'aux usages durables et aux savoir-faire que ces populations ont su développer. Sur le terrain, ce nouvel esprit de la conservation « *people-friendly* » se traduit par l'émergence au cours des années 1990 de ce qui a été appelé les « programmes intégrés de conservation et de développement » (*integrated conservation and development programs*, ICDP), qui font en réalité du développement un coût de transaction de la conservation. Alors que ces nouveaux programmes gagnent une popularité immense dans le milieu de la conservation, leurs résultats sur le terrain reçoivent des avis mitigés, quand ce ne sont pas des critiques virulentes : « Les résultats de ces tentatives de travailler avec les communautés indigènes ont été, à de rares exceptions près, une série d'échecs. Sur le terrain, les ICDP ont péché en général par leur paternalisme, leur manque d'expertise, et leur partialité — étant largement déterminés par les priorités des conservationnistes, avec une contribution indigène minimale »[6] (Chapin, 2004 : 20). La même chose se produit avec la « gestion communautaire des ressources naturelles » (*community-based natural resource management*, CBNRM), qui

[5] L'article 8j de la CBD prévoit que chaque État partie « respecte, préserve et maintient les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent un mode de vie traditionnel présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et en favorise l'application sur une plus grande échelle, avec l'accord et la participation des dépositaires de ces connaissances, innovations et pratiques et encourage le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques ».

[6] « The outcome of these attempts to work with indigenous communities was, with a few exceptions, a string of failures. On the ground, ICDPs were generally paternalistic, lacking in expertise, and one-sided—driven largely by the agendas of the conservationists, with little indigenous input ».

tente pourtant de prendre le contrepied de l'approche des ICDP, en privilégiant le transfert aux communautés villageoises du contrôle de l'accès et de l'usage des ressources renouvelables du domaine privé de l'Etat. Ces initiatives « permettant d'organiser la durabilité des modes de vie et des écosystèmes sont utilisées à des fins particulières, détournées de leurs objectifs et attaquées par ceux qu'elles gênent : agences bi ou multilatérales de 'développement', ONG diverses et variées » (Weber, 2009). Le chapitre de la dialectique parc/populations n'est pas clos, certains soutenant désormais que la conservation n'est possible qu'en donnant une valeur économique, financière, à ce que l'on souhaite protéger.

Si la conservation de l'environnement fait l'objet d'une riche littérature, le sujet est donc encore loin d'être épuisé, et la question ouverte par Philippe Descola, qui en appelle d'autres, demeure aujourd'hui encore plus qu'hier d'actualité : À qui appartient la nature ? Pour qui/quoi doit-elle être protégée ? Contre qui/quoi ? À qui profite cette protection ?

Si les anthropologues étudient depuis longtemps les relations qu'entretiennent les sociétés avec leur environnement[7], ce n'est que depuis la fin des années 1980 que se développe un courant de recherche en anthropologie, particulièrement dans les milieux anglo-saxons, qui s'intéresse spécifiquement au domaine des politiques environnementales (*environmentalism*) comme site de riche production culturelle (Brosius, 1999). Il faut dire que les anthropologues ont souvent été aux premières loges pour observer l'émergence et les implications locales de ces politiques environnementales. Les ONG travaillant sur les questions d'environnement sont devenues des acteurs incontournables sur un terrain que les anthropologues considéraient comme leur chasse gardée, c'est-à-dire les communautés rurales ou isolées. Dans ce processus, les anthropologues ont vu les communautés locales se mobiliser ou adopter des éléments du discours environnemental global à un degré rarement connu auparavant, engendrant des reconfigurations sociales profondes.

[7] Il n'y a pas lieu ici de faire un panorama exhaustif des façons dont l'anthropologie s'est emparée de la question de la construction sociale du rapport des hommes à leur environnement, mais on peut tout de même rappeler les apports de l'écologie culturelle (qui se développe dès le milieu des années 1950) sur la question de l'adaptation des sociétés à leur milieu (voir par exemple Rappaport, 1969), les critiques du déterminisme écologique dont Maurice Godelier a offert une des formulations les plus abouties (Godelier, 1984), le courant de la technologie culturelle (Leroi-Gourhan, 1943), ou encore les formes d'appropriation symbolique de la nature (Levi-Strauss, 1962 ; Descola, 2005).

À la différence de l'anthropologie écologique des années 1960-1970, les travaux qui s'inscrivent dans ce courant de recherche, et auquel participe également cette étude, sont beaucoup plus attentifs aux questions de rapport de force et d'inégalités, à l'importance des régimes de production des connaissances et à l'accélération des phénomènes transcalaires. À ce titre, certains se revendiquent du courant plus large (et encore mal défini) de la *political ecology*[8], qui se présente comme l'étude des relations de pouvoir dans le cadre de la gestion de l'environnement. Par le biais d'une approche historique et en combinant différents niveaux d'analyse, la *political ecology* s'intéresse aux conflits de représentations ainsi qu'aux luttes relatives à l'accès et à l'usage des ressources. Elle se construit de ce fait en opposition à une écologie scientifique apolitique, qui aborde les problématiques de gestion environnementale d'un point de vue purement biophysique ou encore technique, sans prendre en compte leur dimension essentiellement sociale, politique et économique (Blaikie & Brookfield, 1987). Dans ce cadre général, l'anthropologie a beaucoup de choses à apporter, comme le note Peter Brosius :

> Mes suggestions pour des formes futures d'engagement académique dans le domaine des politiques environnementales repose sur la conviction que l'anthropologie a un rôle important à jouer, non seulement en contribuant à mieux comprendre l'impact humain sur l'environnement physique et biotique, mais aussi en montrant comment cet environnement est construit, représenté, revendiqué et contesté. Alors que les préoccupations environnementales en sont venues à occuper une place centrale dans les luttes locales, les débats nationaux et les fora internationaux, il reste une place importante pour une entreprise analytique qui cherche à apporter une perspective critique sur ses diverses, et souvent contestées, visions de l'environnement, des problèmes environnementaux, et des formes d'*agency* que de tels discours font apparaître (ou disparaître)[9] (Brosius, 1999 : 277-278).

[8] L'origine de l'expression *political ecology* est souvent attribuée à un article de l'anthropologue Eric Wolf datant de 1972 (publié dans une revue d'anthropologie), bien que l'on trouve des références antérieures.

[9] « My suggestions for future forms of scholarly engagement with environmentalism are premised on the belief that anthropology has a critical role to play not only in contributing to our understanding of the human impact on the physical and biotic environment but also in showing how this environment is constructed, represented, claimed, and contested. As environmental concerns have come to occupy a central place in local struggles, national debates and international fora, there is an important place for an analytical enterprise which seeks to bring a critical perspective to bear on these diverse, often contested visions of the environment, environmental problems, and the forms of agency such discourses conjure into (or out of) being ».

En tant qu'anthropologues, notre regard sur la conservation de la biodiversité n'est évidemment pas celui d'un écologue ou d'un biologiste, pour qui la conservation est avant tout une science de gestion de crise, toute entière tournée vers l'action (Soulé, 1985). De notre point de vue, la conservation devient un objet d'étude quand précisément l'on parvient à se dégager de ce carcan gestionnaire teinté par l'urgence pour mieux saisir son inscription sociale et sa dimension éminemment politique et historiquement située. À cet égard, les espaces protégés, ces « outils paradigmatiques des pratiques de conservation de la nature » (Rodary *et al.* 2003 : 14), constituent des lieux privilégiés pour l'ethnographie, fruits d'une histoire longue où convergent deux thématiques de prédilection pour les anthropologues : l'engouement récent pour les interactions entre le local et le global, et l'intérêt de longue date pour les relations entre les sociétés et leurs environnements. C'est ce que soulignent Paige West et Dan Brockington quand ils affirment que « nous ne voyons pas les espaces protégés uniquement comme des sites riches en diversité biologique, mais aussi comme des sites riches en interactions sociales et en reproduction sociale »[10] (West & Brockington, 2006 : 609).

Pour approfondir ces questions, et comprendre comment elles peuvent se matérialiser dans un pays comme l'Inde, nous avons choisi d'enquêter dans la réserve de biosphère de Nanda Devi (RBND), située dans l'actuel État de l'Uttarakhand, au cœur de l'Himalaya occidental. La méthodologie de l'enquête est présentée en détail dans le chapitre 3 de cette étude. On peut cependant déjà dire que deux villages en particulier ont été choisis comme terrain d'étude, Lata et Reni, nichés dans la vallée Niti, sur le flanc ouest de la réserve, à proximité de la seule entrée du parc. L'enquête s'est déroulée en trois phases : une première visite en décembre 2004, puis un long séjour de mars à août 2006, et enfin un retour en décembre 2007. Si l'essentiel du temps a été passé en immersion dans les villages, des entretiens ont aussi été conduits avec des personnes extérieures, notamment avec des chercheurs et fonctionnaires qui travaillent sur la question des espaces protégés en Inde, avec des gestionnaires de la RBND et enfin avec des responsables de l'ONG qui travaille auprès de la population des villages de Lata et Reni.

Pourquoi cette réserve ? Il faut d'abord souligner la grande richesse de l'histoire écologique et sociale de ce lieu, qui lui donne une place à part dans le programme de

[10] « […] we see protected areas not just as sites rich in biological diversity but also as rich sites of social interactions and social reproduction ».

conservation indien. Située à la frontière de l'Inde et de la Chine, la RBND était d'abord un parc national, crée en 1982, qui s'étendait sur 630 km^2 autour de la Nanda Devi, deuxième sommet le plus haut de l'Inde avec ses 7817 mètres, objet de vénération dans toute la région. Le site, pour son paysage « exceptionnel » qui abrite nombre d'espèces menacées, est classé au patrimoine mondial naturel de l'humanité en 1988 et devient dans le même temps la deuxième réserve de biosphère du pays. Avec ce nouveau statut, le parc national est converti en zone centrale de la réserve, à laquelle est ajoutée une zone tampon dans laquelle se trouve une dizaine de villages. Ces villages sont majoritairement habités par des populations dites Bhotias, qui font partie des « tribus recensées » (*scheduled tribe*) du pays. Les Bhotias, et en particulier les habitants des premiers villages de la vallée Niti où a été conduite notre enquête, se sont illustrés à maintes reprises dans l'histoire tourmentée de cette région. Maîtres du commerce transhimalayen avec le Tibet jusqu'à la fermeture de la frontière en 1962, ils ont ensuite participé aux expéditions alpines qui se sont engouffrées dans ce qui était alors le « sanctuaire » de Nanda Devi, jusqu'à la création du parc en 1982. Mais surtout, c'est dans les deux villages de Lata et Reni, qu'est né (médiatiquement) le mouvement *Chipko*, pendant lequel les femmes de ces villages, menées par Gaura Devi, se sont opposées à l'exploitation commerciale de leur forêt ; symbole s'il en est de l' « environnementalisme des pauvres » défendu par Ramachandra Guha (2000). Ce que l'on sait moins, c'est que la lutte des Bhotias pour la reconnaissance de leurs droits forestiers perdure jusqu'à aujourd'hui, sous la forme d'un conflit ouvert avec la Direction des forêts qui gère la réserve et encore plus récemment sous la forme d'un projet d'écotourisme. C'est cette histoire peu ordinaire, dont nous analyserons tous les rebondissements, qui fait dire à Ashish Kothari et Neema Pathak, membres de l'association Kalpavriksh qui travaille dans les espaces protégés indiens :

> Lata, un petit hameau qui mérite à lui seul un chapitre dans toute histoire de l'Inde. À la fois parce qu'il est le lieu de naissance d'un des mouvements les plus inspirants du monde, et parce qu'il illustre les surprenants hauts et bas qui caractérisent la population, les rivières, et les forêts de cette région[11] (Kothari & Pathak, 2011).

Par ailleurs, ce qui rend l'étude de la RBND particulièrement complexe et fascinante à la fois, c'est, comme l'explique un célèbre alpiniste indien, la multitude d'intérêts que cette zone a suscité au cours de l'histoire, ne manquant pas de provoquer des conflits de

[11] « Lata, a small settlement that deserves a chapter of its own in any history of India. Both for being the birthplace of one of the world's most inspiring movements, and for displaying the startling ups and downs that characterise the people, the rivers, and the forests of this region ».

représentations et une concurrence acharnée pour l'accès et l'usage des ressources de la réserve entre les différents agents, que nous croiserons au cours de cette étude :

> Écologistes, scientifiques (y compris spécialistes du nucléaire), historiens, politiciens, braconniers, cueilleurs de plantes médicinales, entrepreneurs forestiers, résidants locaux, militants, agents du gouvernement et de la Direction des forêts, randonneurs, agences de tourisme, et toute la communauté internationale des alpinistes – tout le monde a un intérêt et des opinions sur les affaires de la déesse et de son sanctuaire[12](Kapadia, 2005 : 111).

Aussi, et il s'agit là d'un point décisif pour comprendre ce travail, notre « entrée » dans la RBND s'est faite par la porte du conflit. Il s'agit là d'une démarche volontaire, puisque c'est justement le conflit qui se déroule dans cette réserve qui nous a poussés à la choisir comme terrain d'enquête. En dépit d'incitations à choisir des parcs qui « marchent »[13], il nous semblait en effet plus intéressant du point de vue de l'analyse de choisir des lieux plus « problématiques », qui sont toujours plus révélateurs des rapports de force en présence[14]. Notre intérêt a aussi été suscité par le fait que la RBND, en dépit du contrôle social que certains officiels exercent sur leur propre parole, était largement considérée comme un « échec » du programme de conservation indien — qui lui même, en dépit de quelques succès (Périyar, Vallée des Fleurs), traverse une crise de légitimité sans précédent avec des « disparitions » inquiétantes de grands mammifères des parcs a priori les mieux gardés du pays. Notre travail dans la RBND s'est donc employé à comprendre les raisons de cet « échec », mais aussi à prendre la RBND comme un miroir de la « crise de la conservation » du pays.

La motivation était d'autant plus grande, que nous n'avions d'une certaine manière pas le choix. À maintes reprises, lors des entretiens ou de discussions informelles, nous avons été interpellés par des villageois qui nous demandaient de « raconter » leur histoire. C'est par

---

[12] « Environmentalists, scientists (even nuclear scientists), historians, politicians, poachers, medicinal plant gatherers, forest contractors, local residents, activists, government and forest officials, trekkers, agents, and international climbing community — everyone has interest and views on the affairs of the goddess and its sanctuary ».

[13] Shekhar Singh, le père de l'écodéveloppement en Inde, nous a fortement incité à travailler sur le parc de Périyar, au Kérala, présenté comme un grand succès de… l'écodéveloppement. Á contrario de la RBND, présentée comme un « échec ».

[14] En dehors de notre enquête dans la RBND, une courte enquête dans la réserve de Wayanad, au Kérala, qui a aussi été le centre de conflits avec la population locale, a été conduite en 2006 par souci de comparatisme. Néanmoins, la RBND s'étant révélée un cas d'étude à elle seule, nous avons fait le choix de ne pas présenter le cas de la réserve de Wayanad dans ce travail.

exemple le cas de Mangshiri Devi Rana, rencontrée régulièrement au village, et qui, après avoir pris le temps de nous confier les difficultés que sa famille rencontre au quotidien, termina par un « tu leur diras, hein ? ». Il était assez clair que les villageois espéraient que ce travail permette d'obtenir l'ouverture du parc, comme le montre par exemple cet extrait d'entretien avec un vieil homme du hameau de Paing :

> Toi, tu es venue jusqu'ici, tu devrais nous aider à regagner nos droits pour avoir accès aux plantes médicinales et ouvrir le parc au tourisme, pour qu'on puisse gagner notre vie. Pas pour moi, mais pour mes enfants. Je suis vieux maintenant, qu'est-ce que je peux faire ? Dans le monde d'aujourd'hui, tout est fermé. Si le parc est ouvert, on pourra y aller souvent et gagner notre vie grâce au tourisme et aux plantes médicinales (Dev Singh Rana, Paing, 11 mai 2006).

C'était une situation relativement délicate, car il a bien fallu leur dire que nous n'avions pas ce pouvoir, même si l'on pouvait espérer que ce travail permette de faire connaître leur situation. Mais les villageois avaient déjà vu défiler du monde, en particulier de nombreux chercheurs indiens du *Wildlife Institute of India* et du *Govind Ballabh Pant Institute of Himalayan Environment and Development*, sans avoir l'impression que leur situation ne s'améliore pour autant. Les villageois ont bien conscience que les chercheurs « gagnent » quelque chose en leur posant des questions – principalement du capital social -, et que ce n'est pas vrai dans l'autre sens. Il est arrivé qu'on nous dise : « toi, grâce au temps que tu as passé avec nous, tu vas devenir docteur », étant sous-entendu que eux n'avaient rien à gagner. Il s'agit là, il nous semble, d'une situation inégale assez typique pour les ethnologues en particulier mais qui est ici avivée par le contexte de tensions et de misère dans lequel se trouvent les villages de la réserve. Cette situation n'est d'ailleurs pas nouvelle pour les Bhotias de la région, qui rappellent souvent amèrement la « captation d'héritage » qui s'est produite après *Chipko.* Ce sont eux qui se sont battus, mais ce sont les « autres », c'est-à-dire les personnes les plus connues —Vandana Shiva, Sunderlal Bahaguna, et d'autres — qui ont récupéré à leur profit, et sur leur dos, les honneurs. Ce qui nous a valu d'être parfois pris à partie sans ménagement :

> Nous n'avons rien obtenu de ce que l'on a demandé. C'est comme toi, tu viens, tu penses à toi et pas aux autres. C'est ce qui se passe. Nous avons présenté de nombreuses demandes. Ce sont les « gens importants » qui en ont tiré des bénéfices, nous, on a rien eu. Au nom de Gaura Devi, ce sont des étrangers qui en ont profité (Dev Singh Rana, Paing, 11 mai 2006).

C'est donc ce contexte de conflit qui a largement façonné ce travail. Sur la forme, il nous a ainsi paru important de donner de la « chair » à l'étude, c'est-à-dire de faire entendre les voix des Bhotias en laissant une place conséquente aux citations directes[15]. Sur le fond, ensuite, nous nous sommes interrogés sur le conflit lui-même, qui, une fois resitué historiquement, et replacé dans sa complexité sociale et ses multiples interprétations, tend à questionner l'affirmation selon laquelle il y aurait un « problème » de conservation évident à Nanda Devi, qui exigerait un ensemble de solutions « rationnelles » tout aussi évidentes.

Cette réflexion, à notre avis, ne se limite pas au seul cas de Nanda Devi. Partout dans le monde, avec la multiplication de ce type de conflits « parcs/populations », on assiste à un véritable processus de naturalisation de l'opposition qui se donne immédiatement à voir entre les « populations locales » d'un côté et la « conservation » de l'autre. Prise comme une donnée invariable, cette opposition ainsi figée boucle un cercle vicieux en devenant la justification infaillible pour exclure de plus belle ces populations grâce à de nouveaux programmes paternalistes visant à développer des activités « alternatives » pour ces dernières, et surtout leur refuser tout contrôle politique et économique sur l'accès et l'usage des ressources protégées. Pour rompre ce cercle vicieux, ce travail s'interrogera donc sur la *construction sociale* de ces conflits « parcs/populations », à travers l'exemple de la réserve de biosphère de Nanda Devi.

Notre travail de déconstruction s'articule autour d'une série de questions : (i) Quel est le cheminement historique qui a mené à la mise en place de la RBND ? Est-ce que les considérations écologiques ont été les seules motivations derrière sa création ? (ii) Comment l'État / la Direction des forêts / les naturalistes construisent le problème de la conservation à Nanda Devi et ses solutions ? Parlent-ils d'une même voix ? (iii) Comment ce cadre discursif est reçu et négocié par les Bhotias, en quoi leur lutte l'infléchit ? Et en contrepartie, comment les formes de résistance des Bhotias arrivent-elles à se réinventer ? (iv) Pourquoi et comment les relations de pouvoir changent de façon à permettre aux Bhotias d'exprimer leurs revendications à travers de nouveaux acteurs, les ONG ? Et en quoi les ONG transforment le contenu même des revendications des Bhotias ? (v) Quel est le produit de cette nouvelle configuration du point de vue des interactions entre les Bhotias et les gestionnaires du parc ?

[15] Tous les entretiens dans les villages bhotias ont été réalisés en hindi et enregistrés. Ils ont été ensuite retranscris en anglais dans des carnets. Par souci de commodité, nous avons choisi ici de ne faire figurer que la traduction française. Nous tenons à disposition les enregistrements originaux et la traduction anglaise.

Est-ce simplement une nouvelle séquence dans la même série ou est-ce que l'on assiste à la naissance d'une nouvelle conception de la conservation enrichie par les revendications sociales et économiques des Bhotias ?

La première partie de ce travail est destinée à introduire, présenter et discuter la problématique contemporaine de la conservation en Inde, dont l'analyse est essentielle pour bien saisir les termes du conflit qui se joue aujourd'hui dans la RBND.

Dans un premier chapitre, nous poserons les jalons pour une meilleure compréhension de la forme spécifique prise par l'effort de conservation dans le pays aujourd'hui. Nous verrons d'abord pourquoi l'Inde peut être considérée comme un géant de biodiversité aux pieds d'argile, en nous penchant sur les multiples causes responsables de la dégradation de l'environnement. Nous nous tournerons ensuite spécifiquement vers le réseau d'espaces protégés indien, pour analyser sa structure, son évolution et le fossé qui sépare les dispositions juridiques de leur application. Enfin, nous aborderons la question incontournable et explosive des relations entre les « populations locales » et les parcs, en tentant de problématiser le vocabulaire habituellement utilisé : qui sont ces « populations locales » ? Quels sont les enjeux du « déplacement » des populations ? Quel est le coût social de la conservation ? Dans le deuxième chapitre, nous analyserons la polarisation du débat scientifique suscité par ces problématiques en Inde, et son possible dépassement dans la perspective d'une analyse socio anthropologique. Nous nous intéresserons d'abord au paradigme dit de la « préservation », à ses origines scientifiques et culturelles, et à l'argumentaire spécifique de ses partisans en Inde. Nous verrons ensuite comment ces arguments sont questionnés et parfois déconstruits par les avocats de l' « usage durable », qui ont gagné une audience certaine depuis les années 1980. Enfin, nous proposerons une lecture critique de ce débat, en insistant sur les impasses d'une approche gestionnaire, et en posant l'hypothèse selon laquelle ce qui doit conservé, par qui, et comment, est déterminé en dernière instance par des processus politiques et économiques, et seulement secondairement par les connaissances scientifiques qui guident la gestion des ressources.

La deuxième partie de ce travail entre dans le vif de l'enquête, en s'interrogeant sur les processus par lesquels la région de Nanda Devi est passée d'une économie reposant sur l'usage des ressources forestières à une économie « permanente », c'est-à-dire fondée sur l'idée que les ressources de la région ont d'abord une valeur écologique qui doit être protégée au nom du bien public.

Avant d'entreprendre cette analyse, nous proposons dans le chapitre 3 une présentation de la RBND et de la méthodologie suivie pour cette enquête, afin de donner une idée plus précise des enjeux écologiques et sociaux qui s'incarnent dans cet espace protégé. Nous verrons ensuite dans le chapitre 4 en quoi la création de la RBND s'inscrit dans la continuité des dynamiques de l'histoire régionale, et en particulier dans l'évolution des rapports entre les paysans, les autorités et la forêt depuis l'époque précoloniale jusqu'à l'enclosure des paysages de l'Uttarakhand dans la période post-*Chipko*. Dans le chapitre 5, nous resserrerons la focale en nous intéressant spécifiquement au contexte sociologique dans lequel va prendre corps le projet de conservation à Nanda Devi, celui des Bhotias de la vallée Niti. Nous verrons d'abord comment la catégorie « Bhotia » a été construite, puis comment s'organise la gestion quotidienne des ressources forestières dans les villages, et enfin comment l'économie de ces villages participe pleinement aux soubresauts et à la reconfiguration progressive de l'économie régionale.

La troisième et dernière partie de cette étude porte directement sur les processus d'interactions et de « ménagement » des différents intérêts qui se manifestent par rapport à la création et à la gestion de la réserve.

Dans le chapitre 6, nous étudierons les différentes logiques qui ont conduit à choisir un modèle particulièrement coercitif de conservation à l'endroit des Bhotias. Nous nous intéresserons en particulier à l'histoire immédiate qui a précédé la création de la réserve, et qui montre qu'en dehors des argumentaires assez classiques justifiant la création du parc, la mise sous cloche de la RBND semble aussi être le fruit d'inquiétudes pour la sécurité intérieure et extérieure du pays. Dans le chapitre 7, nous nous pencherons en détail sur le processus d'exclusion mis en branle suite à la mise en défens de la réserve, en insistant à la fois sur son caractère destructeur (du point de vue de l'économie locale et du lien social) mais aussi sur la nouvelle configuration socioéconomique qu'il contribue à construire. Enfin, dans le chapitre 8, nous analyserons les logiques de négociation du dispositif de conservation mis en place à Nanda Devi, et leur évolution dans le temps. Nous nous interrogerons d'abord sur le caractère novateur des politiques d'écodéveloppement destinées à améliorer le sort des Bhotias et à renforcer la protection de la zone centrale de la réserve. Ces politiques génèrent en effet une résistance multiforme des habitants, dont l'évolution montre leur rapide politisation. Cette dernière s'exprime de façon très claire dans la lutte pour les bénéfices de la conservation qui s'engage au début des années 2000 avec la proposition d'ouvrir la réserve au tourisme. Nous verrons quelles tensions cette proposition génère, quels nouveaux acteurs elle

fait apparaître, et comment les Bhotias parviennent à se construire une légitimité dans cette nouvelle bataille, et à quel prix.

PREMIERE PARTIE

Réflexions préliminaires sur la « crise » de la conservation en Inde

Introduction

En décembre 2004, l'Inde découvre avec stupeur que la réserve de Sariska, au Rajasthan, ne compte plus un seul tigre. Que s'est-il passé ? Pourquoi les tigres ont-ils disparu d'une réserve spécialement dédiée à leur protection ? Le scénario, tel qu'il est relaté dans le rapport de l'équipe chargée par le Premier Ministre d'enquêter sur cette affaire, est celui d'un fiasco (GoI, 2005). Tandis que les divers responsables de la réserve s'affairaient à camoufler le déclin constant du nombre de tigres en s'arrangeant avec les données officielles du recensement, des braconniers avaient eu tout le loisir de mener leur basse besogne et de littéralement « nettoyer » la réserve de ses tigres, alimentant ainsi un vaste réseau de contrebande. Vraisemblablement, certains habitants des onze villages situés dans la zone centrale de la réserve étaient aussi impliqués. Pris en tenaille entre les tigres et l'administration du parc, ces villageois (des bergers Gujjars spécialisés dans l'élevage de buffles) mènent une existence précaire qui les a rendus hostiles aux efforts de conservation. Leurs droits coutumiers sur l'espace de la réserve et ses ressources forestières n'ont jamais été officiellement reconnus. Depuis les années 1970, leurs villages sont voués à être déplacés et ne bénéficient de ce fait d'aucune infrastructure élémentaire (routes, écoles, puits). Les gestionnaires du parc leur ont bien promis de les installer dans une zone où ils pourraient vaquer librement à leurs occupations sans être harcelés en permanence par les gardes forestiers. Mais seul un village a été déplacé — avec un résultat probablement peu probant puisque les villageois sont finalement revenus s'installer dans la réserve. Maintenant qu'il n'y a plus de tigres à protéger, les politiciens locaux demandent un déclassement de la réserve. Cette situation profite aussi à un puissant lobby industriel, qui fait pression depuis plusieurs années pour exploiter les mines situées à la périphérie.

L'histoire de Sariska est exemplaire en ce qu'elle illustre assez parfaitement ce que d'aucuns nomment la « crise » de la conservation en Inde (Saberwal *et al.* 2001) et ses diverses ramifications. Assurément, la façon dont sont gérés les parcs du pays pose problème. Pour le lecteur attentif qui parcourt la littérature récente sur le sujet, les discours alarmistes sont foison, question d'époque peut-être[16]. Dans un contexte international marqué par le cri d'alarme lancé par d'éminents écologues comme Myers, Ehrlich ou Wilson à propos d'une « sixième crise d'extinction massive des espèces »[17], en Inde, les découvertes successives de grands mammifères qui « disparaissent » des parcs comme à Sariska[18] est une source de vive inquiétude, renforcée par la multiplication des études qui font état de l'*effondrement* du système de conservation ou de la *guerre* entre les populations locales et l'administration des parcs. Ce discours de « crise » inspire trois réflexions.

D'une part, il va sans dire que ce message, aussi catastrophiste soit-il, recouvre une situation bien réelle. Face aux rapports scientifiques et aux nouvelles rapportées régulièrement dans la presse indienne, il semble qu'il n'y ait pas lieu de douter de l'érosion inquiétante de la biodiversité au niveau mondial ou des tensions dans les parcs indiens. On pourrait dire à cet égard que la perspective d'une catastrophe annoncée revêt un pouvoir d'alerte, et la peur des vertus heuristiques[19] (Dupuy, 2002).

Pour autant, il est clair que ce discours est socialement construit et culturellement spécifique, incompréhensible en dehors de systèmes de valeurs les plus contemporains, qui font par exemple que l'on accorde aujourd'hui plus de valeur à certaines catégories de paysages plutôt qu'à d'autres, ou que ce qui pose problème aujourd'hui (l'extension agricole au détriment des forêt par exemple) ne l'était pas il y a encore cinquante ans.

---

[16] Il va sans dire que le catastrophisme fait aujourd'hui recette. On peut par exemple relever le nombre d'ouvrages parus récemment sur le sujet ; voir entre autres : Richard Huggett, *Catastrophism* ([1990] 1997) ; Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé* (2002); René Riesel et Jaime Semprun, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable* (2008).

[17] Voir la dernière parution sur le sujet : Ceballos, Garcia & Ehrlich, 2010.

[18] La dernière découverte remonte à 2009. Il s'agit du parc national de Panna, au Madhya Pradesh, qui s'était vu attribuer en 2007 par le gouvernement indien un prix d'excellence, celui du « parc touristique le mieux entretenu ». Alors que le responsable en chef des forêts du Madhya Pradesh clamait à l'été 2008 que les tigres du parc se portaient à merveille, une enquête du Wildlife Institute of India mené en décembre de la même année a conclu que le parc ne comptait plus qu'un seul tigre. En juin 2009, après vérification d'une équipe dirigé par l'ancien responsable du Projet Tigre, le couperet est tombé : Panna, qui accueillait une quarantaine de tigres en 2003, est désormais vide. Pour boucler la boucle, on notera que depuis les découvertes de ces « disparitions » à Sariska et Panna, des tigres ont été réintroduits pour que ces lieux conservent leur statut de réserves de tigres.

[19] Voir l'intéressant article de Dipesh Chakrabarty (2010), qui montre comment le constat du changement climatique contraint les historiens à repenser la manière dont ils écrivent l'histoire.

Enfin, le catastrophisme a une dimension politique certaine. L'histoire a trop bien montré que ce type de discours participe à l'instauration d'une « administration du désastre », qui prépare à la « soumission anticipée aux états d'exception, l'acceptation des disciplines à venir, l'adhésion à la puissance bureaucratique qui prétend, par la contrainte, assurer la survie collective » (Riesel et Semprun, 2008 : 78).

Une question se pose donc, fil rouge de la réflexion proposée dans ce travail : comment prendre la mesure de la « crise » de la conservation en Inde aujourd'hui sans céder au catastrophisme ambiant ? Il faudrait séparer la science (et la réalité observable) de l'idéologie, mais la tâche est ardue car les dés sont pipés. Quand on parle de conservation, la science et l'idéologie s'emmêlent. « Que voulons-nous conserver ? », « pourquoi ? », « pour qui ? », appellent des décisions qui relèvent bien plus du choix de société que de la recommandation scientifique. Il faut donc prendre acte d'une des leçons de la sociologie des sciences, que nous rappelle Jean-Paul Deléage dans *Une histoire de l'écologie* :

> La société, jusque dans ses représentations scientifiques les plus élaborées, parle souvent de la nature par analogie avec sa propre organisation. Il est fréquent que la façon dont elle discourt sur l'ordre de la nature soit aussi une manière de légitimation de sa structure propre (Deléage, 1994 : 6).

Cette partie introductive, qui vise à poser le problème général dans lequel s'inscrit ce travail, traite donc autant de la « crise » de la conservation en Inde que de ce que les discours sur cette crise nous apprennent en filigrane sur la société indienne contemporaine. Toute la difficulté est de parvenir à prendre la mesure du problème que pose la conservation tout en rendant compte du fait qu'en dehors de ses fondations écologiques (relativement) indiscutables[20], ce problème est formulé dans des termes qui sont socialement construits et historiquement situés, et la réfraction d'enjeux politiques et économiques majeurs.

Le premier chapitre tentera ainsi de décrire les grandes caractéristiques du scénario national en matière de conservation, en détaillant les manifestations empiriques de la « crise de la conservation » telle qu'elle est perçue en Inde, et qui se joue sur trois tableaux : les menaces sur la biodiversité posées par le processus de développement du pays ; les lacunes de la législation relative aux espaces protégés ; et enfin les conflits entre les populations vivant à la périphérie des espaces protégés et les gestionnaires des parcs. Dans le deuxième chapitre,

[20] Comme le montre les exemples de Sariska et de Panna, les connaissances scientifiques sur l'état de la biodiversité sont elles aussi soumises à des variables politiques.

nous verrons comment cette situation de « crise » polarise le débat scientifique sur la conservation en Inde, dont nous examinerons les deux principales positions, à savoir le paradigme dit de la « conservation forteresse » et le paradigme dit de « l'usage durable ». Nous tenterons dans un troisième temps de dépasser cette opposition en proposant un nouveau cadre de lecture et d'interprétation pour l'analyse des programmes de conservation.

CHAPITRE 1

Les enjeux de la conservation dans le contexte indien contemporain

> La première leçon est que la principale source de dégradation environnementale dans le monde vient de la demande de ressources naturelles générée par la consommation des riches (qu'il s'agisse de nations riches ou de riches individus ou groupes à l'intérieur des nations). […] La deuxième leçon, c'est que ce sont les pauvres qui sont les plus touchés par la dégradation de l'environnement[21].
>
> - Anil Agarwal, 1986[22]

Introduction

Lorsque les Britanniques pénètrent en Inde il y a 250 ans, ils trouvent un sous-continent couvert d'une riche mosaïque paysagère, qui abrite une faune recherchée. Des forêts tropicales humides du Sud aux forêts alpines sèches de l'Himalaya occidental, des tigres aux léopards des neiges, l'Inde constitue un réservoir de ressources naturelles qui semble inépuisable. Jusqu'à la fin du XIXème siècle, ces forêts et grands mammifères vont être exploités sans relâche par les colonisateurs et l'élite indienne pour bâtir l'empire et asseoir leur prestige, jusqu'à ce que les premières inquiétudes concernant la disparition rapide de ces ressources ne forcent les autorités coloniales à réagir en mettant en place la première administration forestière du pays.

Quand l'Inde gagne son Indépendance, l'immensité de la tâche de reconstruction de la nation fait oublier un temps la situation écologique désastreuse du pays. Mais face au développement rapide de l'économie et de l'industrie et aux demandes en biomasse d'une

[21] « The first lesson is that the main source of environmental destruction in the world is the demand for natural resources generated by the consumption of the rich (whether they are rich nations or rich individuals and groups within nations) […] The second lesson is that it is the poor who are affected the most by environmental destruction ».

[22] Cité dans Guha, 2002 : 206. Anil Agarwal est un pionnier de l'écologie indienne et le fondateur du *Center for Science and Environment* de Delhi.

population de plus d'un milliard d'habitants, dont la majorité vit en zone rurale et dans une pauvreté endémique, le gouvernement indien commence à partir des années 1960 à prendre conscience des problèmes aigus posés par la dégradation de l'environnement et de la nécessité de mettre en place une stratégie nationale de conservation pour sauvegarder le patrimoine naturel du pays.

Il n'est pas possible de comprendre les difficultés auxquelles se heurte le gouvernement indien pour assurer cette tâche herculéenne — le cas de la réserve de biosphère de Nanda Devi étant un exemple parmi d'autres — sans prendre en compte dès le départ l'incroyable complexité du contexte indien contemporain. L'objectif de ce premier chapitre est d'essayer d'y voir plus clair. Nous partirons d'une analyse du contexte écologique, sociologique, économique et politique de la dégradation de l'environnement en Inde, pour nous tourner ensuite vers la construction du réseau d'espaces protégés et le décalage qui existe entre la formulation juridique des législations de protection de l'environnement et leur application. Nous terminerons avec une analyse des termes du conflit qui oppose dans le pays les populations vivant à proximité des espaces protégés à leurs gestionnaires.

1.1 : L'INDE, UN GEANT DE BIODIVERSITE AUX PIEDS D'ARGILE

A. Au pays de la « méga-diversité »…

La diversité biologique n'est pas répartie de manière homogène sur la planète. De nombreux facteurs, en particulier édaphiques, climatiques et topographiques – qui subissent de fortes perturbations d'origine naturelle ou anthropique — en modulent la distribution. De ce point de vue, certaines régions, principalement situées sous les tropiques, sont considérées comme beaucoup plus riches que d'autres. L'Union indienne fait partie de ces hauts lieux de la biodiversité : sous-continent de plus de 3 millions de km², elle abrite une large gamme d'écosystèmes et d'habitats – forêts, prairies, zones humides, écosystèmes côtiers et marins, déserts – qui supportent eux-mêmes une diversité spécifique remarquable et remarquée.

D'après le système officiel de classification biogéographique[23] du pays, proposé par les chercheurs Rodgers et Panwar (1988) puis revisité grâce aux outils des systèmes d'information géographique par Rodgers, Panwar et Mathur (2002), l'Inde se découpe en 10 zones biogéographiques et 26 provinces, qui illustrent sa grande diversité paysagère.

1. Transhimalaya (montagnes du Ladakh et plateau tibétain)
2. Himalaya (Nord-Ouest, Ouest, Central, Est)
3. Désert (désert du Thar, région du Kutch)
4. Zone semi-aride (plaines du Pendjab, Rajputana-Gujarat)
5. Ghâts occidentaux (plaines de Malabar et montagnes des ghâts occidentaux)
6. Péninsule du Deccan (hautes terres centrales, Chotta-Nagpur, hautes terres orientales, plateau central, Deccan méridional)
7. Plaine gangétique (haute plaine gangétique, basse plaine gangétique)
8. Nord-Est (vallée du Brahmapoutre, montagnes du nord-est)
9. Zone côtière (côtes occidentale et orientale, îles Laquedives)
10. Iles (Andaman et Nicobar).

[23] La biogéographie est une discipline dont l'objet est l'étude de la répartition des êtres vivants dans les divers écosystèmes continentaux et océaniques (Ramade, 2002).

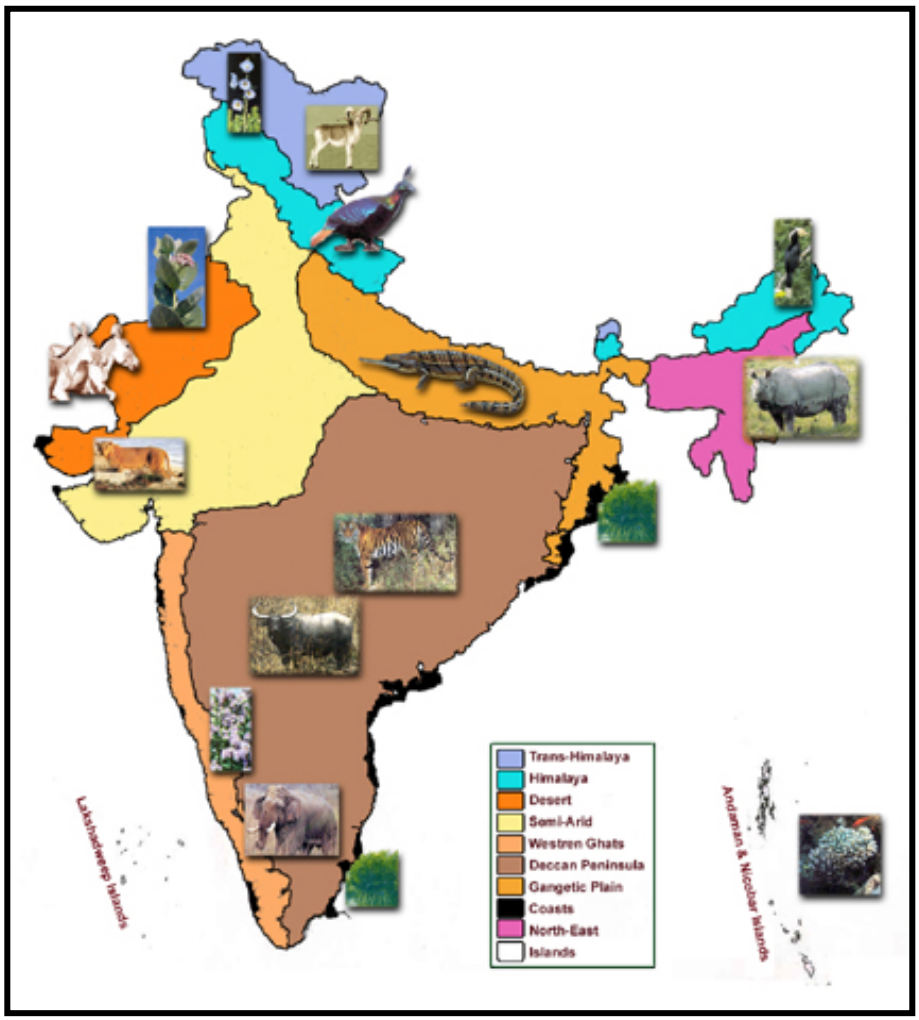


Fig. 1. CARTE DES ZONES BIOGEOGRAPHIQUES DE L'INDE

Source : http://cpreec.org/pubbook-ecozone.htm

Chaque zone et chaque province héberge des formations biogéographiques (par exemple la chaîne des monts Aravalli au Rajasthan) et des espèces (voir figure 1) qui leurs sont propres, ce qui explique pourquoi la représentativité du réseau d'espaces protégés en Inde est évaluée à l'aune de ce système de classification.

L'Inde, qui se classe dans le *top ten* des pays les plus riches en espèces (GoI, 2009b), fait aussi partie des dix-sept pays dits de « méga-diversité »[24], qui représentent 60 à 70 % de la biodiversité mondiale. Si l'Inde ne couvre que 2,4 % de la superficie émergée du globe, sa

[24] La liste actuelle comprend, par ordre alphabétique : l'Afrique du Sud, l'Australie, le Brésil, la Colombie, l'Equateur, les États-Unis, l'Inde, l'Indonésie, Madagascar, la Malaisie, le Mexique, le Pérou, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, la République démocratique du Congo, la République populaire de Chine (dont Taïwan) et le Venezuela. Les deux principaux critères pour appartenir à la catégorie des pays dits de méga-diversité sont le nombre total d'espèces et le niveau d'endémisme, aussi bien au niveau de l'espèce que pour des taxons plus élevés (McNeely et *al*., 1990).

contribution à la biodiversité mondiale s'élèverait à 7-8 % du total des espèces répertoriées[25], avec approximativement 45 500 espèces de plantes (dont environ 15 000 auraient des vertus médicinales) et 91 200 espèces animales documentées à ce jour (GoI, 2008). La systématisation des enquêtes sur la faune et la flore du pays doit beaucoup aux travaux de la *Bombay Natural History Society* (Lewis, 2003a), fondée en 1883. C'est à cette même époque, respectivement en 1890 et 1916, que sont créées la *Botanical Survey of India* (BSI) et la *Zoological Survey of India* (ZSI), deux autres institutions chargées d'engager des enquêtes taxonomiques dans tout le pays. Mais ce n'est qu'au courant des années 1960 et 1970 que le pays va se doter d'une véritable base de données écologiques. À partir de cette époque, toute une série de programmes ont été lancés pour inventorier et contrôler la diversité biologique du pays. Les explorations scientifiques permettent des découvertes régulières. En 2007, la BSI a enregistré 41 nouvelles espèces de plantes (GoI, 2009b).

La distribution des espèces en Inde est propre aux pays situés en zone tropicale ou subtropicale : les champignons et insectes représentent 60 % de la richesse biologique du pays, tandis que les angiospermes, mammifères, poissons, oiseaux, reptiles et amphibiens n'en constituent que 17,3 % (Khoshoo, 1996). Pourtant, le pays est surtout connu pour ses espèces charismatiques. L'Inde abrite environ la moitié de la population mondiale de tigres (*Panthera tigris*)[26], plus de 50 % de la population d'éléphants d'Asie (*Elephas maximus*)[27], plus de 80 % des rhinocéros unicornes (*Rhinoceros unicornis*)[28] et les derniers spécimens de lions asiatiques (*Panthera leo ssp. persica*)[29]. Le pays possède également un nombre d'espèces endémiques significatif, soit 4 950 plantes à fleurs, 16 214 insectes, 214 reptiles, 110 amphibiens, 69 oiseaux et 38 mammifères. Le taux d'endémicité est particulièrement important chez les amphibiens (61,2 %), les reptiles (47 %) et les plantes (33 %) (GoI, 2009b).

---

[25] L'inventaire des espèces vivantes, un exercice comptable qui se heurte à de nombreuses difficultés, est loin d'être achevé à ce jour. Toutefois, d'après les estimations du *Global Biodiversity Assessment* mené par le PNUE en 1995, les spécialistes semblent s'accorder sur le chiffre de 1,75 million d'espèces décrites. Quant au nombre d'espèces qui restent à découvrir, les spéculations vont bon train : de trois à plus de cent millions (May, 1988) !

[26] Le recensement de la population de tigres est un exercice difficile qui a récemment fait l'objet en Inde d'un débat féroce. D'après la Liste rouge 2009 de l'UICN, la population mondiale de tigres (confinée dans douze pays d'Asie) se situerait dans une fourchette de 3402-5140 spécimens, l'Inde en comptant approximativement 1411 (chiffre donné en 2008 par la *National Tiger Conservation Authority* et le *Wildlife Institute of India*).

[27] Pour différentes raisons, le recensement des éléphants d'Asie est aussi un exercice avec une très forte marge d'erreur ; d'après les estimations les plus répandues (les mêmes depuis un quart de siècle), le nombre total de spécimens se situerait entre 40 000 et 50 000, dont 26 000 - 30 000 se trouveraient en Inde.

[28] D'après la Liste rouge 2009 de l'UICN, la population de rhinocéros unicorne s'élevait en mai 2007 à 2578 spécimens, dont 378 au Népal et 2200 en Inde – principalement dans le parc national de Kaziranga en Assam.

[29] Il ne reste que 350 spécimens à l'état sauvage, tous ou presque dans la Gir Forest, au Gujarat.

Enfin, l'Inde abrite également en grande partie deux des plus précieux réservoirs de biodiversité de la planète, aussi appelés « points chauds »[30] : la chaîne himalayenne et les Ghâts occidentaux. Le concept de *hotspot* (« point chaud ») a été défini par l'environnementaliste britannique Norman Myers en 1988, puis repris par l'ONG américaine *Conservation International*. Pour être qualifiée de *hotspot*, une région doit répondre à deux critères : la présence d'au moins 1 500 espèces de plantes vasculaires endémiques recensées (soit plus de 5 % des espèces présentes sur terre) et la perte de 70 % de l'habitat d'origine. À ce double titre, le concept de *hotspot* peut aussi être pris, comme nous allons le voir, pour une allégorie du statut de la biodiversité en Inde : riche, certes, mais qui connaît un déclin certain.

B. …. La forêt cache les plantations

Comme ne le laisse pas présager le *Zeitgeist* du XXIème siècle, les inquiétudes concernant la dégradation de l'environnement ne datent pas d'aujourd'hui, et les tentatives d'y remédier par des mesures de conservation ne constituent pas, selon les mots de l'historien Richard Grove, « un programme novateur et révolutionnaire »[31] (Grove, 1995 : 1). En Inde, de façon assez paradoxale, les premières manifestations d'inquiétude concernant le déclin des ressources naturelles — et les premières mesures de conservation prises pour y remédier — ont vraisemblablement commencé à l'époque de la colonisation britannique, qui fut aussi marquée par une destruction sans précédent de ces mêmes richesses (Gadgil & Guha, 1992 ; Grove, 1995 ; Rangarajan, 2001). En dépit de certaines mesures prises par le gouvernement indien après l'Indépendance, la situation n'a fait qu'empirer avec la course à l'industrialisation dans laquelle s'est engagée la jeune nation.

Aujourd'hui, le déclin de la diversité biologique du pays semble évident. Derrière les images célébrant la faune et la flore du pays, le dernier « Rapport sur l'État de l'Environnement » réalisé par le MoEF en 2009 livre plusieurs tendances peu réjouissantes : on peut y lire qu'au moins 45 % de la surface du pays est considérée comme dégradée, que la pollution de l'air augmente dans toutes les villes, et que la faune et la flore rares disparaissent

[30] En 2008, on comptait 34 « points chauds » à travers le monde. Ils concentrent 50 % des plantes endémiques recensées sur la planète. Les grandes organisations écologistes ciblent en priorité leur action sur ces régions.
[31] « The current fashion has, however, helped to bring about a widespread belief that environmental concerns are an entirely new matter and that conservationnist attempts to intervene in human despoliation of the earth are part of a new and revolutionary programme ».

à un rythme rapide (GoI, 2009a). Sans faire un inventaire complet des nombreux domaines dans lesquels la dégradation environnementale est indiscutable, on peut en revanche s'arrêter sur la question des forêts et des espèces charismatiques, qui faisaient autrefois la gloire du pays et sont aujourd'hui au centre des préoccupations.

On sait que les forêts du pays ont été exploitées sans relâche par les Britanniques pour la construction de leur flotte navale et du réseau ferré indien, puis par le gouvernement de l'Inde indépendante pour le développement industriel du pays (Gadgil & Guha, 1992). Aussi, en dépit de mesures de conservation/reforestation prises dès la période coloniale, le couvert forestier du pays reste encore largement dégradé. En 1988, le pays se dote d'une politique forestière ambitieuse, qui réaffirme l'objectif déjà énoncé dans la politique forestière de 1952, à savoir que l'équilibre écologique de la nation demande qu'au moins un tiers de sa surface soit couverte de forêts. Or, à cette époque, l'organisme gouvernemental en charge de la surveillance des forêts, la *Forest Survey of India* (FSI), estimait que seulement 19,52 % du pays était sous couvert forestier (GoI, 1987). Ce chiffre est évidemment à manier avec précaution, car les outils technologiques (imagerie satellite) et la méthodologie utilisés par la FSI ont été progressivement améliorés au fil des rapports. De 1987 (date du premier *State of Forest Report*) à 1999, le pourcentage de couvert forestier est resté sensiblement le même, puis a brusquement bondi d'un point dans le rapport de 2001, atteignant à cette date 20,55 %. Voici comment l'expliquent les auteurs de ce rapport :

> Le SFR 2001, le premier du nouveau millénaire, dispose d'un certain nombre de nouvelles caractéristiques. La FSI, qui s'efforce de se renouveler continuellement au niveau technique, a estimé, pour la première fois, le couvert forestier de tout le pays en ayant recours à une interprétation numérique des données satellitaires à l'échelle 1/50 000. Dans l'estimation de 1999, le couvert forestier de seulement quatorze États avait été estimé numériquement. Dans l'ensemble, les précédentes estimations réalisées depuis 1989 avait utilisé une méthode conventionnelle d'interprétation visuelle à l'échelle 1/250 000. Avec l'adoption d'une méthode numérique d'interprétation, la FSI a pu décrire et enregistrer tous les espaces forestiers jusqu'à un hectare de superficie. La limite était de 25 hectares avec la méthode d'estimation visuelle. En outre, le couvert forestier a été redéfini pour inclure tous les espaces d'une superficie supérieure à un hectare et doté d'une densité de canopée supérieure à 10 pourcent, sans tenir compte du type d'utilisation des sols et de la propriété foncière. Tous les types de végétation ligneuse vivace (y compris bambous, palmiers, cocotiers, pommiers, manguier, *neem*, *peepal*, etc.) ont

été considérés comme des arbres dans ce rapport. Aussi, toutes les terres sur lesquelles on trouve des cultures arboricoles, comme les plantations agro-forestières, les vergers, les plantations de thé et de café avec des arbres, etc., ont été incluses dans le couvert forestier. [...] Une comparaison entre l'estimation du couvert forestier du SFR 2001 et celle du SFR 1999 révèle une différence positive générale de 38 245 km². Cette grande différence s'explique principalement par les facteurs techniques mentionnés plus haut. Néanmoins, on estime qu'une différence de 37 827 km² est due aux facteurs techniques. Le couvert forestier du pays a connu une augmentation nette de seulement 418 km² dans la période qui s'est écoulée entre les estimations de 1999 et de 2001[32]. (GoI, 2001 : i-ii)

Aussi, l'augmentation du couvert forestier observée entre 1999 et 2001 est bien plus quantitative que qualitative (du point de vue de la diversité biologique), puisqu'elle s'explique d'une part par le raffinement des outils technologiques, mais surtout par l'inclusion des nombreuses plantations dans le calcul du couvert forestier – qui renvoie au débat plus large et passionnant sur la définition que l'on donne au terme « forêt » et ses enjeux politiques[33].

De 2001 à 2005, le pourcentage de couvert forestier a encore une fois stagné autour de 20,5 %, puis a bondi de plus de trois points lors du tout dernier rapport de 2009, atteignant aujourd'hui 23,84 %, avec 2,54 % de forêts très denses (canopée supérieure à 70 %) (GoI, 2009c). Devrait-on se réjouir ? Pas vraiment, si l'on en croit Jean-Philippe Puyravaud, Priya Davidar et William Laurance, qui ont conduit une analyse du dernier rapport de la FSI (Puyravaud *et al.* 2010). Pour ces chercheurs, là encore, on prend l'habit pour le moine : si les chiffres qui indiquent une croissance du couvert forestier sont techniquement corrects, ils sont

[32] « SFR 2001, the first one in the new millennium, has a number of new features. FSI, in its endeavour to continually update itself technically, has assessed, for the first time, the forest cover of the whole country by employing digital interpretation of satellite data at 1:50,000 scale. In 1999 assessment, forest cover of only fourteen states was assessed digitally. By and large, in the earlier assessments since 1989, conventional visual interpretation method at 1:250,000 scale had been used. With the adoption of digital method of interpretation, FSI has been able to delineate and record all the forest areas down to 1 ha in extent. In the visual method of assessment, this limit was 25 ha. In addition, forest cover has been redefined as consisting of all lands, more than one hectare in area, with a tree canopy density of more than 10 percent, irrespective of land use and ownership. All perennial woody vegetation (including bamboos, palms, coconut, apple, mango, neem, peepal, etc.) has been treated as tree in this report. Thus, all lands with tree crops, such as agroforestry plantations, fruit orchards, tea and coffee estates with trees, etc., have been included in forest cover. […] A comparison of forest cover assessed in SFR 2001 with that in SFR 1999 reveals that there is an overall positive difference of 38,245 km^2. This large difference is mainly on account of technical factors mentioned earlier. However, it is estimated that difference of 37,827 km^2 is due to technical factors. There is a net increase of 418 km^2 only in the country's forest cover during the periods between 1999 and 2001 assessments ».

[33] Voir le numéro du magazine indien *Down to Earth* consacré à cette question et intitulé « What is a Forest ? The answer depends which side of the fence you are on » (Rastogi, 2007).

aussi « trompeurs »[34] (*ibid*., p.32). En réalité, indiquent-ils, si le pays a gagné depuis 10 ans quelques millions d'hectares de forêts, c'est parce que les forêts ouvertes ou plantées gagnent sur les forêts denses ou primaires. L'Inde, il est vrai, est pleinement engagée dans un vaste programme de plantations, qui inclut des espèces exotiques comme l'eucalyptus, l'acacia, l'hévéa, le teck, ou encore le pin, afin de subvenir aux besoins en bois de construction et en bois de chauffe – et plus récemment pour gagner de l'argent en vendant des crédits carbone dans le cadre du mécanisme de développement propre créé par le Protocole de Kyoto. « Depuis le début des années 1990, ces plantations se sont développées rapidement, à un rythme moyen rapporté de 5 700 km² à 18 000 km² par an, la valeur la plus haute étant la plus crédible »[35] (*ibid*., p.32). Ces auteurs indiquent que si l'on retranche la surface occupée par les plantations du couvert forestier total, on peut alors en déduire que les forêts primaires en Inde disparaissent à un rythme alarmant, « de 0,8 % à 3,5 % par an »[36] (*ibid*., p.32).

Si le gouvernement indien travaille explicitement à l'augmentation du couvert forestier du pays (en 2008, le gouvernement a annoncé qu'il se donnait comme objectif une augmentation de 10 % du couvert forestier à l'horizon 2012), il ne fait cependant pas de distinction entre forêts naturelles et forêts artificielles. Or, on le sait, la plupart des plantations d'arbres non indigènes ont une valeur biologique relativement limitée[37], si ce n'est comme puits de carbone. Les forêts primaires, a contrario, abrite encore l'essentiel de la biodiversité, et leur recul signifie la disparition de nombreuses espèces animales et végétales.

Et sur ce front également, les nouvelles ne sont pas bonnes. L'exercice d'évaluation du nombre d'espèces menacées demeure là aussi techniquement difficile, même si l'Inde déploie des efforts dans ce sens. Depuis les années 1980, la *Botanical Survey of India* (BSI)[38] et la *Zoological Survey of India* (ZSI)[39] publient des « livres rouges » (*Red Data Books* en anglais)

---

[34] « How are these crucial forests faring ? In 2009, the Forest Survey of India (FSI) announced ostensibly good news: Indian forests had expanded by nearly 5 % over the preceding decade. Unfortunately, as scientists who have long studied Asian forests, we believe that this view is misleading ».

[35] « Since the early 1990s, plantations in India have expanded rapidly, at a reported mean rate of ~5700 km^2 to ~18,000 km^2 per year, with the higher value being more credible ».

[36] « … India's native forests have actually declined at an alarming pace, from, 0.8 % to 3.5 % per year ».

[37] Pour une discussion approfondie des conditions précises sous lesquelles les plantations peuvent avoir une valeur en termes de biodiversité, voir l'article de Brockerhoff *et al.* (2008).

[38] Voir : M.P. Nayar, A.R.K. Sastri (eds.), 1987, *Red Data Book of Indian Plants, vol. 1*. Calcutta, BSI.
M.P. Nayar, A.R.K. Sastri (eds.), 1988, *Red Data Book of Indian Plants, vol. 2*. Calcutta, BSI.
M.P. Nayar, A.R.K. Sastri (eds.), 1990, *Red Data Book of Indian Plants, vol. 3*. Calcutta, BSI.

[39] Voir : B.K. Tikader, 1983, *Threatened Animals of India.* Calcutta, ZSI.
A.K. Ghosh, 1994, *The Red Data Books on Animals. Part I: Vertebrata.* Calcutta, ZSI.

sur les plantes et animaux menacés — suivant les directives de l'UICN. La validation du statut de ces espèces dans le pays a été amorcée dans le cadre du XIème plan quinquennal (2007-2012). En plus des initiatives de la BSI et de la ZSI, des organisations non gouvernementales sont activement impliquées dans des programmes d'évaluation du statut des espèces en Inde.

Quoiqu'il en soit, si l'on s'en tient aux chiffres existants, force est de constater que si l'Inde figure parmi les 17 pays de « méga-diversité » en fonction du nombre d'espèces qu'elle abrite, 10 % de sa faune et sa flore sauvage est considéré comme menacé (GoI, 2009a) – ce qui la fait figurer dans la liste des pays comptant le plus grand nombre d'espèces menacées (Baillie et *al*. 2004 : xxii). Si le *cheetah* (*Acinonyx jubatus venaticus*, guépard indien) est le seul animal déclaré officiellement « disparu » depuis 1000 ans, plus de 600 espèces sont répertoriées dans la liste rouge (voir figure 2). Des études scientifiques récentes sur les grands carnivores — en particulier le rhinocéros, le lion asiatique et le tigre — ont montré qu'il n'existe plus qu'un minuscule pourcentage de leur habitat encore intact où ces populations peuvent évoluer.

Mammifères	**Oiseaux**	**Reptiles**	**Amphibiens**	**Poissons**	**Mollusques**	**Autres invertébrés**	**Plantes**
96	76	25	65	40	2	109	246
TOTAL							**659**

Fig. 2. LES ESPECES MENACEES EN INDE

Source : MoEF/GoI (2009a), *State of Environment Report India-2009*, p. 60.

Il fut un temps par exemple où l'on pouvait trouver le rhinocéros indien (*Rhinoceros unicornis*) dans toute la plaine indo-gangétique. Mais dès le XIXème siècle, le rhinocéros est chassé sans relâche. À cette époque, certains officiers militaires ont à leur actif plus de 200 trophées. Au début des années 1900, la rapide disparition du rhinocéros a fini par alarmer les autorités coloniales : en 1908 à Kaziranga – un des principaux habitats du rhinocéros – la population est tombée à douze individus. En 1910, la chasse du rhinocéros est donc interdite. Depuis, l'espèce se porte (relativement) mieux. D'une centaine de rhinocéros en 1900, on en compte aujourd'hui un peu plus de 2000. Toutefois, l'espèce reste menacée. En Inde, le rhinocéros survit presque exclusivement dans le parc national de Kaziranga, en Assam. Le

Dans le cadre du XIème plan quinquennal (2007-2012), la ZSI doit réactualiser ses données et préparer en particulier trois opus : *Status Survey of Threatened and Endemic Species*, *Red Data Book*, *Fauna of India* et *Fauna of States*.

braconnage et la contrebande (pour leur corne, à laquelle certaines populations d'Asie du Sud-Est prêtent des vertus médicinales) restent des menaces sérieuses, mais aussi la disparition de son habitat naturel, les forêts et prairies des contreforts de l'Himalaya. Les lions asiatiques (*Panthera leo ssp. persica*) occupaient il y a 200 ans les forêts ouvertes et les prairies de l'Inde centrale et occidentale. Il ne reste aujourd'hui que 350 spécimens de lions asiatiques à l'état sauvage, tous ou presque dans la forêt de Gir, au Gujarat. Quant aux tigres (*Panthera tigris*), on estime qu'au tournant du XXème siècle, l'Inde comptait environ 40 000 spécimens. En 1972, le premier « recensement »[40] officiel faisait état de seulement 1827 individus. Or, plus de 37 ans après le lancement du Projet Tigre en 1973 — le plus ambitieux et le mieux financé de tous les projets de conservation en Inde — on ne compte aujourd'hui plus que 1411 individus dans les 28 réserves de tigres du pays. Ce déclin presque incroyable a fait les gros titres, quand, en décembre 2004, le pays a découvert avec stupéfaction le scandale du parc de Sariska au Rajasthan. Cet épisode représente un tournant dans l'histoire de la conservation en Inde, car il a mis à jour les faiblesses des pratiques de conservation, peu efficaces à répondre aux multiples pressions qui s'exercent sur les espaces protégés du pays.

C. Causes immédiates et causes profondes de l'érosion de la biodiversité

En Inde comme dans le reste du monde, la destruction de la biodiversité et des habitats naturels s'observe d'abord au niveau local. Elle est le résultat, par exemple, d'agriculteurs qui défrichent de nouveaux champs, de compagnies forestières qui éclaircissent des forêts, ou de braconniers à la recherche de sous-produits animaux rares et coûteux à vendre sur le marché noir. Les raisons de ces activités, toutefois, se trouvent souvent dans des dynamiques socio-économiques[41] qui se jouent bien au-delà du local, loin des habitats dégradés. Il est donc nécessaire de connecter les causes « immédiates » et les plus évidentes de l'érosion de la biodiversité aux causes plus « profondes » qui façonnent les décisions prises au niveau local (voir figure 3). Ce travail permet de mettre à jour le lien entre les échelles, du niveau local au niveau international, mais aussi la construction sociale des discours sur la dégradation de l'environnement.

[40] La prudence avec les chiffres est de mise, comme le montre l'épisode de Sariska.

[41] Il existe aussi des causes « naturelles » au déclin de la biodiversité. Toutefois, ces dernières sont peu mentionnées car d'une part il est difficile d'y parer, et d'autre part elles cadrent mal dans le discours dominant sur la responsabilité humaine dans la dégradation de l'environnement. Par exemple, des extinctions sont liées à l'évolution même de certaines espèces, inaptes à survivre ou à se reproduire dans leur environnement.

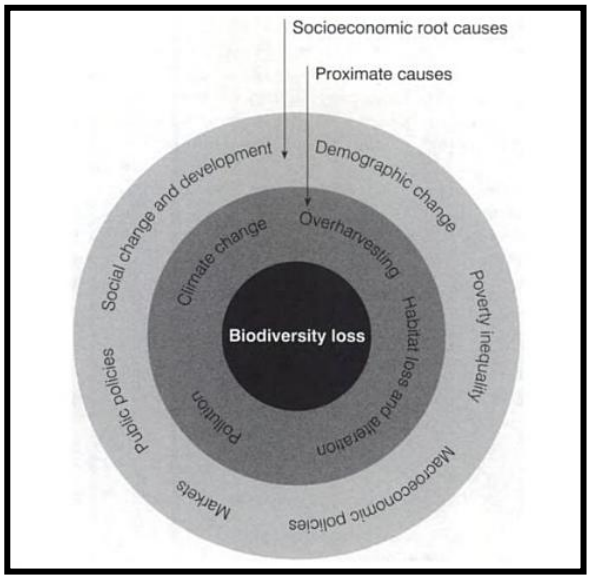


Fig. 3. LES CAUSES IMMEDIATES ET PROFONDES DE L'EROSION DE LA BIODIVERSITE

Source : A. Wood, P. Stedman-Edwards & J. Mang (ed.), 2000. *The Root causes of Biodiversity Loss*, London : Earthscan, p. 14.

1) Les causes « immédiates »

- **La dégradation des habitats**

La principale raison qui explique l'érosion de la biodiversité est la transformation de l'usage des terres par les activités humaines, et donc la destruction, la dégradation, l'altération ou la fragmentation des habitats de nombreuses espèces animales et végétales. Le changement d'affectation des sols joue un rôle particulier, en transformant les espaces naturels en surfaces agricoles ou urbaines.

L'Inde supporte respectivement 16 % de la population humaine mondiale (plus d'un milliard d'habitants) et 18 % du cheptel mondial sur seulement 2 % de la superficie terrestre. De fait, cette surpopulation humaine et animale constitue un moteur important de transformation de l'environnement, d'autant qu'aujourd'hui la population rurale constitue presque 74 % de la population totale (GoI, 2009a). C'est ce segment de la population qui est particulièrement visé dans les discussion sur la dégradation des milieux naturels en Inde, et en particulier l'impact de ses activités de subsistance dites « traditionnelles » (qui dépendent du prélèvement de fourrage, de bois de chauffe, de bois de construction et de produits forestiers mineurs) et de ses activités agro-sylvo-pastorales (agriculture, élevage, cultures sur brûlis et agroforesterie). On souligne ici que ce n'est pas la population rurale ou ses activités qui sont

mises en cause en soi, mais la croissance démographique et donc l'expansion des besoins et des activités de cette catégorie de la population. L'expansion agricole[42], l'assèchement des zones humides et la conversion de sites riches en biodiversité à des fins d'habitation (ou de développement industriel) sont l'objet de vives inquiétudes. Comme le note le dernier rapport gouvernemental sur l'état de l'environnement :

> Avec des changements démographiques drastiques, le ratio surface cultivable/homme et le ratio forêt/homme a rapidement décliné. Les modes de vie et les besoins en biomasse demeurant inchangés, la pression exercée pour élargir les surfaces cultivables empiète sur ce qui reste de forêts et les met sous pression permanente, tandis que la surexploitation des ressources sape leur capacité de renouvellement et épuise la biodiversité[43]. (GoI, 2009a : 59)

La dégradation des milieux naturels est par ailleurs imputée aux « stratégies de développement douteuses »[44] (*ibid.*, p.59) de certaines industries extractives (en particulier l'extraction de minerais), et de certains projets de développement rural (construction de routes, barrages hydroélectriques géants, etc.).

Le rapport du Ministère de l'Environnement et des Forêts estime que depuis l'Indépendance, le pays aurait ainsi perdu un total de 4,696 millions d'hectares de forêts au profit d'usages non forestiers, soit une surface plus grande que la Suisse. Tandis que 0,07 million d'hectares d'espaces forestiers ont été illégalement « empiétés »[45], 4,37 millions d'hectares ont été mis en culture, 0,52 millions d'hectares ont été détournés pour la construction d'infrastructures le long des vallées fluviales, 0,14 million d'hectares ont été perdus au profit des industries et des villes, 0,06 million d'hectares pour des lignes de transmission et des routes, et le reste – 1,5 millions d'hectares — à des fins diverses (*ibid.*, p.59).

---

[42] Aujourd'hui (d'après les derniers chiffres disponibles en 2009), les écosystèmes agricoles couvrent 47 % du territoire national, contre 23 % de forêts.

[43] « With radical demographic changes, the land to man ratio and forest to man ratio has rapidly declined. The lifestyles and the biomass resource needs having remained unchanged, the remnant forests have come under relentless pressure of encroachment for cultivation, and unsustainable resource extraction rendering the very resource base unproductive and depleted of its biodiversity ».

[44] « Coupled with these incongruities and aberrations in land use, the unsound development strategies have led to increasing threats to biodiversity resources […] ».

[45] Pour une discussion autour de cette notion d'« empiètement » (*encroachment*), voir le chapitre suivant.

La perte de ces espaces conduit à une fragmentation de l'habitat et des populations qui l'occupent. Ces populations deviennent alors très vulnérables à la dépression endogamique (lié au goulet d'étranglement génétique provoqué par la fragmentation de l'habitat), à un taux de mortalité infantile très élevé, à la stochasticité environnementale (variation de la qualité de l'environnement dans le temps et dans l'espace), et, sur le long terme, à une extinction possible. D'autre part, les changements dans la composition et la qualité du couvert forestier engendrés par les activités humaines (voir section précédente), et le type d'habitat qui en résulte, conduisent à un déclin des espèces qui constituent la base de l'alimentation des grands mammifères.

- **La surexploitation des ressources biologiques**

La surexploitation des espèces vivantes et des ressources naturelles est elle aussi imputée à la surpopulation dans les campagnes ; à certaines activités industrielles et commerciales qui, selon la terminologie désormais consacrée, n'ont pas encore intégré dans leurs calculs de rentabilité le « prix de la nature »[46] ; et à des activités illégales comme le braconnage et le trafic d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, qui se déroulent le plus souvent dans les espaces protégés du pays.

La surexploitation des espèces sauvages à des fins commerciales représente une menace sérieuse en Inde. Le tigre par exemple a été braconné jusqu'à quasiment disparaître du pays, avec quelques 1 400 spécimens aujourd'hui contre 40 000 au début du XXème siècle. On sait aujourd'hui que l'homme responsable des « disparitions » de Sariska, un certain Sansar Chand, était à la tête d'un réseau national de contrebande organisé avec des ramifications internationales (Dutta & Awasthi, 2007). D'après Samir Sinha, directeur de la branche indienne de TRAFFIC, un programme commun du WWF et de l'UICN qui lutte contre la fraude (le commerce international des espèces de flore et de faune sauvages menacées d'extinction est réglementé par le traité international CITES) :

La situation concernant le commerce illégal de faune et de flore sauvages en Inde

[46] Sur l'approche économique de la biodiversité, voir l'article incontournable de Costanza *et al.* (1997) – les premiers à avoir tenté de chiffrer la valeur totale annuelle des services écologiques rendus par la biosphère, qu'ils évaluent à environ 33 trillions de dollars ; et très récemment les travaux de Pavan Sukhdev (2011), auteur du fameux « rapport Stern » pour la biodiversité, *The Economics of Ecosystems and Biodiversity*, présenté à la Conférence de Nagoya fin 2010. Responsable du département des marchés internationaux à la Deutsche Bank de Bombay, mais aussi militant au *Conservation Action Trust* créé pour préserver la richesse naturelle de l'Inde, Pavan Sukhdev plaide pour l'invention d'une nouvelle économie s'appuyant sur l'idée de « capital naturel ».

> est très grave (…) Il s'agit d'un commerce à grande échelle, diversifié, qui va de la contrebande de plantes médicinales rares, à celle de papillons, de paons et de tigres, et il est difficile de pronostiquer l'envergure de ce trafic, mais les menaces et ses dimensions suggèrent que ce commerce progresse[47] (Bhalla, 2007).

En Inde, un certain nombre de sous-produits animaux sont particulièrement recherchés pour leur valeur économique. Une peau de tigre se revendrait jusqu'à 20 000 dollars sur le marché noir. On pourrait aussi citer les poils de mangouste, les peaux de serpent, la corne de rhinocéros, les griffes, os, peaux et moustaches de tigres et de léopards, les défenses d'éléphants, les bois de cerf, le duvet des antilopes tibétaines pour la confection des *shahtoosh*[48], les carapaces de tortues, les glandes des chevrotins porte-musc mâles, la bile d'ours, un grand nombre de plantes médicinales et quelques oiseaux… Une grande partie de ces produits est destinée au marché international, et en particulier à la Chine, dont la croissance économique rapide engendrerait encore plus de demande pour les sous-produits animaux recherchés. Une des saisies les plus importantes, d'après Samir Sinha, a été réalisée en 2000, quand la police a découvert un camion transportant 18 000 griffes de léopards, 132 griffes de tigres, 70 peaux de léopards, 221 peaux d'antilope indienne *Antilope cervicapra*, 150 kg d'os de léopards et de tigres et un pénis de léopard séché (*ibid.*).

Ceux qui sont impliqués dans cette contrebande appartiennent principalement à des groupes criminels organisés et transfrontaliers, qui s'appuient sur une longue chaîne d'approvisionnement : du paysan qui tue l'animal, aux transporteurs, aux contrebandiers, et finalement à l'acheteur. Si l'Inde dispose d'une législation pour lutter contre la contrebande de produits animaux, le *Wildlife Protection Act* et le *Criminal Procedure Code*, les condamnations sont rares et concernent seulement le premier maillon de la chaine (*ibid.* ; Dutta & Awasthi, 2007).

- **Les espèces invasives**

Dans de nombreux écosystèmes, l'homme a introduit, de façon volontaire ou accidentelle, des espèces exotiques envahissantes qui bouleversent l'équilibre des milieux naturels, entrent

47 « The situation regarding the illegal trade in wildlife parts in India is very grim […] It is a vast, a varied trade ranging from smuggling of rare medicinal plants to butterflies to peafowls to tigers and it is difficult to predict how big it is, but the threats and dimensions suggest that the trade is increasing ».
48 Le shahtoosh, mot qui signifie en persan « la reine des laines », est le nom donné à un type spécifique de châles tissés à partir du duvet extrêmement fin et doux de l'antilope tibétaine *Pantholops hodgsonii*.

en compétition avec les espèces autochtones et parfois les dominent jusqu'à causer leur disparition. Ces invasions biologiques représentent un phénomène particulièrement inquiétant pour l'avenir de la diversité biologique. Pour ne donner qu'un exemple, en Inde, le petit arbuste *Lantana camara*, natif de l'Amérique tropicale et subtropicale, a été introduit comme plante ornementale au début du XIXème siècle. Présent aujourd'hui dans tout le sous-continent, il constitue une véritable menace pour la plupart des espaces protégés du pays, comme par exemple dans le parc de Corbett dans l'État de l'Uttarakhand (Babu *et al.* 2009).

- **La pollution**

La pollution des sols, de l'eau et de l'atmosphère accentue la dégradation des milieux naturels et affecte directement certaines espèces. Ce problème est immense dans les pays en développement comme l'Inde, qui n'ont souvent pas les moyens d'engager des procédures de dépollution et qui de surcroît servent de « poubelle » pour les pays développés[49]. Les sources de pollution sont très nombreuses, mais on peut citer en particulier les engrais chimiques, dont la consommation par hectare a augmenté de 69,8 kg en 1991-1992 à 113,3 kg en 2006-2007 (GoI, 2009a), provoquant des niveaux excessifs d'éléments nutritifs dans les sols. Leur degré de toxicité est si important que le *Center for Science and Environment* estime à 30 000 le nombre de personnes tuées chaque année au contact de ces produits.

- **Les changements climatiques**

Le réchauffement climatique pourrait bien devenir une cause majeure du déclin de la biodiversité en altérant la distribution et la qualité des ressources naturelles en Inde, avec un impact potentiel immense sur les quelques 700 000 ruraux du pays. Avec une économie intimement liée à des secteurs (agriculture, forêts, pêche) et à l'usage d'espaces naturels (mangroves, zones côtières, prairies montagnardes, etc.) sensibles au climat, l'Inde se prépare à faire face à une menace majeure. Le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat, dans son rapport de 2007, prévoit que l'Inde connaîtra une augmentation de température de l'ordre de 2,7 à 4,3°C d'ici 2080, une augmentation des précipitations de 6 à 8 % et une élévation du niveau de la mer de 88 cm d'ici 2100 (GoI, 2009a). La fonte des

[49] On se souvient par exemple de l'épisode du porte-avion Clémenceau, que le gouvernement français a voulu envoyer dans le port indien d'Alang au Gujarat pour être désamianté et démantelé, et qui fut finalement rapatrié en France après l'intervention de Greenpeace et l'avis négatif donné par la Cour Suprême indienne.

glaciers de l'Himalaya – qui a fait l'objet d'une polémique récente – constitue par exemple un sujet de préoccupation majeur, même si, d'après le rapport de l'Inde à la Convention cadre des Nations Unis sur les changements climatiques, l'évolution du climat aura très probablement des conséquences sur tous les écosystèmes naturels du pays[50], ainsi que sur les classes sociales les plus démunies :

> Tout impact négatif sur la disponibilité en eau causé par une récession des glaciers, par une diminution des précipitations et par une augmentation des inondations dans certains endroits menacerait la sécurité alimentaire, causerait le dépérissement des écosystèmes naturels, y compris des espèces qui alimentent les modes de vie des ménages ruraux, et aurait des conséquences nuisibles sur le système côtier en raison de l'élévation du niveau de la mer et de l'augmentation de la fréquence des événements extrêmes. En outre, la réalisation des objectifs vitaux de développement national dans les domaines de l'habitat, de la santé, de l'énergie, ainsi que les investissements dans les infrastructures, seraient négativement affectés[51]. (GoI, 2004 : v-vi)

2) Les causes « profondes »

- **La croissance démographique**

Depuis la publication du best-seller de Paul R. Ehrlich *The Population Bomb* (1968)[52], la croissance démographique est souvent citée comme le premier facteur de menace sur l'environnement. Selon la théorie néomalthusienne des « limites de la planète », non seulement il n'y aura bientôt plus de quoi nourrir la planète, mais la surpopulation serait aussi responsable de l'érosion de la biodiversité, du changement climatique, etc. Cette dernière idée est particulièrement prégnante aujourd'hui[53], en dépit des travaux qui l'ont remise en cause et

[50] On notera que les changements climatiques ou la pollution impliquent souvent une migration des espèces qui rend les frontières des espaces protégés affectés totalement obsolètes.

[51] « Any adverse impact on water availability due to recession of glaciers, decrease in rainfall and increased flooding in certain pockets would threaten food security, cause dieback of natural ecosystems including species that sustain the livelihoods of rural households, and adversely impact the coastal system due to sea level rise and increased frequency of extreme events. Apart from these, achievement of vital national development goals related to other systems such as habitats, health, energy demand, and infrastructure investments would be adversely affected ».

[52] Dans cet ouvrage, Paul Ehrlich affirmait par exemple « Je ne vois pas comment l'Inde pourrait selon toute vraisemblance nourrir deux cents millions de personnes de plus en 1980 » (« I don't see how India could possibly feed two hundred million more people in 1980 »).

[53] On pourrait citer les dernières interviews données par Claude Lévi-Strauss — que l'on ne peut pourtant pas accuser d'antihumanisme — qui systématiquement s'alarme des ravages causés par la surpopulation sur la diversité culturelle et biologique.

qui ont souligné la difficulté à déterminer les effets probables des facteurs démographiques sur l'environnement et le caractère discutable et idéologique de certains concepts (« capacité de charge », « population limite ») sur lesquels elle repose (Le Bras, 1994 ; Sen, 1995). Amartya Sen, à travers son étude sur la pauvreté et la famine, avait très tôt apporté un argument fondamental dans ce débat, en montrant que les famines ne sont pas dues au manque de nourriture, mais à l'*inégalité* dans la distribution des ressources alimentaires (Sen, 1982)[54].

Sans contredire le raisonnement de Sen, on peut cependant dire que l'évolution démographique est un important facteur de modification de l'environnement, en raison de ses effets tant directs qu'indirects sur les habitudes de consommation, les modes de production, la production de déchets, la pollution, la destruction des habitats naturels, etc. En Inde, cet argument fait mouche, le pays supportant près d'un sixième de la population mondiale, soit 1 027 015 247 personnes au 1er mars 2001 d'après les données du recensement de 2001. Selon les estimations, la population indienne devrait encore augmenter de près de 300 millions entre 2000 et 2020, ce qui risquerait « mécaniquement » d'entraîner une accentuation des pressions qui s'exercent sur l'environnement. L'Inde a aussi la particularité d'avoir plus de 70 % de sa population vivant en zone rurale, et tirant sa subsistance de son environnement immédiat. Les « points chauds » de la biodiversité sont en particulier très peuplés. Selon Cincotta *et al*. (2000), la densité moyenne dans les « points chauds » de la planète s'élève à 73 personnes au km² (soit 71 % de plus que la moyenne mondiale), les Ghâts Occidentaux et Sri Lanka détenant le record de 341 personnes au km² ! Il est certain que les zones riches en biodiversité attirent les populations démunies qui utilisent quotidiennement les ressources naturelles qui les entourent. Cet argument a été récemment renforcé par une étude qui montre qu'en dépit de la législation stricte qui régit les espaces protégés, leurs environs connaissent une croissance démographique deux fois supérieure à la moyenne rurale (Wittemyer *et al*. 2008)[55].

- **Pauvreté et inégalité**

Aux yeux des autorités indiennes, ce n'est pas tant la croissance démographique *per se* qui

[54] Cet argument est repris et développé avec force par Mike Davis dans son livre *Late Victorian Holocausts* (2000).
[55] L'explication donnée par les auteurs de cette étude serait que les populations rurales pauvres sont attirées par les investissements colossaux des bailleurs de fonds internationaux dans les programmes de conservation.

inquiète[56], mais la croissance galopante *des pauvres*, désignés comme les premiers responsables de la dégradation de l'environnement. Cet argument, qui est sous le feu de nombreuses critiques, reste omniprésent dans la littérature sur la conservation en Inde, en particulier lorsqu'il s'agit d'obtenir des financements des institutions internationales. Voici par exemple comment débute un chapitre consacré au soutien du Fond pour l'Environnement Mondial à la conservation du tigre en Inde :

> La biodiversité du pays est soumise à une pression croissante exercée par une population déjà très nombreuse et en pleine expansion, incluant de nombreuses communautés vivant dans une extrême pauvreté. […] Les activités humaines telles que la chasse, le pâturage, la coupe d'arbres pour obtenir du bois de construction et du bois de chauffe, la récolte de produits forestiers non ligneux, et les feux incontrôlés, allumés de façon délibérée ou accidentelle, soumettent les écosystèmes naturels et les espèces qu'ils abritent à encore davantage de pression (MacKinnon *et al*. 1999 : 307)[57]

La « pauvreté » (abstraite) conduirait ceux qui la subissent à agir en fonction de leurs besoins immédiats et à hypothéquer leur futur. Elle serait à la fois la cause et l'effet de la croissance démographique, et bouclerait la boucle du cercle vicieux « pauvreté → croissance démographique → dégradation environnementale → pauvreté ». En Inde, ce lien entre pauvreté et dégradation environnementale a été popularisé après la fameuse intervention d'Indira Gandhi, alors Premier Ministre, à la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement Humain de Stockholm en 1972 :

> Nous ne souhaitons pas appauvrir l'environnement davantage et pourtant nous ne pouvons pas, ne serait-ce qu'un moment, oublier la terrible pauvreté d'une grande partie de la population. La pauvreté et les besoins ne sont-ils pas les plus grandes sources de pollution ? Par exemple, à moins d'être en mesure d'offrir du travail et du pouvoir d'achat pour les besoins quotidiens des populations tribales et de ceux qui vivent dans ou autour des forêts, nous ne pouvons pas les empêcher de passer

[56] L'Inde cherche bien évidemment à maîtriser sa croissance démographique depuis des décennies. Ceci dit, on note une certaine ambigüité du gouvernement vis-à-vis de cette question, car le poids démographique du pays est un enjeu politique, notamment dans le cadre de la compétition régionale avec la Chine. Pour anecdote, on peut rappeler que la naissance du « milliardième indien » (une fille !) a été fêté en grande pompe à Delhi (je remercie Frédéric Landy pour cet exemple).

[57] « The country's biodiversity is coming under increasing pressure from a high, and growing, human population, with many communities living in extreme poverty. […] Human activities such as hunting, cattle grazing, cutting of trees for timber and fuel wood, collection of non-timber forest products, and uncontrolled fires, deliberately or accidentally started, put further pressure on natural ecosystems and their native species ».

> la forêt au peigne fin à la recherche de nourriture et de sources de subsistance ; de braconner et de détruire la végétation (Gandhi, 1992: 10)[58].

Ce raisonnement est aujourd'hui au cœur d'un large consensus qui s'est construit autour de l'idée de « développement durable ». Les propos d'Indira Gandhi trouvent en effet un écho troublant dans le rapport Brundtland, qui scelle en quelque sorte l'acte de mariage entre « l'environnement » et « le développement ». La résolution du problème pauvreté/dégradation écologique passerait nécessairement par la croissance économique :

> La pauvreté réduit la capacité des gens à utiliser les ressources de manière pondérée; elle intensifie les pressions qui pèsent sur l'environnement. La plus grande partie de cette indigence se rencontre dans les pays en développement; dans nombre d'entre eux, la situation s'est aggravée du fait de la stagnation économique des années 80. Une condition nécessaire – quoique non suffisante – pour supprimer la pauvreté absolue est l'accroissement relativement rapide du revenu par habitant dans le tiers monde (« Notre avenir à tous » - Rapport Brundtland, Chap.2, III/1).

- **La libéralisation économique**

Or, depuis le début des années 1990, l'Inde a engagé une nouvelle politique économique (NEP) d'ouverture aux forces du marché, marquée par des objectifs de stabilisation macro-économique à court terme et des objectifs d'ajustement structurel à long terme. Avec aujourd'hui 20 ans de recul, il semble que cette politique, destinée à atténuer le grave déséquilibre de la balance des paiements et accélérer la croissance de l'économie indienne et son intégration dans l'économie mondiale, n'a fait qu'aggraver la situation écologique déjà mauvaise du pays (Kothari & Kothari, 1993 ; Heuzé, 2001). À bien des égards, et pour des raisons souvent similaires (urgence, productivisme, idéologie quantitativiste, souci de promouvoir l'indépendance et la puissance nationale), la période de libéralisation s'inscrit du point de vue de la gestion environnementale dans la continuité des décennies de dirigisme étatique qui l'ont précédée, c'est-à-dire en montrant une absence totale d'intérêt pour les

[58] « We do not wish to impoverish the environment any further and yet we cannot for a moment forget the grim poverty of large numbers of people. Are not poverty and need the greatest polluters? For instance, unless we are in a position to provide employment and purchasing power for the daily necessities of the tribal people and those who live in or around our jungles, we cannot prevent them from combing the forest for food and livelihood; from poaching and from despoiling the vegetation ».

milieux naturels. Mais elle s'en distingue par le fait d'avoir ouvert la porte à une croissance économique qui a besoin de ressources bon marché pour prospérer.

La NEP, qui s'accompagne d'une réforme fiscale (réduction notamment des impôts sur les sociétés et les grandes fortunes) et d'une réforme du système bancaire et boursier, s'est donnée cinq objectifs (Kothari & Kothari, *op.cit.*) :

1. La stimulation des exportations pour faire rentrer des devises étrangères
2. La libéralisation de la production industrielle
3. La réduction des barrières à l'entrée pour les entreprises et les biens étrangers
4. L'expansion de la privatisation
5. Des coupes dans les dépenses publiques.

Cet ensemble de mesures, « qui visent à favoriser les entreprises privées indiennes et les investisseurs étrangers, appelés à produire et exporter sans frein pour l'enrichissement de tous » (Heuzé, *op.cit.*, p.34) a conduit à des changements à grande échelle dans la production et l'usage des ressources en Inde. Comme l'expliquent Kothari & Kothari (*op.cit.*), la recherche d'une croissance tirée par les exportations implique des transformations profondes de la production, telles que (i) la transformation rapide des cultures de base et de subsistance en cultures de rente, (ii) l'intensification des pêcheries commerciales, (iii) l'intensification des activités minières pour l'exportation de minéraux bruts, et l'on pourrait encore ajouter (iv) la construction d'infrastructures.

La croissance des cultures de rente va de pair avec un usage toujours plus important de pesticides. Depuis le début de la politique d'ouverture, les autorités indiennes, sous la pression des paysans riches et des multinationales, pratiquent un total laisser-faire en la matière, avec les résultats que nous avons vu à la section « pollution ». Comme si cela ne suffisait pas, pour défendre les intérêts de son industrie chimique, le gouvernement indien est même intervenu à plusieurs reprises pour que le pays ne soit pas contraint d'abandonner des produits dont la dangerosité est reconnue depuis des décennies, comme le DDT (dichlorodiphényltrichloroéthane), redevenu légal en Inde en 2001 (Heuzé, *op.cit.*).

La pêche industrielle a aussi connu une nette expansion au cours des années 1990, avec 82 licences attribuées à des entreprises indiennes ou étrangères. Le résultat de cette exploitation intensive des ressources vivantes est double : d'une part, la réduction du nombre

de poissons — les prises ont doublé de 1992 à 1994 pour régresser ensuite, tandis qu'en 1993 les exportations ont augmenté de 30 % (Heuzé, *op.cit.*) — ; d'autre part, la dégradation de certains milieux particulièrement fragiles, comme les récifs coralliens, générée par certaines techniques de pêche industrielle ou artisanale particulièrement destructrices (prélèvement non sélectif des espèces et des jeunes): les filets maillants aux mailles trop fines, la pêche par empoisonnement, la pêche à la dynamite, les fusils sous-marins. L'effet de la libéralisation s'est aussi fait sentir dans le domaine de l'aquaculture, notamment la filière de la crevette, qui a connu une forte progression lors de la même période. La contribution des crevettes d'élevage au total de crevettes exportées est passé de 48,78 % en 1988-1989 à 75,07 % en 1998-1999 (GoI, 2002).

À l'intérieur des terres, le déclassement d'espaces protégés ou de forêts cédés à des entreprises minières constitue un autre phénomène inquiétant en lien avec le processus de libéralisation économique. Un des exemples un peu oublié aujourd'hui mais assez révélateur est celui du sanctuaire de faune sauvage Narayan Sarovar, situé à la pointe occidentale de l'État du Gujarat, dans la région aride du Kutch. En 1993, le gouvernement régional du Gujarat décide de déclasser ce sanctuaire, créé en 1981 pour protéger un écosystème désertique unique qui abrite une quinzaine d'espèces menacées, et en particulier une large population de gazelles *chinkara* (*Gazella bennettii*). Dans la même foulée, le gouvernement annonce par décret la création d'un nouveau sanctuaire, mais doté d'une surface fortement réduite (de 765,79 km² en 1981 à seulement 94,87 km² en 1993) et découpée en morceaux disjoints. Les intentions du gouvernement du Gujarat deviennent plus claires quand on apprend qu'il prévoit de louer à un cimentier 2 000 hectares de terres à l'intérieur de l'ancien sanctuaire pour creuser des mines à ciel ouvert et y extraire calcaire, lignite et bauxite. Des associations écologistes portent rapidement plainte en montrant les dégâts écologiques potentiels de cette mine et surtout le caractère illégal du « déclassement » du sanctuaire, qui n'a pas été approuvé par l'assemblée législative de l'État du Gujarat selon la procédure officielle. En mars 1995 la Haute Cour du Gujarat donne raison aux écologistes et restore le sanctuaire sous sa forme initiale, sans pour autant se prononcer sur la désirabilité ou non de la réduction du sanctuaire. En août 1995, l'assemblée législative du Gujarat profite de cette retenue pour approuver la réduction de la taille du sanctuaire, le faisant passer cette fois de 765,79 km² à 444,23 km², et en prenant soin d'en exclure les zones riches en minerais. À propos de cet épisode, Kothari *et al.* (1995) notent qu'un nombre substantiel de villageois

s'était montré favorable à ce déclassement. Pour eux, le sanctuaire n'a signifié qu'une chose : la restriction de leur accès aux ressources imposée par la Direction des forêts. Les industriels leur promettaient en revanche du travail. Dans le même État, les tribaux ont d'ailleurs demandé le déclassement du sanctuaire Shoolpaneshwar, où les gardes forestiers, qui harassaient les villageois qui se livraient à leur récolte de produits forestiers, autorisaient dans le même temps une exploitation à grande échelle de bambous par une usine à papier.

Depuis 1993, la production de minerais en Inde a quasiment doublé (Bouissou, 2010), preuve s'il en est que la pression des industries minières s'intensifie. D'après les chiffres du *Center for Science and Environment* (CSE), basé à Delhi, plus de la moitié des cinquante districts qui enregistrent la plus forte production de minerais comptent aussi parmi les plus pauvres du pays en termes d'indicateurs sociaux. Ce sont aussi des zones à majorité tribale : en 1991, sur les 4 175 mines du pays, 3 500 étaient situées dans des territoires tribaux, d'après un rapport de l'Organisation internationale du travail sorti début 2011 (Sebastian, 2011). C'est en particulier le cas de l'Orissa, qui a vu récemment se succéder une foultitude de projets miniers qui ont agité l'opinion publique et dont certains ont finalement été bloqués par les autorités au nom de la protection de l'environnement et des populations locales. Cette prudence est cependant toute récente. D'aucuns l'attribuent à la nomination du nouveau ministre de l'environnement Jairam Ramesh, baptisé « Dr No » après avoir annulé ou reporté plus de 100 projets industriels depuis juin 2009 (Bouissou, 2011b). En août 2010, le géant minier britannique Vedanta, par exemple, s'est vu finalement interdire d'ouvrir une mine de bauxite sur des terres considérées comme sacrées par les tribus qui y habitent, les Dongria Kondh — et qui sont aussi connues pour être un corridor pour les éléphants et les tigres (Bouissou, 2010). Mais le 31 janvier 2011, pour rassurer les milieux d'affaires, le gouvernement indien a finalement approuvé la construction du troisième plus grand complexe sidérurgique du monde[59]. Le sidérurgiste sud-coréen Posco prévoit d'y construire une usine d'une capacité de production de 12 millions de tonnes d'acier par an, ainsi qu'un port, sur 1 621 hectares de terres, dont 1 253 sont recouvertes par une forêt. De 4 000 à 20 000 habitants devraient être affectés par ce projet (Bouissou, 2011a). Comme le montre un article du journal du cabinet de conseil McKinsey, l'industrie minière n'est pas prête à lâcher cette « mine d'or » indienne (Bhargava, Gupta & Khan, 2005 : 1).

[59] Le contrat, qui se chiffre à 8,8 milliards d'euros, représente le plus important investissement étranger effectué en Inde.

Enfin, la libéralisation économique du pays accélère la construction d'infrastructures, en particulier la construction de barrages, et l'extension du réseau routier. On ne s'étendra pas sur la question des barrages, qui depuis le tollé du barrage de la Narmada est bien connue (Baviskar, 1995). On peut cependant rappeler le caractère nuisible des ouvrages géants, qui détruisent les écosystèmes forestiers et font payer un lourd tribut aux populations locales, qui appartiennent là encore aux segments les plus démunis de la société (basses castes, aborigènes). Les populations déplacées par les barrages sont de l'ordre de deux millions par an depuis 1991 (Heuzé, 2001). Concernant le réseau routier, la situation frôle la catastrophe. Dans les grandes villes comme Delhi et Bombay, alors qu'on comptait 100 nouveaux véhicules par jour en 1991, on en compte 350 au début des années 2000. Aussi, « les émissions de pluies acides, de métaux lourds, de gaz carbonique et de dérivés de la circulation automobile ont doublé, triplé ou quadruplé, selon les produits, depuis 1991 » (Heuzé, *op.cit.*, p.44). Ce boom du nombre de véhicules s'accompagne d'une extension du réseau routier et autoroutier, soutenu par les investissements massifs du secteur privé indien et des multinationales.

La conclusion donnée par Djallal Heuzé sur les conséquences environnementales de la libéralisation en Inde est sans équivoque :

> En matière d'environnement, les années NEP ont donc été catastrophiques. Sur le plan général, l'invocation des principes néolibéraux par les entrepreneurs et les administrateurs a facilité la tendance, ancienne, des industries à produire sale. La généralisation des automobiles est une catastrophe encore gérable, car localisée. Il n'en va pas de même pour les pratiques agricoles (pesticides et assèchement). Les zones irriguées, celles du tourisme de masse et les régions de montagnes ou de collines ont été particulièrement atteintes. La plupart des tendances qui se sont développées durant les années 1990 aux dépens des écosystèmes et des populations existaient avant l'instauration de la NEP. Dirigisme et libéralisme se caractérisent, dans le cas indien, par un désintérêt commun vis-à-vis des milieux naturels, justifié par le fétichisme économique. Les partisans des deux tendances se montrent, lorsque des urgences s'imposent, notoirement incapables d'intervenir sur ces terrains. La catastrophe de Bhopal, dont le bilan approche les 10 000 victimes, n'a laissé aucune trace durable dans les mentalités de la classe dirigeante et des commentateurs économiques. Tout porte à croire que le sous-continent indien va vers un désastre environnemental à moyen terme et que la dérégulation aura aggravé les choses. (Heuzé, *op.cit.*, p.48)

- **Changement social et développement**

La plupart des définitions du « développement », et aujourd'hui du « développement durable » (voir section « pauvreté »), pose la croissance économique comme tout à la fois souhaitable, nécessaire et inévitable. Cette recherche de croissance est justifiée par la théorie dite du *trickle down effect*, selon laquelle les bénéfices de la croissance ont des retombées sociales pour toute la population. Les pauvres eux-mêmes profiteraient automatiquement de la production accrue des biens et des services ainsi que des créations d'emplois. En d'autres termes, il s'agit donc de « moderniser » les pays du Sud en développant leurs industries, leurs productions et leurs échanges commerciaux.

Force est de constater que l'Inde n'échappe pas à ce modèle de développement, lancé dès la période dite « socialiste » après l'Indépendance. À cette époque, deux scénarios s'affrontaient pour la reconstruction de l'économie et de la société indienne : celui associé à Gandhi, et repris dans son livre de 1909 *Hind Swaraj*, qui plaidait pour une renaissance des communautés villageoises organiques du passé précolonial et préindustriel ; et celui associé aux nationalistes modernistes, autour de la figure de Nehru, pour qui la revitalisation de l'Inde ne pouvait passer que par une émulation avec l'Occident, intellectuellement à travers l'infusion de la science moderne, et matériellement à travers l'adoption d'une industrialisation à grande échelle. Il est certain aujourd'hui que le modèle nehruvien des « grands travaux » a nettement pris l'avantage[60], et s'est même perpétué lors de la période récente de libéralisation de l'économie sans rupture brutale.

La position adoptée par le gouvernement indien dans sa « Stratégie Nationale de Conservation » (GoI, 1992) lancée immédiatement après le sommet de Rio, puis reprise lors de la conférence de Kyoto en 1997, illustre assez bien la façon dont le gouvernement indien entend « développer » son pays :

> Notre développement économique ne peut pas être entravé au nom de la dégradation de l'environnement mondial, à laquelle nous n'avons pas participé et à laquelle nous n'avons que peu de solutions à offrir. Nos ressources nous sont nécessaires pour répondre à nos besoins de développement en matière d'éducation, d'alimentation, de services de santé, d'eau potable, de logements, de salubrité, d'agriculture, d'industries, d'infrastructures, autant de domaines auxquels il nous

[60] On notera toutefois que le modèle gandhien continue à survivre, en particulier au sein de la société civile.

> est difficile d'apporter satisfaction étant restés derrière dans la course au développement. Sans ce développement, les menaces sur l'environnement augmenteront de toute façon. À court terme, cet effort de développement pourra même contribuer aux émissions qui sont la cause des problèmes mondiaux – mais ces émissions sont minuscules comparées aux quantités déjà produites par les pays industrialisés[61] (*ibid.*, paragraphe 7.3)

L'Inde compte donc d'abord sur ses ressources naturelles pour se développer. Le développement socio-économique du pays reste la priorité nationale, la conservation de l'environnement étant considérée comme une condition indispensable mais subordonnée à ce processus. L'Inde demande légitimement d'emprunter le même chemin que les pays du Nord ont suivi en leur temps, c'est-à-dire en construisant leur développement et leur industrialisation sur la consommation des ressources naturelles, d'autant qu'elle ne se considère pas responsable de la crise écologique contemporaine : « En Inde, nous avons la ferme conviction que c'est le processus d'industrialisation, et la débauche permanente des économies industrielles, qui sont à l'origine des problèmes qui menacent notre planète et ses formes de vie »[62] (*ibid.*, paragraphe 7.2). Cette « ferme conviction » n'empêche pourtant pas le gouvernement indien de revendiquer un droit de polluer au moins égal à celui des grands États développés, invoquant le développement socioéconomique du pays pour justifier l'agression des milieux naturels. C'est quelque part ici que se rejoignent les thuriféraires du marché et les coryphées du nationalisme en matière d'environnement, avec un argument a priori imparable : si les politiques économiques nuisent à l'environnement, elles servent toutefois les objectifs de développement de la nation (industrialisation, augmentation des exportations, augmentation de la production de nourriture et lutte contre la pauvreté). On notera d'ailleurs que c'est au nom de l' « intérêt général » que le gouvernement réquisitionne des terres[63] pour la construction de ses projets de développement ou ses projets industriels.

---

[61] « Our economic development cannot be hampered in the name of the global environment, which we have done nothing to damage and can do little to save. Our resources are required to meet our developmental needs such as education, nutrition, health services, drinking water, housing, sanitation, agriculture, industry, infrastructure, even all of which we find it difficult to provide having been behind in the race of development. Without this development, threats to the environment will in any case grow. In the short run, this developmental effort could even add to the discharges and emissions which cause global problems – but these are miniscule compared to the quantities which industrialized countries have already contributed ».

[62] « It has been India's firm conviction that it is the process of industrialization, and the continued profligacy of industrialized economies that have created the problems which threaten our planet and its life forms ».

[63] Dans le droit indien, l'État jouit d'une « propriété éminente » (*eminent domain*) sur son territoire. Cette notion se définit comme le droit de l'État souverain de réaffirmer, de façon temporaire ou permanente, son autorité sur n'importe quelle partie du territoire de l'État, y compris des propriétés privées, sans nécessiter l'accord du propriétaire, au nom de l'intérêt public.

Certes, les grands barrages entrainent la submersion de plusieurs milliers d'hectares de forêt et de terres cultivées, mais ne permettent-ils pas d'irriguer plusieurs millions d'hectares de terres ?

Si la moyenne d'émissions de dioxyde de carbone produite par habitant en Inde est très en dessous de la moyenne mondiale (1,67 tonnes contre 5,03 tonnes dans le monde en 2007), les autorités indiennes se sont cependant bien gardées de mentionner que les émissions des Indiens les plus riches (revenus au-dessus de 30 000 roupies par mois) s'élèvent à 4,97 tonnes par habitant, soit l'équivalent de la moyenne mondiale. Par contraste, les émissions des plus pauvres (revenus en dessous de 3 000 roupies par mois) ne s'élève qu'à 1,11 tonne par tête. La classe la plus riche en Inde produit donc 4,5 fois plus d'émissions de CO_2 que les plus pauvres. Ces chiffres, donnés par Ashish Kothari qui s'appuie sur une étude produite par la branche indienne de Greenpeace, montrent que les pauvres subventionnent en quelque sorte le développement des plus riches, alors qu'ils seront les premiers touchés par les changements climatiques (Kothari, 2007). « Si Mumbai est inondé, les riches iront s'acheter des maisons à Pune ; où iront les pauvres ? »[64] (*ibid.*, p.1). Avec cette interrogation, Kothari invite ses lecteurs à reconnaître que la situation d' « injustice climatique » qui sévit entre l'Inde et les pays industrialisés est également reproduite à l'intérieur même du pays. Il montre aussi que la position du gouvernement indien en matière de changements climatiques bénéficie d'abord à certains secteurs, ou certaines classes, de la société. Le même constat pourrait être tiré après lecture de la Stratégie nationale de conservation. Les autorités, qui y défendent leur droit à polluer, se gardent bien de mentionner le fait que la survie de la population rurale indienne, représentant près des trois quarts de la population totale du pays, dépend étroitement de l'état des écosystèmes. De même, le fait que les « dommages collatéraux » des grands projets de développement sont supportés pour l'essentiel par les segments les plus pauvres de la population — un fait pourtant asséné à d'innombrables reprises par des chercheurs et des organisations de la société civile[65] — reste encore largement occulté dans les rapports officiels. On ne s'étonnera donc pas que ces mêmes inégalités se retrouvent dans les politiques de conservation de la biodiversité, que nous allons maintenant examiner en détail.

---

[64] « If Mumbai is inundated, the rich will buy up houses in Pune; where will the poor go? ».

[65] Un des derniers rapports parus début février 2011, commandité par l'OIT, rappelle ainsi que « la richesse en minerais de l'Inde est obtenue en violant les droits des populations tribales […] Des estimations récentes indiquent qu'entre 1950 et 1991, au moins 2 600 000 personnes ont été déplacées suite à des projets miniers, dont seulement 25 pourcents ont reçu des compensations. Parmi ces déplacés, 52 pourcents appartiennent aux tribus répertoriées » (Sebastian, 2011).

1.2 : DES PARCS DE PAPIER ?

A. Structure et évolution du réseau d'espaces protégés indien

C'est aux prises avec le spectre malthusien d'une croissance humaine et animale exponentielle, qui condamnerait à terme les derniers espaces « sauvages » du pays, que l'Inde indépendante s'est peu à peu dotée d'un vaste réseau d'espaces protégés. Ce réseau, qui compte aujourd'hui plus de 600 espaces protégés et englobe presque 5 % du territoire national (figure 4), est au centre du programme de conservation indien[66].

Il faut cependant souligner que l'idée de « réserve de nature sauvage » (*wildlife reserves*) ne peut être considérée comme un produit d'importation récente en Inde. L'*Arthashastra* de Kautilya, traité rédigé au IIIème siècle avant JC, évoquait déjà des législations concernant la protection des forêts et des animaux sauvages (en particulier les éléphants), la création de grandes réserves et qui prévoyaient la peine de mort pour quiconque tuerait un éléphant (Gadgil & Guha, 1992). Plus tard, les dirigeants hindous et moghols ont créé des réserves de chasse pour leur propre usage — dont beaucoup ont traversé les siècles pour devenir des parcs et sanctuaires de l'Inde indépendante. Pendant la colonisation britannique, l'*Indian Forest Service* est mis en place en 1865, accompagné d'un système élaboré de forêts dites « réservées » (*reserved forests*) et « protégées » (*protected forests*) en 1868, servant d'une part des objectifs de conservation, et de l'autre permettant de réserver des forêts pour la foresterie commerciale. La première loi de protection de la faune sauvage du pays, le *Madras Wild Elephant Preservation Act*, est promulguée en 1873.

À cette époque, des organisations de la société civile ont commencé à jouer un rôle important, en particulier la *Bombay Natural History Society* (BNHS), fondée en 1883. Avec d'autres organisations régionales, elles ont contribué à la promulgation du *Wild Birds and Animal Protection Act* de 1887, un précurseur de l'actuelle législation réglementant les

[66] La plupart des données chiffrées concernant le réseau d'espaces protégés ont été obtenues sur le site du *Wildlife Institute of India* (WII), institut qui gère la base de données nationale sur les espaces protégés. Voir : http://wiienvis.nic.in/pa_database.html. Certaines données sont cependant datées. Les dernières évaluations chiffrées sont disponibles dans les rapports les plus récents produits par le MoEF, en particulier le *State of the Environment Report, 2009* (MoEF, 2009a).

espaces protégés. Ces organisations pionnières, auxquelles d'autres se sont jointes (beaucoup) plus tard, en particulier le WWF, exercent encore aujourd'hui une très grande influence sur le développement des programmes de conservation, comme par exemple pour le Projet Tigre.

Après la première guerre mondiale, la grande disponibilité d'armes à feu a conduit à une intensification de la chasse, renouvelant les inquiétudes sur le sort de nombreuses espèces. En 1934, le Raj promulgue le *National Park Act* et crée le tout premier parc national du pays, le parc national Hailey. Il a depuis été rebaptisé à la mémoire d'un officier de l'armée britannique, Jim Corbett, célèbre pour ses écrits sur la chasse des tigres et des léopards mangeurs d'hommes. Les pressions sur la faune sauvage ont cependant continué à s'intensifier, et après l'Indépendance du pays, certaines grandes figures de l'écologie indienne comme l'ornithologue Salim Ali ont fait pression sur le gouvernement indien pour prendre des mesures de conservation (Lewis, 2003a). Le Premier ministre de la jeune nation, Jawaharlal Nehru, lui même naturaliste amateur, met ainsi en place dès 1952 l'*Indian Board for Wildlife* – qui reste aujourd'hui le principal organe de conseil du gouvernement indien en matière de conservation. Toutefois, ce n'est qu'au début des années 1970, marquées par des pressions internationales (grande conférence internationale sur la conservation à New Delhi en 1969) et l'investissement personnel d'Indira Gandhi, que le réseau de parcs voit progressivement le jour. Texte fondateur, le *Wildlife Protection Act* (1972) — ci après dénommé WPA —réglemente l'établissement des espaces protégés dans le pays[67].

	Nombre	Surface géographique	% surface géographique totale
Parcs nationaux	99	39 155 km2	1,19%
Sanctuaires	523	118 417 km2	3,60%
Réserves de conservation	43	1 155,86 km2	0,04%
Réserves communautaires	3	17,76 km2	0,00054%
Total	668	158 745 km2	4,83%

Fig. 4. LE RESEAU D'ESPACES PROTEGES EN INDE (STATUT DE MARS 2009)

Source : MoEF/GoI (2009a), *State of Environment Report 2009*.

Il existe aujourd'hui 99 parcs nationaux en Inde, qui couvrent une superficie de 39 155 km^2, soit 1,19 % du territoire national. Comme l'ensemble des espaces protégés en Inde, les parcs nationaux sont de petite taille : la majorité se situe dans une fourchette allant

[67] Le WPA a été adopté par tous les États régionaux, à l'exception du Jammu et Kashmir, qui dispose de sa propre législation.

de 100 à 500 km^2, avec seulement 7 parcs dépassant les 5 000 km^2[68]. Les sanctuaires de faune sauvage sont les plus nombreux (un peu plus de 500) et couvrent une superficie de 118 417 km^2, soit 3,60 % du territoire. Là aussi, les sanctuaires occupent des espaces très réduits : la plupart s'étendent sur moins de 10 km^2, et seulement deux sanctuaires dépassent les 5 000 km^2. Les réserves de conservation et les réserves communautaires sont des créations récentes (2002), et occupent pour le moment une place négligeable dans le réseau.

L'Inde n'a pas échappé à la tendance mondiale de l'inflation des espaces protégés[69]. Depuis l'Indépendance, le souci de protéger la nature par le biais de l'espace protégé n'a fait que se renforcer. Si en 1970 on ne comptait qu'une soixantaine de parcs nationaux et autres sanctuaires, leur nombre a aujourd'hui été multiplié par dix (soit plus de 600). Ces espaces protégés occupent plus de 150 000 km^2, c'est-à-dire près de 5 % du territoire national. L'expansion du réseau est toujours d'actualité (figure 5) : en 2007, environ 300 nouveaux espaces protégés attendaient leur notification (74 parcs et 217 sanctuaires).

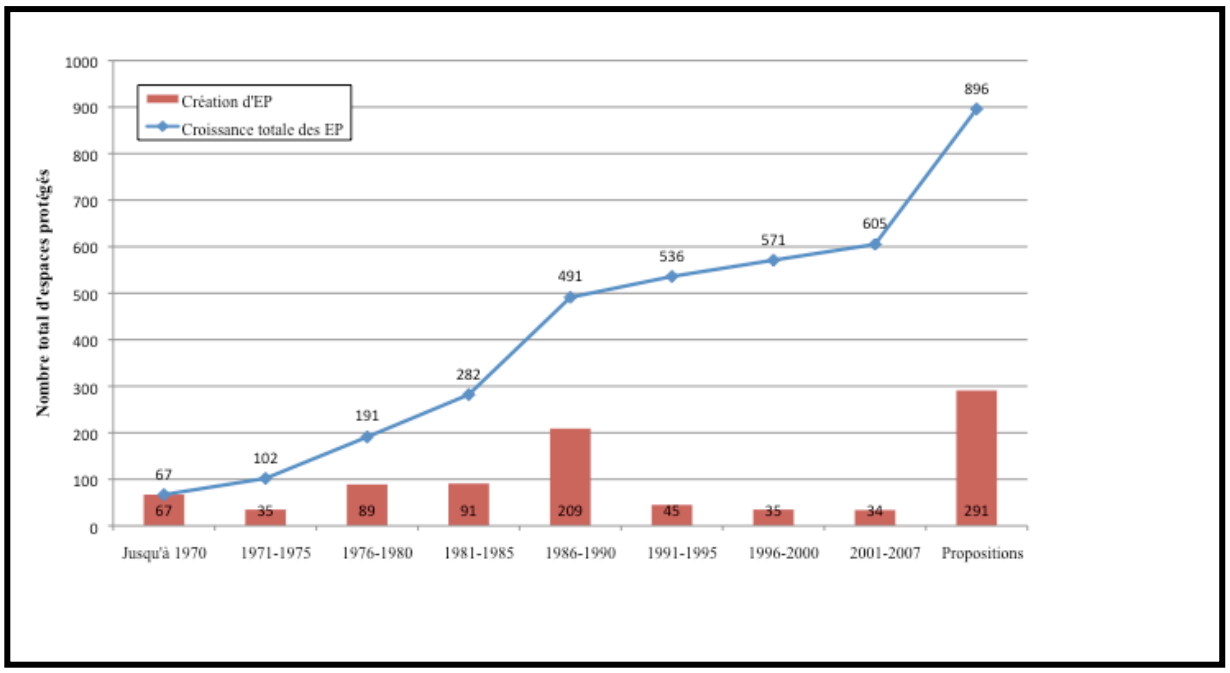


Fig. 5. COURBE DE CROISSANCE DES ESPACES PROTEGES EN INDE (1970-2009)

Source : adapté de http://www.wii.gov.in/envis/pa_database.html

[68] À titre de comparaison, le parc national de Yellowstone, aux États-Unis, s'étend sur 8 983 km^2.

[69] Entre 1872, date de la création de Yellowstone, et le début des années 1960, quelques 10 000 aires protégées ont été crées dans le monde. Leur nombre est aujourd'hui supérieur à 100 000. Ce réseau mondial couvre plus de 18,8 millions de km^2 dont 17 millions de km^2 sont terrestres, soit 11,5 % de la surface terrestre de la planète : cette superficie est supérieure à celles de l'Inde et de la Chine confondues. Les aires protégées couvrent une surface plus importante que celle des terres arables cultivées. (Chape *et al.* 2003).

Ce réseau d'espaces protégés devrait couvrir à terme l'ensemble de l'espace national : la représentativité du réseau est évaluée à l'aune du système de classification biogéographique défini par les chercheurs Rodgers et Panwar (1988), qui découpe l'Inde en 10 zones biogéographiques et 26 provinces. Si l'on observe la carte des espaces protégés existants et proposés, force est de constater que le territoire est déjà bien quadrillé par ce réseau (figure 6), en particulier les Ghâts Occidentaux et la chaîne himalayenne, deux « points chauds » de la biodiversité en Inde (voir 1.1.A).

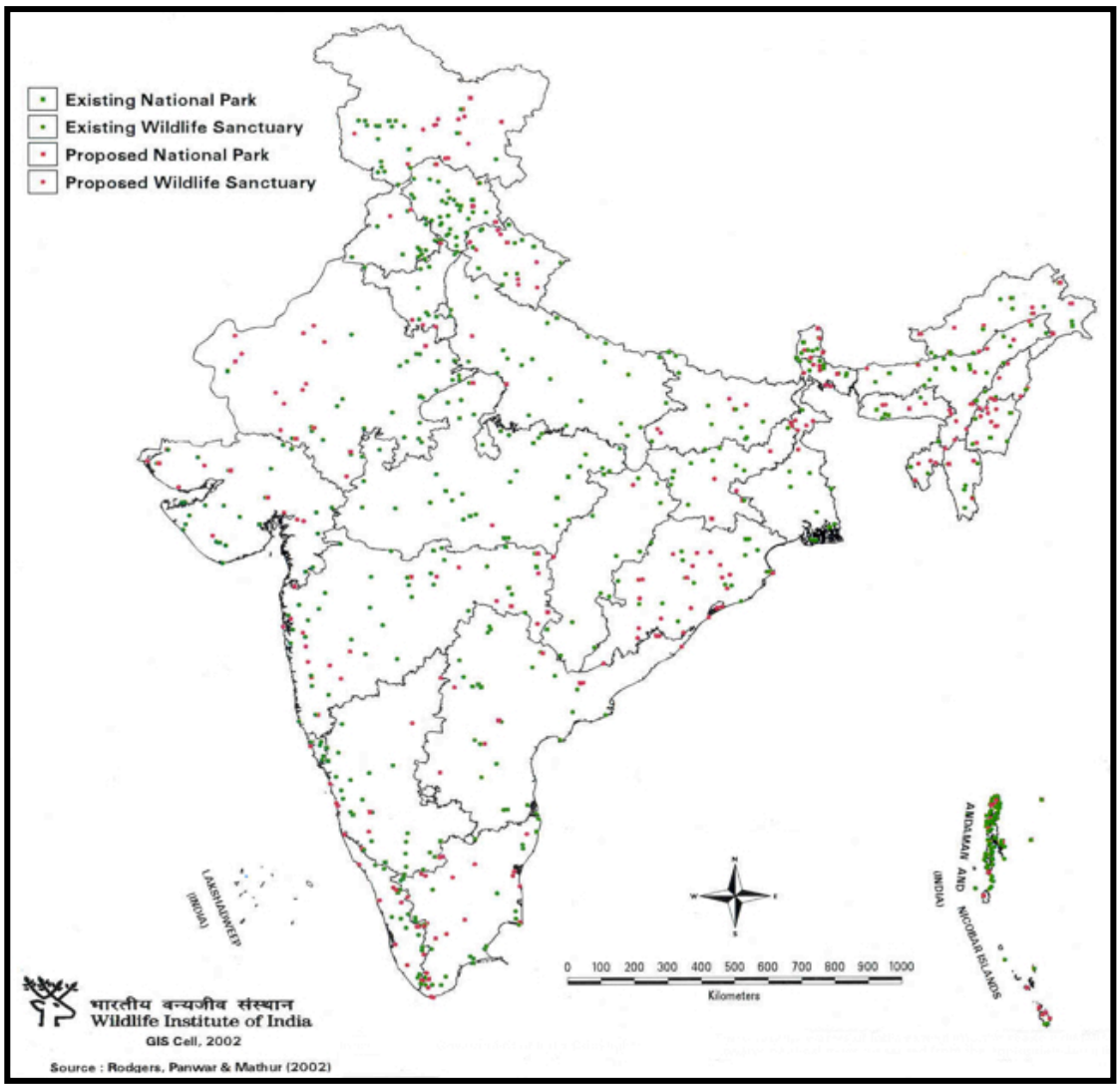


Fig. 6. CARTE DES ESPACES PROTEGES EXISTANTS ET PROPOSES EN INDE

Source : adapté de http://wiienvis.nic.in/panetworks/fig6.htm

D'autre part, ce réseau d'espaces protégés a été renforcé par la création/juxtaposition de différents programmes ciblés de conservation *in situ*. Les programmes de protection centrés sur une espèce phare sont les plus célèbres (projet Tigre, projet Eléphant, projet Rhino, etc.).

Le projet Tigre a été lancé en 1973 et compte aujourd'hui vingt-neuf réserves de tigres, qui couvrent 38 620 km^2. Les programmes « Patrimoine Mondial » et « L'Homme et la Biosphère » de l'UNESCO occupent aussi une place importante dans la stratégie nationale de conservation. Il existe aujourd'hui en Inde vingt-sept sites du Patrimoine Mondial[70] et quinze réserves de biosphère. Enfin, les sites Ramsar, dédiés à la conservation des zones humides (25 sites) et les forêts dites « réservées » sont aussi parfois comptés dans le réseau.

Il va sans dire que face aux nombreuses menaces qui pèsent sur les ressources naturelles du pays, le réseau d'espaces protégés apparaît comme un atout majeur pour assurer leur conservation, ou tout au moins permettant de ralentir leur rythme d'extinction. En effet, la plupart des chercheurs s'accordent à dire que la situation s'est nettement améliorée depuis le passage du WPA en 1972 (Saberwal *et al*. 2001 ; Kothari *et al.* 1995). L'argument selon lequel la mise sous cloche et sous protection juridique de ces espaces, avec des restrictions sur l'accès et l'usage des ressources, aurait permis qu'une portion importante de la faune et la flore a survécu en Inde, est difficilement contestable. Il se vérifie en particulier concernant la protection des forêts, des marais et des broussailles contre le développement industriel (barrages, mines, etc.) et la colonisation agricole, qui auraient sinon transformé tout le paysage :

> Les espaces protégés indiens sont le refuge de l'essentiel de ce qui reste de la diversité biologique de la nation, et assurent des fonctions écologiques cruciales telles que la régulation des cycles hydrologiques, la stabilisation des berges des rivières, la protection des sols, et le maintien de la productivité des terres. Si ces espaces n'existaient pas, l'agriculture indienne serait sérieusement en danger et son climat beaucoup plus imprévisible. Et les intérêts industriels et commerciaux auraient depuis longtemps mis la main sur ces habitats si le statut de ces derniers accordé par le *Wildlife Protection Act* ne les protégeait pas (Dowie, 2009: 123-124)[71].

[70] Dans cette liste, seuls quatre sites relèvent du « patrimoine naturel ». Il s'agit du parc national de Kaziranga (Assam), du parc national de Keoladeo (Rajasthan), du parc national des Sunderbans (Bengale Occidental) et des parcs nationaux de Nanda Devi et de la Vallée des Fleurs (Uttarakhand).

[71] « India's protected areas harbor the hub of what remains of the nation's biological diversity, and perform critical ecological functions like regulating hydrological cycles, stabilizing river catchments, protecting soil, and maintaining land productivity. India's agriculture would be seriously threatened and its climatic patterns much more erratic if those areas did not exist. And industrial and commercial forces long ago would have occupied these habitats were it not for the protected status granted them by the Wildlife Protection Act ».

Mais cette réussite n'est qu'une facette du programme de conservation indien, qui rencontre de multiples difficultés, au premier rang desquelles se trouve l'administration même du réseau d'espaces protégés.

B. Qu'est-ce qu'un espace protégé ? Ce que dit la loi…

Techniquement, un espace protégé se définit comme « une portion de terre et/ou de mer vouée spécialement à la protection et au maintien de la diversité biologique, ainsi que des ressources naturelles et culturelles associées, et gérée par des moyens efficaces, juridiques ou autres » (UICN, 1994). Cette définition de l'Union Mondiale pour la Nature couvre tout le spectre des espaces protégés, même si dans la pratique les objectifs précis de gestion sont plus diversifiés. L'Inde, comme les autres pays du monde, a développé son propre système de catégorisation des espaces protégés, en fonction principalement de leur degré de protection du patrimoine naturel et culturel, mais aussi de divers objectifs associés. Ils correspondent à certaines catégories du référentiel mis en place par la Commission des parcs nationaux et des aires protégées (CPNAP) de l'UICN afin d'harmoniser l'effort de conservation de la nature de par le monde. La relation entre les catégories et les objectifs de gestion en Inde, avec leur équivalent UICN, est illustrée ci-après sous forme de tableau (figure 7).

Catégories indiennes	Catégories UICN	Caractéristiques et objectifs de gestion UICN
X	Ia	**Réserve naturelle intégrale**: aire protégée gérée principalement à des fins scientifiques
X	Ib	**Zone de nature sauvage**: aire protégée gérée principalement à des fins de protection de la nature sauvage
Parc national (*national park*)	II	**Parc national**: aire protégée gérée principalement dans le but de protéger les écosystèmes à des fins récréatives
X	III	**Monument naturel**: aire protégée gérée principalement dans le but de protéger des éléments naturels spécifiques
Sanctuaire (*wildlife sanctuary*)	IV	**Aire de gestion des espaces ou des espèces**: aire protégée gérée principalement à des fins de conservation, avec intervention au niveau de la gestion
Réserve de conservation (*conservation reserve*)	V	**Paysage terrestre ou marin protégé**: aire protégée gérée principalement dans le but d'assurer la conservation des paysages terrestres ou marins et à des fins récréatives
Réserve communautaire (*community reserve*)	VI	**Aire protégée de ressources naturelles gérées**: aire protégée gérée principalement à des fins d'utilisation durable des écosystèmes naturels

Fig. 7. CLASSIFICATION DES ESPACES PROTEGES INDIENS SELON LE REFERENTIEL UICN

Source : établi d'après UICN (1994), *Lignes directrices pour les catégories de gestion des aires protégées*. UICN Gland (Suisse) et Cambridge (Royaume-Uni).

La législation indienne, à travers le WPA, reconnaît quatre catégories d'espaces protégés : le parc national, le sanctuaire de faune sauvage, la réserve de conservation et la réserve communautaire[72]. Sans en donner une définition précise, elle indique les procédures à suivre pour établir ces différents types d'espaces protégés, et spécifie leurs règles de gestion en indiquant quelles activités y sont autorisées ou interdites. Elle liste également les pouvoirs et fonctions des différents acteurs, ainsi que les procédures et considérations permettant d'autoriser ou d'interdire divers usages dans les espaces protégés. Cette législation, qui a connu plusieurs amendements successifs[73], a considérablement été modifiée depuis sa promulgation. Nous nous référons ici à sa dernière version (2002).

1) Les parcs nationaux et sanctuaires

- **Régime de conservation et caractéristiques**

Les parcs nationaux et sanctuaires de faune sauvage constituent les principaux outils de conservation *in situ* dans le pays. Le WPA impose à ces deux types d'espaces protégés une réglementation très stricte et relativement similaire. L'accès y est d'abord strictement limité aux personnes autorisées [section 27] et fait l'objet d'une demande de permis auprès du *Chief Wildlife Warden*[74] [section 28]. Parmi les activités nécessitant l'obtention d'un permis, on trouve entre autres le tourisme mais aussi la recherche scientifique. Les parcs nationaux et sanctuaires sont par ailleurs soumis à un régime d'interdictions particulièrement draconien concernant l'usage des ressources [section 29 pour les sanctuaires et 35(6) pour les parcs nationaux]:

> Personne n'est autorisé à détruire, exploiter, ou extraire la faune et la flore sauvage y compris les produits forestiers d'un sanctuaire, ou de détruire ou endommager ou

[72] Á ces quatre catégories sont parfois ajoutées les forêts dites « réservées » et « protégées », mais elles ne constituent pas au sens strict des espaces protégés. En effet, l'idée même de créer des espaces protégés répond à la nécessité de fournir une protection renforcée et particulière à la biodiversité, au-delà de la protection offerte dans les autres catégories de forêt (MoEF/GoI, 2005 : 36).

[73] Le WPA de 1972 a été amendé à cinq reprises :
- *The Constitution (Forty-second Amendment) Act, 1976.*
- *The Wild Life (Protection) Amendment Act, 1982.*
- *The Wild Life (Protection) Amendment Act, 1986* (interdiction totale du commerce d'animaux sauvages).
- *The Wild Life (Protection) Amendment Act, 1991* (interdiction de chasser des animaux sauvages sauf circonstances exceptionnelles, vaccination obligatoire du bétail à proximité des parcs et des sanctuaires, obligation de déterminer les droits des populations locales avant la création d'un parc ou un sanctuaire).
- *The Wild Life (Protection) Amendment Act, 1993.*
- *The Wild Life (Protection) Amendment Act, 2002.*

[74] Dans la hiérarchie forestière régionale, le *Chief Wildlife Warden* est le fonctionnaire le plus important. Il est nommé par le gouvernement de son État.

> perturber l'habitat d'un animal sauvage par tout acte, ou de détourner, stopper ou augmenter le flux d'eau à l'intérieur ou à l'extérieur d'un sanctuaire [ou d'un parc national], sauf en possession et en conformité avec un permis délivré par le Chief Wildlife Warden, et un tel permis ne peut être délivré sans l'autorisation de l'État régional qui est assuré en consultation avec le Board qu'une telle extraction de la faune et de la flore sauvage du sanctuaire [ou parc national] ou qu'un tel changement du flux d'eau à l'intérieur ou à l'extérieur du sanctuaire [ou parc national] est nécessaire à l'amélioration et à la meilleure gestion de la faune et de la flore sauvage à l'intérieur de ces espaces[75].

Il s'agit là d'une clause véritablement prohibitive qui n'autorise l'usage des ressources (faune, flore et produits forestiers) que dans des circonstances exceptionnelles. On notera par ailleurs que le WPA définit la « faune et la flore sauvages » (*wildlife*) comme « tout animal, plante aquatique ou terrestre qui fait partie de tout habitat »[76] [section 2(37)] et inclut dans la catégorie « produits forestiers » (*forest produce*)[77] une grande variété d'éléments : arbres, feuilles, fleurs, fruits, plantes (dont herbacées, lianes, roseaux, mousses) ; sous-produits animaux (peaux, défenses, cornes, os, soie, cocons, miel, cire, etc.) ; tourbe, sol, pierre et minéraux (dont roche calcaire, latérite, huiles minérales, et tout produit issu des mines ou des carrières). Aussi, sans autorisation, aucune ressource, du miel aux poissons en passant par les pierres, ne peut être prélevée dans ces espaces. Toutefois, dans les cas exceptionnels où des ressources sont prélevées dans un parc ou un sanctuaire, la loi donne la priorité aux besoins des populations locales [suite de la section 29 et 35(6)] :

> Dans le cas où un produit forestier est extrait du sanctuaire [ou du parc national] ce même produit peut être utilisé pour satisfaire les besoins personnels bona fide des populations résidant dans et autour du sanctuaire [ou du parc national] et ne doit pas être utilisé dans un objectif commercial quelconque[78].

---

[75] « No person shall destroy, exploit or remove any wild life including forest produce from a sanctuary or destroy or damage or divert the habitat of any wild animal by any act whatsoever or divert, stop or enhance the flow of water into or outside the sanctuary [or national park], except under and in accordance with a permit granted by the Chief Wildlife Warden, and no such permit shall be granted unless the State Government being satisfied in consultation with the Board that such removal of wild life from the sanctuary [or national park] or the change in the flow of water into or outside the sanctuary [or national park] is necessary for the improvement and better management of wild life therein, authorises the issue of such permit ».

[76] « Any animal, aquatic or land vegetation which forms part of any habitat ».

[77] La définition du « *forest produce* » adoptée par le WPA est celle donnée dans l'*Indian Forest Act* de 1927 (section 2(4b)).

[78] « Provided that where the forest produce is removed from a sanctuary [or a national park] the same may be used for meeting the personal bona fide needs of people living in and around the sanctuary [or the national park] and shall not be used for any commercial purpose ».

Il existe toutefois des différences importantes entre les parcs nationaux et les sanctuaires. Si la législation vise en premier lieu à restreindre les pressions anthropiques dans les espaces protégés, elle présuppose une présence humaine inexistante dans les parcs nationaux et minimale dans les sanctuaires. Le parc national est l'espace protégé auquel est accordé le plus haut degré de protection. Il s'agit d'un espace mis en défens *exclusivement* réservé à l'effort de conservation, dans lequel tout droit d'accès et d'usage (traduction de « *rights in or over the land* ») préexistant doit être préalablement acquis par le gouvernement central, par le biais d'une procédure détaillée dans le paragraphe suivant. Autrement dit, personne n'a le droit de pénétrer — et a fortiori de résider — dans l'enceinte d'un parc national, et toute activité humaine liée à la destruction/exploitation/prélèvement des ressources naturelles y est donc proscrite (à l'exception de celles autorisées par le *Chief Wildlife Warden*). Le pâturage, qui occupe une place centrale dans les débats sur la conservation de la biodiversité, fait l'objet d'une clause particulière [section 35(7)] :

> Le pâturage du bétail n'est pas permis dans un parc national et aucun bétail ne doit être autorisé à y pénétrer sauf quand ce bétail est utilisé comme véhicule par une personne autorisée à entrer dans ce parc national[79].

Les sanctuaires disposent d'un régime de protection moins strict, dans la mesure où la création d'un tel statut n'implique pas nécessairement l'extinction de tous les droits préexistants. Une clause spécialement réservée aux sanctuaires permet au responsable chargé de l'établissement des droits des populations locales (le *Collector*) d'en accorder la poursuite avec l'accord du *Chief Wildlife Warden* [section 24(2c)] :

> [Le Collector peut] autoriser, en consultation avec le Chief Wildlife Warden, la poursuite de tout droit d'accès et d'usage de toute personne dans les limites du sanctuaire[80]

En d'autres termes, il est donc possible — pour les détenteurs de droits qui bénéficient de cette clause — de résider dans un sanctuaire et d'y mener certaines activités régulées d'exploitation des ressources naturelles, dont le pâturage. Il faut cependant souligner qu'il s'agit là d'une disposition mise en place en 1991, qui est en quelque sorte venue « officialiser » une situation de fait. En effet, jusqu'à cette date, un sanctuaire prenait une

[79] « No grazing of any livestock shall be permitted in a National Park and no livestock shall be allowed to enter except where such livestock is used as a vehicle by a person authorised to enter such National Park ».
[80] « [The Collector may] allow, in consultation with the Chief Wildlife Warden, the continuance of any right of any person in, or over any land within the limits of the sanctuary ».

existence légale dès que le gouvernement publiait sa déclaration d'intention. Ensuite, le gouvernement devait suivre la procédure habituelle de détermination des droits, mais cette deuxième étape prenait (beaucoup) de temps et l'on arrivait à une situation où la très grande majorité des sanctuaires comportaient une présence humaine.

- **Procédure juridique**

La création d'un parc national ou d'un sanctuaire doit en effet suivre une procédure détaillée dans le WPA, qui constitue ensuite bien souvent la toile de fond des conflits entre populations locales et gestionnaires du parc. Ce n'est qu'à l'issue de ce processus (qui a connu des modifications importantes, en particulier en 1991 et en 2002) que les espaces protégés prennent une existence juridique. Grossièrement, la procédure peut être divisée en quatre grandes étapes.

1. <u>Déclaration d'intention</u>
→ Le gouvernement régional déclare par notification son intention de créer un sanctuaire [section 18] ou un parc national [section 35]. Il doit spécifier aussi précisément que possible le lieu et les frontières du futur espace protégé.
→ Ensuite, le gouvernement doit prendre une série de mesures pour déterminer les droits des populations locales (*to settle rights*). Ce n'est qu'une fois ce processus achevé que le gouvernement peut déclarer la création du sanctuaire ou du parc national.

2. <u>Processus de détermination des droits</u>
→ Le gouvernement doit nommer un officier (ou *Collector*) qui dans les 30 jours après la déclaration d'intention doit se renseigner et déterminer l'existence, la nature et l'étendue des droits détenus par toute personne sur la zone couverte par le futur parc ou le sanctuaire [section 19].
→ Après la déclaration d'intention du gouvernement, aucun nouveau droit ne peut être acquis sur la zone, sauf par succession, voie testamentaire ou intestat [section 20].

3. <u>Processus d'établissement des droits</u>
→ Dans une période de soixante jours suivant la notification de la déclaration d'intention, le *Collector* doit publier en langue régionale dans la zone concernée par le futur espace protégée

une proclamation qui (i) spécifie le lieu où sera implanté le parc ou sanctuaire et ses frontières et qui (ii) demande à chaque détenteur de faire valoir auprès de lui ses droits et sa demande de compensation le cas échéant [section 21]. Ces réclamations seront vérifiées par le *Collector* « à partir des archives du gouvernement régional et les preuves fournies par toute personne qui dispose d'informations »[81] [section 22].

→ Une fois que le *Collector* a déterminé ces droits et a vérifié leur véracité, plusieurs options s'offrent à lui [section 24] :

- Exclure ces terres des frontières du sanctuaire proposé
- Acquérir ces terres ou droits, sauf quand le détenteur a accepté de céder ses droits au gouvernement. Les droits seront acquis contre le paiement d'une compensation tel que le prévoit une législation mise en place sous les Britanniques et toujours en vigueur, le *Land Acquisition Act* (1894).
- Permettre, en consultation avec le *Chief Wildlife Warden*, la continuation des droits dont bénéficie toute personne sur la zone couverte par le sanctuaire (cette option n'est possible que pour les sanctuaires).

4. <u>Processus d'acquisition des droits</u>

→ Une fois que les droits sont déterminés, le processus d'acquisition des droits commence. La compensation peut être financière ou en nature (terre), ou les deux.

→ Ce processus doit être achevé dans une période de deux ans à partir de la notification de la déclaration d'intention ; mais la notification n'expire pas si ce n'est pas le cas [section 25A].

2) Les réserves de conservation et communautaires

Le dernier amendement du WPA (2002) a permis la création de deux nouveaux types d'espaces protégés, encore extrêmement minoritaires (cf figure 4, p.54) : les réserves de conservation et les réserves communautaires. La création de ces nouveaux espaces protégés se veut à la fois une réponse à certains problèmes pratiques auxquels le réseau de parcs et de sanctuaires est massivement confronté, et une preuve de la prise en compte des dernières préoccupations qui agitent le monde de la conservation. Avec ces nouvelles catégories de réserves, le gouvernement indien donne pour la première fois une reconnaissance juridique à la conservation dite communautaire.

[81]« from the records of the state government and the evidence of any person acquainted with the same ».

Dans un pays densément peuplé comme l'Inde, les espaces protégés ressemblent beaucoup à des îlots au milieu d'un océan de développement et de pressions diverses sur les ressources renouvelables. Afin de mieux protéger la périphérie de ces parcs et sanctuaires, le gouvernement indien a décidé de créer, en consultation avec les populations locales, des réserves dites « de conservation » sur des terres qui lui appartiennent mais qui sont souvent utilisées par les populations. Ces réserves jouent le rôle de zone tampon ou de corridor entre les parcs, sanctuaires ou forêts réservées et protégées. Le comité en charge de la gestion de ces réserves est composé d'un membre de la Direction des forêts, d'un représentant de chaque conseil de village sous la juridiction desquels la réserve se trouve, de trois représentants d'ONG travaillant dans le domaine de la conservation, et d'un représentant du département de l'agriculture et de l'élevage.

La seconde initiative gouvernementale constitue le modèle le plus avancé de conservation « participative » en Inde. À l'initiative d'un individu ou d'une communauté qui se déclarent volontaires pour assurer la conservation d'un espace qu'ils détiennent en propriété privée ou en propriété commune, le gouvernement peut accorder à cet espace le statut de « réserve communautaire », qui a pour vocation d'assurer la protection de la faune, de la flore, mais aussi de soutenir les valeurs et pratiques traditionnelles de conservation. Le comité gestionnaire est ici composé de cinq représentants nommés par le conseil de village et par un représentant de la Direction des forêts.

Ces nouvelles catégories, si elles sont la manifestation d'une transformation certaine du paradigme de la conservation tel qu'il était jusqu'alors conçu par le gouvernement indien, ont été accueillies avec réserve par les partisans de la conservation communautaire. Ces derniers en soulignent les limites, ce qui explique aussi pourquoi elles restent encore largement lettre morte :

a) Un parc national ou un sanctuaire ne peut pas être converti en réserve de conservation ou en réserve communautaire : ce changement de statut aurait pu pourtant permettre d'apaiser les tensions entre les populations locales et les gestionnaires dans certains espaces protégés ;
b) La gestion de ces nouvelles catégories d'espaces protégés est entre les mains de comités préalablement définis. Cette structure est trop rigide car elle limite la flexibilité avec laquelle les populations locales ont jusqu'alors géré ces espaces (par

exemple les bosquets sacrés ou les forêts villageoises dites *van pañcāyat* dans l'Uttaranchal) ;

c) Les réserves communautaires ne peuvent être crées que sur des terres détenues en propriété privée ou en propriété commune. La loi ne considère pas le fait que les populations conservent aussi des forêts qui appartiennent au gouvernement ;

d) Enfin, le fait que la Cour Suprême ait récemment imposé des restrictions sur le prélèvement de produits forestiers mineurs dans les forêts signifie qu'aucune communauté ne souhaite aujourd'hui que ses forêts soient déclarées réserve communautaire ou réserve de conservation.

3) Les réserves de biosphère

Le concept de « réserve de biosphère » a été initié par l'Unesco en 1973-1974 dans le cadre de son programme « L'Homme et la Biosphère » (*Man and Biosphere*, MAB). Le MAB, lancé en 1970, est un programme intergouvernemental visant à développer une base scientifique pour améliorer l'utilisation et la conservation des ressources de la biosphère et les relations homme/nature au niveau mondial[82]. Pour mettre en application ses différents travaux de recherche sur le terrain, le MAB s'appuie sur un réseau mondial de réserves de biosphère, sorte de « laboratoires vivants » destinés à mettre au point une gestion intégrée des sols, de l'eau et de la biodiversité, et d'en démontrer les bénéfices. Il existe aujourd'hui plus de 500 réserves de biosphère réparties dans une centaine de pays. On notera que les réserves de biosphère sont proposées par les gouvernements nationaux ; elles font donc l'objet d'une reconnaissance internationale tout en demeurant sous la juridiction souveraine des États dans lesquels elles sont situées.

Les réserves de biosphère sont des zones d'écosystèmes terrestres ou côtiers où l'on privilégie les solutions permettant de concilier la conservation de la biodiversité et son utilisation durable. Chaque réserve de biosphère doit remplir trois fonctions fondamentales, à la fois complémentaires et se renforçant mutuellement :

- une fonction de conservation, pour contribuer à la conservation des paysages, des écosystèmes, des espèces et des variations génétiques ;

[82] Le programme MAB a été lancé après la « Conférence sur la Biosphère » organisé par l'Unesco en 1968. Il s'agit de la première conférence intergouvernementale qui s'est interrogée sur la manière de concilier la conservation des ressources naturelles et leur utilisation, préfigurant ainsi la notion actuelle de développement durable.

- une fonction de développement, pour favoriser un développement économique et humain durable d'un point de vue socioculturel et écologique ;
- une fonction logistique, pour fournir un soutien à la recherche, à la surveillance continue, à l'éducation et à l'échange d'information concernant les questions locales, nationales et mondiales de conservation et de développement.

Les réserves de biosphère sont organisées en trois zones qui sont interdépendantes : la zone centrale, la zone tampon, et l'aire de transition. Dans ce système, seule la zone centrale nécessite une protection juridique et peut donc correspondre à une aire protégée déjà existante, par exemple une réserve naturelle ou un parc national.

En Inde, le comité indien MAB a été constitué en 1972. En 1979, le groupe d'experts de ce comité a préparé un inventaire préliminaire de quatorze sites potentiels. Le programme national des réserves de biosphère est officiellement lancé en 1986, année de création de la première réserve de biosphère dans les monts Nilgiri d'Inde du Sud. On compte aujourd'hui quinze réserves de biosphère en Inde (figure 8). Il faut noter que les réserves de biosphères (comme les « biens du patrimoine mondial ») ne constituent pas une catégorie de gestion distincte, mais correspondent à une désignation internationale (Unesco) qui recoupe généralement les différentes catégories d'espaces protégés sus-dénommées et reconnues par la législation nationale (parcs et/ou sanctuaires). Les réserves de biosphère n'ont donc aucune reconnaissance juridique en Inde et tombent comme les parcs et sanctuaires sous le coup du WPA. Aussi, la gestion de ces réserves suit en réalité l'approche conventionnelle, avec la Direction des forêts aux commandes. Des chercheurs de l'*Indian Institute of Science*, dans une étude datant de 1994, indiquaient qu'il n'existait aucune réelle tentative de concilier des activités de développement aux efforts de conservation, d'utiliser les savoirs locaux, d'impliquer les populations locales dans la gestion, autrement dit d'atteindre les objectifs fixés par l'Unesco (Gadgil & Joshi, 1994).

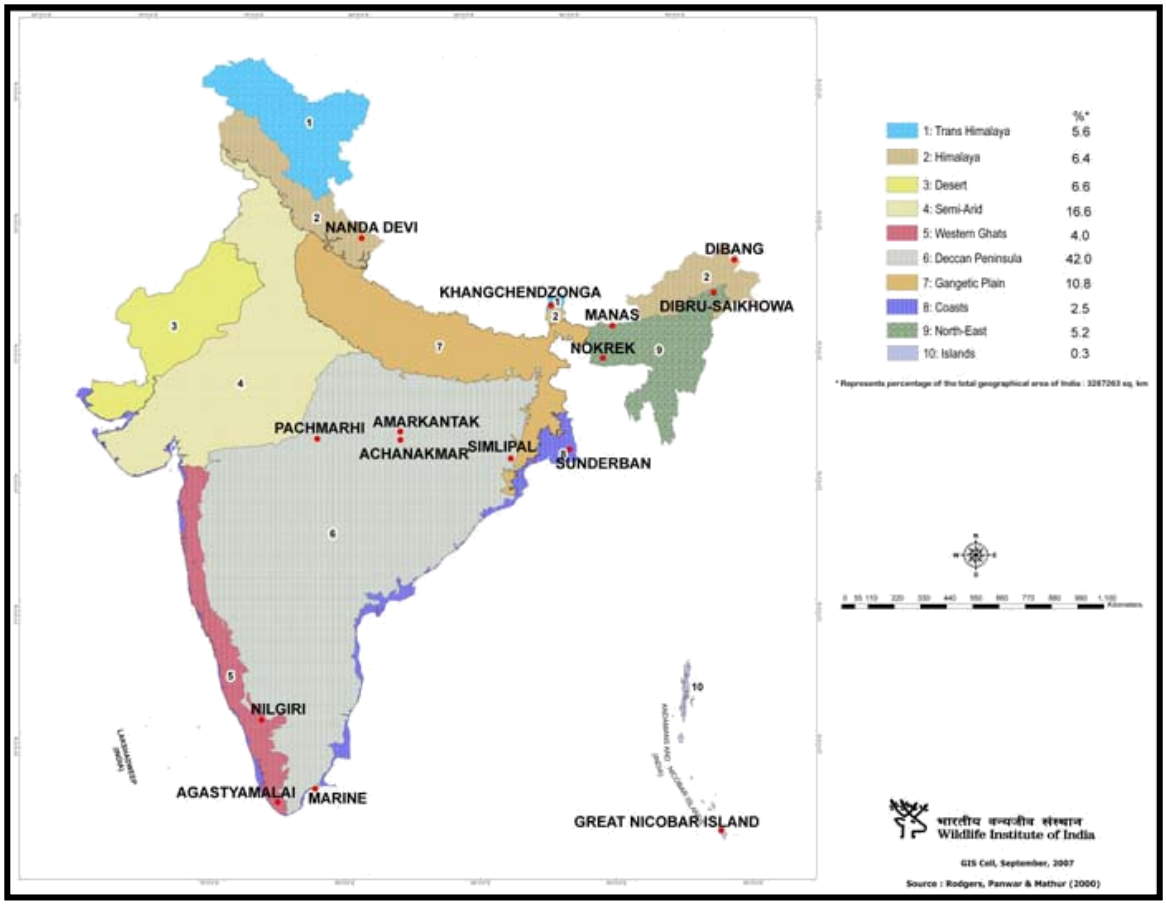


Fig. 8. LOCALISATION DES RESERVES DE BIOSPHERE DANS LES ZONES BIOGEOGRAPHIQUES DE L'INDE

Source : adapté de MoEF/GoI (2007), *Protection, Development, Maintenance and Research in Biosphere Reserves in India*, p. 33.

C. … Et ce qu'il en est en réalité

À bien des égards, la législation concernant les espaces protégés en Inde est l'une des plus abouties des pays en développement, et d'une clarté remarquable. Toutefois, dans les faits, l'application de la loi rencontre de nombreuses difficultés. Ce décalage a été mis en lumière par un rapport de l'*Indian Institute of Public Administration* (IIPA) publié en 1989, qui constitue la première étude panindienne sur la gestion des parcs nationaux et des sanctuaires (Kothari *et al.* 1989). Force est de constater que vingt ans plus tard, ce rapport est toujours d'actualité, cité dans tous les ouvrages et rapports de référence sur le sujet.

La principale leçon tirée de ce rapport est la suivante : la procédure juridique de détermination des droits des populations locales n'est pas respectée, ni même le processus juridique d'acquisition de ces droits. Pourtant, cette étape est absolument cruciale et détermine pour une large part le succès des politiques de conservation. Le rapport précise

ainsi que seuls 40 % des 21 parcs ayant répondu à l'enquête, et seulement 8 % des 209 sanctuaires ayant répondu à l'enquête, avaient achevé la procédure juridique. En d'autres termes, cela signifie alors que seulement 21 parcs sur 52 sont de droit des parcs nationaux. Comme le souligne les auteurs du rapport : « quelque chose va sérieusement de travers avec les étapes juridiques ou avec la manière dont elles sont suivies »[83] (1989 : 4). La situation était plus ambigüe pour les sanctuaires, étant donné que jusqu'à l'amendement du WPA de 1991, ceux-ci avaient une existence juridique dès leur notification initiale, le processus d'identification et de détermination des droits des populations locales ne venant que dans un deuxième temps.

Par voie de conséquence, la règlementation relative à un usage minimum des ressources était difficilement applicable. Un grand nombre de parcs et de sanctuaires comportaient une présence humaine dans leur enceinte (respectivement 56 % et 72 %), et la majorité avaient une présence humaine à leur périphérie, dans un rayon de 10 km (respectivement 83 % et 87 %). Ces populations locales, dont les droits n'avaient pas été déterminés ou enregistrés, étaient devenues aux yeux de la loi des « intrus » (*encroachers*) sur leurs propres terres. Sans compensation ni alternatives, celles-ci poursuivaient tant bien que mal leurs activités de subsistance. La règle de gestion semblait alors relever plus du pragmatisme (ou de l'arbitraire ?) que de l'application stricte de la loi. Par exemple, certains parcs et sanctuaires autorisaient le pâturage (respectivement 39 % et 73 %), tandis que d'autres suivaient les prescriptions du WPA. Ceci étant dit, de manière générale, les gestionnaires ne semblaient pas montrer beaucoup d'empathie vis-à-vis des populations locales. Les multiples infractions à la loi – considérées comme telles même si les parcs ou sanctuaires n'avaient pas achevé leur procédure juridique – se terminaient bien souvent en conflit ouvert. Dans le rapport de l'IIPA, 60-70 % des gestionnaires qui avaient répondu aux questionnaires avaient déposé des plaintes contre la population locale pour les faits suivants : pâturage illégal, chasse, feux de forêts et autres infractions similaires. Les gestionnaires évoquaient aussi des cas de confrontation physique avec la population.

Depuis que le gouvernement a pris la mesure des conséquences liées à ce « vice statutaire initial dans la loi »[84] — très probablement grâce au rapport de l'IIPA — plusieurs

[83] « […] something is seriously wrong either with the prescribed legal steps or with the way they are being followed ».
[84] « […] original statutory defect in the law ».

tentatives ont été menées pour rectifier le tir. En 1991, les sanctuaires ne jouissent plus d'un statut privilégié et ne prennent une existence officielle qu'après la procédure de détermination des droits, au même titre que les parcs nationaux. Mais ce n'est qu'en 1997, après une intervention de la Cour Suprême, que la question de l'application et du respect du WPA est devenue un véritable enjeu politique. En août 1997, la Cour Suprême a rendu un jugement obligeant toutes les Directions des forêts du pays à régler, dans un délai d'un an, la question des « droits existants » dans les espaces protégés. Ce jugement est venu en réponse à une plainte déposée par le WWF Inde (*writ petition* 337/95), qui soulignait que très peu d'espaces protégés — voire aucun — ne respectaient les règles juridiques d'un usage minimum des ressources dans leur enceinte (Saberwal & Rangarajan, 2003 : 1). Dans les mois qui ont suivi ce jugement, les gouvernements régionaux ont fait de nombreuses déclarations, ajoutant à la situation encore davantage de confusion et de tension. Ils ont aussi fait savoir au MoEF qu'ils ne possédaient ni les ressources foncières ni les ressources financières[85] pour achever la procédure juridique (GoI, 2005). Cette affaire judiciaire est encore en cours aujourd'hui.

L'ultime amendement du WPA en 2002 constitue le dernier effort en date pour clarifier la situation des espaces protégés. Un certain nombre de provisions ont été ajoutées à la législation dans ce sens :

1. Le régime de régulation s'applique même si la notification finale n'a pas été encore émise [section 18A(1)].
2. Tant que les droits des personnes affectées ne sont pas établis, l'État régional doit fournir aux personnes résidant dans l'espace déclaré « protégé » des solutions alternatives pour obtenir du bois de chauffe, du fourrage, et autres produits forestiers [section 18A(2)].
3. L'État régional doit nommer un *Collector* dans les 90 jours qui suivent la mise en œuvre de l'amendement de 2002, ou dans les 30 jours suivant la notification d'un espace protégé, pour entamer la procédure de détermination des droits [section 18B].
4. La procédure d'acquisition des droits doit être achevée dans un délai de deux ans à compter de la notification initiale de l'espace protégé [section 25A(1)].
5. Si ce délai est dépassé, la procédure d'acquisition ne tombe pas en désuétude [section 25A(2)].

[85] Les États régionaux ont estimé que le coût de l'application de la procédure juridique et de ses conséquences (prime de relogement etc.) s'élevait à plus de 600 crores, soit plus de 9 millions d'euros… A titre de comparaison, le budget alloué au MoEF en 1997-1998 s'élevait à 440 crores, soit 6,8 millions d'euros.

Ces pressions politiques et judiciaires pour faire appliquer le WPA ont abouti à une situation paradoxale. D'un côté, elles ont conduit à un durcissement de la gestion des espaces protégés, où le régime de prohibition est appliqué à la lettre. Mais de l'autre, tous les garde-fous permettant de protéger les populations touchées par la création d'un espace protégé ont été rognés : très peu d'espaces protégés ont achevé la procédure d'enregistrement des droits (sans même parler de la procédure de dédommagement), et les gouvernements régionaux ne respectent pas la clause exigeant la fourniture de bois de chauffe, de fourrage, et de produits forestiers mineurs. Le rapport de l'équipe chargé d'enquêter sur la disparition des tigres dans le parc national de Sariska est sans complaisance :

> « Au nom de la conservation, un programme d'acquisition de terres totalement illégal et anticonstitutionnel a été mis en œuvre »[86] (GoI, 2005 : 105).

[86] « In the name of conservation, what has been carried out is a completely illegal and unconstitutional land acquisition programme ».

1.3 : PARCS ET POPULATIONS LOCALES, UNE COEXISTENCE EXPLOSIVE

A. Les « populations locales » : de qui parle-t-on ?

Dans un pays aussi peuplé que l'Inde et dont la majorité de la population tire sa subsistance de l'accès aux ressources forestières, les espaces naturels encore riches en biodiversité sont autant de réservoirs de ressources indispensables à la survie quotidienne. Aussi, on ne s'étonnera pas du constat suivant : là où la biodiversité est la plus riche se trouvent les populations parmi les plus démunies du pays[87]. On notera que cette idée relativise la théorie selon laquelle « la pauvreté est la plus grande source de pollution », mais tend à faire penser au contraire que si ces espaces sont encore aussi riches en biodiversité, c'est probablement parce que les populations qui les habitent ont su (dans des conditions qui peuvent être discutées) les préserver. En Inde, une carte produite par l'équipe chargée de l'évaluation du Projet Tigre après la tragédie de Sariska, intitulée « Tigres et population : l'énigme de la coexistence », en fournit la meilleure illustration (voir figure 9). Cette carte montre que la plupart des réserves de tigres recoupent les districts les plus pauvres du pays[88] ou les zones tribales dites *Schedule V Areas*[89] — comme d'ailleurs la plupart des espaces protégés toutes catégories confondues.

---

[87] Ce constat est tiré au niveau mondial, sans pour autant que des conclusions en soient tirées. On peut par exemple lire sur le site de Conservation International, dédié aux « points chauds » de la biodiversité : « Many residents of the Earth's most biodiverse places are extremely poor, living on less than a dollar a day. In addition, a large portion of the sites with remaining biodiversity is made up of traditional lands of indigenous peoples. Living resources have a unique place in indigenous cultures, and are also singular from a biological conservation perspective. Therefore, species loss represents not only a loss of global biodiversity, but of cultural heritage as well. In short, many people and many species share a common vulnerability and struggle for survival ». http://www.biodiversityhotspots.org/xp/hotspots/hotspotsscience/conservation_responses/Pages/default.aspx, consulté le 12 février 2011.

[88] Les disparités régionales en matière de développement sont plus facilement identifiables quand on sélectionne des zones géographiques de petite taille, à l'échelon du district ou du *development block.* Depuis 1960, neuf comités ont été successivement mis en place par le gouvernement de Delhi pour identifier les districts les plus pauvres du pays (ou, selon la terminologie de la bureaucratie indienne, les « districts les plus arriérés », *most backward districts*), avec des indicateurs différents. Le dernier exercice en date a été effectué par Bibek Debroy et Laveesh Bhandari (2003), en utilisant six indicateurs tirés des Objectifs du millénaire pour le développement. Ces chercheurs ont identifié 69 districts dont la plupart se situent dans les États du Bihar, de l'Uttar Pradesh, de l'Orissa et du Jharkhand.

[89] Les « zones recensées » (*scheduled areas*), listées dans le 5e Schedule de la Constitution, répondent aux critères suivants : population tribale prépondérante, taille raisonnable, sous-développement et forte disparité économique parmi la population.

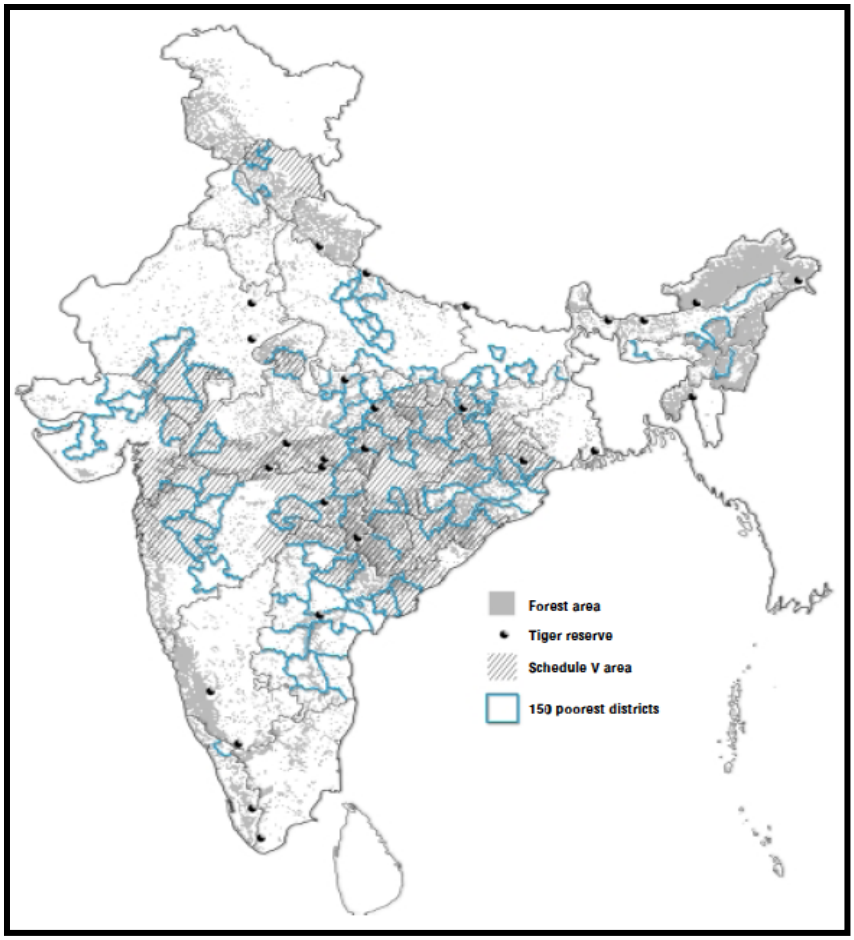


Fig. 9. TIGRES ET POPULATIONS : L'ENIGME DE LA COEXISTENCE

Source : GOI/MoEF (2005), *The Report of the Tiger Task Force : Joining the dots*, p. 23.

On estime que près de quatre millions de personnes (MoEF/GoI, 2005)[90] résident à l'intérieur des espaces protégés indiens, et des millions d'autres à leur périphérie. À l'évidence, ces populations ne forment pas un ensemble homogène. À l'image de la population indienne, on peut cependant dire que dans leur très grande majorité, qu'elles résident dans des parcs en zone rurale ou urbaine[91], ces populations tirent leurs moyens de subsistance directement ou indirectement des ressources forestières. Ce sont des « populations de l'écosystème », pour reprendre le terme romantique utilisé par Madhav Gadgil et

[90] En 1989, le rapport d'enquête sur la gestion des parcs estimait à trois millions le nombre de personnes résidant dans le réseau d'espaces protégés, soit 600 000 familles (Kothari *et al.* 1989). A la fin des années 1990, cette enquête a été réitérée mais cette fois en vérifiant les informations sur les habitations humaines fournies par les gestionnaires à l'aide des données du recensement. Les chercheurs donnèrent alors le chiffre de 3,7 millions de personnes (740 000 familles) résidant dans les quelques 600 espaces protégés du pays (GOI/MoEF, 2005). Ces chiffres demeurent néanmoins des estimations. On peut s'étonner qu'il n'existe aucune compilation de données officielles sur le nombre de personnes résidant dans l'enceinte des espaces protégés, alors même que la présence humaine est considérée comme le principal obstacle aux efforts de conservation.

[91] Les parcs urbains sont souvent oubliés. Voir par exemple les travaux de Frédéric Landy, Emmanuel Bon et Marie-Hélène Zérah (2010) sur le parc national Sanjay Gandhi, situé au sein de l'agglomération de Mumbai, écartelé entre logiques urbaines et logiques forestières.

Ramachandra Guha dans *Ecology and Equity*, emprunté à la plume d'un pionnier de la biologie de la conservation, Raymond Dasmann :

> La plupart des pauvres, ou des couches très modestes, doivent gratter la terre et espérer la venue de la pluie pour faire pousser leurs propres aliments, ramasser du bois ou de la bouse pour les faire cuire, construire leurs huttes avec des bambous ou des pailles de sorgho recouvertes de boue, et doivent essayer d'éloigner les moustiques en les asphyxiant avec la fumée émise par le foyer de leurs cuisines. Ces populations dépendent de l'environnement naturel qui entoure leurs habitations pour satisfaire la plupart de leurs besoins matériels. Il est probable que les quatre cinquième de la population rurale indienne, soit plus de la moitié de la population totale, appartient à cette catégorie, que nous appelons, à la suite de Raymond Dasmann (1988), les *populations de l'écosystème*[92]. (Gadgil et Guha, 1995 : 3)

On se souvient en effet du rapport d'enquête sur la gestion des parcs et sanctuaires du pays (Kothari *et al*. 1989), qui indiquait que la plupart des gestionnaires de ces espaces protégés avaient rapporté un certain niveau de prélèvement des ressources par les populations locales, en dépit de l'interdiction juridique (voir section 1.2.C.). Ces ressources forestières incluent le bois de chauffe, le fourrage, le bois de construction, les plantes médicinales, les fruits et légumes sauvages, les autres produits forestiers mineurs, ainsi que les poissons et gibiers. Le plus souvent, elles sont collectées pour les besoins quotidiens, mais elles peuvent aussi parfois faire l'objet d'échanges marchands à petite échelle, par exemple dans le cadre de coopératives – et, plus rarement, l'objet de trafic, en particulier pour les ressources forestières ayant une forte valeur monétaire.

C'est donc d'abord leurs conditions matérielles d'existence qui caractérisent la grande majorité des populations résidant dans l'enceinte des parcs ou à leur périphérie. Cette caractéristique est d'importance, car elle rend ces populations plus vulnérables que les autres à la dégradation de l'environnement, mais aussi aux grands projets de développement (routes, barrages, mines) et à la mise en défens d'espaces protégés, qui réduisent leur accès aux ressources forestières. Leur lien étroit avec la forêt est d'ailleurs rappelé dans leur

[92] « The bulk of the poor, or even the not-so-affluent, must scratch the earth and hope for rains in order to grow their own food, must gather wood or dung to cook it, must build their own huts with bamboo or sticks of sorghum dabbed with mud and must try to keep out mosquitoes by engulfing them with smoke from the cooking hearth. Such people depend on the natural environments of their own locality to meet most of their material needs. Perhaps four-fifths of India's rural people, over half of the total population, belong to this category, which, following Raymond Dasmann (1988), we call ecosystem people ».

dénomination générale de « communautés forestières » (*forest dwelling communities*) — qui présuppose aussi un certain nombre d'attributs imaginés sur lesquels nous reviendrons plus tard. Si elles ont en commun de résider dans les « forêts » et de dépendre *bona fide* (« de bonne foi ») des ressources forestières pour leurs besoins quotidiens, il faut cependant distinguer les « tribus répertoriées » (*scheduled tribes*) des « autres habitants des forêts » (*other forest dwellers*) ; entendre les « populations autochtones » et les « autres communautés locales tributaires des forêts ».

Les tribus répertoriées ne constituent que 8 % de la population indienne (84 millions de personnes), mais force est de constater qu'elles sont surreprésentées dans les affaires de « déplacement » liées à la création d'espaces protégés (voir section suivante). Le terme *scheduled tribe* est une catégorie administrative qui désigne un certain nombre de groupes listés dans la Constitution indienne à partir des recensements britanniques de la période coloniale. Ces « tribus » partageraient un certain nombre de critères qui les distingueraient des « castes hindoues » (ici, des « autres habitants des forêts »), résumés dans la figure 10 :

	"TRIBUS"	"CASTES HINDOUES"
Critère économique	Pastoralisme et agriculture sur brûlis	Agriculture irriguée des plaines alluviales
Critère sociologique	Organisation segmentaire ou clanique	Castes socioprofessionnelles
Critère linguistique	Langues non indo-européennes	Langues de l'Inde du Nord apparentées au sanscrit
Critère religieux	Caractère « animiste » (pratique des sacrifices sanglants et propres prêtres)	Hindouisme faisant intervenir des brahmanes

Fig. 10. « TRIBUS » ET « CASTES HINDOUES »

Source : établi d'après R. Rousseleau, « tribus », in C. Clementin-Ojha *et al., Dictionnaire de l'Inde*, 2009, pp. 436-439.

Dans les débats sur la conservation, les tribus recensées occupent une place particulière car elles sont associées, parfois à tort, aux premiers habitants des lieux. Cette autochtonie revendiquée les place comme concurrentes légitimes d'un État qui accapare leurs terres, hier pour l'exploitation des forêts, aujourd'hui pour leur protection. La question de l'autochtonie des tribus, et des droits sur la terre que cette position leur accorde, a été particulièrement étudiée dans les années 1940. Verrier Elwin, un anthropologue autodidacte et militant de la cause tribale, connu pour ses travaux sur les Baigas et le Gonds de l'Inde Centrale, a été l'un des premiers à y avoir recours pour défendre les tribus face à ce qu'il percevait comme un processus trop rapide d'assimilation dans la société indienne :

> Les aborigènes sont les purs produits *swadeshi* de l'Inde, face auxquels n'importe qui d'autre est un étranger. Ils sont les populations ancestrales avec des revendications morales et des droits millénaires. Ils furent les premiers : ils devraient être le premier objet de nos préoccupations[93]. (Elwin, 1944 : 32)

En Inde, le terme *swadeshi* désigne ce qui est propre au pays, ce qui n'est pas étranger. Dans l'esprit d'Elwin, les tribus seraient ainsi les premiers habitants de l'Inde, reprenant à son compte l'idée d'une « invasion aryenne » porteuse du système des castes et de la religion védique, qui aurait refoulé les tribus dans des zones isolées vers le deuxième millénaire avant notre ère. Cette idée a été ensuite reprise par les tribus elles-mêmes, qui revendiquent aujourd'hui le nom générique d'*adivasi*[94], « habitants originels » en sanscrit. Ce terme leur permet de défendre leur accès à la terre en recourant au droit du premier occupant, mais aussi à la législation internationale relative aux « peuples autochtones ». Les tribus sont également connues sous le terme de *vanavasi* (« habitants des forêts ») — principalement utilisé par la droite nationaliste hindoue — qui pointe aussi les origines anciennes des populations tribales et le fait qu'elles auraient toujours vécu dans les forêts. Dans tous les cas, ces termes partagent la même conception selon laquelle les tribaux vivraient dans les forêts depuis des temps immémoriaux et seraient les « autochtones » de ces régions.

Si les tribus montrent bien des spécificités qui justifient leur nom de tribu au sens sociologique, elles n'ont d'une part été que rarement isolées de la société indienne dans son ensemble. D'autre part, leurs particularités tendent à s'effacer de plus en plus dans le contact étroit qu'elles nouent depuis des siècles avec le reste de la population indienne. Comme le suggère l'historien Sumit Sarkar dans son livre *Modern India, 1885-1947*, ce qui rassemble ces populations, ce n'est pas tant leurs particularismes sociaux ou culturels (ni leur caractère « primitifs ») que leur appartenance aux strates les plus défavorisées de la population indienne :

> Le terme « tribu » est utilisé pour distinguer des populations ayant une organisation sociale différente des « castes » et ne devrait pas véhiculer l'idée d'une isolation complète de la société indienne dominante. En fait, à l'exception de quelques chasseurs-cueilleurs isolés et réellement primitifs, les tribus étaient et sont encore

[93] « The aboriginals are the real swadeshi products of India, in whose presence everyone else is foreign. These are the ancient people with moral claims and rights thousand of years old. They were the first: they should come first in our regard ». Cette citation est reprise du livre d'Archana Prasad (2003: 1).
[94] Le terme d'*adivasi* a été forgé par des militants tribaux chrétiens, puis diffusé vers 1938 (Rousseleau, 2009 : 436-439).

> partie prenante de la société indienne, représentant la strate inférieure d'une paysannerie qui subsiste en pratiquant l'agriculture itinérante, comme ouvriers agricoles et de plus en plus comme *coolies* recrutés pour aller travailler au loin dans des plantations, des mines et des usines[95]. (Sarkar, 1983 : 44)

Aussi, ces populations tribales se définissent autant par leur autochtonie présumée que par leur place dans les rapports de production. C'est cette double dimension, culturelle et socioéconomique, que l'on retrouve dans les conflits relatifs aux espaces protégés, et qui s'exprimait déjà dans d'autres situations. Les populations tribales ont en effet la particularité d'avoir une certaine expérience historique de révoltes face à l'oppression fiscale coloniale, à laquelle s'ajoute aujourd'hui celle de l'accaparement de leurs terres à des fins de protection ou d'exploitation industrielle.

B. La question brûlante des droits forestiers et du « déplacement »

Les populations qui vivent dans ou à la périphérie des parcs ont très souvent vécu dans ces lieux avant que ces derniers soient convertis en « espaces protégés ». Dans la grande majorité des cas, les droits de ces personnes n'ont jamais été reconnus ni enregistrés au moment de la création de l'espace protégé, et leur « déplacement » à l'extérieur des parcs reste très rare. Aux yeux de la loi, ces populations n'existent pas (juridiquement), ou au mieux deviennent des « intrus » (*encroachers*) sur leurs propres terres. Cette absence de reconnaissance juridique explique pourquoi il n'existe aucune archive rapportant le nombre de familles vivant dans ces espaces. Comme nous l'avons vu, les scientifiques tablent sur une estimation de plusieurs millions de personnes. Les seules réserves de tigres – pour lesquelles on dispose de données plus fiables suite au rapport d'enquête qui a suivi l'épisode de Sariska – abriteraient près de 1 500 villages (dont 273 villages en zone centrale), soit 65 000 familles. Pour toutes ces personnes, les politiques de conservation ont conduit à l'extinction de leurs droits, comme celui de faire paître leurs troupeaux ou de collecter du bois de chauffe, sans compter la menace permanente d'être finalement expulsées. Ces populations, chassées des

[95] « The term 'tribe' is used to distinguish people so socially organized from caste and should not convey a sense of complete isolation from maintream of Indian life. Actually, apart from some isolated and really primitive food-gatherers, the tribals were and are very much a part of Indian society as the lowest stratum of the peasantry subsisting through shifting cultivation, agricultural labourers, and increasingly, coolies recruited for work in distant plantations, mines and factories ».

îlots de prospérité écologique ou condamnés à y vivre sans y toucher, sont devenues des « réfugiés de la conservation », comme le définit Dowie :

> À ne pas confondre avec les réfugiés écologiques – des personnes contraintes d'abandonner leurs habitats jusqu'alors viables à cause d'une insupportable chaleur, sécheresse, désertification, inondation, maladie, ou toute autres conséquences liées au chaos climatique – les réfugiés de la conservation ont été poussés à quitter leur région d'origine contre leur gré, soit par la force, soit par une série de mesures moins coercitives. Ils en sont venus à nommer les méthodes de déplacement plus modérées, plus bienveillantes, des « expulsions douces », qu'ils considèrent comme aussi néfastes que les expulsions « musclées ». « Si vous permettez aux personnes de rester sur leurs terres sans leur accorder le droit d'en faire usage », dit la leader Cherokee Rebecca Adamson, « vous auriez aussi bien fait de prendre leur terre. Cette option est aussi dommageable qu'une expulsion sans détour »[96]. (Dowie, 2009 : xxii)

La question du déplacement et de la réhabilitation des personnes résidant dans les espaces protégés est apparue au cours des années 1970 (Rangarajan & Shahabuddin, 2006), mais elle a récemment gagné en audience dans le cadre plus général des débats sur les déplacements de populations pour de grands projets de développement, qu'il s'agisse de barrages, de projets miniers ou de création de zones économiques spéciales. Les chiffres, qui ne sont que des estimations, donnent le vertige. Entre 1947 et 2004, au nom du développement national, 60 millions de personnes auraient été déplacées ou auraient été privées d'accès à leurs moyens de production[97]. Cela représente quatre fois le nombre de réfugiés (15 millions) qui ont quitté l'Inde ou les deux Pakistan au moment de la partition du pays. Moins de 20 % auraient été réhabilités au moins partiellement. Sans surprise, 40 % de ces 60 millions de personnes appartiennent aux « tribus répertoriées » — qui ne représentent pourtant que 8 % de la population indienne. Les Dalits représentent quant à eux 20 % de ce

[96] « Not to be confused with ecological refugees—people forced to abandon once-sustainable settlements because of unbearable heat, drought, desertification, flooding, disease, or other consequences of climate chaos—conservation refugees are removed from their homelands involuntarily, either by force or through a variety of less coercive measures. They have come to call the gentler, more benign methods of displacement "soft evictions," which they claim are as bad as the "hard" ones. "If you allow people to stay on land without the right to use it," said Cherokee leader Rebecca Adamson, "you might as well have taken their land from them. It's as bad as outright eviction" ».

[97] Les études sur le sujet (voir Fernandes, 2008) distinguent les « personnes déplacées » (*displaced persons*, DP) des personnes privées de leurs moyens de production mais qui n'ont pas été physiquement déplacées (*project-affected persons*, PAP).

contingent d'exclus, tandis que le dernier groupe se compose principalement d'autres communautés rurales économiquement précaires comme les pêcheurs.

Pour autant, les décisions relatives aux déplacements de populations sont politiquement sensibles. Dans les espaces protégés, ces décisions s'appuient sur les travaux de nombreux biologistes qui ont montré la capacité des populations de proies et de prédateurs à se régénérer dans des zones libérées de la présence humaine (Karanth, 2006). Mais elles se heurtent aux conclusions des quelques rares études en sciences sociales consacrées aux expulsions des populations des espaces protégés[98], qui ont montré que ces dernières se sont le plus souvent soldées par une paupérisation des populations concernées (Kabra, 2007). Fernandes *et al.* (1989) estiment que le nombre de réfugiés de la conservation en Inde approche les 600 000 personnes. Ce chiffre est évidemment contesté dans la mesure où il n'existe aucune donnée officielle. Toutefois, grâce aux travaux de la *Tiger Task Force*, on sait que 80 villages (soit 2 900 familles) ont été déplacés des réserves de tigres depuis le début du projet éponyme (MoEF/GoI, 2005 : 89). Une des premières opérations de grande envergure a été conduite dans la réserve de Kanha au Madhya Pradesh pendant la décennie 1970-1980, où 27 villages, 656 familles, et 10 509 têtes de bétail ont été déplacés. Il est très probable que l'on assiste prochainement à une accélération de ces déplacements de populations. Leur utilité écologique fait l'unanimité parmi les biologistes. Certains des militants dits « *pro-people* » les plus influents du pays, comme Sunita Narain, semblent accepter l'idée, mais sous certaines conditions : le déplacement doit se faire dans la transparence, et avec l'accord préalable des populations concernées (MoEF/GoI, 2005 ; Shahabuddin & Rangarajan, 2007).

Un problème majeur posé par le déplacement de populations à l'extérieur des espaces protégés reste celui de la terre disponible pour les reloger et soutenir leurs activités de subsistance (principalement la récolte de produits forestiers et l'agriculture), et a fortiori des implications écologiques que pose cette réinstallation. Force est de constater que le pays ne dispose pas suffisamment d'espaces agricoles à offrir à toutes les personnes qui doivent être déplacées. Les États régionaux n'ont d'autre choix que de déclasser des espaces forestiers pour pouvoir reloger les populations expulsées des parcs – une décision écologiquement

[98] Très peu d'études ont été consacrées à ce sujet spécifique, ce qui est surprenant étant donné toute la littérature disponible sur les autres formes de déplacement liées à des projets de développement (*development-induced displacement*). En particulier, la question des déplacements de populations induits par la création de barrages a été largement traitée à partir du milieu des années 1980, avec le cas bien connu des conséquences du barrage Sardar Sarovar sur la rivière Narmada (Baviskar, 1995).

discutable. Ce déclassement de forêts pour des usages non forestiers (*diversion of forest land for non-forest purposes*) doit obligatoirement être sanctionné par le gouvernement central dans le cadre du *Forest Conservation Act* de 1980. D'autre part, ce déclassement a un coût : depuis 2002, les gouvernements régionaux ont l'obligation de payer au gouvernement central la valeur nette (*net present value*, NPV) de la terre forestière déclassée[99]. Ce coût s'échelonne entre 580 000 et 900 000 roupies par hectare, en fonction de la catégorie à laquelle appartient la forêt déclassée. La zone en question est ensuite déboisée avant d'être remise aux familles. Curieusement, même après l'installation des familles, la zone reste catégorisée en « forêt » dans les documents officiels. Autrement dit, elle demeure sous le coup du *Forest Conservation Act* de 1980 : les activités qui s'y déroulent sont strictement réglementées et les habitants restent sous l'administration des fonctionnaires forestiers.

Le déplacement de populations à l'extérieur des espaces protégés pose donc une série de questions encore irrésolues. Le problème est d'abord quantitatif. Combien de forêts faudra-t-il déclasser pour pouvoir reloger et assurer la subsistance des populations résidant dans les parcs ? On retient généralement le chiffre de 2,5 hectares de terre par chaque famille déplacée. Si l'on prend les dernières estimations du nombre de familles résidant dans les espaces protégés (740 000), il faudrait alors déclasser 1 850 000 hectares de forêts. Ce chiffre a priori gigantesque ne représente finalement que 2,67 % du couvert forestier total du pays (69 089 900 hectares). Mais c'est peu dire que cet effort entre en contradiction avec les politiques de reforestation entreprises depuis plusieurs années par le gouvernement indien (voir 1.1.B).

Se pose ensuite la question de l'importance écologique et de la qualité des espaces forestiers attribués. La conservation de la biodiversité ne se joue pas uniquement dans les espaces protégés, mais aussi dans de nombreuses zones comme les corridors qui assument un rôle écologique majeur en permettant de connecter des habitats fragmentés et en stabilisant les populations animales. On sait aussi que la grande majorité des tigres en Inde vivent à l'extérieur des espaces protégés. Déclasser ces espaces forestiers biologiquement riches équivaudrait donc à une petite catastrophe écologique. Ils doivent donc en toute logique être exclus d'office pour le relogement des populations. Reste néanmoins que les espaces

[99] Il s'agit d'une décision de la Cour Suprême prise en 2002, qui a conduit en 2004 à la création d'une autorité nationale spécifique au sein du MoEF – la *Compensatory Afforestation Fund Management and Planning Authority*, CAMPA- chargée de gérer un fonds compensatoire pour les activités d'afforestation, financé entre autres par la NPV.

forestiers qui vont être choisis doivent être d'une qualité suffisante pour pouvoir assurer la subsistance des populations qui y sont relogées. Toutefois, comme l'indique la *Tiger Task Force* :

> Dans tous les cas de déplacements rapportés, il est clair que la qualité des terres – des espaces forestiers dégradés – qui sont attribuées dans le cadre du contrat de relogement ne permet pas une sécurisation adéquate des activités de subsistance. (MoEF, 2005)[100].

Pour pouvoir être converties en zones cultivables (la question de l'irrigation étant cruciale), ces espaces dégradés demandent en effet un investissement financier hors de portée des populations économiquement démunies. Aussi, il arrive très souvent que les populations déplacées se réinstallent dans le parc d'où elles furent chassées, ou à sa périphérie.

C. Le coût humain de la conservation

Les nombreux manquements dans l'application de la loi relative aux espaces protégés, qu'il s'agisse du processus de détermination et d'acquisition des droits des populations locales ou de leur déplacement, contribuent à la création de situations dans les parcs qui frôlent, selon les cas, l'absurde ou le tragique. De nombreuses personnes continuent à vivre dans ou à la périphérie des parcs, sans aucune existence juridique, tout en devant se plier en théorie aux restrictions d'accès imposées par l'administration sur les ressources protégées. En réalité, cette interdiction d'accès est contournée la plupart du temps, soit grâce la complaisance de certains fonctionnaires forestiers, soit après d'âpres négociations avec les gardes forestiers (par le biais de pots de vin ou de menaces), ou encore en se mettant totalement hors la loi (Saberwal, 1999 ; Agrawal, 1999). Mais il n'en reste pas moins que cette interdiction d'accès a fortement réduit la possibilité d'utiliser ces ressources, notamment dans les espaces protégés les plus célèbres du pays, et les mieux surveillés.

Outre les contraintes d'un accès réduit aux ressources qui assurent traditionnellement leur subsistance, les villageois doivent supporter les coûts de la réussite des programmes de conservation. Alors que des restrictions sur la chasse imposées par les politiques de

[100] « In all the reported cases of relocation it is clear that the quality of land – degraded forest land – which is given in the relocation package does not lead to adequate livelihood security ».

conservation leur ôtent tout moyen d'autodéfense, les destructions de champs par un nombre croissant d'animaux sauvages sont devenues monnaie courante, comme les attaques mortelles sur le bétail et les hommes. Avec la mise sous cloche des espaces protégés, certaines espèces d'herbivores et de carnivores se sont multipliées, tandis que la taille de leur habitat reste limitée par les frontières des parcs. Des rapports indiquent, par exemple, que la population de lions dans la forêt de Gir est passée de 20 individus au tournant du XXème siècle à plus de 300 au cours des années 1990. Aussi, les incursions dans les zones habitées sont légions.

Dans le rapport de 1989, les gestionnaires de 63 des 206 espaces protégés étudiés rapportaient des blessures ou des décès humains liés aux attaques d'animaux sauvages ; le Bengale occidental est donné en exemple, puisque pendant la période 1979-1984, les attaques de tigres ont causé la mort de 189 personnes (Kothari *et al.* 1989). En moyenne, les éléphants sauvages tuent de 30 à 50 personnes par an en Inde du Sud, un nombre similaire au Bengale occidental, 5 à 10 dans l'Uttar Pradesh, plus de 50 en Assam, le plus souvent à l'occasion d'incursions dans les champs (Sukumar, 1989). Les dégâts de culture et la destruction de propriété causés par les incursions d'éléphants sont rapportés dans toutes ces régions, la perte étant estimée à 6,5 millions de roupies entre 1981 et 1983 en Inde du Sud, et bien plus dans le Nord Est (*ibid.*). Les dégâts de culture causés par les antilopes au Rajasthan, les populations de nilgai (*Boselaphus tragocamelus*) en Haryana, d'ours noirs dans l'Himalaya, de chital (*Axis axis*) et de sangliers dans de nombreuses régions sont bien connus. Les attaques sur le bétail par des lions, tigres et léopards, sont aussi très répandues. Au moins 622 bêtes ont été tuées par des tigres et des léopards entre 1974 et 1983 à la périphérie de la réserve de tigre de Bandipur (*ibid.*).

Dans une large mesure, ces pertes ne sont pas compensées, ou chichement, par la Direction des forêts. La meilleure compensation payée aux familles pour la mort d'une personne suite aux attaques de tigres ou d'éléphants s'élève à environ 15 000-20 000 roupies, mais elle peut aussi descendre jusqu'à 2 000 roupies. Ces compensations sont ridicules si on les compare à celles accordées aux victimes d'accidents de train ou d'avion. D'autre part, si ces petites compensations financières accordées pour un décès humain sont délivrées assez rapidement, il est beaucoup plus difficile d'obtenir des compensations pour des dégâts de cultures ou des attaques sur le bétail. De manière générale, dans ces cas-là, les villageois doivent informer un officier forestier de leur perte, et ce dernier doit faire une évaluation de la valeur de la propriété qui a été détruite. De telles évaluations sont inévitablement influencées

par les relations personnelles et inégales qui lient le forestier au villageois. De nombreuses études indiquent que les villageois doivent soudoyer les officiers pour obtenir une compensation à la hauteur de leur perte, que ces compensations arrivent avec beaucoup de retard, et que très souvent les villageois ne prennent même plus la peine de les demander face aux tracas causés par la bureaucratie. Les officiers de la Direction des forêts accusent par ailleurs les villageois d'envoyer dans les forêts des bêtes âgées et inutiles dans l'espoir qu'elles seront tuées par des prédateurs, afin de pouvoir obtenir une compensation (Saberwal *et al.* 2001). La situation est complexe, avec tous les ingrédients nécessaires pour faire germer controverses et conflits entre villageois et administrateurs.

Les politiques de conservation conventionnelles négligent également les pratiques et savoirs écologiques locaux. Les populations sont parfois sollicitées par les forestiers pour obtenir des informations sur telle plante ou tel animal. Néanmoins, ces savoirs locaux sont rarement reconnus quand ils sont utilisés. Et de façon plus générale, les populations locales ne sont quasiment jamais mises à contribution dans les processus de décision ou de planification, même celles qui sont célébrées pour leurs pratiques de prudence comme les Bishnoïs du Rajasthan ou les Irulas du Tamil Nadu — ou encore les Bhotias de l'Uttarkhand héritiers du mouvement *Chipko*. Cette attitude, nous allons le voir, continue de caractériser même les nouvelles politiques de conservation qualifiées de progressistes, comme l'écodéveloppement.

D. Une hostilité grandissante

La conservation se paye au prix fort pour la grande majorité des populations locales : accès réduit aux ressources, destruction des champs, perte du bétail, et parfois mort d'homme. Et elles y gagnent peu en retour. La majorité des bénéfices tirés du tourisme, une des rares activités économiques stimulées par la création d'un espace protégé, est monopolisée par les tours opérateurs des villes, comme nous le verrons dans le cas de la réserve de Nanda Devi. Aussi, l'indifférence, et dans certains cas une animosité farouche, caractérise l'attitude des populations locales vis-à-vis des programmes de conservation gouvernementaux. Le rapport de l'équipe chargée de l'évaluation du projet tigre n'hésite pas à utiliser des métaphores

guerrières : la situation s'apparenterait à « une véritable une guérilla, qui explose dans les réserves et emporte tout sur son passage »[101] (GoI, 2005 : 109).

Cette hostilité est évidente si l'on observe le nombre de conflits entre les autorités forestières ou policières et les villageois dans les espaces protégés du pays. 47 des 222 espaces protégés enquêtés avaient connus de tels conflits au milieu des années 1980 (Kothari *et al.* 1989). La situation s'est empirée dans les années 1990. Parmi les conflits les plus connus, le cas de Bharatpur sert d'exemple. En 1981, la police a tiré sur les villageois, tuant 9 personnes. Plus récemment, des tribaux de la réserve de tigres de Nagarhole ont été malmenés par la police suite à un programme de déplacement financé par la Banque Mondiale visant à réduire la population tribale dans la réserve.

L'animosité locale se traduit souvent par un travail de sape des politiques de conservation. Les populations participent de plus en plus souvent à la contrebande de bois et de sous-produits animaux, empoisonnent les animaux sauvages, provoquent des feux de forêts, etc. L'empoisonnement récent de quinze tigres en Andhra Pradesh est probablement lié aux nombreux conflits hommes/tigres dans la région. De la même manière, tandis que les populations aidaient la Direction des forêts à éteindre les feux annuels dans les forêts de conifères himalayennes au début du XXème siècle, elles tentent aujourd'hui d'y faire obstruction, ou provoquent elles-mêmes des feux — des « écocides » qui montrent le degré d'aliénation dont souffrent les populations locales (Guha, 1989b). Les demandes de déclassement des espaces protégés constituent un autre signe d'aliénation. C'est ce qui s'est passé dans le sanctuaire Shoolpaneshwar au Gujarat, où le gouvernement régional avait imposé des restrictions aux tribaux, tout en accordant l'exploitation des bambous par une usine à papier. Plus récemment encore, le fait que Veerappan, le « robin des bois » indien qui faisait de la contrebande d'ivoire et de santal, ait pu échapper pendant des années à des centaines de policiers et forestiers à ses trousses, suggère qu'il avait très probablement le soutien des populations locales. Ce soutien peut être dû à des tactiques de coercition, mais il est probable que la population locale se sentait plus proche de lui que d'un État qui lui refuse l'accès aux ressources qu'elle revendique (Saberwal, Rangarajan & Kothari, 2001).

[101] « The situation is truly a war within, imploding inside reserves and taking every thing in its wake ».

Conclusion du chapitre 1

À première vue, l'Inde se présente comme un pays abritant une richesse biologique d'une diversité exceptionnelle, qui décline ses nombreuses facettes dans chacune des dix zones biogéographiques du pays depuis les vallées lunaires du Ladakh au nord jusqu'aux forêts tropicales des Ghâts Occidentaux au sud. À ce titre, l'Union indienne est le pays de tous les superlatifs, qui louent sa contribution importante à la biodiversité mondiale. Ce discours optimiste largement repris dans les rapports gouvernementaux sur l'état de l'environnement a cependant bien du mal à occulter une situation écologique qui reste préoccupante pour les scientifiques. C'est en particulier le cas des forêts. Le gouvernement indien s'est doté en 1988 d'une politique forestière ambitieuse, qui a permis au couvert forestier de bondir de quatre points entre 1988 et 2009. Des études scientifiques viennent cependant nuancer cette avancée en montrant que si le pays a gagné quelques millions d'hectares de « forêts », c'est parce que les plantations se développent à un rythme rapide, au détriment des forêts primaires qui abritent pourtant l'essentiel de la biodiversité. Quant à la faune et la flore, près de 10 % des espèces figurent désormais dans la liste rouge, même si le gouvernement est parvenu à maintenir dans les espaces protégés certains grands mammifères comme le rhinocéros qui ont autrement totalement disparu du pays — ce qui n'empêche pas d'autres espèces, comme le tigre, de « disparaître » des parcs.

Dans ce chapitre, nous avons tenté de comprendre les raisons derrière cette érosion de la biodiversité, qui sont nombreuses, complexes et largement entremêlées. Si la destruction de l'environnement est particulièrement visible au niveau local — à travers la diversion de forêts au profit d'usages non forestiers (expansion agricole, construction d'infrastructures, etc.), l'importance du trafic d'espèces menacées, l'introduction d'espèces invasives, la pollution des sols, de l'eau et de l'atmosphère et les premiers effets du changement climatique — il faut cependant s'en éloigner pour identifier les dynamiques socio-économiques qui sont à la source des activités destructrices. Dans un pays qui compte plus d'un milliard de personnes, dont plus de 70 % résident en zone rurale et s'appuient sur les ressources naturelles qui les entourent pour assurer leur subsistance quotidienne, les pressions sur l'environnement sont inévitables. On remarquera au passage qu'en faisant de la frange la plus pauvre de la population indienne le bouc émissaire commode pour expliquer la dégradation de

l'environnement du pays, les pressions exercées par la « *creamy layer* » sur les ressources naturelles passent inaperçues. En engageant au début des années 1990 une nouvelle politique économique d'ouverture aux forces du marché, le gouvernement indien a en effet ouvert la porte à une croissance économique qui profite pour le moment essentiellement aux couches supérieures du pays, et qui a besoin de ressources naturelles pour marché pour prospérer. Le caractère écologiquement prédateur de cette libéralisation économique s'illustre particulièrement dans l'intensification des activités d'exploitation minière, qui ont conduit dans certains cas au déclassement d'espaces protégés pour leur laisser place. En faisant le choix de privilégier la croissance économique au détriment de l'environnement, le gouvernement indien parie sur la théorie dite du *trickle down effect*, selon laquelle les bénéfices de la croissance auront des retombées automatiques pour l'ensemble de la population. En attendant que cette prophétie se réalise, ce sont cependant les segments les plus défavorisés de la population qui supportent les dommages collatéraux des grands projets de développement lancés par le gouvernement.

Dans ce contexte socio-économique national, nous nous sommes ensuite penchés sur la construction du réseau d'espaces protégés du pays, qui suit à bien des égards l'évolution des politiques de conservation prises au niveau mondial. Ici comme ailleurs, c'est au début des années 1970 qu'émerge une politique volontariste en matière de conservation, incarnée dans la personne d'Indira Gandhi. À partir de cette date et jusqu'à aujourd'hui, le nombre d'espaces protégés en Inde toutes catégories confondues, a été multiplié par dix, couvrant désormais près de 5 % de la superficie du pays. Face au développement rapide de l'économie indienne, ce réseau est présenté comme un moyen de préserver les derniers espaces encore « sauvages » — un grand écart qui fait dire à la militante écologiste Sunita Narain que jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement n'a développé que deux stratégies relatives à l'environnement : une exploitation forcenée, ou une protection totale (Narain, 2005). Seulement, si le gouvernement s'est doté d'une législation minutieuse qui règlemente la création et l'administration des espaces protégés du pays, le *Wildlife Protection Act* (1972), l'application de la loi rencontre de nombreuses difficultés. Un rapport panindien publié par l'*Indian Institute of Public Administration* en 1989 sur la gestion des parcs nationaux et des sanctuaires indique en effet que la procédure juridique de détermination des droits des populations locales sur l'espace en question est rarement respectée, ce qui rend par conséquent les règles imposant un usage limité des ressources protégées difficiles à mettre en œuvre. Au moment de la rédaction de ce rapport, un grand nombre de parcs et de sanctuaires

comportaient une présence humaine dans leur enceinte, c'est-à-dire des populations dont les droits n'avaient pas été déterminés et qui ne bénéficiaient de fait d'aucune reconnaissance juridique. À la suite de ce rapport, des mesures ont été prises pour tenter de faire respecter la loi, mais qui ont abouti à une situation paradoxale : d'une part, le durcissement du régime de mis en défens des espaces protégés à l'encontre des populations locales, tandis que perdurent d'autre part les difficultés relatives à la mise en œuvre des procédures de détermination des droits et de dédommagement de ces populations.

La dernière section de ce chapitre est justement consacrée à la situation de ces fameuses « populations locales » vis-à-vis de l'effort de conservation fourni par le gouvernement. Comme nous l'avons vu, près de quatre millions de personnes résident à l'intérieur des espaces protégés, et des millions d'autres à leur périphérie. S'il ne s'agit à l'évidence pas d'un groupe homogène, l'immense majorité de ces personnes ont en commun de partager des conditions matérielles d'existence assez similaires, qui reposent sur l'accès et l'usage des produits forestiers. Parmi ces « communautés forestières » (*forest dwelling communities*), les « tribus répertoriées » (*scheduled tribes*) occupent une place particulière dans les débats sur la conservation principalement pour deux raisons. D'une part, bien qu'étant un groupe minoritaire dans le pays (8 % de la population indienne), elles sont largement surreprésentées dans les affaires de « déplacement » liés à la création d'espaces protégés (40 % des exclus). D'autre part, le fait qu'elles se présentent, parfois à tort, comme les premiers habitants des lieux, les place comme les concurrentes légitimes d'un État qui accapare leurs terres. Cette autochtonie présumée, objet d'une vision assez romantique de ces populations, ne doit cependant pas occulter le fait que ce qui caractérise surtout ces populations, c'est qu'elles occupent avec d'autres groupes marginalisés comme les « castes répertoriées » (*scheduled caste*) la strate la plus basse de la société indienne. Ces populations sont donc particulièrement vulnérables aux limitations d'accès aux produits forestiers imposées par les politiques de conservation et plus encore à leur « déplacement » (entendre, « expulsion »), qui reste pour l'instant une mesure encore très controversée et donc rarement prise. Le déplacement de population à l'extérieur des espaces protégés pose en effet une série de questions encore irrésolues relatives aux espaces disponibles pour reloger ces populations et a fortiori aux implications écologiques que pose cette réhabilitation. Dans tous les cas, les politiques de conservation mises en œuvre dans les parcs du pays aggravent le plus souvent la situation économique déjà précaire de ces populations. Outre les contraintes liées à un accès réduit aux ressources qui assurent habituellement leur subsistance, les conflits avec la faune

sauvage sont devenus monnaie courante, sous la forme de dégâts de culture, d'attaques sur le bétail, voire dans certains cas de morts d'hommes. Les mesures de dédommagement et de compensation, quand elles sont mises en œuvre, ne sont souvent pas à la hauteur des pertes subies. Pour ces raisons et bien d'autres, les populations locales deviennent donc particulièrement hostiles aux politiques de conservation, et les conflits avec les gestionnaires des parcs et la Direction des forêts se multiplient.

Face à cette situation de « crise », les analyses des scientifiques se polarisent, comme nous allons le voir, autour de deux positions : ceux qui prônent des politiques de préservation strictes, qui constituent à leurs yeux le seul moyen réaliste de sauver la biodiversité menacée du pays ; et ceux qui s'inscrivent dans une perspective plus sensible au sort des populations locales et qui se font les avocats d'un « usage durable » de l'environnement.

CHAPITRE 2

La Polarisation du Débat sur la Conservation

> Les animaux sauvages (et les plantes) n'auraient-ils pas droit à se voir attribués pour eux seuls au moins une petite surface du pays (4 pourcent), à l'abri des hommes ?
>
> - Shekhar Singh, 1994

> Un pays pauvre comme le notre ne peut pas se payer le luxe de conserver des milliers de kilomètres carrés de forêts et de sanctuaires de faune sauvage au détriment de millions de personnes.
>
> - M.D. Mistry, 1995[102]

Introduction

Aujourd'hui, plus aucun gouvernement ne semble douter de la nécessité de conserver la diversité biologique, avec plus de 180 pays (sur 192) devenus signataires de la Convention sur la Diversité Biologique (PNUE 1992). À l'aune d'un tel consensus, c'est désormais la question de savoir quelle forme doit prendre la conservation qui est au centre des débats sur la scène internationale (Kramer *et al.* 1997 ; McNeely *et al.* 1990 ; Terborgh *et al.* 2002 ; IUCN *et al.* 1980 ; IUCN *et al.* 1991 ; Wells & Brandon 1992), et qui se décline en fonction du contexte national spécifique dans lequel elle s'intègre.

Ces débats s'articulent autour de deux grandes questions, relevant respectivement du champ de l'éthique environnementale et de la gestion environnementale :

---

[102] « Don't the wild animals (and plants) have a right to at least a small part (4 per cent) of the country as their exclusive home, undisturbed by humans? ».
« A poor country like ours cannot afford the luxury of keeping thousands of square kilometres of land under forests and wildlife sanctuaries at the cost of millions of people ».
Ces citations sont empruntées à Kothari *et al.* 1995. Shekhar Singh, ancien professeur de philosophie à l'*Indian Institute of Public Administration*, a beaucoup travaillé sur les questions de conservation en Inde (Singh, 1989, 1996 ; Singh *et al*. 2000), y compris au sein du gouvernement indien. Il est aussi l'instigateur de la loi sur le droit à l'information. Madhusudan Mistry est un militant, fondateur de l'association Disha qui travaille à l'organisation des populations tribales du Gujarat pour améliorer leurs conditions de travail et leurs salaires. Il a aussi été élu deux fois au parlement et joue un rôle important dans le parti du Congrès.

1. *Pourquoi* conserver, et pour qui ? Doit-on protéger la nature parce qu'elle est constituée d'être vivants qui ont les mêmes droits que nous, ou de manière plus pragmatique et anthropocentrique, parce que nous avons besoin de cette nature pour nos besoins vitaux et notre qualité de vie ?
2. *Comment* conserver ? Doit-on protéger la nature des perturbations humaines, ou doit-on imaginer une place pour l'homme dans la conservation ?

Sur ces questions, on peut dire que schématiquement deux positions s'affrontent, conditionnées dans une large mesure par la formation disciplinaire des acteurs. Cette opposition est très claire si l'on compare par exemple la manière dont Peter Brosius (anthropologue) et John Terborgh (biologiste) rendent compte du Ve Congrès Mondial sur les Parcs qui se déroula à Durban en 2003 (Brosius 2004 ; Terborgh 2004), ou si l'on cherche un terrain d'entente entre les écrits de Brandon *et al.* (1998) et ceux de Brechin *et al.* (2003). On peut toutefois souligner que la distance qui sépare les biologistes de la conservation et les chercheurs en sciences sociales tend à se réduire. Si le fossé disciplinaire est profond, des deux côtés émergent peu à peu des propositions pour jeter des ponts entre ces deux mondes (voir par exemple Brosius, 2006 ; Mascia *et al.* 2003 ; Thornhill, 2003 ; Campbell, 2005). En 2003, un groupe de recherche en sciences sociales est même formé au sein de la *Society for Conservation Biology* afin de renforcer les sciences sociales de la conservation et leur application dans la pratique[103]. Pour autant, si une collaboration est possible et souhaitable entre les spécialistes des sciences sociales et des sciences naturelles, chacun aborde la question de la conservation de manière bien spécifique. Les sociologues tendent spontanément à intégrer l'humain au cœur de leur analyse de la conservation (approche anthropocentrique), tandis que les biologistes le placent systématiquement à l'extérieur, comme une contrainte pesant sur l'action (approche biocentrique).

En Inde comme dans d'autres pays de la zone tropicale, face aux conflits qui agitent les espaces protégés, deux paradigmes s'affrontent, reflets des positions détaillées plus haut : « préservation » versus « usage durable » (Kothari *et al.* 1995 ; Madhusudan & Shankar Raman 2003 ; Rangarajan 1996b et Saberwal *et al.* 2001). Ces paradigmes mobilisent des représentations, des valeurs, des idéologies et des méthodologies scientifiques différentes. Bien-sûr, il existe de nombreuses sensibilités à l'intérieur de chaque paradigme, et les

[103] Voir http://www.conbio.org/WorkingGroups/SSWG/.

croisements sont possibles – et certainement souhaitables. Toutefois, force est de constater que la guerre des tranchées entre « biologistes » et « sociologues » est toujours d'actualité. Les échanges sont très vifs, comme l'illustre le débat organisé dans la revue *Conservation and Society* en janvier 2003 (voir Karanth 2003 ; Madhusudan & Shankar Raman 2003 ; Peluso 2003 et Rodgers 2003), ou encore les tensions entre Sunita Narain et Valmik Thapar dans le cadre du groupe de travail chargé de l'évaluation du Projet Tigre (MoEF/GoI 2005b).

Dans ce chapitre, nous allons donc détailler ces deux paradigmes, en tentant de définir leur approche respective, en explorant leurs arguments, et en faisant état des critiques qui leur ont été adressées. Nous proposerons en dernier lieu une troisième voie, nécessairement dialectique, pour aborder l'analyse de la conservation en Inde.

2.1 : LE PARADIGME DE LA PRESERVATION

A. La « conservation forteresse »

Le paradigme de la préservation, qui constitue par ailleurs l'approche la plus courante en matière de conservation, repose sur la délimitation de « réserves de nature sauvage[104] » les plus grandes possible, administrées par l'État, et à l'intérieur desquelles les activités humaines sont soit restreintes de manière drastique, soit totalement interdites par l'usage de moyens coercitifs. Ces partisans affirment que, face au contexte socio-économique et démographique du pays et aux nécessités liées à l'écologie des espèces sauvages et des écosystèmes, des politiques de conservation strictement mises en œuvre et fondées sur l'exclusion des populations locales constituent le seul moyen réaliste de sauver la diversité biologique (Karanth, 2003).

Dan Brockington, un anthropologue qui a travaillé dans la réserve Mkomazi en Tanzanie, a désigné ce paradigme (qu'il critique) par une expression qui depuis a fait florès : la « conservation forteresse », du nom de son livre éponyme (Brockington, 2002). Selon cette approche, les espaces protégés doivent être gérés avec l'objectif explicite d'y soustraire toute influence humaine, considérée comme absolument incompatible avec les impératifs de conservation. Les parcs nationaux en sont l'expression privilégiée : dans ces espaces, le pâturage des troupeaux, l'agriculture, la culture sur brûlis, la collecte de produits forestiers mineurs (etc.) sont autant d'activités techniquement illégales. L'objectif général est de laisser la nature faire son œuvre, à l'abri des activités humaines et avec un minimum d'interventions techniques. Aussi, le travail des gardes forestiers se résume bien souvent à des patrouilles pour veiller au respect de ces petites forteresses naturelles.

Cette logique d'exclusion, qui a présidé à la création des parcs nationaux en Inde dès la période des réserves de chasse royale, est à l'œuvre également dans le monde entier. On peut rappeler que pour créer la première réserve naturelle de l'époque moderne, le parc de

[104] « Nature sauvage » a été choisie comme traduction du terme anglais *wilderness*. Toutefois, ce terme est souvent employé en gardant la terminologie anglo-saxonne quand il s'agit de discuter l'éthique environnementale qu'il porte, en particulier dans le contexte nord-américain (voir Nash, 1967).

Yellowstone, l'armée américaine a délogé manu militari les 400 Indiens qui y vivaient de façon permanente (Descola, 2008 ; Nabokov & Loendorf, 2004)[105]. Aujourd'hui, certains plaident même pour un renforcement de la protection des parcs en zone tropicale, donnant ainsi tout son sens à l'expression « conservation forteresse ». Dans son livre *Requiem for Nature*, John W. Terborgh, un honorable biologiste de la conservation de l'université de Duke, propose la création d'un « corps d'élite »[106] indépendant des États, qui protègerait arme au poing les parcs de toute intrusion humaine et qui disposerait éventuellement de son propre système pour rendre la justice :

> Il s'agirait dans un premier temps de créer un corps d'élite à l'intérieur de chaque pays financé par l'international, un équivalent des rangers qui protègent les parcs nationaux aux États-Unis et qui disposent d'une autorisation légale pour porter des armes et faire des arrestations. […] Les conflits d'intérêt et les tentatives de corruption seraient diminués par leur bon salaire et leur indépendance vis-à-vis des influences locales et nationales. Que ce corps de protection des parcs ait besoin de ses propres cours de justice, de ses propres juges, et de ses propres prisons dépendra des conditions des pays bénéficiaires et des détails des accords internationaux en la matière.[107] (Terborgh, 1999 : 199-200)

Cet autoritarisme vert d'un nouveau genre qui prône, au nom de la nature comme « bien commun mondial »[108], la création d'un corps de mercenaires de l'écologie dans les pays en développement, reste — et c'est heureux — sans effet pour l'instant. Mais la mobilisation des forces de police nationale dans les parcs pour chasser les intrus représente en revanche un phénomène bien réel, même s'il reste rare. En Inde, il est arrivé plusieurs fois aux États régionaux de faire appel à la police pour déloger les populations des parcs. On peut

[105] Yellowstone a été crée en 1872, au nord des Montagnes Rocheuses, sur les territoires de chasse traditionnellement utilisés par les Shoshone, les Bannock et les Nez Percé. Si la propagande officielle affirmait que ce territoire était dépourvu de présence humaine car les Indiens considéraient les nombreux geysers comme tabou, il n'en est rien. Non seulement ces geysers servaient de cadre à des rituels, mais en outre un groupe d'environ 400 Tukadika (une branche des Shoshone du nord), qui résidait de façon permanente dans le parc, en fut expulsé dix ans après sa création vers la réserve de Wind River — épisode qui reste largement occulté dans l'histoire officielle du parc.

[106] On peut rappeler que dans le contexte américain, l'expression *elite forces* désigne les forces spéciales de l'US Army, populairement connues sous le nom de « bérets verts », spécialisées dans la guerre non conventionnelle et les actions commandos, avec des faits d'armes aussi « glorieux » que le Vietnam ou plus récemment l'Irak et l'Afghanistan.

[107] « A first step might be to create internationally financed elite forces within countries, counterparts of the rangers who protect national parks in the United States and are legally authorized to carry arms and make arrests. […] Good pay and independence from national and local influence would diminish conflicts of interest and incentives for corruption. Whether such a park protection corps would require its own courts, judges, and jails, would depend on conditions in the recipient countries and the details of the underlying international agreements».

[108] Cet extrait de Terborgh est tiré du chapitre 12 de son livre, intitulé « Nature, a global commons ».

citer le cas du sanctuaire de Bharatpur au Rajasthan en 1982, ou celui du sanctuaire de Muthanga au Kérala en 2003. Dans les deux cas, des morts ont été comptés du côté de la population qui réclamait un droit d'accès à ses espaces.

Ce paradigme a ses têtes d'affiches, pour la plupart de grandes figures de la biologie de la conservation. Au niveau international, on peut citer Jared Diamond, Michael Soulé, John Terborgh ou Edward Wilson. Ces chercheurs, très influents dans le sous-continent (Lewis 2003a), brouillent les frontières entre « science » et « plaidoyer » et de fait entre « écologie » (scientifique) et « écologie » (militante), en se montrant très actifs dans la sphère publique. Wilson le reconnaît lui même dans sa biographie, en plaisantant sur le nom qu'il a donné à son groupe de biologistes-militants : « la mafia de la forêt tropicale »[109]. Ces scientifiques d'outre-Atlantique ont par ailleurs leur maison d'édition privilégiée (*Island Press*) et leur revue (*Conservation Biology*).

En Inde aussi, les militants de la « conservation forteresse » viennent dans leur grande majorité des sciences écologiques:

> La présomption était que la conservation de la faune sauvage et la gestion de l'habitat était la prérogative des naturalistes, des écologues et des forestiers, et que la science biologique moderne était tout ce dont on avait besoin pour cette mission[110]. (Kothari *et al.* 1995 : 2757)

Le représentant le plus charismatique de ce paradigme est sans conteste Valmik Thapar[111], un spécialiste du tigre connu dans le pays pour exprimer ses opinions sans fard. Mécontent du rapport produit par le groupe de travail chargé de l'évaluation du Projet tigre après le désastre de Sariska (auquel il participait), il y a fait inclure une « note de désaccord », qui fournit un exemple très parlant des arguments développés par les partisans de la conservation fondée sur l'exclusion (voir encadré 1). Il y affirme notamment : « La survie à

---

[109] J'emprunte cette référence à Mickael Lewis (2003a). Cette « mafia » comprend, outre Wilson, Jared Diamond, Paul Ehrlich, Norman Myers (le seul non américain), Thomas Lovejoy, Daniel Janzen, Thomas Eisner et Peter Raven (Wilson, 1994 : 358). Ce groupe n'a jamais mieux porté son nom que depuis la parution d'une incroyable tribune libre de Diamond dans le *New York Times*. Ce géographe de renommée n'hésite pas à titrer son intervention, avec provocation mais sans une once d'humour cette fois : « Est-ce que les multinationales vont sauver la planète ? » (Diamond, 2009).

[110] « The assumption was that wildlife conservation and habitat management were the prerogative of naturalists, formal ecologists, and foresters, and that modern biological science was all that was needed for the task ».

[111] On peut aussi citer K. Ullas Karanth, zoologue spécialiste du tigre et Mysore Doreswamy Madhusudan, biologiste de la conservation.

long terme des tigres dépendra d'un seul facteur d'une importance capitale, à savoir des espaces protégés inviolés » (Thapar 2005 : 164)[112].

[112] « The long term survival of tigers will depend on the single most important factor namely inviolate protected areas ».

Encadré 1. « NOTE DE DESACCORD » DE VALMIK THAPAR, MEMBRE DU GROUPE DE TRAVAIL CHARGE DU RAPPORT D'EVALUATION DE LA GESTION DES RESERVES DE TIGRES (EXTRAIT)

I. La survie à long terme des tigres va dépendre d'un seul facteur déterminant, à savoir des espaces protégés inviolés. Un espace minimum doit être géré exclusivement sous sa forme naturelle pour le tigre. Cet espace peut constituer x %, 1 % ou 2 % de la surface géographique de ce pays en fonction de l'autorité politique qui en décide. Faisons que ce principe soit appliqué dans l'intérêt du tigre. Après tout, ce sont ces espaces qui fournissent au pays de l'eau, de la nourriture, et une sécurité écologique. Pourtant, l'ensemble du rapport repose sur une stratégie totalement différente, c'est-à-dire : « Il existe deux stratégies essentielles ici : 1. L'habitat doit être partagé entre les populations humaines et les tigres, afin que ces deux groupes puissent coexister, il le faut. Autrement, la pauvreté de l'un engendrera la destruction de l'autre » (p. 4, chap. 02 « *A Paradigm Change : Making Conservation Work* »).

II. La partie conceptuelle « *A Paradigm Change : Making Conservation Work* » et le chapitre sur la coexistence soulèvent de graves problèmes qui affectent le rapport dans son entier. N'oublions pas que le groupe de travail était chargé de suggérer des mesures pour sauvegarder le tigre et l'empêcher de disparaître de la face de l'Inde. Il devait fournir une réponse à la crise actuelle de disparition des tigres. Malheureusement, dans son désir de trouver des « solutions éternelles » à tous les problèmes qui affectent le pays d'un seul coup, le groupe de travail semble avoir perdu le sens de sa mission et être parti à la dérive en essayant d'apporter des réponses à tous les problèmes d'inégalité et d'injustice sociale qui minent l'Inde. Pendant ce temps, les intérêts pour la survie du tigre sont devenus secondaires et ont été perdus de vue.

III. Il est impératif de noter que les habitats potentiels du tigre dans les espaces protégés de l'Inde ne couvrent que 100 000 km^2 et que les populations de tigres qui se reproduisent occupent moins de 20 000 km^2. Seule une petite fraction de l'immense population rurale pauvre est donc exposée aux tigres. L'idée selon laquelle il existerait de vastes espaces en Inde où les tigres et les populations humaines devraient être contraints de coexister, par le biais de programmes innovants d'utilisation croissante de ressources forestières sous-utilisées en impliquant les populations locales, n'a aucun sens pour la conservation du tigre, en particulier dans un contexte où la population humaine et animale ne fait que croître. Le fait est que chaque tigre doit manger 50 animaux de la taille d'une vache par an pour survivre, et si vous les mettez au milieu des vaches et des humains, le conflit sera sans fin. Les tigres continueront à être les grands perdants comme à Sariska (et dans 95 % de leur ancien habitat en Inde). L'idée d'une coexistence permanente dans de vastes étendues où les tigres s'épanouiraient dans un contexte écologique favorable et où les hommes auraient des opportunités économiques est un rêve peu réaliste, avec lequel j'exprime mon profond désaccord. De telles rêveries ne pourront sauver le tigre dans le monde réel. En revanche, un tel scénario aboutira à une situation « perdant-perdant » et au déclin et éventuellement à l'extinction des populations de tigres. Des alternatives où les tigres sont prioritaires dans des réserves protégées identifiées et où les hommes sont prioritaires à l'extérieur doivent être explorées rapidement et mises en œuvre dans les plus bref délais. Il n'y a pas d'autres solutions. L'idée actuelle de « nouvelle » coexistence est une utopie inapplicable et qui ne marchera pas. Je suis absolument clair à ce sujet.
Blâmer les réserves naturelles et les politiques de conservation qui donnent la priorité aux tigres pour tous les maux consécutifs à la pauvreté et à l'inégalité qui affligent notre pays est une polémique inutile : ces maux sont les conséquences du développement raté et de l'échec de l'économie et de la politique du pays et de la société dans leur ensemble : la responsabilité ne peut pas être naïvement rejetée sur les partisans de la conservation.
[…]

Avant de clore cette lettre, je suis forcé de constater que l'essentiel de ce rapport s'est malheureusement focalisé sur la façon d'améliorer la vie des populations dans les espaces protégés, plutôt que sur la protection des tigres dans ces espaces. Cette approche sociale aurait du relever d'un autre groupe de travail. Les intérêts du tigre sont passés à la trappe puisque les priorités ont été réorientées. D'une certaine manière, ceci est tragique et si certaines des recommandations émises dans ce rapport sont approuvées par le gouvernement elles pourront avoir de dangereuses répercussions pour le tigre.

Source : Extrait traduit par l'auteur. GoI, 2005, *Joining the Dots: The Report of the Tiger Task Force.* New Delhi: Project Tiger, pp. 164-166

B. *Wilderness* et théories de la biologie de la conservation

Le choix du gouvernement indien de privilégier depuis 1972 des espaces protégés de grande taille[113] (plutôt que des petites réserves comme les bosquets sacrés) et débarrassés de toute présence humaine a été largement encouragé par des organisations internationales d'origine occidentale comme l'UICN et le WWF. Ces arguments renvoient à une certaine conception nord-américaine de la nature, sur laquelle ont été bâties en particulier à partir des années 1960 quelques théories qui ont été cruciales dans l'essor de la biologie de la conservation et dans les politiques de conservation mises en œuvre en Inde (Lewis, 2003a). S'il est difficile de prouver que les représentations culturelles sont le seul facteur explicatif des théories scientifiques et des recommandations politiques, il est au moins possible d'émettre l'hypothèse que la popularité et la longévité de ces théories scientifiques — en dépit de toute évidence et des critiques adressées — sont le reflet de la persistance de cette représentation de la nature et de la convergence entre cette représentation et les théories scientifiques en question.

Un des présupposés majeures du courant de la préservation est celui d'une nature vierge, non entravée par l'homme : la *wilderness*. Cette idée proprement nord-américaine est née dans la seconde moitié du XIXème siècle, lors d'un renversement historique, pendant lequel la haine de la nature sauvage des colons américains s'est peu à peu muée en admiration (Nash, 1967). L'œuvre majeure de Henry David Thoreau, *Walden ou la vie dans les bois* (1854), dans laquelle l'auteur livre un récit aux accents rousseauistes de ses deux années passées seul dans une cabane qu'il avait construite au bord de l'étang de Walden, dans le Massachusetts, marque cette inversion des valeurs (Larrère & Larrère, 1997). L'historien William Cronon a montré que l'idée romantique de « nature sublime » s'est à cette époque fusionnée avec la représentation américaine de la « frontière » pour bâtir la croyance selon laquelle « le pays sauvage n'était pas simplement devenu un espace de rédemption religieuse mais aussi de

[113] Si l'on compare la taille des espaces protégés indiens avec ceux des autres pays du Sud, l'Inde se trouve bien en dessous de la moyenne. Toutefois, si l'on revient dans le contexte indien, la surface moyenne des EP du pays est largement supérieure à celle des bosquets sacrés, par exemple. Par ailleurs, si l'Inde ne peut rivaliser avec des pays comme la Chine en matière de superficie protégée, c'est parce que l'établissement des parcs est beaucoup plus délicate dans le sous-continent, compte tenu d'une part de la densité démographique, et d'autre part du système politique démocratique qui empêche un autoritarisme forcené.

renaissance nationale, le lieu quintessentiel pour expérimenter ce que cela signifiait que d'être américain » (Cronon, 1995 : 76)[114].

Cette idée de *wilderness*[115] héritée du puritanisme occupe une place centrale dans le mouvement américain de préservation de la nature depuis John Muir, fondateur du Sierra Club (1892) et ardent défenseur de cette nature intacte que l'homme n'aurait pas encore souillée. Comme le note William Cronon :

> […] l'idée de *wilderness* est depuis des décennies une doctrine fondamentale – en fait, une passion – du mouvement écologiste, en particulier aux États-Unis. Pour beaucoup d'Américains, la *wilderness* représente le dernier endroit où la civilisation, cette maladie trop humaine, n'a pas entièrement contaminé la planète. C'est une île dans l'océan pollué de la modernité urbaine et industrielle, l'endroit même où nous pouvons nous tourner pour échapper à nos propre excès. Perçue de cette manière, la *wilderness* se présente comme le meilleur antidote contre notre humanité, un refuge que nous devons d'une manière ou d'une autre regagner si nous souhaitons sauver la planète. Comme dans une déclaration célèbre que fit un jour Henry David Thoreau : « Dans la Nature Sauvage gît la préservation du Monde »[116]. (*ibid.*, p.69)

Si la nature sauvage est à préserver, c'est d'une part parce qu'elle est le lieu que l'Homme n'a pas encore détruit, et d'autre part parce que c'est là où l'homme[117] (américain) se réalise. Au cœur de cette conception se trouve une critique de la modernisation. Dans les sociétés industrielles où une grande partie de la population réside en zone urbaine, les hommes perdraient de plus en plus le contact avec la « nature » et éprouveraient le besoin de se « régénérer » en communiant avec le monde « naturel ». On ne s'étonnera pas que cette idée a aussi fait l'objet d'une tentative de théorisation, baptisée « hypothèse de la biophilie » et

---

[114] « […] wild country became a place not just of religious redemption but of national renewal, the quintessential location for experiencing what it meant to be an American ».

[115] Pour un traitement détaillé de l'idée de *wilderness*, je renvoie à Nash (1967) et Cronon (1995).

[116] « […] the idea of wilderness has for decades been a fundamental tenet – indeed, a passion – of the environmental movement, especially in the United States. For many Americans wilderness stands as the last remaining place where civilization, that all too human disease, has not fully infected the earth. It is an island in the polluted sea of urban-industrial modernity, the one place we can turn for escape from our own too-muchness. Seen in this way, wilderness presents itself as the best antidote to our human selves, a refuge we must somehow recover if we hope to save the planet. As Henry David Thoreau once famously declared, "In Wildness is the preservation of the World" ».

[117] Je distingue ici entre l' « Homme » (l'humain, l'humanité) et l' « homme » (masculin). En effet, dans la littérature sur la *wilderness*, celui qui se réalise dans la nature sauvage, c'est la figure masculine du pionnier, du colon américain qui explore et repousse sans cesse la « frontière », avec toutes les valeurs viriles que cette représentation véhicule (Cronon, 1995).

développée entre autres par Edward O. Wilson (Kellert & Wilson, 1994). L'entomologiste pose ici l'hypothèse selon laquelle l'homme éprouverait une attirance pour la nature qui serait l'expression d'un besoin inné d'établir une relation avec le monde vivant. Wilson va plus loin en évoquant l'existence d'un mécanisme génétique qui lierait intrinsèquement le bien-être humain à un certain niveau d'interaction avec le monde « naturel ». Si l'on suit ce raisonnement, ces espaces « naturels » qui devraient être préservés pour la santé spirituelle des générations actuelles et futures sont considérés comme des espaces « vierges » et dénués de présence humaine. Une autre position plus matérialiste est celle selon laquelle les humains ont exploité la biodiversité pendant des siècles et doivent la préserver pour les besoins futurs de l'humanité ou pour sa valeur propre.

En tout état de cause, la *wilderness* se définit d'abord par le fait qu'elle se situe à l'extérieur de l'humanité, et ce serait précisément pour cette raison qu'il faudrait la protéger. Cette conception se retrouve dans plusieurs théories en écologie, toutes élaborées sans surprise par des chercheurs américains. Ainsi, beaucoup d'écologistes et de biologistes (la frontière étant poreuse) sont fortement attachés à l'idée que la « nature » doit être préservée pour sa valeur propre et que toute intervention humaine dans le fonctionnement d'un écosystème représente, par définition, une perturbation du fonctionnement normal ou « naturel » de ce système. Un écosystème géré par l'homme ne permettrait pas à la « main invisible » de l'évolution de faire son œuvre.

Cette représentation, qui est toujours au cœur de la gestion des espaces protégés, s'appuie sur une théorie élaborée au début du XXème siècle. Depuis la naissance de l'écologie en tant que science (1866), il s'est construit un corpus théorique cohérent autour de concepts spécifiques[118]. La synthèse de ce corpus a été faite et popularisée par les frères Odum (1953), qui reprirent en particulier le paradigme « succession-climax » forgé par un des premiers écologues américains, Frederic Clements (1916). Le « climax » (dont l'un des symboles pourrait être la « forêt vierge », i.e. la *wilderness*) représente un état stable vers lequel tendent les écosystèmes dès lors qu'ils sont laissés à eux mêmes, état dans lequel la biomasse est maximale. Cette communauté climacique exclut par définition l'homme et les activités humaines (si ce n'est, selon l'éthique de la *wilderness*, se promener en silence et admirer), taxées de « perturbations » qui détruisent (temporairement) la communauté climacique. Par

[118] Pour une histoire de l'écologie, voir Deléage, 1994.

ailleurs, cette théorie suggère qu'après l'abandon de toute intervention humaine, l'écosystème de l'espace concerné retournera progressivement (en passant par différents stades successifs de formations végétales) à l'état de *wilderness* caractéristique de sa zone climatique. Pour la conservation, cela signifie qu'il suffit donc de protéger les écosystèmes de toute interférence extérieure, humaine en particulier, pour qu'ils évoluent naturellement vers un état stable et riche en biodiversité. Même si la plupart des écologues sont aujourd'hui en profond désaccord avec des aspects cruciaux de cette théorie dites des successions, elle n'en reste pas moins profondément enracinée dans l'écologie populaire. À la suite de Clements et des frères Odum, les écologues aux États-Unis ont d'ailleurs systématiquement concentré leurs efforts sur l'étude et la protection d'une *wilderness* déshumanisée — une approche bien plus culturellement déterminée que scientifiquement informée.

D'autres théories sont venues plus tard s'ajouter à celle du climax pour fournir *in fine* une base théorique à la conception des espaces protégés. Il s'agit en premier lieu de la théorie dite de la « biogéographie insulaire », proposée par R.H. MacArthur et E.O. Wilson (1967). Depuis au moins Charles Darwin et son voyage aux Galapagos, les naturalistes ont toujours été fascinés par les îles, leurs tailles limitées et leurs écosystèmes « clos ». Dans les années 1960, MacArthur et Wilson sont allés au-delà des traditionnels inventaires des faunes et flores insulaires pour tenter de comprendre, au moyen d'équations mathématiques[119], dans quelle mesure la richesse spécifique d'une île est déterminée par sa taille et son éloignement du continent. D'après MacArthur et Wilson, la richesse spécifique des peuplements insulaires, constitués par l'immigration à partir d'un continent-source, est le résultat d'un équilibre dynamique entre deux processus, le taux de colonisation par de nouvelles espèces et le taux d'extinction des espèces sur place. On retiendra donc que ces chercheurs ont établi une corrélation positive directe entre la superficie d'une île et le nombre d'espèces qui la peuplent : la richesse spécifique est d'autant plus élevée que l'île est grande et proche du continent. De cette théorie à l'idée que ce qui était vrai pour des îles océaniques l'était aussi pour des réserves naturelles terrestres, il n'y avait qu'un pas. Ne parle-t-on pas à propos des parcs d' « îlots de biodiversité » au sein d'un océan de développement ? C'est Jared Diamond, qui, le premier, a prôné explicitement l'application des règles issues de la biogéographie

[119] Cet élément a été crucial dans la destinée de cette théorie, qui possède dès lors « l'autorité » de la preuve mathématique : l'élaboration du concept de biogéographie insulaire s'inscrit en effet dans un contexte où les écologues essayaient de donner plus de rigueur à leur science afin de la distinguer de l'ancienne « histoire naturelle » (Lewis, 2003a ; pour une mise en perspective historique du rôle de la modélisation dans les sciences écologiques, voir Kingsland, 1995).

insulaire pour la conception des espaces protégés. Comme il le résume lui-même dans son article « *The Island Dilemma : Lessons of Modern Biogeographic Studies for the Design of Natural Reserves* »:

> Un système de réserves naturelles, où chacune est entourée par un habitat dégradé, s'apparente à système insulaire du point de vue des espèces restreintes aux habitats naturels. De récentes avancées en biogéographie insulaire peuvent offrir un cadre de pensée détaillé pour comprendre ce que l'on doit attendre d'un tel système de réserves. Les principales conclusions sont les suivantes :
> - Le nombre d'espèces qu'une réserve peut supporter à l'équilibre est fonction de sa superficie et de son isolation. Les grandes réserves, et les réserves situées à proximité d'autres réserves, peuvent supporter davantage d'espèces.
> - Si la plupart du milieu habité est détruit, et une fraction de ce milieu est sauvegardée comme réserve, la réserve contiendra initialement plus d'espèces qu'elle ne peut en supporter à l'équilibre. Cet excès va graduellement s'éteindre. Plus la réserve est petite, plus les taux d'extinction sont élevés […].
> - Chaque espèce a besoin d'une surface minimum spécifique pour avoir des chances raisonnables de survie[120]. (Diamond, 1975 : 129)

Une autre théorie qui abonde dans le sens des conclusions de la biogéographie insulaire est celle dite de la « population minimale viable » (PMV), dont Michael Soulé est l'un des plus fervents partisans (Soulé & Simberloff, 1986). Ce concept très utilisé en biologie de la conservation définit la taille minimale d'une population afin qu'elle puisse échapper à l'extinction sur le long terme (1000 ans)[121]. Les biologistes supposent en effet qu'en deçà de ce seuil minimum, l'extinction de l'espèce est inéluctable[122]. D'après Soulé et Simberloff, l'estimation de la PMV pour la plupart des espèces animales descend rarement en dessous de

---

[120] « A system of natural reserves, each surrounded by altered habitat, resembles a system of islands from the point of view of species restricted to natural habitats. Recent advances in island biogeography may provide a detailed basis for understanding what to expect of such a system of reserves. The main conclusions are as follows:
- The number of species that a reserve can hold at equilibrium is a function of its area and its isolation. Larger reserves, and reserves located close to other reserves, can hold more species.
- If most of the area of a habitat is destroyed, and a fraction of the area is saved as a reserve, the reserve will initially contain more species than it can hold at equilibrium. The excess will gradually go extinct. The smaller the reserve, the higher will be the extinction rates […].
- Different species require different minimum areas to have a reasonable chance of survival ».

[121] On peut noter au passage qu'étant donné l'échelle temporelle choisie, la modélisation et « l'intuition, le bon sens et l'usage judicieux des données disponibles sont toujours ce qui se fait de mieux » (*ibid.,* p.32).

[122] L'écologue Robert Barbault l'explique ainsi (2008 : 288) : « on conviendra que les risques d'extinction d'une espèce sont d'autant plus élevés que les populations sont clairsemées et que leur nombre est faible. Lorsqu'une population se trouve réduite à quelques individus, il suffit en effet d'un événement aléatoire quelconque, incendie, hiver rigoureux, épidémie, pour que sa disparition soit consommée. Et si le nombre de populations est lui-même réduit, alors c'est l'espèce entière qui est menacée d'extinction ».

plusieurs centaines d'individus (*ibid.*, p.19). Or, on sait que la viabilité et l'effectif des populations dépend de l'étendue du milieu où elles trouvent les conditions favorables à leur développement. On notera au passage que plus l'espèce est de grande taille (en particulier les grands prédateurs comme le tigre), plus elle a besoin d'une superficie élevée pour trouver des ressources alimentaires suffisantes et maintenir une population viable à long terme. Le modèle des PMV corrobore donc l'idée selon laquelle les réserves doivent être aussi étendues que possible.

Si l'on suit le raisonnement de Soulé et Simberloff, la détermination de la taille optimum d'une réserve se fait en trois temps : (1) identifier l'espèce clé de voûte[123] (ou les espèces) dont la disparition provoquerait un dégradation significative de la valeur ou de la diversité des autres espèces dans la réserve ; (2) déterminer la PMV de cette espèce pour augmenter sa probabilité de survie ; (3) estimer la superficie nécessaire pour assurer la viabilité de l'espèce, en multipliant la PMV avec la taille du territoire nécessaire à chaque individu (qui dépend entre autres de la densité des proies).

Toutefois, les estimations de la PMV, du territoire nécessaire à un individu et donc également de la taille des réserves sont largement controversées. Les scientifiques le savent bien, mais leur souci est ailleurs, comme l'expriment très clairement Soulé et Simberloff dans la conclusion de leur article :

> Nous savons bien que la plupart des arguments de cet article font l'objet de controverses dans de nombreux endroits et situations. Non seulement la protection de la nature est perçue comme un luxe élitiste dans bien des nations, mais même dans les meilleures conditions, les politiques publiques qui règlementent les programmes de conservation peuvent changer du jour au lendemain, sujettes à l'inévitable succession des gouvernements, accompagnée ou non de violence. D'un autre côté, il existe de bonnes raisons pour suggérer des indications et des critères scientifiques à la pratique de la conservation. Sans eux, les groupes et individus pro conservation, travaillant dans les gouvernements ou à l'extérieur, seraient désarmés dans leur compétition pour la terre et les ressources contre des éléments puissants

[123] Le terme de *keystone species*, ou espèce clé de voûte, a été introduit par l'écologue américain Robert Paine en 1969. Il s'agit d'espèces plus importantes que d'autres car elles jouent un rôle pivot dans les réseaux trophiques. Les grands prédateurs, au sommet des pyramides trophiques, exercent par exemple un rôle clé dans la structuration des communautés naturelles en favorisant la coexistence d'espèces potentiellement compétitives (Barbault, 2008 : 249).

> qui plaident en faveur d'activités de développement attirantes, à court terme ou mal conçues[124]. (*ibid.*, p.35)

Aussi, en plaidant pour de grands parcs mis à l'abri des hommes et aussi grands que possible, les biologistes de la conservation de la première heure ont donné des arguments scientifiques à une représentation de la « nature » qui leur est culturellement spécifique. Pour autant, la transposition de cette représentation hors de son cadre culturel pose problème. Le modèle de parcs tel qu'il est soutenu par ces scientifiques met la barre très haut pour des pays qui ne partagent ni la richesse, ni la faible densité démographique des États-Unis. C'est pourtant cette vision qui a été à l'origine de l'élaboration du réseau d'espaces protégés en Inde, et dans le monde. Il ne s'agissait pas uniquement de raisons scientifiques, car nous verrons en abordant le second paradigme les critiques qui ont été adressées à ces théories, en particulier dans le cadre du débat sur la taille des réserves, connu sous l'acronyme de « SLOSS », pour *Single Large Or Several Small*. Pour Mickael Lewis, historien qui s'est intéressé à l'influence des États-Unis sur les politiques de conservation indiennes, la raison est plutôt à chercher dans le pouvoir politique de la « mafia de la forêt tropicale » :

> Au niveau politique, la réponse au débat SLOSS ne s'est pas décidée sur la base des rhétoriques en compétition – en mobilisant des preuves pour construire un argument convaincant, ou qui invalide la position de la partie adverse. Le débat s'est clôturé car l'une des parties a monopolisé le pouvoir institutionnel pour définir les termes du débat et faire des recommandations politiques. Ces trente dernières années, pendant lesquelles le débat SLOSS a eu lieu, ont aussi été témoins de la transformation consciente d'un groupe d'écologistes en conseillers des politiques environnementales. Après avoir pris la tête d'institutions comme le WWF, l'UICN et le Smithsonian, ces écologistes ont donné leur soutien au modèle Single Large, et ils ont fait pression pour que cette théorie écologique soit acceptée comme l'orthodoxie[125]. (Lewis, 2003a : 214)

---

[124] « We are aware that much of the argumentation in this paper is moot in many places and circumstances. Not only is the protection of nature perceived to be an elitist luxury in many nations, but even in the best of circumstances, public policies affecting conservation programmes can change overnight, subject to the inevitable succession of regimes, whether accompanied or not by violence. On the other hand, there are good reasons for suggesting scientifically based guidelines and standards for the practice of conservation. Without them, pro-conservation individuals and groups, in and out of governments, hardly have a leg to stand on when competing for land and resources with powerful elements arguing for appealing, short-term or ill-conceived development activities ».

[125] « At the level of policy, the SLOSS debate was not decided on the basis of competing rhetoric – the marshalling of evidence to construct an argument persuasive to the other side, or which invalidates the contrary position. The debate was ended on the basis of one side corralling the institutional power to defines terms and make policy recommendations. The last thirty years, besides seeing the SLOSS debate, also witnessed the deliberate movement of a group of ecologists into environmental policy advocacy. When these ecologists

Cette orthodoxie a eu une résonnance majeure dans le développement de l'écologie en Inde, pour plusieurs raisons explorées par Lewis (*ibid.*). En premier lieu, alors que ce champ était largement occupé avant la Deuxième Guerre mondiale par les Britanniques, leur influence a dramatiquement chuté dans la période de l'après-guerre. Cette situation s'explique d'une part par la fin officielle de la colonisation britannique en Inde après 1947, par la présence de très riches institutions américaines prêtes à financer des programmes de recherches en écologie à partir de la fin des années 1940 (en particulier le *Smithsonian Tropical Research Institute*), et d'autre part par des raisons d'ordre individuel. Salim Ali, la grande figure de l'écologie indienne post Indépendance et directeur de la *Bombay Natural History Society*, avait noué des relations qui se sont avérées finalement difficiles avec les institutions scientifiques britanniques. Pour lui, les institutions américaines n'avaient pas le même bagage colonial et, au début des années 1940, il s'est lié d'amitié avec un certain S. Dillon Ripley, jeune biologiste qui venait de soutenir sa thèse à Harvard. Ripley a entrainé à sa suite d'autres écologues américains, qui sont venus remplir le vide laissé par le départ des Britanniques et ont conduit de nombreuses études de terrain au cours des années 1960-1970. Ces écologues ont formé à leur tour de nombreux collègues indiens, comme A.J.T. Johnsingh, premier écologue à obtenir un doctorat sur un mammifère indien et aujourd'hui directeur de la division « biologie » du *Wildlife Institute of India*. Les Américains étaient à la recherche de terres inexplorées pour conduire leurs recherches et faire des découvertes. Les scientifiques indiens avaient, de leur côté, beaucoup à gagner des Américains : des financements, un accès aux théories dernier cri, de nouvelles technologies, un réseau cosmopolite, et des avocats de poids de la cause environnementale auprès du gouvernement indien. Plus tard, au cours des années 1980, des scientifiques indiens sont partis se former aux États-Unis. Madhav Gadgil a ainsi obtenu sa thèse à Harvard au moment où Wilson et MacArthur mettaient au point la théorie de la biogéographie insulaire (Wilson était l'un de ses professeurs). Il est ensuite revenu en Inde en 1971 et a créé le prestigieux *Centre for Ecological Science* à Bangalore, où il a enseigné pendant longtemps « l'écologie de Harvard » (avant de changer de « camp ») et où il a formé des scientifiques indiens de renommée comme R. Sukumar, spécialiste des éléphants (Sukumar, 1994).

Entre les États-Unis et l'Inde, il se joue cependant bien plus qu'un simple « impérialisme culturel » où la science de Harvard aurait été imposée aux chercheurs du sous-continent.

---

assumed positions of leadership within the WWF, IUCN, and the Smithsonian Institution they supported the Single Large model, and they pushed to see that this ecological theory was accepted as orthodoxy ».

Comme le note Lewis, la plupart des scientifiques en Inde « pratiquent un type innovant d'écologie indienne, située à la frontière des préoccupations générées par le contexte local et des questions posées dans les agendas de recherche internationaux »[126](*ibid.* : 173). Nous allons maintenant explorer les arguments d'un certain nombre de ces scientifiques sur le contexte spécifiquement indien de la conservation, et nous demander pourquoi le paradigme de la préservation est à leurs yeux le seul opérant.

C. L'argumentaire de la préservation en Inde

Il est certain que dans un pays de plus d'un milliard d'habitants et dont près de 75 % de la population vit en zone rurale, les biologistes de la conservation ne peuvent pas faire comme si les parcs n'étaient pas entourés d'hommes. Shekhar Singh, qui a longtemps été chargé de la question des espaces protégés au gouvernement, se représente la situation ainsi :

> J'ai préparé une présentation où je décris le parc national comme un supermarché, avec toutes ces allées pleines de produits alimentaires… et la population affamée de l'Inde, le bétail affamé de l'Inde, encerclent tous ce supermarché, regardant à travers les vitres les étalages de nourriture (Shekhar Singh, Delhi, entretien du 4 août 2006).

La question sociale et économique posée par la conservation est donc au cœur des problématiques que traitent le gouvernement et les biologistes de la conservation.

Le traitement de la « dimension humaine » des espaces protégés dans la formation des futurs biologistes de la conservation et gestionnaires de parcs reste pourtant encore assez superficiel (Saberwal & Kothari, 2002), preuve s'il en est de la persistance d'une représentation de la nature de laquelle l'homme est exclu. En 2010, au *Wildlife Institute of India*, institut qui forme le plus gros contingent de spécialistes de la conservation, cinq heures seulement sont consacrées au problème « *Human Dimensions of Wildlife Management and Resolution of Conflicts* » dans le cadre de la formation avancée en gestion des espaces protégés (sur 245 heures). Aussi, si la conservation en Inde prend place dans un paysage

[126] « […] practise an innovative type of Indian ecology on the border between locally generated concerns, and questions generated by global research agendas ».

profondément humanisé, l'approche des gestionnaires des parcs reste encore largement dominée par des considérations strictement écologiques.

1) Le seul paradigme qui a fait ses preuves

Le premier argument est d'ordre empirique. Si l'on suit Ullas Karanth (2003 : 67), « la préservation est la seule approche qui marche vraiment » pour sauver les grands mammifères du pays[127]. Ce spécialiste du tigre rappelle la situation désespérée de la faune sauvage lors de la période 1950-1970, pour mieux la distinguer de la situation post 1970 (après le passage du WPA), période pendant laquelle les espaces protégés auraient offert un répit aux habitats naturels et aux populations animales menacés d'extinction. Aujourd'hui, certaines espèces comme le cerf d'Eld (*Cervus eldi eldi*), le rhinocéros indien (*Rhinoceros unicornis*) ou le lion asiatique (*Panthera leo persica*) survivent uniquement dans l'enceinte des espaces protégés, leurs populations à l'extérieur ayant été complètement décimées. Les partisans de la conservation forteresse y voient la confirmation de leur position, qui se placerait du côté de la prudence. Ils rappelent que « la plupart de ces succès ont été rendus possibles en utilisant la force et en la déployant par l'intermédiaire d'un contingent forestier important et enrégimenté chargé de la mission de gérer les espaces naturels de l'Inde[128] » (Madhusudan & Shankar Raman, 2003 : 54). De l'autre côté, le modèle alternatif d'usage durable n'aurait aucun exemple concret à offrir de récupération de la faune sauvage. Tandis que le succès des politiques de préservation d'espèces écologiquement fragiles serait étayé par des exemples concrets en Inde (Karanth *et al.* 1999 ; Karanth, 2002), le soutien au modèle alternatif reposerait largement sur une spéculation.

2) Catastrophisme malthusien et tragédie des communs

Les biologistes comme Karanth expliquent la réussite de la « conservation forteresse » en Inde par le contexte local dans lequel elle prend place, avec au centre de leur argumentation la question incontournable de la croissance démographique. On entend en effet à loisir que les parcs sont « cernés » de toutes parts, perpétuellement menacés par la progression et l'intensification des activités humaines. Outre le « danger » que représentent les populations

[127] « Preservationism has been the only approach that has actually worked for saving surviving populations of such animals ».
[128] « Much of this has been accomplished using force deployed through a large and regimented forest service invested with the task of managing India's natural areas ».

qui dépendent de l'accès aux ressources naturelles pour leur subsistance, le déclassement d'espaces protégés à des fins d'exploitation industrielle ou commerciale est aussi devenu récemment une grande source d'inquiétude (voir chapitre 1)[129]. Les biologistes indiens rappellent souvent la petite superficie qu'occupent les espaces protégés en Inde (autour de 5 % aujourd'hui) et le fait que les animaux ne vivent plus que sur une infime parcelle de leur territoire. Le tigre aurait par exemple perdu plus de 95 % de son habitat (Karanth, 2003 : 66). Derrière ces chiffres, ce que les biologistes veulent souligner, c'est l'incroyable pression anthropique qui s'exerce sur les ressources naturelles du pays.

À ce stade, il est important de noter que contrairement à certains avocats de « l'usage durable » qui reprennent à leur compte la notion largement idéalisée de l' « Indien naturaliste » (Hames, 2007), les partisans d'une approche de la conservation fondée sur l'exclusion des humains considèrent bien souvent que si dans un passé lointain les pratiques des populations indigènes n'étaient pas nuisibles à l'environnement, ce n'est pas parce que ces populations avaient un ethos écologiste particulier, mais parce que la densité démographique était très faible (et les besoins étaient plus limités). Aujourd'hui, la situation de ces « sociétés d'abondance », pour reprendre l'expression de Marshall Sahlins (1976), se serait inversée. La croissance démographique fabriquerait de la rareté en accentuant une pression anthropique insupportable sur les ressources naturelles, qui mettrait en danger la viabilité des écosystèmes. Un monde limité ne pourrait donc survivre à une population toujours plus nombreuse :

> Étant donné la forte densité et la croissance démographiques des populations souvent dépendantes des petites réserves de nature sauvage de l'Inde, même leurs modestes besoins de subsistance menacent de dépasser les limites de la durabilité écologique[130]. (Madhusudan & Raman, 2003 : 54)

Il existe un pendant économique à cet argument démographique. On pense ici bien sûr à l'article retentissant publié par Garrett Hardin dans la revue *Science* en 1968, « *The Tragedy of the Commons* », qui fait toujours autorité chez les biologistes. Dans ce texte, Garrett Hardin prend l'exemple d'un pâturage communal pour démontrer que le libre accès à une ressource

[129] On remarque toutefois que ces projets de développement économique ne font pas l'objet d'une critique aussi virulente et systématique que celle adressée aux populations. A l'heure où l'Inde est dirigée par un économiste et rêve de « super-puissance », personne ne souhaite être taxé d' « anti moderniste » (entretien avec Shekhar Singh, Delhi, 4 août 2006).

[130] « Given the high density and growing populations of people often dependent on India's small-sized wildlife reserves, even their modest subsistence demands threaten to overshoot the limits of ecological sustainability ».

limitée et pour laquelle la demande est forte entraîne inévitablement sa surexploitation et finalement sa destruction (encadré 2). Le problème réside dans le fait que chaque utilisateur a intérêt à utiliser la ressource commune de façon à maximiser son profit individuel (mettre le maximum de bétail dans la pâture), tandis que les « coûts » générés par cette utilisation (l'érosion du sol par exemple) sont partagés par chaque utilisateur. Aussi, selon cette logique, l'intérêt individuel dépasse toujours l'intérêt commun et la conclusion et sans appel : « la liberté dans les communaux apporte la ruine à tous »[131] (*ibid.*, p.1244). Cet article, et en particulier l'exemple développé par Hardin, a eu une résonnance très forte en Inde, où le pâturage est presque systématiquement considéré comme destructeur (voir par exemple Lewis, 2003b).

De ces arguments concernant la croissance démographique et l'accès libre aux biens communs est née toute une série de « théories » sur la transformation des paysages, qui ont renforcée le préjugé à l'endroit des activités humaines. Dans le monde entier, la désertification a été imputée aux pratiques et stratégies « irrationnelles » des communautés pastorales, que ce soit au Rajasthan ou en Afrique sub-saharienne. On leur reproche une mauvaise gestion de leurs troupeaux, conduisant à un surpâturage et à l'expansion des déserts (« théorie de l'avancée des déserts », soutenue entre autres par Eckholm & Brown, 1978). Dans la zone himalayenne, les pratiques agricoles et pastorales d'une population montagnarde toujours plus nombreuse seraient responsables de la destruction du couvert forestier et de sa conversion en terres cultivables. Cette déforestation aurait entraîné une érosion des sols et auraient multiplié les glissements de terrains en montagne et les inondations dans la plaine indo-gangétique (« théorie de la dégradation de l'environnement en Himalaya », voir de nouveau Eckholm, 1975, 1976 ; Myers, 1986. Pour une lecture critique : Ives & Messerli, 1989 ; Agarwal & Narain, 1991 ; Smadja, 2003). Ces théories, qui ont largement recours à des descriptions alarmistes de l'inexorable processus de dégradation environnementale lié à une population toujours plus nombreuse, contribuent ainsi à alimenter la cause de la préservation.

[131] « Freedom in a commons brings ruin to all ».

Encadré 2. LA TRAGEDIE DES COMMUNS (EXTRAIT)

La tragédie des communs se présente ainsi. Imaginez un pâturage ouvert à tous. On doit s'attendre à ce que chaque éleveur essaie de mettre autant de bétail que possible sur le terrain commun. Un tel arrangement peut fonctionner d'une manière raisonnablement satisfaisante pendant des siècles parce que les guerres tribales, le braconnage et la maladie maintiennent le nombre des hommes et des bêtes bien au-dessous de la capacité de charge de la terre. Finalement, cependant, vient le jour du jugement, c'est-à-dire le jour où l'objectif longtemps désiré de la stabilité sociale devient une réalité. À ce point, la logique inhérente des communaux génère implacablement la tragédie.

En tant qu'être rationnel, chaque éleveur cherche à maximiser son gain. Explicitement ou implicitement, plus ou moins consciemment, il se demande "quelle est l'utilité *pour moi* d'ajouter une bête de plus à mon troupeau ?" Cette utilité a une composante négative et une composante positive.

1° La composante positive est fonction de l'incrément d'une bête. Puisque l'éleveur reçoit tous les revenus de la vente de l'animal additionnel, l'utilité positive est presque +1.
2° La composante négative est fonction du surpâturage additionnel provoqué par la bête supplémentaire. Mais, comme les effets du surpâturage sont partagés par tous les éleveurs, l'utilité négative pour chaque éleveur qui prend une décision est seulement une fraction de -1.

En ajoutant les utilités partielles individuelles, l'éleveur rationnel conclut que la seule voie sensée qu'il peut suivre est d'ajouter une autre bête à son troupeau. Et une autre, puis une autre.... Mais ceci est la conclusion atteinte par chaque berger rationnel partageant un terrain commun. C'est là que se trouve la tragédie. Chaque homme est enfermé dans un système qui le contraint à augmenter son troupeau sans limite — dans un monde qui est limité. La ruine est la destination vers laquelle tous les hommes se ruent, chacun à la poursuite de son propre meilleur intérêt dans une société qui croit en la liberté des communaux. La liberté dans les communaux apporte la ruine à tous.

Source : extrait traduit par l'auteur. Hardin, 1968, « The Tragedy of the Commons », *Science* 162 (3859), p. 1244.

On notera que face à ce constat – les parcs sont des forteresses assiégées – les biologistes remettent de plus en plus en question le modèle des « îlots de biodiversité » dans un océan de développement, qui est à leurs yeux écologiquement peu efficace, et socialement désastreux. On lui préfère aujourd'hui le modèle des réserves de biosphère, c'est-à-dire d'une transition progressive entre les espaces où se déploient les activités humaines et ceux où la nature est protégée, par le biais de zones tampon. Concrètement, cela veut cependant dire un nouvel élargissement des zones protégées.

3) L'impossible coexistence

Puisque les populations sont incapables de gérer par elles-mêmes les ressources naturelles et bien trop nombreuses pour la « capacité de charge » des écosystèmes, il faut donc les exclure des parcs, d'autant que règnerait une complète incompatibilité entre les besoins humains et les besoins de la « nature sauvage ». Pour Karanth (2003 : 67), le choix du paradigme de la préservation devient en effet incontournable lorsqu'il s'agit de gérer certaines populations animales écologiquement fragiles : les grands carnivores comme le tigre, les

grands herbivores comme l'éléphant, et des espèces adaptées à des niches écologiques spécifiques comme le macaque à queue de lion (espèce endémique des forêts pluviales des Ghâts Occidentaux). L'exemple le plus parlant est celui du tigre. Les besoins physiologiques de cet animal font qu'il doit manger environ cinquante animaux de la taille d'une vache par an pour survivre ; s'il évolue dans un contexte humanisé où se trouve du bétail, les conflits seront inévitables, et les populations pauvres seront inévitablement tentées de le braconner pour revendre à prix d'or sa fourrure sur le marché noir. Les écologues distinguent donc trois raisons qui justifient l'approche de la préservation :

1. Les besoins de ses animaux liés à leurs caractéristiques biologiques (taille, régime alimentaire, habitat spécifique) ;
2. Les conflits avec les hommes (*human-wildlife conflicts*) générés par les comportements prédateurs des animaux (destructions de champs, attaques sur le bétail et les hommes) ;
3. Et l'attraction des hommes pour la viande et la valeur sur le marché de certaines parties du corps de ces animaux.

Aussi, le « relogement volontaire » des populations à l'extérieur des espaces protégés est perçu comme la réponse la plus pragmatique à la multiplication des conflits entre les populations locales et les animaux sauvages, plutôt que les solutions misant sur une modification des comportements humains ou animaux prônée par les partisans du paradigme de l'usage durable (Karanth & Madhusudan, 2002) – qui vont à l'encontre de l'approche du « double mouvement »[132] prônée par les biologistes. Même si certains reconnaissent qu'un déplacement en masse des populations résidant à l'intérieur des parcs est peu probable (pour des raisons relatives à l'ordre social, on s'en doute, mais surtout à cause du manque de terres disponibles et du coût financier induit par le déplacement, voir chapitre 1), les biologistes de la conservation affirment néanmoins que « lorsqu'il existe un conflit sérieux entre les intérêts humains et les besoins écologiques de certaines espèces problématiques comme les grands félins et les éléphants, […] la séparation spatiale constitue une stratégie de conservation efficace » (*ibid*., p.259)[133].

[132] Nous détournons ici l'expression forgée par Karl Polanyi (1983 [1944]) pour désigner le fonctionnement des économies capitalistes (laissez-faire économique, accompagné d'une intervention de l'État pour protéger la société de l'impact destructeur du marché). Dans le cas de l'approche des biologistes, il s'agit d'une part de « déréguler » la nature, tout en « rerégulant » les populations locales.

[133] « *When there is a serious clash of human interests with the ecological needs of conflict-prone species, such as big cats and elephants, … spatial separation is a powerful conservation strategy* ».

4) Une voix pour ceux qui n'en ont pas

Si l'on observe les citations ci-dessus, on voit bien que l'argumentaire développé par les partisans de la conservation forteresse est de nature bio centrique : la conservation n'a pas pour objectif de lutter contre la misère, mais de défendre les intérêts des animaux. Michael Soulé, lors d'une conférence sur la biodiversité à Paris, l'a clairement fait savoir. Il s'agit pour les écologues de la conservation de parler au nom de ceux qui n'ont pas de voix (i.e. les animaux), et de ne pas laisser les sciences sociales « prendre en otage » les programmes de conservation[134]. C'est précisément ce reproche qu'adresse sans ménagement Valmik Thapar à Sunita Narain, qui a dirigé le groupe de travail sur les réserves de tigres :

> N'oublions pas que le groupe de travail était chargé de suggérer des mesures pour sauvegarder le tigre et l'empêcher de disparaître de la face de l'Inde. Il devait fournir une réponse à la crise actuelle de disparition des tigres. Malheureusement, dans son désir de trouver d'un seul tenant des « solutions éternelles » à tous les problèmes qui affectent le pays, le groupe de travail semble avoir perdu le sens de sa mission et être parti à la dérive en essayant d'apporter des réponses à tous les problèmes d'inégalité et d'injustice sociale qui minent l'Inde. Pendant ce temps, les intérêts pour la survie du tigre sont devenus secondaires et ont été perdus de vue[135]. (Thapar, 2005 : 164)

Les avocats de la conservation forteresse reprochent aux partisans de l'usage durable de mélanger les genres, de vouloir tout (et son contraire, selon eux) : la fin de la pauvreté et la protection de la nature. Pour Robinson (1993), il est nécessaire de faire la distinction entre « conservation » et « développement » ; Karanth (2000) montre quant à lui qu'il faut se garder de confondre « bien-être animal » et « conservation de la nature sauvage », qui ont des implications pratiques différentes. À la critique fondamentale qui leur est adressée, à savoir que la conservation fondée sur l'exclusion est responsable d'un appauvrissement de populations déjà dans la misère, ils répondent :

---

[134] Notes prises par l'auteur lors de l'intervention de Michael Soule intitulée « Past and future of scientific knowledge about biodiversity », dans le cadre de la conférence *Savoirs et pouvoirs de la biodiversité, de Darwin à aujourd'hui*, Muséum National d'Histoire Naturelle, Paris, 11-12 décembre 2009.

[135] « Let us not forget that the task force was mandated to suggest measures to save the tiger from vanishing off the face of India. It was a response to an ongoing tiger crisis. Unfortunately, in its eagerness to find 'eternal solutions' for all problems afflicting the country at one go, the Task Force appears to have lost this mission-focus and has gone adrift trying to find solutions to all the problems of inequity and social injustice that afflict India. In the process the interests of the tiger's survival has been relegated and lost sight of ».

> Blâmer les réserves naturelles et les politiques de conservation qui donnent la priorité aux tigres pour tous les maux consécutifs à la pauvreté et à l'inégalité qui affligent notre pays est une polémique inutile : ces maux sont les conséquences du développement raté et de l'échec de l'économie et de la politique du pays et de la société dans leur ensemble : la responsabilité ne peut pas être naïvement rejetée sur les partisans de la conservation[136]. (Thapar, 2005 : 164)

5) La modernisation de gré ou de force

Un argument « humaniste » suit rapidement : la conservation des espaces protégés serait d'autant plus nécessaire qu' « après tout, ce sont ces espaces qui fournissent la sécurité hydrique, alimentaire et écologique du pays »[137] (Thapar, 2005 : 164). Il est donc dans l'intérêt de tous de les protéger. Concernant le sort des populations résidant dans les parcs ou à leur périphérie immédiate, les biologistes brandissent l'argument de la modernisation:

> Il existe […] beaucoup de colonies abandonnées à l'intérieur des parcs dont les habitants demandent d'avoir accès aux infrastructures sociales […] Par conséquent, il semble même qu'émerge une réelle demande de relogement volontaire[138]. (Karanth & Madhusudan, 2002 : 259-260)

À l'instar de l'anthropologue G.S. Ghurye (1959) qui plaidait pour l'assimilation rapide des Adivasis dans la société dominante, les biologistes ont souvent recours au discours normatif selon lequel « les enfants ne veulent plus faire le même métier que leurs parents et ont soif de modernité » pour légitimer leur expulsion des parcs (« c'est pour leur bien »). Aux partisans de l' « usage durable » qui souhaitent donner des droits sur les ressources forestières aux communautés tribales et les impliquer dans la gestion des parcs, ils répondent donc que cette initiative revient à les maintenir dans leur mode de vie « primitif » (*backward*) et à les priver à terme de toute possibilité de « développement ». En résumé, comme le notent Chatty et Colchester (2002 : 5), ce ne sont plus seulement les intérêts de la conservation qui justifient le déplacement des populations des espaces protégés, mais aussi le souci « humaniste » de

---

[136] « Blaming strict nature reserves and conservation laws where tigers have priority, for all the poverty and inequity driven ills that plague our vast country is pointless polemics: These ills are consequences of the failure of development, economics and politics of the country and society as a whole and cannot be simple-mindedly blamed on conservationists ».

[137] « After all it is these areas which provide the water, food and ecological security of the country ».

[138] « There are […] many settlements marooned in the interior of parks whose inhabitants are demanding access to social amenities […] As a result, there even appears to be a substantial incipient demand for voluntary relocation ».

« promouvoir le développement, faciliter l'administration, et offrir des services de base comme les soins médicaux ». En ce sens, les partisans de la conservation forteresse souscrivent à ce que Hans Jonas ([1979] 1995) appelle une « dictature bienveillante », c'est-à-dire à l'idée qu'il est nécessaire de prendre des mesures impopulaires voire autoritaires pour sauver l'humanité et l'environnement.

D. Un paradigme en perte de vitesse ?

Les avocats de la conservation forteresse contestent avec force l'idée selon laquelle la préservation serait le paradigme dominant de la conservation en Inde (Karanth, 2003). Ils rejettent la vision caricaturale d'une opposition « entre un agenda de préservation dominant imposé par une combinaison socialement puissante de naturalistes et d'officiels, qui serait maintenant contesté par des « communautés locales » renforcées par de nouvelles alliances avec des groupes de soutien »[139] (*ibid.,* p.65). Pour Ullas Karanth, il n'y a pas de « mafia tropicale » en Inde.

Karanth souligne d'abord que la préservation de la nature n'a jamais été la préoccupation des gouvernements de l'Inde indépendante, mais plutôt le parent pauvre des politiques de gestion de l'environnement. Depuis l'Indépendance du pays, la pression politique dominante (exercée par les gouvernements successifs, les hommes politiques de tous bords, et à travers les politiques de développement mises en œuvre) aurait entièrement joué en faveur d'une utilisation intensive des ressources au détriment de la conservation de la nature. La diversion d'environ 50 millions d'hectare de terres forestières pour l'agriculture, l'accès libre accordé aux populations locales pour collecter pour leurs besoins quotidiens du bois de chauffe, et autres produits forestiers, même dans les forêts dites « réservées », seraient autant d'exemples très clairs de la prédominance et de la mise en œuvre vigoureuse d'un paradigme orienté vers l'usage des ressources biologiques durant les 50 années qui ont suivi l'Indépendance. Pendant la même période, de nombreux espaces naturels administrés par des institutions locales (comme les forêts villageoises dites *van pañcāyat* en Uttarakhand)

[139] « … between a hitherto dominant preservationist agenda pushed by a socially powerful combine of naturalists and officials, which is now being challenged by 'local communities' strengthened through new alliances with advocacy groups ».

auraient aussi littéralement disparus sous la charrue (Shyamsunder & Parameswarappa, 1987). Karanth renverse donc l'accusation qui est portée aux partisans de la préservation :

> Les revendications de nouveaux groupes de défense qui s'allient maintenant avec les 'populations locales' sont les mêmes que celles qui furent traditionnellement poursuivies par les politiciens locaux pendant des décennies »[140] (Karanth, *op.cit.*, p.66).

Dans ce contexte, l'adoption de législations contraignantes (WPA, 1972 ; *Forest Conservation Act*, 1980) en matière de conservation au cours de la décennie 1970-1980, et qui ne concernent qu'une infime fraction du paysage, ne peut être considérée, selon ce biologiste, comme le mode de conservation « dominant » de l'Inde post coloniale.

Karanth rappelle que seul 1 % du territoire serait effectivement administré par des politiques de conservation strictes, qui seraient d'ailleurs tombées en disgrâce depuis le début des années 1980 pour les raisons suivantes :

(i) La fin de l'hégémonie politique du parti du Congrès sous la houlette d'une écologiste convaincue, Indira Gandhi[141];

(ii) L'érosion de l'intégrité, de la compétence, et du sens de la mission de la Direction des forêts ;

(iii) L'émergence et l'ascendance d'une nouvelle idéologie de la conservation qui tente de combiner « conservation » et « développement ».

Les forestiers indiens auraient abandonné leur rôle traditionnel et ingrat de « *green cops* » pour adopter sans réserve le paradigme de l'usage durable et de la conservation participative. Ce retournement s'expliquerait par les promesses qu'offrent ces nouveaux programmes aux forestiers : une vie moins stressante, de plus gros budgets, des postes de consultants et même des missions à l'étranger pour les plus brillants. Le contexte actuel en fournirait la meilleure preuve : des financements à hauteur de millions de dollars sont accordés par la Banque Mondiale et par le Fond pour l'Environnement Mondial (FEM), par

[140] « The demands of new advocacy groups now allying with 'local people' are the same ones traditionally pursued by local politicians for decades ».

[141] Il n'y a que les biologistes pour regretter l'hégémonie politique d'Indira Gandhi – on peut quand même rappeler que pendant l'état d'urgence, elle envoya tous ses opposants politiques en prison (voir par exemple Jaffrelot (dir.), 1997 : 57).

d'autres organisations multilatérales, par des ONG financées par des fonds privés et bien sûr par le gouvernement indien[142]. Et Karanth l'incorruptible d'ironiser :

> Tous les prétendus adversaires de cet article se nourrissent paisiblement dans le grand abreuvoir de 'l'écodéveloppement' : forestiers, naturalistes, et, bien sûr, des philosophes, des chercheurs en sciences sociales et des militants de tous bords[143]. (*ibid.*, p.66)

Au fond, pour Karanth, le fait de mettre volontairement l'accent sur les conflits dans les espaces protégés (qui selon lui ne sont pas plus violents qu'ailleurs) ne sert qu'un objectif, celui d'attirer les bailleurs de fonds. Il reprend ici à son compte l'idée de « troisième récolte » introduite avec brio par le journaliste indien P. Sainath dans son livre au titre évocateur « Tout le monde aime une bonne sécheresse » (1998 [1996])[144].

---

[142] On peut citer par exemple le programme d'écodéveloppement (intitulé *« Conserving India's Biodiversity Through Ecodevelopment. Local People to Participate in Park Conservation Efforts »*) lancé en 1996 dans 7 grands parcs du pays. Ce projet a bénéficié d'un crédit de 28 millions de dollars accordé par la Banque Mondiale, et d'une subvention de 20 millions de dollars du FEM. Le gouvernement central et les gouvernements régionaux concernés ont quant à eux financé le projet à hauteur de 14,6 millions de dollars. Voir : http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/PROJECTS/0,,contentMDK:20013520~menuPK:64282138~pagePK:41367~piPK:279616~theSitePK:40941,00.html.

[143] « Seen feeding together peacefully from this deep trough of 'eco-development' are the alleged antagonists in the article: foresters, naturalists, and, of course philosophers, social scientists and activists of various hues ».

[144] Extrait du livre de Sainath (p.1) : « 'Une grande sécheresse sévit dans la région' me dit Ramji Lakhan, dans le district de Palamau au Bihar. Cet agriculteur militant organise les travailleurs agricoles pour lutter pour leurs droits. 'Les gens importants se font beaucoup d'argent grâce à cette sécheresse. Et le *Block Development Officer* (BDO) est parti récupérer la Troisième Récolte'. J'étais déconcerté. 'Je connais la culture automnale récoltée après la mousson. Et je connais la culture du printemps. Mais qu'est-ce donc que cette Troisième Récolte ?'. 'Les programmes d'aide aux victimes de la sécheresse', me répondit en souriant Ramji. Il espérait que je pose cette question. 'L'argent apporté pour l'aide humanitaire rend les puissants encore plus riches qu'ils ne le sont. C'est un bon business. On aime une bonne sécheresse par ici' » (traduction de l'auteur).

2.2 : LE PARADIGME DE L'USAGE DURABLE

A. Le tournant critique des années 1980

Depuis les années 1980, le paradigme de la conservation « forteresse » est ouvertement contesté, au profit d'une approche favorisant l'intégration des impératifs de développement dans les programmes de conservation. Ce nouveau paradigme a été porté en particulier par l'Union Mondiale pour la Nature, dans deux documents stratégiques qui ont radicalement transformé la manière d'envisager la conservation dans le monde (IUCN *et al.* 1980 & 1991). Cette stratégie, dite de « développement durable », se donne trois objectifs : (*i*) le maintien des services et processus écologiques essentiels, (*ii*) l'utilisation durable des ressources biologiques, (*iii*) la conservation de la diversité biologique. Le passage de la « nature sauvage » (sans l'homme) à la « biodiversité », entendue ici clairement sous un angle anthropocentrique (*services* écologiques et *ressources* biologiques), a permis de redorer le blason de la conservation dans un monde où l'utilisation des ressources naturelles est devenue critique pour la survie d'une population toujours plus nombreuse. Dans la même veine, cette approche marque aussi un glissement des politiques de conservation, d'une posture défensive (protéger la nature des impacts du développement) à une démarche plus ouverte qui cherche à répondre aux besoins en biomasse des populations tout en assurant la viabilité de la diversité biologique de la planète.

En Inde, les années 1980 ont été marquées par les premiers « dommages collatéraux » des politiques de préservation, i.e. l'hostilité croissante des populations locales et le renforcement du contrôle de l'État par une politique de répression. On peut rappeler que c'est en 1982 que des villageois qui protestaient contre les restrictions d'accès au parc national de Bharatpur, au Rajasthan, ont été abattus par la police (Prasad, Dhawan & Singh, 1982). Nous sommes alors précisément dix ans après le discours d'Indira Gandhi à la Conférence sur l'environnement humain de Stockholm (1972) et dix après l'adoption du *Wildlife Protection Act* (1972). Cet événement tragique est devenu depuis un cas d'étude cité dans presque tous les ouvrages critiques consacrés aux politiques de conservation en Inde. Ces travaux

s'inscrivent dans la continuité d'une remise en question plus générale des politiques environnementales du pays, en particulier de la gestion des forêts.

C'est Anil Agarwal, journaliste scientifique indien de renommée internationale et directeur du *Centre for Science and Environment* de Delhi, qui joue un rôle précurseur dans la sensibilisation de l'opinion publique aux enjeux sociaux de plus en plus aigus posés par la gestion de l'environnement (Guha, 2002). Avec son équipe du CSE, il publie en 1982 un « Premier Rapport des Citoyens » sur l'état de l'environnement en Inde (Agarwal, Sharma & Chopra, 1982), rapidement suivi d'un autre volume (Agarwal & Narain, 1985) et dont la publication régulière continue jusqu'à aujourd'hui. Salué dans le monde entier, ce travail de vulgarisation scientifique d'excellente facture, qui adopte (non sans analogie avec les *Subaltern Studies* qui naissent à la même époque) une approche de l'écologie « par le bas », marque véritablement l'entrée de l'environnement dans le débat politique et académique en Inde — et, de fait, sa sortie du « ghetto » de la biologie de la conservation.

En 1986-1987, Anil Agarwal est invité par le Premier Ministre Rajiv Gandhi à donner une série de conférences au gouvernement et aux deux Assemblées nationales. Son principal objectif est d'inciter les décideurs à ne plus feindre d'ignorer (ou de maîtriser) les implications sociales de leurs politiques environnementales. Des questions décisives, comme les lois sur la forêt et les barrages, font alors l'objet de grands débats nationaux relayés par la presse — même si certains projets combattus par le CSE sont finalement adoptés, comme par exemple le projet d'aménagement de la vallée de la Narmada.

Les rapports du CSE ont également eu une portée remarquable au sein des sciences sociales. Le positionnement critique du CSE, accompagné d'un effort systématique pour mettre en avant les dimensions sociales des politiques environnementales, a ouvert une brèche dans laquelle de nombreux jeunes chercheurs indiens se sont par la suite engouffrés. Les historiens David Arnold et Ramachandra Guha établissent un lien direct entre l'émergence de l'histoire environnementale en Asie du Sud et la montée en puissance du courant d'écologie populaire porté par Agarwal (1995 :17). Le même constat est fait par les sociologues et les anthropologues. De leur propre aveu, avec l'ouvrage dirigé par Walter Fernandes et Sharad Kulkarni, *Towards a New Forest Policy : People's Rights and Environmental Needs* (1983), le travail du CSE a joué un rôle déterminant dans leur formation intellectuelle et a permis d'élargir les termes du débat :

> Pour la plupart d'entre nous qui étions étudiants à cette époque, [ces travaux] ont permis de recadrer tout le débat sur la forêt et la conservation, en amenant la question des droits des populations tributaires des forêts au cœur du débat public.[145] (Baviskar *et al.* 1997 : 1363)

Depuis les années 1980, les recherches en sciences sociales sur les politiques de conservation en Inde se sont donc multipliées, et ont permis de développer et d'affiner la réflexion amorcée par Anil Agarwal. L'ouvrage de Madhav Gadgil et Ramachandra Guha, *This Fissured Land : An Ecological History of India* (1992), constitue à cet égard un tournant majeur. Les premières monographies qui abordent directement les questions de conservation ne sont toutefois publiées qu'au courant des années 1990 (Rangarajan, 1996a ; Agrawal, 1999 ; Saberwal, 1999 ; Chhatre & Saberwal, 2006).

B. Question de définition(s)

L'« usage durable », rejeton du non moins controversé « développement durable », fait partie de ces termes à usage pléthorique et incantatoire qui se sont imposés dans le lexique de la conservation en popularisant avec succès l'idée qu'il existe des moyens de concilier les impératifs de conservation et les exigences de développement socio-économique. Les appellations ne manquent pas : on aurait pu aussi bien parler de « conservation participative » (*participatory conservation*), de « co-gestion » (*co-management*), d'« approche communautaire » (*community-based approach*), ou encore de « conservation intégrée » (*integrated conservation*), voire même de « gestion conjointe des espaces protégés » (*joint protected areas management* JPAM)…[146] Ce qui fait dire à certains (adversaires) que « l'usage durable » est un concept creux, un signifiant flottant :

> Le développement durable est devenu le mantra du mouvement pour la conservation, attirant tout le monde, les intérêts commerciaux comme les partisans

[145] « For many of us who were students at that time, [this volume, along with the Centre for Science and Environment's State of India's Environment: The First Citizens' Report 1982], helped in recasting the entire debate on forest and conservation, bringing forest dwellers' rights to the forefront of public discourse ».

[146] Si mon choix s'est arrêté sur « usage durable », c'est d'une part parce que (1) c'est sous cette appellation que le terme semble s'imposer en Inde (voir le débat en 2003 dans *Conservation and Society* vol.1 (1), mais aussi Narain, 2005), (2) parce qu'il est le seul qui exprime clairement la rupture fondamentale avec la doctrine de la préservation, à savoir la dimension nécessairement humaine des EP (intégrer les activités humaines), (3) parce qu'il laisse ouvert au débat la question de qui contrôle cet usage des ressources et (4) parce qu'il ne se restreint pas aux seuls EP comme le suggèrent a contrario toutes les appellations qui utilisent le terme « conservation ».

> de la conservation. Pourquoi ? Parce qu'à l'instar de la tarte aux pommes et de la maternité, personne ne peut être contre. Cela s'explique par le fait que le terme est rarement défini avec rigueur. En l'absence d'une définition claire, chacun met dans le développement durable ce qu'il veut entendre[147]. (Terborgh, 1999 : 141)

Pour d'autres, ce terme renvoie à un usage des ressources à petite échelle, démocratique, équitable, au profit des villageois défavorisés qui résident à la périphérie ou dans l'enceinte des espaces protégés — usage qui est nettement distingué de l'exploitation commerciale des ressources naturelles menée au bénéfice des classes supérieures urbaines. Cette approche repose sur l'hypothèse selon laquelle les usagers qui dépendent de l'accès à la biodiversité pour leur subsistance sont ceux qui lui accordent la plus grande valeur, qui sont les plus directement affectés par sa dégradation, et qui sont donc les plus à même d'en faire usage de façon « durable » (Gadgil, 1992). Aussi, l'autorité sur les espaces protégés devrait être déléguée aux communautés locales (par la médiation de leurs institutions traditionnelles) ou partagée dans un partenariat entre communautés et institutions gouvernementales (Gadgil & Guha, 1992, 1995 ; Kothari *et al.* 1995 ; Saberwal *et al.* 2001).

Ce paradigme s'oppose donc à l'approche *hands off* en accordant une reconnaissance aux droits des populations sur la forêt et en considérant qu'une coexistence entre humains et nature sauvage est envisageable dans certaines limites. Certains parlent à cet égard d' « écologie de la réconciliation »[148]. Il s'agit d'une approche qui considère les politiques fondées sur l'exclusion comme socialement injuste, empiriquement irréalistes et écologiquement infondées. En Inde, ce paradigme a donné naissance à une multitude de programmes : « Gestion conjointe des forêts » (*Joint Forest Management*, JFM), « Projets de conservation et de développement intégrés » (*Integrated Conservation and Development Projects*, ICDP), « Ecodéveloppement », « Ecotourisme », etc.

---

[147] « Sustainable development has become the mantra of the conservation movement, appealing to everyone, business interests and conservationists alike. Why? Because like apple pie and motherhood, no one can be against it. That is because the term is seldom rigorously defined. In the absence of a clear definition, sustainable development means anything anyone wants it to mean ».

[148] L'idée de « réconciliation » vient du concept de *reconcilation ecology* popularisé par le chercheur Michael Rosenzweig dans son livre *Win-Win Ecology* (2003). L'écologie de la réconciliation, sans nous attarder sur la dimension fortement anthropocentrique de cette approche, se veut une science de gestion de la biodiversité dans les espaces anthropisés (urbains ou agricoles). On peut cependant s'interroger sur la notion de « réconciliation » : si l'Occident moderne s'est attachée à distinguer la culture de la nature et à développer un rapport antagoniste avec son environnement naturel, d'autres sociétés, comme nous le rappelle Philippe Descola (2005), envisagent de manières bien différentes leur rapport à leur environnement. L'idée de réconciliation apparaît donc comme un concept ethnocentrique qui se révèle absurde une fois les frontières occidentales franchies.

De nombreux travaux en sciences sociales s'inscrivent dans ce paradigme. Les publications outre-Atlantique sont particulièrement nombreuses[149]. En Inde, cette approche est défendue par l'actuelle directrice du CSE (qui a succédé à Anil Agarwal) Sunita Narain, et par un grand nombre de militants et de chercheurs : Ashish Kothari, Vasant Saberwal, Mahesh Rangarajan, Ramachandra Guha, Madhav Gadgil (un des rares biologistes), entre autres. À l'instar du paradigme de la préservation, cette approche dispose également de ses revues de prédilection : *Conservation and Society* aux États-Unis, et *Down to Earth* en Inde.

Pour autant, le paradigme de l'usage durable reste encore largement un défi à relever, comme le note Sunita Narain :

> Jusqu'à aujourd'hui, nous ne connaissons que deux façons d'utiliser l'environnement. Soit nous l'utilisons à des fins d'exploitation, pour lesquelles nous violons les forêts et détruisons nos ressources. Soit nous jetons un anneau protecteur autour de lui, pour stopper la dégradation de l'environnement. Mais nous n'avons jamais vraiment appris comment utiliser l'environnement à des fins productives et de façon durable.[150] (Narain, 2005)

C. L'argumentaire de l'usage durable

En Inde, le paradigme de l'usage durable s'est largement construit en opposition avec le paradigme de la conservation forteresse, dans un effort graduel pour questionner et d'invalider les arguments du camp opposé. La ligne argumentative repose sur cinq grandes idées-forces, qui chacune invite à une relecture critique des arguments de la préservation. Il s'agit tout d'abord de reconnaître la dimension durable des pratiques et savoirs « traditionnels » de gestion des ressources renouvelables ; deuxièmement, de comprendre que cette durabilité n'est possible que parce que les populations y trouvent leur compte ; troisièmement, que ces savoirs écologiques représentent la somme de milliers d'années d'adaptation des groupes humains à leur environnement, et vice versa ; quatrièmement, que ces savoirs ne sont pas seulement importants pour eux-mêmes, mais aussi pour leur potentiel

[149] Il serait vain de vouloir en dresser ici une liste complète. Pour un aperçu général de l'approche développée en anthropologie de la conservation, voir Brosius, 1999 et West *et al.* 2006.

[150] « So far, we know only two ways of working the environment. We either use it for extractive purposes, in which we rape the forests, destroy our resources. Or we throw a protective ring around it, to stop the environment from degrading. But we have never really learnt how to use the environment for productive purposes in a sustainable manner ».

d'amélioration des projets de conservation ; enfin, que face à l'ensemble de ces critiques, il faut probablement reconsidérer l'approche classique de l'espace protégé comme enclosure, au profit d'une approche plus holiste, en particulier d'un point de vue spatial.

1) « La conservation par le bas »

Les partisans de l'usage durable s'inscrivent en porte-à-faux avec l'idée selon laquelle le souci de protection de la nature serait un phénomène proprement post moderne de « ventre plein », qui manquerait cruellement aux communautés rurales défavorisées (Guha, 1989b). Ils montrent en effet que ces populations, loin d'être les prédateurs inconsidérés que met en scène la théorie de Hardin, ont su créer au cours de l'histoire de multiples formes de coexistence avec la nature sauvage et des mécanismes de régulation de leurs interactions avec elle, qui ont permis *in fine* sa protection :

> L'essentiel de la biodiversité mondiale a été entre les mains des populations traditionnelles, des sociétés de chasseurs et de cueilleurs, de bergers, de pêcheurs, d'agriculteurs, de génération en génération. La plupart des ressources vivantes de la planète ont été utilisées pendant de longues périodes historiques; les exceptions sont rares (par exemple, les espèces qui vivent en pleine mer ou dans l'eau profonde). […] Le fait est que les systèmes de gestion préscientifiques et traditionnels ont constitué les principaux moyens par lesquels les sociétés ont géré leurs ressources pendant des millénaires (Berkes et Farvar, 1989; Gadgil *et al.* 1993). Dans bien des cas, c'est principalement grâce à ces systèmes de gestion que nous pouvons encore parler aujourd'hui de diversité biologique[151]. (Berkes, Folke & Gadgil, 1995 : 281)

Les auteurs parlent donc à ce propos d'une « conservation par le bas » (Gadgil & Guha, 1992 ; Saberwal *et al.* 2001), probablement en hommage aux travaux des *Subaltern Studies* auxquels Ramachandra Guha pris part. Mais il s'agit surtout d'insister sur le fait qu'il existe une autre voie que la traditionnelle approche *top down* de la conservation forteresse, une voie où la faune et la flore « ne sont pas protégées par les gardes forestiers ou les décrets

[151] « Much of the world's biodiversity has been in the hands of traditional peoples, societies of hunters and gatherers, herders, fishers, agriculturists, for a great many generations. Most living resources of the earth have been utilised for a historically long time; exceptions are few (e.g., open-ocean and deep-sea species). […] The fact is that pre-scientific, traditional systems of management have been the main means by which societies have managed natural resources for millennia (Berkes and Farvar, 1989; Gadgil et al., 1993). In many cases, the main reason we have any biological diversity to speak about is because of these systems of management ».

gouvernementaux, mais par la main qui laboure les champs et garde le bétail »[152] (Saberwal *et al.* 2001 : 24).

Il existe une littérature particulièrement abondante sur les pratiques naturalistes des populations rurales de l'Inde, développée en particulier par Ramachandra Guha et Madhav Gadgil. Ces travaux, qui s'inscrivent dans le cadre d'une écologie culturelle, ont parfois glissé vers un certain déterminisme écologique qui tend à laisser croire que la culture n'a pas d'autonomie par rapport au milieu. C'est par exemple le cas avec la douteuse théorie « écologique » du système des castes — selon laquelle le système des castes en Inde serait en réalité une adaptation culturelle à l'environnement naturel (Gadgil & Guha, 1992)[153] — ou l'utilisation caricaturale de la terminologie « peuples de l'écosystème » (Gadgil & Guha, 1995) pour désigner ces populations qui dépendent de l'utilisation de leur environnement naturel pour leurs besoins quotidiens. Pour autant, il serait ingrat de réduire le paradigme de l'usage durable à ces seuls travaux (qui ont par ailleurs le mérite d'avoir été pionniers), car depuis ces thèses ont été revisitées et affinées par de nombreux auteurs (voir par exemple Saberwal, Rangarajan et Kothari, 2001).

Un des principaux apports indiscutables de l'ensemble de ces travaux a été l'identification d'un certain nombre de pratiques qui semblent démontrer une certaine « prudence » dans l'usage des ressources plutôt qu'une exploitation inconsidérée (Gadgil & Guha, 1995). Les plus connues sont probablement le respect accordé aux « bosquets sacrés » (*sacred groves*). Les bosquets sacrés sont le plus souvent des segments de forêt délimités par les communautés locales et dédiés à une divinité. Ces espaces sont (relativement) gardés à l'abri des perturbations humaines, d'après la croyance selon laquelle cette protection serait

[152] « […] protected not by forest guards or government decrees, but by the hand that till the fields and tend the cattle ».

[153] D'après Gadgil et Guha, le système des castes se serait fixé en réponse à une raréfaction des ressources naturelles pendant les périodes Gupta et post-Gupta (entre le IVème et le IXème siècle de notre ère). Ils mettent l'accent sur le fait que ce système se définirait avant tout par des modes de subsistance prescrits de manière héréditaire. Ils poussent cependant leur analyse plus loin en comparant les castes (*jāti*) à des espèces biologiques, au sens où elles se seraient largement isolées au niveau de la reproduction grâce à des barrières culturelles imposant l'endogamie (bien qu'étant inter-fertiles !). Tout comme les espèces appartenant à une même communauté biologique, les différentes *jāti* auraient également des modes de subsistance caractéristiques et tendraient à occuper des « habitats » distincts. Aussi, en prenant en compte les habitats que ces *jāti* occuperaient, les ressources qu'elles utiliseraient, et les relations qu'elles entretiendraient avec les autres *jāti*, Gadgil et Guha proposent l'utilisation du terme « niche écologique » pour désigner l'espace que chaque *jāti* occupe. La spécialisation très importante des castes (qui donne à chacune un monopole sur une activité et sur des ressources déterminées) éviterait une superposition de leur niche respective et donc une surexploitation des ressources. Cette théorie fonctionnaliste du système des castes véhicule évidemment le cliché du village indien comme microcosme harmonieux et évacue complètement la présence d'inégalités sociales et de conflits dans l'univers villageois.

l'expression de la relation entre les hommes et le sacré. Chaque communauté institutionnalise des règles concernant l'accès au bosquet sacré. Le plus souvent, un prélèvement régulé de ses ressources forestières est autorisé (on y récolte par exemple du bois de chauffe). On compterait aujourd'hui plus de 50 000 bosquets sacrés en Inde, considérés comme « les derniers vestiges d'une végétation sauvage, même quand ils se situent au cœur de la campagne qui est aujourd'hui complètement dominée par l'agriculture »[154] (Saberwal *et al.* 2001 : 25). Si certains en font un exemple même de gestion de la biodiversité — un des premiers fut probablement Madhav Gadgil (Gadgil & Vartak 1975 ; plus récemment voir Ramakrishnan *et al.* 1998) — d'autres chercheurs ont fait preuve de plus de nuances en affirmant que si ces bosquets « ne sont pas une panacée pour la conservation, ils sont cependant la démonstration d'une culture de coexistence trop importante pour être ignorée »[155] (Saberwal *et al.* 2001: 25 ; voir aussi Garcia, 2003).

Outre cette protection accordée à certains habitats, Gadgil et Berkes (1991) détaillent trois autres pratiques de « prudence » très répandues :

(i) La protection de certaines espèces sacrées, comme le *Ficus religiosa* (pipal) ou le *Presbytis entellus* (langur d'Hanuman) en Inde;

(ii) La protection d'âges de la vie critique, comme l'interdiction de chasser des femelles pleines ;

(iii) L'existence de nombreuses pratiques prescriptives destinées à réguler la collecte des ressources, telles que des limitations temporelles comme la fermeture de saison pour la chasse.

D'autre part, les études qui détaillent ces pratiques de « prudence » montrent aussi que la configuration institutionnelle dans laquelle elles opèrent constitue une condition préalable et indispensable à leur durabilité. Citant les échecs spectaculaires d'initiatives qui avaient précisément pour but l'utilisation durable des ressources naturelles dans des domaines comme la pêcherie et la foresterie, Gadgil & Guha (1995) montrent que les grands systèmes bureaucratiques centralisés qui les gèrent procèdent d'une manière qui est insensible aux besoins des populations locales, provoquant des pertes de biodiversité, de même que des déséquilibres dans la durabilité de la ressource. D'un autre côté, les institutions plus petites et

[154] « Often, the groves are the last remnants of the wild vegetation, even when set in miles of countryside that is now fully under the plough ».
[155] « Even if these sacred groves […] are not a panacea for conservation, they do point to cultures of co-existence too important to be ignored ».

décentralisées, typiquement les institutions villageoises qui servent d'intermédiaire dans les utilisations de la terre comme dans le cas de la culture sur brûlis ou du pastoralisme, et qui exercent un contrôle total sur l'accès et la gestion des ressources naturelles, sont considérées comme étant plus prudentes et plus attentives au maintien de la durabilité locale des ressources, et donc mieux à même de conserver la biodiversité (Gadgil & Guha, 1995). Les pratiques sanctionnées par la tradition rempliraient donc les objectifs de la conservation, mais implicitement plutôt que directement.

Ce paradigme, dans sa version la plus simpliste, flirte avec la théorie de l'âge d'or précolonial. En Inde, ce mythe de l'âge d'or précolonial est omniprésent dans les discours nationalistes ou dans certains travaux qui pourraient être taxés de populisme, comme les ouvrages de Vandana Shiva (1989) ou certaines publications académiques (Gadgil & Guha, 1992). Il prend la forme d'un discours nostalgique sur une époque où les populations rurales auraient vécu « en communion avec la nature » grâce à un « savoir écologique ancestral » et des institutions communautaires favorisant une « gestion prudente » des ressources naturelles. Ces communautés isolées et autogérées auraient été spontanément enclines à la conservation de la nature, et se seraient autolimitées dans leur utilisation des ressources. Bien sûr, il s'agit là d'une représentation idéalisée, qui pourtant n'est pas totalement dénuée de fondements. Les recherches en ethnosciences nous montrent bien que des populations que certains considèrent encore comme « primitives » ou « arriérées » ont une connaissance extrêmement fine de leur environnement (Descola, 1993).

2) Deux poids, deux mesures

L'argument avancé par Ullas Karanth, selon lequel de nombreux habitats riches en biodiversité auraient été cédés à des entreprises industrielles sans le concours des espaces protégés, est accepté par tous, partisans comme adversaires de la préservation. De même, personne ne doute qu'en l'absence de la protection légale accordée par le WPA aux espèces menacées, le rhinocéros *Rhinoceros unicornis*, le lion asiatique *Panthera leo persica*, le cerf des marais *Cervus duvauceli* ou le cerf d'Eld *Cervus eldi*, et bien d'autres espèces encore auraient rejoint le *cheetah* sur la liste des espèces disparues (Kothari *et al.* 1995).

Mais cette réussite n'est qu'une facette de la problématique posée par la conservation. Derrière ce succès, ce que les partisans de l'usage durable pointent, c'est l'échec patent des

programmes de conservation en matière sociale, échec qui progressivement remet en cause les accomplissements écologiques cités plus haut. Le plus grand désaveu des politiques protectionnistes gît en effet dans les conflits récurrents qui opposent les populations locales aux gestionnaires des parcs, et dans l'hostilité des populations à l'encontre des politiques de conservation que ces acteurs incarnent. À ce titre, les parcs sont souvent associés à des « chaudrons de conflits » (Gadgil & Guha, 1995 : 61 ; Kothari *et al.* 1995 : 2755 ; Madhusudan & Shankar Raman, 2003 : 50). Les facteurs qui génèrent et perpétuent de tels conflits vont bien au-delà du ressentiment généré par un accès restreint aux ressources forestières, auparavant règlementé par les institutions traditionnelles. D'une part, ces populations n'ont presque jamais été consultées lors de la création d'un espace protégé et l'imposition des mesures de régulation ordonnées par le WPA, qui pourtant ont abouti à l'abrogation de leurs droits ou à une restriction d'accès à des ressources essentielles pour leur subsistance sans qu'aucune alternative satisfaisante ne leur soit fournie. D'autre part, les dégâts de culture et les pertes de bétail (voire humaines) causés par les attaques d'animaux sauvages provoquent l'ire des villageois, renforcée par une certaine apathie bureaucratique concernant l'indemnisation des victimes (Madhusudan & Mishra, 2003).

Il est donc clair pour les partisans de l'usage durable que les coûts de la préservation sont supportés localement, par des populations majoritairement démunies. Pourtant, les bénéfices générés par les parcs, eux, sont récupérés par des acteurs extérieurs venant souvent des classes les plus aisées de la société indienne et des milieux urbains (Gadgil & Guha, 1995). Ces bénéfices prennent des formes multiples, qu'il s'agisse d'opportunités de loisir, de revenus du tourisme, ou d'emploi.

Pour ces raisons, les adversaires de la préservation taxent cette approche de contreproductive, puisqu'elle nourrit une animosité des communautés locales qui les conduit à répliquer en braconnant ou en provoquant des incendies. On peut rappeler de nouveau le cas extrême de Sariska, où tous les tigres ont été braconnés avec le soutien tacite des villageois, ou encore le cas de ce sanctuaire de Shoolpaneshwar, où le traitement inégal des différents acteurs a conduit les villageois à demander le déclassement du sanctuaire.

3) La réintroduction de l'homme dans la nature

Pour les partisans de l'usage durable, la logique d'exclusion des populations est non seulement injuste et contre-productive, mais surtout, elle repose sur une logique dont les fondations scientifiques sont éminemment discutables. Ils visent ici bien sûr la notion de *wilderness*, qui constitue la clé de voûte du paradigme de la conservation forteresse. De nombreux travaux ont en effet montré que l'existence de tels espaces « vierges » est largement spéculative, même si l'expulsion des populations comme à Yellowstone contribue à nourrir cette illusion. À l'instar des anthropologues qui se sont attaqués au mythe des sociétés sans histoire, les historiens de l'environnement ont en effet largement montré que *la nature aussi a une histoire*, dont les hommes ne peuvent être exclus. Les découvertes, dans des forêts que l'on croyait encore « vierges »[156] (Pouchepadass, 1995 : 2060), de vestiges témoignant d'une occupation humaine très ancienne sont monnaie courante en Inde. Les recherches montrent aussi que la forêt est bien souvent une pure production humaine, notamment dans le cas de ces forêts plantées par des rois pour des raisons défensives (*ibid.* p. 2060). Les humains font donc partie depuis longtemps des écosystèmes, et par conséquent, la plupart des espaces protégés ont aussi très probablement derrière eux une longue histoire d'usage humain.

La deuxième idée que remettent en cause les partisans de l'usage durable, et qui découle en partie de la première, est celle selon laquelle les activités humaines constituent invariablement une perturbation du fonctionnement des écosystèmes, et devraient donc être minimisées à l'intérieur des espaces protégés. Or, que l'on se place sous l'angle de l'écologie ou celui de l'anthropologie, ce paradigme de l'équilibre de la nature est aujourd'hui largement dépassé. Comme le résume Patrick Blandin (2009 : 50-51):

> Si l'intégration des perturbations et de l'hétérogénéité dans la problématique écologique représentait déjà un changement de paradigme (Pickett *et al.* 1992), l'écologie historique des anthropologues invite à aller encore plus loin, en

[156] A cet égard, le meilleur exemple reste celui de la forêt amazonienne, symbole si l'en est de la « forêt vierge ». De nombreux auteurs ont montré que la plus grande partie de cette forêt, communément considérée comme « naturelle » et « intacte », a en réalité été massivement utilisée par l'homme: l'essentiel de sa structure est le reflet des préférences humaines en matière de plantes et de pratiques agricoles. C'est avec le massacre des populations indiennes que la mémoire de l'histoire de la forêt amazonienne s'est peu à peu perdue pour laisser place au mythe de la *wilderness* : quand les populations indiennes « *fled, died or were enslaved, the banks and interiors of the great rivers became mute walls, revealing little of their history… The vision of the Amazon forest as a purely biological entity began to hold sway* » (Hecht & Cockburn, 1989: 28, cité dans Saberwal *et al.* 2001: 53). Le monde entier fourmille de preuves historiques et écologiques qui démontrent le rôle joué par l'homme dans la production de la nature, même dans le cas des paysages que l'on suppose les plus lointains et les plus vierges. On pourrait encore donner l'exemple du Serengeti, largement façonné par les populations Massai (Adams & McShane, 1992).

> s'affranchissant définitivement de l'idéologie de l'équilibre. Toute situation actuelle doit être interprétée en fonction de son histoire. De même que des entités écologiques qualifiables d' « uniformes » ne peuvent représenter que des situations locales particulières dans un contexte plus large d'hétérogénéité, des systèmes se trouvant « à l'équilibre » sont donc des singularités temporelles dans un contexte général de changement. Ce qui devient la préoccupation centrale de la recherche, c'est alors la compréhension des trajectoires temporelles de systèmes écologiques considérés dans leurs composantes naturelles et humaines.

Et c'est précisément ces « trajectoires » qui, pour les partisans de l'usage durable, opposent le plus solide démenti à la logique de l'exclusion. La plus grande partie des parcs indiens ont évolué et ont été façonné dans le contexte de certaines pratiques d'utilisation des sols, qu'il s'agisse du pâturage, des feux de pâtures, ou de l'agriculture sur brûlis. Or, l'interruption brutale de ces pratiques anciennes (i.e. l'expulsion des populations du parc) peut avoir des conséquences écologiques inattendues, et souvent indésirables. Deux exemples, celui du parc national de Keoladeo (Bharatpur) et du parc national de la Vallée des Fleurs, sont particulièrement frappants et aujourd'hui bien connus.

Le parc national de Keoladeo Ghana, au Rajasthan, abrite près de 230 espèces d'oiseaux sédentaires et migrateurs (dont la très rare grue de Sibérie), au cœur de marais et d'étangs couverts de roseaux. Cette zone humide a été *artificiellement* créée au milieu du XIXème siècle par le Maharaja de Bharatpur, qui eut l'idée de convertir cette zone située dans une dépression naturelle en réserve princière de chasse au canard. Il fit construire des fossés et des digues, afin d'inonder la dépression avec de l'eau qu'il fit venir du réservoir voisin de l'Ajan Bund, un barrage construit quelque deux siècles et demi plus tôt. Après l'Indépendance, la réserve a été convertie en sanctuaire d'oiseaux, mais les anciens Maharajas de Bharatpur continuèrent à y pratiquer la chasse jusqu'en 1972. En novembre 1982, Keoladeo est devenu un parc national. Jusqu'à cette date, un grand nombre de troupeaux de buffles appartenant aux villages voisins allaient pâturer dans cette zone. Les villageois allaient aussi chercher du bois de chauffe et du fourrage dans ses espaces boisés. Suite au changement de statut intervenu en 1982, ces pratiques furent désormais interdites par la Direction des forêts. Cette décision entraina une confrontation violente entre les villageois et la police, qui aboutit à la mort de neuf villageois. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. La *Bombay Natural History Society*, qui avait milité pour la création du parc, décida de conduire une étude décennale pour évaluer

l'évolution de l'écologie du parc avant et après son changement de statut. Le résultat à mi-course donna des résultats surprenants. Le rapport de la BNHS indiquait que la diversité ornithologique de Bharatpur avait chuté depuis que l'interdiction de pâturer et de récolter des produits forestiers mineurs avait été mise en œuvre (Vijayan, 1987). Quand le rapport final fut publié en 1991, cette nouvelle devint officielle : en l'absence des troupeaux de buffles, le Paspale distique ou « chiendent d'eau » (*Paspalum distichum*), une plante fourragère appréciée des buffles, ainsi que le papyrus *Cyperus alopecuroides*, se mirent à se développer à une vitesse alarmante, envahissant la surface des étendues d'eau. Cette situation entraîna une chute des populations de poissons et par ricochet une perte de la diversité ornithologique, en particulier des oiseaux plongeurs. D'autre part, avec la fin du pâturage, l'herbe des prairies devint dangereusement productive – plusieurs feux incontrôlés avaient éclaté, mettant en danger la nidification de certaines espèces d'oiseaux. La chute et l'ironie de cette histoire ne surprendra personne : la BNHS, qui s'était faite l'avocate de la création du parc et de l'interdiction de pâturer, donna la conclusion suivante : « la seule alternative écologique viable [pour lutter contre les espèces envahissantes] est de réintégrer les consommateurs primaires (les buffles) dans le système »[157] (Vijayan, 1991 : 18) !

Le cas du parc national de la Vallée des Fleurs, désormais intégré à la réserve de biosphère de Nanda Devi, nous fournit un autre exemple. Ce parc est célèbre pour ses prairies de fleurs alpines endémiques et sa beauté naturelle exceptionnelle. Il a été créé en 1982, suite à des inquiétudes concernant le surpâturage des troupeaux de chèvres et de moutons de la population Bhotia qui vit dans la région. Là encore, une étude est venue montrer que suite à l'interdiction d'accès au parc, certaines espèces comme l'herbacée *Polygonum polystachyum* et la fougère *Osmunda claytoniana*, et des espèces arboricoles comme le bouleau de l'Himalaya (*Betula utilis*) et le *Rhodendron campanulatum*, se sont multipliées jusqu'à supplanter d'autres espèces moins adaptées à cette nouvelle situation (Naithani *et al.* 1992). Aussi, la diversité extraordinaire des fleurs de la vallée laisse de plus en plus place à des prairies uniformes, et à une végétation boisée. D'après les études écologiques réalisées, il semblerait que c'est le pâturage des troupeaux qui a permis à la vallée des fleurs de mériter son nom, car cette activité permettait de contrôler la communauté végétale dominante. Certains biologistes en appellent donc à autoriser un pâturage (régulé) dans le parc afin de maintenir sa diversité biologique (Rawat & Uniyal, 1993).

[157] « The only ecologically viable alternative is to set the primary consumers (buffalo) back into the system ».

L'objectif de maintenir là tout prix les parcs « inviolés » est donc remis en cause car il semble que certains écosystèmes que l'on souhaite aujourd'hui conserver ont évolué, et se sont maintenus, sous un régime de perturbation anthropique. C'est en particulier le cas des prairies, qui se sont adaptées aux pressions exercées par le pâturage et le feu des bergers (Saberwal, 1996). Il faut donc reconnaître que certaines pratiques sont potentiellement compatibles, et parfois nécessaires, au maintien (voire même à l'augmentation) de la diversité biologique (Kothari *et al.* 1995). Pourquoi dès lors continuer à imposer une interdiction totale d'accès aux parcs du pays ? D'après Saberwal *et al.* (2001) et Ashish Kothari *et al.* (1995), trois raisons sont plausibles. Premièrement, très peu de travaux ont été conduits pour documenter les implications écologiques de l'expulsion des populations des parcs. Deuxièmement, les raisons sont aussi largement idéologiques, puisque « la décision d'interdire le pâturage est prise dans la mesure où l'on suppose que le pâturage est nécessairement dommageable aux écosystèmes »[158] (Kothari *et al.* 1995 : 2758). Enfin, la dernière raison relève de ce que certains appellent le *legal fencing*, c'est-à-dire « l'utilisation rhétorique de la loi comme outil de fermeture d'un débat public » (Diaw, 2005) : il est interdit de pâturer car le WPA l'interdit.

Pour autant, si les partisans de l'usage durable militent pour une « ouverture » des parcs et la reconnaissance du rôle des populations locales dans la formation et la conservation des paysages, la prudence reste de mise. Il n'est jamais question de libre accès, ni d'affirmer que tout type d'activité humaine est compatible avec la conservation :

> Une mise en garde, que nous allons répéter. *Nous n'affirmons pas que tout usage de la terre soit compatible avec le maintien de la diversité biologique*. Dans chaque analyse sur l'impact de l'utilisation de la terre sur la diversité biologique, les questions d'échelle et d'intensité doivent être examinées d'un œil critique. Les toutes petites parcelles de forêt qui abritent de minuscules populations animales et végétales sont clairement les vestiges de forêts plus vastes, et dont les populations sont maintenant à deux doigts de l'extinction. Dans la plupart des cas, si nous voulons réellement conserver ces parcelles, il faudra alors exclure totalement toute activité humaine d'utilisation des ressources. L'utilisation des terres pour l'activité industrielle, l'agriculture intensive, et l'exploitation forestière à grande échelle, est incompatible avec la conservation de la diversité biologique. De la même manière, l'extraction à des fins commerciales de bois de chauffe et d'autres produits

[158] « The decision to ban grazing was taken because it was assumed that grazing must be damaging the ecosystem, and because the WLPA does not allow grazing inside national parks ».

> forestiers non ligneux n'est probablement pas durable sur le long terme, même si l'institution de formes de contrôle sur les collectes peut permettre d'atteindre cette durabilité. Que ce type de collecte de ressources, même quand il est durable, puisse aussi profiter à la diversité biologique, devra être examiné au cas par cas[159]. (Saberwal *et al.* 2001 : 45-46)

4) Une reconsidération de l'approche spatiale

Un autre problème soulevé par les partisans de l'usage durable à l'encontre de la conservation forteresse tient aux difficultés que pose la petitesse des espaces protégés en Inde. Comme nous l'avons vu, la création du réseau d'espaces protégés en Inde s'est largement appuyée sur l'idéologie alors dominante dans la biologie de la conservation, à savoir l'exigence de créer des réserves « inviolées » et aussi grandes que possibles. Néanmoins, étant donné la particularité de la densité démographique en Inde, il fut impossible de créer des parcs immenses comme aux États-Unis. De petites réserves ont donc été créées, tout en conservant une approche fondée sur l'exclusion des populations. Il fallait laisser la « nature » faire son œuvre en gardant l'homme (du commun) à bonne distance.

Le problème bien sûr vient du fait que ces espaces naturels sont aussi dans une certaine mesure des créations « artificielles », puisqu'ils ne sont en réalité que des fragments d'écosystèmes anciennement beaucoup plus étendus. On sait par exemple que le tigre a perdu plus de 95 % de son habitat. Cette fragmentation, outre ces conséquences désastreuses sur la diversité biologique, rend la gestion de ces petits espaces protégés isolés particulièrement complexe – une complexité qui n'est absolument pas prise en compte dans l'approche *hands off*.

[159] « A caveat, and one that will recur. We are not arguing that any and all land usage is compatible with maintaining biological diversity. In any examination of the impact of land-use of biological diversity, issues of scale and intensity need to be critically examined. Extremely small patches of forest that may harbour tiny animal and plant populations are clearly remnant patches of larger areas, with these populations now on the brink of extinction. In most instances if we are to conserves these patches, it will require the complete exclusion of human resource utilisation. Land-use such as industrial activity, intensive cultivation, and large-scale felling of forests for timber are incompatible with conserving biological diversity. Similarly, commercial extraction of fuelwood and other non-timber products may not be sustainable over the long term, although the institution of controls on harvesting may achieve such sustainability. Whether such harvesting of resources, even where sustainable, can also support biological diversity will need to be considered from one case to the next ».

Une des illustrations les plus évidentes de ce problème est la récurrence de ce que l'on appelle les *human-wildlife conflicts*, qui causent des dommages et des pertes à la fois du côté de la faune mais aussi des populations humaines. Un grand nombre d'espèces protégées parmi les plus charismatiques requièrent un territoire très étendu ; c'est le cas du lion, du tigre ou de l'éléphant, autant d'espèces qui attaquent régulièrement les hommes et les cultures. On notera qu'en supposant même que les parcs indiens aient une taille suffisante pour supporter la PMV de ces populations (ce qui est loin d'être une évidence), la reproduction des individus fait que nécessairement le parc devient à un certain moment trop petit pour contenir l'ensemble de la population animale. C'est cette raison qui explique pourquoi les animaux « sortent » régulièrement des frontières des parcs, avec les conséquences que l'on sait (voir chapitre 1.3).

Pour les partisans de l'usage durable, deux options non exclusives devraient être prises en compte pour remédier à cette situation (Saberwal *et al.* 2000). D'une part, ils défendent une politique rigoureusement interventionniste et manipulatrice en matière de conservation. Il n'est pas question de « laisser la nature faire son œuvre », mais de la gérer activement. Le régime du laissez-faire n'est à leurs yeux pas satisfaisant quand les espèces invasives sont « conservées », comme à Bharatpur. Certains vont même plus loin en préconisant des programmes d'abattage sélectif dans les parcs où les *human-wildlife conflicts* sont récurrents. Le professeur Raman Sukumar, spécialiste mondial de l'écologie de l'éléphant d'Asie, a consacré à ce sujet un article intitulé « La gestion des grands mammifères concernant les stratégies des mâles et les conflits avec les populations », qu'il résume ainsi :

> De nombreux mammifères comme l'éléphant, le rhinocéros et le tigre, entrent régulièrement en conflit avec la population en détruisant les champs et même en tuant des personnes, minant ainsi les efforts de conservation. On observe parmi les mâles de ces espèces polygynes une plus grande variation du succès reproductif en comparaison des femelles, ce qui conduit à des pressions liées à la sélection naturelle favorisant une stratégie de « risquer gros pour rapporter gros » afin d'assurer leur succès reproductif. C'est cette situation qui les rend plus dangereux pour les hommes. Par exemple, les éléphants mâles adultes sont bien plus susceptibles que des individus appartenant aux hardes dirigées par des femelles de détruire les cultures agricoles et de tuer des hommes. En ce qui concerne ces espèces polygynes, le retrait d'un certain « surplus » de mâles adultes ne risque pas d'affecter le taux de fertilité et de croissance de la population. Aussi, il peut s'agir d'un outil de gestion qui permettrait de réduire significativement les conflits

hommes-animaux, et de maintenir dans le même temps la viabilité de la population[160]. (Sukumar, 1991 : 93)

Pourtant, cette idée de tuer quelques individus mâles solitaires particulièrement agressifs reste encore (idéologiquement) très mal perçue dans le monde de la conservation. Michael Lewis, qui s'est entretenu avec Sukumar, nous apprend en effet que cet article proposant une solution pragmatique a été refusé par le journal *Conservation Biology*[161], pour les raisons suivantes exposées par Sukumar lui-même (Lewis, 2003 :188) :

> C'était incroyable, car l'un des rapporteurs a dit qu'au lieu de proposer une initiative qui m'était propre, j'étais dans une position où je réagissais aux autres, et que nous ne devions pas toucher aux espèces menacées. Mais l'éléphant n'est pas *si* menacé… en Inde nous avons encore 25 000 individus. Je n'étais pas en train de dire 'donnons un blanc-seing à la population pour aller tuer les éléphants'. Mon propos était vraiment fondé sur une situation concrète où l'on observe qu'il y a un ou deux éléphants mâles qui causent beaucoup de problèmes, et que dans cette situation, il serait bien plus profitable à la conservation de cette espèce sur le long terme de retirer ces deux animaux plutôt que de laisser ce genre de conflit s'envenimer. Je me suis vraiment dit que cette personne vivait dans une tour d'ivoire [sic.] et n'avait absolument aucune idée de ce qui se passait ici[162].

La deuxième option que proposent les partisans de l'usage durable est encore plus radicale. Elle repose sur l'idée qu'il est peu probable, étant donné la petitesse des espaces protégés (tout juste 5 % du territoire en Inde), que ces derniers soient suffisants pour conserver la diversité biologique sur le long terme. En s'appuyant sur un des acquis de la biologie de la conservation, à savoir qu'il est nécessaire de conserver des populations

---

[160] « Many large mammals such as elephant, rhino and tiger often come into conflict with people by destroying agricultural crops and even killing people, thus providing a deterrent to conservation efforts. The males of these polygynous species have a greater variance in reproductive success than females, leading to selection pressures favouring a 'high risk-high gain' strategy for promoting reproductive success. This brings them into greater conflict with people. For instance, adult male elephants are far more prone than a member of a female-led family herd to raid agricultural crops and to kill people. In polygynous species, the removal of a certain proportion of 'surplus' adult males is not likely to affect the fertility and growth rate of the population. Hence, this could be a management tool which would effectively reduce animal-human conflict, and at the same time maintain the viability of the population ».

[161] L'article a finalement été publié dans la revue britannique *Biological Conservation* (Sukumar, 1991).

[162] « It was amazing, because one of the referees said that I was being reactive rather than being pro-active, and that we should keep our hands off all endangered species. But the elephant is not that endangered… in India you still have 25,000 animals. I was not arguing 'let's give the people a free licence to go and take the elephants out'. It was really based on the ground situation where you find that there are one or two male elephants that are causing a lot of problems, and removing these two animals will do a lot more for the long-term conservation of the species as a whole than letting this kind of conflict continue. I really thought that this was a person sitting in an ivory tower with absolutely no idea what was going on here ».

suffisamment grandes (PMV) pour parer tout risque d'extinction, ils proposent de développer l'effort de conservation *à l'extérieur* des espaces protégés (étant entendu que le développement *ad infinitum* des espaces protégés est politiquement irréaliste) avec l'appui de la population : « la seule solution réaliste au problème d'échelle est de concentrer l'effort de conservation au-delà des frontières des espaces protégés, dans les espaces utilisés par les humains »[163] (Saberwal *et al.* 2001 : 46). Cette mesure permettrait de fait d'étendre l'effort de conservation dans des espaces encore négligés par les politiques préservationnistes, par exemple les habitats qui entourent les réserves ; les espaces dégradés, grâce au développement de l'écologie de la restauration (Dobson *et al.* 1997) ; ou encore les forêts privées et les plantations de café. Ces auteurs reprochent en effet à la conservation forteresse de négliger les impacts à long terme des processus qui se déroulent à l'extérieur des réserves, comme l'écodéveloppement et les changements d'usage des terres à grande échelle, sur la conservation de ces réserves. Elle donnerait trop d'importance aux problèmes à petite échelle (petit braconnage) tandis que les problèmes plus enracinés (par exemple le pâturage de milliers de bêtes) seraient ignorés car il n'existe pas pour eux de solution instantanée.

5) Qui contrôle l'accès et l'usage des ressources ?

Si l'on se remémore les multiples appellations données au paradigme de l'usage durable (*participatory conservation*, *co-management*, *community-based approach*, *integrated conservation*, *joint protected areas management*), on voit bien que la question de « qui contrôle l'accès et l'usage des ressources » est cruciale et complexe. S'il est une chose qui semble cependant évidente pour tous les partisans de l'usage durable, c'est que l'approche préservationniste est bien trop rigide pour être juste et efficace. Cette approche est accusée d'être trop bureaucratique, autoritaire, descendante (*top-down*) et onéreuse, en particulier à la lumière des défaillances citées plus haut (Gadgil & Guha, 1992 & 1995 ; Guha, 1997 ; Saberwal, 1996 ; Saberwal *et al.* 2001). Les exemples de réussite de cette approche seraient en outre intimement liés au charisme d'une personne (qu'il s'agisse d'Indira Gandhi ou d'Ajit Kumar Banerjee, fondateur du *Joint Forest Management* ; voir Karanth, 2002), tandis que la capacité d'institutionnaliser par la suite ces pratiques momentanément efficaces serait en revanche sujette à caution.

[163] « the only realistic solution to the scale issue is for the conservation focus to be directed beyond PA boundaries, into areas used by humans ».

Pour les partisans de l'usage durable, étant donné la relative petite taille des parcs indiens et le niveau de pauvreté parmi les populations qui vivent dans leur enceinte ou à leur périphérie, la question du contrôle s'articule autour de la nécessité de rendre plus compatible l'utilisation des ressources par la population et la conservation de la diversité biologique. Or, à leurs yeux, l'usage des ressources ne se fait pas nécessairement au détriment des objectifs de conservation, comme l'ont montré les cas de Bharatpur ou de la Vallée des Fleurs. Il s'agit donc pour eux d'examiner au cas par cas la possibilité d'un usage régulé des ressources au sein des espaces protégés. Si cette possibilité se vérifie, alors en autorisant certaines pratiques à l'intérieur des parcs, il y a du potentiel pour améliorer le soutien des populations aux programmes de conservation. Cela signifie qu'il doit exister un certain niveau de contrôle sur l'extraction des ressources. Que ce contrôle soit exercé par la communauté ou par une autre institution est laissé en suspens :

> Il est probable qu'il n'existe pas de solution unique qui puisse être appliquée à l'ensemble du pays. De petits espaces peuvent et ont été gérés entièrement par des communautés villageoises ; quant aux espaces inhabités, il est préférable de laisser leur gestion entre les mains des gouvernements, probablement avec l'aide d'ONG. Mais il est de plus en plus clair que ni les communautés villageoises locales ni les gouvernements ne pourront à eux seuls conserver l'essentiel des espaces protégés et de la nature sauvage. Les institutions villageoises manquent souvent de ressources pour faire face aux menaces ou aux questions écologiques au niveau régional. Une indispensable connaissance locale spécifique fait défaut aux organismes gouvernementaux de conservation, qui manquent aussi de personnel, et souvent d'une autorité indispensable quand d'autres organismes ou forces les outrepassent. À de rares exceptions près, ni les communautés villageoises ni les organismes gouvernementaux de conservation ne sont capables de faire face seuls aux attaques des forces commerciales. Il est donc nécessaire d'explorer des partenariats dans le domaine de la conservation, qui impliqueraient les usagers locaux des ressources et les organismes gouvernementaux en tant qu'acteurs centraux et égaux, avec le soutien des ONG et de chercheurs indépendants[164] (Saberwal *et al.* 2001: 88-89).

[164] « No single solution is likely to be relevant for the whole country. Small areas can and have been entirely managed by village communities; uninhabited areas are best left to governments to manage, perhaps with NGO help. But it is increasingly clear that neither the local villagers nor government agencies alone will be able to conserve most protected areas and wildlife. Village institutions often lack the resources to tackle threats or ecological issues at a regional scale. State conservation agencies lack the necessary site-specific knowledge, human power, and often the necessary mandate when other agencies or forces overrule them. With rare exceptions, neither of these two are on their own able to face the onslaught of commercial forces. There is therefore a need to explore partnerships in conservation which will involve local resource users and government

A. La conservation malade de la gestion ?

Cet examen de la littérature sur la conservation en Inde, en dépit de sa forte polarisation, nous laisse avec l'impression qu'au final les deux grandes approches sont les deux revers d'une même médaille. Ce qui les rassemble pourrait être appelé « l'approche gestionnaire ». Nous rejoignons ici la réflexion de Shankar Gopalakrishnan, un militant de la *Campaign for Survival and Dignity* (qui travaille auprès des populations qui se voient dépossédées de leurs droits forestiers par des projets de développement ou de conservation), qui dit :

> On attend normalement des articles portant sur la conservation, les droits des populations, les modes de subsistance et la protection de l'environnement qu'ils nous présentent ce qui est essentiellement une formule de gestion : que si telle ou telle mesure est prise, tous les objectifs seront atteints dans un bon équilibre[165] (Gopalakrishnan, 2010).

Cette objectivation technique de la conservation n'est pas une spécificité indienne ; comme le note Patrick Blandin, l'idée qu'il faut « gérer la nature » (et les hommes faudrait-il ajouter) a fait son chemin au point d'être devenue la doxa dominante dans la littérature mondiale sur la conservation (Blandin, 2009)[166]. Comme le souligne le sociologue Vincent de Gaulejac dans son livre *La société malade de la gestion* (2009), tout porte à croire que l'idéologie gestionnaire est bien devenue une véritable épidémie, qui se répand peu à peu dans tous les domaines de la vie sociale, y compris la conservation de la nature.

Qu'entend-on au juste par « gérer la nature » ? La gestion nous vient du monde de l'économie, et se veut d'abord « pragmatique, donc a-idéologique » (de Gaulejac). Aborder la

---

agencies as core, equal participants, with supports from NGOs and independent researchers ». Voir aussi Kothari et *al.* 1995 : 2762.

[165] « Articles on issues of conservation, people's rights, livelihood and environmental protection are usually expected to present what is essentially a management formula: that if such and such action is taken, all goals can be achieved in the correct balance ».

[166] Nous ne reviendrons pas ici sur cette évolution importante des idées sur la conservation depuis le début du XXème siècle, qui a d'ailleurs été fort bien traitée par Patrick Blandin dans son chapitre intitulé « De la nature à la biodiversité, de la protection à la gestion » (Blandin, 2009).

conservation sous un angle gestionnaire, dans le contexte contemporain, c'est donc s'interroger sur *les moyens* qui permettent de rationaliser et d'optimiser l'effort de conservation. Comme le note Blandin, « rationaliser la conservation » signifie aujourd'hui faire de la conservation une pratique informée et sanctionnée par les données de la science écologique – on parle de « conservation écologiquement rationnelle » (Blandin, 2009 : 32).

D'autre part, l'approche gestionnaire repose sur « l'efficacité de l'action plutôt que sur la pertinence des idées » (de Gaulejac). Qu'on en juge par les titres quasi similaires donnés à des travaux aussi opposés que *Making Parks Work* (Terborgh *et al.* 2002) et *Making Conservation Work* (Shahabuddin & Rangarajan, 2007) – sans parler des innombrables « stratégies » publiées par les grandes organisations de conservation. Au centre de ses travaux, on retrouve en particulier la même hypothèse selon laquelle le principal problème est celui de trouver un *équilibre* : entre les droits d'accès et d'usage des populations (parfois réduits au « développement rural ») d'une part, et la « conservation » (la protection de la diversité biologique dans le meilleur des cas) d'autre part. Là encore, on pourrait citer un florilège de titres: *Reconciling the Needs of Conservation and Local Communities* (MacKinnon, Mishra & Mott, 1999), *People, Parks and Wildlife* (Saberwal, Rangarajan & Kothari, 2001), *People and Parks* (Wells & Brandon, 1992), ou encore *Parks and People* (West, Igoe & Brockington, 2006). Optimiser l'effort de conservation, à l'âge du développement durable, équivaudrait aux scénarios « gagnant-gagnant » que visent toutes les stratégies de conservation : c'est-à-dire assurer la conservation de la diversité du vivant (objectif prioritaire), tout en en tirant des avantages économiques pour les populations locales. La conservation est donc toute entière tournée vers des objectifs opératoires, qui recouvrent des aspects principalement techniques et juridiques (Blandin, 2009). Le débat qui fait rage en Inde en fournit la meilleure illustration: les espaces protégés doivent-ils être exclusivement gérés par l'État, ou cette gestion doit-elle être décentralisée au profit d'une participation des populations locales ? Les espaces protégés doivent-ils être mis en défens ou un accès régulé est-il envisageable ? La gestion doit-elle reposer sur la science « occidentale » ou sur les savoirs naturalistes locaux ?

Il n'est évidemment pas question ici de condamner « la gestion » en elle-même, et encore moins d'ignorer l'impérieuse nécessité de conserver la biodiversité[167]. La gestion est

[167] Il ne s'agit pas de reprendre ici l'argument développé par Jean-Claude Génot dans *La Nature Malade de la Gestion* (2008), qui condamne l'homme comme destructeur impitoyable et tout effort de gestion comme volonté de maîtrise de la société sur la nature – et qui en appelle donc à laisser la nature évoluer librement.

bien nécessaire s'il est question d'améliorer les techniques de conservation de la diversité du monde vivant et son utilisation durable. Mais elle devient problématique quand, sous le triple prétexte de l'urgence, de la rationalisation écologique et du « réalisme gestionnaire », des politiques sont appliquées à l'aveugle, en faisant peu de cas de leurs conséquences humaines et sociales ni du point de vue de ceux qui sont chargés de les mettre en œuvre sur le terrain. À ce titre, des déclarations comme celle des scientifiques Michael Soule et Otto Frankel posent problème :

> Les conservationnistes ne peuvent pas se permettre le luxe de l'élégance méthodologique. Nous sommes des soldats en guerre et les soldats doivent être pragmatiques. C'est donc notre doctrine que de penser que les initiatives brutes, basées sur des directives globales, valent mieux que la paralysie des tergiversations, induites dans certaines sphères scientifiques, par la peur des données insatisfaisantes. Retarder la mise en place de programmes de conservation et de gestion de la nature, jusqu'à ce que nous ayons une compréhension définitive de toutes les complexités d'un processus en cours, équivaut à accepter qu'un cancer ne soit pas soigné tant que nous ne pouvons l'empêcher totalement (Frankel & Soule, 1981, cités dans Raffin, 2005 : 109).

Lorsque la gestion se met au service de la dictature de l'urgence et de la rationalité instrumentale, elle perd sa légitimité. Les sciences de la gestion se sont majoritairement dévoyées vers des modèles normatifs et prescriptifs (qu'est-ce qu'il faut faire/ne pas faire), au détriment d'une description dense tenant compte du point de vue des différents acteurs et du contexte social dans lequel s'inscrivent les projets de conservation. Les connaissances développées sont majoritairement orientées vers la construction d'outils opérationnels, et ce n'est d'ailleurs pas un hasard si des méthodologies dites « *quick and dirty* » (Richards, 1995) sont massivement utilisées dans les études portant sur des programmes de conservation, à l'instar des *Rapid Rural Appraisal* et de leur avatar nouvelle génération baptisé *Participatory Rural Appraisal*[168].

[168] Fortement sollicitées par les développeurs, ces méthodologies de recherche en milieu rural sont destinées à la production d'un savoir ciblé, immédiat et opérationnel intégrant les préoccupations des populations. L' « évaluation rurale rapide » (RRA), née dans les années 1970, qui ne reposait que sur l'extraction d'informations suivant les priorités du « praticien », a été remplacée dans les années 1980 par l' « évaluation rurale participative » (PRA), qui comme son nom l'indique repose sur une dynamique plus interactive, mais qui le plus souvent se résume à un moyen ponctuel et informel de rassembler des informations. Pour une discussion de ces techniques, voir le l'ensemble de l'ouvrage dont est tiré l'article de Paul Richards (1995).

L'approche gestionnaire peut être défendable dans certaines circonstances, mais elle tend à réduire des questions éminemment politiques et historiquement situées (la question des droits forestiers des populations Adivasis par exemple) en problèmes purement discursifs et techniques déconnectés de leur contexte empirique (l'agriculture sur brûlis est-elle destructrice ?). En dépit d'une vision qui se targue d'être proche du réel et qui privilégierait le concret sur l'abstrait, les chercheurs qui produisent des analyses critiques des politiques de conservation fondées empiriquement ont souvent l'occasion de constater que leurs travaux sont balayés d'un revers de la main par les tenants d'une perspective gestionnaire, sous prétexte d'être « improductifs » (Igoe & Brockington, 2007 : 442). Ils en tirent la conclusion suivante :

> Il importe peu que quelque chose soit correct empiriquement, tant qu'il fait sens dans la réalité discursive dans laquelle beaucoup d'entre nous sommes pris[169] (Büscher & Dressler, 2007 : 596).

« Pragmatique », « scientifique » (voir scientiste), « technique » (voir technocratique), « efficace », « répondant aux exigences impérieuses », prétendant « réconcilier des intérêts nécessairement conflictuels » : voici un bel exemple de ce qu'on pourrait appeler une approche idéologique, c'est-à-dire une approche qui de façon non réflexive cache ses propres présupposés sous couvert de neutralité et d'arguments d'autorité !

B. Réencastrer la conservation dans une perspective politique

L'approche que nous souhaitons mettre en avant dans ce travail sort d'une perspective gestionnaire (comment conserver ?) pour rétablir et souligner la dimension proprement politique de la conservation. Ce travail nous semble un préalable indispensable à toute tentative de gestion qui se veut socialement informée.

Il s'agit là d'une tentative de répondre au fait qu'en dépit des meilleurs intentions et de la prolifération de travaux sur la conservation communautaire, il n'en reste pas moins qu'il existe un décalage structurel, pour ne pas dire un fossé béant, entre la théorie et la pratique (Büscher & Dressler, 2007). Autrement dit, on construit des paradigmes de gestion qui sont

[169] « It thus becomes less important whether something is correct in grounded reality, as long as it makes sense to the discursive reality that many of us are in ».

— selon la trilogie consacrée — écologiquement viables, socialement justes et économiquement équitables, mais qui sont en revanche dépourvus d'un ancrage dans la situation socio-économique locale et qui se révèlent difficilement applicable en pratique. C'est cette attitude que moquent les biologistes Karanth et Madhusudan (1997), dans un article intitulé « Éviter les tigres de papier et sauver les vrais tigres »[170].

Quand des chercheurs pointent les problèmes que pose la mise en œuvre de ces programmes, on leur répond, comme le soulignaient les anthropologues Igoe et Brockington, que ce type de conclusions ne sont pas productives et ne font rien avancer. Ou que le problème ne vient pas tant de la politique de gestion en elle même, qu'il faut bien sûr faire évaluer, mais de sa mauvaise mise en œuvre. Ou encore, que cette politique est difficilement applicable car elle est en avance sur son temps. C'est précisément ce type de raisons qu'invoque le père fondateur de l'écodéveloppement en Inde, Shekhar Singh, lors d'un entretien où il s'explique des échecs rencontrés par cette politique :

> Chaque entreprise humaine ne peut être couronnée de succès partout. Que répondre à la question « la démocratie est-elle un succès ou un échec ? ». Mais laisse-moi dire trois choses. La première c'est que certainement l'écodéveloppement ne connaît pas un succès retentissant, bien sûr qu'il n'est pas possible de s'asseoir et de dire « si l'écodéveloppement est mis en œuvre, tous les problèmes seront résolus ». Ca ne marche pas comme ça. Mais l'écodéveloppement n'a pas non plus été un échec total. Ce n'est pas comme si on pouvait dire « abandonnons cette idée, elle n'apporte rien », parce que dans certains endroits elle a été un succès, et dans d'autres non, donc il faut maintenant regarder dans quelles conditions elle a marché et dans quelles conditions elle a échoué, c'est un processus en cours. La troisième chose concerne plus la mise en œuvre que l'idée elle-même. En d'autres termes, la théorie en elle-même n'est pas parfaite, elle doit évoluer, mais tu sais, on peut toujours venir avec la meilleure idée possible, si les gens ne veulent pas l'appliquer… Je pense aussi que nous ne sommes peut-être pas prêts pour cette idée. (Entretien avec Shekhar Singh, Delhi, 4 août 2006)

Shekhar Singh a raison de souligner l'importance des « conditions » dans lesquelles sont mises en œuvre les programmes d'écodéveloppement, car c'est exactement là où se situe le problème : dans la mise en œuvre des programmes, et donc dans les rapports de force entre les acteurs, en prenant en compte toutes les divergences d'intérêts, de valeurs et de vision du

[170] « Avoiding Paper Tigers and Saving Real Tigers : Response to Saberwal ».

monde qui peuvent les opposer. Ce que nous observons dans la défense de l'approche gestionnaire, c'est cette tendance à suivre ce que Bourdieu appelait les « effets de théorie », quitte à oblitérer ou à s'arranger avec la réalité empirique.

Á première vue, la conservation de l'environnement semble se résumer au problème de savoir comment protéger la faune et la flore des multiples agressions extérieures, et trouver les mesures adéquates. Pourtant, une enquête de terrain suffit pour s'apercevoir très rapidement que cette question englobe toute une série d'autres questions, qui entrent en conflit les unes avec les autres : droit de l'homme *versus* droit des animaux, exclusion des hommes des espaces protégés *versus* coexistence des hommes avec la vie sauvage, contrôle exclusif de l'État sur les parcs *versus* participation active des populations locales à la gestion, etc. Aussi, au-delà de l'objectif général de protéger l'environnement, les positions des acteurs de la conservation divergent bien souvent quant à savoir ce qui doit être protégé, pour qui, par qui et de qui. Pour reprendre une distinction opérée par Eric Hazan dans un essai sur la transformation de la langue publique depuis les années 1960, il faudrait donc passer du « problème » à la « question » que pose la conservation :

> Á une question, les *réponses* possibles sont souvent multiples et contradictoires alors qu'un problème, surtout posé en termes chiffrés, n'admet en général qu'une *solution* et une seule. La démonstration, toujours présentée comme objective, obéit à des règles déterminées par des spécialistes. Passer de la question au problème, c'était donc ouvrir grand la porte aux *experts* […] (Hazan, 2006 : 14-15)

La conservation de l'environnement implique nécessairement des mesures de régulation de l'accès à certaines ressources, c'est-à-dire des acteurs spécifiques qui définissent qui dispose d'un accès à ces ressources et sous quelles conditions. L'aboutissement de cette décision relative à l'accès aux ressources est dans une large mesure le reflet des relations de pouvoir qui s'expriment aux niveaux local, régional, national, voire même international. Il existe certainement des questions déterminantes concernant nos connaissances sur le fonctionnement des écosystèmes et la nécessité de mobiliser des connaissances scientifiques adéquates pour la gestion des espaces protégés, mais là encore les relations entre pouvoir et savoir influencent notre perception du monde naturel et des moyens les plus adéquats pour le gérer. La conservation relève donc intrinsèquement du politique. L'approche que nous souhaitons développer repose sur une hypothèse très simple : ce qui doit conservé, par qui, et comment, est déterminé en dernière instance par des processus politiques et économiques, et

seulement secondairement par les connaissances scientifiques qui guident la gestion des ressources :

> La conservation et l'écologie constituent deux facettes d'une lutte plus large : la lutte pour le contrôle des ressources naturelles. Les discussions sur la protection de la forêt portent en réalité sur au moins 23 % de la superficie du pays, puisqu'il s'agit de la superficie forestière enregistrée (quelle portion de ce pourcentage est ou n'a jamais été des forêts, et combien de forêts n'ont pas été enregistrées, constituent d'autres question intéressantes en elles-mêmes). Quand les ONG de conservation parlent d'instaurer des espaces inviolés, des aires protégées et des zones de reproduction, elles parlent en réalité de gestion de la terre, de l'eau et des forêts. Chacune de ces décisions ont essentiellement trait à qui aura le contrôle de ressources extrêmement importantes. L'histoire de la conservation est celle de qui prend les décisions et comment, et de l'impact qu'elles ont sur la population, la vie sauvage, les forêts, et l'histoire. L'éléphant dans la pièce, si souvent vu mais rarement discuté, est la question du *pouvoir*[171]. (Gopalakrishnan, 2010)

C. La conservation comme processus économique

Une autre dimension qu'il est devenu incontournable d'intégrer lorsqu'on travaille sur la question de la conservation, c'est la dimension économique. Pendant longtemps, les espaces protégés ont été présentés et conçus comme des remparts (ou des forteresses) contre l'assaut prédateur du développement industriel ou commercial. Il fallait à tout prix soustraire ces derniers espaces « sauvages » des pressions des activités humaines. Or, depuis la fin des années 1990, et la tendance ne fait que se renforcer, on assiste à un renversement de la situation. La conservation est aujourd'hui clairement et explicitement insérée dans la création de nouveaux marchés, avec l'idée forte qu'il faut protéger la nature pour ce qu'elle nous rapporte, et que ce n'est qu'en reconnaissant sa valeur économique que nous sommes à même de pouvoir vraiment la protéger. Même si ce phénomène, que certains auteurs décrivent

[171] « Conservation and environmentalism are in fact two aspects of a much larger struggle: the struggle for control over natural resources. Discussions on forest protection in fact concern at least 23 % of the country's land area, for that much is recorded as forest (how much of that is or ever was forest, and how much forest is unrecorded, are different and interesting questions in themselves). When wildlife NGOs talk of inviolate spaces, protected areas and breeding grounds, they are in fact talking of management of land, water and forests. Each of these decisions are essentially about who gets to control extremely important resources. The story of conservation is the story of who makes those decisions and how, and the impact they have on people, wildlife, forests and history. The elephant in the room, so often seen but so rarely discussed, is the question of power ».

comme la « néolibéralisation de la conservation » (Igoe & Brockington, 2007), en est encore à ces débuts en Inde, il est possible d'en percevoir les premiers effets, notamment avec l'expansion de l'écotourisme comme mode de financement de la conservation. Se posent alors de nouvelles questions dans les espaces protégés, relatives à la concurrence qui s'installe entre les acteurs pour accéder aux bénéfices de ces activités.

Il faut inscrire ce processus dans un cadre plus large, qui renvoie à la transformation des financements de la conservation à l'échelle mondiale. Comme l'explique l'anthropologue Dan Brockington, le financement des ONG de conservation augmente de façon régulière depuis plusieurs années, même s'il connaît un certain ralentissement depuis la crise financière de 2008. Il faut souligner que l'essentiel de ces financements est monopolisé par quelques grandes ONG (WWF, *Conservation International*, *The Nature Conservancy*), rebaptisées pour l'occasion « BINGOs » (*Big International NGO*). Cette tendance générale d'augmentation des ressources pour la conservation est liée à l'investissement de plus en plus important de trois principaux acteurs : les fondations philanthropiques, les grandes entreprises, et un certain nombre de mécènes dont découlent des donations importantes. Á titre d'exemple particulièrement frappant, la fondation Gordon et Betty Moore a attribué en 2001 à l'ONG américaine *Conservation International* une donation de 261 millions de dollars, la plus grosse subvention dans l'histoire de la conservation. Á une échelle microscopique en comparaison, mais qui participe au même phénomène, la fondation américaine Winterline a attribué à la minuscule ONG qui travaille avec les Bhotias de Nanda Devi une donation de 30 000 dollars US pour amorcer un projet d'écotourisme. Les liens de plus en plus étroits que les ONG de conservation tissent avec les grandes entreprises ne sont pas encore très développés en Inde, même s'il suffit de regarder les conseils d'administration des grandes ONG comme le WWF, présente en Inde, pour se rendre compte de l'omniprésence de personnes venant du monde du commerce. Enfin, les donations individuelles jouent un rôle significatif, allant des exemples les plus fous aux plus modestes. L'Américain Michael Steinhardt, directeur d'un important fond de pension, a acheté en 2002 deux îles de l'archipel des Malouines pour en faire don à la *Wildlife Conservation Society*. Á Nanda Devi, c'est une personne issue de la région et vivant depuis en Californie qui a financé un atelier de travail sur le développement d'un projet d'écotourisme. Dans ce contexte, où les ONG ont tendance à ne devoir des comptes qu'à leurs bailleurs de fonds, on peut donc se demander quelle capacité elles ont à entendre les préoccupations locales, à représenter ou à agir en des priorités locales. Pour certains auteurs comme Chapin (2004), c'est ce phénomène

qui explique en partie l'échec assez général des projets de développement et de conservation intégrés (ICDP), du point de vue en particulier de l'implication des communautés locales dans ces projets.

Il faut aussi souligner l'influence grandissante de la Banque Mondiale et des autres organisations internationales, qui travaillent de plus en plus en étroite collaboration avec les gouvernements. Cela signifie que de nouveaux intérêts, et de nouvelles restrictions, entrent en jeu. Dans tous les cas, les critères politiques et économiques de ces organisations viennent se greffer sur, voire parfois surdéterminer, ceux des États-nations.

On voit se dessiner dans cette nouvelle configuration un autre modèle de conservation « néolibérale » qui repose sur les promesses suivantes :

- plus de ressources financières pour la conservation de la biodiversité, un problème critique dans les pays les plus pauvres ;
- une gestion plus démocratique et plus participative, en écartant l'État dont la structure est qualifiée de rigide et les pratiques d'autoritaires ;
- protéger les communautés rurales, en garantissant leurs droits de propriété et en les aidant à entrer dans des projets commerciaux avec une composante « conservation » ;
- promouvoir des pratiques commerciales « vertes », en démontrant aux entreprises que cela leur permet de faire des profits ;
- à travers l'écotourisme en particulier, promotion de la conscience environnementale des consommateurs occidentaux.

Avec ce type de conservation, on passe d'une solution « gagnant-gagnant » (*win-win*), à des solutions « gagnant-gagnant-gagnant…^{n} » qui sont censées profiter aux investisseurs, aux économies nationales, à la biodiversité, aux populations locales, aux consommateurs occidentaux, aux agences de développement et aux organisations de conservation. S'il est difficile de résister à de telles promesses, de nombreuses études montrent que les scénarios locaux sont souvent moins flatteurs[172]. Cela pose donc un certain problème. D'un côté, comme le note Bram Buscher (2008), chacun est bien conscient de l'accélération de l'érosion

[172] Trois revues ont consacré un numéro spécial sur le thème « néolibéralisme et conservation » ces dernières années : *Conservation & Society* en 2007 (vol.5, n°4), *Current Conservation* en 2009 (vol.3, n°3) et *Antipode* en 2010 (vol.42, n°3).

de la biodiversité et de l'urgence qu'il y a à agir — et donc du besoin de mobiliser un large public et des ressources financières pour soutenir ces actions. De l'autre, Buscher met en garde : toute action qui n'a pas fait auparavant l'objet d'une analyse empiriquement fondée des relations complexes qu'entretiennent les marchés, l'environnement et les populations locales peut contribuer à perpétuer de l'injustice sociale, et parfois même peut paradoxalement contribuer à saper les objectifs de conservation. La multiplication d'analyses critiques est donc nécessaire.

Conclusion du chapitre 2

Comme nous avons pu nous en rendre compte, le débat scientifique autour de la question fondamentale de savoir *pourquoi* et *comment* protéger au mieux la diversité biologique de l'Inde est très vif et a stimulé en particulier depuis la fin des années 1980 le développement d'une littérature scientifique très riche sur ce sujet dans le pays.

La première position, principalement soutenue par des scientifiques issus du monde des sciences de la nature, défend l'idée de réserves de nature sauvages les plus grandes possibles, administrées par la branche forestière de l'État, et à l'intérieur desquelles les activités humaines sont soit restreintes de manière drastique, soit totalement interdites par l'usage de moyens coercitifs. Cette position, incarnée par le spécialiste des tigres Valmik Thapar, s'inscrit clairement dans la conception nord-américaine de la nature comme *wilderness*, sur laquelle ont été bâties des théories cruciales à l'essor de la biologie de la conservation comme discipline. Pour des raisons explorées par l'historien Michael Lewis, la science écologique développée dans les universités américaines a eu une résonnance majeure dans la formation des scientifiques indiens, même si ces derniers ont su l'adapter au contexte spécifique de leur pays. L'argumentaire de la préservation en Inde ne peut en effet pas faire abstraction des millions de personnes qui résident dans ou à la périphérie des parcs — même si le traitement de la « dimension humaine » des espaces protégés occupe encore une place très marginale dans la formation des futurs biologistes de la conservation et des gestionnaires des parcs.

Le premier argument soutenu par les partisans de la préservation, c'est que seule cette approche a fait ses preuves et a permis effectivement de sauver des espèces menacées d'extinction comme le rhinocéros. Ils utilisent ensuite l'argument malthusien de l'inexorable pression anthropique sur les espaces protégés, qui désigne au premier chef les populations locales, mais aussi les pressions venant de l'industrie, pour justifier la nécessité d'accorder une protection absolue aux parcs, d'autant que ces derniers n'occupent qu'une portion infime du territoire national. Troisièmement, ils soulignent l'incompatibilité entre les besoins humains et ceux de la faune sauvage, en particulier les grands mammifères, qui aboutit nécessairement à des conflits ; aussi, le « relogement volontaire » des populations à

l'extérieur des espaces protégés est considéré comme la seule issue. Quatrièmement, les partisans de la préservation incitent à garder en vue l'objectif des parcs, qui est de défendre les intérêts de la faune et de la flore et non de résoudre les problèmes de pauvreté du pays. Cinquièmement, pour nuancer cet argument assez tranchant, ils soulignent que la préservation des espaces protégés sert quand même les hommes, puisqu'ils permettent d'une part, pour reprendre un vocabulaire prisé, de sauvegarder les services rendus par les écosystèmes ; et d'autre part — l'argument est tendancieux — parce qu'ils répondraient finalement aux besoins des populations pauvres qui vivent dans les parcs, qui ne demandent selon eux qu'à en sortir pour avoir accès aux infrastructures élémentaires de développement. Enfin, les partisans de la préservation s'insurgent contre l'idée selon laquelle ils incarneraient un groupe socialement puissant en Inde, soulignant à juste titre que depuis l'Indépendance du pays, la pression sociale dominante s'est toujours exercée en faveur de l'exploitation de l'environnement au détriment de la « conservation ». Renversant les accusations d'être une sorte de « mafia verte », ils se présentent comme les garants non intéressés des intérêts de la nature, face au développement d'un discours de « crise » de la conservation et la montée concomitante de la « conservation participative », qui ne servent à leurs yeux qu'à attirer les bailleurs de fonds.

Depuis les années 1980 comme nous l'avons vu, l'émergence d'un courant d'écologie populaire porté par Anil Agarwal et le *Centre for Science and Environment de Delhi* a permis la construction d'une sorte de front contestataire, en amenant au cœur du débat la question des droits des populations locales. Ce « front » est assez hétérogène, mêlant principalement des travailleurs sociaux et des chercheurs en sciences sociales, mais aussi (quelques) biologistes comme Madhav Gadgil, formé lui même à Harvard. Globalement, derrière la bannière de l' « usage durable », ce que ces personnes défendent, c'est l'idée qu'il est possible de concilier les impératifs de conservation aux exigences de développement socio-économique des populations pauvres. Elles posent l'hypothèse selon laquelle les usagers qui dépendent de l'accès à la biodiversité pour leur subsistance sont ceux qui lui accordent la plus grande valeur, qui sont les plus directement affectés par sa dégradation, et qui sont donc les plus à même de la conserver ou de l'utiliser de façon « durable ».

Le premier argument qu'apportent les avocats de l'usage durable, est que les populations locales, loin d'être « prédatrices », ont su créer au cours de l'histoire de multiples formes de coexistence avec la nature sauvage et des mécanismes de régulation de leurs

interactions avec elle — la meilleure preuve étant que si cela n'avait pas été le cas, on ne pourrait plus parler aujourd'hui de diversité biologique. Deuxièmement, s'ils reconnaissent volontiers que les espaces protégés ont été indispensables à la préservation d'espaces qui seraient sinon tombés dans les griffes de l'industrie, ils soulignent cependant le caractère contreproductif (et injuste) des programmes de conservation, qui, en excluant les populations locales, favorisent le développement d'actions hostiles à la conservation. Troisièmement, ils s'attaquent à l'idée qu'il existerait une nature « vierge », montrant grâce aux travaux des historiens que la nature aussi à une histoire, largement modelée par les hommes — ce qui invalide donc l'argument selon lequel les hommes seraient des agents perturbateurs (au sens dépréciatif) des écosystèmes. L'objectif de maintenir à tout prix les hommes hors des parcs demande donc, à leurs yeux, d'être reconsidéré au cas par cas. Quatrièmement, ils soulignent que la petitesse des espaces protégés indiens, qui participe au fait que les animaux sortent régulièrement des parcs avec les conséquences négatives que l'on sait, fait aussi que les parcs ne permettront pas à terme de sauver la diversité biologique. Ils proposent donc deux solutions : d'une part, une politique interventionniste en matière de conservation pour réduire les conflits ; et d'autre part, ils suggèrent que le futur de la conservation se situe probablement hors des espaces protégés, dans les espaces utilisés par les humains. Enfin, toujours dans la perspective d'une pérennisation des efforts de conservation grâce au soutien de la population, ils insistent sur le fait fondamental que le contrôle des ressources protégées ne peut rester dans les seules mains d'une administration forestière jugée autoritaire — en précisant cependant qu'il n'existe probablement pas de solution unique.

Dans une troisième section, nous avons voulu montrer qu'en dépit de leurs oppositions violentes, ces deux approches participent néanmoins d'une même vision « gestionnaire » de la conservation, qui tend, de façon indiscutable dans le paradigme de la préservation, et de façon moins systématique dans celui de l'usage durable (déformation professionnelle oblige, n'oublions pas que beaucoup d'arguments de l'usage durable ont été construits sur la base d'enquête sociologique), à privilégier une approche technicienne de la conservation, qui tend à oublier la dimension intrinsèquement politique, historiquement située, et localement spécifique des efforts de conservation. Nous pensons en effet que si les programmes de conservation les mieux intentionnés à l'égard des populations locales se soldent souvent par des échecs, c'est parce que cette triple dimension n'est pas suffisamment prise en compte. Par ailleurs, et cette fois cette question est à peine effleurée par les partisans de l'usage durable, il est nécessaire de prendre en compte également les enjeux économiques que posent les

nouveaux programmes de conservation axés sur le « développement » ou la « participation » des populations locales, qui brassent souvent des sommes considérables devenues l'objet d'une concurrence quant à savoir qui va finalement en bénéficier.

Conclusion de la première partie

Comment prendre la mesure de la « crise » de la conservation sans céder au catastrophisme ambiant ? Qu'est-ce que ce discours de crise nous dit sur la société indienne ?

Dans un premier temps, nous avons voulu mettre en place les éléments de cadrage nécessaires à la compréhension du contexte écologique, mais aussi social, politique et économique, dans lequel prennent place les politiques de conservation en Inde. Cette démarche préalable nous a semblé incontournable afin de donner « corps » aux programmes de conservation conduits dans le pays, à les replacer dans le processus plus global de développement dans lequel l'Inde est engagée en particulier depuis les années 1990. Ce que nous apprend cette section, c'est que d'une part il n'y a effectivement pas lieu de se réjouir de la spirale négative dans laquelle est prise l'écologie du pays, que le gouvernement, en dépit d'efforts substantiels, a bien du mal à endiguer. D'autre part, les causes de l'érosion de la biodiversité étant complexes et multifactorielles, il semble assez réducteur et simpliste d'assumer que le poids démographique du pays et en particulier la croissance « galopante » des pauvres seraient les principaux responsables des menaces qui pèsent sur les écosystèmes. Le choix de privilégier une croissance économique qui se fait pour l'instant sur le dos de l'environnement et des sections les plus pauvres de la société indienne doit être pris en compte.

Ce constat ne semble pas être partagé par tous, puisque la législation du pays en matière de conservation, se concentre, comme nous l'avons vu, sur la mise à l'écart des seules populations locales, tandis que des aires protégées ou des forêts réservées sont déclassées sous les pressions de l'industrie. Á cela s'ajoute les difficultés rencontrées pour mettre en œuvre les procédures de dédommagement et de compensation de populations qui se voient du jour au lendemain privées de tout accès à des ressources essentielles pour leur subsistance quotidienne et qu'elles ont, qu'on le veuille ou non, contribué à maintenir jusqu'à aujourd'hui. Manque de moyens ou mauvaise volonté, il est difficile de le savoir, mais les conséquences elles sont évidentes : les populations déjà tout en bas de l'échelle sociale voient leur vie quotidienne bouleversée, quand elles ne sont pas purement et simplement expulsées de leur lieu de vie. On rappellera à ce titre que les « déplacements » causés par les projets de

développement, espaces protégés compris, concernent à 40 % les populations recensées comme « tribus » et à 20 % les populations dites intouchables.

Dans ce contexte, on voit bien l'absurdité de se focaliser sur un discours de crise qui situe les problèmes de la conservation dans le conflit « éternel » et de plus en plus aggravé entre une population jugée prédatrice et une nature considérée fragile et inviolée. Malgré la remise en question de ce discours par l'émergence d'un front hétéroclite de militants et de chercheurs depuis la fin des années 1980, on ne peut toutefois que constater sa prégnance encore aujourd'hui, notamment chez un certain nombre de biologistes ou d'écologues indiens. D'une certaine manière, en se focalisant sur les conflits entre les populations et la Direction des forêts, les partisans de l'usage durable contribuent aussi à la perpétuation d'un discours de crise, qui, quand il en appelle à plus de « participation », est bien utile, comme le remarque avec justesse le biologiste Karanth, pour attirer les bailleurs de fonds. Dans tous les cas, on voit bien, comme le remarquait déjà Joëlle Smadja à propos du discours sur la « dégradation de l'Himalaya », « que la façon dont un problème est formulé induit le type de réponse qui lui est apporté et un type d'action » (Smadja, dir. 2003 : 15).

Pour (essayer de) sortir de ce cercle vicieux lors de la présentation de notre cas d'étude qui va suivre, nous proposons donc de repenser le « problème » de la conservation pour en faire une « question », qui tente de replacer l'émergence et le développement de la conservation dans la région de Nanda Devi dans une perspective qui reconnaît d'une part que ce qui doit être conservé, par qui et comment est déterminé en dernière instance par des processus sociaux et politiques, et qui d'autre part prend en compte l'importance du facteur économique dans les nouvelles politiques de conservation promues dans la région.

DEUXIEME PARTIE

L'écologie, une économie permanente ?

Introduction

La création d'un parc dans la région de Nanda Devi ne doit rien au hasard, ni à des considérations relevant strictement de la dégradation écologique du bassin. Pour comprendre la création de la réserve de biosphère de Nanda Devi, il faut en effet faire un effort de mise en perspective, en se plongeant en particulier dans l'histoire tumultueuse de l'économie de cette région de hautes montagnes. Parmi les événements qui ont marqué cette histoire, un mouvement populaire apparu au début des années 1970 occupe une place particulière, à la fois pour le rayonnement qu'il a eu dans le monde entier, mais aussi pour l'impact durable et structurant qu'il exerce sur l'économie régionale de l'Uttarakhand en général, et sur l'économie de la région de Nanda Devi en particulier. Nous parlons ici bien sûr du *Chipko andolan*, ce mouvement paysan de résistance face à l'assaut commercial sur les forêts de l'Uttarakhand. Qui n'a pas entendu parler de ces *tree-huggers*, ces femmes qui enlacent des arbres face à la menace des tronçonneuses, devenues le symbole des mouvements écologistes du Sud ?

Les nombreux auteurs qui se sont penchés sur l'étude de la naissance et du développement de ce mouvement de résistance populaire, dont les interprétations divergent pour des raisons que l'on pourrait qualifier d'idéologiques, se rejoignent cependant dans leur lecture diachronique de *Chipko*. D'une protestation de paysans défendant leurs droits d'usage et d'accès à leurs forêts face au comportement prédateur d'exploitants forestiers extérieurs à la région, *Chipko* a progressivement été transformé en mouvement écologiste de la première heure, les paysans devenant les gardiens de l'équilibre écologique de leur milieu :

> Bien que la principale demande du mouvement *Chipko* en 1973 était de mettre fin au système contractuel d'exploitation des forêts et d'allocation aux unités industrielles forestières locales de la matière première à des taux préférentiels, il y a eu depuis un changement fondamental dans l'objectif suivi par le mouvement. D'un mouvement défendant une économie d'exploitation à court terme, il s'est

> transformé en mouvement écologiste défendant une économie permanente. Le mouvement fournit des efforts pour faire accepter la vérité scientifique selon laquelle les principaux produits de la forêt sont l'oxygène, l'eau, et le sol[173] (rapport gouvernemental, cité dans Rangan, 2000a : 21).

C'est à une des personnes qui a participé à cette redéfinition de l'objectif de *Chipko*, Sunderlal Bahaguna, que l'on doit le slogan « L'écologie, c'est une économie permanente ! » (« *Ecology is permanent economy* »). Par ce slogan, Sunderlal Bahaguna cherchait en effet à montrer que la seule économie véritablement « durable », pour reprendre un vocabulaire plus contemporain, passe par le chemin de l'écologie, c'est-à-dire par la compréhension des fonctions fondamentales que joue l'environnement pour l'homme. Son discours, aux accents populistes et empêtré de références religieuses hindoues, a cependant servi de terreau au développement de politiques de conservation fondées sur l'exclusion dans la région — au premier rang desquelles figure la sanctuarisation du bassin de Nanda Devi.

Aussi, au même titre que des auteur-e-s comme Haripriya Rangan se sont intéressé-e-s à la façon dont *Chipko* a été re-labelisé « mouvement écologiste », nous essaierons de comprendre ici les processus par lesquels la région de Nanda Devi est passée d'une économie reposant sur l'usage des ressources forestières (à travers le commerce transhimalayen, les expéditions alpines, les activités traditionnelles de pâturage et de récolte de plantes médicinales, etc.) à une économie « permanente », c'est-à-dire fondée sur l'idée que les ressources de la région ont d'abord une valeur écologique qui doit être protégée au nom du bien public.

Pour analyser les processus qui ont précédé la création de la réserve de Nanda Devi, nous prenons acte de la recommandation de Nancy Peluso, pour qui « les conflits forestiers et les phénomènes de dégradation écologiques doivent être étudiés dans leurs contextes historiquement spécifiques, en considérant les dynamiques politico-économiques régionales, les rapports locaux de production, et les capacités environnementales »[174] (Peluso, 1992 : 9).

---

[173] « Though the main demand of the Chipko movement in 1973 was an end to the contract system of forest exploitation and allotment of raw materials for local, forest-based industrial units on concessional rates, since then there has been a basic change in the objective of the movement. It has developed into an ecological movement of permanent economy from a movement of short-term exploitative economy. The movement is striving to get the scientific truth accepted that the main products of the forests are oxygen, water and soil ».

[174] « Forest-based conflict and degradation must be studied in historically specific contexts, considering regional political-economic dynamics, local social relations of production, and environmental capacities ».

Dans un premier chapitre, nous présenterons d'abord les grandes caractéristiques de la réserve de biosphère de Nanda Devi, et les conditions de l'enquête. Nous essaierons de montrer ensuite que la création de cet espace protégé est d'abord l'héritage d'une histoire particulière, celle des rapports entre les paysans, les autorités et la forêt qui ont façonné l'économie de l'Uttarakhand depuis l'époque précoloniale. Nous étudierons enfin le contexte sociologique dans lequel prend corps le projet de conservation à Nanda Devi, celui des Bhotias de la vallée Niti.

CHAPITRE 3

Nanda Devi, miroir de la crise de la conservation ?

Introduction

La reconnaissance de l'Inde comme l'une des dix-sept nations de « méga-diversité » et l'un des pays qui compte les plus grandes forêts du monde doit beaucoup à sa région himalayenne. L'Himalaya indien, délimité à l'ouest par la vallée du fleuve Indus et à l'est par la vallée du Brahmapoutre, s'étire sur environ 591 000 km^2, couvrant près de 18 % de la superficie du pays. Cet espace contribue toutefois à plus de 50 % du couvert forestier indien et près de 40 % des espèces endémiques du sous-continent s'y trouvent. De fait, si à peine 5 % du territoire national est couvert par des parcs et des sanctuaires, l'Himalaya indien est largement surreprésenté avec 10 % de son territoire couvert par 95 espaces protégés ayant le statut de réserve de biosphère, de parc national ou de réserve de faune sauvage (Saxena, Maikhuri & Rao, 2011).

Dans ce réseau d'espaces protégés, la réserve de biosphère de Nanda Devi occupe une place particulière. Située à la frontière de l'Inde et de la Chine, cette réserve était d'abord un parc national, qui s'étendait sur 630 km^2 autour du pic Nanda Devi, deuxième sommet de l'Inde avec ses 7 817 mètres. En 1988, ce site est l'un des premiers espaces protégés indiens classé au patrimoine mondial de l'humanité en tant que bien naturel, et devient dans le même temps la première réserve de biosphère himalayenne, la deuxième du pays. Mais ce site est aussi le lieu d'une riche histoire humaine animée par le commerce millénaire conduit entre l'Inde et le Tibet par la population Bhotia installée sur les contreforts du massif de Nanda Devi, et par la passion des premiers explorateurs suivie par des légions d'alpinistes qui se sont engouffrés dans ce sanctuaire naturel. Cette histoire est brutalement bouleversée par la création du parc, puis de la réserve de biosphère. Ici peut-être plus qu'ailleurs, l'interdiction d'entrée dans la zone protégée a été à l'origine d'un conflit entre les populations et la Direction des forêts en charge de la région qui peine à trouver une fin.

3.1 : INTRODUCTION A LA RESERVE DE BIOSPHERE DE NANDA DEVI

A. Nanda Devi, de la *terra incognita* au patrimoine mondial de l'humanité

Jusqu'au milieu du XIXème siècle, ce qui allait devenir le parc national de Nanda Devi est encore un lieu largement inexploré, une *terra incognita* connue de ses seuls habitants. Niché au nord-ouest de la grande chaine himalayenne, dans l'actuel État de l'Uttarakhand, le bassin de la Nanda Devi, pic majestueux de plus de 7 000 mètres, a longtemps été protégé par sa situation géographique exceptionnelle. Mais cette montagne, alors la plus haute de l'Empire britannique, exerce une très forte fascination chez les alpinistes occidentaux. Les premières expéditions débutent au début des années 1830. Mais ce n'est qu'en 1934 que les alpinistes anglais Eric Shipton et H.W. Tilman finissent par se frayer un chemin d'accès à la Nanda Devi et gravissent son sommet (Shipton & Tilman 1999 [1936 ; 1937]). Dès lors, la région connaît une grande popularité au sein des milieux alpins, et des premiers efforts pour assurer sa conservation sont conduits. Le 7 janvier 1939, la région est déclarée « sanctuaire de gibier » (*Government Order* n°1493/XIV-28).

Photo 1. VUE DE LA MONTAGNE NANDA DEVI DEPUIS LATAKHARAK (photo : S. Benabou)

Suite à l'exploit de Shipton et Tilman, le bassin de Nanda Devi est rapidement devenu un haut lieu de l'alpinisme. Mais l'écosystème local paye un lourd tribut à la multiplication des expéditions, asphyxié entre autres par les tonnes de déchets laissées par les alpinistes. Le 6 novembre 1982, en plein effort de construction du réseau d'espaces protégés indien, le gouvernement décide de reclasser le sanctuaire en parc national (*Notification* n°3912/14-3-35-80), et l'accès à la zone est définitivement clos. Le 1er janvier 1988, dans le cadre du programme « l'Homme et la Biosphère » (MAB) de l'Unesco, le parc est intégré à la seconde réserve de biosphère du pays[175], représentatif selon la classification biogéographique de l'Inde de l'écosystème de l'Himalaya occidental (voir chapitre 1). Conformément à la structure des réserves de biosphère, le parc national (630 km^2) devient la « zone centrale » (*core zone*) de la RBND, à laquelle est ajoutée une « zone tampon » (*buffer zone*) qui comprend les 19 villages situés à la périphérie de la réserve. 12 villages sont situés dans le district de Chamoli, 5 dans celui de Pithoragarh et 2 dans celui de Bageshwar. La RBND couvre alors une superficie d'environ 2 000 km^2 (voir figure 2).

Dans le même temps, la zone centrale est intégrée à la liste du Patrimoine Mondial (naturel) de l'Unesco, répondant aux critères suivants[176] :

1. « Représenter des phénomènes naturels ou des aires d'une beauté naturelle et d'une importance esthétique exceptionnelles » (critère vii)

2. « Contenir les habitats naturels les plus représentatifs et les plus importants pour la conservation in situ de la diversité biologique, y compris ceux où survivent des espèces menacées ayant une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation » (critère x).

[175] La première réserve de biosphère en Inde a été créée en 1986 dans les Ghâts Occidentaux (réserve de biosphère de Nilgiri).

[176] La liste des critères indispensable pour inscrire un site sur la liste du Patrimoine Mondial est disponible sur le site : http://whc.unesco.org/fr/criteres/.

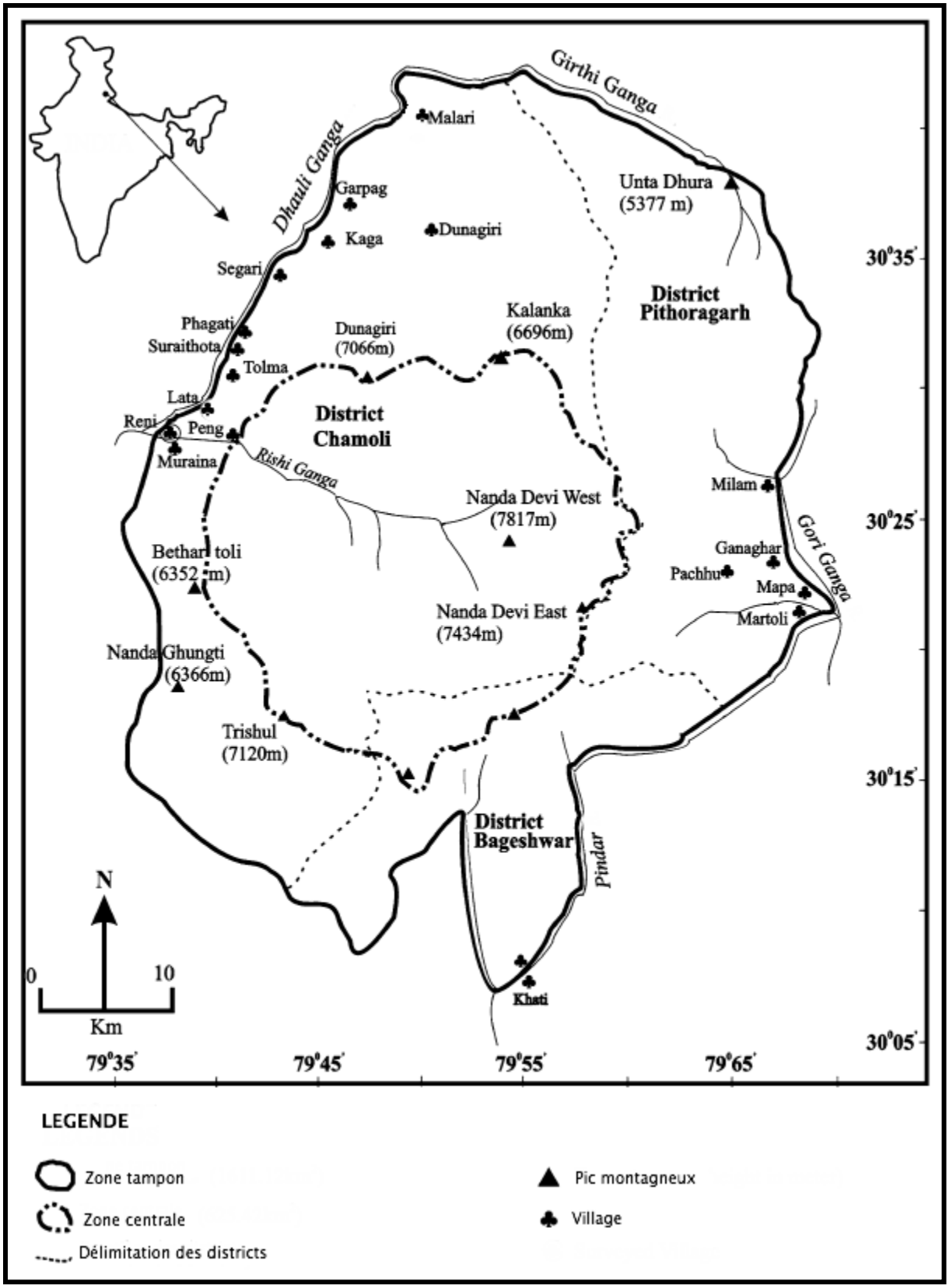


Fig. 11. CARTE DE LA RESERVE DE BIOSPHERE DE NANDA DEVI.

Source : Adapté de Silori (2007 : 213).

En 2005, la réserve connaît un nouvel élargissement : le parc national adjacent de la Vallée des Fleurs devient la seconde zone centrale de la réserve de biosphère, et la zone tampon est agrandie. Aussi, aujourd'hui, la RBND s'étend sur une superficie totale de 5860,29 km^2 (districts de Chamoli, Pithoragarh et Bagheshwar) et compte 47 villages. Le parc national de Nanda Devi couvre 630,33 km^2, le parc national de la Vallée des Fleurs environ 87,5 km^2 et la zone tampon 5142,46 km^2 (UNEP-WCMC : n.d.). Cette dernière transformation étant intervenue après le début de notre enquête, nous avons préféré rester concentrés sur la situation de la réserve de biosphère de Nanda Devi « première génération », c'est-à-dire uniquement sur la question du parc national de Nanda Devi et de sa zone tampon[177]. L'usage du terme « RBND » renvoie donc dans cette étude à cet espace précis, dont nous allons maintenant détailler les principales caractéristiques.

B. Topographie

La RBND constitue l'un des espaces protégés les plus spectaculaires de la région himalayenne. Ces frontières suivent largement des éléments géographiques naturels. La zone tampon de la réserve est circonscrite par la rivière Dhauli Ganga au nord-ouest (du village de Reni au village de Malari), par la rivière Girthi Ganga au nord, par la rivière Gori Ganga à l'est et par la rivière Pindari au sud.

La zone centrale du parc embrasse quant à elle un vaste bassin glaciaire. Les glaciers au nord, au sud et à l'est nourrissent un autre affluent, la Rishi Ganga, qui traverse le centre de la réserve. L'altitude varie entre 1 900 mètres, au niveau de la gorge creusée par la Rishi Ganga, et 7 817 mètres, sommet de la Nanda Devi, aujourd'hui deuxième montagne la plus haute de l'Inde. Cette montagne est gardée par une douzaine de sommets qui dépassent les 6 400 mètres et délimitent pour une large part les frontières de la zone centrale. Les plus célèbres sont le Trisul (7 120 mètres), le Dunagiri (7 066 mètres), le Kalanka (6 931 mètres) et le Nanda Khat (6 611 mètres). Cette situation géographique participe au statut sacré de la montagne Nanda Devi, considérée dans les mythes locaux comme Gaura (ou Parvati), la fille de l'Himalaya et l'épouse du dieu Shiva (ou Shankar).

[177] Ce choix se justifie d'autant plus que la problématique du parc de la Vallée des Fleurs diffère de celle du parc national de Nanda Devi. Un élément majeur distingue les deux parcs : la Vallée des Fleurs est ouverte au tourisme, tandis que le parc de Nanda Devi est absolument interdit d'accès. D'autre part, les deux parcs sont gérés par des administrations différentes.

Cette zone centrale de la réserve, qui s'étend sur 630 km^2, est pratiquement inaccessible à ceux qui ne sont ni locaux ni alpinistes chevronnés. Le seul accès possible se trouve au niveau de la frontière nord-ouest de la zone centrale, et n'est praticable que pendant une courte période, de la dernière semaine de mai jusqu'au mois d'octobre. L'entrée se fait à partir du village de Lata (2 317 m), en empruntant le col de Dharansi (4 250 m), puis en parcourant le chemin défriché par Shipton et Tilman le long de la gorge de la Rishi Ganga. Cette inaccessibilité, doublée du caractère sacré de la Nanda Devi, ont conduit les premiers explorateurs de la région à baptiser le bassin le « sanctuaire ». Le bassin glaciaire est segmenté par une série de crêtes montagneuses orientées nord/sud, encerclées par un rempart de hautes montagnes. La crête la plus importante est celle dénommée Devistan-Rishikot (représentée très nettement dans la carte dressée par Shipton et Tilman, voir figure 3), qui sépare le « sanctuaire intérieur » aux pieds de la montagne Nanda Devi du reste du bassin – le « sanctuaire extérieur ».

Le sanctuaire intérieur est composé d'un système de glaciers que l'on peut diviser en deux parties, le « sanctuaire intérieur nord » et le « sanctuaire intérieur sud » de part et d'autre de la montagne Nanda Devi. Le système nord s'élève à une altitude relativement plus basse et couvre une superficie plus grande que son équivalent méridional. Il compte trois principaux glaciers : le Nanda Devi Nord, le Rishi Nord et le glacier Changabang. Le système sud compte lui deux glaciers, le Nanda Devi Sud et le Rishi Sud. Chaque système donne naissance à un torrent, respectivement le Rishi Nord et le Rishi Sud, qui s'écoulent aux pieds de l'escarpement vertigineux de la Nanda Devi. Á quelques kilomètres en contrebas de leur confluence, le torrent Rishi dévale sa gorge coupant, à angle droit, la crête Devistan-Rishikot. Le sanctuaire extérieur est lui aussi divisé en un système glaciaire nord/sud, avec respectivement le glacier Ramani et le glacier Trishul. Ces deux glaciers donnent naissance à deux torrents éponymes, qui alimentent la rivière Rishi. La rivière Rishi continue ensuite le long de son gouffre, en recevant différents torrents des deux côtés, certains s'écoulant dans des gorges étroites, d'autres venant de chutes d'eau. Elle entre finalement dans sa gorge dite inférieure puis contourne le pic de Lata pour rejoindre la rivière Dhauli Ganga près du village de Reni. La gorge Rishi coupe ainsi toutes les crêtes à angle droit et s'avère donc très difficile à négocier. Á l'exception de cette gorge étroite et très escarpée, l'ensemble du bassin s'élève à plus de 3 500 mètres.

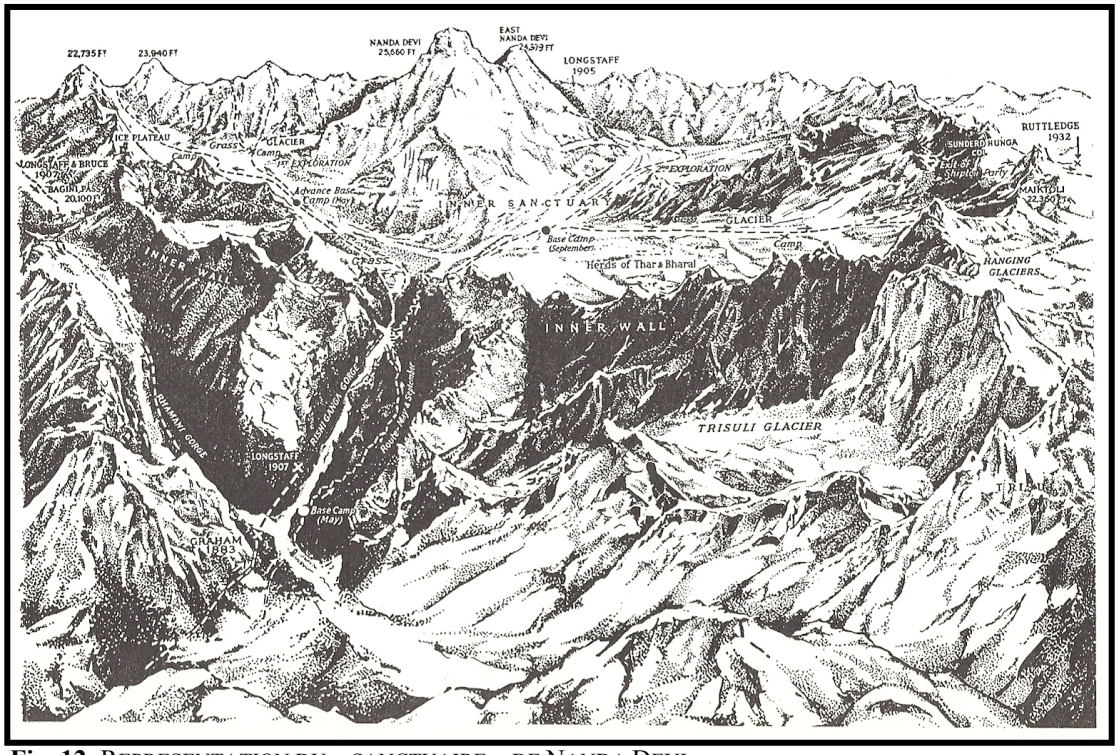


Fig. 12. REPRESENTATION DU « SANCTUAIRE » DE NANDA DEVI.

Source : Shipton & Tilman (1999), *Nanda Devi : Exploration and Ascent*. London: Bâton Wicks & Seattle: The Mountaineers, pp. 23.

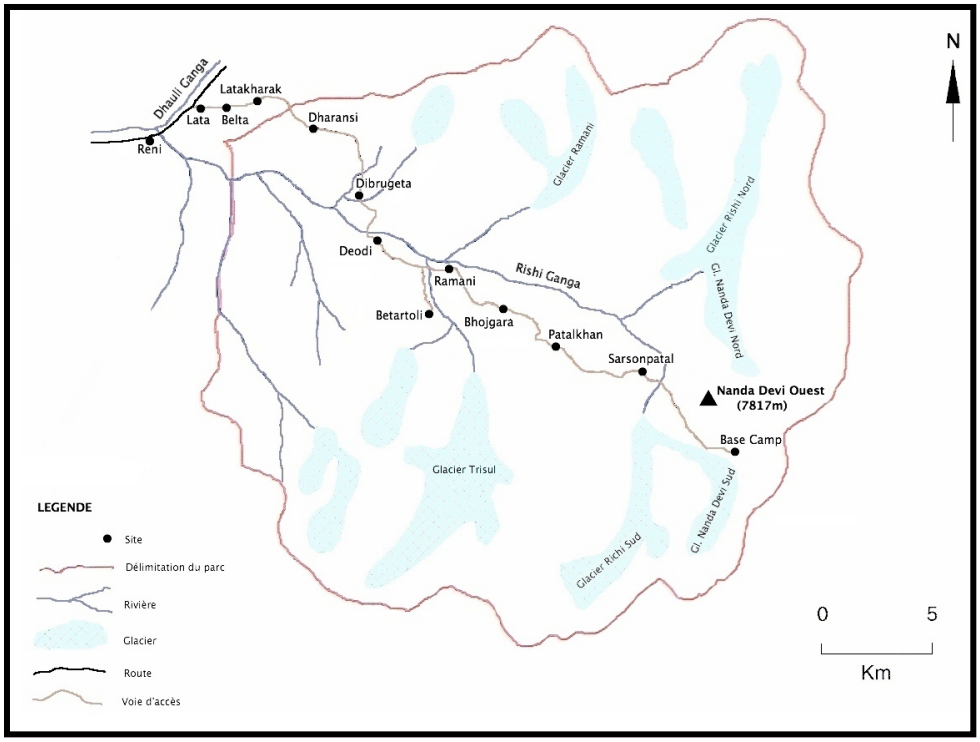


Fig. 13. CARTE DE LA ZONE CENTRALE DE LA RBND.

Source : Adapté de UAFD (2004 : XV).

La zone centrale du parc est délimitée de la zone tampon par une série de hautes murailles montagneuses parallèles aux vallées, ponctuées ça et là de pics vertigineux. Seul le flanc ouest est « troué » par la gorge de la Rishi Ganga. La barrière nord, du village de Lata à la montagne Rishi Pahar, joue comme un mur de séparation entre le bassin de Nanda Devi et la Dhauli Ganga. Parmi les nombreux glaciers qui scarifient la face nord, le glacier Bagani, qui draine la belle vallée Dunagiri, est le plus important. Le mur est, de la Rishi Pahar au col de Traill, est parallèle au grand glacier de Milam. La crête sud, du col de Traill jusqu'à la montagne Trishul II, fait barrière aux vents chauds et humides du sud. Les fortes précipitations sur cette face draine plusieurs vallées, principalement la vallée Sunderdhunga et nourrissent la rivière Pindari, un affluent de l'Alaknanda. La crête ouest, du Trishul au Bertholi Himal, reçoit également de fortes précipitations.

La Rishi Ganga, qui se jette dans la Dhauli Ganga, et d'autres rivières importantes comme la Nandakini ou la Birahi Ganga, forment une partie importante du bassin versant de la rivière Alaknanda, la jumelle orientale de la rivière Bhagirathi. C'est à partir du confluent de l'Alaknanda et de la Bhagirathi, au niveau de la ville de Devprayag, que le fleuve prend le nom de Gange – fleuve capital dans la vie des millions de personnes qui habitent la plaine Indo-Gangétique. Aussi, tout « dérèglement » des rivières tributaires du Gange aura un impact jusque dans la plaine. Et les causes de dérèglement ne manquent pas : la déforestation massive, depuis au moins la période coloniale, conduit à des glissements de terrain répétés, dont les conséquences sont parfois désastreuses en cas de précipitations abondantes. Dans la région de Nanda Devi, deux événements, l'inondation du lac de Ghona et les crues subites (*flash floods*) de l'Alaknanda en 1970, ont été particulièrement marquants pour les habitants. Aujourd'hui, ce sont les 300 projets de barrages hydro-électriques sur les tributaires du Gange proposés par le gouvernement de l'Uttarakhand qui sont la source d'une vive inquiétude (Sethi, 2010).

C. Richesse biologique

La situation géographique, le climat et la topographie du bassin de Nanda Devi — marquée par une forte variation altitudinale (1 900-7 817 m) — sont autant de facteurs qui contribuent à la diversité de la flore et de la faune dans le parc. L'année climatique se divise en trois saisons : l'été (d'avril à juin), la mousson (de juillet à septembre) et l'hiver (d'octobre

à mars). Les températures annuelles vont du négatif en décembre et janvier, jusqu'à 35°C lors des mois de juin et juillet (Silori, 2004). En vertu de sa configuration géographique, le parc jouit cependant de microclimats distinctifs. D'octobre à mars, le parc est couvert de neige. Le reste de l'année, l'air est plutôt sec, même si la zone subit de fortes pluies de mousson de juillet à août. Á la différence des vallées himalayennes intérieures plus sèches et du plateau tibétain, la brume et les nuages bas durant la mousson gardent l'humidité du sol. Aussi, même si le parc reçoit peu de précipitations (moyenne annuelle : 928,81mm), il abrite une diversité biologique bien plus riche que les autres vallées.

La faune et la flore du parc ont fait l'objet de quelques études scientifiques. Il s'agit principalement de rapports produits à la suite des expéditions scientifiques décennales conduites dans l'enceinte du parc depuis sa création (*Scientific and Ecological Expedition to Nanda Devi 1993* ; *Biodiversity Monitoring Expedition Nanda Devi 2003*) ou de publications de la *Botanical Survey of India* (Hajra, 1983 ; Hajra & Balodi, 1995) et de la *Zoological Survey of India* (Lamba, 1987 ; Arora *et al.* 1995). Pour autant, la difficulté d'accès au parc rend difficile un inventaire exhaustif de la richesse biologique, et les scientifiques ignorent encore beaucoup de choses sur le fonctionnement des écosystèmes du parc (Samant & Joshi, 2004). Les chiffres sont donc à manier avec précaution.

Flore

La RBND abrite une grande diversité floristique. Le rapport produit lors de la dernière expédition scientifique dans le parc recense 568 espèces de plantes, appartenant à 314 genres et 110 familles (Samant & Joshi, 2004). Il est cependant probable que ce chiffre n'ait pas de prétention exhaustive, comme le suggère le total de 739 espèces dénombrées par les chercheurs de la *Botanical Survey of India* dix ans plus tôt (Hajra & Balodi, 1995)[178]. Un certain nombre de ces espèces sont particulièrement menacées : 7 sont répertoriées dans le *Red Data Book of Indian Plants* et 37 dans la liste rouge de l'UICN (Samant & Joshi, 2004) (voir encadré 3). Parmi les plus connues, on peut citer l'astéracée *Saussurea obvallata*, appelée localement *brahmkamal*, fleur utilisée comme offrande lors de certains rites

[178] En effet, de l'avis des scientifiques, la situation de la flore dans le parc s'améliore (Samant & Joshi 2004 : 48). Aussi, la différence entre le nombre d'espèces recensées en 1995 et 2004 ne peut pas être interprétée comme le résultat d'une dégradation de l'environnement, mais plutôt comme une différence dans les techniques et les lieux d'inventaire.

religieux et le nard de l'Himalaya (*Nardostachys grandiflora*), appelé localement *māsī*, dont la racine et le collet sont très prisés pour leur parfum.

Encadré 3. LA FLORE MENACEE DE LA RBND

Red Data Book of Indian Plants :

*Catégorie « rare » : les orchidées *Cypripedium himalaicum* et *C. elegans* ;

*Catégorie « menacée » : l'astéracée *Saussurea costus* (plante médicinale) ;

*Catégorie « vulnérable » : l'érable *Acer caesium*, l'amaryllidacée *Allium stracheyi* (plante médicinale), la valérianacée *Nardostachys grandiflora*, la scrophulariacée *Picrorhiza kurroa* (plante médicinale).

Liste rouge de l'UICN :

*« En danger d'extinction critique » (CR : 11 espèces) : les renonculacées *Aconitum balfourii*, *A. heterophyllum*, *A. falconerii*, *A. voilaceum* (plantes médicinales), l'angélique *Angelica glauca* (plante médicinale), la borraginacée *Arnebia benthamii*, l'orchidée *Dactylorhiza hatagirea*, la liliacée *Fritilaria roylei* (plante médicinale), le nard de l'Himalaya *Nardostachys grandiflora*, la berbéridacée *Podophyllum hexandrum* (« pomme de mai », plante médicinale) et *Saussurea costus* ;

*« Espèce en danger » (EN : 9 espèces) : la borraginacée *Arnebia euchroma*, l'astéracée *Artemisia maritima*, le bouleau de l'Himalaya *Betula utilis*, l'éphédra *Ephedra gerardiana*, la papavéracée *Meconopsis aculeata*, la scrophulariacée *Picrorhiza kurrooa*, les astéracées *Saussurea gossypiphora*, *S. obvallata* et *S. simpsoniana* ;

*« Espèce vulnérable » (VU : 14 espèces) : la saxifragacée *Bergenia stracheyi*, l'orchidée médicinale *Malaxis muscifera*, la pivoine de l'Himalaya *Paeonia emodi*, les « sceaux de Salomon » *Polygonatum verticillatum* et *P. multiflorum*, les rhubarbes *Rheum australe*, *R. moorcroftianum*, *R. speciforme* et *R. webbianum*, les rhododendrons *Rhododendron anthropogon*, *R. campanulatum*, *R. lepidotum*, l'anacardiacée *Rhus semialata* et la renonculacée *Thalictrum foliossum* ;

*« Espèce quasi menacée » (NT : 2 espèces) : l'argousier *Hippophae rhamnoides* et l'astéracée *Jurinella macrocephala*.

La flore de la RBND tend à se concentrer dans les vallées, car la majeure partie de la réserve s'élève bien au-delà de la limite des arbres (environ 3 800 m). D'après une étude utilisant des techniques de télédétection, des chercheurs ont estimé que 66 % de la RNBD est recouverte en permanence par les neiges et les glaciers, laissant 27 % recouvert de forêts et de prairies alpines, et 7 % occupé par les habitations humaines, les champs agricoles et les friches (Sahai & Kimothi, 1996). Mais les forêts sont plutôt luxuriantes : 47 % du couvert forestier total est classé comme « dense » (canopée sup. à 40 %), 35 % comme « ouvert » (10-40 %), tandis que seul 17 % tombe dans la catégorie « dégradé » (inf. à 10 %) (*ibid.*). La composition forestière suit une distribution altitudinale relativement nette. On distingue 4 grands types de végétation dans le parc :

1. les forêts tempérées (1 800-2 800 m)
2. les forêts subalpines (2 800-3 800 m)

3. les broussailles alpines (au-dessus de la limite des arbres, 3 800-4 500 m)
4. les prairies alpines (idem).

Les forêts tempérées de conifères et de feuillus se situent principalement dans la zone tampon, le long de la vallée Niti et de la vallée Pindar. Tandis que les forêts de la vallée Pindar sont humides et se composent d'un mélange d'épicéas, de sapins, d'érables, de marronniers d'Inde, de noyers, de chênes, etc., les forêts de la vallée Niti sont plutôt sèches et dominées par des cèdres déodar (*Cedrus deodara*) et des pins bleus (*Pinus wallichiana*).

Dans la zone centrale, les forêts se trouvent principalement dans la gorge inférieure de la Rishi Ganga. Jusqu'à 3 500 mètres environ, ces forêts sont dominées par des sapins (*Abies pindrow* et *A. spectabilis*) et des bouleaux (*Betula utilis*). Des arbustes et des buissons occupent les sous-bois : principalement des bambous (*Thamnocalamus spathiflora*, *Chimonobambusa jaunsarensis*), des rhododendrons (*Rhododendron campanulatum*) et des rosiers (*Rosa macrophylla*, *R. sericea*). Entre ces forêts et les prairies alpines, s'étale une large ceinture de forêts subalpines de bouleaux (*Betula utilis*) associés à diverses espèces de rhododendrons (*Rhododendron sp.*). Le chemin de Ramani à Bhojgara court à travers des forêts de *Betula-Rhododendron* le long de la Rishi Ganga, accompagné d'arbustes *Salix*, *Sorbus*, *Ribes*, *Rosa*, *Lonicera* et *Rhododendron*. Au-delà de Bhojgara, Patalkhan et Sarsonpatal, dans le « sanctuaire intérieur », les forêts laissent place à des communautés alpines sèches, dominées par des espèces de genévriers (*Juniperus spp.*), de rhododendrons (*Rhododendron sp.*) et de saules (*Salix sp.*). Plus en altitude, on trouve des mousses et des lichens (Hajra & Balodi 1995 ; Banerjee 2001).

Les prairies alpines (situées à proximité des lieux-dits de Dharansi, Dibrugheta, Deodi, Betartoli et Sarsonpatal), appelées localement *bugyāl*, occupent une place de première importance dans le projet de conservation de la réserve. On les trouve à très haute altitude, généralement au-dessus de 3 500 mètres, sur les pentes douces des montagnes. Ces espaces herbeux supportent une très grande diversité floristique, qui ne se laisse apercevoir que 5 à 6 mois par an (d'avril à septembre), quand les prairies ne sont pas recouvertes par un manteau neigeux. La flore y est très spécifique, avec de nombreuses plantes à fleurs (potentilles, géraniums, androsaces, primevères, trolles, gentianes, orchidées, etc.), plantes médicinales (par exemple le *Nardostachys grandiflora*, connu pour ses propriétés stimulantes, ou le *Picrorhiza kuruooa*, appelé localement *katukī*, plante réputée pour ses vertus rafraichissantes

calmant les fièvres, mais aussi l'*Aconitum heterophyllum*, le *Podophyllum hexandrum*, le *Dactylorhiza hatagirea*, et le *Taxus baccata* entre autres) et plantes comestibles (comme la rhubarbe *Rheum australe*, dont les pétioles charnus des feuilles de couleur rouge sont comestibles) que l'on trouve uniquement dans ces endroits et dont certaines espèces sont collectées par les habitants des vallées. La seule prairie de Dibrugheta compterait plus de 60 espèces de plantes, dont 25 aux propriétés médicinales (Adhikari, 2004). Ces prairies sont aussi prisées par les bergers de la région, car l'herbe y est particulièrement nourrissante pour les chèvres et les autres animaux qui viennent y pâturer.

Faune

La diversité de la végétation à Nanda Devi offre un habitat à de nombreuses espèces animales. Lors de la dernière expédition scientifique dans le parc, 12 espèces de mammifères ont été recensées (UAFD, 2004), huit ayant été directement aperçues et les autres ayant été devinées par le biais de preuves indirectes : traces et empreintes (*pugmarks*) laissées par les animaux, excréments. Les biologistes ont pu observer des espèces charismatiques comme le chevrotin porte-musc (*Moschus chrysogaster*), le grand bharal ou « mouton bleu » (*Pseudois nayaur*), le tahr de l'Himalaya (*Hemitragus jemlahicus*) ou l'ours noir d'Asie (*Ursus thibetanus*), mais aussi le renard roux (*Vulpes vulpes*), la martre à gorge jaune (*Martes flavigula*), la belette à ventre jaune (*Mustela kathiah*) et le pika de Royle (*Ochotona roylei*). Les espèces dont la présence a été confirmée par des preuves indirectes sont parmi les plus célèbres du parc ; il s'agit d'abord du léopard des neiges (*Uncia uncia*), du léopard (*Panthera pardus*), du goral de l'Himalaya (*Naemorhaedus goral*) et du serow — sorte de chèvre sauvage — (*Naemorhaedus sumatraensis*). Certaines de ces espèces sont menacées d'extinction, en particulier le léopard des neiges, l'ours noir d'Asie, le chevrotin porte-musc, le tahr de l'Himalaya, le mouton bleu et le serow. D'autre part, plus de 100 espèces d'oiseaux et 27 espèces de papillons (Anon., 1993) ont été recensées dans le parc. Parmi les oiseaux menacés, on retrouve notamment l'aigle royal (*Aquila chrysaetos*), le lophophore resplendissant (*Lophophorus impejanus*) ou encore le koklass (*Pucrasia macrolopha*).

Fig. 14. QUELQUES ESPECES CHARISMATIQUES DE LA RBND : (dans le sens des aiguilles d'une montre en partant d'en haut à gauche) le chevrotin porte-musc, le mouton bleu, le lophophore resplendissant, le koklass, le serow et le tahr de l'Himalaya.

Source : UAFD (2004 : 14).

D. Les habitants de la réserve

La zone centrale de la RBND est dépourvue d'habitations permanentes, mais plusieurs villages parsèment la zone tampon, principalement sur la bordure ouest de la réserve, le long de la Vallée Niti traversée par la rivière Dhauli Ganga. Au total, 17 villages ont été intégrés à la zone tampon de la RBND[179], soit 10 dans le district de Chamoli, 4 dans le district de Pithoragarh et 3 dans le district de Bagheshwar (voir figure 6). Il est difficile d'obtenir des chiffres précis sur l'ensemble de la population de la zone tampon, mais d'après les chiffres du recensement de 1991, les 10 villages situés dans le district de Chamoli compteraient 2253 habitants, soit 419 familles (Rao *et al.* 2002).

District	Noms des villages	Nombre total
Chamoli	Reni, Lata, Peng, Tolma,	10
	Suraithota, Phagti, Dronagiri,	
	Kaga, Garpak, Malari.	
Pithoragarh	Kurkuli, Milam, Martoli,	4
	Sandu.	
Bageshwar	Phurkia, Dwali, Khati.	3
Nombre total des villages de la RBND		**17**

Fig. 15. LISTE DES VILLAGES DE LA RBND (AVANT L'ELARGISSEMENT DE 2000)
Source : Banerjee, 2001.

En raison des conditions climatiques particulièrement inhospitalières en hiver, un grand nombre de ces villages sont en réalité les « résidences estivales » des habitants, qui migrent à partir du mois d'octobre vers des villages situés à plus basse altitude, et reviennent dans leurs « villages d'été » à partir du mois de mai. Les « villages d'hiver » sont parfois situés à quelques kilomètres en contrebas des villages d'été, mais parfois beaucoup plus loin, à l'extérieur de la zone tampon. Dans la vallée Niti, les villageois qui résident en aval de la rivière ont généralement leurs deux résidences à l'intérieur de la zone tampon (entre 1 900 et 2 500 mètres) tandis que les villageois qui habitent en amont – et à plus haute altitude (entre 2 800 et 3 600 mètres) – migrent systématiquement en hiver dans les basses vallées (800-1 500 mètres), à l'extérieur de la zone tampon de la réserve (figure 16).

[179] On notera que depuis l'élargissement de la RBND en 2000, 30 villages ont été ajoutés à la zone tampon, soit respectivement 24 et 6 dans les district de Chamoli et de Pithoragarh (Banerjee, 2001).

Village principal	Migration hivernale dans la zone tampon de la RBND
Reni	Idem
Peng	Idem
Lata	Lamtala
Tolma	Gurmagwar, Suraithota
Phagti	Pangrasu
Village principal	**Migration hivernale à l'extérieur de la RBND**
Dronagiri	Maithana, Pursari
Garpak	Birhai, Pakhi
Malari	Dyuli, Balkhila

Fig.16. LISTE DES VILLAGES DE LA VALLEE NITI ET DE LEURS LIEUX DE MIGRATION HIVERNALE

Source : auteur.

Les habitants des villages de la zone tampon de la réserve sont présentés comme appartenant à deux grands groupes, d'origine « indo-mongoloïde » d'une part (tribu Bhotia) et « indo-aryenne » d'autre part (connu localement sous le nom de *Khasa* pour les hautes castes – brahmanes et kshatriya – et *Dom* pour les basses castes). Les Bhotias sont néanmoins largement majoritaires dans la RBND. Á l'exception des trois villages situés dans le district de Bageshwar, tous les autres villages de la zone tampon sont habités par des Bhotias, avec parfois quelques familles « intouchables » (*scheduled caste*), en particulier dans le cas des villages de Lata et Malari. Dans le district de Chamoli, les Bhotias appartiennent au sous-groupe des « Tolchas », tandis qu'au Pithoragarh il s'agit de Bhotias dit « Johari ». Depuis 1967, les Bhotias ont été déclarés « tribu répertoriée » (*scheduled tribe*) par le gouvernement indien. On notera donc que la réserve est habitée par une population appartenant aux groupes a priori les plus défavorisés de la société indienne (les « castes et tribus répertoriées »), situés tout en bas de l'échelle sociale.

Les Bhotias sont renommés pour le florissant commerce transhimalayen qu'ils menaient avec le Tibet. Avec la fermeture de la frontière entre l'Inde et la Chine en 1962, le commerce a pris fin et les Bhotias ont du réorienter leurs activités. Ils vivent aujourd'hui principalement de l'agriculture, de l'élevage, du commerce de produits artisanaux en laine et de la vente de produits forestiers mineurs comme supplément. Plus de 93 % des familles sont propriétaires de leur terre, mais elles tombent dans la catégorie « *marginal farmers* » (superficie des terres possédées inférieures à 1 hectare), leurs parcelles cultivables étant petites et fragmentées. La taille moyenne des parcelles agricoles dans les 10 villages de la vallée Niti ne s'élève en effet qu'à 0,67 hectares (Rao *et al.* 2002). Les Bhotias continuent

aussi leur activité d'élevage mais à une toute petite échelle. Si 75 % des familles possèdent du bétail, on ne compte au total que 8500 têtes de bétail, dont plus de 65 % sont des chèvres et des moutons (Silori, 2007). A bien des égards, la population qui réside dans la zone tampon est donc particulièrement démunie, si l'on ajoute à la petitesse des terres cultivées un taux d'alphabétisation de seulement 37 % dans la vallée Niti (Rao *et al.* 2005).

3.2 : METHODOLOGIE ET CHEMINEMENT DE L'ENQUETE

A. Première approche

Symptôme de notre époque, notre première rencontre avec la réserve de biosphère de Nanda Devi et ses habitants a été virtuelle. À la recherche d'un terrain d'enquête dans les espaces protégés du nord de l'Inde, l'internet s'est avéré un outil précieux. Après avoir parcouru de nombreux sites, de ceux tenus par les gouvernements régionaux consignant dans le menu détail les caractéristiques de tel ou tel espace protégé aux sites commerciaux proposant des *package tours* dans la *wilderness* indienne, une page, intitulée *The Nanda Devi Campaign,* attire finalement notre attention. On peut y lire (voir figure 17) :

> Ce site internet a pour but de vous faire connaître la population Bhotia de la réserve de biosphère de Nanda Devi et leur lutte épique pour la survie culturelle et écologique dans le Haut Himalaya. Ce site représente l'un des nombreux efforts menés par les habitants pour revendiquer leurs droits sur la terre et préserver leur patrimoine culturel[180].

Depuis presque trente ans, y apprend-t-on, tout un pan du territoire de la tribu Bhotia a été transformé en « parc national » (1982), puis en « réserve de biosphère » (1988), entrainant immédiatement une interdiction d'accès dans la zone et un profond bouleversement des activités de subsistance des villageois vivant à la périphérie de ce nouveau parc. De quoi, en somme, satisfaire la curiosité d'une ethnologue en herbe. D'autant que tous les ingrédients étaient ici réunis pour faire de cette réserve un lieu d'enquête idéal, au sens littéral, c'est-à-dire qui correspondait parfaitement à une certaine idée romantique d'une population nécessairement tribale, d'un milieu de hautes montagnes forcément splendide, d'une lutte évidemment héroïque. Ce n'est que bien plus tard que nous réaliserons que ces stéréotypes sont au cœur même de la tragédie des Bhotias.

[180] « This web site aims to acquaint you with the Bhotiya people of the Nanda Devi Biosphere Reserve and their epic struggle for cultural and ecological survival in the lap of the High Himalayas. It represents one of many efforts by the inhabitants to reclaim their land rights and preserve their cultural heritage ».
Voir : http://nandadevi.prayaga.org/about-the-web-site/

The Nanda Devi Campaign
Cultural Survival & Sustainable Livelihoods in the High Himalayas

Home
About
Geography
Ethnography
History
Mountaineering
Chipko Heritage
Photo Galleries
Special Events
Ecotourism
Video Clips
Resources
Solidarity
Map Coordinates
Contact

PRAYAGA
WORDPRESS
GETFIREFOX

META
Log in
Entries RSS
Comments RSS
WordPress.org

About

This web site aims to acquaint you with the Bhotiya people of the Nanda Devi Biosphere Reserve and their epic struggle for cultural and ecological survival in the lap of the High Himalayas. It represents one of many efforts by the inhabitants to reclaim their land rights and preserve their cultural heritage. As an initiative that spans the globe, community leaders, social activists, western scholars, and well wishers are using internet communication technologies to communicate and coordinate their campaign across vast distances.

Photo by Peter Yapie

The Nanda Devi Biosphere Reserve is significant in many ways. The sacred mountain at the core of the park is the highest in the Uttarakhand sector of the Himalayas at 25,645 ft and is protected by a spectacular ring of more than a dozen peaks over 21,000 ft. As a biodiversity hotspot, its incredible scenic beauty has inspired mountaineers and explorers for nearly a century. However, owing to building ecological pressures, its gates were closed when the whole region was declared a national park and biosphere reserve in 1982.

The local people, an Indo-Tibetan ethnic group referred to as the Bhotiya, lost their prime alpine pastures, source of medicinal herbs, and the tourist trade in one fell swoop. The conservation authorities of the day failed to recognize that the Bhotiya had been an inseparable part of the landscape, and rather than recognizing them as Nanda Devi's guardians, instituted a draconian ban on access to the park's core zone. More than simply an economic catastrophe, the foundations of their culture were threatened by these restrictions. Ironically, it was the very same communities that gave birth to the renowned Chipko movement, when women of Reni village saved their forests in a much celebrated action that spread far and wide to other parts of the Uttarakhand Himalayas.

Recent moves by the newly created state government of Uttarakhand to open the park to limited ecotourism has prompted the Bhotiya to initiate a campaign to safeguard their future. Their struggle has thus moved from protests over access rights to evolving a sustainable, community-based tourism policy for Nanda Devi, one that takes into account the rights of local people and is free of human exploitation. Recently, the communities prepared their own community-based eco-tourism plan and outreach campaign, which you will find here, to develop interest in both the biosphere reserve and their unique trans-Himalayan culture. In doing so, they aim to rectify a historic injustice while reestablishing the traditional affinity the people have always held for their land.

- The Nanda Devi Web Team
Lata Village,
Joshimath,
Dehra Dun, &
Toronto, Canada

© 2010 The Nanda Devi Campaign | Powered by WordPress | Log in

India's 2nd Highest Peak
UN Biosphere Reserve
World Heritage Site

The Bliss-Giving Goddess
Patron Deity of the
Uttarakhand Himalaya

Home of the Bhotiya
Birthplace of Gaura Devi
Cradle of Chipko

जय नन्दा देवी | JAI NANDA DEVI

Figure 17. SITE INTERNET DE LA « CAMPAGNE DE NANDA DEVI »

Source : http://nandadevi.prayaga.org/about-the-web-site/ (consulté le 17 janvier 2005)

Pourtant, l'introduction du site offrait déjà un avant-goût des enjeux qui se trament derrière le pittoresque des images données à voir. Si la « Campagne de Nanda Devi » y est présentée comme une lutte pour la préservation des modes de vie traditionnels et la survie du

patrimoine culturel des Bhotias, on peut s'apercevoir en revanche que les mots utilisés résonnent bien au-delà de la chaine himalayenne . Dès le sous-titre du site (*Cultural Survival and Sustainable Livelihoods in the High Himalayas*), il est déjà question de « modes de vie durables », dernière lubie des grands rendez-vous onusiens. Et les exemples se multiplient tout au long du texte.

Le site internet donnait l'adresse électronique de son gestionnaire, que nous avons contacté pour obtenir plus d'informations et savoir s'il était possible de consacrer une thèse de doctorat à cette réserve de biosphère. Étudiant en thèse lui aussi, Rajiv vit au Canada, mais sa famille est originaire de la région de Nanda Devi. Son travail porte sur les luttes populaires qui ont conduit à la création de l'État de l'Uttaranchal (aujourd'hui rebaptisé Uttarakhand) en 2000. Dans ce cadre, il a utilisé ses talents de webmestre pour créer un portail virtuel d'information sur les nombreux mouvements sociaux et environnementaux qui ont agité et agitent toujours la région, et dont le site dédié à la Campagne de Nanda Devi est l'une des ramifications. Ce site a été crée en 2003 (un an avant le début de notre enquête) à la demande de certains Bhotias qui mènent alors à cette époque une lutte acharnée pour faire reconnaître leurs droits dans la réserve de biosphère de Nanda Devi (RBND). Rajiv nous conseille de contacter Sunil, un militant à la tête d'une petite ONG qui travaille étroitement avec les Bhotias de Nanda Devi. Sunil nous a répondu chaleureusement, nous invitant à venir les voir dès que possible.

En décembre 2004, nous sommes donc partis pour une semaine dans la RBND. Il était question d'évaluer la faisabilité de ce terrain, c'est-à-dire de repérer les lieux, de rencontrer les habitants, de nous présenter et de présenter notre travail, de trouver un endroit où loger, etc. Nous avons d'abord retrouvé Sunil, dont la petite organisation militante se trouve à Dehra Dun, la capitale de l'Uttarakhand. Nous discutons de la situation des Bhotias, de la nature des travaux conduits par son ONG et du projet d'écotourisme que la population bhotia souhaite développer dans la réserve. Par chance, l'ancien chef du village (*grām-pradhān*) de Lata, Dhan Singh Rana, se trouvait au même moment à Dehra Dun[181]. Dhan Singh Rana a été le

[181] Dhan Singh était descendu à Dehra Dun pour demander avec d'autres (et par le biais d'une grève de la faim rotative) le déplacement de la capitale dans une ville plus modeste et située dans les montagnes (la ville de Garsain), qui serait à leurs yeux plus représentative des conditions de vie des habitants de l'Uttarakhand. En effet, Dehra Dun est située sur la bordure sud de l'Uttarakhand, c'est-à-dire dans les basses plaines du Gange, tandis que la majorité du territoire de l'État est en zone montagneuse. D'autre part, Dehra Dun est étroitement liée dans l'imaginaire collectif à l'héritage colonial, que l'on retrouve par exemple au travers des institutions

principal meneur dans la lutte des Bhotias, et se révèlera notre informateur privilégié tout au long de l'enquête. Après avoir fait connaissance, nous avons donc décidé de partir le lendemain avec Dhan Singh dans son village. Joshimath, à une dizaine d'heures de bus de Dehra Dun, est la dernière bourgade avant la RBND et ses villages. Nous nous y sommes arrêtés une journée, afin que Dhan Singh y fasse quelques provisions alimentaires pendant que nous nous assurions d'y trouver un peu de confort et des équipements indispensables à un long séjour, comme une ligne téléphonique et un accès internet. Pour se rendre de Joshimath au village de Lata, distants de 25 km mais reliés par une route peu entretenue qui longe la rivière Dhauli Ganga, il est nécessaire d'emprunter une jeep collective pendant une bonne heure, quand la route n'est pas bloquée par un effondrement de terrain. Lata est situé dans la vallée Niti, et comme presque chaque village de la vallée, se compose de deux lieux d'habitation saisonniers, un village occupé pendant la saison froide (de décembre à mars) en contrebas de la vallée, et un village pour la saison chaude (d'avril à novembre) plus haut dans la montagne.

Nous avons donc séjourné dans la maison d'hiver de Dhan Singh Rana à son invitation. Nous étions alors particulièrement intéressés par la question des savoirs médicinaux, et nous nous sommes empressés de rencontrer les deux guérisseuses du village, Sureshi Devi, une femme Dalit très réputée localement pour la qualité de ses soins, et Gunchi Devi, une vieille femme du clan Rana dont les connaissances étaient aussi très appréciées. Plus tard, lors de notre long séjour, l'amitié construite avec ces femmes nous ouvrira les portes du quartier « intouchable » du village, et nous permettra de comprendre la difficulté de vieillir dans un village qui manque, entre autres, d'un accès aux infrastructures de santé élémentaires. Ce court séjour nous a rapidement permis de nous apercevoir qu'aucun villageois ne parlait anglais, pas même les jeunes (ce qui est assez rare en Inde). Les conversations se faisaient en hindi, et, entre villageois, en garhwali, un dialecte régional dérivé du hindi. Notre insertion dans la vie du village allait donc dépendre étroitement de notre capacité à nous exprimer dans cette langue, puisqu'il était pour nous inenvisageable de faire appel à un traducteur-interprète extérieur. Une seconde condition indispensable à notre travail était de présenter les raisons de notre venue auprès du *grām-pradhān*. Ce dernier nous donna son aval, en posant une condition révélatrice du degré de méfiance des villageois à l'égard des « experts » venus les visiter à maintes reprises, et dont certains sont considérés par

laissées par les Britanniques, en particulier ce qui est devenu aujourd'hui l'immense *Forest Research Institute*, au nord de la ville.

les villageois comme directement responsables — à juste titre — de la fermeture de la RBND. Pour éviter de futurs malentendus, en octobre 2001, l'assemblée du village (*grām-sabhā*) de Lata avait décidé que toute personne conduisant des recherches en sciences sociales sur les communautés locales de la RBND devait l'informer des objectifs de l'étude, de la méthodologie employée et de soumettre une copie du rapport final au chef du ou des villages concerné(s)[182]. Au bout d'une semaine, la neige commença à tomber, et les villageois nous conseillèrent de repartir rapidement avant que la route ne soit bloquée pendant au moins deux semaines.

B. Choix du lieu d'enquête

Suite à cette première expérience s'est posé le problème fondamental de dégager l'intérêt scientifique du choix du village de Lata comme lieu d'enquête, et de ce que ce choix implique du point de vue de la définition de la problématique générale, qui à ce stade est inévitablement de l'ordre de l'ébauche. Cette enquête a débuté avec le souci de comprendre quelles étaient les implications sociales, économiques et politiques de la création d'un espace protégé et des politiques de conservation qui y sont menées pour la population vivant à la périphérie du parc et largement dépendante de l'usage des ressources naturelles qui s'y trouvent pour sa subsistance quotidienne. Dans le cadre de ce questionnement, tous les villages situés à la périphérie de la RBND n'avaient pas le même intérêt. En réalité, seuls deux grands villages, Reni et Lata, étaient particulièrement pertinents pour cette étude, pour les raisons que nous allons maintenant examiner.

En premier lieu, seuls les villages de Reni, Lata, Peng et Tolma (tous dans la vallée Niti), sont situés à proximité immédiate de la réserve et de ces deux principaux points d'accès : le premier, difficilement praticable, se situe au niveau du village de Reni (2 000 mètres d'altitude), à la confluence des rivières Rishi Ganga et Dhauli Ganga ; le second se fait à partir du village de Lata (2 400 mètres d'altitude), à environ 3 km au nord de Reni. Ces deux

[182] « Henceforth, every agency conducting social research on local community of NDBR must inform Gram Panchayats about the objectives of the study and the research methodology employed in conducing the research and also submit a copy of the final report to the elected Gram Pradhans of the study area ». In « Proceedings of the workshop on community-based conservation and ecotourism in the Nanda Devi Biosphere Reserve », 29th-31st October 2001, Joshimath, Gram Sabha Lata.
Disponible sur : http://mountainshepherds.com/research/workshop-2001/ (consulté le 16 décembre 2010)

chemins se rejoignent au niveau de la prairie alpine de Dibrugheta pour former une seule et même route jusqu'au pic de Nanda Devi.

Cet accès privilégié au parc implique par ailleurs que Lata et Reni fassent partie de ces rares villages dont le mode d'utilisation des ressources était étroitement lié à l'accès au parc. En effet, ces deux villages possédaient des droits d'usage (*haq-haqūq*) sur des terres en propriété commune, en particulier les pâturages alpins de Latakharak, Dharansi et Dibrugheta, qui se trouvent maintenant dans la zone centrale du parc et sont désormais interdit d'accès. D'une part, les villageois de Lata et Reni restent en permanence dans la zone tampon du parc : Reni est un village permanent, et les villageois de Lata effectuent leur migration saisonnière à 1,5 km en contrebas de leur village d'été. Aussi, les habitants de ces villages utilisaient les ressources de la réserve pendant quasiment 10 mois par an (à l'exclusion des deux mois d'hiver), à la différence des villages situés plus en amont de la vallée, comme Malari, qui n'utilisaient les ressources de la réserve que 6 mois par an, entre mai et octobre (Silori, 2007). D'autre part, les pâturages des autres villages de la zone tampon de la réserve n'ont pas été intégrés à la zone centrale.

En raison toujours de leur accès privilégié au parc, les villages de Lata et Reni étaient par ailleurs les deux principaux centres de départ et de recrutement de guides et porteurs pour les expéditions dans le bassin de Nanda Devi, en particulier pendant la période où le « sanctuaire » était un haut lieu de l'alpinisme (1974-1982). Aussi, la création du parc a particulièrement touché économiquement ces deux villages, qui ont subitement perdu l'accès à leurs terres communales et leurs emplois dans les expéditions, qui représentaient alors leur principale source de revenu.

Enfin, l'importance des villages de Lata et Reni est aussi historique. Dans ces lieux sont nés et se sont déroulés deux mouvements populaires en réaction à certaines interventions étatiques en matière d'utilisation des ressources naturelles, qui ont eu un écho très important dans la région — voire même dans le monde entier pour le premier d'entre eux. Il s'agit d'une part du mouvement *Chipko* à Reni (1974), et d'autre part du mouvement *Jhapto Cheeno* à Lata (1998). Ces mouvements populaires seront détaillés dans les prochains chapitres, mais nous pouvons ici les présenter simplement pour montrer leur lien avec les questions posées par la création de la RBND. Le mouvement *Chipko*, recouvre toute une série de protestations populaires qui éclatèrent au cours des années 1970 dans l'Uttarakhand face à l'exploitation

commerciale intensive des conifères de l'Himalaya. La particularité de ce mouvement, et l'origine de son nom, vient du fait que les villageois mobilisés utilisèrent la menace d'enlacer les arbres (*Chipko* vient du verbe hindi *cipnā*, qui signifie « enlacer ») pour empêcher les sous-traitants de les abattre et de les vendre à des marchés extérieurs. *Chipko* prit une forme particulière dans le village de Reni pour deux raisons détaillées par l'historien Ramachandra Guha : d'une part, ce fut la première fois où les femmes se mobilisèrent, sous l'égide de Gaura Devi, et d'autre part, ce fut aussi la première fois où les slogans lancées par ces dernières ne visaient pas la défense des coopératives locales, mais celle de leurs droits d'usage traditionnels des ressources forestières (Guha, 1989a). En 1998, le mouvement *Jhapto Cheeno* (« baisse-toi et ramasse »), qui éclata dans le village de Lata s'est construit comme un écho à *Chipko*. Plus de dix ans après la création de la RBND, les villageois sont entrés en masse dans la zone centrale pour réclamer la reconnaissance de leurs droits d'usage sur les ressources désormais protégées.

C. Conditions de l'enquête

L'enquête de terrain menée pour ce travail s'est déroulée en trois phases : une première approche en 2005, un long séjour entre mars et août 2006, et un retour en décembre 2007. Le premier séjour a permis d'évaluer la faisabilité de l'enquête et de circonscrire notre objet d'étude ; le second séjour, le plus long et le plus intensif, constitue le cœur de cette recherche ; le dernier séjour a été utile pour vérifier certaines informations et éclaircir certains points. Nous décrivons ici le déroulement du second séjour.

L'installation sur le terrain

La phase d'installation est souvent considérée comme faisant déjà partie de l'enquête : qui introduit le chercheur, qui l'héberge, où s'installe-t-il, où prend-il ses repas (etc.), autant de choix qui déterminent pour la population les raisons de sa présence et sa situation, et pour le chercheur les conditions dans lesquelles il va pouvoir mener son travail d'enquête.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, nous avons été introduits dans le village de Lata par Sunil Kainthola, le dirigeant d'une association militante nommée *Janadhaar*, basée à

Dehradun. Cette minuscule ONG, sans statut juridique, s'est investie auprès des villageois de Lata depuis 1998, lors du mouvement *Jhapto Cheeno* mené par le charismatique chef du village de l'époque, Dhan Singh Rana, qui réclamait la reconnaissance du droit d'usage des Bhotias sur les ressources du parc. Depuis lors, *Janadhaar* travaille en étroite collaboration avec certains leaders villageois afin de développer un projet d'écotourisme dans la région. Comme en décembre 2005, la famille de D.S. Rana nous a offert les premiers jours de notre arrivée gîte et couvert. Nous nous sommes présentés auprès de l'ensemble des villageois comme une étudiante française faisant des recherches sur la transformation de leur mode de vie depuis la création de la réserve. Notre proximité avec D.S. Rana, figure très respectée dans la région, nous a beaucoup facilité l'accès aux villageois et notre intégration dans leur vie quotidienne. Il nous a fallu en revanche éclaircir notre position vis-à-vis de Sunil Kainthola, pour ne pas donner l'impression de travailler pour son ONG et avoir accès à d'éventuels discours critiques sur son action dans la vallée.

Après quelques jours, afin de disposer d'un lieu plus « neutre » que la maison de D.S. Rana, un villageois s'est proposé de nous aménager une chambre au premier étage de son étable[183], qui servait de lieu de stockage pour le foin. On sait depuis Malinowski l'importance de « planter sa tente au centre du village ». Ici, le village étant constitué en différents « quartiers » regroupant les différents clans bhotias, il n'existe pas à proprement parler de « centre ». Notre chambre était donc située dans le « quartier » Rana, mais suffisamment indépendante et isolée pour permettre aux villageois qui le souhaitaient de venir directement nous rencontrer, même les Dalits pourtant installés à l'écart du village principal[184]. Un mois plus tard, ce même villageois a construit une petite salle de bain à proximité, qui nous était pour le moment destinée puis qui servirait ensuite pour l'accueil de touristes dans le cadre du projet d'écotourisme alors naissant. Par souci d'hospitalité (et l'absence de réchaud dans ma chambre), la famille de D.S. Rana, et d'autres familles du village, nous ont invité à partager leurs repas jusqu'au dernier jour de l'enquête. S'il est aujourd'hui communément admis qu'il est impossible de conduire une enquête gratuitement, surtout dans des lieux où les ressources sont rares, au village, au contraire, en dehors d'une somme symbolique demandée pour la

[183] Comme dans de nombreux villages himalayens, la plupart des maisons ont une étable (*goth*) au rez-de-chaussée et les chambres au premier étage. La cuisine est souvent dans une bâtisse séparée.
[184] La population Bhotia du village de Lata fait très probablement partie de ses populations qui sont entrées tardivement dans le découpage brahmanique de la société. La division en « clans » ne correspond pas au système des castes traditionnel (mariage entre clans, commensalité), même si une partie de la population est considérée comme intouchable et discriminée comme telle.

location de la chambre (environ 45 euros au total), aucune contribution financière ne nous a été demandée ou « suggérée ».

L'enquête dans les villages

Une enquête de terrain de plusieurs mois repose sur la création d'une situation temporaire où le chercheur s'installe à demeure parmi une population avec laquelle il n'a le plus souvent aucune relation préétablie. Le chercheur n'ayant aucun avantage matériel direct à offrir, toute la difficulté est alors de se créer un rôle susceptible de transformer ce contact imposé en une sociabilité agréable pour tous.

Notre intégration dans la vie du village a été largement facilitée par notre triple statut de jeune femme seule, qui nous rendait plus accessible, et par-dessus tout par notre capacité à nous exprimer dans leur langue (mélange de hindi et de garhwali) — même s'il nous a fallu du temps pour être suffisamment à l'aise pour conduire seule nos entretiens avec les villageois. Ces avantages ont été décisifs pour la collecte d'informations. Il est indiscutable que la présence d'un interprète-traducteur extérieur aurait été un frein à la libre discussion, et à l'échange d'informations importantes souvent susurrées entre deux entretiens. Nos interlocuteurs privilégiés ont été les membres de la famille de D.S. Rana, dont nous partagions le quotidien, et ses voisins immédiats, puisque notre chambre se situait dans le « quartier » du clan Rana. Néanmoins, le village comptant peu d'habitants (457 personnes en 1991), il nous a été facile au fil des jours de rencontrer la plupart des villageois. Les fêtes religieuses, qui se sont succédées lors de mon séjour, ont été autant de moments privilégiés pour discuter avec tous. Pendant notre séjour, les villageois ont montré une volonté constante de nous faire partager leur quotidien et, avec plus ou moins de succès, de nous « *pahariser* »[185]. Concernant les entretiens, notre principale difficulté à été de dépasser les courtes réponses données par les villageois à nos questions, ces derniers ayant vu se succéder depuis une dizaine d'années un

[185] Le terme classificatoire *pahari* désigne les diverses populations (et leurs langues) des basses Himalayas, qui se distinguent par une pratique « non orthodoxe » de l'hindouisme et une organisation du système des castes différente de celle des plaines (voir Berreman 1997 [1963]). Les villageois de la vallée Niti, qui appartiennent au segment hindouisé de la tribu Bhotia, revendiquent très souvent leur identité *pahari*, entendue comme celle des gens simples menant une existence laborieuses dans les montagnes — à l'opposé des populations urbaines au mode de vie sophistiqué dont chacun savait pertinemment que nous faisions partie. À ce titre, notre « intégration » dans le village est devenue évidente quand à de multiples reprises les villageois, et en particulier les femmes, se sont employés à nous faire devenir — au moins pour un court instant — l'une des leurs, sans pour autant oublier d'où nous venions. Pour anecdote, les femmes du village ont décrété notre « paharisation » complète, quand, après plusieurs semaines passées dans le village, il nous devint impossible de désincruster la poussière noire qui nous collait aux pieds… Ou encore quand il a fallu nous soumettre au rite de passage incontournable, celui de s'apprêter à la façon des femmes bhotias (qui portent une tenue vestimentaire spécifique), ou apprendre les pas de danse traditionnels lors des fêtes religieuses.

certain nombre de chercheurs venant épisodiquement passer une journée de travail intensive au village. Cette difficulté a été partiellement surmontée au fil du temps, quand notre présence n'a plus été immédiatement assimilée à celle de l'étudiante étrangère mais à une figure connue du village. Le sexe du chercheur ayant un impact évident sur son travail d'enquête (même si le fait d'être une femme ne conduit pas automatiquement à développer une perspective féministe, loin s'en faut), nous avons eu un contact beaucoup plus aisé avec, outre bien sûr les enfants, les femmes de tout âge, plus promptes à nous faire partager leur quotidien que les hommes. Dans la société bhotia, les femmes sont sans aucun doute moins confinées que leurs voisines non bhotia, et disposent même d'un certain pouvoir dans les institutions villageoises. Leurs discours, de manière générale moins paternaliste que celui des hommes, ont donc été très importants dans cette enquête. Notre contact avec les familles Dalits, qui vivent à l'écart du village, a été facilité par notre amitié avec une femme guérisseuse qui y réside.

Les entretiens en dehors du village

Dans le cadre de notre enquête, nous nous sommes également intéressés aux différentes personnes impliquées de près ou de loin dans la gestion de la réserve de biosphère de Nanda Devi. Il s'agit principalement de chercheurs ou d'officiels qui travaillent sur la question des espaces protégés en Inde, puis des gestionnaires de la RBND et enfin de l'ONG travaillant de concert avec les Bhotias dans le cadre d'un projet d'écotourisme militant.

Concernant la première catégorie, à savoir celle des chercheurs et officiels travaillant sur la question des espaces protégés au niveau national, se pose la difficulté incontournable d'obtenir un rendez-vous. Rencontrer ces personnes demande beaucoup de temps et persévérance, la plupart étant sans cesse en déplacement ou « très occupées ». Nous avons eu la chance de rencontrer à Paris Natarajan Ishwaran, le directeur du programme *Man and Biosphere* de l'Unesco, directement en charge de l'ensemble du réseau des réserves de biosphère dans le monde. Ce dernier nous a fourni une lettre de recommandation pour rencontrer Minja Yang, la directrice du bureau Unesco à Delhi, qui nous a informé des projets Unesco en Inde. Elle nous a conseillé de rencontrer Sudha Mehndiratta (ex chargée des réserves de biosphères à l'Unesco de Delhi, maintenant à la retraite) et son mari P.S. Ramakrishnan (chercheur à l'université JNU de Delhi), mais ces derniers n'étaient pas présents lors de notre séjour.

Notre rencontre avec Shekhar Singh, qui a consacré une partie de sa carrière à la question de la gestion des espaces protégés dans son pays (Singh, 1989 & 1996 ; Singh *et al.* 2000)[186], a été particulièrement fructueuse. Ancien professeur de philosophie à l'université de Shillong puis à l'*Indian Institute of Public Administration* (IIPA), expert au sein du programme MAB de l'Unesco, Shekhar Singh a aussi été en charge de la division « environnement et forêt » dans le cadre du 8ème plan quinquennal du pays (1992-1997). C'est lui qui à la suite de son travail au sein de la *Planning Commission* a introduit en Inde le concept d' « écodéveloppement ». Aussi, nos entretiens avec Shekhar Singh ont été particulièrement riches en informations sur le développement des politiques de conservation en Inde. D'autre part, dans le cadre de son travail de grande envergure faisant un état des lieux des espaces protégés en Inde (Kothari *et al.* 1989), Shekhar Singh avait accumulé de nombreuses archives sur les parcs du pays, dont celui de Nanda Devi, qui sont autrement introuvables et qu'il a laissées gracieusement à notre disposition. Il s'agit par exemple des documents de travail produits par la *Botanical Survey of India* et le programme *MAB* au moment de la création du parc (Hajra, 1982 ; Lamba, 1982), ou encore des questionnaires (remplis à la main) envoyés au directeur de la réserve et à des ONG sur la gestion de la réserve dans les années 1984-1985 (GoI, 1984 ; GoI, 1985).

Une autre rencontre intéressante a été celle de chercheurs du *Wildlife Institute of India* (WII), principal centre de formation des biologistes de la conservation en Inde, situé à Dehra Dun. Nous avons d'abord rencontré le Dr. S. Satyakumar, mammalogiste, qui a fait partie de deux expéditions scientifiques chargées de produire des rapports décennaux d'expertise écologique sur la RBND (Anon. 1993 ; UAFD 2004). Dr. Satyakumar nous a accueilli pendant une semaine au sein de son institution, afin de pouvoir profiter de leur bibliothèque et de rencontrer des chercheurs travaillant sur des questions similaires. Cette semaine a surtout été pour nous l'occasion de nous confronter aux points de vue de chercheurs qui sont parmi les principaux acteurs de la conservation en Inde. La plupart des chercheurs du WII sont des écologues, botanistes, zoologues ou biologistes qui partagent dans leur grande majorité le paradigme de la préservation détaillé dans le chapitre précédent. Notre objet de recherche, qui s'annonçait comme une critique des politiques de conservation construites autour de ce

[186] Il s'est ensuite beaucoup investi dans l'action militante, en dirigeant l'ONG *National Campaign for People's Right to Information*, dont le travail a permis le passage de la loi *Right to Information Act* en 2005. Cette loi sur le droit à l'information vise à promouvoir la transparence dans l'action gouvernementale en facilitant la participation publique dans les processus décisionnels.

paradigme, a suscité de ce fait une certaine méfiance, surtout venant d'une étrangère. Néanmoins, le WII compte aussi quelques chercheurs proches des sciences sociales, qui nous ont apporté soutien et conseils. Le WII fonctionnant de façon assez procédurale, le directeur nous a fait savoir qu'il était indispensable d'obtenir une autorisation auprès du directeur en chef de la faune et de la flore de l'Uttaranchal (*Chief Wildlife Warden*) pour pouvoir conduire des recherches dans un espace protégé. Après une semaine de relance, nous avons donc pu obtenir le précieux sésame, qui, cela étant, ne nous a jamais été demandé lors de notre enquête de terrain à Nanda Devi.

Dans la hiérarchie administrative relative à la gestion des espaces protégés en Inde, on trouve, après le *Chief Wildlife Warden* en haut de la pyramide régionale, le directeur du parc. En dépit de nombreux courriels et contacts téléphoniques, il nous a été impossible de rencontrer Samir Sinha, directeur de la RBND, sans cesse en déplacement. Nous avons en revanche pu obtenir plusieurs entretiens auprès du *District Forest Officer* (DFO) de Joshimath, juste en dessous du directeur dans la hiérarchie administrative. Contrairement à son prédécesseur, dont l'attitude intransigeante avait provoqué les foudres des Bhotias et un grand mouvement de protestation contre les politiques de conservation de la RBND en 1998, le DFO actuel avait pour mission de jouer la carte de l'apaisement et, maîtrisant parfaitement la rhétorique officielle de la « participation », de développer un programme d'écodéveloppement dans la RBND. Enfin, en dépit d'un séjour ayant duré plusieurs mois sans discontinuité, nous n'avons pu croiser qu'une seule fois les gardes forestiers du parc, avec lesquels nous n'avons pas pu conduire d'entretiens.

Pour finir, notre principal interlocuteur en dehors du village a été Sunil Kainthola, directeur de la petite organisation qui travaille avec les Bhotias dans le cadre de la construction d'un projet d'écotourisme dans les villages de la zone tampon. Après plusieurs années de collaboration étroite avec les villageois et de travail militant, Sunil Kainthola avait une très bonne connaissance sociologique des villages, et s'est révélé un informateur hors pair. Pour autant, en tant qu'initiateur du projet d'écotourisme et « facteur de transformation » de la vie quotidienne des Bhotias, son action et ses discours étaient aussi des matériaux à analyser dans le cadre de ce travail.

Conclusion du chapitre 3

À travers ce chapitre de présentation de la réserve et de l'enquête, nous avons voulu donner un avant-goût des enjeux qui se trament dans la réserve de biosphère de Nanda Devi, et surtout montrer que cet espace protégé offre un contexte extrêmement riche pour aborder la question de la conservation en Inde et ses multiples ramifications.

D'une part, le bassin de Nanda Devi est effectivement l'un des rares espaces du pays, qui, du fait de son relief, a été relativement protégé des interférences extérieures — même s'il est régulièrement visité par la population bhotia qui vit à sa périphérie et que le développement de l'alpinisme a fini par causer des dégâts certains. Du point de vue de la conservation, le parc n'en recèle pas moins de grandes richesses, que l'on s'intéresse à la diversité de la flore et en particulier aux nombreuses plantes médicinales qui poussent dans les prairies alpines du bassin, ou aux espèces devenues très menacées comme le chevrotin porte-musc ou le léopard des neiges.

D'autre part, du point de vue de la socio-anthropologie de la conservation, ce parc est aussi extrêmement intéressant dans la mesure où il présente tous les éléments qui alimentent le débat sur la conservation en Inde et les problèmes qu'elle rencontre, ce qui fait d'ailleurs penser que sa situation est d'une certaine manière le miroir de la « crise » de la conservation indienne. En combinant un environnement exceptionnel, la présence d'une population tribale économiquement marginalisée mais dotée d'une culture très riche, une longue histoire de lutte pour la reconnaissance des droits coutumiers de cette population sur les forêts et la présence d'ONG qui accompagnent la population dans le développement d'un projet pilote d'écotourisme dernière génération, la RBND présente un cas d'étude d'une rare richesse.

En dépit de son isolement, cet espace protégé participe aussi d'une histoire passionnante, marquée par les caravanes des Bhotias qui ont traversé la région pour commercer au Tibet pendant des siècles, le grand mouvement de réservation des forêts pendant la période coloniale, les mouvements paysans pour un accès local aux ressources qui culminent avec *Chipko*, la lutte pour un État indépendant, la guerre avec la Chine, l'ouverture de la région au tourisme... — une histoire vers laquelle nous allons maintenant nous tourner pour comprendre comment a émergé le souci de conservation.

CHAPITRE 4
Économie politique des *unquiet woods*

> Le mouvement Chipko, comme les processus de fragmentation sociale et écologique qu'il tente d'inverser, n'est lui-même qu'une partie d'une plus longue histoire de résistance et de protestation. Comme le montre ce travail, Chipko est le dernier d'une longue série de mouvements paysans contre la foresterie commerciale qui remontent aux premiers jours de l'intervention de l'État, i.e. les dernières décennies du dix-neuvième siècle[187].
>
> - Ramachandra Guha, *The Unquiet Woods*, 1989 : 33

Introduction

L'Uttarakhand, connu pour ses splendides paysages himalayens et ses nombreux sites de pèlerinages, n'est pas seulement la « demeure des dieux » (*devbhūmi*) célébrée par la littérature nationaliste indienne, mais aussi une région où le contrôle des riches espaces forestiers a toujours fait l'objet de conflits et de négociations. La longue histoire de l'économie politique de la région s'articule en effet largement autour des moyens mis en œuvre par l'État pour contrôler ces forêts, et des protestations populaires et des affrontements qui accompagnent cette tentative de mainmise.

Il est possible de distinguer différentes phases de cette économie régionale, auxquelles correspondent des formes particulières de gestion des forêts. L'époque coloniale étant, du point de vue de l'histoire environnementale de l'Inde, une période décisive, nous avons choisi ici de suivre une périodisation classique (période précoloniale, coloniale et postcoloniale). Cette analyse historique de l'évolution du contrôle étatique sur les forêts de l'Uttarakhand, conduite entre autres par des auteurs comme Ramachandra Guha (1985 & 1989a) ou Haripriya Rangan (2000a & 2000b), permet de montrer que l'effort de conservation qui s'est

[187] « Chipko, like the processes of ecological and social fragmentation which it attempts to reverse, is itself only part of a much longer history of resistance and protest. As this work shows, Chipko is the last in a long series of peasant movements against commercial forestry which date from the earliest days of state intervention, i.e. the closing decades of the nineteenth century ».

matérialisé en 1982 par la création du parc national de Nanda Devi s'inscrit dans des dynamiques politico-économiques régionales anciennes. Au même titre l'hostilité que suscite cet effort au sein de la population locale doit être replacée dans la longue « histoire de résistance et de protestation » dont Ramachandra Guha se fait l'historien. Aujourd'hui, *Chipko* n'est plus la fin de l'histoire, mais se perpétue sous la forme de différents mouvements de lutte pour la reconnaissance des droits d'accès et d'usage des ressources forestières, qui se jouent en particulier dans les espaces protégés de la région.

4.1. AVANT 1850 : LE CONTROLE DU COMMERCE TRANSHIMALAYEN

A. La période féodale

L'actuel État de l'Uttarakhand est divisé en 13 districts, eux-mêmes regroupés en deux grandes divisions territoriales, le Garhwal et le Kumaon. Le nord de l'Uttarakhand est couvert par les hautes montagnes himalayennes, tandis que le sud est densément boisé. Niché au nord-ouest de l'Inde, cet État partage avec le Tibet sa frontière septentrionale et avec le Népal sa frontière orientale. D'un point de vue géopolitique, ce territoire frontalier occupe donc une position stratégique dont l'importance a été très tôt reconnue.

Au moins pendant deux siècles avant l'arrivée des Britanniques, la région est contrôlée par des petits chefs et roitelets qui guerroyent pour le contrôle de ce territoire. Ce que l'on appelle le Garhwal, en particulier, est en réalité un espace morcelé en pas moins de cinquante-deux principautés, chacune sous l'autorité d'un chef disposant de sa propre forteresse (*gaṛh*) — ce qui aurait valu à la région son nom. Au milieu du XIVème siècle, le chef le plus puissant de ces principautés, Ajay Pal, parvient à conquérir puis réunir sous son autorité les cinquante et une autres, devenant ainsi le premier prince d'un Garhwal unifié. Ajay Pal installe sa capitale à Srinagar[188], qui restera la capitale du Garhwal jusqu'en 1803. Ses descendants sont jusqu'à la fin du XVIIIème siècle en guerre avec les souverains du royaume voisin du Kumaon et avec les envahisseurs venus des plaines.

Cette situation de guerre permanente qui domine la phase féodale de l'histoire politique de l'Uttarakhand s'explique en grande partie par le caractère géostratégique de la région et le souci commun à tous les souverains de gagner le contrôle exclusif des cols montagneux. Celui-ci permet en effet de contrôler les grandes routes du commerce caravanier transhimalayen et les revenus tirés de ce commerce (Hoon, 1996 ; Rangan, 2000b). Les conditions écologiques de cette région de montagnes étant peu propices au développement d'une agriculture prospère, l'économie régionale est largement alimentée par le commerce transhimalayen (Rangan, 2000a). L'agriculture et l'extraction de produits forestiers restent

[188] Srinagar est une ville située dans l'actuel district de Pauri en Uttarakhand, qu'il ne faut pas confondre avec la capitale éponyme de l'État du Jammu et Cachemire !

cependant des activités subsidiaires importantes, mais dont le dynamisme est étroitement lié à celui du commerce (*ibid.*).

Ce dernier prend trois formes au Garhwal : le commerce au nord avec le Tibet, le commerce au sud avec les marchés des plaines (*tarāī-bhābar*), et le commerce entre les différentes localités à l'intérieur de la région. Le commerce avec le Tibet est entièrement entre les mains des Bhotias des vallées Mana et Niti. Les principales marchandises exportées au Tibet sont des céréales comme l'orge, le blé, le riz, le sarrasin (*phāphar*), différentes variétés de millet, des oignons, des pommes de terre, des vêtements, du sucre non raffiné (*guṛ*), du tabac, des épices, des fruits secs et de l'argenterie. En échange de ces marchandises ou contre de l'argent, les Bhotias importent du sel, du borax, des poneys, des « jubus » (issus du croisement entre un yak et d'une vache), des chèvres et moutons, des chiens, de la laine et des produits laineux de toutes sortes, des tapis, des chaussures chinoises, des selles, du thé, du beurre, de l'or, des queues et des cornes de yak.

En 1815, quand les Britanniques prennent le contrôle du Garhwal, le *settlement officer* note que les souverains de la région tiraient environ 70 % de leurs revenus du commerce transhimalayen avec le Tibet, et seulement 30 % de l'agriculture, cette partie permettant d'entretenir leurs armées (*ibid.*).

À la fin du XVIIIème siècle, les batailles incessantes entre les deux royaumes du Garhwal et du Kumaon (principalement sous la forme de raids sur le territoire ennemi) ainsi qu'avec des envahisseurs venus des plaines, contribuent à affaiblir leur pouvoir politique et à réduire le dynamisme du commerce transhimalayen.

B. L'économie sous les Gurkhas (1804-1815)

Quand les souverains Gurkhas du Népal décident d'étendre leur contrôle vers l'Himalaya indien, les royaumes du Garhwal et du Kumaon sont donc considérablement affaiblis par leurs guerres intestines. En 1790, ils profitent de cette situation pour envahir le Kumaon et occupent la ville d'Almora. L'année suivante, ils attaquent le Garhwal mais, après avoir tenu une année durant le siège de la forteresse de Langurgarhi, l'invasion chinoise du Népal les

contraint à lever le camp. Ils reviendront cependant régulièrement mener des raids et pillages dans les districts (*parganas*) frontaliers du Garhwal. Lors de ces raids particulièrement violents, les Gurkhas font de nombreux prisonniers qu'ils vendent comme esclaves et brûlent les villages, laissant derrière eux des paysages désolés. De leur côté, les Garhwalis exercent des représailles sanglantes. En 1804, les Gurkhas parviennent finalement à annexer le Garhwal et le Kumaon, tirant parti d'un tremblement de terre catastrophique qui anéantit près du tiers de la population de la région (Rawat, 2002).

Comme le montre Haripriya Rangan, cette guerre de conquête a coûté très cher au trésor népalais ; la principale motivation des souverains Gurkhas est donc de compenser au plus vite les dépenses de la guerre, par tous les moyens (Rangan, 2000a). On peut ainsi lire dans la gazette tenue par les administrateurs britanniques que les Gurkhas instaurent un système d'interdictions extrêmement lucratif, tout contrevenant devant payer une amende. Ce système vise différents types d'activités a priori parfaitement « inoffensives », comme par exemple le fait de grimper sur le toit des maisons pour les femmes. Il s'agit pourtant d'une interdiction très pénible pour les villageois, car, comme l'explique le premier administrateur britannique de la région, G.W. Traill :

> Une partie de l'économie domestique jusqu'alors laissée aux femmes se déroule sur le toit des maisons, comme par exemple faire sécher les graines ou le linge au soleil. Le bois de chauffe et les provisions qui sont destinées à être consommées immédiatement sont stockés à cet endroit, aussi, demander aux hommes de surveiller ces opérations, en les contraignant à quitter leur travail de labour dans les champs, était vécu comme une épreuve »[189] (cité dans Walton, 1989 : 126).

Ceux qui ne peuvent pas acquitter ces amendes sont vendus comme esclaves sur les marchés des plaines, certains officiers coloniaux avançant le chiffre de 200 000 victimes de ces pratiques (Walton, 1989 : 127).

Mais surtout, à la suite des princes qu'ils viennent de chasser, les Gurkhas instaurent leur propre système fiscal, en levant cependant des impôts beaucoup plus lourds sur le commerce et l'agriculture. Cela a pour conséquence la désertion à grande échelle des paysans

[189] « a part of the domestic economy hitherto left to the women, such as drying grain, cloth, etc., is performed there, and firewood and provisions for immediate consumption are stored in the same place, and the necessity for men superintending these operations, by withdrawing them from their labour in the fields, was felt as a hardship».

et le déclin du commerce (Rangan, 2000a). Ce système fiscal est appliqué dans toute la région, y compris dans les vallées reculées occupées par les populations bhotias, qui passent sous le contrôle des Gurkhas en 1806 (Hoon, 1996). Ces dernières, une des communautés les plus riches de la région grâce à leur rôle actif dans le commerce avec le Tibet, constituent une cible de choix pour l'administration Gurkha, si l'on croit H.G. Walton, auteur de la *Gazetteer of Garhwal Himalaya*, qui cite ici Traill :

> Quand les Gurkhas conquirent le Garhwal, la résistance que leur opposèrent les Bhotias, associée à leur prétendue richesse, en firent les victimes toutes désignées à subir des exactions particulières. Les Gurkhas augmentèrent le montant des taxes prélevées sur les Bhotias, qui passèrent de 1200 roupies du temps des Rajas à 7000 roupies sous les Gurkhas. Ce ne fut que lorsque les Gurkhas eurent quasiment ruinés le pays qu'ils réduisirent le montant à 4700 roupies[190] (Walton, 1910 : 101).

Les Gurkhas règnent donc sur le Garhwal et le Kumaon avec une « main de fer »[191] et un intérêt évident pour le commerce transhimalayen et le contrôle des ressources qu'il génère. Ce climat politique, comme celui qui régnait lors des épisodes de guerres intestines entre les Rajas de la période précédente, n'est évidemment pas favorable à la prospérité du commerce transhimalayen et de l'agriculture, qui enregistrent un net recul.

Ce rapide aperçu de la période précoloniale, présentée dans certains essais historiques comme un âge d'or où les communautés paysannes vivaient dans un rapport harmonieux et durable avec la nature (Gadgil & Guha, 1992), doit donc être reconsidérée. Loin d'être un paradis de la propriété commune, les forêts de l'Uttarakhand ont été dès cette époque sujettes à des luttes pour leur contrôle et leur gestion par les différents souverains de la région :

> Le paysage de la région himalayenne de l'Uttarakhand a été le reflet des tribulations des souverains dont les actions ont été façonnées par le principe dominant de contrôler le commerce transhimalayen. Quand le commerce était florissant, les vallées et pentes fertiles à proximité des routes commerciales étaient couvertes de cultures de riz, de blé, d'orge, de sarrasin, et de cultures de rente telles que l'amarante, le gingembre et le curcuma. Les Européens qui voyagèrent dans la région rapportèrent des phénomènes de déforestation le long des routes

[190] «When the Gurkhas conquered Garhwal the resistance on the part of the Bhotias, joined to an exaggerated reputation for wealth, marked them out for peculiar exactions. The revenue demand was raised from the Rs. 1,200 assessed by the Rajas to Rs. 7,000, and it was not until the Gurkhas had almost ruined the country that they reduced it to Rs. 4,700 ».

[191] Cette expression, traduction française de « *a rod of iron* », est celle que l'on retrouve systématiquement dans les récits historiques sur la période Gurkha au Garhwal.

commerciales, liés au volume croissant du marché du bois avec les plaines, et au surpâturage des chèvres et chevaux de bât. Quand le commerce déclinait à cause de la guerre, les villages étaient souvent abandonnés, et la jungle reprenait ses droits sur des espaces qui étaient auparavant cultivés. Les politiques et actions prises par les souverains précoloniaux dans la région ne manifestaient aucune bienveillance particulière – tout au moins aucune qui ne soit parvenue jusqu'à nous – à l'égard de la préservation de l'environnement himalayen ou de la gestion de ses ressources naturelles[192] (Rangan, 2000b : 29-30).

C. La mainmise de l'East India Company sur l'Uttarakhand (1815-1858)

Depuis leur bastion du Garhwal et du Kumaon, les Gurkhas tentent d'étendre leur territoire au sud, menaçant ainsi directement les intérêts de la Compagnie anglaise des Indes orientales. Ces tensions aux frontières, alimentées par un expansionnisme tant anglais que gurkha dans la région, conduisent le nouveau gouverneur Lord Hastings à leur déclarer la guerre en 1814. En 1815, les Gurkhas sont défaits et doivent signer le Traité de Sugauli (ratifié en 1816). La Compagnie stabilise la frontière nord de ses territoires en annexant tous les districts à l'est de la rivière Alaknanda, qui deviennent la province britannique du Kumaon[193], tandis que le nord-ouest du Garhwal[194] est restitué à l'ancien Raja de Tehri.

En dépit des ravages causés par les Gurkhas, la Compagnie des Indes orientales a bien compris les avantages qu'elle peut tirer de cette région (Rangan, 2000b). D'une part, le contrôle de ce vaste territoire lui permet de compenser en partie les pertes induites par la suppression de son monopole commercial en 1813 en trouvant de nouvelles sources de revenus. Tout comme les Gurkhas, la Compagnie convoite particulièrement le contrôle des routes du commerce transhimalayen, où transitent des produits aussi précieux que le *paśmīnā* (cachemire), l'or, le borax ou le sel. D'autre part, le Garhwal et le Kumaon offrent une

[192] « The regional landscape of the Uttarakhand Himalaya mirrored the fortunes of rulers whose actions were shaped by the dominant principle of controlling trans-Himalayan trade. When transit trade flourished, fertile valleys and slopes near trade routes saw expansion of cultivation of rice, wheat, barley, buckwheat, and commercial crops such as amaranth, ginger, and turmeric. European travellers through the region commented on the deforestation along trade routes because of the growing volume of timber trade with the plains, and overgrazing by packhorses and goats ».
[193] En 1839, la province du Kumaon est divisée en deux districts, le British Garhwal et le Kumaon.
[194] Ce royaume du Tehri Garhwal s'étendait sur les districts actuels de Tehri et d'Uttarkashi.

position stratégique majeure dans la lutte d'influence sur le Tibet à laquelle se livrent la Chine, la Russie et la Grande-Bretagne au XIXème siècle.

Sous l'autorité de G.W. Traill, premier administrateur de la province (1815-1835), la Compagnie nourrit une double ambition pour le Kumaon : restaurer des conditions favorables au développement du commerce transhimalayen, et assurer la stabilité politique de la région en encourageant les agriculteurs à revenir dans les villages qui ont été abandonnés pendant la période gurkha (Rangan, 2000b). Le premier objectif est rempli à partir de 1818, quand l'administration régionale décide de supprimer les droits de transit (*transit duties*) le long des routes commerciales et les taxes sur le commerce, ce qui permet une augmentation du volume du commerce transhimalayen. Afin de relancer l'activité agricole, l'administration décide de maintenir, sur les rares terres cultivables de la province, un impôt foncier relativement bas, et de « subventionner »[195] certaines cultures, en particulier celle du chanvre, perçue comme ayant un bon potentiel pour la région.

En 1933, la Compagnie, qui perd son lucratif monopole sur le commerce avec la Chine, se trouve réduite à ses fonctions politico administratives et militaires, conservant toutefois un « fort pedigree mercantiliste » (Rangan, 2000b : 34). Cette nouvelle ère est en effet marquée par un protectionnisme d'inspiration mercantiliste, qui se matérialise par des politiques de soutien aux exportations *via* des investissements dans l'infrastructure permettant l'augmentation de la production de produits agricoles destinés à l'étranger, ainsi que par la promotion d'activités économiques permettant de réduire les importations de produits coûteux comme le thé de Chine. Pour le Garhwal et le Kumaon, cela signifie donc que pour la première fois dans l'histoire économique de la région, l'accent est mis sur une production orientée vers l'exportation, plutôt que sur le simple profit tiré du commerce transhimalayen. Celui-ci continue toutefois à être encouragé comme un complément à la production de marchandises (Rangan, 2000b).

Dans le cadre de cette nouvelle politique, trois grands projets sont conduits dans la région, détaillés par Haripriya Rangan (2000b) : la culture du thé, la production commerciale de plusieurs denrées agricoles, et la construction du canal du Gange dans la ville d'Haridwar. La

[195] La Compagnie avance de l'argent aux chefs de villages et aux gros agriculteurs pour cultiver du chanvre, qui en retour doivent fournir à la Compagnie de la fibre de chanvre (pour la fabrication de cordes, de toiles, de vêtements, etc.).

Compagnie décide en effet de développer des plantations de thé dans toute la zone himalayenne (Garhwal, Kumaon et Assam). Entre 1844 et 1880, elles passent au Garhwal de 283 hectares à plus de 4 400 hectares. À la différence du thé venant d'Assam, la production de thé au Garhwal et au Kumaon n'est pas exportée en Angleterre via le port de Calcutta, mais est destinée à des marchés plus proches, au Tibet et en Asie Centrale. Les Bhotias jouent ici un rôle central, puisqu'ils achetent le thé produit au Garhwal pour le revendre dans le cadre du marché transhimalayen. La Compagnie lance simultanément un programme de recolonisation agricole de la vallée de Dehra Dun, destiné aux Européens qui ont désormais le droit de posséder des terres sur les territoires de la Compagnie. Les canaux d'irrigation de Dehra Dun, détruits lors de la période Gurkha, sont reconstruits dès 1837. En 1838, neuf concessions terriennes sont cédées à des officiers et marchands européens, qui se lancent dans la production de canne à sucre, de coton, de blé et de riz, destinés à l'exportation. La Compagnie, pour assurer sa politique protectionniste, doit cependant s'assurer de la stabilité de sa production agricole. Or, un des espaces les plus fertiles de la région, le Doab — la langue de terre comprise entre le Gange et la Yamuna — a beaucoup souffert des années de sécheresse. La famine de 1837-1838 qui frappe toute la plaine du Gange précipite la construction d'un système de canaux pour irriguer cette région. Le chantier commence dans la ville d'Haridwar en 1841, et s'achève en 1854. L'extension de l'irrigation permet l'augmentation des surfaces cultivées, en particulier des cultures commerciales de canne à sucre, d'indigo, de coton, d'opium et de blé.

L'économie régionale et les paysages de l'Uttarakhand sortent considérablement transformés de cette phase protectionniste. Les plantations de thé et les cultures agricoles impliquent une demande croissante de main d'œuvre pour le défrichage et la culture des champs, pour la cueillette et le traitement du thé. La construction du canal du Gange augmente encore cette demande pour l'excavation, la préparation de la chaux et le moulage des briques. De grandes quantités de bois sont nécessaires pour construire routes et bâtiments, pour obtenir du charbon de bois pour les fours à briques, pour le séchage du thé. C'est donc à cette époque qu'émerge dans la région un marché du bois très lucratif. Les maisonnées les plus riches impliquées dans le commerce transhimalayen redirigent leurs efforts vers l'extraction du bois dans les forêts d'altitude, pour le vendre très cher dans les plaines. Les ménages les plus modestes trouvent des emplois saisonniers dans les plantations, les domaines agricoles et les travaux publics.

Pour autant, cette période de relative prospérité économique fait long feu. En 1841, le Parlement anglais adopte une loi interdisant aux officiers britanniques travaillant pour la Compagnie de cumuler un travail d'entrepreneur privé à leur propre compte. Au Garhwal et au Kumaon, cette décision met brutalement terme à la production commerciale de denrées agricoles par les Européens. Les détenteurs des concessions terriennes, qui n'attendent aucune compensation de la part de leur gouvernement, exploitent leurs domaines jusqu'à la dernière ressource pour compenser leurs investissements, avant de les vendre à bas prix à des marchands et propriétaires terriens indiens. Concernant les plantations de thé, l'obstacle ne vient pas du Parlement britannique, mais des tensions politiques entre l'Angleterre et les empires chinois et russe. En 1847, la commission frontalière établie par la Compagnie approche les Chinois pour fixer les frontières entre leurs deux territoires et demander l'autorisation d'établir des comptoirs commerciaux en Asie Centrale et au Tibet. Ces deux demandes sont rejetées. Le commerce avec l'Asie Centrale si prometteur aux yeux des Britanniques est d'autant plus difficile que le gouvernement de la Russie tsariste reste hostile à l'entrée des marchands britanniques dans ses provinces orientales, et taxe très fortement les produits importés d'Inde. Le commerce du thé du Garhwal et du Kumaon ne connait donc pas l'avenir prometteur imaginé par les Britanniques.

Quand au commerce transhimalayen, il connait aussi un lent déclin, résumé dans le *gazetteer* britannique de 1910 : « les profits ne sont plus ce qu'ils étaient »[196] (Walton, 1910 : 45). En particulier, les marchandises importées du Tibet et tant recherchées jusqu'alors subissent de plus en plus la concurrence de marchandises similaires et moins onéreuses produites dans d'autres régions du pays, voire du monde. Les importations de sel tibétain, par exemple, chutent avec l'arrivée sur les marchés des plaines de sel produit dans d'autres régions du sous-continent. Les importations de borax plongent également avec l'arrivée de borax bon marché venant du continent américain[197] (Rangan, 2000b). La laine reste finalement la seule marchandise de valeur qui survit à cette compétition, mais ce commerce se transforme. Avec la création de grandes usines de filature comme celle de Kanpur (ville de l'actuel Uttar Pradesh) et l'augmentation du prix de la laine, les marchands tibétains cherchent à maximiser leurs profits en outrepassant leurs intermédiaires Bhotias, c'est-à-dire en fournissant directement les usines et les marchés des plaines.

[196] « Profits are no longer what once they were ».
[197] Sur le continent américain, le borax est découvert en 1875 dans la Vallée de la Mort, en Californie.

Comme le souligne Haripriya Rangan, l'effondrement de l'agriculture commerciale tenue par les Européens et le déclin du commerce transhimalayen transforme le visage de l'économie régionale de l'Uttarakhand. Dans ce nouveau contexte, le commerce du bois reste la seule activité économique lucrative qui subsiste dans la région. Cette activité, contrairement à ce que l'on peut souvent lire, n'a pas été encouragée directement par les Britanniques, au moins à cette époque. Au moment où l'Inde passe sous la souveraineté directe de la Couronne en 1858, le commerce du bois est donc l'une des principales sources de revenus des habitants de l'Uttarakhand :

> Près de 75 pourcent de la population totale dépend de l'agriculture pour sa subsistance […] D'après les données du recensement, les forêts sont une source d'emploi pour 1172 personnes, mais ce chiffre est bien en deçà de la réalité. Il est évident, étant donné que pratiquement chaque homme du Garhwal est un zamindar, que ces derniers se sont déclarés comme agriculteurs, ignorant leurs autres occupations qui sont souvent plus importantes (Walton, 1910 :64).

4.2. 1858-1947 : MONOPOLISATION ET EXPLOITATION DES RESSOURCES FORESTIERES

A. Un nouveau régime forestier pour l'Empire

L'essor de la foresterie commerciale comme activité économique lucrative en Uttarakhand est allée de pair avec un renforcement des inquiétudes concernant la surexploitation des forêts du sous-continent (Grove, 1995). La pression exercée par certains officiers coloniaux et scientifiques pour une intervention gouvernementale n'a fait qu'augmenter jusqu'en 1864, quand l'*Imperial Forest Department* est créé avec pour mission de gérer les forêts et de réguler les activités extractives.

Les forêts indiennes ont en effet une valeur stratégique pour le Raj. Au début du XIXème siècle, l'*East India Company* exporte déjà du teck[198] de la région du Malabar vers la Grande-Bretagne pour les besoins de la *British Royal Navy*. Mais le tournant majeur se produit à partir des années 1850, avec la construction du réseau ferré indien, dont l'expansion est très rapide (1 349 km en 1860, 25 495 km en 1890 et 51 658 km en 1910). Les forêts du sous-continent sont mises à rude épreuve pour fournir du bois de construction pour les traverses de chemin de fer, et du combustible pour les locomotives à vapeur. Seulement trois espèces d'arbres (le sal, le teck et le déodar) sont suffisamment résistantes à l'état naturel pour servir de bois de construction pour les traverses. Le sal et le teck, présents dans l'Inde péninsulaire, sont exploités les premiers. Mais très rapidement, des expéditions dans le nord-ouest himalayen deviennent indispensables pour trouver du cèdre himalayen (déodar). Cette forte demande de bois, en particulier pour les traverses de chemin de fer, rend les forêts de l'Uttarakhand particulièrement précieuses et constitue une raison majeure qui explique l'extension du contrôle de l'administration coloniale sur ces dernières.

C'est en partie pour contrôler les coupes massives qu'entraîne l'expansion du réseau ferré que les autorités coloniales créent en 1864 la première administration forestière avec l'aide d'experts allemands. Jusqu'à cette date, la politique de l'État colonial a été peu ou prou de reconnaître les droits coutumiers des villageois indiens sur les forêts. Mais dès 1865, le

[198] Le teck est un bois imputrescible utilisé dans la construction de navires.

gouvernement tente d'imposer un monopole étatique sur les forêts, qui, après une violente controverse, trouve finalement son aboutissement dans la législation forestière de 1878. Cette controverse était articulée autour de trois positions, détaillées par Gadgil et Guha (1992) :

- l'« annexionniste », représentée par B.H. Baden-Powell, qui prône un contrôle étatique absolu sur les espaces forestiers du sous-continent ;
- la « pragmatique », représentée par Dietrich Brandis (botaniste, premier Inspecteur général des forêts), qui demande que seules les forêts à valeur stratégique et commerciale ou écologiquement fragiles soient annexées par l'État, les villages pouvant continuer à exercer leurs droits sur les autres forêts ;
- la « populiste », représentée par le gouvernement de Madras, qui rejette toute intervention étatique et demande que les paysans disposent de droits souverains sur les espaces forestiers.

Finalement, la législation forestière de 1878 retient en grande partie les arguments de Baden-Powell, pour qui la conservation des forêts n'est possible que dans la mesure où le gouvernement colonial bénéficie de droits de propriété absolus sur les forêts — au détriment des droits forestiers coutumiers de la population indienne. La législation reprend en particulier sa distinction entre « droits » et « privilèges », et opère une classification générale des espaces forestiers du pays. Les forêts du Garhwal et du Kumaon sont ainsi divisées en six catégories (Rangan, 2000b) :

- Les forêts dites « réservées » (*reserved forests*), sous le contrôle exclusif de la Direction des forêts et destinées à une exploitation commerciale. Les règles et régulations concernant l'extraction des ressources forestières sont décidées par la Direction des forêts.
- Les forêts dites « protégées » (*protected forests*), sous le contrôle de la Direction des impôts fonciers afin de maintenir les bassins versants et empêcher l'érosion du sol. Ces forêts devaient rester à l'abri de toute exploitation.
- Les forêts dites « civiles » (*civil forests*), également sous le contrôle de la Direction des impôts fonciers, mais où une extraction limitée des ressources forestières est permise ; les villageois résidant à proximité de ces espaces disposent de droits d'accès pour collecter du bois de chauffe, du fourrage, et du bois de construction pour leurs besoins quotidiens.
- Les forêts dites « villageoises » (*village forests*), gérées par les institutions villageoises afin de répondre aux besoins des habitants. Les villages disposent des droits de

propriété sur ces forêts, mais l'extraction des ressources forestières à des fins commerciales n'est possible qu'après avoir obtenu la permission de la Direction des forêts.

- Les forêts dites « privées » (*private forests*), détenues par les propriétaires terriens et les princes, sujettes à l'impôt en cas d'exportation de ressources forestières à valeur commerciale dans d'autres régions.
- Les friches (*wastelands*), c'est-à-dire les espaces non arpentés et incultes. L'extraction des ressources de ces espaces est contrôlée par la Direction des impôts fonciers.

Entre 1893 et 1914, les forêts dans la région ont connu trois reclassifications, liées aux conflits entre la Direction des forêts, la Direction des impôts fonciers et les élites locales et régionales — la Direction des forêts tendant à vouloir élargir son domaine au détriment des autres acteurs.

B. Les implications sociales de la mise en défens des forêts

Les processus de réservation et d'exploitation commerciale des forêts mettent directement en conflit l'État et ses représentants (au premier chef la Direction des forêts) avec les paysans qui tirent jusqu'alors de la forêt une grande partie de leurs ressources : bois de chauffe et bois de construction, fourrage, produits forestiers mineurs, etc. Nous ne reviendrons pas sur cet aspect qui est bien connu. On peut en revanche souligner que la réservation des forêts a totalement bouleversé le système de migrations saisonnières des éleveurs de la région, en limitant l'accès aux pâtures estivales et en excluant les abris traditionnels des bergers des forêts réservées. Ce nouveau régime forestier a donc un impact immense sur l'économie locale des agropasteurs comme les Bhotias, en instaurant un contrôle du pâturage et de l'élagage des arbres, en définissant les droits d'accès, non sans problème. Pour les paysans de la région, cette situation contribua à des phénomènes de surpâturage dans les endroits encore accessibles (Dangwal, 1997).

La situation est d'autant plus difficile que les forêts privilégiées par l'administration coloniale ne sont pas celles des paysans. Ramachandra Guha a bien expliqué la dialectique du chêne et du pin, qui montre le conflit d'intérêt entre les populations locales et les nouveaux

propriétaires des forêts (Guha, 1989a). Pour les activités agricoles et pastorales des paysans, le chêne et les autres feuillus sont très précieux, tandis que les autorités britanniques s'intéressent principalement au pin, dont ils entreprennent d'extraire la résine dès la fin du XIXème siècle pour fabriquer la colophane et l'essence de térébenthine :

> Le programme des forestiers dans l'Himalaya était de réduire les forêts mixtes de conifères et de feuillus à des peuplements homogènes, en abattant les chênes pour ne conserver que les pins. La forêt du paysan est, au contraire, un milieu de vie diversifié, où chaque espèce a ses usages. Le chêne donne du fourrage, de l'engrais (feuilles mélangées à la bouse), des litières, du bois de chauffage, et des outils. Le pin fait d'excellentes torches, des charpentes ; le tapis d'aiguilles sèches est incendié en avril mai pour rendre la pente moins glissante tout en provoquant une repousse d'herbe luxuriante ; là où l'herbe est rare, le pin lui même donne du fourrage (Zimmerman, 1990).

C. Les révoltes paysannes

Rappelons qu'une partie du Garhwal, à la différence de la province britannique du Kumaon, est un État princier (le Tehri Garhwal). La situation des deux régions tend toutefois à se ressembler car le raja prend le système de gestion forestière britannique comme modèle. Comme l'explique Ramachandra Guha (1989a), les paysans du royaume ont très tôt réagi à la limitation de leurs droits coutumiers en ayant d'abord recours à une forme de protestation traditionnelle appelée « *dhandak* » :

> Traditionnellement, les protestations paysannes en Uttarakhand prenaient la forme de résistance individuelle ou collective à la tyrannie des officiers doublée d'un appel au monarque pour restaurer la justice. Cette forme de protestation était connue sous le nom de dhandak, dérivé de l'expression 'dand kiye gi', une admonestation utilisée par les mères du Garhwal pour faire taire les enfants turbulents. Les dhandak n'étaient jamais dirigées contre le roi ou contre l'institution de la monarchie ; elles émergeaient plutôt en réponse à ce qui était perçu comme une oppression venant d'agents subordonnés et/ou à l'introduction de nouvelles taxes ou régulations. Une fois les agents défaillants punis, les dhandak

> s'apaisaient invariablement, pour mieux reprendre quand de nouveaux cas de tyrannie se faisaient jour[199] (Guha, 1989a : 67).

En réponse aux difficultés causées par le processus de réservation des forêts, un *dandhak* éclate dans la ville de Rawain (nord ouest du Tehri Garhwal) en 1885. D'autres se déroulent en 1904, en 1906, et surtout en 1930, de nouveau dans la ville de Rawain, pour protester contre une révision de la classification des forêts recommandée par un expert allemand, Franz Heske. Cette révolte est pour la première fois écrasée dans le sang. Ces mouvements intermittents et localisés finissent par se cristalliser dans un mouvement beaucoup plus étendu au moment de la fusion du Tehri Garhwal avec l'Union indienne. Ce mouvement populaire, appelé *Kisan Andolan* (1944-1948), s'apparente davantage à une révolte paysanne typique (jacquerie) qu'aux *dhandak* traditionnels. Elle est le produit en partie de l'influence du mouvement nationaliste et de l'intégration des paysans de Tehri dans l'économie de marché. Parmi les causes de cette révolte, Guha cite la différence entre le prix (élevé) auquel les villageois sont contraints d'acheter du bois d'œuvre et celui auquel la Cour le vend à des agents extérieurs, et également l'introduction de sortes de taxes douanières aux frontières de l'État.

Outre les *dhandak*, Guha distingue ce qu'il appelle les « rébellions comme affrontements ». Celles-ci sont des révoltes qui ont éclaté dans les forêts du Kumaon en réaction au processus de réservation des forêts entre 1911 et 1917. Voici comment un agent britannique analyse à cette époque la situation :

> Une idée persiste dans tous les esprits, des personnes les plus haut placées aux petites gens, selon laquelle le Gouvernement leur prend leurs forêts et les vole de leur propre propriété. Cette idée semble avoir émergé de l'absence totale de restriction ou de contrôle sur l'usage des friches ou des forêts durant les 80 premières années qui ont suivies l'occupation britannique. Le plus vieux des habitants, et naturellement il est considéré comme ayant la plus grande autorité, est le garant de l'antiquité du droit du peuple à l'utilisation non contrôlée de la forêt ; et dans une communauté rurale, il semblerait qu'il n'y ait aucune différence entre

[199] « Traditionally, peasant protest in Uttarakhand took the form of individual and collective résistance to tyranny by officials with a simultaneous call to the monarch to restore justice. This form of protest was known as the dhandak, derived from 'dand kiye gi', the admonition used by Garhwali mothers to hush troublesome children. Dhandaks were never directed at the king or at the institution of kingship; rather, they emerged in response to what was perceived as oppression by subordinate officials and/or the introduction of new taxes and regulations. On punishments being inflicted upon the erring officials, the dhandak invariably died down, only to flare up again when fresh cases of tyranny occurred ».

> l'utilisation non contrôlée et le droit propriétaire. Les régulations plus tardives – et toutes ces régulations sont très récentes – leur paraissent comme des empiètements graduels sur leurs droits, culminant aujourd'hui dans un dernier acte de confiscation… Je crains que mes meilleurs efforts cependant n'ont pas réussi à faire comprendre aux gens en général le changement des conditions ou à croire dans le fait historique de la propriété du gouvernement[200] (J.C. Nelson, 1916, cité dans Guha, 1989a : 105-106).

Le mécontentement populaire peut prendre plusieurs formes, de la fuite en passant par le non respect des règles d'usage ou en donnant de fausses informations aux agents forestiers. Lors de l'été 1916, de nombreux incendies se « déclarent » dans les nouvelles forêts réservées. Dans le même temps, les infractions à la législation forestière deviennent légion, notamment concernant le pâturage ou l'élagage. En 1920, une première révolte débute comme un mouvement de grève et de refus du travail forcé (*utar*), notamment comme porteurs (*coolies*), pour le compte de l'administration coloniale. Cette résistance, écrit Guha, est aussi alimentée par la perte de contrôle sur les forêts. En 1921, une deuxième campagne d'incendies éclate dans les forêts de pins du Kumaon. Dans la foulée, un comité chargé d'examiner les revendications populaires (*Kumaon Forest Grievances Committee*) est largement boycotté par la population qui accuse ses membres d'être tous proches du gouvernement. Les forêts sont alors reclassifiées en classe 1 (celles qui ont une faible importance commerciale) et en classe 2 (forêts de pins et autres arbres exploitables commercialement). Ce reclassement n'empêche pas le développement d'une troisième vague d'incendies dans les années 1930-1931, touchant de nouveau les forêts de pins. Les protestations se mêlent au mouvement de Désobéissance Civile lancé par les nationalistes indiens. Une dernière rébellion éclate en 1942, dans le cadre du mouvement *Quit India*, et au cours de laquelle la Direction des forêts est particulièrement visé.

[200] « The notion obstinately persists in the minds of all, from highest to the lowest, that Government is taking away their forests from them and is robbing them of their own property. The notion seems to have grown up from a complete lack of restriction or control over the use by the people of waste land and forest during the first 80 years after the British occupation. The oldest inhabitant therefore, and he naturally is regarded as the greatest authority, is the most assured of the antiquity of the people's right to uncontrolled use of the forest: and to a rural community there appears no difference between uncontrolled use and proprietary right. Subsequent regulations – and these regulations are all very recent – only appear to them as a gradual encroachment on their rights, culminating now in a final act of confiscation… [My] best efforts however have, I fear, failed to get the people generally to grasp the change in conditions or to believe in the historical fact of government ownership ».

4.3. DE *CHIPKO* A L'ENCLOSURE DES PAYSAGES DE L'UTTARAKHAND

A. Marginalisation économique

Au moment où l'Inde gagne son Indépendance, en 1947, la quasi-totalité de la région de l'Uttarakhand est intégrée dans l'immense État de l'Uttar Pradesh (UP), suivie deux ans plus tard par l'État princier du Tehri. L'économie de l'Uttarakhand repose alors sur quatre principaux secteurs d'activité : l'agriculture de subsistance, la foresterie, l'emploi saisonnier dans le cadre des pèlerinages aux sources du Gange, et, dans une moindre mesure, le commerce transhimalayen.

La principale préoccupation du gouvernement de la jeune nation indienne est alors de reconstruire l'économie du pays, fortement affaiblie après les années de guerre et la Partition. L'Uttarakhand, minuscule région montagneuse au sein d'un État de plaines, ne profite que très peu des investissements économiques réalisés dans le cadre des deux premiers plans quinquennaux (1951-1955 et 1956-1960), axés respectivement sur le secteur agraire et l'industrie lourde. Quelques projets de développement rural sont conduits dans des districts du Garhwal, visant à construire des infrastructures de base et à encourager la formation de coopératives villageoises pour stimuler la production artisanale. Concernant la réforme agraire souhaitée par la Commission du plan, les résultats obtenus dans l'UP sont minimes, car les grands propriétaires terriens exercent un pouvoir politique considérable au sein du gouvernement régional. Ils ont ainsi dévoyé toute tentative de fixer des plafonds sur la propriété terrienne ou de redistribuer significativement les terres au profit des paysans qui ne possédent qu'un lopin de terre ou rien. Le gouvernement régional ne parvient finalement qu'à encourager les propriétaires terriens à céder volontairement une portion de leurs terres, et opère un reclassement des forêts contrôlées par la Direction des impôts fonciers (anciennes forêts « Class I / Class II »), fondues dans la nouvelle catégorie « Civil / Soyam forests »[201] de façon à y autoriser le déboisement pour la mise en culture de nouvelles terres.

Alors que la Direction des impôts fonciers réaffirme son contrôle sur des catégories de forêts qui lui ont été auparavant disputées par la Direction des forêts et les élites locales — les

[201] Le terme *soyam* peut être traduit par « semi-arid, cultivable waste » (Rangan, 2000a).

forêts « civil / soyam » et les friches (*wastelands*), où l'exploitation des ressources et la conversion de certains espaces à l'agriculture sont autorisés — la Direction des forêts étend sa mainmise sur la région. Dès 1948, le gouvernement de l'UP adopte une nouvelle loi forestière (*UP Private Forests Act*, 1948), qui contraint les propriétaires de « forêts privées » à céder leur bien au gouvernement régional (en échange d'une compensation). Il s'agit pour le gouvernement d'empêcher la destruction de ces forêts et de les soumettre à une gestion plus efficace permettant de répondre aux besoins du pays. Intégrés dans la nouvelle catégorie « *vested forests* », ces bois passent ainsi sous le contrôle de la Direction des forêts. Mais au Garhwal et au Kumaon, les forêts de ce type sont peu nombreuses et déjà largement dégradées ; au moment où la Direction des forêts prend le contrôle des *vested forests*, ces dernières ont été exploitées jusqu'à la lie par leurs anciens propriétaires.

Si les restructurations foncières engendrées par les réformes agraires et forestières immédiatement après l'Indépendance ont des conséquences relativement marginales pour l'Uttarakhand, ce n'est pas le cas de la guerre sino-indienne qui éclate en octobre 1962. La République Populaire de Chine n'a jamais reconnu la ligne MacMahon[202] qui sépare l'Inde du Tibet (et reconnaît de facto l'indépendance de ce pays). Elle cherche donc à repousser sa frontière au sud-ouest au détriment de l'Inde. Après avoir envahi Lhassa en 1950 et annexé le Tibet en 1959, l'armée populaire prend par surprise le gouvernement de Nehru en attaquant l'Inde le long de sa frontière himalayenne. Les combats contre les faibles garnisons de l'armée indienne durent plusieurs semaines et tournent rapidement à l'avantage des forces chinoises. Le 22 novembre 1962, pour ne pas être bloqué par les neiges, Pékin décide un cessez-le-feu unilatéral et retire ses troupes des territoires occupés, à l'exception de l'Aksai Chin, au Cachemire. Cette brève guerre frontalière reste un traumatisme pour l'Inde, qui double son budget de défense. Au Garhwal et au Kumaon, des bases et dépôts militaires sont rapidement installés, connectés par de nouvelles routes le long de la frontière. Près de 10 % de terres et forêts de l'UP sont alors réquisitionnées pour les objectifs de défense, privant d'accès à ces espaces les communautés qui en dépendaient pour l'extraction de produits forestiers mineurs. Mais surtout, le commerce transhimalayen, une des principales sources d'activité de la région, est brutalement stoppé avec la fermeture de la frontière indo-tibétaine.

[202] La ligne MacMahon résulte d'un accord signé en 1914 entre l'Empire britannique et le Tibet. La Chine ne reconnaît pas la validité de cette frontière internationale.

Qu'en est-il alors de l'économie de l'Uttarakhand ? L'agriculture vivrière n'apporte qu'une très faible rémunération à la majorité des habitants de la région. Encore aujourd'hui, plus de 70 % des terrains agricoles ont une superficie inférieure à un hectare, la plupart ne possèdent aucun système d'irrigation et sont situés sur des pentes raides où la productivité dépend largement de l'apport de fumier. Toute amélioration des cultures dépend aussi en grande partie de l'apport de capital extérieur — venant des profits tirés du commerce avec le Tibet, ou des activités forestières — qui peut être réinvesti dans des cultures de rente comme le gingembre, ou plus récemment la pomme de terre. La plupart des foyers qui n'ont pas (ou plus) accès à ce capital ou à des activités alternatives dans la région tirent donc leur subsistance de la seule agriculture vivrière, complétant parfois leurs revenus avec de l'argent envoyé par les hommes qui ont quitté la région à la recherche de travail. Dans les années 1970, le programme de « modernisation agricole » introduit par la révolution verte n'aura qu'un impact très marginal dans les montagnes de l'Uttarakhand, où le terrain montagneux, le manque d'infrastructures et la fragmentation des parcelles distribuées à travers différentes zones altitudinales et écologiques rendent l'introduction des nouvelles techniques particulièrement difficiles.

La marginalisation économique de la population de l'Uttarakhand, liées aux effets combinés de la guerre sino-indienne, de la fermeture de la frontière indo-tibétaine, et du manque de capital pour investir, est encore accélérée par la mise en œuvre de la politique forestière préconisée dans le quatrième plan quinquennal (1969-1973). Sous l'autorité d'Indira Gandhi[203], le Plan prévoit, dans la catégorie « Principaux projets de la Direction des forêts », que :

> l'emphase sera mise sur des mesures permettant de satisfaire les besoins immédiats et à long terme de l'industrie et de l'agriculture, étant donné que la demande de divers produits forestiers, de bois de construction, de bois de chauffe et de matériaux bruts pour l'industrie a rapidement augmenté […] Pour augmenter la production forestière, le Quatrième Plan prévoit de fournir davantage d'efforts pour créer sur une grande échelle des plantations d'espèces de grande valeur à croissance rapide, ainsi que des espèces ayant une importance industrielle et économique[204] (4th Five Year Plan, section 8.52).

[203] On notera que c'est pendant la même période qu'Indira Gandhi fait voter le *Wildlife Protection Act* (1972).
[204] « Emphasis will be laid on measures to meet the immediate and long-term agricultural and industrial requirements, since the demand for various forest products, timber, domestic fuel and raw materials for industries has rapidly increased […] To increase forest production, the Fourth Plan envisages further efforts at

Ce programme, analyse Haripriya Rangan (1996), signifie que les Départements forestiers des États régionaux assument de facto l'autorité sur l'ensemble des espaces forestiers étatiques, y compris les forêts et friches contrôlées par la Direction des impôts fonciers. Dans ce système, la Direction des forêts limite les droits d'accès aux forêts et les concessions pour y extraire du bois de chauffe et du fourrage à des fins domestiques. Pour répondre à ces besoins, le Plan préconise une meilleure gestion des espaces situés « entre les forêts réservées et les terres arables »[205] (4th Five Year Plan, section 8.53). Les activités forestières des petits entrepreneurs de l'Uttarakhand se trouvent ainsi mises à mal, ces derniers n'ayant plus accès aux *revenue forests* et étant dans l'incapacité, par manque de capital, de participer au système d'enchères publiques qui permet au Direction des forêts de vendre le bois sur pied dans les forêts réservées. La mise aux enchères des forêts repose en effet sur le système dit du *contractor*. Celui-ci s'organise selon une structure pyramidale, dominée tout en haut par un riche adjudicataire (*māldār*) venant le plus souvent de l'extérieur de la région, qui paye un entrepreneur/contremaître (*contractor* en anglais, *ṭhekedār* en hindi) pour diriger les opérations de coupe et en tirer le maximum de profits. On trouve en bas de la pyramide la cohorte d'ouvriers embauchés par le *contractor* pour l'occasion. Très vite, les *contractors* ont compris l'intérêt de ne pas recourir à la main d'œuvre locale, mais d'envoyer les travailleurs dans des lieux éloignés afin de mieux les contrôler. C'est ainsi que la main d'œuvre employée dans les forêts de l'Uttarakhand est majoritairement népalaise, tandis que les natifs de l'Uttarakhand sont envoyés vers d'autres régions de l'Himalaya.

La situation économique difficile de la population de l'Uttarakhand s'aggrave encore en 1970, avec une des inondations les plus dévastatrices que la région ait connue. Tout le massif himalayen est régulièrement sujet à différents types de catastrophes naturelles, en particulier les séismes, les glissements de terrain, les inondations et crues subites, et l'explosion de lacs glaciaires. La période de la mousson (juillet-août), pendant laquelle peuvent s'abattre des pluies torrentielles extrêmement violentes, est particulièrement propice au déclenchement de catastrophes comme les crues subites. C'est ce qui s'est passé en juillet 1970, lorsque la rivière Alaknanda, suite à de violentes pluies de mousson, sort subitement de son lit, entrainant de nombreux glissements de terrain. Les conséquences de cette inondation

creating large scale plantations of valuable quick-growing species and species of economic and industrial importance ».

[205] « Attempts have, therefore, to be made to formulate schemes for management of land resources lying between reserved forests and arable lands to protect them from further deterioration, and to develop-them as adjuncts to the rural economy, particularly for fodder and fuel ».

sont visibles depuis Reni (à la confluence des rivières Dhauli Ganga et Rishi Ganga) jusqu'à Haridwar, 320 km en contrebas. Dans sa furie, la rivière en crue détruit six ponts routiers et 16 passerelles à piétons, et emporte tout sur son passage : 25 bus, 604 maisons, plus de 200 hectares de cultures, 47 moulins à eau, 27 étables, etc. Même le canal supérieur du Gange construit sous les Britanniques n'est guère épargné, ayant un quart de sa longueur obstrué par la vase et le sable. Outre les dégâts matériels, le bilan est lourd : 55 vies humaines sont perdues, et 142 têtes de bétail. Bien des villageois se retrouvent alors à l'état de naufragés, et l'aide financière de l'État de l'UP, accusé de négligence par la population de l'Uttarakhand, se fait attendre. Ce sont finalement des volontaires d'une coopérative villageoise de Gopeshwar[206] (la *Dasholi Gram Swaraj Sangh*, DGSS) qui tentent d'apporter de l'aide aux victimes de l'inondation. Cette coopérative a été fondée en 1964 par Chandi Prasad Bhatt, un militant gandhien. Fidèle aux principes du mouvement Sarvodaya[207], la coopérative promeut l'idée de sociétés villageoises non-violentes, autosuffisantes, fondées sur l'industrie rurale. Elle est aussi impliquée dans des mouvements contre la consommation d'alcool. Les volontaires de la DGSS remarquent les premiers que les villages les plus affectés se trouvent juste en dessous des espaces déboisés par l'exploitation forestière commerciale. Aussi, précédant les initiatives gouvernementales, ils établissent sans grande peine le lien entre la déforestation et l'accélération de l'érosion. Un rapport est envoyé aux autorités, qui reste cependant sans réponse (Guha, 1989 ; Shepard, 1987 ; Barthélémy, 1982).

L'exaspération des villageois semble être à son comble. Le 22 octobre 1971, la DGSS organise une grande manifestation à Gopeshwar pour protester contre les politiques de la Direction des forêts. Les participants demandent l'abolition du système des *contractors*, qui raflent tous les marchés et sont accusés de pratiques illégales. Ils plaident pour que les contrats soient accordés aux coopératives villageoises, afin de générer de l'emploi au niveau local et de satisfaire les besoins des villageois en matériaux de construction et d'outillage agricole. Les protestations continuent tout au long de l'année 1972, mais sans résultat probant. Le coup de grâce intervient en 1973, quand la Direction des forêts refuse à la DGSS son quota annuel de bois de frêne (*ash tree*) nécessaire à la fabrication d'outils agricoles, et propose à

[206] Gopeshwar est une ville située dans le district de Chamoli, Uttarakhand.
[207] Le terme *sarvodaya* (que l'on peut traduire par « la prospérité pour tous »), est un néologisme inventé par Gandhi pour désigner sa philosophie politique. Après sa mort, des personnalités comme Vinoba Bhave continuent à travailler à l'établissement d'une société comme celle souhaitée par Gandhi. Leurs efforts sont connus sous le nom de mouvement sarvodaya.

défaut à la coopérative d'utiliser du pin, totalement inadapté à cet usage[208]. Le lot escompté par la DGSS, situé à quelques pas de Gopeshwar dans la forêt du village de Mandal, est accordé à une grande entreprise d'articles de sport d'Allahabad, la société Symonds. Le choix est donc de favoriser les raquettes de tennis plutôt que les charrues ! La DGSS décide de contre-attaquer. Lors de réunions qui rassemblent les travailleurs de la coopérative ainsi que des chefs de village, germe une idée qui aura ensuite une destinée célèbre : pour empêcher l'abattage des arbres par la société Symonds, les manifestants iront physiquement les enlacer. Le crédit de cette idée est attribué par tous les commentateurs à Chandi Prasad Bhatt[209], le charismatique mais discret leader de la DGSS, qui aurait déclaré pendant l'une de ces réunions : « Qu'ils sachent que nous ne les laisserons pas abattre un seul arbre. Quand leurs hommes lèveront leurs haches, nous enlacerons les arbres pour les protéger »[210] (cité par Shepard, 1987 : 69). Le « mouvement *Chipko* » est né.

B. *Chipko*, un mouvement deux-fois-né

Il semble cependant que cette menace, qui est rapidement arrivée aux oreilles des agents de Symonds[211], n'ait en réalité jamais été mise à exécution. « Personne n'a jamais enlacé d'arbre, c'est toute la beauté de *Chipko* », nous glisse un jour Anupam Mishra, qui a été aux premières loges pendant les événements[212]. Quoiqu'il en soit, cette menace porte ses fruits. Face aux manifestations populaires — qui sont elles bien réelles — les hommes de Symonds sont contraints de reculer à plusieurs reprises : dans la forêt de Mandal en avril 1973, puis dans la forêt de Phata en juin et décembre 1973, et enfin dans la forêt de Peng

[208] Certains outils agricoles, comme les jougs et manchons de charrue, ne peuvent être fabriqués que dans certaines essences de bois, qui doit être à la fois léger et résistant de façon à ce que les bœufs n'arrivent pas à le briser pendant le labour des champs. A cet égard, dans la région, seule une espèce de frêne appelée *ash tree* (*Fraxinus xanthoxyloïdes*) convient à cet usage, mais aussi à d'autres : ses qualités lui valent d'être apprécié pour la fabrication d'articles de sport comme les raquettes de tennis…

[209] L'idée n'est cependant pas neuve, puisqu'il s'agit d'une technique de protestation non-violente assez commune en Inde.

[210] « Let them know we will not allow the felling of a single tree. When their men raise their axes, we will embrace the trees to protect them ».

[211] Comble de l'ironie, deux employés de l'entreprise Symonds chargés de superviser l'abattage des frênes, fraichement débarqués à Gopeshwar, sont logés dans l'auberge de la DGSS et ont été témoins de la réunion où Chandi Prasad Bhatt aurait émis l'idée d'enlacer les arbres (Shepard, 1987 ; Barthélémy, 1982 ; Guha, 1989).

[212] Anupam Mishra, communication personnelle, 27 juin 2011. Cette remarque m'a aussi été rapportée lors de mon terrain par l'ancien chef du village de Lata (voir aussi Mitra, 1993). Anupam Mishra, membre de la Gandhi Peace Foundation encore aujourd'hui, a assisté à de nombreuses réunions de ce que l'on appelle désormais le mouvement *Chipko*. Il est le premier à avoir raconté les événements (Mishra & Tripathi, 1978), et c'est aussi à lui que l'on doit le crédit de la très belle photo de Gaura Devi, leader du mouvement *Chipko* dans le village bhotia de Reni (voir page 246).

Murunda, près du village de Reni au cœur de l'actuelle RBND, en mars 1974.

Ce qu'il important de noter ici, c'est que le mouvement *Chipko* connaît rapidement une seconde naissance. À bien des égards, on pourrait ici détourner un concept spécifiquement indien (hindou) et parler à son propos d'un mouvement « deux-fois-né »[213]. La première vie de *Chipko*, que nous venons d'aborder, est celle d'un mouvement qui, pour paraphraser la remarque de Ramachandra Guha, « est perçu par ses participants comme étant avant tout un mouvement *paysan* de défense des droits forestiers traditionnels[214] (Guha, 1989a : viii). Il s'inscrit d'ailleurs dans la longue histoire des révoltes paysannes en Uttarakhand, en particulier pendant la période coloniale (*ibid.*). Au moment où se déroulent ces événements, deux principales revendications sont portées par les manifestants : de regagner un accès aux forêts pour les activités d'extraction à petite échelle (qu'il s'agisse de récolter du bois de chauffe ou des produits forestiers pour les coopératives locales), et d'obtenir de l'État régional une aide de développement économique pour les communautés les plus démunies (Rangan, 1996). Il ne faudrait pas pour autant en conclure que *Chipko* a été un mouvement homogène. Dès son commencement, plusieurs groupes d'intérêt coexistent en son sein : les chefs de village et les militants associés au parti communiste indien, qui se battent pour une augmentation des salaires des ouvriers forestiers et pour l'abolition de l'exportation des ressources forestières ; les militants d'inspiration gandhienne, qui demandent le renforcement des coopératives villageoises par le biais de subventions et de taux concessionnels pour la fourniture des produits forestiers ; et enfin les petits exploitants forestiers, pour qui la Direction des forêts doit privilégier les entrepreneurs locaux et les coopératives, en régulant la concurrence externe (*ibid.*).

La Direction des forêts, qui se dit légalement tenu de respecter les objectifs de production fixés dans les plans nationaux et régionaux, reste largement sourd à ces revendications, avançant plusieurs arguments pour défendre le statu quo. Les demandes concernant un meilleur accès aux ressources forestières pour les communautés locales sont rejetées, car les forêts sont juridiquement la propriété de l'État, un « bien public » qui ne peut

[213] Dans le contexte hindouiste, le titre de « deux-fois-né » (*dvija* en sanscrit) est réservé aux membres des trois premiers varnas de la hiérarchie hindoue : les brahmanes, les kshatriyas et les vaishyas. Une personne appartenant à l'un de ces varnas naît une première fois « physiquement », puis est supposé naître une seconde fois quand elle accède à la connaissance des Vedas.

[214] « A sociological perspective significantly reveals that the most celebrated 'environmental' movement in the Third World is viewed by its participants as being above all a *peasant* movement in defence of traditional rights in the forest ».

être laissé dans les mains des villageois. Les petits exploitants forestiers se voient quant à eux privés de tout accès exclusif aux forêts car une telle politique conduirait selon les autorités à des monopoles de production, et augmenterait le prix des matières premières pour l'industrie (Rangan, 2000a). Face à cette opposition, certains leaders de *Chipko* décident d'outrepasser le gouvernement régional de l'UP et de s'adresser directement au gouvernement de Delhi.

C'est à cette époque — à partir du milieu des années 1970 — que *Chipko* connaît une seconde naissance, grâce à l'action de Sunderlal Bahaguna, un militant gandhien bien implanté dans la politique régionale[215], et l'un des nombreux porte-parole de *Chipko*. En 1975, ce dernier lance un appel au gouvernement national. Ce changement d'échelle se traduit aussi par un changement de discours. Bahaguna souligne l'importance des forêts pour la sécurité nationale et la défense des frontières, mais aussi pour résoudre les problèmes écologiques auxquelles doivent faire face les habitants des régions himalayennes. Les paysans himalayens, selon lui, dépendent de la forêt pour satisfaire leurs besoins primaires, mais leur subsistance est menacée par l'action des *contractors* qui dénudent les pentes à la recherche de profits, sans aucune considération pour la sécurité nationale ou pour le caractère sacré que revêtent les montagnes de la région. Le récit de Bahaguna dépeint les activistes de *Chipko* comme les victimes des catastrophes naturelles, d'un État négligeant, et des forces du marché. Les inondations, la pauvreté, les migrations, la lutte quotidienne des femmes pour trouver de l'eau et du bois de chauffe sont décrits comme les conséquences inévitables de l'exploitation forestière par les *contractors*.

L'intervention de Bahaguna a été décisive. Les politiciens célèbrent le mouvement *Chipko* comme la conscience de la nation, et promettent une action immédiate pour résoudre les problèmes de l'érosion et de la déforestation dans l'Himalaya. La capacité de Bahaguna à mobiliser le gouvernement central lui vaut une large couverture médiatique, et le soutien de militants et de chercheurs des quatre coins du pays. Avec le temps, Bahaguna s'impose comme le leader naturel du mouvement *Chipko*, la voix de la lutte pour la protection de la simplicité et des modes de vie des paysans des montagnes, pour la restauration de l'harmonie entre les hommes et la nature dans l'Himalaya.

[215] Sunderlal Bahaguna (1927-) est une figure clé de l'Uttarakhand. Élu secrétaire général de la branche régionale du Tehri Garhwal du Parti du Congrès après l'Indépendance, il quitte la politique institutionnelle en 1956 pour rejoindre les rangs des militants gandhiens. Il fonde un ashram, une école et une coopérative forestière. Avec sa femme Vimala, il se bat contre l'intouchabilité et lance un mouvement de tempérance entre 1965 à 1970.

La gloire de *Chipko* doit donc beaucoup au rôle central joué par les élites rurales comme Bahaguna, qui ont su articuler les demandes du mouvement dans un vocabulaire nationaliste faisant référence à l'intégrité nationale, au développement, à la démocratie, et en combinant ce langage avec des protestations populaires à la dimension très symbolique. C'est en présentant ce mouvement avec une rhétorique simpliste et populiste, qui oppose les paysans à l'État et au marché sans jamais souligner l'hétérogénéité à l'intérieur du mouvement (en termes de classes ou d'intérêts partisans), que *Chipko* a gagné une large audience. Cet enchevêtrement d'un discours politiquement correct et d'une rhétorique populiste a fait de ce mouvement l'icône indiscutable des mouvements écologistes populaires en Inde et dans le monde. Pour certains chercheurs, il est devenu rien de moins que la réponse donnée par la « civilisation indienne » à la crise écologique dans l'Himalaya (Shiva & Bandyopadhyay, 1986). Pour d'autres, qui trouvent dans *Chipko* une source d'inspiration pour les militants écologistes du monde entier, les idéaux portés par ce mouvement ont bien plus d'importance que les objectifs qu'il s'est assigné au départ (Weber, 1987).

Pourquoi est-ce aussi important d'insister sur cette récupération écologiste de *Chipko* ? Avec l'attention grandissante portée à ce mouvement par des chercheurs et des militants, et les appels à l'action lancés au gouvernement de Delhi, plusieurs lois et amendements constitutionnels vont être rapidement introduits, accompagnés par la création d'un véritable réseau d'espaces protégés dans l'Uttarakhand.

C. « Tout est devenu une affaire d'environnement »

Il faut aussi ajouter que, d'une certaine manière, *Chipko* est arrivé à point nommé. La critique du système des *contractors* privés, émise par Chandi Prasad Bhatt et Sunderlal Bahaguna, s'inscrit dans un contexte où le gouvernement central, sous l'impulsion d'Indira Gandhi, lance un vaste programme de nationalisations et d'expansion du secteur public. Après une querelle avec l'aile droite du parti du Congrès, Indira Gandhi est massivement réélue Premier Ministre en 1971, faisant du slogan « *garībī haṭāo !* » (litt. « chasse la pauvreté ! »), son programme politique. Figure charismatique et progressiste, Indira Gandhi souhaite élargir sa base électorale aux couches plus pauvres. Le programme de nationalisation conduit par son nouveau parti, le Congress-I (pour Indira), laisse la part belle à une rhétorique populiste selon

laquelle le gouvernement, a contrario du secteur privé qui sert ses propres intérêts, serait bien plus à même de servir l'intérêt public.

Aussi, les appels de Bahaguna trouvent un écho favorable auprès d'Indira Gandhi — la critique du système des *contractors* offrant une caution populaire à son programme de nationalisation et d'expansion du secteur public. La première ministre presse les gouvernements régionaux de prendre en compte les critiques émises à l'endroit du système des *contractors*, et de répondre aux recommandations faites par la Commission nationale sur l'agriculture, qui préconise des mesures d'afforestation sur les terres publiques et privées, et la création d'entreprises du secteur public pour remplacer les compagnies privées engagées dans l'exploitation forestière (GoI, 1976). Dès 1975, le gouvernement de l'UP vote ainsi le *Forest Corporation Act*, par lequel est créé la *UP State Forest Corporation* (*Van Nigam*), dont le fonctionnement est indépendant de la Direction des forêts. Ce nouvel organisme est chargé d'améliorer la production et de stabiliser les prix du bois de construction et des autres matières premières forestières. Cet organisme doit aussi fournir des opportunités d'emploi au niveau local, en utilisant un réseau de coopératives forestières pour mener ses activités (Gov. of Uttar Pradesh, 1975). Cette législation est rapidement suivie par une autre, le *UP Tree Protection Act* de 1976, qui interdit l'abattage d'espèces d'arbres protégées sur les terres privées (Gov. of Uttar Pradesh, 1976).

Au niveau du gouvernement de Delhi, de nombreux changements sont aussi mis en œuvre, qui reflètent le contrôle que souhaite exercer le gouvernement central sur les questions forestières régionales, mais aussi un souci croissant de préserver la richesse naturelle du pays. On sait que dès 1972, Indira Gandhi fait voter le *Wildlife Protection Act*, qui sert de pierre angulaire pour la conservation de la faune et de la flore en Inde. Quant aux forêts, jusqu'en 1976, elles figurent sur la « *State List* »[216] de la Constitution, ce qui signifie que seuls les États régionaux sont chargés de leur régulation selon les dispositions d'une législation datant de 1927. En 1976, un amendement constitutionnel entraine le transfert des forêts sur la « *Concurrent List* », ce qui permet au gouvernement central de jouer un rôle plus direct dans leur gestion et la régulation des activités forestières. Quatre ans plus tard, en 1980, le

[216] En Inde, la Constitution fixe le partage des compétences entre le gouvernement de l'Union et les gouvernements des États, ainsi que les obligations de chacun. On y trouve la liste des compétences de l'Union (*Union List*), la liste des compétences des États (*State List*) états, et la liste des compétences concurrentes (*Concurrent List*).

gouvernement indien créé une Direction de l'environnement[217], qui accompagne l'adoption d'une nouvelle loi, le *Forest (Conservation) Act, 1980*, qui concerne pour la première fois de façon explicite la conservation des forêts. Cette législation prévoit que les gouvernements régionaux doivent désormais obtenir l'accord préalable du gouvernement central avant de pouvoir convertir des espaces classés comme « forêts » de plus d'un hectare à des fins non forestières. Il s'agit pour le gouvernement de répondre à certaines critiques qui s'élèvent parmi les militants et chercheurs indiens au début des années 1980, selon lesquelles près de 4,3 millions d'hectares de forêts dans le pays auraient été déboisés par les gouvernements régionaux en l'espace de 25 ans (1950-1975) au profit du développement industriel (Agarwal, Sharma & Chopra, 1982). Enfin, la mesure la plus symbolique, et la plus directement en prise avec les revendications tardives du mouvement *Chipko*, intervient en 1981. Au mois d'avril de la même année, Sunderlal Bahaguna entame une grève de la faim pour demander une interdiction totale d'abattage des arbres dans la région himalayenne au-dessus de 1 000 mètres d'altitude. Indira Gandhi met en place un comité d'experts pour étudier cette demande, et décrète finalement un moratoire de quinze ans sur l'abattage commercial d'arbres dans les hautes régions de l'Uttarakhand.

Dans le même temps, la reconfiguration du secteur forestier de la région impose une mue de la Direction des forêts de l'UP. Une grande partie des forêts contrôlées et exploitées jusqu'alors par cette administration tombent sous le coup du moratoire, ce qui freine ses activités sylvicoles. De plus, selon le principe des vases communicants, l'ascendance de la *UP Forest Corporation* engendre un affaiblissement concomitant de la Direction des forêts, qui voit ses pouvoirs et ses revenus diminuer (Rangan, 2000a). Toutefois, si cette dernière perd la main sur les activités d'exploitation forestière, il est important de noter qu'un nouveau champ d'intervention s'ouvre à elle. Á partir du début des années 80, et jusqu'au début des années 1990, un réseau d'espaces protégés est rapidement créé dans la région. Jusqu'au début des années 1970, l'Uttarakhand ne compte que trois parcs (le parc national de Corbett, fondé en 1936 ; le sanctuaire de Govind Pashu Vihar, fondé en 1955 ; et le sanctuaire de Kedarnath, fondé en 1972). Mais vingt ans plus tard, 12 parcs peuvent être recensés, qui couvrent plus de 10 % de la superficie totale de la région. Depuis, seules deux réserves communautaires ont été récemment créées (voir figure 18). Autant dire donc que presque tous les parcs de la région ont été installés dans la décennie qui a suivi le mouvement *Chipko.* Ce n'est d'ailleurs pas un

[217] Ce *Department of Environment* deviendra en 1985 un véritable ministère, le *Ministry of Environment and Forests* (MoEF).

hasard si le premier d'entre eux, le parc national de Nanda Devi créé en 1982, était un des principaux points d'agitation du *Chipko Andolan*.

Nom du parc national (NP) / du sanctuaire de faune sauvage (WLS) / de la réserve communautaire (CR)	Date de création	Superficie (en km2)	Localisation
Corbett NP	1936	520,8	Nainital, Pauri Garhwal
Govind Pashu Vihar WLS	1955	481	Uttarkashi
Kedarnath WLS	1972	975,24	Chamoli, Rudraprayag
Nanda Devi NP	1982	624,62	Chamoli
Valley of Flowers NP	1982	87,5	Chamoli
Rajaji NP	1983	820	Dehradun, Pauri Garhwal Haridwar
Askot Musk Deer WLS	1986	599,93	Pithoragarh
Sonanadi WLS	1987	301,18	Pauri Garhwal
Binsar WLS	1988	45,59	Almora
Gangotri NP	1989	2200	Uttarkashi
Govind NP	1990	472,08	Uttarkashi
Mussoorie WLS	1993	10,82	Dehradun
Asan Barage Wetland CR	2005	4,44	Dehradun
Jhilmi Jheel CR	2005	37,83	Haridwar

Fig. 18. LISTE DES ESPACES PROTEGES DE L'UTTARAKHAND, PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Source : d'après la base de données du *Wildlife Institute of India*.

Cette enclosure massive des forêts de la région, qui tombent sous tel ou tel régime de conservation (voir chapitre 1.2.B), est l'une des conséquences de l'écologisation du mouvement *Chipko*, évolution vécue comme une trahison majeure pour les villageois de l'Uttarakhand, qui se voient privés d'accès à de vastes pans de forêts. Non sans une certaine ironie (amère) de l'histoire, la réputation internationale gagnée par le *Chipko Andolan* et les lois promulguées à sa suite rendent en effet les conditions de vie quotidiennes des habitants du Garhwal encore plus difficiles. Le tournant écologiste pris par le mouvement, entrainant l'effacement progressif du contenu socio-économique des revendications populaires, est l'objet d'un fort ressentiment, comme le résume Shamser Singh Bist, un militant de la région :

> L'acte final de trahison vint quand le mouvement potentiellement radical d'autodétermination et d'autogestion de nos ressources fut détourné en un mouvement purement conservationniste[218] (cité dans Mitra, 1993a).

Les nouvelles législations forestières, qui dans une certaine mesure étaient censées représenter le cœur des réformes post-*Chipko*, entraînent donc un ralentissement brutal des activités de développement dans la région. Le moratoire de quinze ans fait en particulier

[218] « The final act of betrayal came when a potentially radical movement for self-determination and self-management of our resources turned into a purely conservationist one ».

l'objet de nombreuses critiques. Avec cette interdiction, les coopératives situées en haute altitude sont contraintes de fermer, et les sources d'emploi dans l'exploitation forestière se tarissent pour les villageois (Rangan, 2000a). De façon plus générale, étant donné que près des deux tiers des terres du Garhwal sont classifiées comme « forêts », toute activité de développement demandant la conversion totale ou partielle d'une forêt – qu'il s'agisse de la construction d'une route, de l'électrification d'un village, ou de travaux d'irrigation – ne peut être conduite sans la permission du ministère de l'environnement. L'expansion du réseau d'espaces protégés dans la région ne fait que renforcer cette tendance, qui provoque l'incompréhension et un certain sentiment de révolte, comme le souligne Gayatri Devi, une femme qui participa au mouvement *Chipko* :

> Ils me disent maintenant qu'à cause de *Chipko*, la route ne peut pas être construite, car aujourd'hui tout est devenu une affaire de *paryavaran* [environnement]. *Chipko* ne nous a rien apporté. Nous ne pouvons même pas couper du bois pour construire une maison car les gardes forestiers nous en empêchent. *Hamare haq haqooq cheen liye gaye hain* [nos droits nous ont été arrachés].[219] (citée dans Mitra, 1993b).

[219] « Now they tell me that because of Chipko the road cannot be built because everything has become paryavaran (environment) oriented nowadays. Chipko has given us nothing. We cannot even get wood to build a house because the forest guards keep us out. Hamare haq haqooq cheen liye gaye hain. (Our rights have been snatched away) ».

Conclusion du chapitre 4

L'objectif de ce chapitre était de replacer l'émergence d'une préoccupation environnementale en Uttarakhand dans la longue histoire économique de la région, où le contrôle des ressources a toujours été l'objet de négociations et de conflits entre les différentes autorités qui s'y sont succédées, les populations locales, et différents acteurs extérieurs qui sont venus se greffer sur l'économie régionale.

En étudiant successivement les formes prises par l'économie régionale pendant la période précoloniale, puis coloniale, et enfin post-Indépendance, nous avons voulu insister à la fois sur l'évolution et les continuités de cette économie, qui, d'abord centrée sur le commerce transhimalayen lors de la période féodale et Gurkha s'est progressivement orientée, avec l'arrivée des Britanniques, vers l'exploitation des riches forêts de la région. Durant l'époque coloniale, la constitution d'une administration forestière et le processus inexorable de monopolisation des forêts pour répondre aux besoins de l'Empire et aux premières préoccupations environnementales ont eu un effet structurant sur l'ensemble de la région. Celle-ci reste encore aujourd'hui largement prisonnière du système mis en place à cette période.

Après l'Indépendance, la région peine en effet à restructurer son économie, et le déclenchement de la guerre sino-indienne en 1962 ne fait que renforcer l'immobilisation des ressources de la région et le processus toujours inachevé de réquisition des terres forestières par l'État. La mise en place systématique d'un programme d'enchères publiques des forêts au tournant des années 1970, sur lequel des *contractors* étrangers à la région ont la mainmise, accentue la marginalisation économique des paysans locaux. Ces derniers doivent aussi faire face aux catastrophes naturelles qui, dans un espace montagneux déjà fragile, sont renforcées par l'accélération de l'érosion du sol liée à la déforestation. Dans ce contexte, l'émergence du mouvement *Chipko* et sa récupération écologiste pousse à une reconfiguration du secteur forestier, où les activités d'exploitation sont placées sous le contrôle d'un nouvel organisme gouvernemental, tandis que la Direction des forêts se voit attribuer la gestion d'un nouveau domaine, celui de la conservation des espaces protégés qui sont massivement crées à partir du début des années 1980.

Il est temps maintenant de se pencher sur les villages qui se situent aujourd'hui à proximité de l'actuelle réserve de biosphère de Nanda Devi, afin de comprendre qui sont les populations qui les occupent, comment elles organisent leur vie quotidienne, et quelle est l'histoire particulière de leurs villages au sein de cette dynamique régionale.

CHAPITRE 5

Les Bhotias de la vallée Niti

> Le mouvement est au cœur du mode de vie des Bhotias et si le commerce entre les vallées et la région du Hoondes devait s'arrêter (même si l'on peut supposer que les désirs des Tibétains et leur dépendance vis-à-vis de l'Inde pour toute une série de biens utiles et futiles rendent un tel événement improbable), le Bhotia se transformerait rapidement en un sauvage à moitié mort de faim, ou, abandonnant complètement sa position actuelle prise entre une lutte pour la survie quotidienne et les affres d'une nature indomptable, il se fondrait rapidement dans la foule anonyme des Tatars chinois ou des Pahari khasia[220]
>
> - JH Bratten, *Revenue Officer*, commentaire de 1833 (Hoon, 1996)

Introduction

L'objectif de ce chapitre est d'offrir une description du contexte socioculturel et écologique dans lequel va s'inscrire le parc national de Nanda Devi. Après avoir exploré l'histoire de l'économie régionale de l'Uttarakhand, nous allons maintenant rétrécir la focale pour nous intéresser de plus près à cette population qu'on appelle les « Bhotias ». Nous verrons d'abord à partir de quels référents s'est construite cette catégorie dans l'histoire, en explorant sa dimension territoriale, la façon dont elle a été modelée par l'administration britannique puis par celle de l'Inde indépendante, et enfin son association étroite à un mode de vie transhumant et au commerce avec le Tibet. Nous nous intéresserons ensuite à la vie quotidienne dans un village bhotia, afin d'examiner le fonctionnement des institutions villageoises, les modes de subsistance mis en œuvre par la population, ainsi que les croyances et pratiques rituelles qui ne sont évidemment pas indépendantes des formes que revêt l'organisation générale de la société bhotia; en un mot, à l'écologie humaine de la région de Nanda Devi avant la création du parc. Nous verrons enfin comment ces villages, qui n'ont

[220] « Traffic is the life and soul of the Bhotiyas and were the trade between the hills and Hoondes to become closed (though the wants of the Tibetans and their dependence on India for so many of the necessaries and luxuries of life may always be supposed to render such an event improbable) he would soon become an half-starved savage, or abandoning altogether his present station at the outposts between human endeavor and the extreme horrors of unconquerable nature, would rapidly merge into the common herd of Chinese Tartar or the Khasia Paharees ».

jamais été fermés sur eux-mêmes, ont été pris dans l'économie régionale, à travers l'analyse de trois moments clés qui nous permettent d'appréhender quels types de rapports entretient alors cette population avec l'administration forestière en particulier et l'État en général.

5.1 : L'INVENTION DES « BHOTIAS »

A. Le « pays des Bhot »

La grande majorité des habitants de la vallée Niti se considèrent comme « *Bhoṭiyā* ». Ce terme générique[221] est utilisé pour désigner différents groupes ethnolinguistiques engagés dans le commerce caravanier transhimalayen avec le Tibet, qui résident dans toute la région himalayenne (Fürer-Haimendorf, 1981). Le nom Bhotia viendrait d'ailleurs du tibétain classique *bod*, qui signifie « Tibet ». On trouve des groupes dits Bhotias au Népal, au Bhoutan, et dans de nombreux États indiens[222], dont l'actuel État de l'Uttarakhand qui nous intéresse ici. Ces populations, souvent de petite taille, se sont installées dans des villages perchés à haute altitude, près des cols montagneux qui servent de voie d'accès au Tibet.

Ce paysage de hautes montagnes qui borde le plateau tibétain, parfois appelé « pays des Bhot », mérite que l'on s'y arrête pour plusieurs raisons. Il nous permet de comprendre dans quelle mesure ce paysage a contribué à façonner de façon directe la société et l'économie Bhotia, mais aussi de façon indirecte, c'est-à-dire en étant mobilisé dans le processus d' « ethnicisation » des Bhotias que nous aborderons ensuite. Il faut toutefois immédiatement souligner que la culture bhotia est loin de se résumer à une simple fonction d'« adaptation » à ses conditions écologiques d'existence, mais a fait preuve au contraire au cours de l'histoire d'une grande créativité pour rebondir et se réinventer en fonction notamment de circonstances politiques adverses, comme nous le verrons dans la partie 5.3. Ce paysage de hautes montagnes n'en est pas moins le substrat matériel et le creuset de cette culture, un lieu tout à la fois concret et symbolique auquel les Bhotias sont profondément attachés — tout en étant aussi le vecteur de nombreux stéréotypes répandus parmi les populations voisines des Bhotias, qui vont nourrir l'émergence et la cristallisation de la catégorie « Bhotia ».

Pour se faire une idée de la géographie de la région de Nanda Devi, il faut d'abord s'imaginer à la gare d'Old Delhi, prendre le *Shatabdi Express* pour Dehradun, capitale de l'Uttarakhand. Chemin faisant, nous traversons une partie de la plaine gangétique, avec des arrêts dans les villes de Ghaziabad, Meerut City, Muzaffar Nagar, Sahanpur, Roorkee,

[221] Il existe de nombreuses variations du terme Bhotia : Bhotiya, Bhot, Bot, Bhutiya ou Bhutia.
[222] Des groupes Bhotia sont installés dans les États du Jammu-et-Cachemire, de l'Arunachal Pradesh, de l'Uttar Pradesh, du Bengale Occidental, du Sikkim, du Tripura et bien sûr de l'Uttarakhand.

Haridwar et finalement Dehradun. Les géographes nous diront que nous remontons alors la langue de terre située entre le Gange et la Yamuna, appelée *Doab*, et que nous arrivons très vite dans le *tarāī*. Ces terres humides étaient considérées autrefois comme une jungle impénétrable et infestée par la malaria, où l'on pouvait croiser des léopards « mangeurs d'hommes » et autres tigres. Si la région a été largement déboisée et asséchée suite à la conversion des forêts en terres agricoles depuis 1947, on peut encore trouver cette flore et cette faune sauvages chère à Jim Corbett dans certains endroits de la région, comme dans le parc national qui porte désormais le nom du célèbre chasseur, près de la ville de Nainital. Au nord du *tarāī* s'élève le piémont caillouteux de *bhābhar*, où se sont accumulés des cônes alluviaux (sédiments grossiers) déposés par les coulées de débris et les torrents venant des montagnes. La ceinture *tarāī-bhābhar* s'étire en effet au pied de l'Himalaya. Le premier relief qui se donne à observer est connu sous le nom de chaîne du Siwalik. Cette ligne d'avant-monts, dont l'altitude varie de 600 à 1 200 mètres, alterne avec des vallées longitudinales, comme la vallée de la Doon où se trouve la capitale de l'Uttarakhand. Les collines subhimalayennes du Siwalik forment une sorte de zone tampon entre les « plaines » au sud (le *tarāī-bhābhar*) et le vaste ensemble himalayen au nord, vers lequel nous nous dirigeons. Il faut alors rejoindre la ville sainte de Rishikesh (340 m), à quelques kilomètres de Dehradun (650 m), pour s'engager dans la *highway 58*. Cette route sinueuse, qui longe la rivière Alaknanda et traverse les cinq *prayāg*[223], nous conduit à travers les paysages spectaculaires de l'*himāncal* (« bas Himalaya ») dont l'altitude varie de 1 500-2 700 mètres au niveau des crêtes à 500-1 200 mètres dans les fonds des vallées. Après environ 8 heures de trajet et (seulement) 253 kilomètres de parcourus, nous arrivons à Joshimath (1 890 m), l'un des chefs-lieux du district de Chamoli, au cœur de l'*himāncal*. Cette petite bourgade doit surtout sa notoriété à sa proximité avec plusieurs sites de pèlerinages importants pour les Hindous (Badrinath, 3 753 m) et les Sikhs (Hem Kund, 4 330 m). Ces sites sont situés sur les hauteurs de l'*himādri* (« haut Himalaya »), dont l'altitude avoisine les 5 000 mètres — avec des saillies comme le pic de Nanda Devi (7 817 mètres), le Kamet (7 755 mètres), le Trishul (7 120 mètres) et bien d'autres. Joshimath est aussi le point d'entrée des vallées Niti et Mana, où sont installées des populations Bhotias. D'autres groupes résident toutefois dans des vallées à

[223] Les confluences de rivières sont appelées *prayāg* (terme sanscrit qui signifie « union »). Plus précisément, ce terme renvoie ici à Devprayag (618 mètres), où la Baghirati rejoint l'Alaknanda ; Rudraprayag (610 mètres) où se conjuguent la Mandakini et l'Alaknanda ; Karnaprayag (832 mètres) où la Pindar se mêlent à l'Alaknanda ; Nandaprayag (914 mètres) où la Nandakini se noie dans l'Alaknanda ; et enfin Vishnuprayag (1 870 mètres), où la Dhauliganga vient gonfler l'Alaknanda. Ces villes, où les pèlerins s'arrêtent pour faire leurs ablutions, sont sur la route de Badrinath (3 096 mètres), un des principaux sites de pèlerinage pour les hindous.

proximité des villes de Pithoragarh (1 514 m) et d'Uttarkashi (1 352 m), respectivement à l'est et à l'ouest de Joshimath.

Cette rapide cartographie nous permet de mieux cerner l'habitat des Bhotias de l'Uttarakhand, qui sont divisés en quatre grands clans[224] : les Tolchha, Marchha et Jadh de la province du Garhwal, et les Shauka[225] de la province du Kumaon. Ces clans sont intimement liés au territoire qu'ils occupent : on parle plutôt des Bhotia des vallées Mana, Niti ou Bhagirathi au Garhwal, et des Bhotia des vallées Johar, Darma, Chaudas ou Vyas (ou Byans) au Kumaon[226]. Il existe en effet de subtiles différences culturelles en fonction des vallées (*ghāṭī* en hindi). Chaque groupe territorial parle sa propre langue (d'origine indo-européenne ou tibéto-birmane) et de nombreuses coutumes et croyances sont spécifiques à la localité. Sans faire un inventaire exhaustif de ces différences, on peut par exemple souligner que tandis que les Jadh de la vallée Bhagirathi pratiquent le bouddhisme tibétain, les Rung Shauka ont des pratiques religieuses syncrétiques (mêlant pratiques animistes Bön, bouddhisme tibétain et hindouisme), et les Johari Shauka, les Marchha et les Tolchha se considèrent hindous. Ces derniers font appel à des Brahmanes pour présider les cérémonies religieuses, tandis que les tâches jugées polluantes sont accomplies par ceux que la tradition brahmanique considère comme « intouchables » et qui résident dans la plupart (mais à l'écart) des villages Bhotias.

En dépit de ces singularités culturelles, les Bhotias de l'Uttarakhand partagent un même milieu naturel dont les caractéristiques spécifiques ont contribué à la formation d'un mode de subsistance commun. Le « pays des Bhot » est un paysage de hautes montagnes, où les villages sont nichés dans des vallées étroites aux pentes escarpées, dominées par les cimes enneigées des grands pics de l'Uttarakhand. C'est à ces très hautes montagnes que la région doit son surnom de *devbhūmi* (« demeure des dieux »), et en particulier au pic de la Nanda Devi Est (7 817 m), considéré comme la résidence de la déesse éponyme. Les villages Bhotias se situent à une altitude supérieure à 2 000 mètres, les plus hauts se trouvant à proximité de la frontière tibétaine : c'est le cas par exemple des villages de Niti (3 500 m) ou de Mana (3 200

[224] Le « clan » est ici défini de manière minimale, comme un groupe fondé sur la descendance par rapport à un ancêtre commun (souvent mythique), doté d'un territoire, dont l'exploitation collective des ressources et la propriété commune servent de fondement à l'organisation clanique. Le critère de l'exogamie n'est pas retenu, puisque de nombreux mariages sont célébrés au sein de l'unité clanique.
[225] Les Shauka sont eux-mêmes divisés en deux grands groupes : les Johari Shauka, de la vallée de Johar, et les Rung Shauka, habitant les vallées Darma, Chaudas et Vyas.
[226] On ajoute alors le suffixe hindi *–vāl*. Par exemple, *nītīvāl* pour désigner les habitants de la vallée Niti.

m), situés juste en dessous de la limite de l'agriculture (environ 3 600 m). La vie quotidienne s'organise donc largement en fonction des contraintes posées par la haute altitude.

Le climat propre à ces hautes vallées suit trois saisons : la saison chaude (avril-juin), la saison des pluies (juillet-septembre), et la période hivernale (octobre-mars). Pendant la saison chaude, le climat est très agréable, ensoleillé, mais très sec. Aussi, l'arrivée de la saison des pluies est célébrée, car l'agriculture en dépend de façon cruciale : il n'y a pas de système d'irrigation. Environ cinquante pourcent du total annuel moyen des précipitations (928,81 mm) tombe pendant les mois de juillet et d'août. L'hiver, qui débute au mois d'octobre, est très rigoureux. Le manteau neigeux qui recouvre et immobilise la région pousse les habitants des villages les plus haut perchés (2 800-3 600 m) à migrer pendant cette saison dans les basses terres (800-1 500 m), souvent très loin de leur vallée d'origine. Ceux qui résident dans les villages en aval des vallées, à plus basse altitude, disposent généralement d'un village d'hiver à proximité de la rivière, près des routes carrossables.

A la différence des plaines fertiles du *tarāī-bhābhar*, peu de terres arables sont disponibles dans les hautes vallées où résident les Bhotias. Les sols y sont d'origine glaciaire ou fluvio-glaciaire. Etant donné que la zone reste couverte par la neige près de six mois par an, l'altération biochimique des sols est lente. Les sols sont riches en composés organiques amenés par l'eau des glaciers. Ils disposent d'un pH acide et sont considérés comme modérément productifs, en raison de leur faible profondeur. Le taux de potassium y est plutôt élevé, en raison de la présence de roches granitiques. Il s'agit d'un terrain idéal pour la culture de plantes à tubercules comme la pomme de terre, mais aussi pour les haricots rouges et les cultures céréalières de montagne (millets, amarante, orge, etc.). Comme dans les autres régions de haute altitude, l'inclinaison des flancs de montagne rend cependant les surfaces instables et particulièrement vulnérables à l'érosion, en particulier durant les pluies de mousson. Aussi, pour toutes ces raisons, l'espace agricole des vallées occupées par les Bhotias est relativement pauvre et fragmenté — ce qui explique pourquoi l'agriculture n'a longtemps été pour eux qu'une activité secondaire, pratiquée sur un pourcentage minuscule de la vallée.

La richesse naturelle de ces vallées réside plutôt dans les grandes forêts de pins et de bouleaux qui surplombent les villages, et surtout dans les immenses prairies alpines situées au-dessus de la limite des arbres. Cet environnement est particulièrement favorable au

développement de l'élevage de chèvres et de moutons, les prairies étant particulièrement nourrissantes pour le bétail. Or, ces animaux sont très nombreux de l'autre côté des cols montagneux qui séparent l'Inde du Tibet. Les hautes plaines tibétaines, où l'on trouve de vastes prairies habitées par des éleveurs nomades, recèlent aussi quantités de produits rares du côté indien, comme le fameux sel himalayen. Or, c'est précisément la complémentarité entre ces deux régions dont tirent parti les Bhotias, installés dans un carrefour stratégique :

> Dans ces hautes régions, nous sommes en réalité confrontés à l'interface de deux zones écologiques majeures. D'un côté, une zone propice à la production de biens tels que ceux qui sont produits dans les plaines et les régions de collines de l'Inde, et de l'autre, une zone où les produits de haute altitude et du plateau tibétain sont disponibles. Un potentiel commercial est généré par la rareté des céréales dans le *mNga'ris*[227] et de sel dans les collines, et la poursuite de commerce à travers les régions accidentées de l'Himalaya rendrait la vie dans ces hautes altitude non seulement possible mais aussi profitable[228] (Brown, 1984 : 4).

B. Le commerce avec le Tibet

Pendant des siècles, les Bhotias se sont livrés à un commerce saisonnier florissant avec le Tibet, qu'ils rejoignaient en franchissant les cols himalayens avec l'aide de chèvres de bât. Les routes commerciales vers le Tibet étaient bien gardées par les Bhotias, qui sont parvenus à conserver un monopole sur cette activité. Ce commerce avec les Tibétains, ciment de la société bhotia, était rigoureusement organisé et ritualisé. Dans chaque vallée occupée par des Bhotias, les villages étaient organisés dans une sorte de système commercial où les tâches étaient réparties. Dans la vallée Niti par exemple, les villages situés en amont de Juma — occupés par des Bhotias du groupe Marcha — étaient directement impliqués dans les échanges commerciaux avec le Tibet. Les hommes les plus aguerris traversaient régulièrement le col de Niti (5 800 m) de juin à octobre pour échanger[229] des marchandises

[227] Nom tibétain donné au Tibet occidental.

[228] « In these higher regions, we are in fact confronted with an interface of two major ecological zones – on the one hand, one conducive to the production of goods such as those of the Indian lowlands and hills region, and on the other, one in which products of high elevation zones and the Tibetan plateau are available. A trade potential is generated by the scarcity of grain in the mNga-ris and of salt in the hills, and the pursuit of this trade through the rugged regions of the alpine Himalayas would make living at these high levels not only feasible but profitable as well ».

[229] Le troc constituait le mode d'échange privilégié du commerce transhimalayen, même si occasionnellement les marchands recouraient à des transactions financières.

produites dans les plaines contre des marchandises tibétaines. Les principaux biens exportés vers le Tibet étaient de l'orge, du sucre non raffiné, du riz, et des vêtements. Les commerçants Bhotias importaient quant à eux des moutons, des chèvres, du sel, du borax et de la laine. Ces marchandises étaient ensuite revendues dans les marchés indiens. Ce dernier travail était assuré par les Bhotias Tolchas résidant dans les villages situés en aval de la vallée, qui officiaient principalement en tant que petits marchands ou détaillants (Kainthola *et al.* 2006).

Photo 2. MAISON DE BHOTIAS MARCHAS DU VILLAGE DE GAMSHALI (photo : S. Benabou)

Dans les villages en amont, le commerce demeurait le pilier de leur économie, car l'agriculture n'était praticable que six mois par an, pendant la période estivale. En hiver, les habitants de ces villages migraient vers les basses terres. Chaque marchand Bhotia avait un correspondant attitré au Tibet, connu sous le nom de *mitr*, « ami (cérémoniel) », avec qui il faisait l'essentiel de ses transactions. Ce système du *mitr* était extrêmement élaboré, mais nous retiendrons surtout que le Bhotia qui entrait dans une relation de type *mitr* avec un Tibétain devait dès lors respecter des règles de commensalité avec ce dernier. Malari, le plus grand village en amont de la vallée, était la plaque tournante des activités commerciales et

s'est beaucoup enrichi grâce au commerce, à l'instar des autres villages de la haute vallée. Leurs maisons en pierres et en bois finement sculpté, que l'on ne trouve pas dans la basse vallée, témoignent de cette richesse aujourd'hui révolue (voir photo 2).

Les villages en aval, comme Lata, étaient en revanche largement dépendants de l'élevage et de l'agriculture tout au long de l'année, cultivant des céréales et des légumineuses en été, et du blé en hiver. L'élevage de chèvres et de moutons et le travail de la laine constituaient leurs autres occupations principales. Mais ils entretenaient des liens étroits avec les villages en amont, comme l'expliquent des villageois de Lata :

> Peu de personnes allaient au Tibet ici. Nos principales activités étaient l'agriculture et l'élevage de chèvres et de moutons. On vendait de l'orge (*jau*), du sarrasin (*phāphar*). C'était aussi un commerce. On donnait aux villages en amont du sarrasin, de l'orge, etc. et en retour ils nous donnaient de la laine, du sel, des chèvres et des moutons. C'était un commerce commun. Certains allaient au Tibet et d'autres étaient engagés dans la production ici (Pratap Singh Rana, Lata, entretien du 5 mai 2006).

> Ceux qui cultivaient du *phāphar* étaient des commerçants, ceux qui avaient les troupeaux de chèvres et de moutons aussi. Ceux qui avaient des bovins faisaient aussi partie du commerce, parce qu'on a besoin de bœufs pour tirer la charrue. C'était un système. Même si je ne suis pas allé au Tibet, même si mon grand-père n'y est pas allé non plus, on faisait partie du commerce (Govind Singh Rana, Lata, 2 juillet 2006).

Certains, comme Dev Singh Rana, de Paing, se rendaient toutefois au Tibet :

> J'avais l'habitude d'aller au Tibet avant et d'y travailler. On y apportait des céréales produites ici, de l'orge commune (*jau*), du sarrasin (*phāphar*), de l'orge himalayen (*uvā*), du blé (*gehūṃ*), du sucre aussi. Et là-bas, on récupérait de la laine, du sel, ce genre de choses, que l'on revendait ici à bon prix. C'est comme ça que l'on gagnait notre vie (Dev Singh Rana, Paing, entretien du 11 mai 2006).

C. La construction de la catégorie

Il existe de nombreuses spéculations sur l'origine des Bhotias de l'Uttarakhand. Les administrateurs britanniques de la région pensaient le plus souvent que les Bhotias étaient d'origine tibétaine (Brown, 1984 ; Hoon, 1996). D'après Atkinson, les vallées habitées par les Bhotias faisaient autrefois partie de royaumes tibétains, et passèrent sous le joug hindou à l'époque de la dynastie Chand au XVIIème siècle — en particulier sous le règne de Baj Bahadur Chand en 1670 (Atkinson, 1884). On lit aussi parfois que ces groupes auraient quitté le Tibet après le XVème siècle, traversant les cols montagneux (*lā* en tibétain[230]) pour venir s'installer dans les hautes vallées transhimalayennes des pays avoisinants. Walton récuse quant à lui cette supposée origine tibétaine des Bhotias, rapportant au contraire que les Bhotias du Garhwal seraient des hindous qui seraient partis au Tibet il y a plusieurs générations. Après un long séjour pendant lequel ils auraient vraisemblablement pris des épouses, ils seraient ensuite revenus s'installer dans leurs villages d'origine à proximité de la frontière indo tibétaine (Walton, 1910 : 63). Des études plus fouillées, comme la thèse de C.W. Brown consacrée à la morphogénèse du terme « Bhotia-Shauka », nuancent cependant ces hypothèses en soulignant, à partir de différentes sources, que chaque clan Bhotia compte plusieurs *jāti*, dont la plupart revendiquent des lieux d'origine qui leur sont propres — et qui sont parfois très éloignés les uns des autres (Brown, 1984 : 14).

Dans une situation aussi confuse, le rôle de l'anthropologue n'est certainement pas d'établir la « vérité » sur le pedigree d'une population, mais d'analyser comment la population en question est définie par la société qui l'entoure, et comment elle se définit elle-même. A ce propos, Brown note que les groupes dits Bhotias se seraient consolidés et homogénéisés au contact des différentes autorités qui se succédèrent dans la région, et en particulier à l'époque coloniale (*ibid.*). L'usage du terme « Bhotia » pendant cette période avait avant tout un caractère discriminant. Il s'agissait pour les Britanniques de distinguer cette population de la majorité hindoue des collines (dite aussi « Khasa »), mais surtout des Tibétains, appelés « Huniyas » :

> [« Bhotia » est]… un nom que l'on donne aujourd'hui aux Tibétains qui vivent à la frontière entre l'Inde et le Tibet, tandis que les personnes qui vivent au Tibet à

[230] On parle par exemple du *Nītī lā*, « le col de Niti », du *Mānā lā*, « le col de Mana », etc.

> proprement parler sont appelées Huniyas, et leur pays Hundes[231] (Crooke, 1896, cité dans Brown, 1984 : 21).

L'association étroite établie entre les « Bhotias » et le Tibet a été le véhicule de nombreux préjugés racialistes à leur encontre, développés dès l'époque coloniale. Brown a par exemple exhumé ce qu'il qualifie non sans humour de « joyau de l'ethnographie descriptive » — une description que l'on doit à J.H. Batten, administrateur de la province du Kumaon :

> Nous… entrons dans le Bhote ; et troupeaux après troupeaux de chèvres de bât portant des sacs de céréales, ou de sel et de borax… gardés par les chiens sauvages du Tibet et les Bhotias encore plus sauvages, parmi lesquels on peut distinguer quelques Lamias[232] des plus sauvages, ou des mendiants errants de Tartarie. Les vêtements et l'apparence de ces derniers sont des plus étranges ; les femmes sont à peine humaines, et celles-ci tout comme les hommes ressemblent aux photos des Esquimaux. Les enfants ont les joues rouges et sont parfois jolis, mais les petits yeux chinois enfoncés dans leur visage donnent une apparence quelque peu simienne à leur physionomie. Cette dernière observation s'applique tout autant aux Bhotias qu'aux Lamias[233] (Batten, 1838, cité dans Brown, 1984 : 24).

Il s'agit là d'un exemple parmi d'autres. On trouve aussi des descriptions relativement plus flatteuses, où les Bhotias sont dépeints comme un peuple « joyeux », mais très « sale » — cette caractéristique étant attribuée au froid intense dans les hautes vallées. Dans tous les cas, les traits physiques des Bhotias, décrits tantôt comme une « tribu » tantôt comme une « race », sont associés à leur supposé type « mongoloïde », distinct du type « indo-aryen » des hindous des plaines. Ce type de descriptions pseudo scientifiques a traversé les époques pour arriver jusqu'à nous, dans une version plus édulcorée. En attendant de voir dans le prochain chapitre comment ce genre de descriptions a été mobilisé au profit du projet de conservation à Nanda Devi, on peut déjà lire dans une « encyclopédie » en ligne spécialisée sur le monde indien :

---

[231] « ['Bhotia' is]…. A name now applied to the Tibetans living on the borders between India and Tibet, while the people of Thibet proper are called Huniyas, and the country Hundes ».

[232] Le terme « Lamia » désigne les bouddhistes tibétains.

[233] « We… enter Bhote ; and flocks upon flocks of sheep carrying loads of grain, or salt and borax…. Guarded by the savage dogs of Thibet and the still more savage Bhotias among whom are also discerned a few most savage Lamias, or wandering beggars from Tartary. Of the latter the dress and appearance are most strange; the women are scarcely human, and both they and the men resemble the pictures given of the Esquimaux. The children are rosy-cheeked and sometimes pretty, but the small Chinese eyes buried in the face give a somewhat monkey-like look to their physiognomy. This latter observation applies equally to the Bhotias as to the Lamias ».

> La tribu Bhotia est l'une des principales tribus de l'Uttar Pradesh. Cette tribu se divise en six catégories : Rang, Johari, Tolcha, Marcha et Jad. Les Bhotias ont des traits physiques mongoloïdes, ils ont la peau claire et sont robustes. Leur origine est incertaine. Leur religion, physionomie et coutumes diffèrent à la fois de celles des Tibétains et des Hindous. Ils appartiennent à une race hardie, cordiale, joyeuse et hospitalière. Ils sont probablement les meilleurs grimpeurs du pays et gravissent les hautes altitudes sans peine. Ils ont un sens aigu de l'orientation, et dans le cas où ce dernier leur fait défaut, dans une tempête de neige aveuglante par exemple, leurs chiens viennent toujours à leur rescousse. A chaque fois que les Bhotias gravissent les pentes raides des montagnes, ils ajoutent un caillou à un amoncellement de pierres déjà présent[234].

Ce stigmate tibétain montre s'il le faut la façon relativement condescendante avec laquelle sont perçus les Bhotias, qui perdure jusque dans la société indienne contemporaine. Le rapport des Bhotias à l'hindouisme ne fait pas exception. De nombreux clans Bhotias, y compris ceux qui se trouvent aujourd'hui dans la zone tampon de la RBND, rejettent une supposée origine tibétaine pour affirmer au contraire leur autochtonie, et se considèrent comme hindous. Or, cette affirmation semble faire l'objet d'un rejet de la part du reste de la société hindoue de l'Uttarakhand, qui met en doute l'orthodoxie religieuse des Bhotias. Une des principales raisons derrière ce rejet réside là encore dans le rapport des Bhotias avec le Tibet. Walton note la différence entre d'une part la rigueur avec laquelle les Bhotias suivent les coutumes hindoues, en particulier dans leur relation avec les « intouchables », et d'autre part l'apparente absence de cette rigueur dans les relations qu'ils entretiennent avec les Tibétains, notamment concernant les règles de commensalité. Les hindous orthodoxes ont peu d'estime pour les Tibétains, dont le régime alimentaire se caractérise par une grande consommation de viande, y compris de la vache. Ce type de régime alimentaire n'existe pas chez les Bhotias, mais, en raison du commerce qui les lie aux Tibétains, ils sont amenés à partager avec ces derniers thé et nourriture, comme le veut le « système du *mītr* » qui gouverne le commerce transhimalayen (voir section précédente).

---

[234] « The Bhotia tribe is one of the predominating tribes of Uttar Pradesh. The six categories of this tribe are: Rang, Johari, Tolcha, Marcha and Jad. The Bhotias have Mongoloid features, are fair complexioned and sturdy. Their origin is uncertain. They differ in religion, physiognomy and customs both from the Tibetans and the Hindus. They are a hardy race, genial, cheerful and hospitable. They are perhaps the best climbers in the country and reach high altitudes with little difficulty. They have a keen sense of direction and if this sense is at fault, as in a blinding blizzard, their dogs always come to the rescue. Whenever the Bhotias ascend steep mountains, they add a stone in thanksgiving to a heap (kithburiyas) which is already there » (source : http://www.indianetzone.com/27/bhotia_tribe_sudras.htm, consulté le 22 août 2011).

A cette image des Bhotias imposée de l'extérieur et qui les relègue à un groupe de bas statut, s'oppose la revendication du statut supérieur de *rājpūt*[235] au sein de nombreux groupes Bhotias, en particulier les groupes occidentaux (à l'exception des Jadhs) considérés comme les plus « hindouisés ». Dans le village de Lata (Bhotias Tolchas) situés à proximité de l'entrée de la RBND par exemple, les familles se nomment Rana, Rawat et Butola, qui sont des patronymes *rājpūt gaṛhvālī*. Ces noms de *jāti* sont localement associés à une occupation liée au culte de la déesse Nanda Devi, considérée comme l'épouse d'un des principaux dieux de l'hindouisme, Shiva (voir 5.1.C). On notera d'ailleurs que les Bhotias partagent leurs patronymes avec leurs voisins hindous de l'Uttarakhand – région qui est dominée à plus de 70 % par des hautes castes, essentiellement *rājpūt*. Ce statut *rājpūt* est encore renforcé par l'ajout du titre « *Singh* » au prénom de chaque homme Bhotia (par exemple « Dhan Singh Rana »). Il s'agit d'après Brown d'un usage qui se serait généralisé dans les années 1920, ce qui semble indiquer un processus de « rajputisation »[236] relativement récent des Bhotias (Brown, 1984). Leur statut de haute caste se joue particulièrement dans leur relation avec les castes supérieures (brahmanes) et les castes les plus infériorisées (« intouchables »). Ces derniers résident dans plusieurs villages Bhotias et sont considérés comme tels. A Lata, ces familles sont cantonnées aux tâches considérées comme « polluantes » : les hommes fabriquent des outils agricoles (charrue, joug, outils divers), battent le tambour pendant les *melā*, sont tailleurs de vêtements. Souvent, ils travaillent aussi pour les autres villageois : ils sont employés pour labourer les champs, ou comme maçons. Les femmes, quand elles le peuvent, fabriquent des paniers en bambou (*kaṇḍī*) et confectionnent des vêtements pour femmes. Comme dans la plupart des villages hindous, les pratiques de ségrégation socio spatiale et religieuse sont la règle. Isolés dans un quartier à l'écart du village principal (sur une pente extrêmement érodée), ces Dalits n'ont pas le droit d'entrer dans l'enceinte du temple de Nanda Devi ni d'utiliser la source d'eau du village (un puits est réservé à leur usage). A l'autre extrémité de la hiérarchie sociale, les brahmanes jouent aussi un rôle dans la vie rituelle des Bhotias. A la différence des Dalits, les brahmanes ne sont pas considérés comme Bhotias (mais comme Gangadi – caste brahmane), et vivent dans le seul village non Bhotia de la vallée Niti, Bhalgaon. Lors de notre enquête, il nous a été dit à plusieurs reprises que ces brahmanes s'étaient installés dans la vallée à l'invitation des Bhotias, afin de pouvoir

[235] Selon la classification brahmanique, la société est hiérarchiquement divisée en quatre grands ordres (ou *varṇ*, « couleurs », « qualité ») : brāhmaṇ (prêtres, érudits), *kṣatriya* (guerriers), *vaiśya* (commerçants), et *śūdra* (serviteurs). On notera que les castes de statut très infériorisé (dites « intouchables ») sont hors du système des *varṇ*. Les Rājpūt se rattachent à l'ordre des *kṣatriya,*

[236] Le terme « rajputisation » désigne le processus d'intégration des tribaux à la hiérarchie locale par appropriation des valeurs Rajput, caste guerrière et localement dominante.

assurer un service dans le cadre de rituels qui demandent leur présence et leurs connaissances, qu'il s'agisse de rites de passage ordinaires (mariage, première coupe de cheveux, etc.) ou de grandes festivités (voir aussi Kainthola *et al.* 2006). Par exemple, lors de la grande fête de Baisakhi qui célèbre l'arrivée de la déesse Nanda Devi dans sa maison maternelle (*mait/māykā*), un brahmane est invité dans les villages de la vallée pour diriger la cérémonie et réciter les chants religieux qu'il est le seul à connaître.

On notera donc la situation relativement ambivalente dans laquelle se trouvent les Bhotias, qui se présentent comme un groupe de caste supérieure (en tout cas de statut équivalent à celui de la population dominante de l'Uttarakhand), tout en étant dénigré par cette population dominante comme un groupe aux mœurs peu orthodoxes. Le recensement des « tribus » (*scheduled tribes*, ST), qui a débuté en Inde après l'Indépendance du pays, avec le passage du *Scheduled Tribe (Constitution Order)* en 1950, complexifie encore la situation des Bhotias. Ce groupe, à l'instar des Buksa, Jaunsari, Raji et Tharu de l'Uttar Pradesh, a en effet été recensé en 1967 dans la Constitution indienne comme « tribu » (*ansucit janjati*). Dans ce nouvel ordre, les Bhotias peinent à trouver leur place, comme le souligne un villageois de Lata :

> Ceux qui battent les tambours ou qui sont forgerons sont des *scheduled castes* à cause de leur travail. Nous, nous ne sommes ni des *scheduled castes*, ni vraiment des *scheduled tribes*, car nous suivons la culture hindoue dominante (Dhan Singh Rana, entretien du 22 avril 2006).

5.2 : ORGANISATION DE LA VIE QUOTIDIENNE A LATA

A. Structure et institutions villageoises

Le village de Lata se situe au commencement de la vallée Niti, peu après la confluence des rivières Dhauliganga (qui longe la vallée) et Rishi Ganga (qui traverse le bassin de Nanda Devi). Comme de nombreux villages bhotias, « Lata » est en réalité scindé en deux villages distincts. Le village d'hiver, *Lamtal*, est occupé d'octobre à mars. Il se situe à basse altitude (environ 2 000 mètres), de part et d'autre de la route carrossable qui traverse la vallée jusqu'au village de Niti. *Lata*, le village d'été, à 1,5 kilomètre de distance, est niché plus haut dans la montagne (environ 2 317 mètres). Il est occupé le reste de l'année, c'est-à-dire d'avril à septembre. Les Bhotias de l'Uttarakhand considèrent leurs villages d'été comme leur véritable demeure ancestrale, où ils vivent regroupés comme un seul et même clan (Hoon, 1996). C'est d'ailleurs dans le village d'été de Lata que se trouve le temple de Nanda Devi. L'hiver, à cause du climat extrêmement rigoureux (les villages d'été sont sous la neige), la plupart des Bhotias venant d'un même village se dispersent dans différentes bourgades des plaines – à l'exception de quelques villages comme Lata et Reni, qui disposent d'un seul village d'hiver à deux pas de leur village d'été.

Même si au premier abord le village de Lata présente une image compacte et un habitat regroupé, il se divise en réalité en plusieurs secteurs (*muhallā*), dans lesquels sont regroupées les différentes castes (*jāti*) du village. Le premier secteur, *Saini paṭṭī*, est la résidence des Rawat. Les Rawat sont traditionnellement les familles riches et puissantes (*mālguzār*) du village qui président les cérémonies rituelles. Le deuxième secteur, *Paswa paṭṭī* regroupe la caste des Butola, gardienne du culte de Nanda Devi. Le troisième secteur, *Raifuria paṭṭī*, est celui des Rana, d'où proviennent les prêtres de la déesse. À l'écart du village principal, accroché à une pente érodée, se trouve le secteur des Dalits, qui compte des familles Lohar (forgerons) et Bajgi (musiciens) et quelques autres. Au moment de l'enquête (2005-2006), Lata comptait 75 maisonnées, soit une population d'environ 412 âmes. La taille moyenne des familles est de 5 personnes.

En dehors des habitations, l'espace villageois se déploie et structure au quotidien autour de différentes zones d'activités, représentées dans la figure 19. Sur le même versant que les villages se trouvent d'abord les champs privatifs (*khet*), qui sont regroupés autour des habitations ; puis, la forêt villageoise (*jaṅgal*), située au-dessus du village d'été ; et enfin les prairies de montagnes (*bugyāl*), situées au-dessus de la ligne des arbres. Sur le versant opposé au village se trouve la *revenue bhūmi*, une autre zone utilisée pour le pâturage et la récolte de fourrage. Les deux versants sont reliés par un pont (*pul*) qui enjambe la Dhauli Ganga — une rivière qui s'apparente davantage à un torrent glacial au débit rapide et pérenne, dévalant avec perte et fracas la vallée Niti.

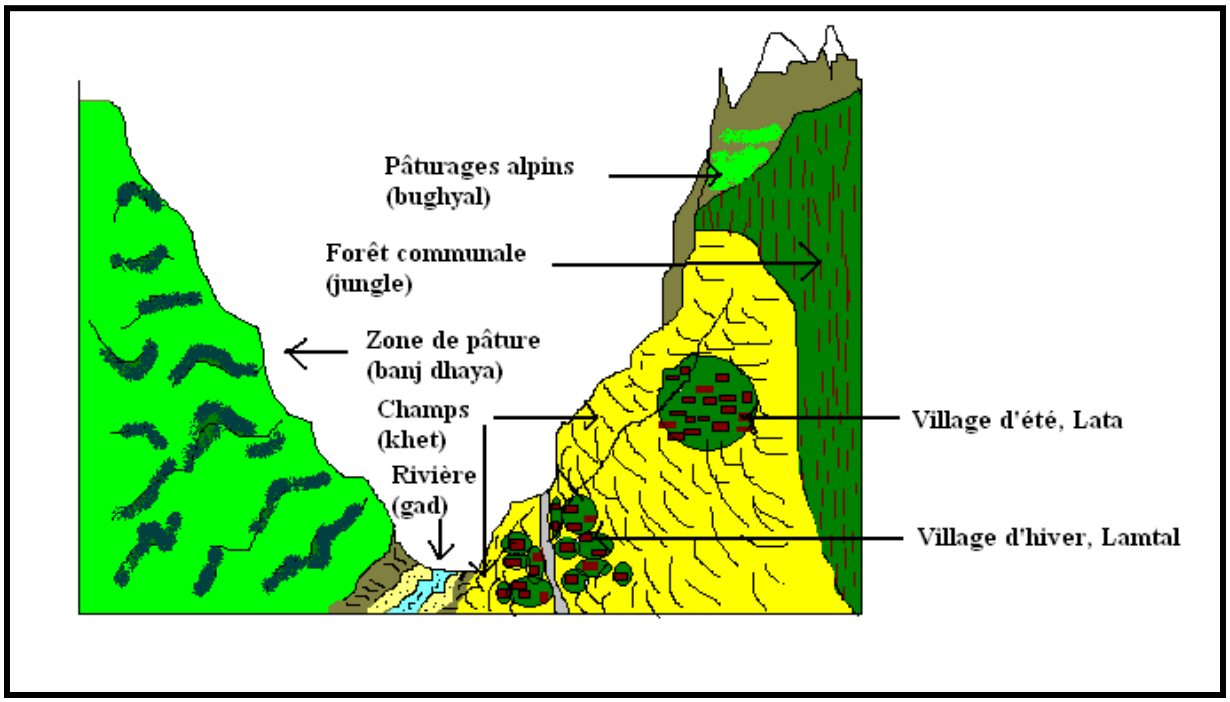


Fig. 19. LES ZONES D'ACTIVITE DU VILLAGE DE LATA

À l'exception des zones privatives (les champs), dont la gestion est laissée à l'appréciation des propriétaires, l'accès et l'usage des autres zones d'activités obéissent à un système de régulation contrôlé par un certain nombre d'institutions villageoises. L'institution suprême du village est l'assemblée du village (*grām-sabhā*), qui rassemble l'ensemble des villageois et auprès de laquelle toutes les autres institutions doivent rendre des comptes en cas de problème. Elle est la gardienne du bien commun. Le représentant des intérêts de la *grām-sabhā* est le chef de village (le *grām-pradhān*), assisté de quatre membres, tous élus pour cinq ans par la *grām-sabhā.* Comme les autres membres élus, le chef de village (jusqu'à

aujourd'hui, seuls des hommes ont été élus) est responsable de ses actions devant la *grām-sabhā.*

Outre cette institution panindienne du *grām-pañcāyat*, le village de Lata possède aussi un système « autochtone » de gouvernement villageois facilitant les prises de décisions et surtout l'implication de toutes les familles dans la vie villageoise. Il s'agit du système dit du *bārī*, qui permet la rotation des responsabilités au sein du village (Benabou, 2005). Ce système est mobilisé de façon privilégiée pour l'organisation des grandes festivités religieuses, mais aussi pour réguler l'accès à certaines ressources qui ne sont pas directement affiliées à une institution villageoise, comme celle de la *revenue bhūmi.*

En hiver, les villageois qui sont installés dans leur village de Lamtal traversent quotidiennement le petit pont qui enjambe la Dhauli Ganga pour emmener paître leurs troupeaux dans la *revenue bhūmi*, qui comme son nom l'indique est un espace sous la juridiction de la Direction des impôts fonciers, mais dont l'usage est laissé aux villageois. La *revenue bhūmi*, qui est très peu arborée, sert également à la fauche du foin que les villageois stockent pour l'hiver. Ce versant abrupt, rocailleux, à la couverture herbeuse clairsemée, est divisée en parcelles (*hissā*) de taille égale. Selon le système de régulation villageois, chaque famille du village dispose de deux parcelles, l'une proche (à proximité de la rivière), l'autre lointaine (sur le flanc de la montagne)[237]. Ces parcelles sont attribuées pour trois ans, puis sont redistribuées selon un système de rotation. La combinaison de ces trois éléments, c'est-à-dire l'égalité de la taille des parcelles, le fait que l'on distingue celles qui sont faciles d'accès et les autres et le système de rotation, montre combien les Bhotias accordent d'importance à l'égalité de traitement au sein du village. Qu'il s'agisse d'une famille « riche » ou d'une famille « pauvre », chacune est logée à la même enseigne :

> De l'autre côté de la Dhauli Ganga, si j'ai un troupeau de 100 chèvres et moutons, et 10 vaches et bœufs, j'aurais droit à une parcelle aussi grande que celle de celui qui n'a qu'une vache. C'est un système mesuré. S'il revient à chaque famille une parcelle de 40 mètres, elles n'auront pas plus. Cet espace est clos pendant la saison des pluies, il ouvre en novembre (Dhan Singh Rana, entretien du 26 avril 2006).

[237] Tous les parcours de la vie quotidienne se faisant à pied, la distance/l'accessibilité (nous sommes dans une région de hautes montagnes, aux pentes abruptes) est un critère extrêmement important aux yeux des Bhotias, et en particulier aux yeux des femmes qui sont chargées de l'essentiel des tâches. Le labeur n'est pas le même quand il faut aller chercher son fagot de bois sur un chemin plat à quelques minutes à pied de la maison, et quand il faut aller chercher ce même fagot à plusieurs kilomètres de distance.

Si ce système est parfaitement égalitaire pour la grande majorité des Bhotias, certains n'en profitent pas autant. C'est le cas des quatorze familles qui, venant à l'origine du village de Malari, situé en amont de la vallée Niti, se sont installées à Lata il y a une quarantaine d'années, après la guerre sino-indienne (elles y ont acheté des terres). A cause de leur arrivée tardive, ces familles se sont vues attribuer un espace distinct, qu'elles considèrent comme moins productif que celui utilisé par les autres maisonnées du village. Les « intouchables » se sont vus aussi attribuer un espace distinct, peu productif.

Dans la forêt villageoise, les modalités de régulation de l'accès aux ressources sont différentes. Cette forêt est gérée suivant les règles établies par le *van pañcāyat*, un « conseil forestier » sous la direction d'un *sarpañc* assisté de neuf membres, tous élus pour cinq ans par la *grām-sabhā.* Le *van pañcāyat* est une institution officielle relativement récente et spécifique à l'Uttarakhand, née des conflits et des compromis qui ont suivi le processus de « réservation » (d'enclosure) des forêts dans la région au tournant du XXème siècle[238] (voir chapitre 4). Si les *van pañcāyat* de l'Uttarakhand ont obtenu une existence juridique dès 1931 (avec la publication des *Van Panchayat Rules*), celui du village de Lata a été créé assez tard, en 1962, probablement en compensation des terres perdues par les villageois au sortir de la guerre sino-indienne. La plupart des forêts dites *pañcāyatī* (ou « communautaires ») ont été démarquées des forêts civiles qui étaient sous la juridiction de la Direction des impôts fonciers. Elles ont depuis leur création un statut hybride, puisqu'elles restent propriété de l'État, mais sont gérées par les communautés villageoises, sous le contrôle de la Direction des forêts[239]. Quelque soit son statut officiel, les villageois de Lata qualifient leur forêt de *sāmudāyik* (« communautaire »). S'étendant sur près de 3000 hectares, elle est utilisée principalement entre les mois d'avril et de septembre, lorsque la population de Lata occupe son village d'été. Après la moisson d'avril-mai, les villageois de Lata envoient paître leurs troupeaux dans la forêt communale, jusqu'à 8 heures par jour. Ils utilisent aussi la forêt pour récolter du bois de chauffe (bois sec), qu'ils stockent pour les longs mois d'hiver pendant lesquels la forêt est inexploitable car totalement enneigée. A la différence du système de la

[238] D'après les estimations, on compterait aujourd'hui dans l'État de l'Uttarakhand plus de 6000 *van pañcāyat*, gérant plus de 400 000 hectares de forêt, soit environ 13,63% de l'espace forestier total (Mukherjee, 2003).

[239] Pour être plus précis, il faut ajouter que les *Van Panchayat Rules* ont été révisées à plusieurs reprises (1972, 1976, 2001 et 2005). Jusqu'en 1976, la gestion de ces forêts reposait entièrement sur les *van pañcāyat*, avec une intervention éventuelle de la Direction des impôts fonciers en cas de conflit. En 1976, les *Van Panchayat Rules* sont révisées au profit de la Direction des forêts qui prend le contrôle de ces espaces et impose sa réglementation au détriment de nombreux droits forestiers acquis par les communautés villageoises. En 2001, les villageois regagnent quelques droits, mais la Direction des forêts conserve son rôle de supervision.

revenue bhūmi, il n'existe aucune restriction concernant ces deux activités, qui sont le plus souvent conduites par les femmes et/ou les enfants en fonction du besoin des maisonnées. Les mesures de régulation concernent uniquement le bois vert. Pour les besoins en bois de construction, la règle veut que le villageois adresse d'abord une demande auprès du *sarpañc*, puis paye un montant déterminé en fonction de sa demande. Les villageois ont droit à un « gros » arbre par année (150 roupies), ou à dix « petits » (15 roupies l'unité). Les arbres utilisés pour la construction sont principalement le pin et le cèdre himalayen. Si un villageois est surpris à couper du bois sans autorisation, le *sarpañc* le condamne à une amende dont le montant peut atteindre jusqu'à 500 roupies. Pour éviter ces incivilités, un garde est payé par le *van pañcāyat* pour surveiller la forêt.

Au-dessus de la forêt villageoise, à plusieurs kilomètres de distance en remontant les pentes raides de la montagne, se trouvent les estives (*bugyāl*) des Bhotias de Lata, connues sous les noms de Dharansi et Dibrugheta. Comme nous l'avons déjà vu (3.1.C), la richesse floristique de ces *bugyāl* est sans commune mesure avec le reste des espaces utilisés par les Bhotias. Situés au-dessus de la limite des arbres, au-delà de 3 500 mètres d'altitude, ces estives ne sont cependant accessibles que cinq à six mois par an (d'avril à septembre), quand la neige ne les recouvre pas. Ces prairies sont régulièrement visitées par les femmes du village, et en particulier les guérisseuses, qui y trouvent les plantes médicinales indispensables au système de santé des Bhotias. Mais ce sont les bergers du village qui y passent le plus temps, car l'herbe y est réputée nourrissante pour les bêtes. Gopal Singh Rawat, un des derniers bergers du village de Lata aujourd'hui, y séjournait de longs mois, dormant dans les *chānī* (abris temporaires pour les bergers et les bêtes, construits en bois ou en pierre). Ceux qui possédaient des chèvres et des moutons, mais qui devaient rester au village pour s'occuper des travaux des champs, avaient l'habitude de confier leurs bêtes à Gopal Singh. Contre ce service, ce dernier recevait un peu du produit de leurs récoltes. Il faut noter par ailleurs que la singularité de cet espace ne réside pas seulement dans sa richesse écologique exceptionnelle, mais aussi dans sa dimension religieuse : pour les Bhotias, les *bugyāl* font partie de la demeure de la déesse Nanda Devi, et doivent être traités avec respect. Avant d'accéder au *bugyāl* de Dharansi, les bergers comptaient ainsi leurs bêtes une à une sur le plateau dit « *Rani Kholi* » (*kholī* signifie « petite pièce», *rānī* signifie « reine »), afin d'obtenir la bienveillance de la déesse.

B. Modes de subsistance

L'agriculture

L'agriculture n'a pendant longtemps été qu'une activité subsidiaire des Bhotias, intimement liée au commerce avec le Tibet et à l'élevage de chèvres et de moutons. Contrairement au reste de l'Inde, les Bhotias comme la plupart des habitants de l'Uttarakhand sont dans leur grande majorité propriétaires de leurs terres agricoles, qui sont néanmoins très petites et fragmentées. Dans le village de Lata, en 2005, la totalité des terres cultivées s'élevait à seulement 51,23 hectares, soit une moyenne de 0,68 hectare par famille (Misra *et al.* 2008) – une moyenne qui reflète assez bien la réalité puisqu'il n'existe pas d'écart de richesse très significatif entre les maisonnées du village. Dans cette région de haute montagne au climat aride, l'agriculture est une gageure. D'ailleurs, seul 0,4 % de la superficie totale de la RBND est cultivé (Nautiyal *et al.* 2001). Le sol dur et caillouteux est difficile à travailler, et les cultures dépendent de l'arrivée des pluies car il n'existe aucun système d'irrigation. La fertilisation des champs est assurée par l'apport de bouse de vaches et de moutons. Jusqu'à la création du parc, les villageois de Lata pratiquaient aussi l'agriculture sur brûlis (*jhūm*), sur leurs terres situées au-dessus du temple de Nanda Devi.

La production agricole, destinée principalement à l'autoconsommation, a longtemps mêlé des cultures dites « traditionnelles » à des cultures moins prisées, qui sont aujourd'hui produites en grande quantité à cause de leur valeur marchande. Parmi les cultures traditionnelles, les Bhotias citent en particulier le *cīnā* (*Panicum miliaceum*), un millet commun qui occupait autrefois la place centrale du riz dans l'assiette, ainsi que d'autres variétés de millet appelées *jhangorā* (*Echinochloa frumentacea*) et *kodā* ou *manduā* (*Eleusine coracana*). Les Bhotias cultivent aussi de l'orge (*jau*, *Hordeum vulgare*), qui entre dans la composition du *dhārū*, un alcool distillé dans les maisons. Une variété « himalayenne » de l'orge, appelée *uvā* (*H. himalayense*), faisait partie des marchandises exportées au Tibet. Le sarrasin *oggal* ou *kaunī* (*Fagopyrum esculentum*) est aussi considéré comme une culture traditionnelle. Mais la céréale qui occupait la place la plus importante aux yeux des Bhotias, considérée comme une véritable nourriture du corps et de l'âme, est une variété particulière de sarrasin : le *phāphar* (*F. tataricum*), connu en français sous le nom de « sarrasin de Tartarie ». Les Bhotias en consommait beaucoup, comme l'explique Nandan Singh Rawat :

> Auparavant, on faisait pousser beaucoup plus de *phāphar*. On avait l'habitude de broyer les graines, car nous n'avions pas de moulin (*cakkī*) à cette époque. Si nous avions faim, on prenait un peu de graines de *phāphar*, on les broyait, puis on ajoutait un peu d'eau à cette farine et on consommait le mélange juste comme ça, sans le cuire. Ca ne nous posait aucun problème de le manger cru. Quand on avait le temps, on faisait du pain (*roṭī*) ou des galettes frites (*pūrī*) avec cette farine. Nos cultures de *phāphar* n'ont jamais été destinées à la vente sur les marchés (entretien du 26 avril 2006).

Mais surtout, cette farine n'était pas seulement la nourriture des Bhotias, mais aussi la nourriture favorite de la déesse Nanda Devi, comme l'explique un autre habitant :

> Le *phāphar* est une nourriture offerte pour le plaisir des dieux (*bhog*). Le raja de Tehri donnait toutes sortes d'offrandes (*prasād*), y compris la farine de *phāphar* produite ici [*dans la vallée Niti ndlr*]. Elle peut être mangée crue, ou cuite, sans que cela cause des maux d'estomac. Dans la région de l'Uttarakhand, cette farine de *phāphar* est considérée comme pure. Pour toutes les divinités, cette farine est pure [...]. Le *phāphar* est le principal repas de la déesse. Si on lui donne autre chose, elle ne sera pas contente. Mais si on lui donne du *phāphar*, même cru, elle sera heureuse (entretien du 27 avril 2006, Lata)

En dehors de ces cultures traditionnelles, les Bhotias cultivaient aussi en plus petite quantité des variétés d'amarante [*caulāī*] (*Amaranthus polygamus & A. blitum*), des pommes de terres (*ālū*)[240] et des haricots (*rājmā* ou *chemī*). On peut noter qu'à l'exception des *rājmā*, les Bhotias consommaient très peu de légumineuses (*dāl*).

Pour leur propre consommation, chaque maisonnée bhotia cultive aussi son jardin potager, où poussent de nombreux légumes (choux-fleurs, épinards, courges, potiron, petit pois, tomates, concombre, radis, piments, ail, etc.) et herbes aromatiques (coriandre). A proximité des maisons et parfois en bordure des champs, on trouve aussi plusieurs espèces d'arbres fruitiers destinés là encore à satisfaire les besoins alimentaires des familles. Il s'agit en particulier de noyers (*akhroṭ*), de pommiers (*seb*), de pêchers (*āṛū*) et surtout d'abricotiers (*chulū*), dont le fruit est bien sûr très prisé par les Bhotias, mais aussi, ce qui est plus

[240] Les pommes de terre auraient été introduites à l'époque britannique.

surprenant étant donné sa dangerosité[241], l'amande contenue à l'intérieur du noyau (grignotée comme en-cas). Autrefois, les Bhotias utilisaient ces amandes d'abricots pour fabriquer de l'huile et achetaient de fait très peu d'huile au marché.

« *La forêt était notre grenier* » (Saraswati Devi Rawat, 27 avril 2006)

> Auparavant, nous mangions du pain à base de *phāphar* (*phāphar kā roṭī*), et nous ne mangions pas de riz mais du *cīnā* (*cīnā kā rāys*). On pilait ces graines. Il n'y avait pas de sucre, pas de thé, pas d'oignons. Nous mangions ce que nous avions dans nos forêts, dans nos champs et dans nos jardins. A la place des oignons, on utilisait du *lādum* (*Allium humile*). On utilisait l'*āṛū* (*Prunus persica*), on enlevait la première peau, puis la deuxième, puis la troisième, pour arriver à l'amande qu'on appelle *jākelā*. On la faisait cuire puis on la mangeait. A cette époque, nous n'avions pas de gaz, pas de gazinière. On faisait cuire la nourriture au feu de bois seulement. Pour le thé, on utilisait l'écorce du *thuner* (*Taxus baccata*). Il n'y avait pas de sucre. On cueillait des légumes dans la forêt, comme le *puyānū* (*Smilacina purpurea* Wallich) : on le faisait sécher, puis on le faisait bouillir, on y ajoutait un peu d'huile et on le mangeait avec un *capātī*. A cette époque, nous ne mangions que ce qui se trouvait dans nos forêts, dans nos champs et dans nos jardins. Nous n'allions pas au marché acheter des légumes ou de l'huile. On n'utilisait pas beaucoup d'argent… Quand on avait des maux d'estomac, on allait chercher du *chippī* (*Pleurospermum angelicoides*) dans la forêt. On prenait les racines, on les pilait, on les faisait bouillir et on buvait. Après ça, plus de maux d'estomac. Pour ceux qui avaient des maux de tête ou des brûlures d'estomac, on utilisait du *katukī* (*Picrorhiza kurooa*). On allait en chercher dans la forêt. On le pilait et on le mélangeait à du *kalpā miśrī*, une sorte de sucre blanc qu'on utilise pour les *pūjā*. On laissait reposer ce mélange une nuit, et le lendemain matin, avant de manger, on le buvait. Après ça, plus de douleurs. Quand quelqu'un s'était coupé, on utilisait de l'*hāthāzārī* (*Dactylorhiza hatagirea*). Les racines de cette plante ressemblent à une main avec cinq doigts. On les utilisait comme médicament. On les pilait, et on appliquait la pâte sur la coupure. Ensuite on mettait un tissu autour. C'était les médicaments de cette époque.
>
> On avait l'habitude manger dans des feuilles de *bhojpatra* (*Betula utilis*). Quand il y avait un mariage, ou pour une *pūjā*… on n'utilisait pas de plastique. Même pour

[241] L'amande contenue dans un noyau d'abricot, comme dans celui d'une pêche, contient une petite quantité d'acide cyanhydrique. L'ingestion de quelques unes de ces amandes dites amères est sans danger, mais une consommation plus importante ferait courir des risques mortels.

> boire, on utilisait des feuilles de *bhojpatra*. On les tenait près de notre bouche la tête en arrière, et une autre personne versait de l'alcool (*dhārū*). Quand on avait assez bu, on disait « non » en faisant un signe de la tête. On mangeait des légumes forestiers, comme le *puyānū* ou le *cāndrā* (*Paeonia emodi*) (Mangshiri Devi Rana, 27 avril 2006)

Comme le montre cet extrait d'entretien, les Bhotias étaient en grande partie auto-suffisants, même s'ils se rendaient occasionnellement dans les marchés de Joshimath ou Ramnagar pour acheter de petites quantités de *guṛ* (sucre non raffiné), d'huile ou de riz. Tout en étant une société agraire, leur subsistance dépendait aussi largement de ressources non cultivées, comme les légumes forestiers (*jaṅglī sabzī*) et les plantes médicinales (*jhāṛī-būṭī*). Concernant les légumes forestiers, outre le *puyānū*, le *cāndrā*, et le *lādum* déjà cités par Mangshiri Devi Rana, les villageois de Lata consomment aussi avec délectation le *jimbū pharan* (*Allium stracheyi*), qui est désormais cultivé dans leur jardin et stocké en grandes quantités. Au mois d'avril, ils récoltent en forêt de délicieuses morilles (*morchella esculenta*), connues sous le nom de *gūccī* ou *gādju*. Au total, des recherches conduites sur l'ethnobotanique des Bhotias de la vallée Niti ont conclu à l'utilisation de 21 espèces sauvages (Misra *et al.* 2008). Ces légumes forestiers sont récoltés du mois de février à la fin octobre, en dehors de la période hivernale. La plupart poussent dans les pâturages ou les forêts de haute altitude, souvent à plusieurs heures de marche du village. De ce fait, les Bhotias ne se déplacent jamais spécifiquement pour aller chercher ces légumes forestiers – ce qui prendrait trop de temps — mais les récoltent à l'occasion d'autres activités, en particulier quand ils emmènent leurs troupeaux pâturer dans les alpages. Voici comment l'explique Mangshiri Devi, en réponse à notre question « Est-ce que vous trouvez du *cāndrā* aujourd'hui ? » :

> Très peu. Nous devons aller très loin dans la forêt. Là-bas, très loin, où tu vois la neige [*elle pointe du doigt les forêts de haute altitude qui dominent le village*]. C'est là où l'on peut en trouver, là où il y a le gros rocher. Ceux qui se rendent là-bas en ramènent. Mais on a plus le temps d'y aller, n'est-ce pas ? (Mangshiri Devi Rana, 27 avril 2006)

En dépit des difficultés actuelles que rencontrent les Bhotias et sur lesquelles nous reviendrons, force est de constater que ces légumes forestiers continuent à occuper une place

de choix dans leur régime alimentaire, cuisinés à la façon des épinards, bouillis ou sautés dans l'huile avec un peu de sel et du piment.

Les plantes médicinales

Les Bhotias, et en particulier leurs tradipracticiens, sont de fins connaisseurs des plantes médicinales (appelées localement *jhāṛī-būṭī*) qui poussent dans leurs pâturages alpins. Parmi les plantes les plus utilisées, on peut citer le *pharan*, le *dholū*, l'*hātāzārī,* le *katukī*. Beaucoup de ces plantes sont utilisées pour soigner des maux féminins. Ces plantes étaient récoltées en premier lieu pour un usage curatif local. Dans ce cadre villageois, les plantes médicinales n'étaient jamais vendues : « Si quelqu'un était malade et qu'un autre avait la bonne plante, il lui donnait, c'était l'usage. On ne demandait pas d'argent contre une plante médicinale, on la donnait » (Nandan Singh Rawat, entretien du 26 avril 2006). Par contre, hors du cadre villageois, les Bhotias allaient parfois vendre ces plantes dans les marchés des plaines (Gopeshwar, Rudraprayag, Karnaprayag, Srinagar).

Le commerce de la laine

Leurs principales sources de revenus venaient de l'élevage, de la récolte de produits forestiers et du tourisme alpin. Jusqu'à la création de la RBND, quasiment chaque famille avait un troupeau de chèvres et de moutons (*bheṛ-bakrī*), qu'ils envoyaient pâturer dans les *bugyāl* (et récupéraient les excréments pour fertiliser leurs champs). La vente de ces animaux et de leur laine (« brute », *kaccā ūn*, ou « préparée », *bannā-huā ūn*) constitue une activité ancienne des Bhotias :

> Avant nous portions des robes de laine, et ceux qui les confectionnaient les vendaient sur les marchés de Chamoli, de Rudraprayag, de Srinagar… Ils allaient très loin pour les vendre. Les anciens portaient ces vêtements en laine en toute saison. Nous n'avions pas de peigne (*kaṅghā*) auparavant, ni de rouet (*carkhā*), la laine était filée à la main grâce au fuseau (*taklī*). Quand nous devions travailler la laine, on l'étendait dans nos cours et on la battait avec un bâton en bois pour l'adoucir. Ensuite on la roulait en boule. Et quand quelqu'un partait vers les plaines (*bhābar*), par exemple à Ramnagar, on lui donnait ces boules de laine pour aller les vendre. Il chargeait la laine sur les chèvres. Sur le chemin, il prenait des morceaux de laine, les filait au fuseau, puis il continuait… et quand il arrivait dans les plaines, la laine était filée et il la vendait (Rupsa Devi Rana, Reni, 3 juillet 2006).

Leur réputation n'est plus à faire concernant la confection de vêtements et de divers produits en laine (Atkinson, 1882), en particulier des tapis (*dān*), des draps en laine (*paṅkhī*), des robes unisexes noires (*lavā*), des couvertures très épaisses (*thulmā*), des bonnets, des gants, des pull, et bien d'autres (Kala, 2002). Avant 1962, cet artisanat local était particulièrement développé car les Bhotias importaient beaucoup de laine du Tibet. Après la fermeture de la frontière, les Bhotias ont dû se rabattre sur la laine de leurs propres troupeaux de chèvres et moutons, qu'ils tondent deux fois par an. Leur commerce artisanal n'a pas périclité car la région du Garhwal attire un grand nombre de pèlerins et de touristes qui visitent les lieux saints de Badrinath et Kedarnath. Les Bhotias leur vendaient leurs produits dans plusieurs marchés de la région, comme dans les villes de Gopeshwar, Rudraprayag, Karnaprayag ou Srinagar. En outre, les Bhotias des villages situés à proximité de l'entrée du bassin de Nanda Devi, comme Lata, profitaient aussi de la venue des alpinistes, qui séjournaient pendant quelques jours dans les villages.

C. Religion

La vie quotidienne est marquée chaque année par de grandes festivités (*melā*) qui rassemblent tout le village. En dehors des fêtes hindoues panindiennes (en particulier *Dussehra*, qui célèbre la victoire de Rama sur le démon Ravana, et *Dipavali,* qui fête le retour de Rama à Ayodhya), les Bhotias célèbrent également *Baisakhi* (*melā* pendant laquelle Nanda Devi est invitée dans sa maison maternelle), *Bagdwaal* (rite propitiatoire pour l'agriculture), *Nanda Ashtami* (célébration de Nanda Devi) et *Uttrain* (nouvel an). Comme dans le reste de la région, le culte de la déesse Nanda Devi occupe une place importante dans la vie des Bhotias. Il existe à Lata un temple assez ancien dédié à la déesse. Toutefois, un certain nombre de rituels dédiés à Nanda Devi se déroulent à l'extérieur du village, dans les prairies alpines dominées par la montagne éponyme.

C'est le cas par exemple de la fête de Nanda Ashtami, célébrée à la fin du mois d'août. Dans le village de Lata, la coutume veut que les villageois se rendent d'abord dans la prairie alpine de Dubrighati, pour offrir une *pūjā* à la déesse Dubri[242]. Ensuite, une *pūjā* doit être

[242] D'après mes entretiens, il semble que la divinité Dubri (ou Gashya) est considérée localement comme la petite sœur ou une forme (*rūp*) secondaire de Nanda Devi. Elle est associée à l'herbe, aux arbres, aux fleurs.

offerte aux épées du dieu Latu, qui étaient placées à Donidhar, près de Dharansi[243]. Après ces prières, les célèbres fleurs *brahmkamal* (*Saussurea obvallata*) étaient cueillies pour honorer Nanda Devi. Comme l'indiquent ces toponymes, plusieurs lieux de culte sont donc éparpillés dans les *būgyāl* du bassin de Nanda Devi. C'est le cas par exemple du lieu-dit de *Rani Kholi*, déjà évoqué.

De façon plus symbolique, l'ensemble du bassin de Nanda Devi est considéré comme un espace sacré : « Les hautes terres comme Latikharak sont la demeure des dieux, pas nos routes ! » (Jagari, Lata, entretien du 17 avril 2006). Les mythes locaux racontent qu'à l'instar des autres femmes de la région, la déesse Nanda a été mariée à l'extérieur de son village, au seigneur Shiva, représenté ici sous sa forme d'ascète et portant un trident (*trishūl*, qui a donné le nom de la montagne éponyme[244]). Dans l'imaginaire religieux des Bhotias, le bassin correspond ainsi à la demeure matrimoniale de la déesse Nanda Devi. De nombreux récits locaux viennent appuyer cette lecture religieuse du paysage de hautes montagnes qui surplombe les villages de la vallée Niti. Les femmes aiment par exemple raconter que la mer de nuages au-dessus du col de la montagne Nanda Devi émanerait du feu de la cuisine de la déesse. Dans une autre version, concernant cette fois le pic de Nanda Gunthi, il s'agirait du voile de la déesse qui se serait envolé et serait resté accroché à la montagne (*guṇṭhit* signifie « voilée »). Tous s'accordent à dire néanmoins que la déesse trouve difficile de vivre dans sa demeure maritale, au sommet des montagnes. Voici comment une femme du village raconte le mariage de Nanda Devi :

> Il y avait au départ sept sœurs, dont six d'entre elles avaient fait de bons mariages en fonction de leur qualité respective (*guṇa*). Nanda Devi était l'aînée, avec des qualités différentes, et ne trouvait pas d'époux qui lui corresponde. Le seigneur Shiva n'était pas marié et se faisait vieux, et des personnes allèrent le voir pour lui demander pourquoi il n'était pas marié. Il répondit qu'il devait trouver quelqu'un avec les mêmes qualités que lui. On arrangea une rencontre entre Nanda et Shivji et ils furent mariés. Mais Shivji n'était jamais dans les plaines, il passait son temps dans les montagnes. Nanda Devi fut donc mariée dans les montagnes. Elle se disputa avec son père, en lui reprochant de l'avoir marié dans l'Himalaya : « Je

Dans le village de Lata, un petit autel en plein air, constitué de petites pierres dressées, est dédié à cette divinité. C'est ici que les enfants font désormais des offrandes lors de la fête de Nanda Ashtami.

[244] Voici comment l'explique le *jāgerī* : « Quand le seigneur Shiva s'est rendu vers le Kailash, il a enfoncé son trident dans une montagne pour s'asseoir et se reposer. C'est ainsi que cette montagne fut nommée Trishul » (entretien du 17 avril 2006).

dois vivre dans les montagnes enneigées. Nous n'avons pas de vêtements, nous pouvons seulement nous couvrir avec des couvertures de laine. Il n'y a rien à manger, seulement de la farine de *phāphar* et du *cīnā* ». Elle pleurait auprès de son père. Son père lui répondit : « Ma fille, tu as fait un bon mariage en accord avec tes qualités ». Elle pensait qu'il essayait de la tromper pour la réconforter. « Je ne vis pas dans une belle maison, je vis dans les montagnes », reprochait-elle à son père en pleurant. « Tu trouves que la farine n'est pas bonne, mais elle est très fameuse et bien pour toi. Si tu la fris dans l'huile, elle aura un goût amer, il faut donc que tu la cuises dans de l'eau » — c'est pourquoi c'est notre tradition de bouillir le *phāphar* dans de l'eau et de l'offrir comme *prasād.* Les gens qui ne sont pas d'ici offrent de la nourriture très chère, comme du riz basmati, mais les gens d'ici, ils offrent du *phāphar.* Son père lui dit aussi « tu seras respectée dans la vallée Niti par tes parents (*maitī*) et par beaucoup d'autres personnes. Tu as la bénédiction de ton père. Tu te demandes qui va penser à toi alors que tu es dans les montagnes, mais beaucoup de personnes viennent, même de très loin, pour voir la montagne Nanda Devi ». Ce jour-là, Nanda Devi est devenue très puissante (*zyādā śakti*). Beaucoup de personnes de l'extérieur connaissent son nom. Même toi, regardes, tu viens de loin pour poser des questions sur Nanda Devi (Sukri Devi, 7 juillet 2006).

Cet extrait est intéressant pour au moins trois raisons. D'abord, il nous rappelle l'importance de la farine de *phāphar* comme marqueur identitaire des Bhotias de la vallée Niti. Ensuite, il montre la place (subalterne) que pense occuper les Bhotias par rapport aux autres hindous, par le biais d'une série d'oppositions : *phāphar* / riz basmati, montagnes / belle maison, couverture de laine / vêtements, etc. Enfin, et c'est ce qui nous intéresse ici, il illustre à travers l'histoire du mariage de Nanda Devi une situation bien connue des femmes du Garhwal, une région profondément virilocale : le moment difficile où la jeune mariée doit quitter sa maison familiale à son mariage pour rejoindre celle de son mari. Chaque femme reconnaît son parcours dans celui de Nandadevi, qui est d'ailleurs considérée à la fois comme une *dhiyānī*, nom donné à toutes les femmes mariées à l'extérieur de leur village, et comme une déesse, mariée au Seigneur Shiva (Sax, 1991). Ce moment, vécu comme une déchirure pour la mariée, est reproduit et exacerbé dans les récits sur Nanda Devi, narrés en particulier pendant la fête de Baisakhi, au début du mois d'avril. Pendant cette *melā*, Nanda Devi est invitée dans sa maison maternelle (*māykā* ou *mait*), symbolisée à Lata par le petit temple au cœur du village. A la fin de Baisakhi, Nanda est renvoyée dans la maison de ses beaux-

parents (*sāsurāl*), symbolisée par le temple principal, en haut du village. Mais de manière extensive, le *sāsurāl*, c'est l'Himalaya, les montagnes.

5.3 : LE VILLAGE ET LE MONDE

A. Le « coup de bambou », 1962

A travers le commerce transhimalayen avec le Tibet, qui dépassait de loin les frontières et les intérêts de la seule région de l'Uttarakhand, les villageois de la vallée Niti étaient déjà partie prenante d'une économie à grande échelle soumise aux aléas de multiples influences extérieures (voir chapitre 4). Grâce à leur position stratégique à l'interface de deux zones économiques complémentaires, les Bhotias ont pu jouer un rôle d'intermédiaire très profitable en échangeant des produits agricoles venant des plaines indiennes contre du sel et de la laine du plateau tibétain. Aussi longtemps que ce commerce a perduré, les Bhotias ont maintenu un niveau de vie que beaucoup de leurs voisins garhwali et kumaoni pouvaient leur envier. Au moins deux tiers des Bhotias vivaient exclusivement des revenus tirés du commerce (Hoon, 1996). Il faut ici bien sûr distinguer entre les gros marchands Bhotias, qui étaient engagés à plein temps dans le commerce, et les petits commerçants qui vivaient au quotidien de l'élevage pastoral mais qui se rendaient deux à trois fois par an au Tibet pour obtenir des produits destinés à leur propre consommation.

Le mode de vie des Bhotias, caractérisé par la pratique de la transhumance des troupeaux d'animaux de bât et la migration saisonnière des familles de leur village d'été à leur village d'hiver, s'est construit autour de la nécessité de maintenir les relations commerciales. Pendant la période estivale, alors que les hommes étaient occupés à commercer au Tibet ou à acheminer leurs troupeaux dans les alpages, les femmes s'occupaient de leurs familles, des travaux des champs, du tissage de la laine et de la confection de produits artisanaux. Avec l'arrivée de l'hiver et des neiges qui bloquent tout passage vers le Tibet, les familles partaient s'installer dans leurs résidences hivernales, avec leurs troupeaux de chèvres et moutons. C'était alors l'occasion pour les hommes de se rendre dans les marchés du *bhābhar* (Ramnagar, etc.) et d'aller faire pâturer leurs troupeaux dans les forêts du *tarāī-bhābhar*, tandis que les femmes étaient occupées aux tâches ménagères. Voici ce que raconte Rupsa Devi, une très vieille femme (90 ans) de Reni :

> Mon mari s'occupait des troupeaux de chèvres. Il allait d'ici à Ramnagar, et de Ramnagar jusqu'à Niti. Il était impliqué dans le commerce avec le Tibet. Au début,

il y allait accompagné, puis il y est allé seul, avec son propre troupeau. A l'époque où mes enfants sont nés, le commerce avec le Tibet s'est terminé, donc nous sommes restés simplement bergers.

Moi, j'étais avec ma belle-mère, et les femmes des frères de mon mari. Nous les femmes on restait ensemble et on travaillait dans les champs, on s'occupait du commerce de la laine et on prenait soin du bétail.

Mon mari vendait au Tibet du sarrasin (*phāphar*), de l'orge (*jau*), du millet des oiseaux (*kaunī*), du millet (*cīnā*), de l'éleusine (*kodū*), de l'orge himalayen (*uvā*). Il achetait aussi à Ramnagar du *guṛ* et du sucre qu'il vendait au Tibet. Il ramenait du Tibet de la laine, du sel, et des chèvres et des moutons. Il y avait énormément de chèvres et de moutons au Tibet. A l'époque, nous avions seulement des chèvres de bât (*lādū bakrī*). Après la fermeture, les gens se sont plus concentrés sur l'élevage de moutons (Rupsa Devi Rana, Reni, 3 juillet 2006).

On imagine aisément combien cet édifice a été fragilisé par la fermeture de la frontière indo-tibétaine et la fin du commerce. Quand, en 1962, l'armée populaire de Chine attaque l'Inde sur sa frontière himalayenne lors d'une guerre éclair qu'elle remporte haut la main (voir chapitre 4.3.), les bouleversements pour les Bhotias sont immenses. Avec la déroute de l'armée indienne, le « rideau de bambou »[245] se ferme, et tout un pan essentiel de l'économie des Bhotias s'effondre. Non seulement les gros marchands Bhotias se voient dépossédés de leur gagne-pain, mais c'est l'ensemble du mode de vie des Bhotias, qui dépendait directement ou indirectement du commerce, qui se voit bouleversé. Dans la vallée Niti, les villages situés en amont qui vivaient essentiellement du commerce ressemblent aujourd'hui à des villages fantômes. Dans ces villages haut perchés entre 3000 et 3500 mètres d'altitude, les étés sont ensoleillés mais brefs, et la saison végétative (il n'y en a qu'une) ne dure que quelques mois. L'agriculture ne pouvant faire subsister les familles, le manque d'opportunités économiques a poussé un grand nombre d'habitants à déserter définitivement leurs maisons richement ornées pour s'installer dans les plaines. Les villages en aval, qui élevaient les chèvres de bât, ont du vendre ou abattre leurs troupeaux qui avaient perdu leur utilité, d'autant que la militarisation de la frontière entraîne la réquisition de terres par l'armée indienne – qui servaient de pâturages aux Bhotias. La fin du commerce porte aussi un coup majeur à l'artisanat des

[245] L'expression « rideau de bambou » est la variante asiatique du « rideau de fer » en Europe. Durant la guerre froide, il suivait les frontières des pays communistes (en particulier la République Populaire de Chine) avec les pays non communistes.

Bhotias, qui dépendait de l'importation de laine du Tibet pour la confection des vêtements laineux qui faisaient leur réputation. Voici ce que raconte une femme du village de Lata :

> Nous n'allions pas au Tibet, seulement les villages en amont de la vallée. Ils y achetaient des petites chèvres pour seulement 25 roupies, alors qu'aujourd'hui elles coûtent 5000 roupies ! Certains en trouvaient même à 10 roupies, 12 roupies ! Il y avait beaucoup de laine dans les villages en amont. Ils avaient des chèvres avec des poils très longs. On utilisait la laine pour faire des tapis, des *paṅkhī* et on les vendait. Quand le commerce avec le Tibet s'est arrêté, tout ça était fini. On trouvait du sel au Tibet, du beurre clarifié, des *tutu*[246], des chaussures en laine, des ceintures… On trouvait de tout au Tibet. Mais maintenant c'est fermé (Mangshiri Devi Rana, Lata, entretien du 27 avril 2006).

Avec la fermeture de la frontière, les Bhotias n'ont d'autres choix que de se tourner vers de nouvelles activités rémunératrices. Dans une certaine mesure, la militarisation de la frontière, qui s'accompagne d'une augmentation de la construction d'infrastructures de transport et de défense, offre aux jeunes hommes des opportunités de travail. C'est en 1964 par exemple qu'est construite la première route carrossable reliant Joshimath aux villages de la vallée Niti. Ces activités ne peuvent cependant rivaliser avec la place déterminante qu'occupait le commerce transhimalayen. Pour la grande majorité des Bhotias, la vie quotidienne ne dépend plus désormais que de leurs activités agropastorales. Mais là aussi, des événements extérieurs compliquent la donne. Le passage en 1960 du *Kumaon and Uttarakhand Zamindari Abolition Act*, une réforme agraire qui visait à stopper l'exploitation des fermiers pauvres par les propriétaires terriens (*zamīndār*) a conduit à attribuer les terres agricoles des villages d'hiver des Bhotias aux fermiers métayers auxquels ils avaient confié le soin de cultiver leurs champs pendant la période estivale. Et les grandes forêts du *tarāī*, où les bergers emmènent leurs troupeaux lors de la période hivernale, sont de plus en plus accaparées par l'industrie du bois et la Direction des forêts.

B. Sauver les forêts, 1974

Comme nous l'avons vu précédemment (chapitre 4), les riches forêts de conifères de l'Uttarakhand sont l'objet depuis la période coloniale d'un mouvement d'enclosure généralisé

[246] Sorte de biscuit à base de lait de yak qui fond très lentement dans la bouche et coupe la faim.

qui perdure après l'Indépendance de l'Inde. La Direction des forêts y exerce un contrôle grandissant, en particulier en gérant d'une main de fer le système de mise en adjudication des forêts. Depuis le début des années 1970, les populations locales se mobilisent contre ce système. C'est en avril 1973 que les partisans du mouvement *Chipko* gagnent leur première bataille, quand les villageois de Mandal, dirigés par Chandi Prasad Bhatt et la DGSS, empêchent l'entreprise de sport Symonds d'abattre 14 frênes. Quelques mois plus tard, en décembre, des villageois parviennent de nouveau à stopper les agents de Symonds dans les forêts de Phata-Rampur, à 60 km de Gopeshwar.

Au début de l'année 1974, la Direction des forêts de l'Uttarakhand octroie une concession forestière d'une valeur de 4,7 *lākh*[247] à Jagmohan Bhalla, un *contractor* venant de Rishikesh. Ce contrat porte sur 680 hectares de la forêt de Peng Murunda, située sur les hauteurs du village de Reni, dans la vallée Niti, une zone très affectée par la crue de l'Alaknanda en 1970. Alertés, les militants de la DGSS en informent Govind Singh Rawat, un leader du parti communiste indien (CPI) basé à Joshimath. Des meetings sont organisés avec les villageois pour discuter de la situation et des moyens de s'y opposer. La coupe de ces quelques 2500 arbres est fixée à la dernière semaine de mars 1974. Le 25 mars, une grande manifestation est organisée à Gopeshwar, où des étudiants menacent de lancer une campagne *Chipko* si la coupe n'est pas annulée. Pour éviter la confrontation, la Direction des forêts aurait alors usé d'un subterfuge. Le lendemain, le 26 mars 1974, un de ses principaux agents, le *Conservator of forests*[248] (basé dans la ville de Pauri) arrange une visite dans les locaux de la DGSS, qui retient Bhatt et son équipe à Gopeshwar. Le même jour, les hommes de Reni et des villages adjacents de la vallée Niti ont été convoqués à Chamoli pour recevoir une compensation tant attendue pour les terres qu'ils ont perdues suite au conflit avec la Chine, qui ont été réquisitionnées par l'armée indienne. La piste est donc libre…

Ces événements ont été narrés par de nombreux commentateurs, Ramachandra Guha (1989a) au premier chef, et bien d'autres, avec des approches et parfois des versions sensiblement différentes (Mishra & Tripathi, 1978 ; Das & Negi, 1983 ; Berreman, 1985 ; Shiva & Bandyopadhyay, 1986 ; Weber, 1987 ; Mitra, 1993a ; Routledge, 1993 ; Rangan, 2000a – entre autres). Face à cette multitude de récits, vouloir faire l'histoire de *Chipko* semble bien

[247] Le *lākh* est une unité de mesure équivalente à 100 000 roupies.
[248] Le *Conservator of forests* est un agent de l'*Indian Forest Service*, en charge d'un « *forest circle* » — l'équivalent d'un « *district* » au sein d'un État régional.

difficile. Cela est d'autant plus vrai concernant la suite et le dénouement des événements à Reni, dont peu de personnes peuvent encore témoigner. Les femmes du village de Reni, qui ont été les témoins et protagonistes du reste des événements, sont aujourd'hui très âgées, et beaucoup sont décédées. Gaura Devi (1925-1991), la figure tutélaire du mouvement à Reni, s'est éteinte en 1991 (photo 3). Et quand bien même nous avons accès à des témoignages, les récits des survivantes ont souvent déjà été « contaminés » par les interprétations ultérieures.

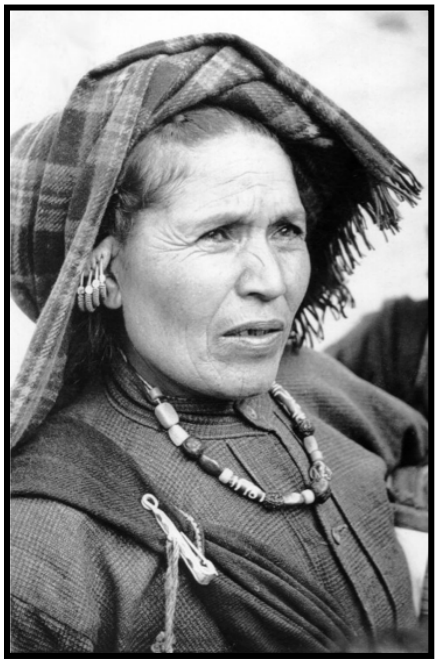


Photo 3. GAURA DEVI (photo d'Anupam Mishra)

Dans ce contexte, il n'est ni possible ni désirable de livrer une « histoire objective » des événements de Reni, et nous rejoignons Emma Mawdsley qui propose plutôt de « privilégier certaines histoires par rapport à d'autres, et cet engagement peut et doit reposer sur la base de notre responsabilité éthique vis-à-vis de nos sujets de recherche » (1998)[249]. Lors de mes discussions avec les villageois de Lata et Reni, toutes les personnes avec lesquelles nous avons pu nous entretenir ont souligné combien l'importance du rôle joué par Gaura Devi n'avait jamais été reconnu à sa juste valeur à l'extérieur de la vallée Niti. Ni d'ailleurs celui de Govind Singh Rawat[250]. Ils en veulent pour preuve le fait suivant : tandis

[249] « I do believe we can privilege certain stories over others, and that such a commitment can and should be made on the basis of an ethical responsibility to our research subjects ».

[250] Voici par exemple ce que me raconte un villageois de Lata : « Pendant le mouvement Chipko, Govind Singh Rawat, du parti communiste indien, a joué un rôle très important. Mais ce sont d'autres personnes qui ont tiré profit de la situation. Sunderlal Bahaguna a profité de la situation. *Dadaji* [*terme honorifique*] a été vaincu, et il est mort. Et qui a pris l'avantage ? Sunderlal Bahaguna. Une médaille en or l'attendait à Gopeshwar. Après l'avoir reçu, Bahaguna a demandé aux membres actifs du mouvement : « que voulez-vous ? », et une personne a

que les hommes leaders du mouvement, Chandi Prasad Bhatt et Sunderlal Bahaguna, ont reçu toute la publicité et les honneurs de la nation, Gaura Devi est morte dans la misère et l'indifférence du pays[251]. Pour raconter la suite des événements de Reni, nous proposons donc de reprendre la version d'une féministe indienne, C.S. Lakshmi, qui a le grand mérite de centrer son récit autour de la personne de Gaura Devi, avec un romantisme assumé :

> Née en 1925 dans une famille tribale Marcha du village de Lata, dans la vallée Niti du district Chamoli, Gaura Devi n'a pas eu d'instruction si ce n'est le commerce traditionnel de la laine dans lequel sa famille était engagée. Comme le voulait la tradition à cette époque, elle fut mariée à un jeune âge dans un autre village. (…) Malheureusement, à l'âge de 22 ans, Gaura Devi devint veuve, avec un enfant de deux ans et demi à sa charge. Elle reprit le commerce familial de la laine et éleva seule son fils Chandra Singh. Quand il fut temps, elle donna à son fils la charge de nourrir la famille, mais elle ne resta pas les bras croisés. Elle était consciente de la pauvreté de la région et de son incidence sur les femmes, que sa propre expérience de survie ne lui avait que trop apprise. Elle était activement impliquée dans le conseil de village et d'autres initiatives de sa communauté. Aussi, il ne fut pas surprenant que les femmes de Reni l'aient approché au début du mouvement *Chipko* en 1972 pour lui offrir la présidence du *Mahila Mangal Dal*. (…)
>
> Le mouvement *Chipko* avait entrainé dans son sillage une conscience qui s'était déjà propagé dans toute la région. Gaura Devi s'engagea dans plusieurs campagnes pour diffuser le message dans les villages alentours. Ce n'était pas seulement les femmes, mais l'ensemble des habitants de la région qui réalisaient l'importance que revêtaient les forêts pour eux. Gaura Devi parlait toujours des forêts comme de divinités. Aussi, les habitants de Reni réagirent très rapidement quand le gouvernement autorisa l'abattage d'arbres dans le village et confia ce travail à un contractor. Les villageois organisèrent des manifestations pour protester. Mais ils ignoraient quand la coupe devait avoir lieu. La date avait été fixée le 25 mars 1974. Ce jour-là, un groupe composé de forestiers et d'ouvriers se rendit vers la forêt. Une jeune fille les aperçut, et courut en alerter Gaura Devi. Ce jour-là, les hommes n'étaient pas présents au village. Ils étaient tous partis à Chamoli. Courageusement, Gaura Devi et 27 femmes du village de Reni partir vers la forêt. Elles rattrapèrent vite le groupe d'hommes et d'ouvriers qui préparait leur repas. Au début, elles

répondu : « un récipient pour cuire le riz ». Cette personne est revenu avec son récipient et a laissé la médaille à Gopeshwar » (Raju Rawat, Lata entretien du 11 mai 2006).

[251] Ce n'est qu'en avril 2011, année internationale des forêts, que le ministre de l'environnement indien, Jairam Ramesh a opportunément annoncé la création du « Gaura Devi Award », un nouveau prix de 2 *lākh* récompensant les « contributions des communautés, et en particulier des femmes, à la cause de la protection et de la régénération des forêts » (Anon. 2011).

essayèrent de leur faire entendre raison et demandèrent aux ouvriers de quitter la forêt après leur repas. Les forestiers qui étaient déjà un peu saouls commencèrent à accabler d'injures Gaura Devi et son groupe de femmes, et dirent aux ouvriers de faire leur travail et d'abattre les arbres. Les femmes leur firent alors savoir en des termes on ne peut plus clairs que s'ils tentaient une telle chose, elles iraient s'enlacer aux arbres. Un des forestiers qui était saoul brandit son arme. Les femmes formèrent alors un front menaçant, comme si la déesse Nanda Devi avait pris l'une de ses formes les plus féroces. Certaines se lancèrent à la poursuite des ouvriers sur près de deux kilomètres, et cassèrent le pont de ciment qui conduisait à la forêt. D'autres restèrent auprès du reste du groupe d'hommes et firent le gué toute la nuit. Les hommes du village qui étaient partis à Chamoli avaient entendu parler du projet d'exploitation commerciale de leur forêt. Ils étaient persuadés qu'à leur retour ils trouveraient un pan entier de forêt détruit. Mais les femmes de Reni leur donnèrent tort. Reni n'avait pas capitulé face à cette menace car les femmes s'étaient battues et ce fut une victoire[252] (Lakshmi, 2000).

On pourrait bien sûr reprocher à Lakshmi un excès de lyrisme qui jette un doute sur la crédibilité des détails qu'elle livre dans cet article. Il nous semble cependant vain et inutile de

[252] « Born in 1925 in a tribal Marchha family of Laata village in Neeti valley of Chamoli district, she was only trained in her family's traditional wool trade. In keeping with the tradition of those days, she was married off at a young age […]. Unfortunately at the young age of 22, Gaura Devi became a widow with a two-and-a-half year old child to bring up. She took over the family's wool trade and brought up her son Chandra Singh alone. In time, she handed over the family responsibility to her son but did not sit back to rest. She was aware of the poverty of the region and how it affected women and how her own experiences of survival had taught her a lot. She was actively involved in the panchayat and other community endeavours. Hence, it was not surprising that the women of Reni approached her in the wake of the Chipko Movement in 1972, to be the president of the Mahila Mangal Dal […]. The awareness generated by the Chipko Movement had already spread in all the areas of the region. Gaura Devi took up several campaigns to spread awareness in the nearby villages. Not only did the women but everyone in that region realised what the forests meant to them. Gaura Devi always referred to the forests as their gods. So the people of Reni were quick to react when the government authorised the felling of the trees in the belt and gave the job to contractors. They held demonstrations of protest. But little did they know that the date for the felling had already been fixed. It was fixed for March 25, 1974. That day, a group of forest officials along with some labourers started moving towards the forests. A young girl saw them and she went running back to report to Gaura Devi. That day there were no men in the village. All of them had gone to Chamoli. Undaunted, Gaura Devi and 27 women of Reni village began to march towards the forests. Soon they reached the group of men and their labourers who were cooking their food. Initially they tried to reason with them and told the labourers to leave after they ate their food. The officials who were already a bit drunk began to hurl obscenities at Gaura Devi and her group of women and told the labourers to go ahead and cut the trees. They were then told in no uncertain terms that if they attempted any such thing the women would cling to the trees. One of the officials who was drunk brandished a gun. The women stood in a row, each one of them looking as if the mountain goddess Nanda Devi had taken one of her fierce forms. They then chased the labourers for nearly two kilometres and broke the cement bridge leading to the forests. A group of them sat guarding the rest of the men and kept vigil throughout the night. The men of the village who had gone to Chamoli had heard from some people about the proposed plan to fell trees in their area. They were sure that on their return they would find an entire belt of destroyed forest. But the women of Reni proved them wrong. Reni had not surrendered because its women had not and it was a victory ».

chercher à traquer les inévitables erreurs et arrangements de ce récit, ou de se livrer à une analyse comparée des différentes versions qui sont aujourd'hui à notre disposition. Il importe peu de savoir si les femmes, sous l'impulsion de Gaura Devi, ont véritablement « pourchassé » les ouvriers forestiers, ou si elles ont ou non cassé un pont ou enlacé les arbres — autant d'éléments qui sont parfois remis en question. Ce que personne ne peut leur enlever, c'est le rôle de premier plan qu'elles ont joué pendant cet événement, reconnu par tous les villageois (figure 20). Avec leur participation, le mouvement *Chipko* gagne une nouvelle dimension.

Fig. 20. HOMMAGE AUX PARTICIPANTES DU MOUVEMENT *CHIPKO* A RENI.

Traduction du titre hindi : « Le 26 mars 1974, ces femmes, sous la direction de Gaura, ont fait front ». Gaura Devi est en haut à gauche.

Source : Gram Sabha Lata (2001), *Saṅgharśnāmā*, p. 20.

Il s'agit en effet de la première fois dans l'histoire du *Chipko Andolan* que les femmes occupent le devant de la scène. Jusqu'alors, les hommes et les militants de la DGSS formaient le gros du contingent des protestataires réunis sous la bannière *Chipko*. Avec les femmes de

Reni, les revendications gagnent un nouveau visage, et un contenu sensiblement différent. Pour les hommes de *Chipko*, il s'agissait de protéger les intérêts économiques de leurs coopératives villageoises face aux intérêts commerciaux d'entreprises allochtones. Cette dimension est absente à Reni, un village où les opportunités économiques sont très limitées. Ici, les forêts ont d'abord une valeur d'usage, et qui mieux que les femmes sont à même de l'apprécier ? Il ne s'agit pas de reprendre l'argument tendancieux de certaines écoféministes comme Vandana Shiva (1989) qui postule un lien « biologique » entre les femmes et la « nature », mais de rappeler la division genrée du travail, qui met les forêts au cœur de l'expérience vécue et quotidienne des femmes (Agarwal, 1994). A Reni comme dans la plupart des villages indiens, les femmes sont chargées d'assurer l'essentiel des tâches en forêt, c'est-à-dire le ramassage du bois, du fourrage, le pâturage des bêtes, etc. Est-ce d'ailleurs un hasard si c'est à une femme que l'on doit ce fameux slogan du mouvement *Chipko* ?

> *« Kyā hai jangal ke upkār ? Miṭṭī, pānī aur bayār*
> *Miṭṭī, pānī aur bayār, zindā rahane ke ādhār »*
> « Que portent les forêts ? Le sol, l'eau et l'air pur
> Le sol, l'eau et l'air pur sont les fondations de la vie »

Avec les événements de Reni, il n'est donc plus possible pour le gouvernement de traiter le mouvement *Chipko* comme une simple « rébellion du ventre » d'une petite industrie locale qui se voit rafler ses matières premières. *Chipko* émerge comme un mouvement paysan de défense d'une économie morale des pauvres, dans la continuité des mouvements de protestation qui défendaient les droits coutumiers sur la forêt face à la mainmise grandissante de l'État colonial :

> Le mouvement *Chipko* est apparu en 1974 parce que nous nous demandions comment nous allions vivre si les forêts étaient abattues. Si la forêt doit être coupée, elle devrait l'être en fonction de notre système traditionnel. Sans donner à nos animaux les feuilles des arbres, ils ne peuvent pas survivre. C'est pour cette raison que nous protégeons les arbres. Sans bois, nous ne pouvons pas construire nos maisons. Si les arbres sont abattus trop rapidement [*ndlr : par le système des contractors*], comment allons nous construire nos maisons ? Le gouvernement finalement a fait l'opposé en imposant une interdiction d'abattre tous les arbres ! (Govind Singh Rana, 51 ans, Lata, entretien du 2 juillet 2006).

Face à cette révolte, le *Chief Minister* de l'Uttar Pradesh, H.N. Bahuguna, a en effet sollicité l'analyse d'un comité sur la question de la déforestation dans la vallée de

l'Alaknanda, qui s'est finalement traduite par l'interdiction de l'exploitation commerciale des forêts pour une période de dix ans dans le bassin supérieur de la rivière et ses tributaires (chapitre 4.3.). Mais l'exploitation du bois himalayen n'est pas la seule activité qui menace les forêts de la vallée Niti. Depuis plusieurs années, une autre industrie se développe à grande vitesse : l'alpinisme.

C. Essor et déclin de l'alpinisme (1974-1982)

Terre de conquête pour ses sommets parmi les plus hauts du monde, la région de Nanda Devi a très tôt attisé la curiosité des alpinistes chevronnés de l'Empire britannique. Depuis les années 1830, les Anglais multiplient les expéditions dans l'Himalaya. En 1934, les alpinistes-explorateurs britanniques Eric Shipton et H.W. « Bill » Tilman sont les premiers à parvenir à se frayer un chemin dans la gorge étroite du torrent Rishi Ganga, avec l'aide de trois porteurs sherpas. En 1936, c'est le même Tilman, qui, à la tête d'une équipe anglo-américaine, conquiert pour la première fois le sommet de la Nanda Devi, sans oxygène. Emerveillés par la beauté du site, les Anglais donnent au bassin de la Nanda Devi le statut de « sanctuaire de gibier » (*game sanctuary*) en 1939. Ce statut n'empêche cependant pas le sanctuaire de continuer à attirer de nombreuses expéditions internationales.

C'est le cas par exemple d'une expédition française menée par l'alpiniste Roger Duplat en 1951, qui connut comme beaucoup de ces épopées une fin tragique. Cette expédition a fait l'objet d'un reportage dans le journal *Paris-Match* du 10 novembre 1951 (Languepin, 1951), qui laisse entrevoir grâce à des images d'archive le rôle important que jouaient ces expéditions pour l'économie des villages Bhotias situés à proximité de l'entrée du bassin. Préparés par le Club Alpin Lyonnais, les huit participants de cette expédition étaient tous des alpinistes réputés : Roger Duplat, son chef ; Gilbert Vignes, Louis Gevril, Louis Dubost, Alain Berbezat, Paul Gendre, le docteur Payan (chef de clinique à l'hôpital de Grange-Blanche à Lyon) et Jean-Jacques Languepin, cinéaste et auteur du reportage paru dans *Paris-Match*. En 1951, l'heure n'était déjà plus à l'exploration du bassin et de ses sommets comme au temps de Shipton et Tilman, mais à la recherche de défis mettant à l'épreuve la technicité des alpinistes :

> Roger Duplat, son chef, voulait faire de l'ascension de la Nanda Devi une véritable course de montagne en recherchant la difficulté technique. Il n'était d'ailleurs pas

> question de « conquérir » la montagne, ses deux sommets ayant déjà été gravis par l'Anglais Tilman et le Polonais Karspinski. La Nanda Devi a, en effet, outre son sommet principal de 7 816 mètres, dit sommet ouest, un autre sommet, le sommet est, qui n'atteint que 7 434 mètres. Entre les deux sommets, une fantastique arête de rochers, de neige et de glace longue de trois kilomètres. C'est la traversée de cette arête que Roger Duplat s'était fixé comme but. (Languepin, 1951 : 21).

Pour une telle expédition, le seul savoir-faire technique de nos alpinistes français ne suffit pas. Comme les autres expéditions, l'équipe de Roger Duplat doit recruter des *coolies*, c'est-à-dire des porteurs chargés d'acheminer le matériel et les vivres des alpinistes jusqu'au camp de base, au pied de la montagne, avant « l'assaut » final :

> Partie de Marseille en avril 1951, l'expédition était en mai aux Indes. Elle dut accomplir de Chamoli, point de départ des pèlerinages vers les sources du Gange et terminus des routes carrossables, jusqu'au pied de la Nanda Devi, une épuisante marche d'approche à travers un extravagant chaos minéral. Entre Lata, dernier village habité et le point fixé pour l'établissement du camp de base, il n'y avait que 50 kilomètres, mais l'expédition mit trois semaines à les parcourir. A travers les gorges de la Rishi Ganga, les soixante-dix *coolies* avançaient pas à pas sur des sentiers vertigineux où il fallait parfois les encorder. Trois fois les *coolies* désertèrent en masse, pris de panique devant les difficultés de l'entreprise et l'aspect effrayant du paysage. Trois fois il fallu retourner en arrière pour recruter des remplaçants. En attendant leur arrivée, les alpinistes étaient obligés de porter eux-mêmes, au prix d'épuisants va-et-vient, les quatre tonnes et demie de matériel et de vivres. Les gorges de la Rishi Ganga, qui est un affluent du Gange et qui prend sa source dans les glaciers de la Nanda Devi, sont une des régions les plus impénétrables du monde. Les alpinistes n'y trouvèrent d'autre signe de vie qu'un ours isolé et quelques troupeaux de moutons sauvages. L'expédition, après une dernière tentative de grève des *coolies* à quelques heures du but, atteignit enfin le 18 juin l'emplacement du camp de base, à 4.890 mètres d'altitude, soit un peu plus que la hauteur du mont Blanc. (*ibid*., p. 22).

On ne s'étonnera pas du rôle de poltrons et de gréviculteurs donné par l'auteur du reportage aux soixante-dix *coolies* indigènes qui portent vaillamment et pieds nus (voir la légende de la photo n°3, figure 21) les quatre tonnes et demie de matériel et de vivres

nécessaires à l'exploit des Français[253] — un procédé rhétorique qui permet de souligner a contrario le courage et la persévérance des héros de la cité des Gaules. Il n'en reste pas moins que nos alpinistes doivent donc recruter soixante-dix *coolies* pour atteindre leur but. Languepin ne précise pas où sont recrutés ces porteurs, mais il apparaît vraisemblable que ces derniers sont débauchés à proximité du dernier village habité, Lata, puisque « trois fois il fallu revenir en arrière pour recruter des remplaçants ». Étant donné le temps perdu, les alpinistes ont en effet très probablement recruté les premiers indigènes qui leur tombaient sous la main. Une série de photos prises à Lata montrent d'ailleurs que les alpinistes y ont passé du temps (voir figure 21). On peut voir Roger Duplat visiter le temple de Nanda Devi accompagné de jeunes Bhotias (n°1), ou le docteur Payan qui offre ses compétences pour soigner une habitante de Lata d'une ophtalmie purulente (n°5) — une brûlure de la cornée aujourd'hui encore très commune chez les femmes, qui sont exposées pendant de longues heures de la journée à la fumée âcre des foyers des cuisines — et qui reçoit à son retour un « accueil triomphal » (n°4).

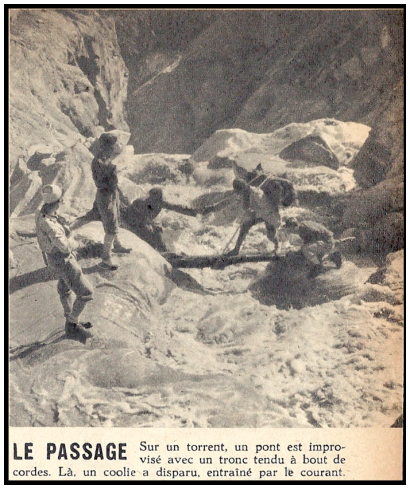
Il est inutile ici de s'attarder sur les détails de la suite de l'expédition. On peut simplement indiquer que les alpinistes, avec l'aide des *coolies*, installent des camps à très haute altitude aux deux extrémités de l'arête qui doit être traversée par la cordée d'assaut. Cette dernière n'est composée que de Duplat et Vignes, seuls pour réaliser l'exploit technique qu'ils s'étaient fixés. Voici comment Languepin raconte la veille de l'assaut final:

> Le grand assaut est fixé pour le 27 juin, à l'aube. Connaissant le danger qu'il allait courir, Roger Duplat a passé la journée du 26 à mettre de l'ordre dans ses affaires. Il a réglé ses *coolies* et a envoyé un rapport au président du Club Alpin français de Lyon, M. Montel. Pendant ce temps, Gilbert Vignes s'est occupé des derniers détails de l'équipement. Le soir, après le dîner — un rôti de barnal (mouton sauvage) — la veillée s'est prolongée plus tard que d'habitude. Chacun a évoqué ses souvenirs de la montagne. (*ibid*., p. 26).

[253] En moyenne, cela signifie que chaque porteur est lesté d'une charge d'environ 64 kilos, qu'il achemine « sur des sentiers vertigineux »…

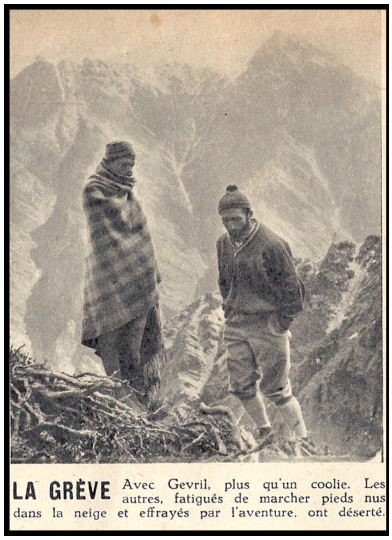
A Lata, dernier village de la vallée, Roger Duplat visite le temple de la déesse Nanda Devi, patronne de la montagne.

N°1



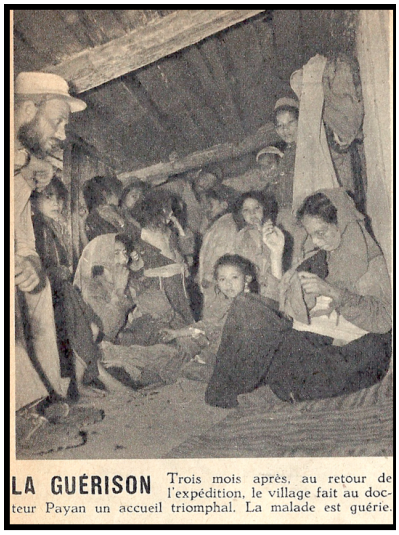
LE PASSAGE Sur un torrent, un pont est improvisé avec un tronc tendu à bout de cordes. Là, un coolie a disparu, entraîné par le courant.

N°2



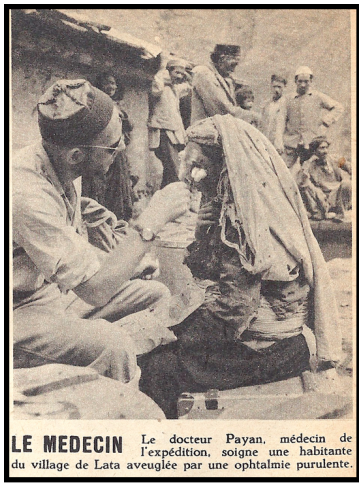
LA GRÈVE Avec Gevril, plus qu'un coolie. Les autres, fatigués de marcher pieds nus dans la neige et effrayés par l'aventure, ont déserté.

N°3



LA GUÉRISON Trois mois après, au retour de l'expédition, le village fait au docteur Payan un accueil triomphal. La malade est guérie.

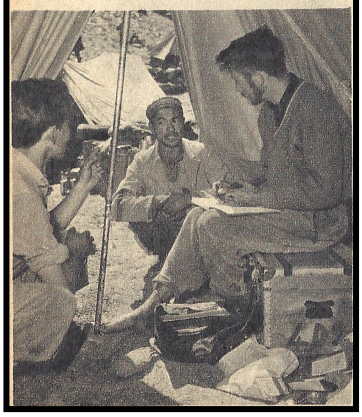
N°4



LE MEDECIN Le docteur Payan, médecin de l'expédition, soigne une habitante du village de Lata aveuglée par une ophtalmie purulente.

N°5

Duplat règle lui-même ses coolies. Chacun touche pour la campagne 100 roupies, soit 7.000 fr., l'équivalent du revenu annuel d'un Hindou.



N°6

Fig. 21. EXTRAIT DU REPORTAGE DE PARIS-MATCH DU 10 NOVEMBRE 1951

Source : Languepin, JJ. (1951).

Les porteurs sont donc payés juste avant l'assaut final. Le salaire des porteurs, qui risquent leur vie, est attrayant : 100 roupies, « soit l'équivalent du revenu annuel d'un hindou » (n°6). On comprend mieux pourquoi la multiplication des expéditions devient une véritable manne économique pour les villageois Bhotias. Le reste du paragraphe est aussi intéressant pour anticiper ce qui se passera ensuite : les alpinistes se préparent ce qui ressemble à un repas de fête, du bharal (*Pseudois nayaur*) – le fameux « mouton bleu » désormais protégé dans le parc de Nanda Devi. On le devine, la fin de l'expédition se termine en drame : « On ne saura jamais exactement ce qui est arrivé à la cordée Duplat-Vignes, mais il est probable, comme le pensent leurs camarades, qu'une corniche de neige s'est écroulée sous leur poids et qu'ils ont été précipités dans les abîmes de la face nord » (*ibid*., p. 28).

A cette époque, au cours des années 50-60, le massif du Garhwal, jusqu'alors peu fréquenté par les alpinistes à la recherche de records d'altitude, devient par défaut un endroit de plus en plus recherché, pour les raisons qu'indique Languepin (*ibid*., p. 21) : « Toutes les régions où s'élèvent des sommets de plus de 8.000 mètres étaient inaccessibles cet été : le massif de l'Everest en raison de l'envahissement du Tibet par les communistes chinois, le Karakoram en raison des troubles qui agitaient le Cachemire, le Sikkim parce que la famine y régnait ». Mais même le massif de Nanda Devi, à proximité immédiate de la frontière chinoise, finit par subir des perturbations géopolitiques. En 1965, en pleine guerre froide, un groupe d'alpinistes indo-américains est chargé de planter au sommet de la Nanda Devi un radar fonctionnant avec une batterie au plutonium 238 afin d'espionner les expériences nucléaires chinoises… qui disparaît dans une avalanche. L'affaire, sur laquelle nous reviendrons, est étouffée, mais le site est fermé pour quelques années.

Ce n'est qu'en 1974, après l'épisode de *Chipko* — ce qui n'est probablement pas un hasard — que la zone est rouverte aux expéditions alpines, offrant à l'économie locale un nouveau souffle. Le massif de Nanda Devi attire de nombreux alpinistes, devenant rapidement la deuxième destination la plus populaire, après l'Everest. Le village de Lata, situé à l'entrée de la vallée Rishi, devient le principal point de départ des expéditions. Cette situation profite énormément à la population du village, car les alpinistes viennent s'y ravitailler, acheter de l'artisanat, et recruter des porteurs et des guides. Entre 1974 et 1982, quinze expéditions se succèdent pour tenter de gravir les deux sommets de la Nanda Devi, avec de nombreuses pertes. La plus symbolique, qui est restée gravée dans les mémoires des villageois, est celle de Nanda Devi Unsoeld, la fille du grand alpiniste américain Willi Unsoeld, qui périt en tentant

de gravir la montagne à qui elle devait son prénom, en 1976. Mais surtout, les expéditions semblent porter un coup sévère à l'écologie du bassin de Nanda Devi. Dès 1977, des équipes scientifiques indiennes relèvent la présence de braconniers dans le sanctuaire et une extraction destructrice de la végétation. Déposés successivement à chaque expédition, les déchets s'accumulent à un niveau alarmant, d'autant que le nombre d'expédition devient de plus en plus important. En 1982, la dernière année où le bassin de Nanda Devi est ouvert, on estime que 4 000 alpinistes et porteurs pénétraient annuellement dans le sanctuaire.

Conclusion du chapitre 5

Dans ce chapitre, nous avons essayé de comprendre dans quel contexte culturel, social et historique va s'inscrire directement la création de la réserve de biosphère de Nanda Devi.

La population bhotia, comme nous l'avons vu, occupe une place particulière au sein de la société garhwali, pour son mode de vie intimement lié au milieu de hautes montagnes dans lequel elle a élu domicile, mais surtout en raison du contrôle qu'elle a longtemps exercé sur le commerce caravanier avec le Tibet, qui a contribué, pendant la période coloniale, à la construction d'une identité prise entre l'attribution extérieure d'un « stigmate tibétain » et la revendication interne du haut statut de *rājpūt*, une tension qui place donc les Bhotias dans une situation ambivalente au sein de la société de l'Uttarakhand, à la fois « en dedans » pour leur culture hindoue et « en dehors » pour leur mode de vie particulier qui leur a valu en 1967 d'entrer dans la catégorie « tribu recensée ».

L'étude de l'organisation de la vie quotidienne dans le village bhotia de Lata, situé aujourd'hui à l'entrée de la RBND, nous a permis d'appréhender la façon dont la population, à travers ses institutions villageoises, organise et régule l'usage des ressources naturelles qui l'entourent et qui leur permettent d'être dans une grande mesure auto-suffisants. La forêt est, comme aiment le dire les femmes du village, leur grenier. Depuis la fin du commerce avec le Tibet, les Bhotias de Lata tirent leur subsistance quotidienne de l'agriculture, de l'élevage de chèvres et de moutons, de la récolte de produits forestiers, et à partir des années 1970 du tourisme alpin qui se développe dans le bassin de Nanda Devi. Ce lieu, qui va devenir la zone centrale de la réserve, occupe une place particulière pour la population, qui le considère d'une part comme un espace sacré, et qui d'autre part leur fournit les pâturages nécessaire à l'élevage de leurs troupeaux, les plantes médicinales sur lesquelles reposent leur système de santé, et les légumes forestiers qui viennent compléter leur régime alimentaire.

En dépit de l'image d'isolement que cette description peut véhiculer, nous avons montré que ce village a été aux premières loges et profondément affecté par les soubresauts de l'histoire régionale. La guerre entre l'Inde et la Chine, en mettant fin à leur commerce avec le Tibet, a engendré une réorganisation de l'économie locale, qui se concentre désormais autour

des activités agropastorales et de la récolte des produits de la forêt. Au début des années 1970, leurs activités forestières sont directement menacées par le système d'enchères de la Direction des forêts, qui octroie à un entrepreneur venant de Rishikesh plusieurs centaines d'hectares de forêts situés au-dessus du village bhotia de Reni, à quelques kilomètres de Lata. Cette décision marquera le début du mouvement *Chipko* à Reni en 1974, conduit par une femme de ce village, Gaura Devi. Si ce mouvement va rapidement avoir un écho formidable en Inde et au-delà, ses conséquences locales seront à l'opposé de ce pourquoi les Bhotias s'étaient battus, à savoir plus de restrictions plutôt que la reconnaissance de leurs droits coutumiers. À la même époque cependant, la réouverture du bassin de Nanda Devi aux expéditions alpines donne un second souffle à l'économie des Bhotias… qui retombera cependant très vite, puisque moins de dix ans plus tard, les déchets laissés par ces expéditions précipitent la fermeture de la zone et la création du parc.

Conclusion de la deuxième partie

Dans la première partie, nous nous sommes penchés sur les questions générales posées par la conservation en Inde. Dans cette deuxième partie, nous avons réduit la focale à l'État de l'Uttarakhand, et plus spécifiquement à la région de Nanda Devi, en passant par trois fenêtres d'analyse :

- Premièrement, une vue d'ensemble sur les spécificités écologiques et socio-anthropologiques de la réserve de biosphère telle qu'elle se donnait à voir au moment de notre enquête.
- Deuxièmement, une analyse diachronique des rapports de force et des luttes autour des forêts qui ont scandés l'histoire de la région
- Troisièmement, une analyse plus ethnographique des villages bhotias eux-mêmes, sujet principal de notre enquête de terrain.

Une fois sorti d'une réflexion globale sur l'étude de la « crise » de la conservation en Inde, il nous est apparu nécessaire de poser le cadre de cette étude, c'est-à-dire de présenter les données essentielles qui caractérisent la situation de la RBND et les conditions dans lesquelles l'enquête a été conduite. En dehors d'un aspect nécessairement descriptif, ce premier chapitre a aussi permis de laisser entrevoir les enjeux qui se trament dans cet espace protégé, souvent considéré comme un des « échecs » du programme de conservation indien.

Ce paysage décrit, nous passons à la problématique centrale de cette partie, à savoir les processus qui ont conduit la région de l'Uttarakhand, et plus précisément celle de Nanda Devi, à passer d'une économie reposant essentiellement sur l'utilisation/exploitation des ressources forestières à ce que Bahaguna a appelé une « économie permanente ». Rappelons que cette expression ne désigne pas la contribution directement économique apportée par une commercialisation à court terme des produits forestiers, mais l'idée que les forêts de la région ont d'abord une valeur écologique au fondement de toute activité humaine et doivent pour cette raison être protégées au nom de l'intérêt de la nation.

Comme nous l'avons vu, l'histoire contemporaine de l'Uttarakhand, à laquelle la situation particulière de Nanda Devi fait écho, s'est largement construite autour de négociations et de luttes pour l'accès aux espaces forestiers, qui constituent la ressource la

plus précieuse de cette région où les possibilités agricoles sont limitées. Jusqu'à l'arrivée des Britanniques, ces forêts étaient surtout indispensables aux paysans de la région, tandis que le commerce transhimalayen mené par les Bhotias constituait le véritable moteur de l'économie. L'enjeu était alors de contrôler les routes de ce commerce et les bénéfices qu'il générait. Mais très rapidement, après une courte période où la Compagnie des Indes orientales tente de mettre l'accent sur les plantations de thé et le développement de nouvelles cultures agricoles, la foresterie commerciale s'impose comme la principale activité lucrative de l'Uttarakhand. Dans cette nouvelle configuration, les processus de classification et reclassification des forêts rencontrent des formes particulières de résistances paysannes qui évoluent dans le temps. La proclamation de l'Indépendance ne donne pas de répit aux forêts, dont l'exploitation perdure à travers le système des *contractors*. L'éruption du mouvement *Chipko* marque un tournant fondamental en donnant une visibilité nouvelle aux revendications populaires relatives à la défense des droits forestiers traditionnels. Pour autant, ce message a été infléchi par certains porte-paroles du mouvement, qui ont fait de *Chipko* un mouvement de défense de l'écologie himalayenne en soi, tendant à faire abstraction des enjeux sociaux et économiques portés par ses principaux acteurs. Toute l'ironie amère de ce processus, c'est que cette idée à l'origine plutôt bienveillante à l'endroit des paysans s'est retournée contre eux, en amorçant progressivement un processus de sanctuarisation de la région — à commencer par la création du parc national de Nanda Devi en 1982.

Cette histoire est largement partagée par les Bhotias installés dans les villages de Lata et Reni, à l'entrée de la vallée Niti. Comme la plupart des habitants de l'Uttarakhand, la forêt était et reste encore aujourd'hui leur « grenier », et l'accès aux produits de la forêt et aux immenses prairies alpines qui dominent les villages joue un rôle fondamental en étant à la base de leur vie quotidienne. Ces Bhotias étaient aussi au cœur du commerce transhimalayen avec le Tibet, qui a contribué à façonner l'image pittoresque que les Britanniques pouvaient avoir d'eux tout en en tirant un certain prestige. En 1962, la défaite indienne face à la Chine signe la fermeture de la frontière et la fin brutale de ce commerce pour les Bhotias, qui ne peuvent plus compter principalement que sur leurs activités agropastorales et les ressources de leur environnement immédiat pour survivre. Quand la menace d'une exploitation commerciale des forêts arrive jusqu'aux forêts du village de Reni, les femmes, dans un épisode du mouvement *Chipko* qui aura un écho international, n'hésitent pas à faire front. Ici comme ailleurs, les villageois ont le sentiment de n'avoir rien gagné de ce coup d'éclat, si ce n'est que la forêt défendue par les femmes est passée dans le domaine « réservé » de la

Direction des forêts — le même département, faudrait-il ajouter, qui avait cédé auparavant cet espace à un exploitant forestier. Immédiatement après l'épisode *Chipko* de Reni, le gouvernement décide cependant de rouvrir le spectaculaire bassin de Nanda Devi aux activités alpines. Cette initiative détourne pendant un temps le ressentiment des villageois qui participent en masse à cette nouvelle activité, la première qui permet véritablement de redresser leur économie depuis la fin du commerce avec le Tibet. Pourtant, quelques années plus tard, la zone est de nouveau brutalement fermée, avec le nouveau statut de « parc national », sur la création et le fonctionnement duquel nous allons maintenant nous tourner.

TROISIEME PARTIE

« Ménager » la nature et les hommes

Introduction

Tout l'enjeu des politiques de conservation menées par l'administration forestière va être de mettre en œuvre les mesures considérées comme nécessaires, tout en parvenant à faire comprendre aux Bhotias, qui supportent seuls les coûts de la préservation du bassin de Nanda Devi, qu'il en va là de l'intérêt de la nation, voire de l'humanité toute entière. La « nécessité » (i.e. l'impératif écologique) n'étant pas absolue mais absolument contingente aux aléas politiques et économiques, la posture d'inflexibilité adoptée aux premières heures se mue rapidement en une posture *a priori* plus ouverte qui ouvre la porte à une possible redéfinition du contrôle des ressources protégées. C'est dans ce contexte que les politiques de conservation sont prises dans un mouvement où il n'est pas tant question, à notre avis, de *management* que de « ménagement » des divers intérêts en présence.

Dans cette réserve comme ailleurs, les formes prises par ces politiques de conservation sont intimement façonnées par les rapports complexes qu'entretiennent les différents acteurs qui se retrouvent parties prenantes autour de l'enjeu préalablement défini de la conservation du bassin de la Nanda Devi. Ces rapports ne peuvent être réduit à un simple modèle « *top down* », où des politiques décidées dans les plus hautes sphères seraient imposées sur une population réceptrice vouée à la passivité et à la soumission. La fabrique de la conservation dans la RBND se joue à de multiples échelles, et l'exercice du contrôle des ressources protégées et la définition même de ce que devrait être la « conservation » est constamment l'objet de négociations, de conflits, et de reconfigurations. S'il est devenu de bon ton de louer l' « *agency* » des populations subalternes, cette puissance d'agir et d'invention qui leur permettrait, à travers les plus petits actes de la vie quotidienne, de défaire la domination, l'histoire de la RBND pousse cependant à la circonspection quant à l'autonomie éventuelle de l'*agency* par rapport à la structure, en rappelant que la mise en œuvre de ces formes de résistance se heurte toujours à la réalité persistante des rapports hiérarchiques qui organisent l'espace public.

Pour aborder ces rapports complexes, nous proposons de suivre la fabrique des politiques de conservation dans la RBND à travers l'étude de trois « logiques » saillantes qui nous semblent émerger de l'histoire de la réserve. L'examen de ces logiques, qui cristallisent autour d'elles une certaine configuration des rapports sociaux, permet de montrer, à un niveau « micro », que ces rapports ne sont jamais figés, mais toujours travaillés par des tensions et des contradictions internes. A un niveau plus « macro », il permet aussi de donner du sens et un sens aux événements qui se succèdent depuis la création de la RBND. Il comporte bien sûr sa part d'arbitraire, et la mise en exergue d'une logique à un moment précis ne signifie pas son extinction au moment suivant : chacune continue à « travailler » les événements, mais à des degrés moins significatifs.

La première logique à laquelle nous nous intéresserons est celle qui se produit dans le jeu entre, d'un côté, un contexte incitatif qui est le fruit d'inquiétudes pour la sécurité externe (géopolitique) et interne (dégradation de l'Himalaya) de l'Inde ; et de l'autre côté, un discours de légitimation du parc qui s'appuie sur une rhétorique permettant d'ignorer le système social, écologique et politique préexistant. Cette logique aboutit à la construction d'un dispositif de protection particulièrement coercitif vis-à-vis Bhotias. Dans un deuxième temps, nous verrons en détail les implications locales d'un processus déjà identifié par Marx à propos du mouvement anglais des enclosures à la fin du XIXème siècle, mais qui se rejoue aujourd'hui en prenant une ampleur nouvelle, à laquelle la création des espaces protégés ne sont pas étrangers, en particulier dans les pays dits « en voie de développement ». Nous faisons ici référence à ce que Marx appelle « l'accumulation primitive » (Marx, 1867), et que des auteurs comme David Harvey ont réactualisé sous le terme « accumulation par dépossession » (Harvey, 2010 [2003]). Le trait marquant de cette logique, c'est la dépossession des petits paysans expropriés par la force de leurs communs. A la différence de Marx cependant, nous nous intéresserons aux formes sociales détruites puis *reconstruites* par ce processus de dépossession, en réservant pour le dernier chapitre une réflexion sur le procès d'accumulation qu'invite la création de l'espace protégé. Nous analyserons enfin les logiques de négociations conflictuelles qui se greffent sur le dispositif de gestion mis en place pour administrer la réserve, notamment autour de la question de « l'écodéveloppement ». Dans un contexte souvent ouvertement antagoniste, ces logiques peuvent prendre la forme d'actes de défi ouvert ou de résistances et d'arrangements plus ou moins tacites relevant d'une « infra-politique » (Scott, 1990). Nous traiterons en dernier lieu de la reconfiguration progressive des politiques de conservation dans la RBND, qui s'ouvrent à des activités d'éco-tourisme, engendrant de

fait une logique de concurrence et de lutte pour l'accès aux bénéfices qui peuvent être tirés de ces nouvelles activités.

CHAPITRE 6

Après la tragédie, la farce : la création de la RBND

"Jiske bāp ko bhālu ne kāṭā ho
Uskā beṭā kāle kutte se bhī ḍartā hai"

"Celui dont le père s'est fait mordre par un ours
Craint même un chien noir"
- Proverbe *pahāṛī*

Introduction

Ce chapitre tente de comprendre les processus et la chaîne argumentative qui ont conduit à la création du parc national de Nanda Devi. Il semble en premier lieu qu'il est nécessaire d'aller au-delà des traditionnelles justifications écologiques (protéger un habitat exceptionnel menacé) pour investiguer les nombreuses autres raisons qui ont pu contribuer de façon directe ou indirecte à la création du parc de Nanda Devi. L'établissement d'un espace protégé ne se résume jamais uniquement aux raisons écologiques invoquées lors de sa création, mais s'inscrit toujours dans un contexte favorable/incitatif, qu'il est nécessaire de mettre à jour s'il on veut souligner le fait fondamental que le problème « environnemental » auquel répond la création d'un parc est, à y regarder de plus près, un problème économique et social. Nous verrons en particulier comment la création du parc national de Nanda Devi semble indissociablement liée à une certaine conception de l'Himalaya dans le projet nationaliste indien.

Dans un second temps, nous analyserons les discours qui ont servi de justification immédiate à la création du parc, en montrant comment ils ont transformé l'entité « bassin de la Nanda Devi » en un espace favorable à la conservation. Plus précisément, il s'agit de mettre à jour les mécanismes de « la première étape de discrimination d'un espace » que les anthropologues Berglund et Anderson identifient comme la tentative « de le dépouiller de son histoire humaine – de le naturaliser »[254] (Berglund & Anderson, 2004 : 5).

[254] « The first step in discriminating a space is to strip it of human history –to naturalise it ».

Il est vrai qu'à partir du moment où l'on crée un espace soustrait à l'influence de certaines catégories de la population, et géré par d'autres, on crée aussi les conditions d'une situation de discrimination qui est à l'origine de la plupart des conflits existants entre populations locales et les gestionnaires des parcs. La dernière partie de ce chapitre abordera la façon dont s'incarne matériellement cette situation discriminatoire dans le parc de Nanda Devi, et comment elle est formulée discursivement par les populations qui s'en considèrent victimes.

6.1 : L'HIMALAYA DANS LE NATIONALISME ECOLOGIQUE DE LA GUERRE FROIDE

A. Sécuriser la frontière

A bien des égards, on peut dire que la construction d'un réseau d'espaces protégés en Inde participe dans une large mesure au projet de construction nationale lancé au lendemain de l'Indépendance. On le sait, la protection de la faune et de la flore sauvage est restée un sujet largement délaissé par les premiers gouvernements du pays au cours des années 1950-1960 (voir chapitre 1.2.A.). Pour le gouvernement de Nehru, l'ambition d'affirmer une unité nationale dans la diversité indienne passait d'abord par l'adoption d'une langue commune, du principe séculariste dans la Constitution ou encore d'une série de symboles officiels à la fois indiens et neutres, puisant dans la tradition bouddhiste. À ce propos, on notera toutefois que la République indienne a choisi comme symbole officiel, visible sur toutes les pièces de monnaie, une version stylisée du « chapiteau des lions d'Ashoka ». Le grand empereur Ashoka avait fait érigé dans la ville de Sarnath, là où le Bouddha aurait donné son premier enseignement, un pilier surmonté de ce chapiteau, qui comporte quatre lions asiatiques (espèce qui ne survit plus qu'en Inde) reposant sur un abaque circulaire. Premier souverain à réaliser une unité de l'Inde sur un vaste territoire, on doit aussi à Ashoka une série d'édits gravés dans la pierre, dont certains limitent l'abattage des animaux à la cour. C'est ce qui lui vaut d'être considéré comme le premier monarque « écologiste » de l'Inde — comme ne manquent pas de rappeler un grand nombre de publications officielles récentes relatives à la gestion de l'environnement en Inde, soulignant ainsi que la préoccupation environnementale a des ancrages très ancien dans l'histoire nationale. Nous pouvons par exemple citer un extrait du discours prononcé par Indira Gandhi à la conférence de Stockholm en juin 1972 :

> A travers toute l'Inde, des édits gravés dans la pierre et des piliers d'acier nous rappellent qu'il y a 22 siècles, l'empereur Ashoka disait déjà que le devoir du souverain n'était pas seulement de protéger les citoyens et de punir les malfaiteurs, mais aussi de préserver la vie animale et les arbres des forêts. Ashoka était le premier, et peut-être le seul monarque jusqu'à récemment, à avoir interdit l'abattage de nombreuses espèces animales à des fins de subsistance ou de chasse,

préfigurant ainsi certaines des préoccupations de cette conférence (Gandhi, 1992 : 5-6)[255].

C'est d'ailleurs avec l'arrivée d'Indira Gandhi au pouvoir que la protection de l'environnement est devenue une cause nationale en Inde[256], en particulier après une grande conférence de l'IUCN accueillie à New Delhi en 1969. Mais l'on pourrait ajouter que c'est aussi à cette époque que les nationalistes ont embrassé cette cause pour en faire un outil politique. En 1973, le gouvernement lance ainsi un ambitieux « Projet Tigre », dont l'historien Mahesh Rangarajan nous rappelle un de ses aspects : « la préservation de la faune sauvage indienne faisait intégralement partie du projet nationaliste de sauver son emblème, le tigre indien »[257] (2001 :100). Plus largement, on pourrait avancer l'hypothèse, qui reste probablement à vérifier, que l'engouement du gouvernement indien à partir de la fin des années 1960 pour la conservation, qui se matérialise principalement par la promulgation du *Wildlife Protection Act* (1972), le lancement du Projet Tigre (1973) et le développement rapide d'un réseau de parcs nationaux et de sanctuaires, participe d'une nouvelle forme de nationalisme.

La première phase, incarnée par Nehru, architecte de la politique extérieure indienne, se caractérise par une défense du non-alignement et de l'indépendance nationale. À l'intérieur du pays, l'heure est au développement de l'économie nationale et à la défense du marché intérieur. Dans le domaine de la politique extérieure, Nehru, qui refuse d'entrer dans l'un ou l'autre de deux systèmes d'alliances militaires qui dominent le monde de la guerre froide, ne se prive cependant pas de prendre position sur les questions internationales. Il en gagne un prestige qui atteint son apogée lors de la conférence de solidarité afro-asiatique de Bandung en 1955. La guerre sino-indienne de 1962, qui se solde par la débâcle des armées de Nehru, sonne le glas de cette période et annonce une ère marquée par un certain pragmatisme (Jaffrelot, 1997).

[255] « Throughout India, edicts carved on rocks and iron pillars are reminders that 22 centuries ago the Emperor Ashoka defined a King's duty as not merely to protect citizens and punish wrongdoers but also to preserve animal life and forest trees. Ashoka was the first and perhaps the only monarch until very recently, to forbid the killing of a large number of species of animals for sport or food, foreshadowing some of the concerns of this Conference ».
[256] Pour une lecture détaillée de l'engagement d'Indira Gandhi pour la conservation, voir Rangarajan (2009).
[257] « Preserving India's wildlife was integral to a nationalist project to save its emblem, the Indian Tiger ».

La seconde phase, qui voit l'entrée de la question de la protection de l'environnement dans la politique intérieure indienne, est indissociable de la figure d'Indira Gandhi[258] et de la ligne politique qu'elle impose avec fermeté à son pays. Il est difficile et inévitablement réducteur de résumer en quelques mots cette politique. Mais si l'on s'y essaye, on pourrait probablement dire que dans le domaine de la politique extérieure, Indira Gandhi incarne une politique de puissance régionale de l'Inde, marquée juste avant son arrivée au pouvoir par la deuxième guerre indo-pakistanaise de 1965, et surtout par l'intervention de son armée au Bengale oriental en 1971, qui permet la naissance du Bangladesh — des succès militaires qui font effacer la défaite cuisante de 1962. Sur le plan intérieur, l'Inde entre dans une période d'instabilité assez grave, avec l'émergence de la guérilla naxalite en 1967 et surtout l'état d'urgence déclaré par Indira Gandhi en juin 1975.

Comment donc analyser l'émergence des politiques environnementales et du réseau d'espaces protégés dans le contexte turbulent des années 1970 ? Deux hypothèses se dégagent. D'une part, on pourrait arguer que l'Inde commence à revenir dans la communauté internationale, après l'expérience du mouvement des non-alignés, de la guerre sino-indienne et des nombreuses guerres avec le Pakistan. Dans cette période de turbulences régionales, l'intégration de l'Inde dans le processus des conférences internationales sur l'environnement (comme celle de l'UICN en 1969 à Delhi) peut être analysée comme un signal d' « assagissement » du pays envoyé à la communauté internationale, un moyen d'adoucir l'image de l'Inde. Le pays ne s'intéresserait pas simplement à sa puissance économique et militaire, mais participerait aussi au souci du bien commun, de l'environnement… autant de thématiques « porteuses » qui commencent à percer sur la scène internationale, et qui sont bien plus consensuelles que clivantes. On pourrait parler de *rebranding* de l'Inde, qui se repositionne comme pouvoir accommodant et pas seulement turbulent. L'environnement constituerait ainsi un outil majeur du *soft power* indien, qu'Indira Gandhi sait manier brillamment comme l'illustre son discours à la conférence de Stockholm en 1972. Si l'on pousse cette analyse plus loin, on pourrait ajouter que se présenter en bon élève sur la scène internationale permet d'avoir les mains libres à l'intérieur du pays, qui subit dans le même temps une dérive autoritaire sans précédent. L'Inde protège son patrimoine, mais bâillonne ses opposants. À cette fin, l'écologie s'avère d'ailleurs utile. Le ministère de la défense indien met ainsi en place dès 1982, au sein de son armée de terre, des *Ecological Task Forces,* dont

[258] Lal Bahadur Shastri, qui succède Nehru au poste de premier ministre avant Indira Gandhi, ne reste que deux ans au pouvoir.

l'idée originelle revient à Indira Gandhi. Ces « bataillons écologiques », qui recrutent parmi les anciens de l'armée indienne, sont officiellement chargés d'opérations « d'afforestation et d'écodéveloppement dans les régions reculées et difficiles d'accès »[259]. Razmig Keucheyan, dans un livre à paraître[260], note cependant qu'à y regarder de plus près, ces activités de protection de l'environnement visent surtout à empêcher que les paysans indiens paupérisés, du fait de la perte de leurs ressources, ne rejoignent les guérillas du pays.

Mais, au cours des années 1960-1970, la menace ne vient pas seulement de la campagne indienne, mais surtout des frontières. L'expérience de l'humiliante défaite de 1962 face à la Chine laisse un goût amer au gouvernement indien, qui révise ses options en matière de défense et consacre une grande part de son budget aux dépenses militaires : le gouvernement doit réaffirmer son contrôle sur les régions frontalières. Dans ce cadre du redéploiement du *hard power* indien, on peut avancer l'hypothèse que les politiques de conservation — et plus précisément leurs outils paradigmatiques, les parcs nationaux — jouent là encore un rôle stratégique. Deux exemples semblent corroborer cette hypothèse : celui du parc national de Nanda Devi, à la frontière tibéto-chinoise, et celui de la réserve de tigres des Sunderbans, à la frontière avec le Bangladesh. Nous commencerons par ce dernier exemple, chronologiquement premier. Quand, le 25 mars 1971, l'armée pakistanaise lance une offensive de grande ampleur à Dhaka, le Pakistan oriental se lance dans la lutte pour son indépendance nationale. La guerre de libération de ce qui va devenir le Bangladesh est féroce. Des millions de Bengalis fuient la répression des troupes pakistanaises pour trouver refuge de l'autre côté de la frontière, au Bengale occidental (indien) – ce qui précipite du même coup une intervention militaire indienne. Même si l'Inde signe un traité de paix avec le Bangladesh en 1972, qui lui assure une certaine sérénité par rapport à sa frontière, le flot incessant de réfugiés engendre des tensions sociales inévitables. Le lancement du Projet Tigre en 1973, suivi immédiatement de la création d'une réserve de tigres dans le golfe des Sunderbans que se partage l'Inde et le Bangladesh, n'aurait-il alors pas quelque chose à voir avec ce problème frontalier ? Annu Jalais, une anthropologue qui a travaillé dans la région et à qui nous avons soumis cette hypothèse, semble partager ce constat :

> Le Bangladesh a été crée en 1971, et des réfugiés du Pakistan oriental/Bangladesh ne cessaient d'arriver (en Inde) et le Projet Tigre a été annoncé en 1973… peut-être

[259] Document du MoEF, « Eco-development Forces », disponible à l'adresse suivante : www.envfor.nic.in/naeb/sch/etf.pdf (accès le 4 novembre 2011).

[260] Razmig Keucheyan prépare un livre provisoirement intitulé *Violence collective et changement environnemental. Essai d'écologie radicale*, à paraître chez La Découverte.

pour que l'État puisse revendiquer un plus grand contrôle sur la région et sur les infiltrés venant de l'autre côté de la frontière[261].

La question de la sécurisation des frontières est aussi très présente dans le contexte de création du parc national de Nanda Devi. La délimitation de ce parc suit en grande partie des frontières internationales : au nord, le parc est bordé par la frontière indo-chinoise, et à l'est, par la frontière indo-népalaise. En d'autres termes, ce parc a été créé au sein d'une zone hautement stratégique où perdurent des facteurs de tensions et d'instabilités potentiels. Si l'on met de côté l'instabilité politique du Népal — qui pose aujourd'hui des problèmes liés à la diffusion des revendications de la guérilla maoïste mais ne présente pas de risque immédiat de contentieux frontalier avec l'Inde —, il faut rappeler que la frontière entre l'Inde et la Chine, délimitée par la ligne dite MacMahon tracée en 1914 par les colonisateurs britanniques, n'est toujours pas reconnue par Pékin. Or, la débâcle de l'Inde face à la Chine en 1962 enterre pour de bon la diplomatie du « *Hindī-Cīnī bhāī-bhāī* » (« les Indiens et les Chinois sont des frères »). Au sortir de ce conflit, l'Inde, qui a perdu l'Aksaï Chin (un territoire d'environ 40 000 km² au nord du Ladakh) occupé par l'armée chinoise, cherche à renforcer son contrôle sur ses territoires frontaliers. En particulier, elle étoffe son système de renseignements par la création de nombreuses agences de défense spécialisées : l'*Aviation Research Centre* (ARC)[262], la *Special Frontier Force* (SFF)[263], le *Special Service Bureau* (SSB)[264] et l'*Indo-Tibetan Border Police* (ITBP)[265]. La province himalayenne du Garhwal, qui borde la Chine, devient l'un des principaux terrains d'opération de ce dispositif militaire, accueillant le centre d'entrainement de l'ITBP à Mussoorie, le quartier général de la SFF et une base aérienne de l'ARC dans la base militaire de Chakrata, à 100 km de Dehradun. Pour assurer la réussite de ces opérations et renforcer la présence du gouvernement indien dans cette région montagneuse, toute une série d'aménagements sont conduits au Garhwal : « des routes sont

[261] Nous remercions Annu Jalais pour cet exemple. « Bangladesh was created in 1971 and refugees from East Pak/Bangladesh kept coming and Project Tiger was announced in 1973… maybe for the state to claim greater control over the region and over the infiltrators from the other side of the border » (communication personnelle).
[262] L'ARC (Centre de Recherche pour l'Aviation) est une unité aérienne de renseignement, qui a été initialement créée en 1963 dans le but d'acheminer des agents de la SFF sur le territoire tibétain dans l'éventualité d'une nouvelle guerre sino-indienne.
[263] La SFF (Force Spéciale des Frontières) est une unité d'élite paramilitaire créée par Nehru en novembre 1962 pour assurer la surveillance de la frontière chinoise. Cette force spéciale, forte de 12 000 hommes à sa création, est essentiellement composée de réfugiés tibétains formés aux techniques de guérilla.
[264] Le SSB, connu aujourd'hui sous le nom de *Sashastra Seema Bal* (Force Armée des Frontières), a été créé au début de l'année 1963 « afin d'inculquer un sentiment d'appartenance nationale aux populations vivant aux frontières, et de développer leurs capacités de résistance à travers un processus continuel de programmes et d'activités de motivation, d'entrainement, de développement et d'aide » (source : site web du SSB).
[265] L'ITBP (Police de la Frontière Indo-Tibétaine) a été créée le 24 octobre 1962 pour patrouiller à la frontière qui sépare l'Inde du Tibet.

construites, des projets d'exploitation minière sont lancés et des bases militaires sont établies »[266] (Rangan, 2000 : 4-5).... et, devrait-on ajouter, des espaces protégés sont créés[267] dans les trois districts frontaliers.

On pourrait donc poser l'hypothèse que la création en 1982 du parc de Nanda Devi, vingt ans après la déroute militaire indienne, participe un peu tardivement de la stratégie de contrôle de l'État indien sur cette région frontalière. Mais pourquoi le gouvernement aurait-il alors attendu tant d'années ? Il semble que d'autres raisons/processus sont à l'œuvre dans la création de ce parc. La première, qui forme une intrigue plutôt rocambolesque, relève aussi de la géopolitique de la guerre froide.

B. Le scandale du plutonium

Au cours des années 1960, le voisin chinois n'inquiète pas seulement le gouvernement indien. Nous sommes alors en pleine guerre froide, avec un gouvernement américain engagé dans une guerre idéologique et militaire contre le communisme. Le 16 octobre 1964, la Chine fait exploser sa première bombe nucléaire sur le site de Lop Nor, dans le désert de Xinjiang, au Nord-Ouest du pays. L'émergence soudaine de la Chine comme puissance nucléaire surprend le gouvernement américain, qui prend cette nouvelle menace très au sérieux[268]. Suspectant de nouveaux essais au Tibet, l'agence centrale de renseignement américaine (CIA) veut alors surveiller le développement du programme nucléaire chinois mis œuvre derrière le « rideau de bambou », et lance une opération secret-défense avec la coopération des services de renseignement indiens. L'objectif ? Planter un engin espion au sommet d'un pic himalayen. Cette opération, étouffée par les gouvernements indien et américain, a longtemps été l'objet de rumeurs dans le milieu alpin, jusqu'à sa révélation sensationnelle en 1978. Mais il faudra attendre 2003 et la parution du livre-mémoire *Spies in the Himalayas* pour avoir un

[266] « The Indian government no longer wished to lose any more territory in the Himalayas and therefore resolved to bring its border regions firmly under its control. Roads began to be constructed, mining projects launched, and army bases established ».

[267] Aujourd'hui, la partie septentrionale des trois districts qui séparent l'Uttarakhand de la Chine – d'ouest en est : Uttarkashi, Chamoli et Pithoragarh- est presque intégralement recouverte par deux grands espaces protégés : le parc national de Gangotri et la réserve de biosphère de Nanda Devi, qui inclut aujourd'hui le parc national de la Vallée de Fleurs, le parc national de Nanda Devi et le sanctuaire de Kedarnath. Le sanctuaire d'Askot fait quant à lui tampon sur la frontière indo-népalaise.

[268] Avec cet essai, la Chine menace directement les États-Unis, l'URSS et le Royaume-Uni, qui ont signé l'année précédente un Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires qui protège leur monopole nucléaire.

récit relativement exhaustif de cette péripétie conduite sur le toit du monde entre 1965 et 1968 (Conboy & Kohli, 2003 ; voir aussi Takeda, 2006). Un des auteurs de ce livre, le capitaine Manmohan Singh Kohli, était le leader de l'expédition secrète. Une enquête très bien documentée, parue récemment dans le magazine indien *The Caravan*, présente par ailleurs les tenants et les aboutissants de ce qui aurait pu devenir une catastrophe nucléaire (Jose, 2010) — un événement qui participe probablement, selon nous, de la nécessité de restreindre l'accès à la région par le biais de la création du parc de Nanda Devi.

Un des apports importants du livre de Kohli et Conboy, c'est de confirmer ce qui n'était jusqu'alors qu'une rumeur : en dépit de la position de non-alignement adoptée publiquement par le gouvernement indien, la guerre sino-indienne et la menace représentée par le développement du nucléaire en Chine ont fourni une occasion de rapprochement secret entre la CIA et l'*Intelligence Bureau* (les services de renseignement indiens) dès 1964. Ces deux services coopèrent pour entrainer et équiper les paramilitaires tibétains de la SFF, et pour former les unités aériennes de renseignement de l'ARC et les policiers de l'ITBP. C'est forte de ces appuis stratégiques que la CIA va pouvoir lancer son opération de surveillance.

L'idée de cette opération serait née en 1965, lors d'un dîner à Washington où se serait croisés Barry Bishop, un jeune journaliste du magazine *National Geographic* et alpiniste confirmé, et le général des forces aériennes des Etats-Unis, Curtis LeMay, dont la réputation belliciste n'était déjà plus à faire[269]. Suite à un premier essai nucléaire dans le désert de Xinjiang l'année précédente, la Chine figure alors parmi les priorités de LeMay, d'autant que l'US Air Force est chargée de détecter les explosions nucléaires aux quatre coins du monde. À cette date, la technologie des satellites de reconnaissance n'est pas encore au point, et la région où le gouvernement chinois conduit ses tests est difficile d'accès pour la force aérienne américaine. Quand Bishop, qui vient de gravir l'Everest lors d'une expédition américaine en 1963, explique à LeMay que les hauts sommets himalayens offrent une vue dégagée sur la Chine, le plan d'installer un engin espion au sommet d'un pic himalayen prend corps.

[269] Pendant la deuxième guerre mondiale, le général Curtis LeMay a organisé la planification d'un des bombardements les plus destructeurs de la seconde guerre mondiale : les bombes au napalm lancés sur Tokyo dans la nuit du 9 au 10 mars 1945 causèrent un incendie qui ravagea le tiers de la ville et causa 100 000 morts. Ce militaire, resté dans les annales, aurait proposé à plusieurs reprises à l'état major des USA d'attaquer l'URSS… et suggéré des bombardements massifs pour renvoyer le Vietnam du Nord « à l'âge de pierre ». Stanley Kubrick s'en serait directement inspiré pour créer le personnage du général « Buck » Turgidson dans le film *Docteur Folamour*, farce sur la folie de la guerre froide.

C'est la CIA qui se saisit du projet et s'assure du soutien des services de renseignement indiens : Bhola Nath Mullik, le chef de l'*Intelligence Bureau*, et Rameshwar Nath Kao, le directeur de l'ARC, supervisent l'opération. Le succès de la mission demande la formation d'une équipe d'alpinistes aguerris. La CIA, avec l'appui de Kao, mandate Bishop pour débaucher le capitaine Manmohan Singh Kohli, membre de l'*Indo-Tibetan Border Police* et alpiniste de renom, qui revient en juin 1965 de la première expédition indienne qui a « vaincu » l'Everest. A leur retour, Kohli et son équipe, escortés par des agents de la CIA, sont immédiatement envoyés aux États-Unis, dans une base de l'Air Force en Alaska (Elmendorf), pour être entrainés et informés du contenu de la mission pour laquelle ils sont recrutés. Bishop, qui dirige l'équipe qui les reçoit en Alaska, annonce les détails de l'opération : les alpinistes devront acheminer au sommet de la montagne Kangchenjunga, située à la bordure du Népal et du Sikkim, une cargaison d'environ 56 kilos, qui comprend les pièces détachées d'un engin de surveillance électronique et de son générateur dont le montage sera effectué au sommet. Le détecteur est composé de quatre émetteurs-récepteurs pour relayer les informations vers une base située ailleurs en Inde, et une antenne de presque deux mètres pour collecter les données interceptées depuis les sites d'essais chinois. Cet appareil, qui requiert une source d'énergie fiable sans maintenance, est alimenté par un générateur connu sous le nom de SNAP 19C (*System for Nuclear Auxiliary Power*, système de puissance nucléaire auxiliaire). Ce générateur fonctionne grâce à une source nucléaire d'électricité — ici composée d'un alliage de plutonium 238 et 239, et de strontium 90 — et permet de convertir la chaleur importante dégagée par la désintégration de ces éléments radioactifs en électricité. Curieusement, ce n'est pas le risque de transporter des substances radioactives qui inquiète Kohli, mais le poids de la cargaison à acheminer sur le point culminant de l'Inde, à 8 586 mètres d'altitude : « Même un appareil photo semble très lourd à cette altitude. Acheminer la cargaison au sommet, puis passer plusieurs heures à l'installer… J'ai trouvé que cette proposition était stupide »[270], dit-il au journaliste indien qui l'interroge (Jose, 2010). Face à la réluctance de Kohli et l'intervention de Kao, la CIA arrête finalement son choix sur la montagne Nanda Devi, qui culmine (tout de même) à 7 817 mètres.

L'expédition indo-américaine secrète qui se prépare est numériquement massive : menée par Kohli, elle compte son équipe d'alpinistes indiens, 3 alpinistes américains engagés par la CIA, des agents des services de renseignement, et des experts des secteurs du nucléaire

[270] « Even a camera looks very heavy at that height. To put the loads on top, and spend a couple of hours installing it… I found it was a stupid proposition ».

et du traitement des signaux. Outre cette petite armée de professionnels, 9 Sherpas du Sikkim, à la réputation de grimpeurs hors pair, sont recrutés pour l'expédition, ainsi que 33 porteurs — des Bhotias débauchés dans les villages de Lata et Reni au début du mois de septembre 1965 par deux agents de l'*Intelligence Bureau*.

Environ 125 km séparent le village de Lata du sommet de la Nanda Devi, un parcours que l'expédition a divisé en plusieurs tronçons : du sanctuaire au camp de base, du camp de base aux camps intermédiaires n°1, 2, 3 et 4, pour atteindre finalement le sommet. Les porteurs de Lata et Reni sont chargés de porter les rations alimentaires jusqu'au camp de base, ainsi que la cargaison de 56 kilos jusqu'au camp intermédiaire n°2. A cet endroit, la cargaison doit être remise aux Sherpas, qui sont chargés de la déposer au sommet et de rebrousser chemin. Ensuite, une équipe composée de deux alpinistes indiens et deux alpinistes américains doit monter au sommet pour assembler l'engin espion. Un détail relevé par Vinod Jose fait froid dans le dos, surtout quand on apprend plus loin dans son article que tous les porteurs en question sont morts à l'âge de 30-40 ans[271] :

> D'après Kohli, les porteurs et les Sherpas rivalisaient pour porter le générateur : comme il produisait de la chaleur, ils le considéraient avec une sorte de révérence. Le technicien de la CIA leur avait dit qu'il n'y avait pas de danger, mais, d'après les souvenirs de Kohli, il avait aussi accroché un badge blanc sur chacune de leur veste, leur expliquant qu'il changerait de couleur si les radiations devenaient excessives. Les badges sont restés blancs pendant la durée de l'ascension[272]. (Jose, 2010).

Du 24 septembre jusqu'à la mi-octobre, l'expédition progresse lentement, mais rapidement l'hiver s'installe. La neige commence à tomber, le risque d'avalanche devient sérieux, et les hommes sont épuisés. L'expédition est alors arrivée au camp n°4, et Kohli obtient de Kao et Mulli qui supervisent l'opération depuis Delhi la permission de faire demi-tour. La cargaison est déposée au camp 4 dans une cavité rocheuse, afin de ne pas avoir à la

[271] Voici ce que dit Jose : « In my own search for porters who were hired by Kohli and his team for the initial mission – the men who carried the nuclear generator on their shoulders – I found that all of them had died. According to Karthik Rana and Inder Rana, the two senior porters in Reni, the original porters had died while still in their 30s and 40s, though their peers who missed the trip in 1965 are still alive today, in their 80s. But after all these years, it is impossible to prove definitively that the radiation from the generator caused the premature deaths of the porters who carried it ».

[272] « According to Kohli, the porters and Sherpas competed to carry the generator : because it gave off heat, they regarded it with a kind of reverence. The CIA technician told them it was safe, but as Kohli recalled, he had also pinned a white badge to each of their jackets, and explained that it would change colour if expose to excessive radiation. The badges remained white for the duration of the climb ».

réacheminer une seconde fois. Kohli pense revenir à l'arrivée du printemps pour installer l'engin au sommet.

Au mois de mai 1966, Kohli et son équipée retourne sur les lieux pour aller chercher le matériel et l'installer au sommet de la Nanda Devi. Mais quand les Sherpas atteignent le camp n°4, ils ne trouvent plus aucune trace du matériel, qui a vraisemblablement été emporté par une avalanche durant l'hiver. Le générateur et ses cinq kilos de plutonium radioactif sont perdus, quelque part à des centaines de mètres en contrebas, probablement dans l'immense glacier qui s'étend au pied de la montagne et qui nourrit les sources du Gange… La réaction de Delhi et Washington ne se fait pas attendre :

> « Les Américains étaient très contrariés à cause du générateur », se souvient Kohli. « Comment ils l'avaient fabriqué, la façon dont les capsules étaient chargées, toutes ces choses relevaient du secret-défense. Ils ne s'attendaient pas à le perdre. Les Indiens ont été alarmés par la première réponse donnée par les scientifiques américains, qui dirent à Mullik que des millions d'Indiens risquaient de mourir si le générateur se retrouvait dans le Gange »[273] (Jose, 2010).

Il s'agit là en effet du pire des scénarios possibles : le générateur pourrait avoir été écrasé par des roches lors de l'avalanche, laissant le plutonium se déverser dans les eaux de la rivière Rishi Ganga, puis dans le Gange. Ce scénario, soulevé à de nombreuses reprises, est atténué par des scientifiques qui affirment que le temps que le plutonium arrive dans la Gange, il sera trop dilué pour être dangereux. Un autre scénario est possible : le générateur est quelque part dans le bassin de la Nanda Devi, encore intact, mais le risque est alors qu'il tombe entre les mains d'une personne ignorante du danger. Dans tous les cas, les risques sont suffisamment sérieux pour inciter la CIA et l'*Intelligence Bureau* à retrouver l'engin perdu.

Pendant les deux années qui suivent, les deux agences de renseignement envoient des équipes pour rechercher le matériel, avec la meilleure technologie disponible à l'époque — sans succès. La CIA abandonne ses recherches en 1968. Aujourd'hui encore, quarante-cinq ans plus tard, une boite de Pandore se cache donc quelque part dans le bassin de la Nanda Devi.

---

[273] « "The Americans were very upset about the generator", Kohli recalled. "How they made it, how the capsules were loaded, all these were top-secret things. They didn't expect to lose it. The Indians were worried by the first response from the American scientists, who told Mullik that millions of Indians would die if it reached the Ganges" ».

Encadré 4. « DU PLUTONIUM AMERICAIN « OUBLIE » DANS L'HIMALAYA »

La C.I.A. a-t-elle contaminé l'un des plus beaux sommets de l'Himalaya – le Nanda Devi, 7817 mètres – et risque-t-elle d'empoisonner les eaux du Gange ? Deux parlementaires américains ont demandé au président Carter d'ouvrir une enquête après les révélations faites par la revue « *Outside* ».

Selon celle-ci, en 1965, un groupe d' « alpinistes » américains, de connivence avec des services spéciaux indiens, ont entrepris d'escalader le Nanda Devi, qui se trouve à proximité de la Chine, pour y déposer un appareil d'espionnage électronique fonctionnant au plutonium 238, dont la radioactivité reste dangereuse pendant plusieurs centaines d'années. Le mauvais temps les empêcha d'atteindre le sommet et ils durent déposer l'engin, destiné à détecter les explosions chinoises, au fond d'une crevasse. Quand ils revinrent, quelques mois plus tard, il avait été écrasé par une avalanche. En 1967, ils déposèrent un second appareil de ce type sur une autre montagne plus accessible ; mais celui-ci fut abandonné à son tour deux ans plus tard au profit des satellites-espions.

Le gouvernement indien a demandé des explications à Washington sur cet incident qui risque, selon « *Outside* », de rendre radioactives les eaux du fleuve sacré, qui prend sa source près du Nanda Devi, lorsque l'enveloppe de l'appareil aura perdu son étanchéité.

Source : Article paru dans *Le Monde*, le 16-17 avril 1978

Cette affaire est étouffée pendant dix ans, jusqu'à ce qu'un journaliste du magazine américain *Outside*, Howard Kohn, découvre le pot aux roses en 1978 et publie un article intitulé « *The Nanda Devi Caper* ». Cet article attire l'attention du monde entier (y compris la France, voir l'encadré 4), et au premier chef celle de députés indiens, qui demandent des comptes au Premier ministre de l'époque, Morarji Desai. Lors d'une séance au Parlement le 17 avril 1978, le Premier ministre est bien obligé de confirmer l'existence et le résultat catastrophique de cette mission tenue jusqu'alors secrète, et promet une enquête. Un comité composé de six scientifiques indiens de renom est chargé de produire un rapport, qui se clôt sur deux recommandations : 1) Assurer une surveillance périodique de l'environnement à proximité de la montagne Nanda Devi pour détecter toute radiation radioactive éventuelle dans l'air, l'eau et le sol ; 2) Développer de nouvelles techniques pour parvenir à localiser l'appareil. Pour les scientifiques indiens, qui ne peuvent se fonder que sur un document technique partiel qui leur a été donné par les agences américaines, la possibilité d'un accident est minimale, mais il est important de retrouver le générateur. Comme l'indique Jose (2010), aucune de ces recommandations n'a été suivie, et l'on ignore donc tout de la radioactivité potentielle du bassin de Nanda Devi, de l'endroit où pourrait se trouver le plutonium, de ses effets potentiels sur les porteurs Bhotia et Sherpa, et sur les centaines de millions de personnes qui vivent au bord du Gange. Les Américains n'ont jamais déclassifié cette mission

et considèrent officiellement encore aujourd'hui le livre de Kohli et Conboy et celui de Takeda comme de la « science-fiction » (Lee, 2008), tandis que pour les agences gouvernementales indiennes, il s'agit d'un « chapitre clos » (Jose, 2010).

Pourquoi une si longue digression ? D'une part, ce scénario montre une fois encore que les Bhotias de Lata et Reni, que l'on pourrait penser isolés dans leurs villages reculés, participent, pour le meilleur et pour le pire, de l'histoire incroyable de cette région, et en particulier de ses tourmentes pendant la guerre froide. Pour le pire, car comme nous l'avons mentionné plus haut, tous les Bhotias qui ont participé à cette terrible expédition sont morts en jeune âge, et les dernières révélations concernant cette affaire laissent penser que le fait qu'ils aient transporté le générateur au plutonium sur leurs épaules y soit probablement pour quelque chose (Lee, 2008).

D'autre part, il n'est pas possible de ne pas faire de lien entre cette affaire de probable pollution nucléaire et la création du parc national de Nanda Devi. En effet, le parc a été crée en 1982, c'est-à-dire seulement quatre ans après la révélation publique de la perte du générateur. En d'autres termes, le dossier était encore « chaud » quand le gouvernement a décidé de fermer la zone. L'incident était d'ailleurs connu des écologistes qui ont plaidé pour la fermeture du parc. En réponse à un questionnaire de 1985 portant sur les caractéristiques du parc national de Nanda Devi[274], Bill Aitken, un écrivain et naturaliste d'origine écossaise résidant à Mussoorie, et dont les articles ont contribué à lancer l'alarme quant à la dégradation écologique du parc, écrit :

> Le parc national de Nanda Devi se distingue par l'unique (?) caractéristique d'avoir un appareil fonctionnant à l'énergie nucléaire planté en son sein (1964), puis perdu sans laisser de traces ! (Directorate of Wildlife Preservation / GoI, 1985: 28)

Sans extrapoler outre mesure, il est clair qu'il y avait donc un intérêt (relatif à la sécurité des personnes et accéléré par la révélation médiatique de l'affaire) à interdire tout accès au bassin de Nanda Devi, où quelqu'un pourrait retrouver et manipuler le générateur, ou

[274] Au début des années 1980, Dilnavaz Variava et Shekhar Singh (sponsorisés par le Direction de l'Environnement du gouvernement indien), qui entreprennent une mise à jour du réseau d'espaces protégés du pays, envoient à chaque directeur de parc/sanctuaire et à un écologiste ou association un questionnaire général à remplir. Ce travail à l'échelle nationale donnera lieu en 1989 à la publication de leur grand rapport (Kothari *et al.* 1989). Nous remercions Shekhar Singh de nous avoir prêté ce formulaire, non publié.

subir des irradiations dans le cas où le plutonium se serait répandu dans les glaciers du bassin de Nanda Devi. Il s'agit là d'une hypothèse qu'il est difficile de vérifier mais qu'il est pourtant impossible de ne pas considérer. Elle ne disqualifie cependant aucune des autres raisons, plus « conventionnelles », qui ont participé à la création d'un parc dans cette région écologiquement clé, à la source du fleuve le plus sacré du pays.

C. Scénarios alarmistes en Himalaya

Le danger qui a provoqué le plus d'inquiétude dans « l'affaire de Nanda Devi », c'est bien sûr le risque de pollution des sources du Gange, un fleuve qui fait vivre des centaines de millions de personnes plus bas dans la plaine. Cette inquiétude est d'autant plus vive qu'elle s'insère dans un contexte marqué par l'émergence de discours alarmistes sur la dégradation écologique rapide de la région himalayenne:

> Dans les années 1970-1980 en effet, des images sensationnelles portant sur l'exploitation industrielle de forêts et sur des coupes à blanc sur les pentes de l'Himalaya indien ou chinois, sur des chemins de trekking traversant des secteurs déboisés et offrant un spectacle de désolation au Népal, sur des éboulements et glissements de terrain multiples, ont été largement diffusés. À l'appui, sous forme de cris d'alarme, des commentaires avançaient des explications : croissance démographique, pression humaine sur les milieux, déforestation, érosion accentuée par les pluies de mousson, irresponsabilité des paysans de montagnes… dégradation de l'environnement himalayen. Les dés étaient jetés et, pendant des années, ces témoignages et leurs interprétations ont alimenté les pires scénarios sur le devenir des milieux et de leurs populations (Smadja, 2003).

Ces discours véhiculent donc l'idée assez simple selon laquelle la dégradation des écosystèmes himalayens serait responsable de catastrophes écologiques dans les régions en aval. Ils ont été analysés par les chercheurs Ives et Messerli (1989), qui proposent de les synthétiser sous le titre de « théorie de la dégradation de l'environnement en Himalaya », dont ils déconstruisent la mécanique. L'intérêt de ces chercheurs est évidemment de démontrer le caractère discutable de cette théorie, qui prend pour postulat un hypothétique équilibre naturel préalable à la dégradation des milieux himalayens (Smadja, 2003). Mais Ives et Messerli

montrent également que la simplicité de ce scénario de crise lui confère une efficacité bien réelle, notamment en ayant contribué à l'essor des politiques de conservation dans la région :

> Ce schéma de pensée, qui peut être divisé en plusieurs sous variantes, a été largement accepté comme un fait établi par un grand nombre de personnes, qui en lui donnant du crédit contribuent à le perpétuer en tant que truisme. En retour, il semble qu'il [ce schéma de pensée] imprègne l'évolution des politiques dans le domaine de la conservation, du développement, et de l'aide internationale. Dans ce contexte, nous pensons qu'il est justifié de parler à ce propos de théorie de la dégradation de l'environnement himalayen[275] (Ives et Messerli, 1989 : 1).

Parmi les auteurs qui ont contribué à populariser cette théorie, on peut citer Erik Eckholm (1975 ; 1976) ou encore Sandra Nichols, dont le film *The Fragile Mountain* (1982) illustre de façon spectaculaire la dégradation de l'Himalaya népalais. Cette rhétorique a ensuite connu une large diffusion au cours des années 1980, à la fois au sein du monde scientifique et de la presse grand public. Faut-il y voir une ironie de l'histoire ? Barry Bishop, notre journaliste-alpiniste qui fut l'un des principaux instigateurs de l'opération secrète à Nanda Devi, publie ainsi en 1988, dans son journal le *National Geographic*, un article intitulé « *The mighty Himalaya, a fragile heritage* », où il décrit la transformation des paysages himalayens depuis son ascension de l'Everest en 1963.

Si la théorie de la dégradation de l'environnement en Himalaya s'est principalement développée autour du cas du Népal, les chercheurs Ives et Messerli notent cependant qu'elle s'applique également aux régions indiennes du Garhwal et du Kumaon, qui présentent en outre deux singularités que nous avons déjà analysées :

> La région himalayenne du Kumaon et du Garhwal semble s'intégrer à ce cadre, avec deux éléments additionnels. Le premier est la surexploitation commerciale des forêts de montagne pour satisfaire les demandes de bois des populations résidant dans les plaines (surveillée depuis peu par le mouvement *Chipko*). L'autre, qui lui est associé, est le développement extensif des routes de montagne, en particulier comme réponse militaire de l'Inde à la suite de la guerre frontalière qui l'opposa à la Chine en 1962 (…). L'essentiel de cette infrastructure routière est médiocre et a

[275] « This pattern of thought, which can be divided into numerous sub-variants, has been widely accepted as established fact by large numbers of people who often lend their support to perpetuate it as a truism. In turn it seems to pervade the evolution of policy making in the areas of conservation, resource development, and foreign aid. In this context we feel we are justified in referring to it as the Theory of Himalayan Environmental Degradation ».

causé une augmentation des glissements de terrain ; ces routes ont par ailleurs ouvert la voie à la coupe à blanc de larges pans de forêts à valeur commerciale et à une circulation humaine à grande échelle[276] (*ibid*., p. 6).

A ces facteurs de dégradation qui ont contribué à alimenter les pires scénarios concernant l'avenir de cette région indienne, s'ajoute encore un troisième élément, qui, comme nous allons le voir, a été décisif dans la création du parc national de Nanda Devi:

> La croissance rapide du tourisme constitue également un facteur supplémentaire. Alors que la plupart des données, une fois encore, ne sont disponibles que pour le Népal, la popularisation de l'accès à la région himalayenne du Garhwal, en particulier à la Vallée des Fleurs et au sanctuaire de Nanda Devi, entraine une forte augmentation d'un nouveau type de pression écologique, qui résulte des demandes de loisir et d'aventure émanant de personnes extérieures à la zone de montagne[277] (*ibid*., p. 7).

[276] « The Kumaun and Garhwal Himalaya appear to fall within this framework, with two additional components. One is the excessive commercial cutting of mountain forest stands to meet the timber demands of the lowland population centres (until recently checked by the Chipko Movement — see below page 67). The other, associated with it, is the extensive development of mountain roads, especially as a military response on the part of India resulting from the border war of 1962 with China (see p. 119 below). Much of the road construction is substandard and has caused a great increase in landslide incidence; the roads also opened up extensive mountain forests to commercial clear-felling and to large-scale movement of people ».

[277] « The rapid growth in tourism is also an important contributing factor. While most data, again, are available for Nepal, popular access to the Garhwal Himalaya, especially the Valley of Flowers and the Nanda Devi Sanctuary, is causing a large increase in environmental pressure of an entirely different kind, the result of demands for recreation and adventure from people outside the mountain area ».

6.2 : NATURALISATION DE LA REGION DE NANDA DEVI

A. Le *sanctum sanctorum* des alpinistes

Aux dires des alpinistes, le bassin de la Nanda Devi était un *no man's land* avant que des pionniers étrangers tentent d'y pénétrer, ouvrant la voie à de nombreux visiteurs désireux de conquérir les sommets parmi les plus hauts du monde. La plupart de ces expéditions, qu'elles fussent couronnées de succès ou endeuillées, ont ramené comme trophée un récit de leurs aventures, où il est autant question des difficultés techniques rencontrées par les alpinistes que de leur immense admiration face à la découverte d'une région réputée « plus inaccessible que le pôle nord » (Ruttledge, 1999 [1936] : 22). Ces récits / hommages, écrits par certaines des plus belles plumes de la littérature alpine, sont précieux, non seulement parce qu'ils ont permis de mieux connaître l'écologie du bassin de Nanda Devi, mais surtout parce qu'ils ont construit de toutes pièces et véhiculé dans le monde entier une image particulière de cette région qui va alimenter le désir de conservation à la fin des années 1970. C'est en effet grâce aux récits des alpinistes que le bassin de Nanda Devi va acquérir, à grand renfort de superlatifs, son caractère d'habitat exceptionnel à protéger.

Une des premières tentatives d'accéder à la région de Nanda Devi revient à W.W. Graham (1883), qui ne peut aller très loin. Le Dr Tom Longstaff lui succède en 1905 et 1907, en essayant d'abord de se frayer un chemin le long de la gorge de la Rishi Ganga à l'ouest, sans succès, puis en abordant la zone par son flanc est. Il parvient alors au sommet d'un col, qui porte désormais son nom, et est donc le premier explorateur à avoir aperçu l'intérieur du bassin de Nanda Devi. Hugh Ruttledge est le troisième, et tente une approche par le sud en 1927 et 1932. On lui doit l'un des premiers commentaires sur la spectaculaire topographie du bassin, publié le 22 août 1932 dans une lettre adressée au journal londonien *The Times*, où l'alpiniste a recours pour la première fois à un terme qui fera florès : le bassin de Nanda Devi est un « sanctuaire »:

> La Nanda Devi impose à ses fervents un test d'admission qui dépasse encore aujourd'hui leurs compétences et leur endurance ; un anneau fortifié de 112 kilomètres, sur lequel se dressent douze pics mesurés de plus de 6 400 mètres d'altitude, qui ne compte aucune dépression en dessous de 5 000 mètres — à

> l'exception de la partie occidentale, où la rivière Rishi Ganga, qui prend sa source aux pieds de la Nanda Devi, et draine près de 800 kilomètres carrés de neige et de glace, s'est creusé pour son passage ce qui doit être l'une des gorges les plus redoutables du monde. Deux crêtes intérieures qui convergent respectivement du nord et du sud vers cette rivière forment comme les rideaux d'un sanctuaire intérieur, à l'intérieur duquel s'élève la majestueuse montagne à 7 800 mètres d'altitude. L'aspect de la gorge de la Rishi Ganga est si inouï que la mythologie hindoue l'a décrit comme la dernière demeure terrestre des Sept Rishis. Ici, et nul part ailleurs, leurs méditations ne seront pas dérangées[278] (cité dans Shipton & Tilman, 1999 : 34).

Les alpinistes Eric Shipton et H.W. Tilman, enthousiasmés par cet article de Ruttledge, prennent alors la relève. Le défi est de taille, et les alpinistes, dans leur récit de la découverte de la région, reprennent en chœur la difficulté immense que pose l'accès au « sanctuaire », dont le rempart montagneux lui garantit sa « virginité » (*inviolate*). Cette rhétorique sera reprise plus tard sous différentes formes, dans le but de justifier l'aspect *wilderness* de la faune et de la flore du sanctuaire, protégées de toute interférence humaine extérieure, et de naturaliser le bassin de la Nanda Devi, en sous-entendant que l'homme n'y a jamais mis les pieds :

> […] le pic est encerclé par un immense amphithéâtre qui doit sûrement être unique en son genre. Il est difficile pour quiconque n'ayant pas étudié ce phénomène de près de se faire une idée adéquate d'un rempart gigantesque, à certains endroits dépassant les 7 000 mètres d'altitude, entourant un bout de pays qui lui ne dépasse pas les limites des arbres nains, au centre duquel s'élève un prodigieux pic de 7 800 mètres de hauteur. Il n'est pas étonnant que cet effroyable anneau montagneux de 112 kilomètres ait repoussé tous les assauts, et que le sanctuaire du bassin intérieur soit resté inviolé[279] (*ibid*., p. 34).

---

[278] « Nanda Devi imposes upon her votaries an admission test as yet beyond their skill and endurance; a seventy-mile barrier ring, on which stand twelve measured peaks over 21,000 feet high, which has no depression lower than 17,000 feet — except in the west, where the Rishi Ganga River, rising at the foot of Nanda Devi, and draining an area of some 250 square miles of snow and ice has carved for itself what must be one of the most terrific gorges in the world. Two internal ridges, converging from north and south respectively upon this river, form, as it were, the curtains of an inner sanctuary, within which the great mountain soars up to 25,600 feet. So tremendous is the aspect of the Rishi Ganga gorge that Hindu mythology described it as the last earthly home of the Seven Rishis. Here, if anywhere, their meditations might be undisturbed ».

[279] « […] the peak is encircled by a huge amphitheatre that must surely be unique. It is hard for anyone who has not studied this phenomenon at close quarters to form an adequate conception of a gigantic rampart, in places over 23,000 feet high, enclosing a bit of country itself not above the limits of dwarf trees, from the centre of which rises a stupendous peak 25,600 feet in height. Small wonder the sanctuary of the inner basin had remained inviolate ».

Shipton et Tilman arrivent en Inde en 1934. Accompagnés de Sherpas et de porteurs recrutés dans les villages de la vallée Niti « qui connaissaient le chemin »[280] (*ibid*., p. 61), les alpinistes parviennent à progresser vers l'intérieur du sanctuaire en empruntant la route des estives des bergers Bhotias de Tolma et Lata. Les commentaires sur le paysage qu'ils traversent en route sont une ode à la beauté des lieux. Voici par exemple le récit d'une soirée :

> Ce fut une soirée parfaite. Allongé sur ma petite plateforme, les dernières lueurs multicolores du coucher du soleil se reflétant sur le vaste monde de montagnes autour de moi, j'étais empli d'une profonde satisfaction, qui n'était troublée ni par le souvenir des échecs de cette journée, ni par la perspective des futures épreuves du lendemain. Une vision d'une telle beauté valait tous les efforts du monde. La dernière teinte du coucher du soleil disparut, et une nouvelle lune, suspendue au dessus du contrefort de glace de l'immense pic de Dunagiri, détenait le droit incontestable de répandre sa pâle lumière sur un monde enchanté. Les crêtes enneigées offraient alors un contraste superbe avec l'obscurité abyssale des vallées[281] (*ibid*., p. 64).

… Ou encore celui de la découverte de l'estive de Dubrigheta:

> […] c'était sans aucun doute l'un des plus délicieux endroits que j'eus la chance de contempler. Dr Longstaff me l'avait bien décrit quand j'étais avec lui en Angleterre, mais même son enthousiasme bien connu ne pouvait m'offrir une image qui puisse soutenir la comparaison avec la réalité. Allongé sur l'herbe tendre, entouré par des pousses luxuriantes de fleurs sauvages, les forêts de grands pins imposants bordant la prairie de chaque côté, et avec seulement un aperçu ici et là de quelques pics de glace, il était impossible d'imaginer l'aspect terrifiant de la principale vallée si près de nous. Tilman remarqua qu'il s'agissait d'« une oasis horizontale dans un désert vertical », une remarque dont nous allions bientôt apprécier plus pleinement la justesse[282] (*ibid*., p. 66).

---

[280] « It was arranged that we should start on with three of the "locals" who knew the route […] ».

[281] « It was a perfect evening. As I lay on my little platform, the multi-coloured afterglow of sunset spreading over the vast mountain world about me, I was filled with a deep content, untroubled either by the memory of the failures of that day, or by the prospect of further trials on the morrow. A vision of such beauty was worth a world of striving. The last tint of sunset died, and a young moon, hanging over the ice-buttresses of the giant peak of Dunagiri, held undisputed right to shed her pale light over an enchanted world. The snowy crests stood now in superb contrast to the abysmal gloom of the valleys ».

[282] « […] it was undoubtedly one of the most lovely spots it had ever been my good fortune to behold. Dr. Longstaff had described it to me when I was staying with him in England, but even his well-known enthusiasm could not provide me with a picture to compare with the reality. Lying on the soft grass, surrounded by a luxuriant growth of wild flowers, the forest of tall stately pines bordering the alp on every side, and with only a glimpse here and there of some icy peak, it was impossible to imagine the grimly terrifying aspect of the main

Quand enfin Shipton et Tilman parviennent à l'entrée du sanctuaire intérieur, le champ lexical de la « nature sublime » fusionne avec celui de la « frontière », dans un élan lyrique où l'alpiniste, cette figure masculine alter ego du pionnier américain de William Cronon, se réalise dans la nature sauvage :

> Nous étions alors vraiment dans le sanctuaire intérieur du bassin de la Nanda Devi, et à chaque pas je ressentais ce frisson subtil que quiconque d'imaginatif doit éprouver en pénétrant dans un pays jusqu'alors inexploré. Chaque recoin recelait un secret exaltant pour qui se donnait la peine de regarder. Mon rêve le plus cher étant enfant était d'être dans une telle vallée, libre de me promener où bon me semble, et découvrir pour ma plus grande joie quelques splendeurs encore inconnues de la Nature. Maintenant la réalité n'était pas moins merveilleuse que ce rêve à moitié oublié ; et de combien de fantasmes enfantins peut-on en dire autant, dans cet âge de désillusion ?[283] (*ibid*., p. 79).

Si l'alpiniste est un intrus bienveillant dans ce monde enchanté, il y laisse cependant son empreinte en puisant dans les ressources naturelles du sanctuaire pour faire vivre son aventure. L'équipe « se met au travail en coupant des arbres pour construire un pont »[284] (*ibid*., p.68). On la retrouve plus tard « assise autour d'un brasier de genévriers »[285] (une des plantes indispensables aux alpinistes pour faire des feux, car elle ses branches brûlent sans avoir besoin d'être séchées) (*ibid*., p. 81); et une autre nuit, elle consomme une si grande quantité de rhubarbe sauvage (plante rare) que le souvenir de ce festin rend Shipton « malade »[286] (*ibid*., p. 78)… Les exemples se multiplient au cours de l'ouvrage.

Pourtant, ce privilège ne vaut pas pour tous. Dans un passage qui a probablement marqué la mémoire des écologistes qui découvriront, grâce à ces pionniers, la nature désormais qualifiée d' « exceptionnelle » du sanctuaire, Shipton lance une mise en garde :

---

valley so close at hand. Tilman's remark that it was like "a horizontal oasis in a vertical desert" was one whose aptness we were afterwards to appreciate more fully ».

[283] « We were now actually in the inner sanctuary of the Nanda Devi Basin, and at each step I experienced that subtle thrill which anyone of imagination must feel when treading hitherto unexplored country. Each corner held some thrilling secret to be revealed for the trouble of looking. My most blissful dream as a child was to be in some such valley, free to wander where I liked, and discover for myself some hitherto unrevealed glory of Nature. Now the reality was no less wonderful than that half-forgotten dream; and of how many childish fancies can that be said, in this age of disillusionment? ».

[284] « On reaching the river we set to work cutting down trees for the construction of a bridge […] ».

[285] « Sitting round a blazing fire of juniper that night […] ».

[286] « Growing in the vicinity of our new camp was a great quantity of wild rhubarb. We had found it lower down in the valley, but there it had been scarce. That night we consumed a quantity which now makes me sick to remember! ».

> Si les bergers des vallées Niti et Dhauli pouvaient seulement conduire leurs troupeaux à travers les gorges obscures de la Rishi Ganga, ils y trouveraient des pâturages illimités. Mais ce pâturage est un sanctuaire où des centaines d'animaux sauvages vivent sans danger. Que cela puisse rester longtemps ainsi ![287] (*ibid*., p. 80).

Ce livre d'Eric Shipton, publié en 1936, constitue un document historique exceptionnel pour les nombreux détails qu'il livre sur l'écologie du sanctuaire, mais aussi sur les représentations et les pratiques des premiers alpinistes dans la région. Son écho a été considérable, au sein du milieu alpin et au-delà. C'est d'ailleurs grâce à ce récit que le sanctuaire est déclaré « sanctuaire de gibier » (*game sanctuary*) par le gouvernement colonial le 7 janvier 1939 (*Government Order No.* 1493/XIV-28). Près de soixante-dix ans plus tard, un scientifique indien du *Wildlife Institute of India*, responsable de la dernière expédition scientifique conduite au sein du parc, nous a confié que cet ouvrage était son livre de référence — ce que semble confirmer l'étude des arguments des écologistes pour la création du parc national de Nanda Devi.

B. « Trop d'Adam dans l'Eden »

Le déclenchement de la seconde guerre mondiale, suivi des tensions alimentées par la guerre froide, provoquent un arrêt temporaire des expéditions exploratoires dans le sanctuaire de Nanda Devi. Pendant cette période, le gouvernement indien interdit l'entrée de toute équipée étrangère au Garhwal, mais les expéditions militaires y sont très actives et investissent le bassin de Nanda Devi comme zone stratégique. En 1974, la zone est rouverte à l'alpinisme, et nombre d'expéditions s'y pressent, attirées par la publicité faite par Shipton et Tilman. La montagne de Nanda Devi bénéficie à cette époque d'une aura dont seuls quelques autres grands pics profitent, comme l'Everest ou le Kangchenjunga, et doit être « réservée » plusieurs années à l'avance. En 1977, un naturaliste s'alarme du nombre de visiteurs dans le sanctuaire :

> Cet été, outre l'expédition britannique et ses quelques 30 porteurs et 300 animaux de bât [*à laquelle le naturaliste participe*], on comptait aussi une expédition

[287] « If the shepherds of the Dhaoli and Niti valleys could only get their flocks through the grim gorges of the Rishi Ganga, they would find here almost unlimited grazing. Now this pasturage is a sanctuary where thousands of wild animals live unmolested. Long may it remain so! ».

> japonaise qui abordait le pic Trishul par le sud, une équipe allemande de trekkers-alpinistes sur le flanc nord de cette même montagne, une expédition du collège St. Stephen au Devistan-Changabang et un groupe de touristes américains vers la Nanda Devi [...]. Toutes ces équipées avaient plus de porteurs et d'animaux de bât que notre propre expédition ! En outre, nous avons rencontré plusieurs randonneurs avec leurs porteurs[288] (Khacher, 1978 : 878).

Quelques années plus tard, en août-septembre 1981, le botaniste P.K. Hajra compte jusqu'à huit expéditions à l'intérieur du parc, dont trois étrangères comprenant une cinquantaine d'équipiers, 500 porteurs, et 600 chèvres et moutons qui transportent leurs charges. Alors que les expéditions étrangères doivent se faire enregistrer à l'IMF (*Indian Mountaineering Foundation*), il n'y a aucun contrôle des randonneurs ou des expéditions indiennes. La gorge Rishi accueille un flot continu d'hommes.

Comme le montre ces commentaires, les conséquences écologiques de ces expéditions, en moyenne quatre par saison (c'est-à-dire de mai à octobre) dans le sanctuaire, sont rapidement devenues une source d'inquiétude. En mai-juin 1977, le WWF-Inde finance une expédition destinée à investiguer l'état écologique du sanctuaire, à laquelle participe un certain Lavkumar Khacher[289] au titre de naturaliste. Son rapport, publié en 1978 dans le *Journal of Bombay Natural History Society*, lance véritablement l'alarme. Comme il l'écrira un peu plus tard, il y a selon lui « beaucoup trop d'Adam dans l'Eden »[290] (Khacher, 1983 : 44) et des mesures de conservation devraient être impérativement prises pour protéger le sanctuaire. Il est intéressant de voir comment Khacher construit son argumentation en faveur de la création du parc national de Nanda Devi, qui reste une référence systématiquement reprise par les agents de la Direction des forêts en charge du parc, et par les écologues qui y surveillent l'évolution de la faune et de la flore.

---

[288] « This summer, beside the British expedition with its 30 odd porters and 300 baggage animals, there was a Japanese expedition on Trisul from the south, a German trekkers-cum-climbers party on the same mountain from the north, the St. Stephen's College Devistan-Chagabang expedition and a party of American tourists to Nanda Devi […]. All these parties had more porters and baggage animals than our expedition! In addition, we met several trekkers with their porters ».

[289] Lavkumar Khacher, né dans la famille royale des Jasdan du Saurashtra (Gujarat), fait partie de ces nombreuses personnes venant de l'aristocratie indienne qui ont abandonné l'ethos du *shikari* (chasseur) pour embrasser la cause de la conservation lors de sa montée en puissance peu de temps après l'élection d'Indira Gandhi (voir Rangarajan, 1996b ; Sivaramakrishnan, 2011). Il a débuté sa carrière en enseignant la biologie et la géographie dans une école de Rajkot en 1956, puis est devenu un spécialiste de la sensibilisation et l'éducation environnementale au WWF-Inde (1976), puis au *Centre for Environment Education* (CEE) à partir de 1984.

[290] « Too many Adams in Eden ».

Tout d'abord, Khacher procède par un procédé rhétorique devenu si banal dans les affaires de conservation que les anthropologues Berglund et Anderson (2004) l'ont identifié comme la première étape indispensable à toute tentative de sanctuarisation d'un espace : à savoir, une rhétorique de naturalisation et de déshistoricisation. Pour ce faire, Khacher reprend ouvertement à son compte l'image du « sanctuaire » telle qu'elle fut léguée par les récits des alpinistes. Les similarités sont frappantes. On peut lire dans son rapport : « Le Bassin de la Nanda Devi, situé dans la zone himalayenne de Garhwal, est aussi connu sous le nom du « Sanctuaire » de Nanda Devi par les alpinistes, en vertu de son terrain quasiment inaccessible, qui a gardé la montagne inviolée jusqu'en 1934, lorsque Shipton et Tilman sont parvenus à se frayer un chemin remontant la gorge Rishi jusqu'à la base de la montagne »[291] (1978 : 868). Protégé du « monde extérieur »[292] (*ibid.*), le bassin, parsemé de prairies alpines et de forêts denses de pins et de déodars, offre un habitat à de nombreuses espèces de grands mammifères et d'oiseaux chanteurs. Cette configuration géographique a permis « de tenir les villageois à l'écart »[293] (*ibid.*, p. 876) et de laisser le sanctuaire « libre de toute habitation humaine »[294] (*ibid.*, p. 882).

S'il faut reconnaître à Khacher son honnêteté quand il évoque que les pâturages alpins de Dibrugheta et de Dharansi sont « régulièrement visités pour une courte période estivale par quelques bergers du village de Lata »[295] (*ibid.*, p. 876), on peut aussi apprécier son insistance sur le fait que ces droits de pâture sont « très saisonniers et n'affectent qu'une fraction de l'espace »[296] (*ibid.*, p. 884). À aucun moment Khacher n'évoque la matérialité de cette présence humaine dans les prairies alpines du sanctuaire, qui se traduit par exemple la présence de *chānī* dans ces pâturages, qui ne sont certes pas des habitations « en dur », mais des abris en bois ou en pierre utilisés par les bergers. Khacher n'évoque pas non plus les lieux de culte installés par les Bhotias dans certains endroits du sanctuaire, qui, comme nous l'avons vu au chapitre 5.2.C, est considéré comme la résidence matrimoniale de la déesse Nanda Devi. D'un point de vue matériel comme d'un point de vue religieux, le bassin de

[291] « The Nanda Devi Basin, situated in the Garhwal Himalayas, is also known as the Nanda Devi 'Sanctuary' to mountaineers by vitue of its almost inaccessible terrain which kept the mountain inviolable till 1934, when Shipton and Tilman pioneered a trail up the Rishi gorge to reach the base of the mountain ».
[292] « The 'Sanctuary' is demarcated by a high enclosing mountain range offering icefalls and corniced ridges to the outer world ».
[293] « If geographical configuration kept local villagers out […] ».
[294] « Unlike other Sanctuaries and National Parks in the country, the entire Nanda Devi 'Sanctuary' is free of human settlement ».
[295] « Till 1934, and two decades after, only Dibrugheta and Dharasi were regularly visited for a short period in summer by a few shepherds from Lata ».
[296] « Even grazing rights are very seasonal and affect a fraction of the area ».

Nanda Devi fait donc partie intégrante du mode de vie des villageois Bhotias. En réduisant cette dimension profondément anthropisée du bassin de Nanda Devi à une présence humaine intermittente, restreinte aux marges du bassin et ramenée à un niveau presque animal (elle est « saisonnière », et n'occupe qu'un habitat bien défini), Khacher reste d'une certaine manière prisonnier du modèle du « sanctuaire », pensé comme un espace vierge protégé par des barricades naturelles de toute interférence humaine. Le naturaliste va jusqu'à parler à propos du bassin de Nanda Devi de « seul espace de *wilderness* de l'Inde »[297] (*ibid.*), un argument de poids pour invoquer des mesures de protection. Aussi, présenter de la sorte le bassin comme une *terra nullius* permet de créer l'illusion que comme cet espace n'appartient à personne, il appartient de fait à tous. L'État est donc dans la position d'y exercer son droit dit de l' « *eminent domain* »[298], qui lui permet d'affirmer son contrôle sur ce territoire au nom de l'intérêt public. Une fois ce cadre posé, Khacher peut dérouler son argumentaire qui détaille les différentes activités humaines qui menacent directement le sanctuaire : les expéditions alpines, les activités pastorales, et le braconnage.

Les expéditions alpines

D'après Khacher, les expéditions alpines jouent un rôle déterminant dans la dégradation écologique du sanctuaire. Avec un rythme moyen de quatre expéditions par an (jusqu'au double en 1981), le sanctuaire accueille donc chaque années plus de 200 personnes et plus d'un millier d'animaux de bât (Khacher, 1978). Les hommes laissent leurs empreintes sur le bassin : les pistes qui s'y multiplient sont de mieux en mieux balisées et de plus en plus fréquentées. Il existerait même une « piste des *shikaris* » (chasseurs) parallèle à celle empruntée par les bergers locaux. Et les hommes n'avancent pas seuls. Outre les troupeaux venus pâturer dans les alpages, plusieurs centaines d'animaux de bât traversent la zone. Ces troupeaux participent à la dégradation de la végétation en broutant tout au long du trajet. Dans ce milieu aux pentes raides, le passage des caravanes, qui épuisent le fourrage, provoque aussi une série d'écroulements de terrain. Cette situation fait dire à Khacher qu' « en fin de compte, les défenses naturelles du « sanctuaire » ont été effectivement brisées »[299] (*ibid.,* p. 878). Pour survivre pendant plusieurs semaines dans le sanctuaire, les expéditions utilisent par ailleurs

[297] « The Uttar Pradesh Government be asked to declare the Nanda Devi Basin a Wildlife Sanctuary for high altitude flora and fauna, to protect India's only wilderness area […] ».
[298] Le droit dit de l'*eminent domain* est le droit de l'Etat souverain de réaffirmer, de façon temporaire ou permanente, sa juridiction sur n'importe quel portion de son territoire, y compris sur les propriétés privées sans le consentement des propriétaires, au nom du bien public.
[299] « All in all, the natural defences of the 'Sanctuary' have been effectively breached ».

nombre de ressources naturelles qui s'y trouvent. Pour faire cuire la nourriture et se chauffer durant la nuit, les porteurs sont chargés de ramasser du bois de chauffe. Des feux sont allumés à la base des arbres, qui se transforment parfois en feux de forêt. Khacher note que l'incident le plus grave s'est produit à Dibrugheta, où environ 25 % de la forêt de conifères serait partie en fumée. Quand les équipes se trouvent au-dessus de la limite des arbres, le genévrier, une plante qui brûle même humide, constitue une source calorifique qui est très exploitée. Afin de surmonter les difficultés du terrain, par exemple le franchissement des torrents, les alpinistes coupent des arbres pour construire des ponts. Surtout, les expéditions laissent derrière elles des amoncellements d'ordures. En 1982, la dernière année où le sanctuaire est ouvert, on estime que 4000 alpinistes et porteurs se sont rendus dans le sanctuaire. Avec autant d'hommes, les déchets s'accumulent à un niveau préoccupant :

> Tous les principaux sites de campement ont pris l'apparence de mini dépotoirs urbains. Même les cours d'eau d'où est prélevée l'eau potable ne sont pas épargnés, et sont encombrés de bâches en plastique, de papier toilette, de cartons, de coquilles d'œufs, de boîtes de conserve etc. Alors que les expéditions tentent de rassembler leurs ordures dans un même endroit, les agences commerciales qui vendent des trekkings n'ont pas de tels remords puisque leur intérêt pour l'endroit est à court terme. Les camps utilisés par ces randonneurs sont laissés jonchés d'ordures et inutilisables[300] (*ibid.*, p.882).

Les activités pastorales

Les activités pastorales des Bhotias font aussi l'objet d'un examen critique du naturaliste, en particulier leur évolution récente. Avant la guerre sino-indienne de 1962, les alpages de Latikharak, Dharansi, Malthuni et Dibrugheta, considérés comme les biens communs des villages de Lata et Reni, sont utilisés par les seuls bergers de ces villages. Mais la guerre avec la Chine aurait changé la donne et amené de nouveaux arrivants dans ces espaces. Avec la fermeture de la frontière, les vastes pâturages du plateau tibétain utilisés par les Bhotias résidant en amont dans la vallée Niti (qui commerçaient avec les Tibétains) sont devenus inaccessibles. Ces derniers ont dû se rabattre sur les pâturages de la basse vallée, pour lesquels ils doivent payer des droits d'accès, mais Khacher note :

[300] « […] all the major camping sites have taken on the appearance of mini-urban refuse dumps. Even streams from where drinking water is drawn are not spared, and they were choked with plastic sheets, toilet paper, cartons, egg-shells, tin, etc. While expéditions do try to collect their refuse in one place, the commercialy operated trekking parties have no such compunctions, since their interest in the place is short-lived ».

> Il n'y avait apparement aucun contrôle permettant de savoir si le nombre de chèvres et de moutons, pour lesquels les bergers payaient une taxe, n'était pas inférieur au nombre de bêtes qui étaient envoyées pâturer. Les informations disponibles disent que des troupeaux viennent d'aussi loin que du village de Malari, dans le haut de la vallée de la Dhauli Ganga. L'espace de pâturage de Malthuni comptait à lui seul quatre mille animaux ![301] (*ibid.*, p.877).

Avec le surpâturage des alpages traditionnels, raisonne Khacher en reprenant presque mot pour mot la mise en garde lancée par Shipton en 1936, ce n'est plus qu'une question de temps avec que des « bergers volontaristes »[302] conduisent leurs troupeaux encore plus profondément dans le sanctuaire, le long de la piste déjà tracée par les caravanes d'animaux de bât des expéditions, à la recherche de nouveaux espaces de pâturage (*ibid.*). Khacher met aussi en cause une pratique ancestrale des bergers, qui consiste en fin de saison à mettre le feu aux herbes sèches, afin de trouver à leur retour une herbe fraiche et plus nutritive pour leurs troupeaux (*ibid.*). Ces deux arguments relatif au (sur)pâturage et à l'utilisation du feu sont encore aujourd'hui très débattus. Il existe une certaine incertitude scientifique concernant leurs conséquences. Si, dans certaines circonstances, ces activités peuvent constituer une véritable menace pour les écosystèmes, beaucoup d'auteurs soulignent qu'elles jouent aussi un rôle important en participant à la composition des paysages et en modelant la structure de la végétation, comme cela a pu être démontré à propos du pâturage dans la région adjacente de la Vallée des Fleurs (Naithani *et al.* 1992) ou du parc national de Keoladeo (voir chapitre 2.2.)[303]. Concernant la région de Nanda Devi, ce n'est qu'en 2007 qu'un article montre finalement que l'abandon des pâturages alpins suite à la création du parc a engendré une invasion de broussailles et d'herbes indésirables, qui menacent directement la biodiversité de ces prairies et en particulier la présence des précieuses plantes médicinales (Nautiyal & Kaechele, 2007) !

---

[301] « There appeared to be no check on whether more goats and sheep were in fact not being graezd than were paid for. Information available states that flocks are coming from as far away as Malari in the upper Dhauli Ganga valley. The Malthuni grazing ground alone had four thousand animals ! ».

[302] « With the present pastures being overgrazed, it is but a matter of time before some enterprising shepherds leads his flock further up the Rishi gorge […] ».

[303] Dans le parc de la Vallée des Fleurs par exemple, l'interdiction du pâturage a conduit à la prolifération de *Polygonum polystachium* dans les zones où le bétail se rassemblait. L'impact du pâturage, ou de son élimination, sur les prairies alpines continue de faire l'objet de grandes incertitudes scientifiques. Certes, il y a suffisamment d'éléments qui prouvent que le surpâturage porte préjudice à la diversité des fleurs, mais le pâturage extensif peut aussi renforcer la diversité des plantes herbacées.

Le braconnage

Pour Khacher, l'essor récent du braconnage dans le bassin de Nanda Devi s'explique d'abord par le décloisonnement de la région du Garhwal, dont l'infrastructure routière en plein développement facilite la circulation des personnes et des marchandises. D'autre part, le sanctuaire lui même, qui jusqu'à peu était difficilement accessible, est devenu un terrain de chasse privilégié grâce à l'ouverture de pistes pour les expéditions alpines (Khacher, 1978). La piste *shikari*, qui serpente à relativement basse altitude, peut d'ailleurs être négociée presque toute l'année, sauf au cœur de l'hiver. Les glandes des chevrotins porte-musc mâles, qui produisent le précieux parfum, sont particulièrement recherchées, car elles se revendent extrêmement cher[304]. Mais les braconneurs trouvent dans le sanctuaire des quantités de sous-produits animaux et floraux pour lesquels il existe un marché. Dans son rapport, Khacher accuse directement les bergers Bhotias, qui ont une connaissance très fine du sanctuaire, d'être les petites mains de ce commerce — « les bergers, qui ont des permis d'armes à feu et passent tout l'été dans la zone, sont assurément tentés de braconner »[305] (*ibid.*, p.877) — même si la contrebande est, « de source sûre »[306], organisée par un groupe basé à Dehra Dun (*ibid.*, 881).

C. De l'intelligence innée du paysan garhwali

Lavkumar Khacher clôt son argumentaire en faveur de mesures de conservation dans le sanctuaire de Nanda Devi en amenant une dernière idée qui tranche avec la liste de récriminations que nous venons de voir. Dans un paragraphe qu'il intitule « le facteur humain positif », Khacher incite les partisans de la conservation à s'appuyer sur le contexte sociologique favorable dans lequel va s'inscrire le futur parc:

> Peut-être la plus grave erreur commise par les avocats de la conservation de la faune sauvage dans ce pays a été de ne pas avoir pris totalement conscience ou de ne pas avoir apprécié pleinement les sentiments locaux et l'intelligence innée des

[304] Lors de notre séjour en 2005, ce commerce était toujours pratiqué, avec des prix estimés autour de 4 000 roupies (environ 60 euros) pour une *thola* (unité équivalente à 12 grammes).
[305] « The shepherds, already holding firearm licences and spending a summer within the area are assuredly tempted to poach ».
[306] « The investigator was told by very reliable sources that a well-organised group operates at Dehra Dun […] ».

paysans à comprendre la valeur de la conservation pour leur propre survie[307] (*ibid.*, p.882).

Khacher développe son argument d'une façon pour le moins aventureuse, en tentant de définir la culture des paysans garhwali comme une entité essentialisée et relativement close, réduite à un catalogue de traits qui ferait bondir n'importe quel ethnologue :

> La Garhwali, comme tous les montagnards, est un personnage très pragmatique. Il est aussi très conscient de la nature sauvage autour de lui étant un shikari. Bien que prudent à accepter des idées nouvelles, on peut certainement attendre de lui une participation à tout programme améliorant les conditions de sa propre vie.
>
> L'organisation sociale de son village est très soudée car elle doit faire face à un terrain difficile. Le « Mouvement *Chipko* », qui n'a pas d'équivalent dans le pays, en est la preuve. Ce n'est pas un hasard si l'épicentre de cette remarquable action de masse d'inspiration conservationniste se trouve dans les villages de Lata et Reni et implique les belles forêts de la vallée Ronti – qui font physiquement partie du bassin de Nanda Devi. Ce mouvement a été déclenché à la suite d'un contrat d'abattage et la satyagraha[308] a été menée par les femmes des deux villages. Cette action sans pareil a rendu les villageois conscients de leurs droits sur les territoires de leurs villages. Il faut se réjouir du fait que cette satyagraha n'était pas fondée sur des besoins économiques, mais sur le plus important principe de conservation – sauver les forêts pour combattre les inondations et les glissements de terrain !
>
> A la différence des tribus forestières de l'Inde péninsulaire, le Garhwali est un agriculteur appliqué qui construit des terrasses pour retenir son sol de grande valeur, il est conscient de la valeur de la litière forestière comme engrais et construit un vaste système de canaux d'irrigation.
>
> Etant un Hindou dévot, il considère les troupeaux de bharal comme la propriété de la déesse Parvati, la compagne du Seigneur Shiva, et le pic de Nanda Devi est vénéré comme la forme physique de la Déesse.
>
> De façon significative également, les villageois sont très sensibles à la valeur du « Sanctuaire » comme lieu d'attraction touristique, et il existe un fort ressentiment

[307] « Perhaps the greatest error committed by exponents of conservation of wildlife in this country has been the almost complete lack of awareness or appreciation of local sentiments and the innate intelligence of the peasants to understand the value of conservation for their own survival ».

[308] « *satyāgraha* » est un mot sanscrit qui peut être traduit comme « étreinte de la vérité ». Il renvoie au principe de non-violence par la désobéissance civile développé par Gandhi.

à l'égard des expéditions qui amènent des « Sirdars » et des porteurs extérieurs à la région[309] (*ibid.*, p. 882)

Cette accumulation de lieux communs sur le paysan, tantôt pragmatique et prudent, écologiste de la première heure, agriculteur proche de la terre, pieux, régionaliste, etc. ne nous dit pas grand chose sur les Bhotias, si ce n'est que ce n'est jamais leur voix que l'on entend, mais toujours celle du naturaliste — un aspect fondamental de la domination, qui donne le privilège à celui qui l'exerce d'imposer les normes de sa propre perception (Bourdieu, 1977). Mais surtout, en affectant aux Bhotias quelques bons signes indigènes, en fournissant une contextualisation la plus superficielle possible (*Chipko*), et en évitant soigneusement de mettre en rapport ce qui est présenté comme des faits de culture avec une histoire particulière, un statut économique ou social spécifique, ce type de discours ne laisse que deux choix aux populations, « soit d'exercer des qualités de survie en parfaite harmonie avec leur environnement, soit de laisser leurs maisons devenir des réserves de biodiversité »[310] (Anderson & Berglund, 2004 :5).

Le plaidoyer de Lavkumar Khacher constitue un parfait exemple de la façon dont certains présupposés sur les Bhotias, qui remontent parfois à l'époque coloniale, ont été convoqués pour justifier la création du parc. Il ne faut pas oublier que ce rapport a en effet joué un rôle fondamental, puisque, comme le rappelle Bill Aitken, il a directement « conduit à la création du parc national et aux autres mesures de conservation »[311] (1983 : 45). Dans ce texte, le fait que le système socio économique des Bhotias reposait dans une large mesure sur l'accès et l'usage des ressources du bassin a été très sous-estimé. D'autre part, en présentant

[309] « The Garhwali, like all hillmen, is a very pragmatic person. He is also very much alive to the wildlife around him being a shikari. He is a person, who, though cautious in accepting new ideas, can certainly be expected to participate in any planning for the betterment of his own life. The social organisation of his village has been a close-knit one because of having to cope with a difficult terrain. The proof of this can be had from the « Chipko Movement », which has no parallel anywhere else in the country. Significantly, the épicentre of this remarkable conservation oriented mass action as at Reni and Lata villages and involves the excellent forests in the Ronti Valley — physically a part of the Nanda Devi Basin. The movement was sparked off by a contract for clear-felling and the satyagraha was spearheaded by the housewives of the two villages. This unique action has made the villagers aware of their rights to their village territories. The heartening aspect of the satyagraha was not based on economical needs but on the highest of conservation principles — saving the forests to combat floods and landslides ! Unlike the forest tribes of peninsular India, the Garhwali is a diligent farmer and carefully constructs terraces to retain his valuable soil, is fully alive to the value of forest litter as manure and constructs extensive irrigation channels. Being devout Hindus, he considers the Bharal herds as property of Goddess Parvati, the consort of Lord Shiva and the Nanda Devi peak is held in veneration as the physical form of the Goddess. Significantly too, the villagers are very alive to the value of the 'Sanctuary' as a tourist draw and there is considerable resentment over expeditions bringing in 'Sirdars' and high altitude porters from elsewhere ».

[310] « […] local populations, if they are visible at all, are expected to either exercise survival skills in perfect harmony with their environment, or to let their homes become biodiversity reserves ».

[311] « This led to the formation of a National Park and other protective measures ».

les rapports entre les Bhotias et leur environnement comme oscillant entre deux extrêmes — tantôt révérencieux (*Chipko*, culte à Nanda Devi), ou, au contraire, prédateur (surpâturage, braconnage) — les premières fondations rhétoriques de l'aliénation des Bhotias vis-à-vis de leur environnement sont posées. Pour reprendre les mots de Pierre Bourdieu: « La folklorisation, qui met la paysannerie au musée et qui convertit les derniers paysans en gardiens d'une nature transformée en paysage pour citadins, est l'accompagnement nécessaire de la dépossession et de l'expulsion » (Bourdieu, 1977 : 4).

6.3 : L'INSTAURATION D'UN REGIME DE PROTECTION COERCITIF

A. Le rejet d'un modèle ouvert

C'est à partir de cet article fondateur de Lavkumar Khacher que l'idée de mettre le bassin de Nanda Devi sous un régime de conservation prend très rapidement une forme concrète. Le 18 août 1980, le gouvernement de l'État de l'Uttar Pradesh publie sa déclaration d'intention (*Notification No. 2130/14-3-35-80*), et le 6 septembre 1982, le sanctuaire de Nanda Devi est officiellement déclaré « parc national » (*Notification No. 3912/14-3-35-80*). Pour autant, entre ces deux dates — c'est-à-dire entre la proposition initiale et la mise en forme finale du parc — l'approche de la conservation à Nanda Devi change de façon assez radicale.

La proposition initiale, que l'on doit donc à Lavkumar Khacher, est la suivante : afin de protéger la flore et la faune de haute altitude, le gouvernement de l'Uttar Pradesh doit accorder au bassin de Nanda Devi le statut de réserve de nature sauvage (*wildlife reserve*), puis, dans un second temps, le transformer en parc national (Khacher, 1978). Les frontières proposées du parc sont celles que l'on connaît aujourd'hui, suivant grossièrement la chaine de hauts pics qui entoure le bassin. Khacher ne propose cependant pas une fermeture totale de la zone, mais une régulation stricte des conditions d'accès au sanctuaire et des activités qui s'y déroulent. La première restriction proposée est temporelle : le sanctuaire ne serait ouvert aux visiteurs que pendant la haute saison, c'est-à-dire du 15 mai au 30 septembre (*ibid.*). Tous les visiteurs, bergers locaux, alpinistes ou randonneurs, doivent s'enregistrer auprès de la police de Joshimath et obtenir un permis d'entrée des autorités, qui peut être contrôlé à tout moment par les gardes forestiers. Seule la voie d'accès par le col de Dharansi est autorisée.

Concernant le pâturage des troupeaux, Khacher propose de mettre en place un système de permis afin de contrôler le nombre de chèvres et de moutons qui entrent dans le sanctuaire – les bêtes doivent être comptées à Lata Kharak avant de pouvoir passer le col de Dharansi. Seuls les villages adjacents à l'entrée de la réserve (Lata, Reni, et quelques autres) sont autorisés à obtenir des permis. Khacher propose par ailleurs l'interdiction totale du port d'armes à feu dans le sanctuaire, et propose de recourir plus massivement aux chiens de bergers pour protéger les troupeaux des attaques de léopards.

Concernant le tourisme et l'alpinisme, la régulation se fait d'abord par le biais monétaire. Tous les visiteurs (hors bergers et porteurs locaux) doivent s'acquitter d'un droit d'entrée fixé (par personne) à 50 roupies pour les Indiens et 250 roupies pour les étrangers. A ce droit d'entrée, les alpinistes qui souhaitent grimper des pics à l'intérieur du sanctuaire doivent également s'acquitter de 5 000 roupies pour le pic de Nanda Devi, et 2 000 roupies pour les autres pics. Les tour-opérateurs qui envoient des groupes de randonneurs doivent par ailleurs payer 5000 roupies par groupe. Les caravanes d'animaux de bât, qui dégradent la végétation, sont interdites dans le sanctuaire. Afin de soutenir l'économie locale, les expéditions sont incitées à recruter des porteurs locaux (des villages de Lata, Reni, Tolma), qui ne sont pas contraints à payer un droit d'entrée — à la différence des porteurs extérieurs à la région. Tous les porteurs doivent s'enregistrer auprès du conseil de village de Lata, et leurs tarifs sont négociés lors de réunions du conseil de village. Les guides (*sirdār*), au statut plus prestigieux que celui des porteurs et qui sont généralement des Sherpas népalais, doivent désormais être recrutés dans les villages adjacents à la réserve et formés au centre d'entraînement d'Uttarkashi, le *Nehru Institute of Mountaineering* (NIM). Dans la planification proposée par Khacher, les villages adjacents à la réserve deviennent le véritable centre névralgique des expéditions. Le naturaliste propose la création à Lata d'une coopérative où les alpinistes peuvent acheter leurs provisions pour les expéditions, y compris du kérosène pour se chauffer (seuls les randonneurs individuels sont autorisés à utiliser du bois de chauffe dans le sanctuaire). Il recommande également le développement de sorte de chambre d'hôtes dans les villages de Lata et Reni, en fournissant une aide financière aux villageois, etc.

Concernant la protection du sanctuaire, Khacher recommande la nomination d'un directeur du sanctuaire (*Sanctuary Warden*) par la Direction des forêts, dont le bureau doit être installé à proximité immédiate du sanctuaire, dans le village de Reni. Ce directeur doit être assisté par au minium quatre gardes, formés au NIM et postés à Lata, et dispatchés dans des endroits clé du sanctuaire pendant la haute saison. Pendant cette période, des gardes spécialistes de la lutte contre le braconnage doivent venir en renfort. Khacher insiste pour que ce personnel dispose d'équipements adaptés : radios, armes légères, tentes, sacs de couchage, jumelles, Mastiffs himalayens.

Enfin, concernant les mesures de conservation à prendre immédiatement, Khacher demande que les espaces forestiers brûlés soient replantés avec des arbres appropriés. Des pépinières de genévriers doivent être créées, afin de transplanter les jeunes plants sur les

zones dénudées du sanctuaire. Khacher recommande de solliciter l'aide de volontaires issus des rangs du mouvement *Chipko*. Il faudrait également délimiter une piste pour le pâturage des troupeaux, créer des fosses pour enfouir les déchets des expéditions et les brûler, etc. Enfin, afin de pallier au manque de connaissance sur l'écologie du sanctuaire, Khacher propose de conduire une étude méthodique de la zone afin de pouvoir développer un plan de gestion approprié pour le futur parc national. Des brochures d'information, à destination des touristes, doivent être disponibles dans la coopérative de Lata.

On pourrait s'étonner de la qualité humaine de ce projet de conservation proposé par un naturaliste comme Lavkumar Khacher, qui ne cède finalement pas à la tentation de boucler la zone mais propose au contraire un programme de transition qui se distingue par sa reconnaissance de l'importance du sanctuaire de Nanda Devi pour l'économie locale, qu'il s'agisse d'activités traditionnelles comme le pâturage, ou d'activités plus récentes comme l'alpinisme. Pour autant, ce programme fera long feu et ne sera jamais appliqué. Si le gouvernement de l'Uttar Pradesh déclare effectivement son intention de transformer le sanctuaire en parc national dès le mois d'août 1980, aucune autre mesure recommandée par le naturaliste ne sera prise, à l'exception de la fixation d'un prix d'entrée très élevé pour les expéditions. Ce prix ne dissuade pas, au contraire, les allers et venues toujours plus nombreuses des expéditions, et la situation écologique du sanctuaire semble aller de mal en pis. Les deux naturalistes qui connaissent le mieux la région, Bill Aitken et Lavkumar Khacher, revisitent le sanctuaire peu de temps après la déclaration d'intention du gouvernement régional, et ne cachent pas leur déception (Aitken, 1981 & 1983 ; Khacher, 1983).

> A bien des égards, 1981 a été une année décisive pour le Sanctuaire. D'un seul coup, des panneaux sont apparus en juillet le long de la route venant de Rishikesh, annonçant le « Parc National de Nanda Devi ». Les personnes qui vivent dans les montagnes se sont habituées à assimiler les panneaux d'affichage aux vœux pieux du gouvernement, et puisque de nombreux plans et appellations ont récemment été proposés pour le Sanctuaire, elles n'y ont pas prêté attention.
>
> Ces panneaux ont toutefois des implications tragiques pour le Sanctuaire, étant copiés des règles mises en application dans les parcs des plaines. Leur droit d'entrée et de photographie prohibitifs (625 roupies par jour pour un étranger avec un appareil photo couleur 'seulement') va servir les intérêts de personnes douteuses, car quel individu honnête a les moyens de se payer des porteurs et un tel droit d'entrée exorbitant ?

> Ironiquement, si la main d'œuvre employée pour ériger ces panneaux avait été utilisée pour surveiller le Sanctuaire, elle aurait pu au minimum éviter le massacre d'un bharal de moins […].
>
> Ce bharal massacré n'est qu'une des victimes d'une grande expédition étrangère dont je suivais la trace. Je fus horrifié quand les porteurs me montrèrent la dégradation de la jeune futaie de bouleaux sur le chemin descendant vers Dibrugheta. L'année dernière ils étaient intacts. Maintenant, non seulement les arbres ont été élagués (pour le fourrage des chèvres de bât), mais ils ont aussi été découronnés. L'ampleur de la dégradation écologique à laquelle tout cela va mener sera bien plus importante que le prix que cette expédition a payé à l'*Indian Mountaineering Foundation* pour grimper des pics – et elle allait rester dans le Sanctuaire pendant trois mois (Aitken, 1981)[312].

Face à ces dégradations, le discours des naturalistes se durcit. Khacher, qui se faisait en 1977 l'avocat d'une poursuite des expéditions à Nanda Devi dans le cadre d'une stricte régulation, affirme en 1983 que « le parc devrait être fermé aux expéditions durant cinq ans, pour permettre la régénération des communautés végétales et animales »[313] (Khacher, 1983 : 49). Aiken renchérit : « J'ai la profonde conviction que le pic de la Nanda Devi devrait être interdit d'accès et que les alpinistes devraient aborder les autres pics par l'extérieur »[314] (Aitken, 1983 : 49)… Tout en prêchant pour sa propre chapelle : « Mais les amoureux de la faune sauvage doivent être encouragés à remplir le vide laissé par les alpinistes étrangers, car un Sanctuaire vide deviendra un paradis pour les braconniers »[315]

---

[312] « 1981, in many ways has been a watershed for the Sanctuary. Suddenly notice boards sprang up in July along the roadside from Kishikesh announcing the 'Nanda Devi National Park'. People living in the hills have got used to equating notice-boards with official wishful thinking and since many plans and names for the Sanctuary have been mooted recently little notice was taken of them.
However these boards have tragic implications for the Sanctuary, copied as they are from the rules obtaining for Parks in the plains, their prohibitively high entry and camera fees (Rs. 625/- per day for a firangi with colour camera 'ONLY') will serve the interests of shady characters, for which honest individual can afford porters and these exorbitant rates?
The irony is that if the labour used to erect the notice boards had been diverted to manning the Sanctuary there would have been at least one less bharal slaughtered […].
The slaughtered bharal was but one casualty of the large foreign expedition in whose footsteps I followed. I was aghast when the porters pointed out the depleted stand of young birch on the way down to Dibrugheta. Last year they were untouched. Now they had been not only lopped (for fodder for the pack goats) but beheaded. The amount of ecological damage this will eventually lead to will be many times more than the peak fees this expedition paid to the Indian Mountaineering Foundation, and they were in the Sanctuary for three months ».

[313] « […] the park should closed to expeditions for five years, to allow the plant and animal communities to regenerate ».

[314] « I feel strongly that Nanda Devi should be declared an inviolate peak and mountaineers should approach all Sanctuary peaks from outside ».

[315] « But Indian wildlife lovers have to be encouraged to fill the vacuum left by foreign climbers otherwise an empty Sanctuary will be a poacher's paradise ».

(*ibid.*). Leur sollicitude vis-à-vis des activités pastorales des bergers Bhotias et des porteurs locaux devient plus intransigeante. Si Aitken comme Lavkumar refusent de « romantiser la vie des montagnards »[316] (Aitken, 1981), ils ont toujours fait preuve dans leurs articles de respect pour les villageois du bassin de Nanda Devi, présentés comme des « conservationnistes nés »[317] (Khacher, 1983 : 49) qui « montrent plus de respect pour leur montagne sacrée que ceux qui les considèrent indignes d'être mentionnés dans le livre où ils relatent leur ascension »[318] (Aitken, 1981). En dépit de ces éloges, les villageois sont de plus en plus perçus comme des menaces pour l'écologie du sanctuaire, d'autant, insiste lourdement Aitken, que « leur attitude vis-à-vis de la loi peut être méprisante »[319] (*ibid.*). Il s'insurge d'ailleurs contre le favoritisme accordé aux porteurs locaux qui entrent gratuitement dans le sanctuaire, et propose que « les porteurs qui gagnent un bon salaire pourraient peut-être payer un droit d'entrée symbolique pour goûter à l'expérience d'être des citoyens respectueux de la loi »[320] (Aitken, 1983 : 50). Le sort des porteurs locaux étant jeté si les expéditions ne peuvent plus pénétrer dans le sanctuaire, reste donc le pâturage. A ce sujet, Khacher pense que « la bonne marche à suivre serait d'empêcher le pâturage des troupeaux domestiques au-delà de Dibrugheta immédiatement »[321] (Khacher, 1983 : 49). Aitken dit la même chose en proposant de « confiner les bergers à leurs pâturages traditionnels au nord de la Rishi »[322], et se prend à espérer que « si des pâturages alternatifs pouvaient être fournis, les bergers quitteraient le sanctuaire » (Aitken, 1983 : 50).

Ces nouvelles demandes vont être entendues. Alors que leurs articles sont sous presse, le gouvernement décide de fermer le sanctuaire aux alpinistes, aux randonneurs et aux villageois.

---

[316] « Having lived in a hill village I am unable to romanticize the life of a hillman ».
[317] « The Garhwalis are, however, natural conservationnists ».
[318] « I have given these sad details to prove that the locals show more feeling for their mountain goddess than those who consider them unworthy of a mention in their book of the climb ».
[319] « Their attitude to the law can be contemptuous ».
[320] « Porters who earn good wages could perhaps pay a token entry fee to experience the feelings of law-abiding citizens ».
[321] « As far as Nanda Devi is concerned, the right course of action would be to prevent grazing of domestic stock beyond Dibrugheta immediatly ».
[322] « This would confine the shepherds to their traditional grazing lands north of the Rishi […] If alternative grazing were provided the shepherds would move from the sanctuary ».

B. « Le parc est sous protection complète »

Le 6 septembre 1982, par une déclaration dans la gazette officielle, le « parc national de Nanda Devi » gagne officiellement son existence juridique, qui ne prend cependant effet que deux mois plus tard, le 6 novembre. Les frontières du parc, comme le recommandait Khacher (1978), sont délimitées par la haute muraille montagneuse qui enserre le bassin de la Nanda Devi. Les villages Bhotias situés à proximité de l'entrée de la réserve (notamment Reni, Lata et Tolma) ne sont pas retenus dans la zone protégée, mais une partie de leurs communaux est tout de même intégrée au parc. Au total, le parc couvre en effet un espace de 630,33 km^2, formé à partir de trois espaces aux statuts juridique différents : la grande majorité du parc avait auparavant le statut de *civil land* (soit 524,05 km^2), le reste se partageant entre *reserved forests* (57,36 km^2) et *van pañcāyat* (48,92 km^2). Conformément aux dispositions du WPA de 1972 (voir chapitre 1.2.B.), la Direction des forêts avait donc à acquérir deux espaces qui ne lui appartiennent pas : les *civil land*, sous l'autorité de la Direction des impôts fonciers, et les terres forestières sous l'autorité des *van pañcāyat* de Lata (47,81 km^2) et Tolma (1,11 km^2). Il est difficile de savoir aujourd'hui comment cette procédure s'est déroulée. D'après B.S. Lamba, un membre de la *Zoological Survey of India* chargé d'évaluer la possibilité de transformer le parc de Nanda Devi en réserve de biosphère, « les objections levées concernaient les *civil lands* et les forêts communales des villages adjacents. L'enquête menée par les agents de la Direction des impôts fonciers sur ces objections est terminée »[323] (Lamba, 1982 : 33). Cependant, si l'on se réfère à un questionnaire rempli par le directeur du parc, H.C. Raizada, en 1984, la procédure de détermination des droits qui suit juridiquement la déclaration d'intention n'est pas renseignée. Le directeur indique en effet que les étapes ont été suivies, mais ne mentionne aucune date (GoI/DoF, 1984 : 1). Les villageois de Lata, les principaux concernés, affirment quant à eux qu'ils n'ont jamais été consultés.

Ce questionnaire, qui n'a pas été publié, constitue un outil intéressant pour comprendre comment le parc a été initialement mis en place et en quoi le dispositif de conservation s'avère problématique pour les villageois Bhotias qui résident à proximité. Ce questionnaire, extrêmement précis et détaillé, a été envoyé au début des années 1980 à tous les directeurs de parcs et sanctuaires du pays par la Direction de l'Environnement de l'époque, dans le cadre d'une *All-India Survey* destinée à réactualiser les données sur le réseau national d'espaces

[323] « The objections raised involve civil lands and Panchayat forests of the adjoining villages. The enquiry by revenue authorities into objection field has been concluded ».

protégés (GoI / Dep. of Environment, 1984). Un autre questionnaire du même type a parallèlement été envoyé à des écologistes ou ONG. Dans le cas du parc national de Nanda Devi, ce questionnaire a été adressé à Bill Aitken (GoI / Dep. of. Environment, 1985). La lecture du premier questionnaire, rempli à la main par H.C. Raizada, est extrêmement instructive par l'absence même de réponse du premier directeur du parc. La plupart des cases pour les réponses sont laissées vierges, ou annotées d'un « N.A. » pour « *non applicable* » (non pertinent), ou, plus directement d'un « *no information available* » (aucune information disponible). Le sentiment très net que nous laisse cette lecture, c'est que le parc a été crée à la va-vite, sans moyens, et avec une connaissance extrêmement sommaire de la faune et de la flore à protéger.

On y apprend que le personnel du parc se résume au directeur, épaulé par trois assistants et 18 gardes forestiers. Ces derniers ne disposent d'aucun équipement « moderne » indispensable pour protéger ce parc de hautes montagnes : ils n'ont ni radio, ni équipement de pistage électronique, ni fusil anesthésiant, ni caméras infrarouge, ni même de jumelles… (GoI/DoE, 1984 :10-11). Bill Aitken ajoute à cette longue liste le manque de matériel permettant de camper en haute altitude et de vêtements adaptés (GoI/DoE, 1985 : 6). Pour finir, Raizada indique qu'en dehors de l'éducation reçue à l'école ou l'université, « le personnel n'a reçu aucune formation »[324] (GoI/DoE, 1984 : 12).

Quant aux questions sur la faune et la flore du parc (GoI/DoE, 1984 : 19), les réponses parlent d'elles-mêmes. Invité à donner des détails sur les espèces animales menacées du parc, le directeur cite seulement deux espèces, le chevrotin porte-musc et le léopard des neiges.
« *Population estimée ?* »… Réponse : « Pas disponible »[325].
« *Causes perçues de la diminution de la population ?* »… Réponse : « Braconnage dans le passé »[326].
« *Mesures prises pour protéger/régénérer l'espèce ?* »… Réponse : « Le parc est aujourd'hui sous protection complète. Aucune autre mesure n'a été prise pour le moment »[327].

[324] « No training has been given to any of the staff ».
[325] « Estimated population »… « Not available ».
[326] « Perceived causes for decreasing population »… « Poaching in the past ».
[327] « Measures taken to protect/regenerate the species »… « The park is now under complete protection. No other measure has been taken at present ».

Quant aux détails demandés sur les espèces végétales menacées, la réponse est limpide : « pas d'information disponible »… Et un peu plus bas revient le leitmotiv : « le parc est sous protection complète »[328] (*ibid.*). Le directeur se fait un peu plus disert quelques pages plus loin, mais reste à un niveau de généralité surprenant :
« *Indiquer svp les espèces végétales, y compris les herbacées, présentes dans le parc et/ou sanctuaire, qui présentent un intérêt. Préciser svp les espèces rares ou menacées* »… Réponse : « Il y a des prairies alpines extensives qui sont remplies de très belles plantes à fleurs, mais une enquête doit encore être conduite »[329] (GoI/DoE, 1984 : 33).

En effet, en dehors de quelques comptes-rendus non publiés de la BSI ou de la ZSI sur certaines espèces spécifiques du parc, et les récits des expéditions publiés depuis les années 1930, aucune étude écologique d'envergure n'a été conduite en prévision de la création du parc…

> La pauvreté des données de base, collectées à partir de la littérature existante et fondées sur des enquêtes de terrain entreprises dans le passé, qui sont annexées à ce document, est déplorable. Bien qu'il existe quelques données sommaires concernant la faune, la flore, l'anthropologie, la géologie, l'agriculture et l'horticulture de la région, on ne sait quasiment rien sur un certain nombre d'autres paramètres écologiques comme la météorologie, l'hydrologie, etc.[330] (Lamba, 1982 : 34).

… Ce qui signifie que tous les discours sur la dégradation du parc, qui ne sont jamais très précis d'un point de vue écologique, reposent donc plus sur des observations que sur une enquête approfondie et durable.

On peut alors se demander comment les gestionnaires entendent protéger un écosystème qu'ils ne connaissent pas. En réalité, et ce pendant plusieurs années après la création du parc, *aucun* plan de gestion n'est mis en œuvre[331]. Voici comment le directeur justifie cette absence :

---

[328] « No information available »… « The park is under complete protection ».
[329] « Please indicate any plant species, including grasses, of particular interest found in the park/sanctuary area. Please give special emphasis to rare or endangered species »… « There are extensive alpine pastures which are filled with beautiful flowering plants but a survey is yet to be undertaken ».
[330] « The base line data, collecting from existing literature and based on field studies undertaken in the past, as appended to this document, is deplorably poor. Although some sketchy data exists for fauna, flora, anthropology, geology, and agriculture including horticulture of the region, hardly anything is known about a number of other ecological parameters like meteorology, hydrology, etc. ».
[331] Un document de l'UICN destiné à évaluer la demande de faire du parc de Nanda Devi un site du Patrimoine Mondial, daté de mars 1988, indique le parc n'a toujours pas de plan de gestion effectif (UICN, 1988).

> Le parc a été fermé aux visiteurs pour une période indéfinie à la suite d'une décision prise lors d'une réunion tenue le 18 février 1983 et présidée par le *Chief Secretary* du gouvernement de l'Uttar Pradesh. Le parc est laissé au repos complet et aucun travail n'est réalisé à l'intérieur du parc[332] (GoI/DoE, 1984 :9).

L'idée de vouloir laisser le parc « au repos complet » — c'est-à-dire sans aucune interférence humaine — renvoie à l'idée bien partagée à cette époque selon laquelle il faut laisser la nature faire son œuvre, se régénérer toute seule, pour lui permettre de revenir à son état de *wilderness* optimal (selon la théorie du climax décrite à la section 2.1.B). Cette théorie est directement reprise par B.S. Lamba dans son rapport :

> Heureusement, l'habitat n'a pas été si dégradé et peut être réparé par des mesures de conservation efficaces, comme des contrôles et des restrictions à l'entrée des porteurs et des chèvres. Toutes les espèces endémiques, en dépit de la diminution de leurs nombres, sont encore présentes dans la zone et si elles bénéficient d'un répit de toute interférence humaine elles pourront croître à des niveaux de population optimum[333] (Lamba, 1982 : 15).

Nous arrivons donc pour ainsi dire au cœur de la « gestion » du parc de Nanda Devi : une approche coercitive, qui repose uniquement sur le contrôle — en réalité l'interdiction totale — de toute présence humaine dans le parc. Aucune activité n'est permise, qu'il s'agisse des activités « traditionnelles » des villageois (pâturage, récolte de bois de chauffe, de plantes médicinales, etc.), des touristes et même du personnel du parc. Comme le dit le directeur plus haut, aucune activité de restauration écologique n'est conduite dans le parc par l'administration forestière, mais, et c'est beaucoup plus surprenant, il semble que les agents de la Direction des forêts ne pénètrent jamais dans le parc qu'ils sont censés « protéger ». Aussi, quand le questionnaire égrène une série de questions sur l'état de l'écosystème du bassin de Nanda Devi (y a-t-il des problèmes d'inondations, de sécheresse, de pollution des eaux, de drainage, d'épidémies ou maladies qui affectent la faune et la flore, de surpopulation de certaines espèces, etc.), le directeur ne peut que répondre systématiquement : « N.A. »

---

[332] « The park has been closed to visitors for indefinite period by a decision taken at a meeting held on 18.2.83 and presided over by the Chief Secretary of UP Gov. The park is being given complete rest and no work is to be carried out in the park area ».

[333] « Luckily there has not been so much damage to the habitat that it can not be repaired with effective conservation measure like checks and restrictions on the entry of porters and sheep. All the endemic species though much reduced in numbers still exist in the area and given respite from human interference can grow into optimum populations ».

(GoI/DoE, 1984 : 15-18). Bill Aitken, l'écologiste auquel est envoyé le second questionnaire, condamne fortement cette attitude :

> Concernant l'attitude de l'administration, il est affligeant de devoir dire que depuis que le sanctuaire a été ouvert en 1934, pas un seul agent senior de la Direction des forêts n'a mis les pieds dans le sanctuaire intérieur (GoI/DoE, 1985 : 30).

C. Le cri des dépossédés

> Nous avons nos forêts là-bas, à Dharansi ! Mais depuis que le parc a été créé, ils ne nous laissent pas y entrer. La forêt est à nous ! C'est notre terre ! Mais ils ne nous laissent pas y aller… Nous avons nos maisons là-bas, héritées de nos ancêtres ! Les agents de la Direction des forêts ont brûlé nos maisons, seules celles qui étaient construites en pierre ont résisté ! Nous avions douze *chānī* là-bas ! A Dharansi, et dans d'autres endroits… Les agents de la Direction des forêts ont brûlé nos maisons en bois ! Il ne reste plus que celles en pierre ! (Gopal Singh Rawat, Lata, entretien du 4 mai 2006).

Ce cri, c'est celui de Govind Singh Rawat, un vieil homme de 82 ans, qui est aujourd'hui l'un des derniers bergers qui reste dans le village de Lata. Ce que l'on entend dans son discours, c'est la violence, aussi bien morale que physique, que représente aux yeux des Bhotias la création du parc de Nanda Devi. L'injustice, aussi. Du jour au lendemain, leur présence ancestrale dans le bassin de Nanda Devi est devenue indésirable, et leurs empreintes ont été effacées, brûlées, peut-être pour mieux faire correspondre le parc à son image trompeuse d'espace de *wilderness*, dans lequel les hommes n'étaient que des visiteurs, sans attaches. Or pour les Bhotias, à la différence des agents de la Direction des forêts, le bassin de Nanda Devi n'est pas un « sanctuaire », mais un espace vécu, habité par les hommes et par les dieux, auquel ils se considèrent indissociablement liés. « Nous faisons aussi partie de cette nature (*prakṛti*) » (Dhan Singh Rana, entretien du 22 mars 2006).

Pour les villageois, la nouvelle de la création du parc a été reçues comme un choc. Bien sûr, des rumeurs couraient depuis la fin des années 1970 sur la dégradation écologique du bassin, et il est fort probable que les villageois aient entendu parler de l'idée de créer un parc qui se diffusait à cette période. Mais, comme le dit Aitken dans le passage cité plus haut,

les intentions concernant cette région ont été nombreuses et ont évolué au fil du temps, et les villageois n'ont probablement pas pris pour argent comptant l'idée que la zone allait être fermée pour de bon. Surtout, il semble que les villageois n'aient jamais été proprement consultés sur ce projet, qui restait donc quelque chose de très abstrait. Ce n'est finalement qu'en juin 1983 que le parc prend soudainement une forme bien concrète. A cette date, les chefs des villages de Lata et Reni, et la responsable de l'organisation des femmes de Lata, reçoivent une lettre de H.C. Raizada, qui leur détaille les nouvelles règles gouvernant l'accès et l'usage du parc. Pour les villageois, ces règles se résument à une longue liste d'interdictions qui mettent fin à tout espoir d'une ouverture régulée de la zone, en dépit de quelques promesses d'emplois (voir encadré 5).

Encadré 5. LETTRE ANNONÇANT AUX VILLAGEOIS LA CREATION DU PARC NATIONAL DE NANDA DEVI

Bureau du *Deputy Conservator of Forests*, parc national de Nanda Devi, Joshimath
Document n° 721 / 11-12

Camp de Nandaprayag, 9 juin 1983

A l'attention de,
Pradhan de la *Gram Sabha* de Reni,
Pradhan de la *Gram Sabha* de Lata,
Responsable du *Mahila Mangal Dal*, Lata.

Objet : Création du parc national Nanda Devi.

Mahoday (terme d'adresse honorifique),

Je vous informe que l'établissement du parc national de Nanda Devi, suite à l'annonce publiée dans la gazette officielle, est effectif depuis le 6 novembre 1982. Cette annonce vous a été préalablement envoyée. Conformément au *Wild Life Protection Act 1972*, les activités ci-dessous sont interdites dans l'enceinte du parc national :

1- L'entrée des hommes et du bétail dans l'enceinte du parc est interdite sans lettre d'autorisation.
2- Dans l'enceinte du parc, il est interdit de dégrader la végétation, de tuer, capturer ou blesser des animaux vivants, et de manipuler ou de dégrader leurs habitats.
3- Il est interdit d'emmener et de faire pâturer le bétail à l'intérieur du parc.
4- Il est interdit de procéder à toutes sortes d'exploitation du sol, de prélever des pierres ou de creuser dans l'enceinte du parc.
5- Il est interdit d'introduire ou d'utiliser dans l'enceinte du parc des armes, des composés chimiques ou des substances explosives.
6- Il est interdit d'allumer ou de déclencher un feu, de fumer ou de laisser un feu brûler dans l'enceinte du parc.
7- Les camps ne peuvent pas être installés n'importe où. Seuls les endroits désignés sont autorisés à être utilisés dans ce but.
8- Il est de la responsabilité de chaque individu présent dans le parc d'informer les agents de la Direction des forêts de toute dégradation et de supprimer les causes de ces dégradations.
9- Le parc national est le patrimoine des générations futures, sa protection donc relève de notre responsabilité à tous. Pour assurer sa protection, la collaboration de tous est donc vivement souhaitée.

Concernant la question de l'inactivité des villageois qui travaillaient comme porteurs pour les expéditions alpines, je vous informe que le gouvernement a décidé de créer des pépinières et de mettre en œuvre des activités d'afforestation (etc.) afin de créer de nouvelles opportunités d'emploi dans la région. Il a aussi été décidé que ces activités ne concerneront que ceux qui se sont retrouvés sans emploi après avoir travaillé comme porteurs locaux. Dans ce cadre, une action globale et détaillée est entreprise et sera conduite par le *Divisional Forest Officer* de la division forestière de Badrinath, Gopeshwar, et par le *Divisional Forest Officer* de la division forestière de l'*Alaknanda Soil Conservation*. Le soussigné a déjà sollicité les agents senior concernés à commencer le travail immédiatement et de façon prioritaire, et les ordres nécessaires ont été donnés après discussion avec des agents senior de Luknow et Dehradun. Concernant la question des pâturages de remplacement, des droits coutumiers et de l'agriculture, je vous informe qu'à l'exception de l'espace du parc national de Nanda Devi, des arrangements seront mis en œuvre dans d'autres endroits pour ces activités par le *Divisional Forest Officer* de la division forestière de Badrinath. Aussi, je vous prie de respecter les ordres de l'administration et d'offrir votre collaboration inestimable à la protection du parc national. Pour ce qui est de la région sous la juridiction du soussigné, dix personnes locales ont déjà été déployées sur le terrain.

Veuillez agréer, Monsieur/Madame, mes salutations distinguées

H.C. Raizada
Deputy Conservator of Forests,
Parc National de Nanda Devi, Joshimath

Source : Gram Sabha Lata, 2001 : 32 (traduction en français S. Benabou). La copie de l'original de cette lettre (en hindi) figure en annexe.

Le gouvernement impose donc une interdiction totale d'accès pour sauver ce qui est devenu « le patrimoine des générations futures » de nouvelles destructions et permettre à l'écosystème du parc de se régénérer. Comme la lettre l'indique clairement, le statut de parc national ne se contente pas de mettre un terme aux expéditions alpines. Il empêche aussi les villageois locaux de pénétrer dans la zone, d'y faire pâturer leurs troupeaux et de « procéder à toutes sortes d'exploitations du sol » (de récolter des plantes médicinales, des légumes forestiers, du bois mort, par exemple). Pour pallier aux difficultés économiques qu'entraîne la fermeture du parc, le directeur promet la création de nouveaux emplois pour les villageois désœuvrés.

Pour les villageois Bhotias, c'est l'incompréhension, nourrie d'un sentiment d'injustice et de révolte : qu'ont-ils fait pour mériter une telle « punition », alors que c'est le gouvernement qui a laissé aux alpinistes un libre accès au bassin de Nanda Devi ?

> Après Tilman, le gouvernement s'est mis à vendre la zone : tous ceux qui voulaient y conduire des expéditions étaient les bienvenus, et le gouvernement empochait de l'argent. C'était un programme gouvernemental et personne ne pouvait l'arrêter. Aussi, c'est progressivement devenu une habitude de gagner de l'argent grâce aux expéditions. Si les autres pouvaient gagner de l'argent, pourquoi pas nous ? C'est vrai que c'est le gouvernement qui a pris la décision de fermer la zone. Mais avant cela, c'est aussi lui qui avait décidé de l'ouvrir afin de gagner de l'argent en faisant venir des touristes du monde entier — ce qui finalement a provoqué la dégradation de l'environnement. De nombreux touristes venant des États-Unis d'Amérique, de Grande-Bretagne, de France, du Japon et d'Inde sont venus faire des expéditions. Le gouvernement gagnait de l'argent, mais personne n'était là pour surveiller ce qui se passait. Résultat, il y a eu des problèmes de dégradation de l'environnement, à cause de la quantité de bois qui a été brûlée, des arbres qui ont été abattus, de l'énorme accumulation de déchets, comme des boites de conserves et des bouteilles en plastique. Et là, le gouvernement a fermé la zone. Mais s'il l'avait géré correctement, rien de tout cela ne se serait passé. Si tu y regardes de près, c'est la population locale qui a été la plus touchée par la fermeture. Nos chèvres et moutons pâturaient traditionnellement dans la zone centrale, mais le gouvernement l'a fermé à cause des dégradations. Mais ce n'est pas la population locale qui a abimé l'environnement. Et pourtant, ils ont interdit aux locaux d'accéder à la zone centrale, comme aux alpinistes. Les expéditions ne sont pas venues de leur propre chef, le gouvernement les a envoyées. Le gouvernement agit mal et ensuite il nous punit. C'est étrange. La faute revient au gouvernement, qui a vendu les montagnes :

> la Nanda Devi, le Trishul… Le gouvernement a envoyé les alpinistes, et a donc indirectement dégradé l'environnement. Mais c'est nous qui avons été punis. Et maintenant que nous n'avons plus nos troupeaux de chèvres et de moutons, nous ne pouvons plus continuer les activités qui nous permettait de vivre jour après jour (Dhan Singh Rana, entretien du 22 avril 2006).

La dénonciation de la brutalité de la fermeture du bassin, totalement sourde aux nécessités de l'économie locale, est aussi partagée par Bill Aitken, qui s'inquiète de façon prémonitoire de l'hostilité que cette nouvelle politique de conservation coercitive suscite chez les villageois :

> La fermeture abrupte de la zone de la Nanda Devi était à déconseiller, car la santé à long terme [*de l'environnement*] dépend de la coopération des villageois. Le gouvernement, en annonçant que les pics pouvaient être réservés par les expéditions à l'extérieur du sanctuaire de Nanda Devi, n'a pas su ouvrir les zones règlementées (le glacier Bagini à l'ouest et le glacier Milam à l'est), ce qui aurait pu fournir aux porteurs des opportunités d'emploi, et au parc national de la bonne volonté »[334] (GoI/DoE, 1985: 30).

Pour les villageois, le problème ne se résume cependant pas seulement à la fin des expéditions et des revenus substantiels que cette activité drainait. Le projet de création du parc s'est fait sans eux, alors qu'ils sont les premiers à devoir en payer un très lourd tribut :

> Personne ne nous a demandé notre avis avant de prendre cette décision qui allait changer nos vies et avoir une incidence sur notre économie locale. Même si les revenus que nous tirions de l'alpinisme étaient importants, ce n'était pas seulement le problème. Nous avons perdu notre droit d'accès à des espaces qui étaient nos pâturages traditionnels et où se trouvaient nos abris estivaux. Notre système de santé traditionnel s'est effondré puisque nous n'avions plus accès aux plantes médicinales et aux légumes forestiers, et le vide a vite été rempli par le système marchand allopathique. Et si les restrictions étaient accompagnées de promesses de compensation, aucune n'a été tenue[335] (Rana *et al.* 2003).

---

[334] « The abrupt closure of the Nanda Devi area was inadvisable since long-term health depends on cooperation of villagers. The government while announcing peaks could be booked by expeditions outside the Nanda Devi Sanctuary failed to open up the restricted areas (Bagini glacier on west and Milam glacier on east) which could have provided the porters employment and the national park good will ».

[335] « We were never consulted on this important decision, which was to change our lives and affect our livelihood. Though returns from mountaineering were significant it was not the case of the ban on mountaineering alone. We lost our right to access the areas, which were our traditional grazing lands and our summer dwellings (chanees). Our traditional health care system collapsed with the unavailability of herbs and

Et la situation se répète quelques années plus tard. Depuis sa création en 1979, le comité MAB-Inde envisage de transformer le sanctuaire de Nanda Devi, représentatif selon la classification biogéographique de l'Inde de l'écosystème de l'Himalaya occidental, en réserve de biosphère. En 1988, le comité obtient finalement gain de cause : le parc est reconnu « site du patrimoine mondial » par l'Unesco, et obtient au niveau national le statut de « réserve de biosphère », la deuxième du pays. Comme nous l'avons vu précédemment (chapitre 1.2.B.), ce nouvel outil de conservation a été formalisé par l'Unesco au cours des années 1970. Ces réserves modèles visent à promouvoir une approche permettant de concilier la conservation de la diversité biologique avec son utilisation durable, en fonctionnant selon un zonage où se répartissent les objectifs de conservation et de développement. Dans ce cadre, le parc national (630 km^2) est donc devenu la « zone centrale » (*core zone*) de la réserve de biosphère de Nanda Devi (RBND), à laquelle a été ajoutée une « zone tampon » (*buffer zone*) d'environ 1 200 km^2 qui comprend les 19 villages situés à la périphérie de la réserve. Nous sommes alors au début du programme MAB en Inde, et il semble que l'objectif de « développement local » était envisagé comme secondaire, sous la forme de d'activités permettant de supprimer les pressions anthropiques sur la zone centrale — des activités qu'il restait encore à mettre en œuvre. En pratique, et de façon immédiate, ce nouveau statut s'est traduit pour les villageois de la zone tampon, qui avaient déjà perdu l'accès à la zone centrale, par l'imposition de nouvelles restrictions, en particulier sur le pâturage.

Pour les villageois Bhotias de la région de Nanda Devi, l'histoire se répète. Après la fermeture de la frontière indo-tibétaine en 1962, qui avait brutalement stoppé le commerce transhimalayen qui faisait la fortune des Bhotias, l'avènement d'un régime de conservation vingt ans plus tard interdit alors l'accès et l'usage d'une zone qui était devenue faute de mieux le nouveau moteur de leur économie. « Dans le monde d'aujourd'hui, tout est fermé », résume Dev Singh Rana, un habitant du petit hameau de Paing, à proximité de Reni (entretien du 4 mai 2006). « Après la fermeture du parc, nous étions vraiment effondrés. Nous avons du vendre nos troupeaux, le commerce de la laine était moribond, et le moindre revenu que l'on pouvait tirer du tourisme, ça aussi c'était terminé. Nous étions à terre[336] » renchérit Tej Singh Rawat, l'actuel chef du village de Lata (entretien du 4 mai 2006).

---

our food supplies and the space was quickly filled by the marked oriented allopathic system. Though the restrictions came with a set of compensatory promises none were fulfilled »

[336] L'expression hindi utilisée par Tej Singh Rawat est très parlante : « *hame cāron khāne citt kar diyā* », ce qui signifie littéralement « nous avions les quatre parties de notre dos qui touchaient terre »; dans une lutte, c'est le signal de la défaite.

Conclusion du chapitre 6

Si la région de Nanda Devi s'inscrit dans une dynamique de sanctuarisation régionale, la conversion de cette zone en parc national suit aussi des logiques qui lui sont propres, et qui ont été l'objet de ce chapitre.

Nous avons d'abord vu que le bassin de Nanda Devi occupe une place de choix dans le nationalisme écologique de la guerre froide. En raison d'abord de sa localisation dans une zone géopolitique sensible, à proximité immédiate de la Chine contre laquelle l'Inde venait de subir une guerre désastreuse, cette zone avait tout intérêt à être stabilisée. Les études qui se sont penchées sur cette question insistent sur le processus de militarisation et de construction d'infrastructures routières conduit par le gouvernement. Outre ces explications, nous avons proposé l'hypothèse selon laquelle la création d'un parc, à l'instar de celui des Sunderbans au Bengale Occidental, pouvait aussi probablement être interprétée comme partie prenante de l'objectif de sécurisation de cette région frontalière. L'importance de la dimension géopolitique dans la création du parc national de Nanda Devi semble par ailleurs se vérifier quand nous avons montré que cette zone a été le lieu d'une opération d'espionnage qui s'est soldée par la perte d'un engin radioactif dans le bassin de Nanda Devi — un épisode qui renforce encore l'hypothèse selon laquelle cette zone devait absolument être mise sous cloche. D'autant, et ce fut l'objet de la troisième section, que l'émergence de préoccupations quant à la « dégradation de l'environnement dans l'Himalaya » se faisaient jour à la même époque. À ce titre, le bassin de Nanda Devi, qui est à la source d'un des fleuves les plus importants du pays, le Gange, avait donc toutes les raisons d'être protégé.

Dans un second temps, nous nous sommes penchés sur le processus de déshistoricisation et de naturalisation du bassin de Nanda Devi, préalable indispensable pour faire de ce lieu un espace favorable à la conservation. Nous avons vu le rôle important joué par les récits des premiers alpinistes/explorateurs, qui, en véhiculant l'image du « sanctuaire inviolé », ont largement participé à alimenter le désir de conservation d'un espace naturel présenté comme « spectaculaire ». C'est en effet en reprenant à leur compte ces récits que les premiers naturalistes qui découvrent la région vont dresser un réquisitoire sans fard des dégâts causés par la multiplication des expéditions alpines dans la région, qui auraient pour de bon

brisé les défenses naturelles du sanctuaire. Dans ce procès intenté aux expéditions, le rôle joué par la population locale et ses troupeaux de bât est l'objet d'un double discours. D'un côté, les Bhotias sont présentés comme une menace pour le sanctuaire, accusés de céder à une vision à court terme qui les conduit à se livrer à des activités de surpâturage, de braconnage, etc., et de l'autre, les naturalistes en appellent à recourir à leur « intelligence innée » de gardiens du sanctuaire pour appuyer les mesures de conservation dont ils se font les avocats. On peut noter dès maintenant que tout au long de l'histoire de ce parc, les successives politiques de conservation mises en place vont jouer sur cette image contradictoire des Bhotias, qui oscille entre deux extrêmes, l'un ou l'autre étant utilisé en fonction des circonstances.

La dernière partie de ce chapitre s'est intéressée à la mise en place du régime de conservation à Nanda Devi, qui, d'un modèle initial relativement ouvert proposé par les naturalistes, va rapidement se raidir en une forme classique d'enclosure. Nous avons vu cependant que le choix de fermer totalement le parc pour assurer la régénération des écosystèmes relève plus de l'incantation ou du discours performatif (« le parc est fermé donc il est protégé ») que d'une véritable connaissance écologique du lieu, extrêmement lacunaire au moment de la création du parc. Le plan de gestion du parc, si l'on peut dire, se résume donc à le garder strictement à l'abri des hommes : les gardes forestiers n'y mettent pas les pieds, et les villageois qui résident à l'entrée du parc s'en voient définitivement exclus. Pour coller à l'image du sanctuaire naturel, les traces de leur présence sont effacées. Les conséquences de ce choix vont, comme nous allons le voir maintenant, être extrêmement lourdes pour les villageois.

CHAPITRE 7

Le *juggernaut* de la conservation[337]

> Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés.
> - Karl Marx, *Le Manifeste du Parti Communiste*, 1847

> Après la création du parc, tout a changé. Tu sais, nous sommes en grande difficulté
> - Bal Singh Butola, Lata, entretien du 9 mai 2006

> Auparavant, des touristes venaient dans le sanctuaire, et aujourd'hui c'est interdit. Nos chèvres et nos moutons allaient y pâturer, aujourd'hui c'est interdit. On allait y chercher des plantes médicinales, aujourd'hui c'est interdit. Oui, il y a eu beaucoup de changements !
> - Dayal Singh Rana, Paing, entretien du 11 mai 2006

Introduction

L'avènement d'un régime de conservation dans la région de Nanda Devi entraine des bouleversements profonds pour les villages Bhotias de Lata et Reni. La perte subite de l'accès à la zone centrale met en branle une série de réactions en chaîne qui affectent tous les domaines ou presque de leur vie sociale, économique et culturelle. Cet effet domino fait d'une certaine manière la démonstration cruelle que le bassin de Nanda Devi, loin d'être le paradis perdu que défendaient les explorateurs et les naturalistes, était un « espace vécu », qui faisait corps avec la société humaine installée à ses pieds. C'est en tout cas l'opinion des Bhotias, qui, en dépit des allégations des promoteurs du parc, insistent sur le fait que l'accès à la zone centrale constituait la clé de voûte de leur économie, et, nous le verrons, de leur organisation sociale.

[337] Le terme *juggernaut* vient du mot sanscrit *Jagannatha* (« Seigneur de l'Univers »), qui est un des noms donnés au dieu Krishna. Chaque année, des chars portant la statue de Jagannath étaient tirés dans les rues de Puri, une ville de l'État de l'Orissa où se trouve le principal temple de la divinité. Par analogie avec ces chars, le terme *juggernaut* en anglais en est venu à désigner un poids lourd, et par extension une force implacable que rien n'arrête. Marx parlait par exemple du « juggernaut du Capital ».

> Nos activités quotidiennes dépendaient de l'accès à la zone centrale. C'est là que pâturaient nos troupeaux de chèvres et de moutons, qui nous servaient pour le commerce de la laine et la vente des chevreaux et des agneaux. C'est là que nous allions chercher nos plantes médicinales et aromatiques. Et c'est aussi dans cet endroit que nous travaillions pour les expéditions et le tourisme (Dhan Singh Rana, entretien du 22 mars 2006).

A bien des égards, la création d'une aire protégée, en particulier sous sa forme la plus réglementée de parc national, dans un espace déjà anthropisé (ce qui est presque toujours le cas) peut être analysée comme un processus de dépossession par lequel la population locale est séparée de ses moyens de subsistance. Ce processus peut prendre deux formes, celle de l'expulsion pure et simple quand les populations habitent dans la zone protégée, et, dans le cas contraire, celle de la suppression des droits coutumiers sur cette zone. Il est devenu si tragiquement banal aujourd'hui qu'une nouvelle terminologie a même été créé pour désigner ces deux formes : les études sur le sujet, comme nous l'avons vu dans le chapitre 1.3.B., distinguent en effet les « personnes déplacées » (*displaced persons*), des personnes privées de leurs moyens de production mais qui n'ont pas été physiquement déplacées (*project-affected persons*).

Karl Marx avait déjà décrit ce phénomène de dépossession dans *Le Capital*, à propos du mouvement des enclosures dans les campagnes anglaises qu'il caractérisait comme l'appropriation des terres communales par les grands propriétaires fonciers. Ce processus, dit d' « accumulation primitive », signait la transition du féodalisme au capitalisme en impliquant la suppression de la propriété conditionnelle féodale, la déchéance de la petite paysannerie libre, la généralisation de la propriété privée capitaliste du sol et des moyens de production. Si le processus est similaire — et si l'État indien qui se porte acquéreur des espaces protégés est bien le plus grand propriétaire foncier du pays — l'histoire est ici évidemment différente pour de multiples raisons, mais peut-être surtout par le fait que l'appropriation de la terre n'est pas réalisée avec l'objectif (explicite) initial d'accumuler du capital, mais au contraire avec celui de « protéger » la ressource des assauts marchands. Cela n'en rend pas moins intéressante l'analyse de Marx pour penser le présent. D'autant que le corollaire d'un tel mouvement de dépossession est le même que celui analysé deux siècles plus tôt : la séparation radicale du travailleur de ses moyens de production, et la formation d'une classe de salariés forcés à vendre leur force de travail. Pour les autorités du parc, ce processus est perçu comme une

libération, dans la mesure où il permet à la population rurale, dont les enfants « ne veulent plus travailler dans les champs », d'entrer dans la « modernité », c'est-à-dire d'abandonner le labeur de la vie paysanne pour éventuellement trouver du travail en ville. Mais l'autre face de ce processus qui est rarement soulevée, c'est que la perte de tout accès aux moyens de subsistance signifie également que la population perd toutes les garanties qu'offrait l'organisation sociale détruite, les transformant effectivement en travailleurs pauvres largement dépendant de la charité étatique. Reste alors souvent l'humour noir face à une situation vécue avec amertume : « Depuis 1983, on se prélasse au soleil » (Lakshman Singh Rana, Lata, 5 juin 2006).

7.1. L'effondrement de l'économie locale

A. La fin du tourisme

La fermeture de la réserve de Nanda Devi au tourisme a probablement été le coup le plus dur porté à l'économie locale. De mai à novembre, les activités liées aux expéditions constituaient la principale occupation des villageois de Lata, Reni, Paing ou Tolma. La région, qui vibrait et s'animait avec l'arrivée de touristes venus du monde entier, est brutalement tombée dans un silence de mort : « Plus personne ne vient ici. Il n'y a plus de mouvement. Rien ne se passe » (Govind Singh Rana, Paing, entretien du 11 mai 2006).

Jusqu'alors, les hommes, engagés en tant que porteurs ou guides, et fournissant les animaux de bât permettant de transporter le matériel des alpinistes, tiraient des revenus substantiels des expéditions qui s'engageaient dans le sanctuaire :

> Quand le commerce avec le Tibet a pris fin, le tourisme s'est ouvert. Cette activité aussi était très lucrative pour nous. Beaucoup d'équipes d'alpinistes venaient, et ça nous permettait de gagner très bien notre vie. On amenait un groupe jusqu'à la Nanda Devi, puis on en ramenait un autre dans la vallée. On gagnait de l'argent très vite (Dev Singh Rana, Paing, 11 mai 2006).

> - A quel âge es-tu devenu porteur ?
> J'avais 16 ans. J'ai participé à des expéditions pour la Nanda Devi, le Trishul, le Changabang… A 16 ans, je suis allé jusqu'au camp n°1 de la Nanda Devi ! Je suis allé aussi jusqu'au camp n°2 du Trishul.
> - Qui était guide à cette époque ? Les villageois ou des gens extérieurs à la région ?
> Les deux, des villageois et des gens venant de l'extérieur. Il y avait aussi des Sherpas.
> - Tu connais les noms des personnes qui étaient guides ?
> Ils ne sont plus là aujourd'hui. Il y avait Jai Singh de Reni, Kedar Singh de Reni, Sher Singh de Lata… Ils sont tous morts.
> - Vous connaissiez bien la zone centrale ?
> Oui, on la connaissait par cœur. Elle n'était pas interdite d'accès à l'époque. On avait l'habitude d'y aller, c'était bien. Il y avait beaucoup de mouvement. A cette époque, les équipes d'alpinistes ne cessaient de faire des allers et venues.

- Et vous gagniez bien votre vie en tant que porteurs ou guides ?
Par rapport à nos critères d'aujourd'hui, c'était peu d'argent. Un porteur engagé dans une expédition pour la Nanda Devi gagnait 225 roupies, c'est-à-dire pour acheminer le matériel, et ensuite revenir à vide. Mais pour l'époque, c'était beaucoup d'argent (entretien avec Raghubeer Singh Rana, Lata, 20 juillet 2006).

Quand il y avait les expéditions, on gagnait près de 3 jours de salaire en une journée. On était payé pour le trajet aller, d'ici au camp de base de la Nanda Devi, puis ils nous donnaient la moitié de cette somme pour faire le trajet retour, du camp de base au village. Sur le chemin du retour, on portait les sacs d'autres groupes qui redescendaient dans la vallée, donc on avait ça aussi. Maintenant il n'y a plus de tourisme, on a du mal à trouver du travail même pour une journée (Lakhsman Singh Rana, Lata, 5 juin 2006).

Avant, on pouvait gagner jusqu'à 500 roupies par jour, parfois davantage. Quand on nous donnait des sacs supplémentaires à porter, on nous payait plus, 750 roupies. En une journée de travail comme porteur, on gagnait autant qu'en quinze jours de travail au village[338] (Tej Singh Rawat, Lata, 4 mai 2006).

Les villages de Lata et Reni, les deux portes d'entrée du sanctuaire, étaient des étapes incontournables pour les touristes, qui venaient s'y ravitailler et acheter des produits artisanaux confectionnés par les femmes tout au long de l'année, comme les fameux tapis Bhotias.

Avant le parc, beaucoup d'étrangers venaient au village. Nos hommes travaillaient comme porteurs, et les plus éduqués étaient guides. Ils expliquaient nos traditions, et les ressources que nous avons dans la forêt : le nom des montagnes, des *jhāṛī-būṭī*... Nos hommes n'avaient pas à aller à droite à gauche à la recherche d'un emploi, ils travaillaient au village. Une veuve pouvait tisser des tapis (*dān*) chez elle et les vendre. On avait l'habitude de garder des pommes de terre, des haricots (*rājmā*) et des légumes, comme ça les touristes n'avaient pas à se ravitailler à Joshimath mais achetaient au village. On avait le commerce de la laine aussi (Sukri Devi Butola, Lata, entretien du 8 mai 2006).

[338] Il est très probable que les chiffres mentionnés par Tej Singh soient exagérés, à moins qu'il les rapporte au coût de la vie d'aujourd'hui. Voici par exemple ce que dit Dayal Singh Rana, du village de Paing : « A cette époque, on gagnait 8 roupies par jour, aujourd'hui, ca serait 300 roupies » (entretien du 11 mai 2006).

> A l'époque où les étrangers venaient, nos hommes qui étaient disponibles portaient leurs bagages. On leur vendait du *rājmā* que l'on cuisinait à la maison. On avait aussi le commerce de la laine, on leur vendait des *āsān*, des *paṅkhī*, des *dān*, des pulls. On vendait aussi des ustensiles comme de la vaisselle pour boire le thé, des *huqqā*. C'était notre source de revenus (Sarasvati Devi Rawat, Lata, entretien du 27 avril 2006).

Comme le montre le tableau ci-dessous établi par les chercheurs du GB Pant Institute (figure 22), depuis la fin du commerce transhimalayen en 1962, le tourisme est rapidement devenu un secteur déterminant de l'économie locale, dont l'importance s'est renforcée jusqu'à la fermeture du parc en 1982 : de plus en plus de villageois s'engageaient dans cette activité, majoritairement comme porteurs. Surtout, la différence de revenu moyen entre les villages situés à proximité de l'entrée du parc et ceux situés plus loin est frappante, et montre combien le tourisme était une manne financière pour ceux qui avaient la chance de vivre près du sanctuaire. Lors de la période 1972-1981, la plus active du point de vue du nombre des expéditions, le revenu moyen par foyer et par an dans un village comme Lata s'élevait à 22 342 roupies, alors que le revenu moyen de l'ensemble des dix villages de la zone tampon recensés par Maikhuri était de seulement 7 904 roupies. En d'autres termes, pendant cette période faste, les villageois de Lata, Reni, Paing et Tolma étaient presque trois fois plus riche que leurs voisins.

	1962-1971	**1972-1981**
Nombre de personnes travaillant dans le tourisme	1 156	1 264
Pourcentage de personnes engagées comme porteurs	78	85
Revenu des villages au départ des expéditions (Lata, Reni, Paing, Tolma) - en roupies, par foyer et par an	10 829	22 342
Revenu moyen des villages de la zone tampon	7 823	7 904

Fig. 22. LES REVENUS DU TOURISME A NANDA DEVI, 1962-1981

Source : Maikhuri *et al.* (2001)

Kainthola *et al.* (2006) racontent l'histoire de Khem Singh Rana, qui commença sa carrière en 1965, à l'âge de 27 ans, comme porteur avec un salaire journalier de 7 roupies — ce qui est très peu, même pour l'époque. Mais avec le temps, cette activité a rapidement permis à Khem Singh de bien gagner sa vie. Juste avant la fermeture du parc, Khem Singh

n'était plus le simple manutentionnaire de ses vingt ans, mais engageait lui même des porteurs et envoyait ses troupeaux de chèvres de bât pour transporter le matériel des expéditions. Pour les nombreuses personnes, qui, comme Khem Singh Rana, avaient construit toute leur vie autour du tourisme, la fermeture du sanctuaire a été douloureuse : deux ans après la création du parc, Khem Singh a du se résoudre à vendre ses bijoux de famille pour pouvoir payer l'éducation de ses enfants.

Immédiatement après la fermeture du sanctuaire, les villageois désœuvrés ont cherché des emplois dans les endroits de la région qui étaient encore ouverts à l'alpinisme ; mais les opportunités étaient trop rares pour que cela dure :

> Les premières années après la création du parc, ça a été très dur. On s'est rendu dans différents endroits pour trouver du travail. On devait travailler pour survivre. On allait là où les expéditions étaient autorisées, à Uttarkashi, Mana, Kamet (Raghubeer Singh Rana, Lata, 20 juillet 2006).

Il est intéressant de noter que les discours des hommes et des femmes Bhotias divergent quand il s'agit d'évaluer les pertes les plus importantes causées par la fin du tourisme : pour les hommes, le plus grave a été la perte des opportunités d'emploi que cette activité offrait ; les femmes de leur côté insistent plus sur le manque de produits forestiers que les hommes rapportaient des expéditions, qu'il s'agisse de produits alimentaires ou de plantes médicinales, par exemple (Rao *et al.* 2000). Les Dalits ont aussi souffert de la fin du tourisme : comme les autres villageois, les hommes travaillaient également comme porteurs dans les expéditions, et ils ont donc vu comme les autres cette source de revenus disparaître. Mais surtout, pour les plus pauvres d'entre eux, il est devenu de plus en plus rare de pouvoir obtenir des prêts auprès des autres villageois, ou de travailler pour eux (dans leurs champs), des pratiques qui étaient courantes quand l'argent circulait dans le village.

B. La disparition du pastoralisme

Les troupeaux de chèvres et de moutons (*bheṛ-bakrī*) des Bhotias étaient sans nul doute les bêtes noires des avocats de la conservation dans le sanctuaire de Nanda Devi, qui se plaignaient que « cette armée de chèvres, hormis le fait qu'elle piétine des étendues considérables, a aussi matériellement contribué à la dégradation de la végétation en broutant

tout au long de son parcours »[339] (Hajra, 1982 : 17). Pour les Bhotias, ces troupeaux sont bien plus que de simples animaux de bât utilisés pour les expéditions. Hérités du commerce transhimalayen, ces troupeaux sont valorisés comme un marqueur identitaire, notamment à travers le commerce de la laine. « Il n'y avait quasiment aucune famille qui ne possédait pas de chèvres et de moutons », indique Dhan Singh Rana, du village de Lata. « Celles qui en possédaient peu achetaient de la laine brute » (entretien du 22 mars 2006).

Toute l'organisation sociale des villages Bhotias gravite autour de l'élevage. La transhumance des chèvres et des moutons rythme depuis des siècles la vie des villageois, qui migrent en été vers leurs demeures estivales afin de se rapprocher des pâturages alpins où sont ramassés de précieux produits forestiers, et descendent les mois d'hiver dans leurs villages de basse altitude, situés à proximité des routes des plaines, qui sont régulièrement empruntées pour aller vendre sur les places de marché les produits du village : quelques denrées agricoles, quelques produits artisanaux en laine, et une petite quantité des précieuses plantes médicinales cueillies dans les alpages.

> On passait quatre mois là-bas, dans les prairies alpines (*bugyāl*), les troupeaux passaient ensuite quatre mois dans nos champs, puis quatre mois dans les plaines (*bhābhar*) : à Rajaji, Kalagarh, Rishikesh, Ramnagar… (Dhan Singh Rana, Lata, entretien du 22 mars 2006).

Un des aspects importants de la gestion traditionnelle de ces troupeaux, c'est que seules quelques personnes du village pouvaient s'en occuper à plein temps, car cette activité demandait en effet de passer près de huit mois loin du village. Souvent, il s'agissait de jeunes des familles les plus pauvres, qui saisissaient cette opportunité d'emploi comme un moyen d'ascension sociale. Au bout de plusieurs années de dur labeur, ils pouvaient posséder leur propre cheptel. Les familles qui possédaient des chèvres et moutons les confiaient à ces jeunes, qui avaient pour charge de les faire pâturer tout au long de l'année. En retour, les familles plus fortunées leur donnaient de quoi se nourrir, de l'argent de poche, et des « vacances » annuelles d'un mois ; et chaque année, les jeunes se voyaient offrir quelques animaux. Avec le temps, leur troupeau personnel augmentait, en même temps que leur statut s'élevait — posséder un grand troupeau étant un symbole de prospérité chez les Bhotias.

[339] « This army of goats apart from treading down considerable area also materially contribute to the degradation of the vegetation by grazing all along the way ».

Dans ce contexte, l'interdiction d'accès aux riches pâturages du bassin (Dharansi, Dibrugheta, etc.) suite à la fermeture du sanctuaire a considérablement remis en cause cette organisation de la vie sociale et économique pour les villages qui en dépendaient, à savoir principalement Lata et Reni. Ces prairies étaient considérées comme le bien commun de ces villages, qui n'en étaient pas formellement « propriétaires », mais qui jouissaient de droits coutumiers d'accès et d'usage exclusifs (*haq haquq*[340]). Comment assumer leurs troupeaux si ces estives deviennent inaccessibles ? Peu de choix étaient possibles.

Le premier a été d'amener les troupeaux dans les estives des autres villages de la vallée mais, les Bhotias ayant bien conscience de la rareté de cette ressource, ce service rendu par les hôtes est devenu payant. Chaque village, ou groupe de villages, dans la vallée Niti dispose de ses propres pâturages alpins, et il n'y a donc pas de libre accès :

> Les gens de Sukhi et Balgaon peuvent continuer à utiliser leurs pâturages de Rishikund et Tamadyo, ce sont les leurs et ils ne sont pas dans la zone centrale. Mais nous nous ne pouvons pas y aller librement. Si nous y allons sans autorisation, on aura des problèmes. Tout le monde a ses propres terres. Nous devons les payer si nous voulons utiliser les leurs (Dhan Singh Rana, Lata, entretien du 15 juillet 2006).

Voici ce que raconte un des derniers bergers de Lata, Gopal Singh Rana :

> On avait nos pâturages, là-bas, à Dharansi. Mais depuis qu'ils ont créé le parc, ils ne nous laissent plus y entrer ! On avait nos maisons (*chānī*) là-bas ! Quand c'était la saison des pluies, on y abritait les troupeaux […] J'emmène maintenant les chèvres et les moutons dans les estives des villages de Malari, Niti, Laptel et Hoti, à la frontière avec le Tibet. Je dois payer à chaque fois 5 roupies par tête de bétail qui entre sur ces pâturages à la *grām-sabhā* du village. J'ai à peu près 50-60 bêtes qui m'appartiennent. Je prends avec moi les chèvres et moutons des autres villageois, qui me donnent de l'argent[341] et de la nourriture, et moi je paye pour le pâturage. Donc l'été, je vais dans les *bugyāl*, et pendant la saison froide, d'octobre à février, je descends dans les plaines (*bhābhar*), à Kotdwar, Ramnagar, Haldwani, Rishikesh... Mais aujourd'hui, le *bhābhar* aussi est fermé : il y a le parc national de

[340] Ces droits semblent remonter à une législation de l'époque coloniale, le *Scheduled Districts Act* de 1874, qui inclut les provinces du Garhwal et du Kumaon. Cette loi prévoit que lorsque les populations locales se voient attribuer des terres dans des forêts réservées, elles ont le droit d'y faire paître leurs troupeaux, d'élaguer des arbres pour obtenir du fourrage, de collecter du bois de chauffe, mais doivent en échange protéger les forêts, en particulier des feux.

[341] Les villageois donnent autour de 25-30 roupies par tête de bétail à Gopal Singh.

> Rajaji, le parc national de Corbett… Nos campements traditionnels (*paṛāv*) sont maintenant occupés par les *van pañcāyat*, qui ont entourés nos campements avec des barbelés. Tout ça a conduit à la diminution du nombre de chèvres et des moutons, car on ne peut pas les entretenir toute l'année en leur donnant du fourrage ; si on faisait ça on ne gagnerait plus rien […].
> Avant, je pouvais faire pâturer mes bêtes ! Maintenant, ils ne nous laissent plus y aller ! Notre terre ! Nos maisons ! On ne peut plus y aller ! Regarde, je monte jusqu'aux estives pour seulement 50 chèvres et moutons ! C'est ça l'histoire de notre village ! (Gopal Singh Rawat, Lata, 6 mai 2006).

Face à cette situation d'enclosure généralisée, le deuxième choix, si l'on peut dire, a été de se débarrasser de ces troupeaux qui étaient devenus une charge trop lourde pour les familles. « Auparavant, on restait un à deux mois autour de la Nanda Devi, on gagnait de l'argent. On y amenait nos troupeaux de chèvres et de moutons. J'ai été le premier à y aller avec mes chèvres et à avoir découvert le chemin de la montagne Trishul à la Nanda Devi. Il n'y a plus de forêt maintenant, aucun endroit pour faire pâturer nos troupeaux. J'ai vendu mes bêtes » (Dev Singh Rana, Paing, entretien du 11 mai 2006). « A cause du parc national, nous n'avions plus le droit d'y faire pâturer nos chèvres et nos moutons, donc nous les avons vendus. Mais le prix de vente était très bas » renchérit Saraswati Devi Rawat (entretien du 27 avril 2006). « Les pâturages sont dans la zone centrale maintenant. Pour cette raison, les gens ont arrêté de garder des chèvres et des moutons. J'avais 35 bêtes, je les ai toutes vendues » (Sukri Devi Butola, Lata, 8 mai 2006). « On doit aller très loin maintenant pour faire pâturer nos troupeaux, et nous n'avons pas suffisamment d'argent pour ça. On a donc vendu nos troupeaux » (Dayal Singh Rana, Paing, 11 mai 2006).

Les chiffres parlent d'eux mêmes : suite à l'interdiction d'accès aux pâturages du sanctuaire, le nombre total de chèvres et de moutons possédé par les familles des dix principaux villages de la zone tampon est passé de 12 000 têtes en 1970 à seulement 2 000 têtes en 1995 (Maikhuri *et al.* 2001). Dans le seul village de Paing, il ne reste plus que 200 chèvres et moutons contre près de 6 000 avant la création du parc (Kainthola *et al.* 2006). Ces bêtes ont été vendues, données, ou abattues et mangées. Dans le village de Lata, ces animaux sont désormais rarissimes : « Nous avons très peu de chèvres et de moutons. Il nous reste au maximum trois pourcent des troupeaux que nous possédions. Quatre-vingt-dix-sept pourcent ont disparu » (Dhan Singh Rana, entretien du 22 avril 2006).

Par voie de conséquence, la réduction drastique des troupeaux a entraîné avec elle la raréfaction des opportunités d'emploi et d'ascension sociale qui étaient autrefois possibles, et valorisées. Aujourd'hui, il est difficile de trouver une seule jeune personne dans les villages qui souhaite devenir berger. Le commerce de la laine, qui avait déjà été mis en difficulté après la fin du commerce avec le Tibet, où les Bhotias se fournissaient en animaux et en laine, a quasiment disparu des villages : « ce commerce n'existe plus, car nous n'avons plus assez de laine. Si quelqu'un ne peut faire que quatre tapis, à quoi bon perdre son temps ? » (Dhan Singh Rana, entretien du 15 juillet 2007). Enfin, la fin du pastoralisme a également eu des conséquences sur l'agriculture.

C. La fragilisation de l'agriculture

Si la création du parc a eu un impact immédiat et profond sur l'activité pastorale en la privant de sa base matérielle, elle n'a eu que des impacts indirects, mais substantiels, sur l'agriculture des Bhotias.

Dans le système agraire de la vallée Niti, l'agriculture et l'élevage (et les activités forestières) constituent deux activités complémentaires et intégrées. Le fumier des troupeaux de chèvres et de moutons, comme celui des quelques bovidés possédés par les villageois, servait directement à fertiliser les champs. Aussi, avec la disparition des chèvres et des moutons, les villageois se sont trouvés à court d'engrais, et ont dû abandonner une partie de leurs terres agricoles. « Le problème pour nous est de parvenir à garder nos champs fertiles, car certains sont assez loins et nous n'avons pas assez de fumier » (Nandan Singh Rawat, entretien du 26 avril 2006).

> Mes champs faisaient autrefois 82 *nālī*[342]. Je possédais plus de terres avant, à peu près 120 *nālī*. Le fumier de mes quatre bovidés n'est pas suffisant pour fertiliser tous mes champs. J'ai du abandonner ceux qui étaient les plus éloignés car ils sont devenus arides (Dhan Singh Rana, entretien du 22 avril 2006).

[342] Au Kumaon et au Garhwal, l'unité de mesure pour les champs est le *nālī*. 1 *nālī* équivaut à peu près à 200 m^2. 82 *nālī* font donc environ 1,64 hectare.

Les villageois de Lata ont dû en outre abandonner les champs qu'ils cultivaient sur les hauteurs de Dharansi, un endroit désormais pris dans la zone centrale. Les Bhotias y pratiquaient l'agriculture sur brûlis. Cette pratique s'est éteinte :

> Avant, pour fertiliser la terre, on utilisait seulement les excréments des animaux et on pratiquait l'agriculture sur brûlis (*jhūm*) au-dessus du village. On défrichait des parcelles de forêt puis on les brûlait. On semait ensuite le *phāphar*. Les cendres permettaient de fertiliser le sol. Aujourd'hui plus personne ne coupe la forêt (Raghubeer Singh Rana, Lata, 20 juillet 2006).

On peut noter au passage que cet abandon de terres s'accompagne d'un morcellement des parcelles, suite à la croissance démographique : « Avant, ici, il y avait moins de familles », raconte Dayal Singh Rana, du village de Paing, « Les champs étaient plus grands. Mais le nombre de familles a augmenté, et la taille des champs a diminué » (entretien du 11 mai 2006). On assiste aussi à l'abandon de terres suite à la migration des hommes qui vont travailler dans les plaines. Les quelques membres de la famille qui restent au village ne peuvent plus s'occuper de l'ensemble des champs, et ne gardent donc que les terres les plus faciles à cultiver. C'est en particulier le cas dans le village de Reni.

Le deuxième problème posé par la création du parc de Nanda Devi sur l'agriculture des Bhotias est un phénomène bien connu, car assez systématique dans les espaces protégés du monde entier. Avec la fermeture du parc, la faune du bassin se multiplie beaucoup plus rapidement et sort régulièrement des « frontières » (virtuelles) du parc à la recherche de nourriture, causant des dommages aux cultures et attaquant le bétail. « Maintenant qu'il n'y a plus personne dans le parc, les animaux sauvages attaquent le bétail, par exemple le léopard tue les chèvres et les moutons. Avant, les hommes criaient pour faire fuir les prédateurs » (Govind Singh Rana, Lata, 17 avril 2006). Ils possédaient aussi des armes à feu pour se défendre, qui sont désormais strictement interdites, ainsi que des chiens de berger, qui ont été vendus au même moment que leurs troupeaux de chèvres et de moutons.

Maikhuri *et al.* (2001) ont offert un rapport détaillé des dégâts causés aux cultures, qui touchent principalement les champs de sarrasin, de pomme de terre, et de blé. Les arbres fruitiers (pommiers et abricotiers) sont aussi la cible régulière de ces prédations, tout comme les ruches, qui se sont révélées être de véritables invitations pour les ours — qui attaquent aussi le bétail. A Lata, chaque foyer possédait 15 à 20 ruches. Il n'y en a plus une seule

aujourd'hui. Les chercheurs ont tenté de chiffrer les pertes financières induites par ces incursions d'animaux sauvages. La perte annuelle par foyer et par an a été évaluée à 1 285 roupies pour les dommages causés aux cultures agricoles, 1 195 roupies pour les dommages causés aux vergers, et 156 roupies pour les dommages causés aux ruches. Quant à la perte financière totale induite par les attaques sur le bétail, les villageois l'évaluaient sur la seule période 1991-1996 à 731 900 roupies ! (*ibid.*).

D. Le commerce des produits forestiers

Le dernier secteur économique touché par la création du parc est celui du commerce des plantes médicinales et aromatiques (*jhāṛī-būṭī*), et de produits forestiers comme les champignons. Il s'agit pour les villageois d'une activité assez secondaire par rapport au tourisme, à l'élevage ou à l'agriculture, mais qui permettait tout de même de contribuer à hauteur de 10 % du revenu moyen annuel des foyers (Nautiyal *et al.* 2001). Il faut cependant garder à l'esprit que la plupart des plantes médicinales ou aromatiques cueillies par les villageois sont destinées à un usage domestique, tout comme les légumes forestiers (*puyānū*, *cāndrā*).

Les plantes destinées à un usage commercial (13 espèces) sont principalement des espèces aromatiques comme les différents variétés de *pharan* (*Allium* spp.), le *kālāzīrā* (*Carum carvi*), et des plantes médicinales comme l'*ātīs* (*Aconitum heterophyllum*), l'*hāthāzārī* (*Dactylorhiza hathagirea*), le *chippī* (*Angelica glauca*), le *barmao* (*Megacarpaea polyandra*), le *māsī* (*Nordostachys grandiflora*), le *chorū* (*Pleurospermum angelicoides*), le *kut* (*Saussurea costus*), le *thuner* (*Taxus baccata*) et le *katukī* (*Picrorhiza kurrooa*). Ces plantes étaient vendues sur les marchés des plaines, dans les villes de Gopeshwar, Rudraprayag, Karnaprayag ou Srinagar, au même moment où les villageois vendaient une partie de leur récolte agricole, leurs produits artisanaux, etc. Parfois, ces plantes étaient aussi vendues à des intermédiaires qui venaient au moment de leur récolte (septembre-octobre). Certaines de ces plantes sont cultivées dans les champs et les jardins des Bhotias. C'est par exemple le cas du *pharan*, qui est une plante très consommée dans les villages. D'autres sont des plantes qui ne poussent que dans les prairies de haute altitude (au-dessus de 3 000 mètres), et qui sont donc extrêmement délicates à cultiver dans des villages, à une altitude de 2 000-

2 500 mètres. Ces dernières plantes sont celles qui se revendent le plus cher. C'est le cas de l'*Aconitum heterophyllum*, du *Nardostachys grandiflora*, du *Picrorrhiza kurrooa*, ou du *Taxus baccata*. Sureshi Devi, une femme Dalit du village de Lata réputée pour son savoir sur les plantes médicinales, indique qu'elle se rendait principalement dans la prairie de Dharansi pour trouver les plantes : « Il y a de très bonnes médecines à Dharansi, *katukī*, *hāthāzārī*, *chippī*… on ne les trouve pas en basse altitude » (Sureshi Devi, Lata, entretien du 7 juillet 2006).

Les villageois, qui avaient l'habitude de se rendre dans la zone centrale pour trouver les plantes, ont donc aujourd'hui beaucoup de mal à s'approvisionner : « Nous ne pouvons plus aller dans la zone centrale pour cueillir les *jhāṛī-būṭī*, et il n'y en a pas dans le *van pañcāyat* » (Sukri Devi Butola, Lata, 8 mai 2006). « Avant, c'était notre terre, mais elle aujourd'hui interdite d'accès. Avant le parc, on pouvait prendre ce dont on avait besoin. Il y avait beaucoup de *jhāṛī-būṭī*, beaucoup de légumes. Maintenant on ne peut plus y aller. Par example, il y a des *hāthāzārī*, mais le gouvernement ne nous permet pas d'y toucher » (Dayal Singh Rana, Paing, 11 mai 2006).

Photo 4. JEUNE FILLE DE LATA AVEC UN COLLIER DE *GUCCHĪ* SECHES (photo : Sarah Benabou)

Avec la cueillette de plantes médicinales, la récolte saisonnière de morilles (*Morchella esculenta*) représente une autre activité extrêmement lucrative pratiquée par tous les villageois, qui représente à elle seule 40 % du revenu généré par le commerce des produits forestiers (Nautiyal *et al.* 2001). Ces champignons, *gucchī* ou *gādju* en dialecte local, poussent dans les forêts situées au-dessus de 2 000 mètres. On en trouve beaucoup sous les

cèdres himalayens et les pins. Ils sont collectés pendant le mois d'avril, parfois jusqu'à début mai, selon la quantité de neige qui est tombée en hiver et le moment de la fonte des neiges. La récolte des champignons est une tâche ardue qui demande beaucoup de temps, car il faut être capable d'identifier le *gucchī* au milieu de centaines d'autres variétés sauvages. Les champignons sont séchés au village et sont vendus à des marchands locaux dans les petites villes de la région. Délicieux, ils ne sont cependant pas consommés par les villageois, car ils représentent une somme d'argent considérable : le kilo de *gucchī* séchés se vend autour de 3 000 roupies (un peu plus de 50 euros).

Aucune de ces activités n'a totalement cessé dans les villages, mais l'interdiction de pénétrer dans le sanctuaire, et à plus forte raison de cueillir ces précieuses plantes (dont la plupart sont protégées) et champignons, rend beaucoup plus difficile et fastidieux le travail de cueillette :

> Ce sont nos forêts et nos ressources, mais maintenant elles appartiennent aux agents de la Direction des forêts. On ne peut pas couper des arbres, car ils leur appartiennent. On ne peut pas cueillir de *jhāṛī-būṭī* non plus. Les plantes médicinales ont une valeur économique, mais les forestiers nous interdisent d'y aller. Il y a beaucoup d'*hāthāzārī* à Dharansi, mais on ne peut pas y aller. On ne peut pas cueillir les plantes. Si quelqu'un se fait attrapé, il sera puni. Mais si l'on pouvait cueillir les plantes, les villageois pourraient en tirer quelques bénéfices. Si nous n'avons pas le droit, comment pouvons-nous gagner notre vie ? (Dev Singh Rana, Paing, 11 mai 2006).

> Comment pouvons-nous faire ? Si les expéditions avaient perduré, on aurait gagné beaucoup d'argent… On ne peut même pas y aller pour prendre du *pharan* et du *kirāzārī*. La moitié de notre *van pañcāyat* est dans la zone centrale. On va dans la prairie de Sainikharak, mais là aussi c'est interdit (Govind Singh Rana, Paing, entretien du 11 mai 2006).

On peut ajouter aussi ici les difficultés que rencontrent les « intouchables » à accéder aux produits forestiers (bois et bambou) qui sont à la base de leur artisanat. Auparavant, ils pouvaient se servir gratuitement dans les forêts des autres villages. Mais il semble qu'avec le parc, les villages alentours sont devenus beaucoup plus frileux à la venue de personnes extérieures :

Nos frères harijan ont été les plus touchés par les conséquences de ces interdictions. Dans notre région, ces personnes ne possèdent pas de terres cultivées équivalentes aux nôtres. Ils possèdaient de nombreux savoir faire artisanaux qui leur assuraient leur subsistance. N'ayant plus accès aux matières premières qui soutiennent leur travail du bois et du bambou, ils n'ont plus de moyens de subsistance[343] (Gram Sabha Lata, 2001 : 31).

Il y a ce village, Murunda, près de Reni, où il y a une forêt de bambous (*riñgāl*). Les gens[344] me demandent maintenant de l'argent pour y prendre du bois et du bambou. Du coup, on fabrique beaucoup moins de paniers (*kaṇḍī*) aujourd'hui au village (Gumati Lohar, Lata, 10 mai 2006).

[343] « Pratibandh ka sarvādhik prabhāv hamāre harijan bhāīyon par paṛā. Hamāre ksetr meṃ in logon ke pās zamīn nā ke barābar haiṁ. Ye log anek prakār ke hast kauśal jānte the aur isī hast kauśal ke bal par apnā jīvanyāpan karte a rahe the. Inkī kāṣṭhakalā aur riñgāl udhyog ko jaṛ se khatm karke inheṃ berozgār banā diyā gayā ».
[344] C'est le *van pañcāyat* de Murunda qui réclame de l'argent.

7.2. Le délitement du tissu social et culturel

A. La désintégration du lien villageois

L'effondrement de l'économie locale, telle qu'elle avait été reconfigurée après la fin du commerce avec le Tibet, se mesure en termes matériels, quantifiables, relatifs au nombre de troupeaux vendus, aux pertes financières engendrées par les dégâts causés aux cultures et au bétail suite aux incursions d'animaux sauvages, à la disparition des revenus liés aux expéditions, au commerce de la laine, etc. A cet effondrement s'est cependant ajouté des pertes incommensurables, relatives au patrimoine « immatériel » des Bhotias.

Comme nous allons le voir, la destruction de l'économie locale implique pour les villageois, en particulier les hommes, de parcourir la région à la recherche de travail. Aussi, disent les Bhotias, le lien communautaire villageois se délite car les hommes sont de plus en plus rarement présents au village, en particulier pendant les grandes fêtes religieuses qui étaient un moment privilégié de réunion :

> [*Avant la création du parc*], les villageois avaient l'habitude d'aider à la préparation des activités sociales, comme les *melā*. C'était l'occasion pour tous les villageois de se rassembler et de s'asseoir ensemble, car autrement nous étions tous occupés à nos activités. Aujourd'hui la situation s'est inversée. Les *melā* sont célébrées, mais les hommes sont partis loin du village à la recherche de travail… Pendant les *melā*, les villageois pouvaient s'asseoir ensemble et chanter ensemble pendant un mois entier. On subvenait à nos besoins. Aujourd'hui nous n'avons pas d'argent, donc nous allons à droite et à gauche, nous sommes perdus… Les tensions sont croissantes quant à savoir si l'on va trouver du travail, quand et où. Les gens sont très inquiets (Dhan Singh Rana, Lata, 22 avril 2006).

Les hommes désertent aussi les réunions organisées par les institutions villageoises, comme l'explique le *grām-pradhān* :

> La fermeture de la zone a eu de nombreux effets. Nous n'avions plus de sources de revenus. Par exemple si l'on pouvait auparavant gagner jusqu'à 1 000 roupies par jour, ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'impact a été très violent car nous avions plusieurs sources de revenus [*qui ont été affectées*]. Nous avions suffisamment de grains et d'argent dans les maisons. Les gens avaient alors le temps de se

> rassembler et de participer aux réunions du village, de faire venir leur famille, de s'asseoir tous ensemble tranquillement. Ou bien quand il y avait une *melā*, les gens participaient pendant toute sa durée. Aujourd'hui la situation est telle que lorsqu'il y a une réunion du *pañcāyat*, certains disent: « Décidez ce que vous voulez, moi je dois quitter le village pour aller travailler ». Les gens sont très inquiets de savoir comment ils vont gagner leur vie. Cette situation a beaucoup affecté nos coutumes (Tej Singh Rawat, Lata, 4 mai 2006).

B. Les transformations des fêtes religieuses

Si les villageois ne sont plus très présents pendant les fêtes religieuses, ces dernières ont d'ailleurs subies de grandes transformations suite à la fermeture du parc. Nous savons que la zone centrale revêt une valeur religieuse très importante pour les Bhotias, qui la considèrent comme la terre des dieux (*devbhūmi*), un endroit où la déesse tutélaire de la région, Nanda, a élu domicile (voire chapitre 5.2.C.). La montagne Nanda Devi est l'objet d'une grande vénération, et, jusqu'à l'arrivée des premiers alpinistes, la fouler était considérée comme sacrilège :

> Pour nous, la montagne de Nanda Devi est simplement pour le *darśan*. Comme nous ne pouvions pas y aller, nous avons construit un palanquin (*ḍolī*) qui symbolise la déesse Nanda et auquel nous rendons hommage pendant les fêtes religieuses (Dhan Singh Rana, entretien du 22 avril 2006).

Si les Bhotias se sont pendant longtemps gardés d'approcher les hauts pics du bassin de Nanda Devi, les prairies alpines luxuriantes qui s'étalent à leurs pieds ont toujours été des lieux vécus, traversés, utilisés. Certains de ces lieux — qui sont devenus inaccessibles avec la création du parc — avaient aussi une fonction rituelle importante pour les habitants de Lata. Lors de la grande fête de Nanda Ashtami, qui a lieu en août, tous les villageois de la région offrent à la déesse les fleurs *brahmkamal* (*Saussurea obvallata*). Dans le village de Lata, cette pratique s'inscrit dans le cadre d'un rite particulier. Les villageois se rendaient d'abord dans la prairie de Dubrigathi (ou Dibrugheta), à quelques 12 km de Latikharak, c'est-à-dire au cœur de la zone centrale. Dans ce lieu, dont le nom signifie littéralement « la vallée de Dubri », ils offraient une *pūjā* à la déesse Dubri, considérée comme la petite sœur de la déesse Nanda. Ensuite, une *pūjā* était offerte aux épées du dieu Latu, qui étaient placées à Donidhar, près de la prairie de Dharansi. Ce n'est qu'après avoir effectué ces rites que les villageois allaient

cueillir les fleurs de *brahmkamal* dans les prairies de Latikharak ou Dharansi pour la célébration de Nanda Ashtami.

Après une révolte des villageois en 1998 pour regagner leurs droits sur la zone centrale, intitulée *jhapṭo-chīno* (« baisse-toi et ramasse », voir chapitre 8.2.), les Bhotias de Lata ont finalement obtenu l'autorisation de se rendre dans la prairie de Dharansi pour cueillir (uniquement) les *brahmkamal* traditionnellement utilisées lors de la fête de Nanda Ashtami. La levée de cette interdiction étant intervenue près de quinze ans après la fermeture de la zone, les villageois de Lata s'étaient cependant déjà adaptés en « sédentarisant » Nanda Ashtami au village. Un autel en pierre a été construit pour Dubri sur les hauteurs du village, et la fête est désormais célébrée dans le temple de Nanda Devi, au cœur du village d'été :

> Aujourd'hui, nous prions Dubri dans un petit temple en pierre qui se trouve sur le chemin de Latikharak, près de l'école. C'est la maison de Dubri. Nous lui rendons un culte lors de Nanda Ashtami. Nous allons chercher des *brahmkamal* à Dharansi. Tu sais, juste au-dessus de Latikharak il y a un endroit, où il y a de l'eau. On commence la journée à jeun, nous allons pieds nus jusqu'à Latikharak, puis nous nous baignons là-bas, là où il y a l'eau. Après le bain, nous revêtons un dhoti blanc. On décore nos paniers et nous allons là où est Dubri. Juste au-dessus, il y a un pêcher, c'est là où nous déposons nos paniers. Ensuite nous rentrons dans nos maisons. On tire le lait des vaches, on le fait bouillir. C'est ce qu'on fait aujourd'hui. On prend un bain et les enfants partent avec les offrandes (du lait, du miel, du ghee, des fruits), ils sont accompagnés par des musiciens. Beaucoup de personnes viennent. Ils vont là où est la pierre, ils l'enduisent de ghee, et offrent les fruits. Ensuite ils vont directement au temple et y laissent leurs paniers. Il y a une grande épée, les enfants l'enduisent de ghee. Le temple est décoré avec les fleurs (Sukri Devi Butola, Lata, 8 mai 2006).

Le rite de Nanda Ashtami tel qu'il était pratiqué avant la fermeture de la zone avait une importance particulière car il sonnait en quelque sorte « l'ouverture » du pâturages aux activités de cueillette. Dans le système villageois de régulation de l'accès aux plantes du bassin de Nanda Devi, ce n'est en effet qu'*après* la fête de Nanda Ashtami que les habitants de Lata, principalement les femmes, étaient autorisés à se rendre dans les *bugyāl* pour cueillir les diverses *jhāṛī-būṭī* et autres légumes forestiers :

> Nous avons une déesse nommée Dubri là-bas. Nous nous y rendions pour faire des *pūjā.* Nous ne touchions à aucune herbe ou fleur avant la fête de Nanda Ashtami.

> C'était notre rituel, notre tradition. Après Nanda Ashtami, nous pouvions prendre du *takkar*. Il fallait d'abord offrir des *brahmkamal* à la déesse, et ensuite on pouvait faire la cueillette (Dhan Singh Rana, Lata, 22 avril 2006).

La fermeture de la zone a donc sonné la fin de ce système de régulation, la raréfaction de l'utilisation des *jhāṛī-būṭī* et des légumes forestiers dans les villages, et l'effondrement des savoirs et savoir-faire relatifs aux plantes médicinales.

C. Les menaces sur le savoir et les savoir-faire médicinaux

Les Bhotias ont la réputation d'être capable de traiter de nombreux problèmes de santé en utilisant les seules plantes qui poussent dans les hauteurs de leurs villages. Dans une étude sur les plantes médicinales de la région, Nautiyal *et al.* (2001) observent que la population locale de la NDBR utilise les propriétés médicinales de plus de 100 espèces de plantes, qui leur permettent de traiter des maux aussi divers que les blessures, les furoncles, les douleurs musculaires et les rhumatismes, les maux de têtes, les désordres gastriques et hépatiques, les toux et rhumes, les problèmes oculaires, les problèmes urinaires et les infections de la peau. Jusqu'à la création du parc, chaque maisonnée gardait précieusement, pour un usage exclusivement familial, 16 espèces de plantes : *Aconitum heterophyllum*, *Allium humile*, *Allium stracheyi*, *Angelica glauca*, *Betula utilis*, *Carum carvi*, *Cedrus deodara*, *Dactylorrhiza hatagirea*, *Juniperus indica*, *Megacarpaea polyandra*, *Nardostachys grandiflora*, *Picrorrhiza kurrooa*, *Pleurospermum angelicoides*, *Rheum australe*, *Saussurea costus* et *Taxus baccata*.

Les villageois de Lata, Reni, Paing et Tolma allaient cueillir les plantes (auxquelles il faut ajouter les légumes forestiers qui font partie du régime alimentaire des Bhotias) dans ce qui est maintenant la zone centrale de la réserve. La collecte des plantes suivait une approche systématique. Les cueilleurs se rendent dans les prairies en groupe, après la célébration de Nanda Ashtami en août, comme nous venons de le voir. La plupart du temps, ce sont les femmes qui se chargeaient de la cueillette, restant deux ou trois jours dans la zone centrale. Toutefois, si chaque habitant a une idée plus ou moins précise de ce à quoi sert telle ou telle plante, le savoir et le savoir-faire médicinal ne sont détenus que par quelques personnes, qui jouissent d'une grande reconnaissance au sein de la communauté villageoise : les *vaidya*. Certains sont des spécialistes, par exemple Gunchi Devi de Lata, aujourd'hui très âgée (près

de 90 ans), qui est considérée comme la seule personne du village capable de traiter le *ghāmjvar*, une fièvre causée par une exposition excessive aux rayons du soleil au début de l'été. Sureshi Devi, une femme Dalit, est la guérisseuse « de référence » à Lata, attirant des patients venant de toute la vallée, notamment pour ses compétences de sage-femme. Ce savoir se transmettait de génération en génération :

> Ma mère travaille avec les *jhāṛī-būṭī*, comme le faisait ma grand-mère. C'est ma grand-mère qui a appris à ma mère. Avec la fermeture du parc national, il est devenu interdit de cueillir les *jhāṛī-būṭī*, la Direction des forêts nous empêche d'y aller (Jagdesh Lohar, fils de Sureshi Devi, Lata, 4 juin 2006)

Suite à l'interdiction de cueillir ces plantes, désormais recensées comme menacées, dans les *bugyāl* de la zone centrale, les habitants de Lata sont unanimes pour déplorer l'effondrement du savoir médicinal (et des autres activités qui s'y déroulaient) :

> Tous les anciens connaissent les *jhāṛī-būṭī*. Ils savent que telle plante est pour tel remède, telle plante est pour tel autre… parce qu'ils vivaient dans la forêt. Ils ne savaient pas ce que c'était qu'un hôpital. Ils ne connaissaient que la médecine avec les *jhāṛī-būṭī*. Cette tradition est perdue maintenant. Quand on allait à Dharansi, on amenait nos vaches et nos troupeaux de chèvres et de moutons, et on travaillait dans nos champs aussi. On cultivait du *phāphar* là haut. On faisait de la farine de *phāphar* et on la mangeait. On vivait dans la forêt. Maintenant nous n'avons plus accès aux *jhāṛī-būṭī* et la tradition de faire pousser du *phāphar* a également disparu. Pour nous, cet endroit, c'était notre *devbhūmi* (Sukri Devi Butola, Lata, 8 mai 2006).
>
> Maintenant qu'il n'y a plus d'accès aux *jhāṛī-būṭī*, les connaissances disparaissent. La jeune génération ne peut pas observer comment les mixtures sont préparées. Ceux qui détiennent le savoir, ils ne peuvent pas pratiquer, alors comment la jeune génération pourra apprendre ? (Nandan Singh Rawat, Lata, 26 avril 2006).
>
> Il y a moins de *jhāṛī-būṭī* au village, et donc moins de savoirs concernant les *jhāṛī-būṭī*. La jeune génération ne sait rien sur les *jhāṛī-būṭī*. Les savoirs traditionnels disparaissent. Quand il n'y a plus de laine, comment pourrait-il y avoir un savoir sur la laine ? Quand il n'y a plus de *jhāṛī-būṭī*, comment pourrait-il y avoir un savoir médicinal ? Aujourd'hui, nous sommes dépendants du marché (Dhan Singh Rana, Lata, 22 avril 2006).

La santé (et son prix) figure au centre des préoccupations des Bhotias. N'ayant plus qu'un accès extrêmement limité à leurs plantes médicinales traditionnelles, les médecins, les médicaments allopathiques et l'hôpital de Joshimath sont devenus incontournables :

> Aujourd'hui, de plus en plus de personnes vont à l'hôpital, et la connaissance des *jhāṛī-būṭī* disparaît. […] Si nous ne pouvons plus aller dans la forêt, où allons nous trouver ces plantes ? Il s'agit de remèdes ayurvédiques, mais maintenant c'est terminé. Maintenant les gens prennent des médicaments étrangers. Si on ne peut pas aller en forêt, comment pouvons nous préparer nos propres médicaments ? (Govind Singh Rana, Lata, 2 juillet 2006).

> Avant, on préparait des remèdes à partir de toutes les *jhāṛī-būṭī*. Avant, il y avait des *vaidya*. Aujourd'hui, ce sont des docteurs. Avec les *jhāṛī-būṭī*, on pouvait soigner nos maladies. Mais où trouver des *jhāṛī-būṭī* aujourd'hui ? Il y avait tous les remèdes dans notre forêt. Quelque soit les médicaments qui sont utilisés dans les plaines, ils sont tous fabriqués grâce aux *jhāṛī-būṭī* d'ici (Arender Singh Rawat, Lata, 10 mai 2006).

> A mon époque, quand j'avais encore mes beaux-parents, ma belle-mère était docteure (*vaidya*) et soignait tous ceux qui étaient malades. Le parc était son grenier, on y trouvait toutes les plantes dont on avait besoin : *ātīs*, *hāthāzārī*, *chorū*, *chippī*, *dolū*… Mais les connaissances de ma belle-mère, je ne les ai pas. Elle savait comment soigner les maladies. Maintenant, quand quelqu'un a de la fièvre, s'il a de l'argent, il ira à Joshimath. Et ceux qui n'en ont pas, ils vont où ? La course de taxi coûte 50 roupies, comment peut-on acheter des médicaments ? (Saraswati Devi Rawat, Lata, 27 avril 2006).

A ma question « que faites-vous quand vous êtes malade ? », une femme de Lata me répond tout de go : « On nous fait des piqures (*suī*), quoi d'autre ? On va à Joshimath » (Jauri Devi Rana, Lata, 26 avril 2006). Ce qui signifie donc, comme le souligne Sarawati Devi Rawat, payer le prix du trajet aller-retour à Joshimath en jeep collective, et le médecin…

> Pour aller à Joshimath, une personne paye 25 roupies à l'aller, et 25 roupies au retour. C'est le prix de la course. S'il y a deux personnes, ca fait déjà 100 roupies. Et en fonction du type de maladie, on doit payer 200, 250, 300 roupies… (Mangshiri Devi Rana, Lata, 27 avril 2006).

> Nous faisons face à de nombreux problèmes aujourd'hui. En particulier quand nous tombons malades, nous sommes très inquiets. On doit d'abord voir si on a de l'argent, et ensuite seulement on va à l'hôpital. Mais l'hôpital n'est pas à côté d'ici, il faut aller à Joshimath, et parfois à Gopeshwar, Karnaprayag, Dehradun ou Chandigarh. Un jour mon fils est tombé d'un taxi, et on a du l'emmener à Chandigarh (Jai Lal, Lata, 4 juin 2006).

Un villageois de Lata résume ainsi parfaitement la situation :

> Nous n'avons plus accès à nos plantes médicinales maintenant que les *bugyāl* font partie de la zone centrale du parc. Depuis 1998, on peut simplement prendre un peu de légumes, comme le *pharan*. Avant, on en consommait beaucoup plus. On pouvait manger des fruits là-bas de temps en temps. On y allait surtout pour cueillir nos plantes médicinales, en particulier pour soigner les femmes. Il y avait plus de personnes dans le village, et donc plus de personnes pouvaient aller chercher les *jhāṛī-būṭī*, par exemple pour les maux d'estomac. Si quelqu'un était malade, et qu'un d'autre avait la bonne plante, il lui donnait ; c'était comme ça. On ne demandait pas d'argent pour les plantes, on les donnait. Maintenant qu'il n'y a plus d'accès aux *jhāṛī-būṭī*, les connaissances disparaissent. La jeune génération ne peut pas observer comment les mixtures sont préparées. Ceux qui détiennent le savoir, ils ne peuvent pas pratiquer, alors comment la jeune génération pourra apprendre ? Aujourd'hui les gens vont à l'hôpital de Joshimath, mais pour cela ils ont besoin d'argent. Nous devons acheter tous les médicaments, que ce soit pour des maux d'estomac, des problèmes dentaires, des migraines… (Nandan Singh Rawat, Lata, 26 avril 2006)

7.3. Une dépendance accrue au marché

A. « Nous devons tout acheter au marché, tout ! » (Dayal Singh Rana, Paing, 11 mai 2006)

> Auparavant, nous avions juste besoin de nous remplir l'estomac et de couvrir notre corps. Nous n'avions pas vraiment besoin d'argent. Il n'y avait pas de voiture, pas de télévision, pas d'huile à acheter, pas d'électricité. Nous n'avions pas besoin d'huile pour nous éclairer, on utilisait de la graisse animale. Tout ce dont nous avions besoin était un peu de sel et des légumes pour nous nourrir. Mais aujourd'hui nous avons besoin d'argent. Si nous allons à Tapovan, il faudra payer le chauffeur. Si nous allons au marché chercher de la nourriture, il nous faut de l'argent. Aujourd'hui, on ne peut pas vivre sans. Heureusement, mes fils m'envoient un peu d'argent (Batti Devi Rana, Reni, 3 juillet 2006).

Les villageois rappellent en effet souvent que jusqu'à la création du parc, leur environnement immédiat leur permettait de subvenir à l'essentiel de leurs besoins :

> Avant, on allait très rarement au marché. Il n'existait pas pour nous, seulement depuis quelques années. Avant, on achetait rien. Parce qu'on avait l'habitude de tout faire à la maison, comme l'huile avec les noyaux d'abricots. On n'avait pas de riz avant. Nous n'avions rien à faire dans un marché (Sita Devi Rana, Paing, 11 mai 2006).

> Avant, on faisait du thé avec le *thuner* et le *silphori*. On allait très rarement au marché. On buvait ce thé salé donc on achetait très peu de sucre […] On fabriquait chez nous de l'huile qui nous permettait de couvrir nos besoins pendant 2-3 mois, grâce à nos abricotiers. On en tirait 2-3 kg d'huile. Bien sûr, ce n'était pas suffisant pour toute l'année. Aujourd'hui, une famille a besoin de 2-3 bidons d'huile. Ceux qui ont de l'argent les achètent, tandis que les autres n'en achètent qu'un bidon. Et quand on ne peut pas se payer de l'huile, et bien on cuisine sans (Lakshman Singh Rana, Lata, 5 juin 2006).

Il y a évidemment beaucoup de nostalgie et de romantisme dans les descriptions idylliques d'une autosuffisance parfaite avant la création du parc — l'argent des expéditions servait bien à quelque chose. Mais il n'en reste pas moins que les villageois pouvaient effectivement satisfaire une très grande partie de leurs besoins grâce aux ressources naturelles qui les entourent. Aujourd'hui, les limitations d'accès font que ces derniers sont contraints de se tourner massivement vers des produits alimentaires de substitution (principalement de l'huile, du riz, du sucre, du thé, de la farine, des lentilles) disponibles dans les marchés de Joshimath. La laine avec laquelle ils fabriquaient leurs vêtements, tapis, couvertures est aussi désormais largement achetée :

> Notre vie a changé. On ne peut plus prendre de *jhāṛī-būṭī.* Les vêtements que nous portons viennent du marché, comme la laine que nous utilisons pour fabriquer les *paṅkhī.* Avant on utilisait notre propre laine. Pour la nourriture, en particulier les légumes, nous n'avons plus accès aux légumes forestiers. Il faut acheter les légumes au marché. Parce que nous n'avons plus de chèvres et de moutons, le commerce de la laine est en train de dépérir… et nous n'avons plus suffisamment d'engrais, donc nos terres agricoles deviennent stériles. Pour les fertiliser, il faut acheter de l'engrais au marché… (Nandan Singh Rawat, Lata, 26 avril 2006).

> Tout a changé concernant nos traditions. Tout a mal tourné pour nous. Aujourd'hui, on est obligé de tout acheter au marché : la farine, le riz, le thé… (Bal Singh Butola, Lata, 9 mai 2006).

> Avant, 1 000 roupies me suffisaient pour acheter tout ce dont j'avais besoin pendant l'hiver. Aujourd'hui, je peux dépenser cette somme en une journée de courses à Joshimath (Raghubeer Singh Rana, Lata, 20 juillet 2006).

Il faut ajouter à ce problème de dépendance vis-à-vis du marché le fait que les villageois résident dans une zone assez reculée. Les marchandises coûtent plus cher que dans les plaines, car les coûts de transport pour l'acheminement des produits alimentaires sont répercutés sur les prix :

> Dans les plaines, le gouvernement achète du blé à 10 roupies le kilo. Mais pour l'amener ici, depuis Dehradun ou Rishikesh jusqu'ici, le transport coûte 80 roupies par quintal, ce qui fait que le blé revient à 11 roupies le kilo. Et puis il y a tous les intermédiaires qui prennent des bénéfices. Donc ça nous revient à quelque chose comme 12 roupies le kilo. Les gens achètent et mangent du blé, que peuvent-ils

> faire d'autre ? Ils n'en mangeront qu'une fois par jour, pas deux. Il faut bien manger. Comment survivre sinon ? (Dayal Singh Rana, Paing, 11 mai 2006).

Les Bhotias ont donc un besoin beaucoup plus important de liquidités qu'auparavant. Tandis que les femmes continuent à assurer l'essentiel des tâches quotidiennes, les hommes se tournent vers ce qu'ils peuvent : principalement en vendant leurs maigres récoltes, en trouvant du travail journalier, ou, pour les plus chanceux, en décrochant un poste dans la fonction publique.

B. Le développement d'une agriculture de rente

L'agriculture, qui ne fut pendant longtemps qu'une activité subsidiaire des Bhotias, subordonnée au commerce avec le Tibet ou au tourisme, constitue aujourd'hui leur principale activité économique. S'il s'agit du seul secteur de leur ancienne économie qui a été relativement épargné par la création du parc, sa propulsion comme unique activité stable et génératrice de revenus a engendré des transformations profondes de la production agricole. Pour que cette activité devienne économiquement profitable, les Bhotias ont en effet progressivement délaissé leurs anciennes cultures « traditionnelles » et vivrières (*phāphar*, *cīnā*, *jhañgorā*, *manduā*, *uvā*, etc.) pour se focaliser sur le triptyque *ālū* / *rājmā* / *caulāī* (pommes de terre, haricots et amarante), des cultures de rente qui sont les seules à même de générer des liquidités devenues indispensables pour obtenir tous les produits du quotidien :

> Nous sommes de plus en plus dépendant du marché. Aujourd'hui deux phénomènes coexistent : nous produisons moins dans les villages, et les cultures que nous produisons sont uniquement destinées au marché, comme le *rājmā* ou les pommes de terre. Le *caulāī* a remplacé la culture traditionnelle de *cīnā*. La production de cultures de rente s'intensifie. Les gens se tournent vers ces cultures car elles se vendent bien. Parce que les gens doivent acheter tous les produits du quotidien au marché, des cultures dépérissent, comme le *cīnā*, l'*uvā*, le *jhañgorā* et le *manduā*, qui sont aujourd'hui très rares (Dhan Singh Rana, Lata, 22 avril 2006).

> Nous produisons essentiellement des cultures destinées à la vente : *ālū* - *rājmā* – *caulāī*. Car nous devons tout acheter au marché, comme le riz, l'huile ou les médicaments. Et pour aller au marché ou à l'hôpital, il faut payer la course… il faut de l'argent pour ça aussi (Dhan Singh Rana, Lata, 22 avril 2006).

> Je cultive principalement des pommes de terre, des haricots rouges, de l'amarante, et un peu de blé et de *phāphar*. Je ne cultive presque plus de sarrasin (*ogal*) car il est mangé par les ours. Je ne cultive plus de millet (*cīnā*) non plus, d'ailleurs plus personne ne garde les semences. Mais avant, on en avait beaucoup. Aujourd'hui, on cultive moins de *phāphar* et de *cīnā*. Avant on en produisait énormément, par quintaux. Il y a eu des années où je récoltais 20 quintaux de *phāphar* ! On mangeait beaucoup de *phāphar* avant, on n'avait pas de riz à l'époque car la route était mauvaise. Donc on restait au village jour et nuit. Ma mère se levait à quatre heures du matin et elle broyait les grains à la main. Aujourd'hui plus personne ne fait ça. Maintenant, on porte nos sacs de grains sur le dos, et on les emmène au moulin à farine. On produit surtout des pommes de terre, des haricots rouges et de l'amarante, parce qu'on les vend sur le marché. On avait du blé aussi, comme aujourd'hui. Mais à cette époque, il y avait une maladie qui ravageait le blé, les graines devenaient noires, et les *capātī* aussi. On mangeait ces *kālī rotī* (« pains noirs »). On ne savait pas que c'était une maladie, mais maintenant c'est terminé, on a un traitement contre cette maladie (Raghubeer Singh Rana, Lata, 20 juillet 2006).

Les trois principales cultures de rente sont donc, par ordre d'importance financière, le *rājmā* (vendu de 25 à 35 roupies le kilo), le *caulāī* (12 à 16 roupies le kg) et les pommes de terre (1 à 5 roupies le kg). Chaque famille garde systématiquement et en priorité une partie de sa production pour sa consommation personnelle — à l'exception du *caulāī*, qui est destiné exclusivement à la vente — tandis que le reste, quand il existe, est vendu. Certaines familles font cependant le choix de garder une certaine diversité dans les plantes qu'elles cultivent : « Raghubeer vend 20 à 25 quintaux de pommes de terre. Moi j'en vends 4 à 5 quintaux. J'ai des champs, mais je préfère varier ma production. Chaque famille a son propre système, ça dépend des intérêts des uns et des autres » (Dhan Singh Rana, 15 juillet 2006). Si les « intérêts » divergent, la superficie des terres agricoles possédées est évidemment aussi un facteur déterminant la production. Un certain nombre de villageois ne possèdent pas suffisamment de champs pour pouvoir en vivre. Lakshman Singh Rana, par exemple, n'a plus que 25 *nālī* de terres arables, le reste de ces champs étant devenus aride à cause du manque d'eau. Sa production est donc très maigre : « Je vends du *caulāī*. Mais qu'est-ce que peut me rapporter un quintal de *caulāī* ? Je travaille comme ouvrier journalier, je casse des pierres, c'est comme ça que je me sustente » (Lata, 5 juin 2006). Dans le petit village de Paing, la taille des champs est aussi en moyenne très réduite (autour de 20 *nālī*), ce qui permet tout

juste de nourrir les familles. C'est le cas aussi des « intouchables » de Lata, dont les surfaces cultivées (de l'ordre de 30 *nālī*) leur permettent tout juste de nourrir leurs familles : « Seul mon fils travaille, et il a toute la famille à nourrir. Tout ce que nous avons dans nos champs, c'est pour notre propre consommation » (Gumti Lohar, Lata, 10 mai 2006). « Nous ne vendons rien au marché car nos champs sont à peine suffisants pour nos familles » (Jai Lal, Lata, 4 juin 2006).

Les plus vieux du village, qui ne sont pas en mesure de travailler comme ouvriers journaliers, ne dépendent que de l'agriculture — quand ils le peuvent, certains sont trop fatigués. Et ce n'est qu'un revenu par an. Bal Singh Butola, qui travaillait auparavant dans les expéditions et avait son troupeau de chèvres et de moutons (ils vendaient quelques bêtes, de la laine, des châles, etc.), n'a plus que l'agriculture : « Je suis vieux maintenant, comment pourrais-je travailler comme ouvrier journalier ? Je produis un petit peu de *ālū* - *rājmā* - *caulāī*, mais c'est une fois dans l'année » (Bal Singh Butola, Lata, 9 mai 2006). Sans compter le problème des intermédiaires qui les exploitent : « On vend nos pommes de terre entre 1 et 5 roupies le kilo, ca dépend des prix du marché, qui ne sont pas fixes. Et les intermédiaires nous exploitent autant qu'ils peuvent » (Dhan Singh Rana, 15 juillet 2006).

D'autre part, il faut rappeler que les conditions ne sont pas idéales : la productivité des champs, qui ne sont pas irrigués, dépend de la météorologie…

> J'ai planté des pommiers, mais comme on n'a pas eu de pluie, ils ont tous péris ! (Bal Singh Butola, Lata, 9 mai 2006).

> Ici, dans les montagnes, les pentes sont très raides et ne sont pas irriguées. Si on mettait en place un système d'irrigation, le sol serait emporté. Donc on dépend des pluies. S'il n'y a pas de pluie, on n'aura même pas d'herbe (Arender Singh Rawat, Lata, 10 mai 2006).

> Nos rendements agricoles dépendent de la météo. Par exemple, cette année, nous n'avons pas eu de neige en hiver, donc nous n'avons pas eu de blé. Quand le temps est clément, on peut tirer 3 ou 4 quintaux par *nālī*. Mais si la météo est mauvaise pour nous, il n'y a aucun moyen de récupérer nos semences. Ca dépend de la météo, et de l'usage d'engrais (Dhan Singh Rana, 15 juillet 2006).

Les cultures de rente vont en effet de pair avec l'utilisation d'engrais chimiques (*rāsāyanik khād*), qui restent cependant peu utilisés car les villageois les considèrent néfastes. Ils préfèrent utiliser des engrais organiques comme la bouse de vache (*gobar kī khād*) :

> Le gouvernement nous a fourni des engrais chimiques, qui ont pollué la terre. Les gens ont arrêté de les utiliser. Tout ce qu'ils cultivent, ils le cultivent avec de la bouse de vache (Dhan Singh Rana, 22 avril 2006).

> J'utilise un peu d'urée, mais surtout de la bouse de vache. Et aussi un peu de DAP[345] pour les pommes de terre (Raghubeer Singh Rana, Lata, 20 juillet 2006).

L'appauvrissement de l'agrobiodiversité, associée à la perte d'accès aux légumes forestiers, est vécu comme un facteur de fragilisation de la santé des villageois, qui ont le sentiment d'être physiquement beaucoup plus « faibles » (*kamzor*) :

> Les gens deviennent de plus en plus faibles. Avant nous avions nos propres cultures, fertilisées par l'eau et le fumier, des cultures pures. Si nous n'avions pas à manger pendant deux jours, les hommes étaient quand même capables de travailler. Mais aujourd'hui, si un homme n'a rien à manger pendant deux heures, il va s'allonger, car il est faible (Dhan Singh Rana, Lata, 22 avril 2006).

> Avant les gens allaient dans la forêt pour cueillir du *pharan*, *katukī*, *hāthāzārī*. Maintenant le parc est fermé et on n'a plus accès à rien. Il y avait aussi le *cāndrā*, le *puyānu*… Nous sommes devenus faibles (Kauni Devi Butola, Lata, 3 juin 2006).

> En dépit de ressources comme les hôpitaux et les docteurs, il y a de plus en plus de maladies, de gens qui tombent malades — parce qu'ils sont devenus faibles (Dhan Singh Rana, Lata, 22 avril 2006).

Nous pouvons cependant ajouter ici que si les Bhotias n'ont quasiment plus accès à leurs plantes médicinales ou aux légumes forestiers pour leurs propres besoins, la découverte d'une nouvelle plante destinée au marché chinois dans les prairies alpines de la région a été accueillie comme un vrai soulagement pour l'économie locale. Cette plante médicinale, que les Bhotias appelle le *kirāzārī*, est devenue l'objet de toutes les convoitises à Nanda Devi (photo 5). Il s'agit en réalité d'un champignon, le *cordyceps sinensis*, utilisé en médecine chinoise depuis plus de mille ans. Appelé aussi « fungus à chenille », ce champignon parasite

[345] Phosphate diammonique.

attaque les larves de chenille. Quand la chenille est infecté par ce champignon, se dernier s'installe dans la cavité de son corps et détruit son hôte. Le champignon émerge de la tête de la chenille. On le trouve dans les alpages de haute montagne, à plus de 3500 mètres d'altitude, en Chine, au Tibet, au Népal et en Inde. Sa rareté en a fait une médecine très coûteuse. Sur le plan thérapeutique, le *cordyceps* se situe dans la même lignée que le ginseng : c'est en premier lieu une plante adaptogène, qui permet de mieux résister au stress et à la fatigue. Stimulant général des fonctions physiques et intellectuelles, il fait partie de la catégorie « aphrodisiaque ». Ce champignon, découvert il y a peu dans la région de Nanda Devi, est récolté dans l'alpage de Latikharak et dans d'autres *bugyāl* accessibles. Très fragile, il apparaît après la fonte des neiges et se dégrade en une semaine s'il n'est pas cueilli. Il est vendu extrêmement cher. Mais, comme le note un villageois, « c'est une activité qui n'est pas fixe, et très aléatoire » (Puran Singh Rana, Lata, 7 juin 2006).

Photo 5. LE *KIRAZARI* (*CORDYCEPS SINENSIS*) (photo : S. Benabou)

C. La prolétarisation des Bhotias

Outre l'agriculture et la vente plus aléatoire de produits de la cueillette, des activités qui ne durent que six mois, la deuxième « option » qui s'offre aux villageois est de trouver du travail salarié (*mazdūrī*) à l'extérieur du village. Une option qui se résume bien souvent, comme l'indique l'expression villageoise, à « casser des pierres » (*patthar toṛnā*). Poussés par la nécessité, de très nombreux hommes Bhotias viennent rejoindre le contingent des pauvres,

souvent venus des États les plus miséreux du pays comme le Bihar, qui travaillent à construire les routes.

Cette situation est vécue très difficilement par les villageois. La plupart, comme Bhagtavar Singh Rana, gagnaient auparavant leur vie grâce à leurs troupeaux de chèvres et de moutons, en vendant de la laine, en participant à des expéditions. Aujourd'hui, tous en sont réduits aux maigres revenus de l'agriculture et au travail salarié. Les exemples sont très nombreux, nous n'en citerons que quelques uns :

> Comment je gagne ma vie ? Si je casse des pierres, alors je gagne un peu d'argent. Si je n'en casse pas, rien du tout. Il n'y a que le travail salarié. Je vends aussi un peu de pommes de terre, de haricots et d'amarante, et quelques pommes (Bhagtavar Singh Rana, Lata 27 avril 2006).

> Comment pouvons-nous gagner de l'argent ? S'il y a du travail, tant mieux, sinon… Moi, je travaille comme ouvrier et je vends des pommes de terre, des haricots et de l'amarante. Avant, j'étais guide, je possédais un troupeau de chèvres et de moutons et je vendais de la laine (Govind Singh Rana, Paing, 11 mai 2006).

> Mon fils gagne 120 roupies par jour pour casser des pierres. Il travaille aussi comme *coolie* (Jauri Devi Rana, Lata, 26 avril 2006).

> Mes fils et mes belles-filles sont partis travailler : ils construisent les routes, ils portent des pierres. Le reste, on le gagne grâce à l'agriculture, au *caulāī* (Rupsa Devi Rana, Reni, 3 juillet 2006).

> Notre vie est dure. Avant, on gagnait beaucoup d'argent grâce aux touristes. Aujourd'hui, nos enfants doivent casser des pierres toute la journée et ils reviennent à 8 heures du soir. 100 roupies par jour et quoi ? On doit le faire, car si nous n'avons pas d'argent, qu'allons-nous manger ? Comment éduquer et nourrir nos enfants ? C'est tout. C'est comme ça (Mangshiri Devi Rana, Lata, 27 avril 2006).

> Si je casse des pierres je peux soutenir ma famille. Sinon, on meurt (Arender Singh Rawat, Lata, 10 mai 2006).

> Je construis des maisons, des routes… Je travaille un peu au village, mais surtout à l'extérieur, à Joshimath, et beaucoup plus loin (Dayal Singh Rana, Paing, 11 mai 2006)

Il faut souligner que même si ce type de travail demande peu de qualifications, il est difficile à trouver, et se caractérise par une grande précarité et la nécessité de quitter le village…

> Les maris qui cassent des pierres peuvent nourrir leur famille, mais celui qui ne peut pas, il va jouer de la flûte ? Aujourd'hui nous avons de quoi manger. Mais qu'allons-nous manger demain ou après-demain ? Aujourd'hui nous pouvons gagner 100 roupies et acheter de la nourriture. Ceux qui ont de l'argent peuvent aller au marché, mais ce qui n'en ont pas, que peuvent-ils faire ? (Mangshiri Devi Rana, Lata, 27 avril 2006).

… et pousse à des choix difficiles :

> Pour éduquer les enfants, organiser un mariage, acheter de la nourriture… d'où va venir l'argent ? Pour gagner de l'argent, il faut travailler et souvent quitter le village. Il y a deux situations : soit une famille a du *caulāī*, et l'homme s'occupe de ce commerce tandis que la femme s'occupe des besoins du foyers. Mais si la famille n'a pas suffisamment de champs, alors l'homme doit partir. S'il y a deux personnes, qu'il n'y a pas de *caulāī*, l'homme doit quitter le village pour gagner de l'argent pendant que sa femme s'occupe des travaux quotidiens et des enfants. Et qui va s'occuper du bétail ? C'est pour ça que nous vendons nos animaux, ou nous les donnons (Dhan Singh Rana, Lata, 22 avril 2006).

Pour pallier (relativement) cette précarité, un programme gouvernemental de développement rural, le *Jawahar Rozgar Yojna*, leur permet d'obtenir quelques journées de travail :

> Le *Jawahar Rozgar Yojna* est un programme gouvernemental : quand il y a une maison ou un mur à construire, on travaille comme maçon et on gagne un peu d'argent. Quoi d'autre ? (Dhan Singh Rana, Lata, 3 juillet 2006)

> Qu'est-ce que je gagne ? Je travaille à la journée quand il y a ce programme (Kesar Singh Rana, Reni, 3 juillet 2006)

> La question financière est compliquée. Même pour manger à notre faim ce n'est pas toujours facile. Je joue du tambour pendant les mariages, avec ça je gagne un peu d'argent. Il n'y a pas de travail ici. Un à deux jours par an, il y a ce programme gouvernemental qui me permet de travailler. Mais ce n'est même pas assez pour le *pradhān*[346] ! La chose la plus difficile ici, c'est de gagner de l'argent (Jai Lal, Lata, 4 juin 2006).

Dans le village de Lata, nous n'avons rencontré que deux frères qui gagnent aujourd'hui bien leur vie comme « travailleurs salariés », c'est-à-dire ici comme guides pour une agence gouvernementale (le *Garhwal Mandal Vikas Nigam*) :

> Avant, nous étions porteurs. Nous étions très pauvres. Nous sommes ensuite devenus guides pour le GMVN. Aujourd'hui les choses vont mieux pour nous. On travaille dans l'écotourisme (Raju Rawat, Lata, 11 mai 2006).

D. Le rêve de la fonction publique

> - Comment envisagez-vous le futur pour vos enfants ?
> - Seul dieu le sait. Pour l'instant, ils étudient, et on ne sait pas ce qu'ils ont en tête. Tout le monde veut obtenir un poste dans la fonction publique aujourd'hui, mais c'est très difficile. Ils doivent apprendre au village, ils peuvent y travailler. Ce n'est pas possible d'obtenir un poste dans la fonction publique (Raghubeer Singh Rana, 20 juillet 2006).

Depuis la guerre entre l'Inde et la Chine de 1962, les Bhotias bénéficient de quotas réservés au sein de la fonction publique (*service jobs*), un domaine d'activité qui est devenu extrêmement désirable pour la population, même si les postes (comme professeurs, ou agents administratifs) se font très rares. Puran Singh Rana, un jeune villageois qui enseigne désormais dans un collège de Gopeshwar, nous explique ce système de réservation :

> Avant 1962, il n'y avait pas de quota pour les Bhotias dans la fonction publique. Les gens disaient que les Bhotias faisaient du commerce. Quand le commerce s'est arrêté et que notre source de revenus s'est tarie, le gouvernement a mis en place une politique de *reservation* pour les Bhotias. Nous en avons bénéficié. Un

[346] Le ton est ici sarcastique. C'est le chef de village qui délègue le travail et dit combien les gens vont gagner. Les villageois l'accusent de se garder une part substantielle de l'argent reçu par le gouvernement.

établissement d'enseignement supérieur a été créé dans le village de Gamshali. La plupart des gens qui y sont allés ont eu des postes dans la fonction publique. Mais comme Gamshali est assez loin des villages de Lata, Reni, Paing, Sukhi et Tolma, les jeunes de ces villages sont moins éduqués et ont eu moins de postes. C'est pour ça qu'à Lata, il y a seulement 5 % de la population qui est dans la fonction publique. Je peux les compter à haute voix. Dans les autres villages, ils sont plus nombreux.

- Mais comment fonctionne ce système de réservation ? Il y a un nombre spécifique de sièges qui vous sont réservés ?

- Non. Dans tout le pays, le pourcentage de sièges réservés pour les *scheduled tribes* est de l'ordre de 7 %. Donc ce n'est pas juste pour les Bhotias, c'est pour toutes les *scheduled tribes.* Le gouvernement de l'Uttarakhand a instauré un pourcentage d'environ 3 % de postes réservés pour les ST[347]. Ce n'est même pas 4 %. Tu peux demander le chiffre exact à Dehradun. Ce pourcentage inclut toutes les ST de l'Uttarakhand, c'est-à-dire les Tharus, les Buksas, les Jaunsaris, les Rajis et les Bhotias. Donc, si tu postules à un poste de la fonction publique au niveau national, tu tombes dans les 7 % de réservations; si tu postules à un poste relevant du gouvernement régional de l'Uttarakhand, tu tombes dans les 3 %.

- Comment se fait-il que de nombreux jeunes souhaitent entrer dans la fonction publique ?

- C'est l'activité la plus valorisée. Mais aujourd'hui les villageois s'occupent aussi beaucoup de l'agriculture. Avant, ils avaient les chèvres et les moutons, ils avaient le commerce de la laine. Et avant ça il y avait le commerce avec le Tibet. Le commerce avec le Tibet s'est arrêté, puis celui de la laine, parce que la zone a été déclarée patrimoine mondial et les villageois se sont vus refuser d'y emmener leurs troupeaux. Les villageois ont quand même gardé quelques chèvres et moutons et les ont emmenés pâturer dans d'autres endroits. Mais les gens qui possédaient ces pâturages n'étaient pas d'accord car ces espaces n'étaient déjà pas suffisants pour eux-mêmes. Donc les villageois ont vendu leurs chèvres et leurs moutons. Seulement une ou deux familles les ont gardés, et elles les emmènent dans les pâturages des autres villages mais en payant de l'argent. Nous, même si on a nos propres pâturages, on ne peut pas y aller. C'est pour cette raison que l'élevage de chèvres et de moutons s'est arrêté et aujourd'hui, les gens travaillent dans l'agriculture. Les travaux agricoles les occupent pendant six mois, et le reste du

[347] Le pourcentage de sièges réservés est toujours proportionnel au pourcentage que représente la population discriminée par rapport à la population totale. Par exemple, dans l'État de l'Uttarakhand, l'ensemble des *scheduled tribes* représente 3% de la population totale de l'État (d'après le recensement de 2001).

temps ils travaillent comme ouvriers journaliers, ils cassent des pierres. C'est pour ça que le service public est valorisé. Avant ça, cette activité n'avait aucun intérêt pour les villageois, ils pouvaient gagner de l'argent avec le commerce. C'est seulement après l'arrêt de toutes leurs activités qu'ils ont pensé que la fonction publique était une bonne option. Mais le problème c'est qu'il n'y a pas de travail dans ce domaine non plus. A cause de l'augmentation de la population, c'est difficile de trouver un poste (Puran Singh Rana, Lata, 7 juin 2006)

E. « Que faire ? » La misère de l'impuissance

« Que faire ? », cette phrase revient comme un leitmotiv la plupart des entretiens que nous avons menés avec les villageois de Lata, Paing ou Reni. La précarité de leur situation économique laisse aux Bhotias un sentiment d'impuissance qu'ils ne cachent pas, et qui touchent encore davantage les plus fragiles : les personnes âgées, les Dalits, les veuves et veufs :

- Comment gagnez-vous votre vie ?
- Qu'est-ce qu'il y a à gagner ? Que gagnons-nous ? Où pouvons-nous gagner de l'argent ?
- … Comme ouvriers journaliers ?
- Il est où ce travail ? Les enfants n'ont pas envie de casser des pierres. Donc comment peuvent-ils gagner leur vie ? Moi, je suis vieille, comment pourrais-je travailler comme ouvrière ? On gagne un peu d'argent en vendant des haricots. Avec ce que l'on peut en tirer, on doit acheter un peu de sucre, de curcuma, de massala… On les utilise à toute petite dose, comme des médicaments. Nous n'avons pas les moyens d'en mettre beaucoup dans notre assiette. Nous n'avons pas de source de revenus. On vend des pommes de terre, des haricots, de l'amarante, mais les prix sont très bas car nous vivons dans un village reculé. Si quelqu'un vient nous acheter des haricots, il va en demander 15 à 25 roupies le kilo. Mais les lentilles que nous achetons nous coûtent 35 à 40 roupies le kilo. Comment pouvons-nous y arriver ? (Saraswati Devi Rawat, Lata, 27 avril 2006).

Où pouvons-nous gagner de l'argent ? Qu'est-ce que l'on peut gagner ? Je suis vieux, je ne suis pas capable de travailler comme ouvrier. Mon fils a sept personnes à nourrir, qu'est-ce qu'il peut me donner ? Je gagne un petit peu grâce à mes champs, c'est tout. Avant, je faisais pâturer mes chèvres et mes moutons dans les

> prairies alpines, je travaillais comme porteur quand le parc était ouvert. C'était une activité lucrative. Notre vie a beaucoup changé. Qu'est-ce que l'on a aujourd'hui ? Même nos champs, quand il pleut, tout va bien, mais dans le cas contraire… Nous ne manquions pas de nourriture avant, on pouvait aller cueillir nos *jhāṛī-būṭī*, notre *pharan*, et les vendre à Srinagar. Après le parc, j'ai dû vendre tout mon troupeau (Pratap Singh Rana, Lata, 5 mai 2006).

Dans cette situation de survie quotidienne, le moindre événement peut prendre des proportions dramatiques. En 1998 par exemple, le « quartier d'été » des Dalits, situé sur une pente particulièrement érodée, a essuyé un sévère glissement de terrain, qui a détruit les maisons et causé un mort. Pour ces personnes déjà fortement discriminées, et dont les champs sont minuscules et peu productifs, la perte des opportunités suite à la fermeture du parc, additionnée aux dégâts causés par le glissement de terrain, a rendu leur situation très difficile :

> Beaucoup de choses ont changé pour nous. Avant, nous avions de bonnes maisons, mais aujourd'hui elles ne sont même pas dignes de ce nom. Il y a eu un glissement de terrain et toutes nos maisons ont été détruites. Il y a dix ans, il y avait de belles maisons ici. Elles se sont toutes effondrées. Les choses ont changé. Avant, on cultivait du *phāphar*, tout était en bon ordre. Aujourd'hui, nos cultures sont mauvaises. Pour le travail, les hommes n'ont aucun choix. Depuis la fermeture du parc, rien ne va (Jai Lal, Lata, 4 juin 2006).

D'autres accidents de la vie, comme le veuvage, rendent la vie quotidienne encore plus difficile. Tej Singh Rawat, le chef de village de Lata, est veuf, et ses enfants vivent à Dehradun. Il n'a plus la force de faire les travaux des champs, donc il a cédé ses terres à des villageois. C'est grâce à son fils, qui travaille dans la fonction publique à Dehradun, qu'il peut vivre correctement.

Mais surtout, la plus grande inquiétude concerne l'avenir des enfants : face à une telle précarité économique, comment les familles arriveront-elles à payer leurs études ? Comment les enfants arriveront-ils à trouver du travail ?

> Aucun de mes enfants n'a un *service job*. L'aîné, il travaillait comme tantôt comme maçon ou comme ouvrier forestier. Il est mort en août dernier. Il s'est noyé dans la rivière en amenant les vaches de l'autre côté de la rivière pour les faire pâturer. Il a quatre enfants, trois garçons et une fille. Que faire ? Leur situation me cause de la peine. Que puis-je faire ? J'ai perdu mon fils. C'est un vrai problème pour ses

enfants. Nous vivons notre vie de façon simple, nous mangeons du pain avec du sel. Nous n'avons pas de source de revenus. Un de mes fils fait son *B.A. final*, et il n'a pas de travail. Pour qu'il en ait un, on nous demande 60 à 70 000 roupies. Comment peut-on payer une telle somme ? Je n'ai même pas assez d'argent pour m'acheter une allumette. Où trouver du travail ? Il n'y a pas de travail dans cette région reculée. Les garçons sont envoyés pour rejoindre les forces armées. Pour les gros *babu* qui peuvent payer 80 à 90 000 roupies, ils trouvent du travail[348]. Mais nous, nous n'avons pas d'argent pour envoyer nos enfants. Pour obtenir ces emplois, nous n'avons pas l'argent. Nos enfants peuvent venir tous nus et affamés pour passer les examens, mais ils n'ont aucune chance de trouver du travail car nous n'avons pas d'argent (Saraswati Devi Rawat, Lata, 27 avril 2006).

Quand le parc était ouvert, on pouvait aller là-haut, on avait notre source de revenus. Ceux qui n'étaient pas éduqués travaillaient comme porteurs. Maintenant, nos garçons sont assis à la maison en essayant d'obtenir un MBA. Quand c'était ouvert, ils pouvaient travailler comme guides, ouvrir des magasins. Aujourd'hui nos garçons éduqués ne peuvent pas casser des pierres ou travailler dans les champs, puisqu'ils étudient. Mais il n'y a pas de travail pour eux. Quand les étrangers venaient, ils pouvaient travailler comme guides, faire du commerce. Aujourd'hui ils ne peuvent rien faire donc ils restent à la maison (Sukri Devi Butola, Lata, 8 mai 2006).

Qu'est-ce que je souhaite à mes enfants ? Qu'ils continuent à étudier. Ma fille est allée à l'école jusqu'à la classe 10[349], et maintenant elle s'occupe des travaux domestiques. Mon fils étudie encore… et que puis-je dire d'autre ? S'ils trouvent un travail dans la fonction publique, c'est bien, mais si ça n'arrive pas, ils seront comme nous. Si le parc ouvrait, ils pourraient gagner leur vie grâce au tourisme (Govind Singh Rana, Paing, 11 mai 2006).

Qu'il ait une bonne éducation, qu'il rencontre du succès… que puis-je souhaiter à mon fils ? Il a 29 ans, et il cherche du travail (Dayal Singh Rana, Paing, 27 avril 2006).

[348] Le système de recrutement souffre d'une corruption à grande échelle. Pour les postes très qualifiés, il n'y en a pas vraiment, mais pour les postes qui ont un statut moyen ou bas, la corruption est très répandue, par exemple pour les enseignants.
[349] La classe 10 équivaut à peu près à notre seconde.

Ceux qui ont de l'argent peuvent étudier. Ceux qui viennent de familles pauvres restent à la maison et labourent les champs. Nous, on en tire 50 kg de haricots, 1 quintal d'amarante, et 2-3 quintaux de pommes de terre. Comment faire vivre ma famille ? J'ai une famille nombreuse, huit enfants. Comment pouvons-nous vivre heureux ? Je n'ai pas d'autre choix que de casser des pierres appartenant à d'autres. Le matin je pars au travail, je touche l'argent en fin de journée, je vais au marché, et le soir on mange ce que j'ai gagné. Ce n'est pas seulement mon problème, c'est celui de tout le monde ici » (Lakshman Singh Rana, Lata, 5 juin 2006).

Conclusion du chapitre 7

Dans ce chapitre, nous nous sommes saisis de l'image du *juggernaut* (rouleau compresseur) pour illustrer, à partir des témoignages des Bhotias, la spirale négative qui se met en place à partir de la fermeture du parc. La mise en défens du bassin de Nanda Devi engendre en effet une série d'effets négatifs, qui se renforcent les uns les autres accélérant et généralisant par là même le processus de dégradation de la vie quotidienne.

Ce processus peut se lire d'abord comme un long effondrement de l'économie locale, qui passe par la fin du tourisme, la disparition du pastoralisme, la fragilisation de l'agriculture vivrière et la mise en difficulté du commerce des produits forestiers ; et qui s'accompagne d'un délitement du tissu culturel et social, manifeste par la désintégration du lien villageois, la transformation des fêtes religieuses et la disparition progressive des savoir et savoir-faire liés aux activités traditionnelles. Dans cette situation difficile, le vide laissé pas la destruction de l'économie locale accélère la dépendance des Bhotias à l'économie de marché, sans en avoir pour autant les moyens. Les villageois sont en effet contraints de se tourner massivement vers les produits disponibles en ville, et donc de développer de nouvelles activités susceptibles de leur apporter des liquidités. Il faut de l'argent pour acheter l'essentiel de la nourriture, les vêtements, les médicaments, pour envoyer les enfants à l'école. Avec l'agriculture comme seule source de revenus stables, leur situation est devenue très précaire. Leur agriculture vivrière a laissé place à une agriculture de rente, entrainant une perte de diversité agricole. Etant donné le relatif isolement de la région, les villageois doivent compter avec des intermédiaires qui achètent à bas prix leurs cultures. Sans avoir beaucoup d'autres choix, la plupart des hommes vendent leur force de travail comme main d'œuvre pour les travaux de voirie, ou plus rarement comme porteurs pour des tours opérateurs. Toutes ces activités se caractérisent par leur insécurité et la nécessité de quitter le village. Les villageois deviennent de plus en plus dépendants de programmes de développement rural gouvernementaux qui leur garantissent quelques jours de travail. Le temps passé à chercher ces petits emplois est aussi du temps perdu pour les activités communautaires, les fêtes religieuses ou les réunions de village, qui sont de plus en plus désertées. Les femmes, chargées d'assurer les nombreuses tâches domestiques, n'ont plus le temps de s'occuper du bétail qui doit être sorti tous les jours dans la forêt villageoise ; le bétail est vendu, ou laissé aux soins des enfants qui ratent des

journées d'école… Les plus chanceux qui ont pu recevoir une bonne éducation et épargner un peu d'argent trouvent un travail dans la fonction publique grâce aux quotas dont bénéficient les Bhotias. Mais cette situation ne concerne que 5 % des villageois de Lata. La rapide paupérisation des Bhotias se caractérise donc par un fort taux de chômage chez les jeunes, et la migration des hommes qui quittent le village pour aller travailler dans les plaines[350]. Bien évidemment, ce sont les groupes les plus vulnérables au sein du village (les anciens, les veuves et veufs, les Dalits, les jeunes) qui en font les frais les premiers.

Nous avons abordé cette « grande transformation » en nous appuyant principalement sur les paroles des Bhotias telles qu'elles ont été livrées à l'auteur de cette étude, ce qui entraine inévitablement une certaine dramatisation dans la présentation de leur situation actuelle et parallèlement une certaine romantisation de leur situation antérieure. Pour autant, l'essentiel des témoignages des Bhotias concordent avec les études quantitatives et les éléments objectifs fournis par les chercheurs du *GB Pant Institute* (Maikhuri *et al.*) qui ont cherché à évaluer matériellement les implications de la création du parc pour ces villages. Il faut cependant souligner que si ce processus de désagrégation de l'économie locale a été isolé pour la clarté de l'analyse, il a en réalité été accompagné assez rapidement par des mesures destinées à en contrecarrer les effets. Face aux protestations des Bhotias et à ces fameuses études du *GB Pant Institute*, les gestionnaires du parc vont lancer une série de programmes pour tenter d'améliorer le sort de la population, qui sont l'objet du chapitre suivant.

[350] Entre 1961 et 1981, en dépit de la fin du commerce avec le Tibet en 1962, la population bhotia du district de Chamoli a augmenté de façon régulière. Pourtant, entre 1981 et 1991, elle chute de 15% ; et entre 1991 et 1996, elle chute de nouveau de 13% (Silori, 2001).

CHAPITRE 8

La négociation de la conservation à Nanda Devi, entre misère quotidienne et actions spectaculaires

Introduction

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le paysage était bien sombre pour les Bhotias dans cette conjoncture. Face à cette situation, la Direction des forêts entreprend de lancer des programmes pour tenter d'apporter une réponse au marasme économique dans lequel se trouvent les villageois. Après des années d'inaction, la première tentative a consisté à mettre en œuvre un programme dit d' « écodéveloppement » dans la réserve de biosphère, mais qui était bien en deçà des attentes de villageois. Le dispositif mis en place, présenté comme soucieux des besoins locaux, s'est révélé être dans la continuité de la politique coercitive initialement développée dans le parc.

De leur côté, les Bhotias ne sont pas restés comme des spectateurs passifs, amorçant toute une série d'actions de contestation et de résistance et de contestation, allant de mouvements protestataires défiant ouvertement l'autorité de la Direction des forêts à des manœuvres plus souterraines, ou encore en se confrontant directement à des personnes qui à leurs yeux étaient dans la capacité de pouvoir agir en leur faveur.

La dernière phase couverte par ce travail est marquée par un changement politique majeur, l'Indépendance de l'Uttarakhand, qui ouvre de nouvelles perspectives pour la réserve de biosphère de Nanda Devi. D'autant que cette époque voit aussi l'apparition d'un troisième acteur sur la scène du conflit entre les villageois et les responsables du parc, nommément, les ONG. Avec l'arrivée d'un nouveau projet d'écotourisme dans la réserve, une nouvelle configuration des rapports de force se met en place autour d'une question cruciale : qui aura accès aux nouveaux bénéfices engendrés par ce projet ?

8.1. L'équilibre instable du dispositif de conservation, entre exclusion et participation

A. La (difficile) mise en place d'un plan de gestion

La création du parc national de Nanda Devi au début des années 1980 s'inscrit dans un élan conservationniste sans commune mesure dans l'histoire du pays. Le parc est à peine créé que de nouvelles initiatives se multiplient dans la région. À la fin des années 1980, le parc de Nanda Devi est l'un des huit espaces protégés sélectionnés pour le futur *Project Snow Leopard* du gouvernement indien (fac-similé du « Projet Tigre »), un projet de conservation qui finalement ne sera jamais lancé[351]. Le statut de sanctuaire est proposé pour les vallées Pindari et Sundadhunga, au sud du massif de la Nanda Devi, qui abritent des populations d'ongulés et de faisans. Et enfin, en août 1987, le gouvernement régional suggère l'inclusion du parc national de Nanda Devi dans une immense « réserve de biosphère de Nanda Devi », couvrant environ 370 000 hectares dans la région de l'Uttarakhand, et comprenant quatre unités, à savoir le sanctuaire de chevrotains porte-musc de Kedarnath, les vallées Pindari et Sundadhunga, le parc national de Nanda Devi et le parc national de la Vallée des Fleurs-Khagbhusandi (IUCN, 1988). Ce projet est finalement revu à la baisse puisque la réserve de biosphère de Nanda Devi qui est créée en 1988 n'inclut que le parc de Nanda Devi comme zone centrale, et ne couvre qu'une superficie d'environ 2 000 km².

Pendant ce temps cependant, la gestion du parc national de Nanda Devi est à la peine. A la décharge des gestionnaires, il faut bien comprendre que la protection de cet espace montagnard, qui gravite à une altitude moyenne de plus de 3 500 mètres, n'est pas chose aisée. Elle requiert notamment une bonne connaissance du terrain de hautes montagnes et des compétences techniques, ce qui ne va pas de soi pour des gardes forestiers qui viennent souvent de l'extérieur de la région. Comme l'indique en connaissance de cause le biologiste chargé de la dernière expédition scientifique à Nanda Devi, « le bassin n'est pas un lieu pour les randonneurs, mais pour les alpinistes » (Prof. S. Sathyakumar, Dehradun, *Wildlife Institute of India*, entretien du 20 mars 2006). Les deux seuls chemins d'accès au bassin (par la gorge

[351] Des négociations ont repris depuis 2004 pour relancer le projet de conservation du léopard des neiges (Anon., 2008).

de la rivière Rishi à Reni, et par le chemin passant au-dessus du village de Lata, le plus utilisé) sont difficiles à maintenir à cause du terrain extrêmement escarpé et des chutes de neige. Les négocier tout au long de l'année, et en particulier en hiver, relève de l'exploit technique.

A cette difficulté inhérente à la géographie du bassin de Nanda Devi, s'ajoute celle liée au manque de moyens dont souffre le parc, comme c'est le cas d'ailleurs dans la plupart des espaces protégés du pays. Nous savons qu'au sein du gouvernement indien, la branche « conservation » demeure un parent pauvre (notamment face aux départements chargés du développement économique), dont le travail est par ailleurs peu reconnu. Comme le souligne par exemple le premier directeur du parc de Nanda Devi, H.C. Raizada, « Le personnel en charge de la protection de la faune sauvage est généralement considéré comme gênant pour les activités des autres départements. Les personnes venant de ces départements devraient être sensibilisés aux programmes de conservation de la nature » (GoI/DoE, 1984). Depuis sa création, le parc national de Nanda Devi semble ne pas avoir les moyens de ses ambitions. Il a d'abord fallu près de dix ans pour que le parc se dote d'un plan de gestion (*management plan*) (voir chapitre 6.3.B.). L'année où le parc est converti en réserve de biosphère (1988), un plan de gestion « préliminaire » est enfin préparé par le *District Forest Officier*[352] (Banerjee, 2001), mais ce dernier ne reçoit pas l'onction du *Chief Wildlife Warden*, un des postes les plus importants dans la hiérarchie forestière régionale. Néanmoins, des plans annuels d'opérations (*annual plan of operation*, APO) sont mis en place. Il semble que le véritable premier plan de gestion de la réserve de biosphère n'ait été formulé qu'en 1993 (Mohan, 1992). Après l'inclusion de la Vallée des Fleurs comme seconde zone centrale de la RBND en 2000, le plan de gestion est révisé pour devenir un plan de conservation à l'échelle du paysage (*landscape plan*), qui court sur la période 2003-2013. Pour autant, tous les rapports d'activité produits par les gestionnaires successifs du parc que nous avons pu parcourir soulignent sans exception le manque d'équipement, de personnel, et de financement, autant de facteurs présentés comme une entrave à la bonne gestion de la NDBR.

La stratégie de gestion de la réserve se décline en deux axes : le premier concerne la zone centrale, et le second la zone tampon. Dans le premier cas, la stratégie de gestion, ou plutôt de « ménagement » (étant donné qu'aucune intervention n'est conduite dans cette

[352] Le DFO est chargé de la gestion des espaces forestiers qui se trouvent dans son district. Ici, il s'agit du DFO qui s'occupe du district de Chamoli.

zone), relève clairement du paradigme de la « conservation forteresse ». Comme nous l'avons vu, le parc est difficile d'accès, et l'idéologie dominante reste celle de « laisser la nature faire son œuvre ». Aussi la « gestion » de la zone centrale se résume essentiellement à la protéger de toute interférence extérieure, à l'exception des expéditions scientifiques décennales (2003 et 2013) chargées d'évaluer l'évolution de l'écosystème du bassin :

> Les principaux objectifs du plan de gestion de la zone centrale sont d'assurer que la zone centrale reste totalement interdite d'accès à la population et aux animaux domestiques, et de renforcer les mesures de protection contre le braconnage et le pâturage des animaux domestiques. En outre, le plan de gestion de la zone centrale envisage de préparer des inventaires détaillés de la faune et de la flore, et de répertorier les espèces rares, menacées et en voie d'extinction, que l'on trouve dans la zone[353] (Banerjee, 2001 : 8).

En réalité, « toutes les activités de gestion de la RBND sont restreintes à la seule zone tampon[354] » (*ibid.*), c'est-à-dire au contact des villageois installés sur les contreforts du parc. Ces activités sont regroupées en quatre grandes catégories : (1) les travaux de restauration écologique et d'écodéveloppement, (2) les patrouilles de protection de la zone centrale, (3) les programmes d'éducation et de sensibilisation, et (4) le tourisme — ce dernier point est mentionné, mais rien de concret n'est réalisé avant le début des années 2000 (Banerjee, 2001).

Pour les gestionnaires du parc, les travaux de restauration écologique et d'écodéveloppement constituent le gros de leur travail depuis leur inclusion dans le plan de gestion de la réserve en 1993. Il s'agit du secteur qu'ils mettent le plus en avant dans leurs discours, en insistant sur l'importance de *détourner* la population de l'usage des ressources naturelles du bassin (plantes médicinales, bois de chauffe, pâturages, etc.) en développant de nouvelles activités susceptibles de réduire cette dépendance. Ces activités sont aussi censées offrir des opportunités d'emploi dans les villages. Dans la RBND, cinq axes sont développés. D'abord, la « réhabilitation des forêts dégradées », c'est-à-dire des plantations d'espèces locales (cèdres himalayens, pins, cyprès, chênes, etc.) dans les forêts dont le couvert est dégradé. A cette activité s'ajoute la création de pépinières de plantes médicinales pour conserver les espèces rares. Deuxièmement, la « distribution d'arbres fruitiers », c'est-à-dire

[353] « The main objectives of core area zone plan is to ensure complete ban on the entry of people and domestic animals in the core zone, and also to strengthen protection measures against poaching and grazing by the domestic animals. In addition to this, the core area zone plan also envisages preparation of detailed inventories of flora and fauna and also to list out rare, threatened and endangered species found in the area ».
[354] « All the management activities in the NDBR are restricted to buffer zone only ».

la distribution de jeunes pommiers, noyers, pêchers, abricotiers (etc.) afin d'apporter un supplément de revenu aux villageois. Ces derniers sont incités à planter ces arbres sur des friches ou en bordure de leurs champs. Troisièmement, les « travaux de conservation du sol », conduits près des champs, des habitations, des ruisseaux, afin de contenir l'érosion du sol. Quatrièmement, la fourniture de « sources d'énergie non conventionnelles » : afin de réduire le prélèvement de produits forestiers et de pallier au manque chronique d'électricité, des cuisinières à gaz, des lampes à énergie solaire et des autocuiseurs sont distribués aux villageois. Enfin, la Direction des forêts cherche à soutenir « l'industrie de laine ». Avec la disparition des troupeaux de moutons, de la laine est distribuée aux villageois afin de fabriquer des tapis, châles et autres produits artisanaux pendant la longue période hivernale, qui seront ensuite vendus sur les marchés de Joshimath et Gopeshwar.

Le deuxième secteur d'activité de la Direction des forêts est bien sûr la protection de la zone centrale, qui fut pendant dix ans l'unique activité conduite par la Direction des forêts à Nanda Devi (Maikhuri *et al.* 2001). Les patrouilles de gardes forestiers ne s'aventurent que rarement, pour ne pas dire jamais, à l'intérieur même du « sanctuaire ». La plupart des patrouilles se déroulent donc dans la zone tampon. Un poste de surveillance a été créé à l'entrée de la zone centrale, dans le lieu-dit de Latakharak (3 689 mètres), au-dessus du village de Lata. Mais les gardes forestiers soulignent la difficulté d'y stationner tout au long de l'année, à cause de l'isolement et des conditions climatiques notamment. De façon systématique, les gestionnaires insistent sur le manque de moyens, notamment en personnel et équipements, pour mener à bien cette tâche. Dans un rapport d'activité de 2001, on apprend par exemple qu'*aucun* garde forestier n'est posté dans la partie de la zone tampon qui tombe dans les districts de Bageshwar et de Pithoragarh (à l'est et au sud de la RBND). À cet endroit, la protection ne repose que sur les hautes crêtes qui bordent le bassin... En outre, à cette date, le parc ne compte que 62 agents pour patrouiller, « ce qui revient à peu près à un garde pour 90 km² »[355] (Banerjee, 2001 : 11)... Le DFO demande de nouveaux recrutements de façon à ce que chaque garde n'ait à sa charge que 20 km².

« L'éducation, la formation, la sensibilisation » constitue le troisième secteur d'activité des gestionnaires. Dans ce cadre, des projections de films sont organisées dans les villages de la zone tampon. Des panneaux d'affichage destinés à sensibiliser les villageois ont

[355] « Presently NDBR is having 62 no. of field staff in operation. This comes roughly to 1 man for 90 sq. km. For a proper management the staff should be increased to the level of 1 staff for every 20 sq. km ».

aussi été installés ou peints sur les roches « dans chaque endroit ostensible » (*ibid.*, p. 9), reconnaissables par leur couleur rouge et verte symbole de la Direction des forêts (photo 6).

Photo 6. « LA CONSERVATION EST UN MOYEN DE DEVELOPPEMENT ECOLOGIQUE », PANNEAU D'AFFICHAGE DE LA DIRECTION DES FORETS, RENI (photo : Sarah Benabou).

Ce détail du plan de gestion de la RBND tel qu'il est présenté par Banerjee est cependant trompeur, en ce qu'il laisse apparaître une hiérarchie des activités qui ne correspond en réalité aucunement à la distribution réelle des fonds par secteur d'activité. Dans le premier plan de gestion de la RBND formulé en 1993, on apprend en effet que le budget annuel total prévu, 190 000 dollars US, se répartissait de la façon suivante : 58 % du budget était destiné aux salaires et à l'équipement des forestiers, tandis que seulement 21 % était destiné aux programmes d'écodéveloppement, et 11,8 % à la recherche et à l'éducation (Mohan, 1993). Pour les chercheurs du *GB Pant Institute*, il ne fait aucun doute que « l'amélioration de l'économie rurale, la principale préoccupation de la population locale, n'a

pas reçu autant d'attention que la mise en œuvre juridique de la protection par les gestionnaires de la réserve »[356] (Maikhuri *et al.* 2001 : 356).

B. La pratique de « l'écodéveloppement »

La situation évolue cependant rapidement, de concert avec la publication de rapports sur l'inefficacité des pratiques de conservation coercitives et la transformation des discours sur la conservation en Inde et sur la scène internationale. Depuis plusieurs années déjà, l'approche ancienne de la « conservation forteresse » laisse progressivement place à une approche fondée sur la « participation » des populations. En Inde, une stratégie dite d' « écodéveloppement » est développée au début des années 1990 afin de mieux intégrer les besoins des populations locales à la gestion des espaces protégés. La stratégie embrasse une approche « *community-based* » qui encourage des partenariats durables entre les agents de la Direction des forêts et les communautés locales.

Dans le contexte des espaces protégés indiens, l'écodéveloppement a un sens bien spécifique : il vise à réduire la pression exercée par la population locale sur les ressources protégées en lui offrant de nouvelles activités et de nouvelles sources de biomasse (Singh, 1996). Dans chaque village désigné, les agents de la Direction des forêts incite la population à former un nouveau type de comité, appelé *grām saṃsādhan vikās samiti* (« comité d'écodéveloppement villageois », CEDV). D'autres institutions villageoises déjà en activité, comme le *van saṃrakṣaṇ samiti* (« comité de protection des forêts ») ou le *mahilā maṅgal dal* (« groupe pour la prospérité des femmes »), sont aussi impliquées dans le projet d'écodéveloppement. Le CEDV est chargé d'élaborer et d'appliquer un « micro plan » quinquennal à travers des techniques relevant de l'évaluation rurale participative, sous l'oeil attentive de la Direction des forêts, qui doit faciliter le processus. Le micro plan doit définir une série d'activités qui doivent être profitables à la fois pour la biodiversité et les villageois. Les financements pour ces activités sont attribués au CEDV sur la base de ce micro plan.

Dans la RBND, le programme d'écodéveloppement conduit dans 14 des 47 villages de la zone tampon élargie (y compris la Vallée des Fleurs) est financé par la Banque Mondiale. Les

[356] « Improvement in rural economy, the prime concern of local people, has not received as much attention as legal enforcement of protection by the reserve management ».

villages sélectionnés se situent à proximité des deux zones centrales de la réserve de biosphère. Dans le village de Lata, le CEDV a été créé en 2003. Ce comité est dirigé par une personne du village assistée de quatorze membres, tous élus par la *grām-sabhā*, l'assemblée du village. Avec l'aide de la Direction des forêts, le CEDV se charge des activités suivantes :

- travaux de restauration écologique : construction de murets pour empêcher l'érosion des chemins de terre, digues pour prévenir les inondations pendant les pluies de mousson, filets pour retenir les berges, plantations dans les forêts dégradées, etc.
- travaux de conservation : contrôle de l'infiltration de braconniers et de cueilleurs à l'intérieur de l'espace protégé
- activités pour soutenir l'économie rurale : construction de pipelines, de réservoirs d'eau, d'auges pour le bétail, et toujours des distributions de lampes à énergie solaire, d'autocuiseurs, etc.
- offre de prêts aux villageois (taux d'intérêt : 9 %) pour acheter des vaches laitières, du GPL comme combustible pour la cuisine, ou des arbres fruitiers.
- Incitations pour cultiver des plantes médicinales dans les villages et les vendre.

Il faut souligner que si le micro plan est programmé pour une période de cinq ans, le budget destiné à soutenir les activités d'écodéveloppement est alloué au CEDV sur une base annuelle. Si le travail est considéré comme bien fait (par la Direction des forêts), le CEDV reçoit de nouvelles sommes d'argent pour continuer ses activités. Si le comité a la responsabilité de la mise en œuvre des activités, il reste largement dans un rôle d'exécutant : c'est la Direction des forêts qui reçoit le budget et le distribue (les villageois ignorent le montant total du budget qui est alloué à leur CEDV, et suspectent de la corruption), qui a le dernier mot (la planification se déroule pendant des réunions où se retrouvent les villageois et les agents de la Direction des forêts, sans que personne ne soit dupe de l'état des rapports de force), et qui souvent donne des ordres au CEDV. Aussi, les activités d'écodéveloppement n'ont duré que deux ans et demi à Lata, puis se sont subitement arrêtées.

Le *mahilā maṅgal dal* (MMD) de Lata se heurte à des problèmes similaires. Depuis le mouvement *Chipko*, cette association des femmes du village joue un rôle reconnu et important. Le MMD est dirigée par une femme, assistée de 9 membres. L'argent qui permet aujourd'hui le fonctionnement du MMD vient des collectes villageoises, du gouvernement et de la Direction des forêts, mais le compte en banque de l'association est au nom de sa directrice. Pendant les deux premières années du CEDV, le budget du MMD s'élevait à

100 000 roupies. En 2006, l'année de notre visite, aucun argent n'avait été déposé, et il ne restait plus que 3 000 roupies sur le compte. Le financement du MMD n'est pas régulier et dépend en grande partie de la Direction des forêts et de deux sources de revenus extérieures relativement récentes qui sont supposées alimentées le compte du MMD : les permis payés par les touristes pour visiter la réserve, dont un pourcentage est reversé au MMD, et l'argent généré par une machine à carder la laine[357], qui a été installée par la Direction des forêts dans le village en 1998 suite à une révolte des villageois. Au départ, racontent les femmes, l'argent et le travail ne manquaient pas, mais aujourd'hui, à cause du manque de laine, la machine est peu utilisée et ne permet plus au MMD de fonctionner correctement. Car comme le CEDV, le MMD se charge de plusieurs activités. L'association propose des prêts aux villageois nécessiteux (avec un taux d'intérêt de 7 %, qui peut être révisé ou débattu en fonction des situations), dans le cas de l'organisation d'un mariage par exemple. À la demande de la Direction des forêts, elle gère également des programmes d'éducation environnementale dans les écoles, de nettoyage (détritus, sacs et bouteilles en plastique, etc.) ou de plantations. Elle est aussi chargée parfois de réceptionner les touristes qui passent au village.

Sur le terrain, la politique d'écodéveloppement et ses différents avatars constituent une maigre compensation pour les villageois, et sont encore très loin de devenir une source de revenus durable. Cet aperçu du contexte et des pratiques de l'écodéveloppement dans la RBND nous permet maintenant de tirer quelques leçons concernant la nature de cette politique et en particulier d'analyser pourquoi, alors que cette politique promeut la participation des populations locales, ces derniers se retrouvent souvent encore plus désemparés qu'ils ne l'étaient avant sa mise en œuvre.

C. La conservation « participative » : une nouvelle forme de dépossession ?

Un élément important permettant de mieux appréhender la position des gestionnaires par rapport à la question de l'intégration de la population locale nous est fourni dans un rapport établi par l'équipe en charge de la dernière expédition scientifique dans la réserve (UAFD, 2004). Ce rapport stipule en effet que vingt ans après la création du parc, la situation

[357] Chaque kilo de laine qui passe dans cette machine rapporte dix roupies : deux roupies vont à la personne qui gère la machine, deux roupies servent à payer le carburant qui alimente la machine, et les 6 roupies qui restent sont alloués au MMD.

écologique du bassin se serait améliorée de façon spectaculaire. Chose intéressante, en dépit de ces changements remarquablement positifs pour l'écologie d'un côté, et des effets délétères de l'interdiction totale d'accès aux ressources du bassin pour les Bhotias d'autre part, les scientifiques terminent par cette recommandation : « Le parc national de Nanda Devi doit continuer à rester inviolé »[358] (*ibid.*, p. viii). Une question dès lors se pose : pourquoi laisser passer une opportunité d'ajuster les politiques de conservation à un contexte donné ? Comme le leader de cette expédition scientifique nous l'a expliqué pendant un entretien conduit à son bureau du *Wildlife Institute of India*, l'objectif de la conservation aujourd'hui n'est pas seulement d'assurer le renouvellement des ressources naturelles, mais surtout de maintenir la diversité biologique, c'est-à-dire l'ensemble des formes de vie sur terre, comprenant la diversité au sein des espèces, entre les espèces et celle des écosystèmes. Or, les décisions prises relatives au maintien de la biodiversité implique une incertitude scientifique considérable : nos connaissances générales de la structure et des fonctions des écosystèmes est très incomplète — ce qui est d'autant plus vrai dans le cas du bassin de Nanda Devi qui a été très peu étudié. Aussi, le seul moyen de conserver la biodiversité, faute de mieux, est de la mettre sous cloche (entretien avec S. Sathyakumar non enregistré, WII, Dehradun, 20 mars 2006). En d'autres termes, le scientifique se réfugie derrière l'incertitude scientifique pour clore d'avance le débat sur la légitimité d'exclure les populations locales des espaces protégés. Quand certains se cache derrière la loi pour clore tout débat (« c'est interdit parce que la loi l'interdit »), l'option retenue ici est celle que l'on pourrait qualifier de *scientific fencing*, l'utilisation rhétorique de (l'incertitude) scientifique comme outil de fermeture du débat public.

Il semble donc très clair qu'avec cette interprétation de la gouvernance de la biodiversité, l'approche de la conservation fondée sur l'exclusion des populations locales a encore de beaux jours devant elle. L'écodéveloppement, tel qu'il est au moins pratiqué dans la RBND, ne constitue pas une rupture par rapport à cette approche, en ce qu'il permet une forme discrète d'exclusion rendue possible au nom de la « participation ». Il est significatif à ce titre de mentionner qu'il ne nous a pas été facile de comprendre comment les activités d'écodéveloppement étaient concrètement mises en œuvre à Lata, dans la mesure où la grande majorité des villageois ne sont pas au courant du contenu des activités d'écodéveloppement dans le village – une bonne indication du degré de « participation » villageois dans le

[358] « The Nanda Devi National Park should continue to remain inviolate ».

processus de micro planification. S'il faut reconnaître avec Shekhar Singh que les problèmes rencontrés par l'écodéveloppement résultent en grande partie du fossé qui existe entre les objectifs théoriques et leur mise en œuvre, il faut aussi dire que l'idée même d'écodéveloppement est porteuse de nombreuses lacunes (Saberwal *et al.* 2001), que nous allons essayer d'identifier avec l'exemple de Lata.

L'idée fondatrice de l'écodéveloppement est d'offrir des activités alternatives aux villageois résidant à la périphérie des espaces protégés afin de réduire la pression qu'ils exercent sur les ressources naturelles. Qu'est-ce que cela signifie ? Tout d'abord, cette stratégie de diversion des « pressions » anthropogéniques loin des espaces protégés repose sur le même postulat que l'acceptation « traditionnelle » de la conservation, à savoir que les activités humaines sont considérées comme nécessairement antagonistes à l'effort de conservation. Nous sommes donc toujours pris dans cette approche dualiste où les « humains » (entendre : les locaux) et la « nature » ne peuvent coexister. Dans le cadre de pensée de l'écodéveloppement, l'exclusion des populations des espaces protégés est donc toujours considérée comme la seule option (même si un certain nombre d'études ont montré le contraire, voir Saberwal *et al.* 2001), sans aucune tentative d'intégrer les pratiques traditionnelles de régulation aux politiques de conservation. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les activités d'écodéveloppement sont spatialement limitées aux frontières de la zone tampon. La population locale ne participe pas à la gestion de la zone centrale.

En outre, en encourageant le développement d'activités « alternatives », i.e. des activités qui ne dépendent pas de l'usage des ressources naturelles, l'écodéveloppement précipite l'entrée de ces populations dans une économie de marché initiée par la politique d'exclusion originelle, et face à laquelle ils ne sont que peu armés. La seule différence finalement entre les politiques fondées sur une exclusion pure et simple des populations et l'écodéveloppement, c'est que cette dernière approche offre aux populations des outils (des prêts, des opportunités d'emploi), qui relèvent cependant plus de l'assistance que de l'emploi durable. Peu d'efforts sont réalisés pour utiliser le financement de l'écodéveloppement comme un fonds pérenne pour les besoins de la communauté villageoise, comme le montre l'exemple du MMD à Lata. Il ne s'agit pas de prêcher ici pour la « conservation » des populations locales dans un état soi-disant « arriéré » (*backward*), dans la mesure où il est évident aujourd'hui que de nouveaux besoins émergent et que les aspirations des villageois se transforment également, mais de réaliser que si l'écodéveloppement est destiné à répondre à

ses aspirations, les activités devraient être ajustées au contexte dans lequel elles prennent place et répondre aux demandes des populations. Un manque de communication et de connaissances du milieu local conduit en effet à des situations absurdes. C'est le cas par exemple de la culture des plantes médicinales dans les villages encouragée par les gestionnaires de la RBND. Les villageois de Lata sont enthousiastes, car ils savent que cette activité pourrait devenir à terme assez profitable. Mais ils pointent également un problème de taille : toutes les plantes médicinales qui ont une forte valeur monétaire poussent dans les prairies alpines, à très haute altitude (au-dessus de 3 500 mètres) et ne peuvent donc pas, pour des raisons écologiques, être cultivées à plus basse altitude (2 500 mètres), là où le village se trouve. D'autre part, il n'existe pas de marché où ils pourraient vendre ces plantes, par exemple de coopérative villageoise. Ce qui se passe donc en réalité, c'est que la précarité financière dans laquelle se trouvent les villageois depuis la création du parc est devenue un terreau favorable au développement d'une exploitation sauvage et illégale des ressources protégées du bassin. En dépit de l'interdiction d'accès, certains villageois, poussés par la nécessité ou l'appât du gain, entrent clandestinement dans la zone centrale pour cueillir des plantes médicinales de valeur, et parfois même pour braconner la faune sauvage (voir prochaine section). Des trésors qui sont revendus à des intermédiaires et finissent sur le marché noir international. Dans le cas des cultures agricoles également, il n'existe pas de subventions permettant au villageois de vendre leurs produits à des prix fixes et avantageux et ils restent prisonniers du système des intermédiaires qui sont finalement les grands bénéficiaires de cette absence de régulation. Les villageois cultivent aujourd'hui par exemple moins de pommes de terre, car ils craignent de perdre leur production. La même chose pourrait être dite à propos des produits artisanaux en laine, où il n'existe aucun marché ou coopérative qui permettrait aux Bhotias de vendre sereinement leurs produits. Si l'objectif de l'écodéveloppement est de générer des emplois, l'argent pourrait être utilisé de façon plus fructueuse pour mettre en place ces infrastructures inexistantes.

L'écodéveloppement repose sur la création des CEDV. Ces comités sont des entités nouvelles, qui n'ont aucun lien avec le système institutionnel villageois. Pourquoi ne pas déléguer les activités d'écodéveloppement aux institutions communautaires déjà existantes comme la *grām-sabhā* ou le *van pañcāyat* ? Créer une nouvelle institution qui n'est pas solidement implantée dans le système de gestion villageois pose deux problèmes importants : d'une part, sa pérennité dépend étroitement des fonds alloués à son fonctionnement, et d'autre part, elle manque de légitimité auprès des villageois. Par conséquent, ces comités sont le plus

souvent peu efficaces et leurs fonctions redondantes. Comme le disent les villageois, « il y a plus de politique aujourd'hui » (Dhan Singh Rana, Lata, 25 avril 2006), ce qu'il faut comprendre ainsi : à chaque nouvelle initiative gouvernementale, qu'il s'agisse de la gestion conjointe des forêts (*joint forest management*), qui a fait son temps à Lata, ou de l'écodéveloppement, un nouveau comité est créé au village, et dès que les fonds s'épuisent, ce comité devient fantôme, comme c'est le cas pour le CEDV à Lata. On pourrait dire avec une pointe de cynisme que la seule raison qui justifie la création du CEDV, c'est la nécessité pour la Direction des forêts d'y participer et de le contrôler, ce qui serait plus difficile dans le cas d'une institution strictement contrôlée par les villageois.

Une autre faiblesse de l'écodéveloppement, qui est largement due à l'inégalité des rapports de force entre les acteurs, est le manque de véritable « participation » dans le processus de planification, qui est largement dicté par la Direction des forêts. Dans une certaine mesure, l'écodéveloppement induit ainsi une perte importante du pouvoir de décision des villageois. Ces derniers se plaignent régulièrement de ne plus pouvoir prendre aucune initiative concernant l'utilisation des ressources naturelles sans obtenir au préalable l'accord des agents de la Direction des forêts. Jusqu'alors responsables de la gestion de leurs forêts (à travers le système de régulation coutumier, mais aussi dans une moindre mesure à travers certaines institutions comme le *van pañcāyat* ou le *mahilā maṅgal dal*), les villageois sont désormais réduits à fournir des informations pour la préparation des micro plans ou de travailler comme ouvriers journaliers pour des activités à durée très déterminée. « Nos opinions », dit l'un des villageois les plus actifs, « ne sont jamais sollicitées quand il s'agit de questions délicates » (Dhan Singh Rana, Lata, 25 avril 2006). Par exemple, dit-il, à travers les programmes de sensibilisation, les villageois sont incités à nettoyer leur espace, mais aucune personne de la Direction des forêts ne leur a jamais parlé des effets potentiellement destructeurs des tunnels creusés sous leur village dans le cadre d'un projet hydroélectrique conduit dans la vallée Niti — une question effectivement essentielle dans une région où les tremblements de terre sont fréquents.

Enfin, en impliquant la population — au moins sur le papier — dans la planification du développement de leur région, mais sans leur donner de véritable responsabilité, l'écodéveloppement reflète l'incapacité des autorités à envisager sérieusement la propriété communautaire. Comme le disent sans détour Ashish Kothari et Vasant Saberwal, « […] l'écodéveloppement ne cherche pas à inverser le processus historique d'accaparement des

terres communautaires par l'État, ni le rejet fréquent (bien que non universel) des droits et de la sécurité foncière sur les ressources des populations locales » (Saberwal *et al.* 2001 : 86).

8.2. Les Bhotias peuvent-ils parler ? Séquences d'une résistance polymorphe

A. *Jhapto-Cheeno* : « Baisse-toi et ramasse ! »

C'est au nom de ces droits bafoués sans réelle compensation ni alternative que les Bhotias de Lata, après des années de protestations, ont fini par se révolter. Dès la fin des années 1980 en réalité, les villageois de Lata et de Reni multiplient les réunions (*baiṭhak*), comme le raconte un ancien chef de village de Lata, Dhan Singh Rana, dans son livre sur l'historique de la lutte populaire à Nanda Devi, *Saṅgharśnāmā* (« Au nom de la lutte », 2001). Mais ce n'est qu'à la fin des années 1990 que les villageois s'engagent dans une action collective éminemment symbolique. Les compensations offertes aux villageois jusqu'à cette date (que nous avons détaillé dans la partie 8.1.A.) étaient proposées de façon uniforme à l'ensemble des villages de la zone tampon, sans tenir compte du fait que certains villages, comme Lata et Reni, avaient beaucoup plus souffert que les autres de la création du parc national car ils étaient les seuls à avoir perdu tout accès à leurs *bugyāl.* Après avoir tenté de plaider leur cause auprès des gestionnaires de la réserve, les habitants de Lata ont fini par refuser les compensations proposées, ce qui explique d'ailleurs pourquoi le comité d'écodéveloppement à Lata a été créé bien plus tardivement que dans les autres villages de la zone tampon sélectionnés pour ce programme (Seaba, 2006). Ce mouvement de non coopération a en effet conduit la Direction des forêts à investir les fonds dans les villages les moins affectés et les plus coopératifs (Kainthola *et al.* 2006).

Cela étant, les villageois de Lata ont cherché avec un certain succès à s'appuyer sur la solidarité des autres villages de la vallée Niti pour mener leur action. Un incident, semble-t-il, aurait été à l'origine du déclenchement du mouvement. Les gestionnaires du parc auraient refusé de verser une compensation pour du bétail tués par des ours, alléguant qu'aucune provision n'était prévue pour les attaques d'herbivores, et suggérant indirectement que ces attaques auraient été causés par des léopards. Ce qui aurait pu rester une anecdote reflétant l'incompréhension entre les villageois et les gestionnaires de la réserve, a exaspéré au plus

haut point les villageois de Lata, pour qui la menace représentée par les ours, qui avaient déjà dévasté leurs ruches, était bien palpable (Kainthola *et al.* 2006).

Au début du mois de juillet 1998, les villageois de Lata entament une grève de la faim menée à tour de rôle, demandant la restauration de leurs droits coutumiers d'accès au bassin de Nanda Devi qui leur ont été refusés depuis 1982 « sans même les consulter » (Chandola, 1998). Ils annoncent qu'ils projettent, avec des Bhotias venant des dix villages de la zone tampon de la réserve, de pénétrer dans la zone centrale pour, comme le rapporte le journaliste Harish Chandola, « *swoop and snatch their rights* » (*ibid.*). Les villageois ont trois grandes revendications : la plus importante, et sur laquelle ils insistent encore aujourd'hui, est de regagner un accès au parc afin d'assumer le rôle de gardien de la faune et de la flore. Ils demandent également plus de compensations pour la perte de bétail et les dégâts sur les cultures causés par les incursions d'animaux sauvages, ainsi que plus de transparence sur les fonds qui sont alloués à la réorganisation de leur économie. Surtout, cette révolte est l'occasion pour les Bhotias d'élargir la traditionnelle acceptation du mot « conservation », en y incluant leur propre survie, comme l'exprime très clairement le chef du village de Lata qui mène la lutte :

> Nous pensions que si le gouvernement n'était pas capable d'assurer la conservation du parc, il devrait nous laisser faire. Nous avons conservé cet espace traditionnellement depuis des générations. Quand le gouvernement met en danger le parc[359], comment peut-il se permettre de parler de conservation ? La conservation n'est possible que si des gens se trouvent à l'intérieur des parcs nationaux. Mais si les gardes forestiers ne vont pas dans la forêt[360], comment peuvent-ils la conserver ? […] Qu'il s'agisse des *van pañcāyat*, des forêts réservées ou des *civil lands*, ou quel que soit le nom que donne le gouvernement, c'est sa prérogative. Mais ici, les gens considèrent toute la région comme la leur. S'il n'y avait pas de terre, qu'est-ce que les gens feraient ici ? La signification de *jhapṭo-chīno*, c'est que la terre que le gouvernement nous a arraché, nous allons la reprendre. […] Notre principale demande, c'était la conservation. Si le gouvernement n'est pas capable de l'assurer, nous allons le faire. Cette terre est la nôtre, nous la conserverons et nous mènerons nos vies. Si nous vivons, alors seulement nous pourrons assurer la conservation. Notre demande était la suivante :

[359] Dhan Singh fait ici référence aux braconniers qui sévissent dans le parc, et à l'abattage d'arbres y compris après la fermeture du parc.
[360] Dhan Singh fait ici référence aux gardes forestiers qui sont accusés par les villageois de ne pas faire leur travail.

> si l'on parle de la conservation des plantes, des animaux et des arbres, pourquoi ne pouvons-nous pas parler de notre propre conservation ? Nous faisons aussi partie de cette nature (*prakṛti*). Nous sommes des citoyens de cette nation, nous devons aussi être « conservés » ! Nous devons survivre. (Dhan Singh Rana, Lata, 22 avril 2006).

Le 15 juillet 1998, sous l'inspiration du charismatique chef de village de Lata, plus d'une centaine de villageois venant de toute la vallée Niti pénètrent donc en masse dans la zone centrale du parc interdite d'accès, et s'installent armés de pancarte dans le *bugyāl* de Dharansi (photo 7). Beaucoup de personnes qui avaient joué un grand rôle dans le mouvement *Chipko*, les femmes de Reni et le leader Govind Singh Rawat, sont portés au premier plan de ce nouveau mouvement, baptisé *jhapṭo-chīno*, c'est-à-dire « baisse-toi et ramasse » (tes droits). Les Bhotias, en pénétrant dans la zone centrale, veulent envoyer un symbole fort au gouvernement régional, qui répond immédiatement en envoyant des forces de police à Latikharak—mais aucun incident grave n'éclate :

> Nous demandions l'ouverture du parc. A cette époque, les agents de la Direction des forêts… Nous nous sommes querellés avec eux là haut à Latikharak. Ils ont tiré en l'air, mais nous n'avions pas peur. 20-25 garçons sont entrés dans la forêt. Il y avait Rana-ji avec nous. Et Govind Singh Rawat, le chef du bloc de Joshimath. La station de police locale était de notre côté. Les agents de la Direction des forêts étaient venus préparés, accompagnés des forces de police. Mais la déesse les a empêché d'aller très loin. (Jai Lal, Lata, 4 juin 2006).

Au final, le gouvernement de l'Uttar Pradesh reste largement sourd aux revendications des Bhotias, mais cède sur quelques points pour calmer l'agitation. En guise de « droit d'accès », les villageois de Lata, qui avaient l'interdiction d'aller au-delà de Latikharak (la porte d'entrée de la zone centrale), peuvent désormais se rendre jusqu'au *bugyāl* de Dibrugheta et cueillir des *brahmkamal* pour la fête de Nanda Ashtami. Ils obtiennent également l'autorisation de cueillir du *pharan*, mais pour leur consommation uniquement :

> Grâce à Dhan Singh Rana, nous avons pu récupérer quelques droits. Nous pouvons aller jusqu'à Dibrugheta pour rendre un culte à Dubri et cueillir des *brahmakamal* pour la fête de Nanda Ashtami. Mais c'est tout. Par peur, nous ne cueillons aucune autre *jhāṛī-būṭī*. (Arender Singh Rawat, Lata, 10 mai 2006).

En guise de « transparence sur les fonds dépensés en leur nom », les villageois de Lata n'obtiennent rien, si ce n'est un peu d'argent pour le *mahilā maṅgal dal* et l'installation de la fameuse machine à carder la laine, comme l'explique la responsable de l'organisation des femmes :

> Après *Jhapto Cheeno*, la Direction des forêts nous a donné de l'argent et a installé la machine à carder la laine pour que l'on se taise et que l'on arrête de se plaindre de la fermeture du parc (Sukri Devi Butola, Lata, 7 juillet 2006).

Mais sur l'essentiel, le gouvernement, en dépit de promesses, ne fait rien :

> Le gouvernement n'apporta aucune réponse à nos demandes. Tout en haut de la hiérarchie, des personnes du gouvernement comme R.S. Tolia, le secrétaire aux forêts, ou A.S. Negi, le *Chief Wildlife Warden*, nous donnèrent la garantie verbale que nous pouvions continuer nos activités – mais aucun document écrit. C'était une stratégie au plus haut niveau. (Dhan Singh Rana, Lata, 22 avril 2006).

Photo 7. MANIFESTATION DES BHOTIAS DANS LA ZONE CENTRALE PENDANT *JHAPTO CHEENO* (photographie d'une photographie appartenant à Dhan Singh Rana, Lata).

En dépit de ses maigres résultats, le mouvement *Jhapto Cheeno* constitue un tournant dans le conflit qui oppose les Bhotias aux gestionnaires du parc. Dans une certaine mesure, il s'inscrit dans la continuité du mouvement *Chipko* et vient même le parachever :

> La phase post-*Chipko* avait engendré une grande frustration chez les militants locaux qui y avaient joué un rôle important. Ils réalisaient que les questions relatives à l'équité et à l'implication des communautés, ainsi que les demandes portées par ce mouvement avaient été reléguées à l'arrière-plan, tandis qu'une image idéalisée de *Chipko* avait pris le dessus, qui servait les intérêt d'un groupe émergent de conservationnistes. (Kainthola *et al.* 2001).

Avec *Jhapto Cheeno*, les revendications villageoises reviennent sur le devant de la scène, notamment grâce à la couverture médiatique locale dont ce mouvement a bénéficié, mais aussi une couverture scientifique. A partir de 1998, les chercheurs du *GB Pant Institute of Himalayan Environment and Development* (situé à Srinagar, Garhwal), qui avaient commencé à travailler sur la région, publient de façon assez intensive sur la RBND, soit 23 articles entre 1998 et 2003. Certains de ces travaux, notamment un article qui s'essaie à une évaluation quantitative des pertes subies par les Bhotias de Lata depuis la création du parc (Maikhuri *et al.* 2001), permettent aux villageois les plus éduqués, par la médiation de petites associations militantes venues soutenir la cause des Bhotias, d'affuter leurs arguments. Car finalement, un des grands acquis de *Jhapto Cheeno*, c'est d'avoir permis la formation d'une coalition entre des villageois et des militants locaux très actifs, qui aboutira assez rapidement à la formation de la *Nanda Devi Campaign*. Il faut cependant se garder là aussi de verser dans une image trop idéaliste de ce mouvement, qui, malgré tout, n'a pas reçu le suffrage de tous les habitants de la vallée Niti, comme le suggère un habitant du petit village de Paing :

> - Je n'ai pas participé à *Jhapto Cheeno*. Il n'y avait pas beaucoup de monde. Pas beaucoup de personnes de la vallée.
> - Pourquoi ?
> - Parce que l'information ne nous est pas parvenue. A l'époque certaines personnes n'ont réalisé que l'événement avait eu lieu qu'une fois en avoir entendu parler. Les gens disent aussi que ceux qui voulaient se faire un nom n'ont pas impliqué le reste des villageois (entretien avec Dayal Singh Rana, Paing, 11 mai 2006).

B. Braconnage et cueillette « sauvage »

Parmi les villageois en effet, la solidarité communautaire n'est pas toujours de mise et certains discours ou comportements viennent parfois mettre à mal l'unité de la campagne de résistance des Bhotias, largement portée et impulsée par Dhan Singh Rana. Si la résistance

passe en effet par des formes collectives et « nobles » (en tout cas reconnues dans le lexique de la résistance en Inde), comme le mouvement de désobéissance civile qu'incarne *Jhapto Cheeno*, elle s'exprime aussi à travers des actions plus individualistes ou opportunistes, qui ne sont pas données à voir, et qui relèvent largement de la clandestinité. Il s'agit typiquement d'actes de braconnage ou de cueillette « sauvage » de plantes menacées mais ayant une forte valeur monétaire, qui restent cependant peu fréquents.

Au fil des discussions, les villageois sont assez prompts à dire qu'ils se rendent à l'occasion dans la zone centrale pour cueillir des *jhāṛī-būṭī* en dépit de l'interdiction, car ils considèrent souvent que cette pratique est légitime. Il est intéressant de voir d'ailleurs comment les Bhotias se réapproprient les discours sur la conservation de l'environnement à ce sujet :

> Tout le monde allait chercher des *gūccī* et des *kirāzārī*. Cueillir les *kirāzārī* n'endommage pas l'environnement, c'est une plante qui n'existe que pendant une courte période et ensuite elle meurt toute seule. Ce n'est pas comme abattre un arbre. Dans le cas de l'*hāthāzārī* et de l'*ātīs*, nous enlevons toute la plante. Là se pose la question de l'environnement. Les *gūccī* ne sont là que pour quinze jours, comment pouvons-nous abîmer l'environnement ? Ce sont nos forêts et nos ressources, mais maintenant elles appartiennent aux agents de la Direction des forêts (Dev Singh Rana, Paing, 11 mai 2006).

La plupart du temps, ces plantes sont destinées à leur propre consommation, mais certaines ont une valeur monétaire telle qu'il est devenu tentant d'aller s'en procurer pour les revendre à des intermédiaires sur le marché noir. C'est le cas en particulier du *kirāzārī* (*Cordyceps sinensis*) :

> - Où est-ce que l'on trouve ce *kirāzārī* ? A Latikharak ?
> - Non, la zone centrale est interdite d'accès. Les gens d'ici prennent le chemin de Bharlu pour atteindre la prairie de Songagri, au-dessus du village de Sukhi, et derrière cette montagne, qui n'appartient pas aux gens de Lata. En ce moment il doit y avoir des gens qui travaillent là-bas. Ou sinon ils vont vers le col de Kuari. Ils peuvent aller très loin. Mais ils ne vont pas dans la zone centrale car c'est interdit. C'est possible d'y aller, mais illégalement. A cause de l'interdiction, les villageois ont peur du gouvernement, mais certains y vont quand même clandestinement. Avant on avait plus de liberté, mais maintenant c'est fermé. Mais si le clandestin est attrapé, c'est fini pour lui.

- A qui les villageois vendent le *kirāzārī* ?
- Des gens viennent de Dharchula[361], ils ont des contacts avec les gens d'ici. Mais je ne sais pas combien de personnes en achètent. (Entretien avec Puran Singh Rana, Lata, 7 juin 2006)

Mais la peur de se faire attraper fait que cette activité reste marginale :

Aujourd'hui toutes les ressources sont hors de portée car les gardes forestiers nous empêchent d'y aller. On ne peut se rendre à Latikharak qu'en cachette, quand les gardes forestiers ne nous voient pas. Mais s'ils nous attrapent, nous devons payer une amende de 5 000 roupies, même si nous n'avons rien trouvé. Que pouvons-nous faire ? […] Les gardes forestiers ont un bâtiment à Latikharak, mais ils n'y restent pas tout le temps. Si nous allons dans la forêt, n'importe qui peut dire que nous sommes allés chercher des *jhāṛī-būṭī*. Les gardes forestiers viennent alors nous attraper et nous demander ce que l'on a dans nos sacs. Que pouvons-nous faire ? A cause de cette peur, nous n'y allons pas. (Arender Singh Rawat, Lata, 10 mai 2006).

La question du braconnage est en revanche beaucoup plus sensible. Le braconnage, comme la possession d'armes à feu, sont interdits dans la réserve. Il n'en reste pas moins que certains villageois sont en possession de vieux fusils, qui leur servaient auparavant à effrayer les animaux qui venaient menacer leurs troupeaux ou détruire leurs champs et ruches. Après des discussions avec les villageois de Lata, la grande majorité se montre très hostile au braconnage, une activité jugée répréhensible et à laquelle elle n'apporte donc pas sa caution. Cette attitude s'explique peut-être par la réussite des programmes de sensibilisation environnementale, mais plus vraisemblablement par le fait que la chasse n'a jamais fait partie du mode de vie des Bhotias. Et aussi probablement parce que les Bhotias savent bien que s'ils s'engageaient sur cette voie, ils ne feraient que renforcer les préjugés que les gestionnaires entretiennent à leur endroit. Pour autant, la précarité économique des villageois, doublée de l'attrait du gain, semble inciter certains Bhotias à franchir le pas. D'autant qu'à en croire les journaux locaux et diverses publications scientifiques, le parc est devenu depuis sa fermeture « un sanctuaire pour les braconniers » (Kala, 2001a). Entre 1995 et 2001, le gouvernement régional aurait en effet recensé 81 cas de braconnage ou de tentative de braconnage dans la réserve, soit en moyenne un cas par mois (Kala, 2001b).

[361] Dharchula se trouve à la frontière népalaise.

Dans le village de Lata, les habitants refusent en général d'être considérés comme responsables de ce braconnage, qui, disent-ils, est le fait de personnes venant de Dharchula — montrant des coupures de journaux qui appuient effectivement leurs dires (Chandola, 1999). Dharchula est un village situé sur le flanc est de la réserve, à la frontière népalaise, souvent présenté comme un des centres de la contrebande de la faune et de la flore sauvages. Les habitants de Lata accusent également certains agents de la Direction des forêts et autres « personnes importantes » de participer à cette contrebande :

> - Il n'y a pas de problème avec le parc national. Il a été fermé pour sauver les forêts. Mais les braconniers s'y rendent la nuit sans que personne ne le sache. Les braconniers et les gardes forestiers s'y rencontrent, sans qu'on ne puisse rien voir. Le parc est fermé pour nous… […] Il existe de nombreux endroits pour entrer dans le parc. Les braconniers y pénètrent à une heure ou deux heures du matin, et ils chassent pendant la journée. Et pendant ce temps là, les gardes forestiers sont assis au bord de la route.
> - Les braconniers viennent d'ici ?
> - Non ! Ce sont des étrangers, des gens de Dharchula. Il y a aussi des *big officers*. Ils traversent la rivière Kali[362], ce sont eux les chasseurs ! Ils braconnent le chevrotin porte-musc. La glande du chevrotin porte-musc est vendue comme le *caras* (cannabis), en *tolā.* Une *tolā* coûte 23 à 25 000 roupies, et elle est revendue encore plus cher sur le marché international (entretien avec Raju Rawat, Lata, 11 mai 2006).

Quoiqu'en disent probablement de bonne foi la plupart des villageois de Lata, la tentation de la contrebande existe cependant au village. Le premier exemple indirect nous est parvenu par le biais d'une femme se présentant comme chercheuse à l'université d'Aligarh, qui est venue passer trois jours à Lata pour faire officiellement un relevé des savoirs locaux des Bhotias. Il est impossible de le vérifier, mais il s'est avéré que cette femme était aussi très intéressée par la question du braconnage, adoptant une stratégie assez douteuse sur le plan déontologique pour faire parler les Bhotias : elle a demandé à un villageois s'il avait des glandes de musc à lui vendre car elle était malade. Le villageois en question lui a montré une dépouille de chevrotin porte-musc, soigneusement cachée, mais qui n'avait plus de glande. Il lui a dit l'avoir trouvé dans la forêt. D'après cette femme, il y aurait très peu de braconnage à Lata, car le village est régulièrement visité par les gardes forestiers. Néanmoins, dans le village adjacent de Tolma, cette pratique serait répandue — ce qui est impossible à vérifier.

[362] La rivière Kali Ganga se trouve de l'autre côté du parc, côté Kumaon, à la frontière du Népal.

Un incident relaté dans un journal local à la fin de notre séjour a permis de délier un peu les langues. Quatre hommes Bhotias ont été arrêtés par la police à Dehradun en possession de 2 peaux de léopard des neiges, 3 biles d'ours et 5 glandes de chevrotins porte-musc. Il s'agit de villageois éduqués (ils sont tous allés à l'école, l'un d'entre eux à un master), qui ont un travail et sont relativement aisés. Parmi eux, on trouve le propriétaire d'une agence de voyage de Joshimath et son associé, et le chef du village de Subhain, à proximité de Reni. Dhan Singh Rana, qui condamne cette action, la met sur le compte de l'appétit du gain (*paisā bhūkh*). Sur le marché international, le montant de ces prises peut en effet s'élever jusqu'à 3 millions de roupies, comme le relate le journal. Cet événement a causé beaucoup d'émois au village, où la coupure du journal où figure une photo des prises est passée de main en main (photo 8).

वन्य जीव अंगों के साथ चार तस्कर बंदी

गुलदार की दो खाल,तीन भालूओं की पित्त की थैली व पांच कस्तूरियां बरामद

देहरादून पुलिस के हाथ चढ़े गुलदार की खालों के साथ वन्य जीव तस्कर। जागरण

पकड़े गए माल की कीमत अंतर्राष्ट्रीय बाजार में 25 से 30 लाख आंकी ग्राम प्रधान समेत गिरफ्तार सभी तस्कर चमोली जिले के

Photo 8. ARTICLE PARU DANS LE *DAINIK JAGARAN* SUR L'AFFAIRE DU BRACONNAGE, DATE DU 1ER JUILLET 2006 (photo : S. Benabou)

Ce long extrait d'entretien avec Sarasvati Devi, une femme de Lata, exprime bien le point de vue des villageois :

- Ils ont créé des problèmes en installant ce parc. Nous n'allons pas dans la forêt. Mais les ressources de la forêt profitent à d'autres. Pour nous, il y a le *cokīdār*

[celui qui surveille], mais pour les autres, il n'y a personne. Pour nous le parc est fermé. Quand nous avons besoin de *pharan* pour les douleurs d'estomac, ou de *chippī* ou de *chorū*… c'est complètement fermé. Pour nous c'est interdit, donc on va au marché. Les gens importants peuvent faire ce qu'ils veulent. Ces personnes qui ont été attrapées avec des prises qui valent 40 *lākh*... Ca ne nous rend pas la vie facile. Ils nous empêchent d'entrer dans la forêt. Que va-t-on y chercher ? Des légumes, comme le *puyānū*, le *cāndrā*, le *barmao*, le *pharan*. Nous ne savons rien à propos de ces histoires de braconnage et de fusils.

- Et que penses-tu de cette affaire de braconnage ?

- Pour nous c'est une perte car nos hommes sont en prison et la forêt a été volée. D'un côté, on nous empêche d'aller dans la forêt pour prendre des légumes, et de l'autre, des ressources de cette même forêt sont vendues à Dehradun pour 40 à 50 *lākh*. Qui permet cela ?

- Tu penses que la Direction des forêts est impliquée ?

- Comment pourrais-je le dire ? On ne peut pas parler. [*Sarasvati Devi murmure :* « ils ont rencontré les gardes forestiers, qui leur ont dit : 'vous y allez et vous nous ramenez tout ça' »] Qu'est-ce que j'en sais ! On a même du mal à y croire ! Comment se fait-il que ces produits aient pu arriver jusqu'à Dehradun ?

Notre déesse est dans cette forêt, mais on ne peut pas y aller, on ne peut rien prendre. On nous a dit que si on retournait dans la forêt, les arbres allaient se dessécher. Par peur, nous n'y allons plus. Mais d'un autre côté, certains vont y braconner et amènent des peaux de léopards, du musc, du *kirāzārī* et de la bile d'ours à Delhi. Mais pour nous c'est interdit. Certains locaux et des agents de la Direction des forêts se rencontrent comme toi et moi pour discuter, et les agents leur disent de ramener les produits et qu'ils leur donneront une part des gains.

Les agents de la Direction des forêts disent que la forêt est surveillée, mais comment se fait-il que des arbres sont coupés ? Ils jouent aux cartes et ne surveillent rien du tout. C'est pour ça que notre forêt est volée.

[…]

Qui surveille la forêt quand les gardes forestiers s'y rendent ? La forêt est pour les agents de la Direction des forêts, pas pour nous. Quand nous protestons, on nous répond que nous sommes des femmes non éduquées et que nous ne savons rien. Cette histoire de braconnage apporte la preuve de ce qui se passe dans la forêt ! Pour les pauvres gens comme nous, l'entrée est interdite, tandis que les leaders et les gens importants de Dehradun et de Delhi récupèrent les marchandises illégales ! S'il est interdit d'entrer dans le parc, comment se fait-il que ce braconnage ait eu

> lieu ? Si je mange tout ce que j'ai dans ma cuisine et que je ne garde rien, il ne restera plus rien.
> - Vous vous sentez piégés ?
> - Oui, le système est mal fait. Ils attrapent nos jeunes sans emploi, et tout ce dont ils ont besoin c'est une preuve. Et les marchandises arrivent à Delhi. Ils peuvent attraper n'importe qui quand nous allons dans la forêt pour nos besoins. (Entretien avec Sarasvati Devi Rawat, Lata, 3 juillet 2006).

C. Interpeller les « puissants » : la venue de Mr Green et ses antécédents

Les villageois de Lata n'ont pas les moyens de se rendre jusqu'à Dehradun ou Delhi pour faire entendre leurs voix. Aussi, une stratégie qu'ils utilisent systématiquement depuis la création du parc consiste à interpeller les personnes qu'ils jugent « importantes » quand ces dernières se rendent dans la réserve. Les exemples sont nombreux, et on ne citera pour l'instant qu'une rencontre hautement symbolique qui a eu lieu entre les villageois et un certain Mr Green, membre de l'UICN, en septembre 2004. Mais avant de la raconter, on peut rappeler le tout premier épisode où les villageois se confrontent directement à des personnes autres que les agents de la Direction des forêts, mais qui, d'une façon ou d'une autre, sont impliquées dans l'existence même du parc national de Nanda Devi.

Ce premier cas, raconté par un journaliste de l'*Himachal Times* (Anon. 1983), remonte à juillet 1983. A cette date, des scientifiques de la *Zoological Survey of India*, P.C. Tak et Girish Kumar, se rendent dans le parc pour conduire une des premières enquêtes sur les animaux et oiseaux menacés. Il s'agit des premiers étrangers qui visitent le parc depuis sa fermeture en novembre 1982. L'avancée des scientifiques est bloquée par un groupe de villageois de Lata « furieux » (*ibid.*), menés par des femmes, qui les interpellent pour leur faire connaître leur situation :

> D'après Mr P.C. Tak et Mr Girish Kumar, deux scientifiques de la ZSI, les villageois avaient déclaré que leur économie, qui dépendait principalement des revenus gagnés en portant les sacs des expéditions alpines, avait été interrompue avec l'interdiction totale des activités alpines dans le parc. Ils rapportent que les villageois gagnaient 3 à 4 *lākh* par an. En outre, des problèmes pour faire pâturer leurs chèvres et ramasser du bois de chauffe se sont aussi manifestés. La cueillette de plantes médicinales, une autre source de revenus et le principal moyen de

> protéger les villageois des maladies, a aussi été sévèrement touchée par la fermeture du parc[363] (*ibid.*)

Comme le suggère le dernier extrait d'entretien avec Sarasvati Devi, les villageois sont ulcérés par la politique du « deux poids deux mesures » qui permet à certains de rentrer dans le parc tandis qu'ils doivent supporter toutes les interdictions – un discours sur l'injustice que l'on retrouve tout au long de l'histoire du conflit entre les Bhotias et les divers représentants du parc :

> Les villageois maintenaient que s'ils n'étaient pas autorisés à entrer dans le parc, ce qui est leur droit historique, ils ne permettraient à personne d'autre d'entrer dans le parc non plus. Quand il fut expliqué aux villageois le but de la visite des scientifiques de la ZSI, ces derniers furent autorisés à continuer leur chemin[364] (*ibid.*)

Il semble qu'à l'époque, la violence du choc a été telle que les villageois se sont montrer particulièrement agressifs, une attitude que l'on ne retrouve plus aujourd'hui :

> Mr Girish Kumar a dit à ce reporter que les villageois étaient si violents qu'ils avaient même menacé de les tuer, ou n'importe quel autre « intrus » qui se présenterait.
>
> Ils avaient déclaré que bien que le gouvernement régional et la Direction des forêts avaient promis une véritable réhabilitation pour les villageois affectés, rien n'avait encore été fait en ce sens. À part donner des emplois à 5 ou 6 villageois, les principaux efforts de réhabilitation, comme la création de pépinières, etc. avaient été négligés[365] (*ibid.*).

---

[363] « According to Mr P C Tak and Mr Girish Kumar, two ZSI scientists, the villagers had alleged that their economy which mainly depended on the income earned by carrying the luggage of the expédition teams had been stopped by a total ban on the mountaineering activities in the park. They claimed that the villagers used to earn Rs 3-4 lakhs as wages every year. Besides, problems of grazing of their goats and collection of fuel-wood have also cropped up. The collection of médicinal herbs, another means of income and the main source of protecting the villagers from diseases has also been badly hit by the closure of the park ».

[364] « The villagers were adamant that if they were not allowed to go Inside the park, which is their birth right, they would not allow others to enter the park either. When the villagers were made to understand the aim of the visit of the ZSI scientists, the latter was permitted to go ahead ».

[365] « Mr Girish Kumar told this reporter that the villagers were so violent that they had even threatened to kill them or that case any other 'intruders'. They had alleged that though the state government and the forest department had promised proper réhabilitation of the affected villagers, nothing had so far been done towards that end. Except providing jobs for five or six villagers the major work of réhabilitation, such as raising of nurseries, etc. have been neglected ».

Plus de vingt ans plus tard, cette scène de confrontation se répète, cette fois-ci avec Mr Michael Green, un expert de l'UICN. La scène est rapportée par le journaliste Harish Chandola (2004). Il est intéressant de « confronter » justement ces deux épisodes, car si l'on retrouve des similitudes qui sont liées au fait que la situation des Bhotias ne s'est pas fondamentalement améliorée, on voit également que ces derniers (ou en tout cas ceux qui portent la voix de la communauté), avec le temps et au contact d'organisations militantes, ont précisé leurs arguments, leur technique de persuasion, et leur analyse de la situation.

En septembre 2004, les villageois de Lata apprennent qu'une équipe de l'UICN, conduite par Michael Green, visite la région. Les villageois décident de se rendre au bureau du *District Forest Officer* (DFO) de Joshimath, qui accueille Mr Green, pour en savoir plus sur l'objet de sa visite et lui soumettre un mémorandum. Ils apprennent que ce dernier est venu pour recommander l'inscription de la vallée des Fleurs, la deuxième zone centrale de la RBND depuis 2000, dans la liste des sites du Patrimoine Mondial de l'Unesco, comme ce fut le cas pour le parc national de Nanda Devi en 1988 :

> Ceux qui le rencontrèrent lui demandèrent en quoi cette appellation de site du patrimoine mondial allait bénéficier à ce paradis de fleurs sauvages, aux animaux qui y vivent et aux villages qui l'entourent. Ils lui présentèrent également un mémorandum qui indiquait que la réserve de biosphère de Nanda Devi adjacente avait reçu le statut de site du patrimoine mondial deux décennies plus tôt, à la suite de quoi la population qui avait protégé ses forêts et sa faune sauvage depuis des milliers d'années s'était vue privée de ses droits traditionnels, tandis que la responsabilité avait été donnée à une nouvelle agence, la Direction des forêts du gouvernement. Cette situation avait ouvert la réserve aux braconniers, comme le démontraient les arrestations de plusieurs équipées ces cinq dernières années. En lui donnant le nom sophistiqué de Site du Patrimoine Mondial, la région de Nanda Devi avait été volée de la protection qu'elle avait reçue de la population qui vit autour d'elle[366] (*ibid.*).

Les villageois, qui jusqu'alors s'en prenaient principalement aux représentants les plus visibles du parc – la Direction des forêts – semblent avoir désormais identifié le fait qu'un

[366] « Those that met him asked how this paradise of wild flowers, the animals in it and the villages surrounding it, would benefit by calling it a world heritage site. They also presented him a memorandum stating that the adjacent Nanda Devi biosphere reserve had been given the status of a world heritage site two decades ago, by which the traditional rights of the people who protected its forests and wild life for thousands of years were taken away, and that responsibility was given to a new agency, the government forest department. This had opened the reserve to poachers, as the arrest of teams of them in the last five years has shown. By giving it the fancy name of a World Heritage Site, the Nanda Devi area was robbed of the protection it had received from the people living around it ».

certain nombre de décisions décisives pour leur avenir se prennent au plus haut niveau, par des « experts » étrangers avec lesquels ils argumentent de façon quasiment ontologique sur les discontinuités entre l'homme et son environnement engendrées par les politiques de conservation :

> Dans le mémorandum donné à Mr Green, il était dit que des organisations du gouvernement indien avaient conduit des études sur l'environnement de la réserve après qu'il ait été séparé de la population, et qui rapportaient que les familles qui vivaient dans cet environnement avaient non seulement été privées de leur relation avec la forêt et la vie sauvage, mais qu'elles avaient en réalité souffert économiquement et psychologiquement à la suite de cette privation. Le mémorandum indiquait que les forêts, les animaux et les populations formaient une communauté, qui survivait en se soutenant mutuellement. Des agences extérieures vinrent ensuite en affirmant amener leur « expertise », et séparèrent les trois éléments de cette communauté, initiant la mort lente de chacun […][367] (*ibid.*).

La discussion évolue ensuite vers la question des « nouvelles méthodes » de conservation, qui désignent dans ce contexte les programmes d'écodéveloppement étudiés au chapitre 8.1., que les villageois aiment tourner en ridicule :

> Cette situation conduisit à une querelle, Mr Green répliquant qu'il avait été dans de nombreux pays, manifestement pour enseigner de nouvelles méthodes de conservation. Cependant ceux qui le rencontrèrent dirent qu'il semblait ignorer les méthodes traditionnelles de conservation, et se demandèrent comment, sans cette connaissance, pouvait-il imposer ses « nouvelles méthodes » non testées ? Lui et un autre collègue de l'UICN était accueilli par la Direction des forêts régional. Il fut informé que ce département utilisait les « nouvelles méthodes » en donnant à quelques familles, qui avaient du vendre des milliers de leurs moutons aux bouchers car l'accès à leurs espaces de pâturages traditionnels dans le parc national de Nanda Devi leur avait été fermé, quelques kilogrammes de laine en prétendant les aider, en apportant quelques autocuiseurs à d'autres afin qu'ils ne brûlent pas trop de bois pour leur cuisine, en donnant des lampes à énergie solaire qui ne fonctionnèrent que quelques jours et n'éclairaient rien, et en distribuant des poulets pour encourager l'élevage de volailles afin que les villageois ne tuent pas d'oiseaux

[367] « In the memorandum given to Mr. Green, it was stated that Indian Government organizations had conducted studies of the reserve's environment after separating it from the people, and reported that the families in and around it had not only been robbed of their relationship with the forest and its wildlife, but had actually suffered economically and psychologically as a result. The memorandum said that forests, animals and people formed a community, which survived by supporting one another. Outside agencies then came in the name of bringing in their "expertise" and separated the three elements of this community, initiating the slow death of all three ».

pour se nourrir. Tout cela a été réalisé avec les fonds publics de la Direction des forêts. La laine qui a été donnée aux familles ne suffisait même pas à tricoter un pull, les autocuiseurs étaient trop petits pour cuire la quantité de riz nécessaire pour une famille, et les poulets qui ont été donnés furent tous mangés, et, en dépit des milliers de roupies dépensés, il n'y avait aucun élevage de volailles dans toute la région. Les squelettes des lampes solaires furent récupérés plus tard par la Direction des forêts[368] (*ibid.*)

Surtout, les villageois insistent sur les divisions et les conflits générés par ces programmes au sein de la communauté villageoise en montant les Bhotias les uns contre les autres, et suggérant implicitement que la Direction des forêts, en soudoyant les moins récalcitrants, pratique la politique du « diviser pour mieux régner » :

Ces actions de charité générèrent cependant plusieurs résultats négatifs. Tout d'abord, quand, dans un village de 30 maisonnées, seulement deux familles se virent attribuées un autocuiseur, les autres se sentirent mises à l'écart, ou quand certaines recevaient quelques kilos de laine ou une lampe solaire, les autres voulaient savoir pourquoi ces dernières avaient été favorisées. Cela causa de la jalousie et créa des rivalités pour obtenir les faveurs des agents forestiers qui donnaient ces choses. Cette discrimination alimenta un sentiment d'infériorité chez de nombreux villageois. Une société auto-suffisante en était rendue à quémander. Elle devint divisée et la paix fut brisée. En accordant des faveurs à certains, le département créa des éléments dans les villages qui devinrent ses *yesmen* et ses *yeswomen*, que le département désigna comme des « éco sociétés ». Ces prétendues éco sociétés (il y en a à peine deux dans cette région), n'étaient pas élues, mais désignées par les agents de la Direction des forêts. Aussi, quand Mr Green argumenta qu'il avait rencontré des membres des éco sociétés (il n'avait en réalité rencontré les membres que d'une, dans la Vallée des Fleurs, pour qui, dit-on, un

[368] « This led to an argument, with Mr. Green saying he had been to many countries, obviously to teach new methods of conservation. However those that met him said he seemed to be unaware of the traditional methods of conversation practiced by societies, and wondered without that knowledge, how could he impose his untried "new methods"? He and another colleague from the IUCN were hosted by the state forest department. He was informed that this department used the "new methods" by giving some families which had to sell thousands of their sheep to butchers because their traditional grazing grounds had been closed to them in the Nandadevi National Park, a few kilograms of wool, in the name of helping them, presenting a few pressure-cooker pots to others so they would not burn much wood in cooking, giving solar-powered lanterns that let alone lasted only a few days, did not light at all, and distributing chicken to encourage poultry-farming so that people would not kill birds for food. All this was done with public funds by the forest department. The wool it gave to families was not enough to knit even a sweater, the pressure-cookers were too small to cook rice for a whole family, and the chickens it gave were all eaten up and despite thousands of rupees spent on them, there was still not a single poultry-farm anywhere in the region. The skeletons of solar-lanterns were later collected by the donor department ».

> bon repas avait été organisé par le DFO), on lui demanda qui étaient ces personnes, ce qu'il ne savait pas[369] (*ibid.*).

Enfin, les villageois présents lors de cette confrontation invitent l'expert de l'IUCN à s'adresser aux institutions villageoises représentatives et élues, marquant ainsi une certaine radicalisation en réaffirmant le rôle politique du système des *pañcāyat* face à la toute-puissance prise par la Direction des forêts dans la région de Nanda Devi:

> Il fut informé que les villageois ici avaient élu des instances représentatives, appelées les *pañcāyat* de village, et que s'il souhaitait connaître les opinions de la population sur la décision de conférer le statut de site du patrimoine mondial à la Vallée des Fleurs, ou sur l'introduction d'un « nouveau » régime de gestion de l'environnement, il aurait du rencontrer les membres du *pañcāyat* en plus des personnes qui lui ont été présentées comme éco sociétés par la Direction des forêts[370] (*ibid.*).

Il s'agit là d'un article écrit par un journaliste sympathisant de la cause des Bhotias, mais qui montre bien que ces derniers, menés par quelques villageois très actifs, et, nous allons le voir, des organisations militantes, organisent une résistance de plus en plus offensive pour faire valoir leurs droits. Cette reconfiguration des rapports de force devient évidente quand, au début des années 2000, la question de l'ouverture du parc au tourisme est officiellement envisagée.

---

[369] « These charity actions however created several negative results. First of all, when in a village of 30 households, two were given pressure-cookers, the others felt denied, or when some received a few kilograms of wool or a solar-lantern, the rest wanted the know why those were favoured. This caused jealousy and created rivalries to obtain the favour of forest officers who gave these things. This discrimination made many feel inferior. A self-reliant society was taught to beg for things. It was divided and its peace was shattered. By presenting such things to some, the forest department created elements in villages that would act as its yesmen and yeswomen, which the department then designated as "eco-societies". These so called eco-societies (there will be hardly a couple in this area), were not elected, but appointed by forest officials. So when Mr. Green argued that he had met members of eco-societies (he met members of just one, in the Valley of Flowers, for whom, it was said, a good lunch was hosted by the DFO), he was asked who they were, which he did not know ».

[370] « He was informed that villages here had elected representative bodies, called village panchayats, and if he wished to know the views of the people on the decision to confer a world heritage site on the Valley of Flowers, or the introduction of a "new" environmental management regime here, he should have sought and met panchayat members in addition to persons presented to him as eco-societies by the forest department ».

8.3. La lutte pour les bénéfices de la conservation

A. Tensions autour de l'ouverture du parc au tourisme

En novembre 2000, après des années de revendications populaires, l'immense État de l'Uttar Pradesh, l'État le plus peuplé de l'Union indienne, est démembré de sa partie septentrionale pour laisser place au nouvel État de l'Uttaranchal[371]. En tant que lutte pour la reconnaissance des particularismes culturels de cette région et pour un rapprochement de l'administration du peuple — l'Uttar Pradesh était majoritairement un État de plaines, très développé au niveau agricole, et les préoccupations du gouvernement régional étaient souvent fort éloignées de celles exprimées par ses sujets minoritaires des montagnes —, le mouvement séparatiste qui fait rage dans les années 1990 trouve un écho dans la situation des Bhotias de Nanda Devi. Le nouveau ministre du tourisme de l'Uttaranchal, Kedar Singh Fonia (BJP[372]), est originaire de cette région et se montre favorable à la réintroduction d'une espèce exotique dans le parc : les touristes (Kazmi, 2001). Le nouvel État de l'Uttaranchal est un État pauvre, qui a besoin de rentrées d'argent. Dans ce nouveau contexte, les Bhotias espèrent enfin trouver une issue à leur situation.

Les Bhotias ne sont pas les seuls à souhaiter la réouverture de la réserve au tourisme. Depuis que le parc est devenu une réserve de biosphère, l'Unesco, à travers le comité du patrimoine mondial, pousse aussi dans ce sens. On peut en effet lire dans un rapport périodique cette recommandation du bureau du patrimoine mondial, émise en 1997 : « le bureau a pris note du haut niveau de protection accordé au parc de Nanda Devi et demande que l'État partie considère d'entreprendre une étude de faisabilité pour le développement d'un tourisme spécialisé (alpinisme) dans le parc »[373] (Unesco, 2003). Toutefois, la pression la plus forte pour obtenir la réouverture de la réserve aux expéditions vient des agences de tourisme et de l'*Indian Mountaineering Foundation* (IMF), qui « ont fait un travail de lobbying intensif

[371] Le choix du nom « Uttaranchal » revient au parti politique BJP, et a été beaucoup critiqué. En janvier 2007, l'État retrouve le nom d'Uttarakhand.
[372] *Bharatiya Janata Parti*, ou « Parti du Peuple Indien », tendance nationale-hindouiste.
[373] « The Bureau took note of the high level of protection afforded to Nanda Devi and requested that the State Party consider undertaking a feasibility study for specialized (mountaineering) tourism development in the Park ».

auprès de l'ancien gouvernement de l'Uttar Pradesh pour la réouverture de la réserve de biosphère »[374] (Kazmi, 2001). Depuis la fermeture de la réserve, les alpinistes n'ont plus le droit de se rendre à l'intérieur de la zone centrale, mais ils sont autorisés à aborder les pics situés à la périphérie de la zone depuis l'extérieur de la réserve. « Les alpinistes exercent une forte pression sur le gouvernement pour ouvrir le parc », dit en substance le scientifique du WII S. Sathyakumar, en charge de la dernière expédition scientifique à Nanda Devi, « car ils veulent avoir accès aux pics situés à l'intérieur de la zone centrale » (entretien du 20 mars 2006, WII, Dehradun)[375].

Au mois de mai 2001, l'IMF obtient l'accord du ministère de l'environnement et des forêts (MoEF) de Delhi et du gouvernement de l'Uttaranchal pour entreprendre une expédition exploratoire dans le parc, officiellement dans un but « scientifique ». Voici comment Harish Kapadia, célèbre alpiniste indien et leader de l'expédition, présente sa mission :

> On nous a demandé d'étudier spécifiquement quatre points :
> - si de nouvelles dégradations ont eu lieu depuis la fermeture du sanctuaire
> - si la fermeture complète a été profitable à la croissance des ressources naturelles
> - si la fermeture a été totale ou s'il y a eu des entrées illégales
> - si le fragile environnement du sanctuaire est aujourd'hui suffisamment solide pour permettre quelques activités d'alpinisme et de randonnée.
>
> A partir du rapport produit par notre équipe, un « plan de gestion » pouvait être formulé par l'IMF et le gouvernement de l'Uttaranchal[376] (Kapadia, 2005 : 112-113).

Il va sans dire qu'avec cette expédition, l'IMF empiète directement sur la chasse gardée des scientifiques chargés de l'évaluation écologique du parc et de la Direction des forêts chargée d'en assurer la protection !

---

[374] « Since then, mountaineers and tourists have been lobbying hard with the earlier Uttar Pradesh government to throw open the biosphere reserve ».

[375] Reconstitution à partir de notes prises lors d'un entretien non enregistré.

[376] « We were asked to study specifically the following points:
whether any further destruction have taken place since closure of the sanctuary
whether the total closure has been beneficial to the growth of natural resources
whether the closure has been total or there have been several encroachments or
whether the sanctuary's fragile environment is now strong enough to allow some trekking and climbing activity.
Based on the report of our team, a 'management plan' could be formulated by the IMF and the Uttaranchal Government ».

Le 3 juin 2001, l'équipe de Kapadia arrive dans le village de Lata pour recruter des porteurs, à la grande surprise des villageois. La dernière expédition autorisée à pénétrer dans le sanctuaire remontait à 1993, quand une équipe constituée de membres de l'armée et de scientifiques avait été en charge de la première évaluation scientifique de la réserve. Quand Kapadia annonce que son équipe est chargée par le gouvernement de se prononcer sur l'ouverture ou non de la réserve, les villageois sont rassurés (Sethi, 2001). Mais rapidement, la méfiance s'installe. Les villageois s'affrontent à Kapadia, qui d'après un journaliste, aurait essayé de négocier les salaires à la baisse (Sethi, 2001). Ne perdons pas de vue que cette situation met en scène un alpiniste renommé et ses anciens porteurs… Voici comment Kapadia raconte cette confrontation :

> Les négociations sur les salaires étaient achevées, mais, alors que l'expédition était prête à partir, attendant les porteurs, le *pradhan* de Lata vint avec une 'résolution' sur papier et un carnet de reçus. Il tenait à ce que l'on obtienne de lui un 'permis' et à nous faire payer une taxe de 5 roupies par jour et par personne pour pouvoir pénétrer dans le sanctuaire. Nous avons refusé, car seul le gouvernement de l'Uttaranchal ou ses représentants sont autorisés à délivrer des permis et à demander de l'argent. Après de longues discussions, les porteurs se sont mis en grève et ont refusé de porter les bagages de l'expédition. Il semble qu'il s'agisse d'un nouveau et menaçant développement dans l'Himalaya (qui nous rappelle les rebelles maoïstes dans le Népal voisin). Les revendications des villageois étaient dans un sens justifiées car on leur avait fait beaucoup de promesses quand le sanctuaire avait été fermé, mais qui n'ont pas été tenues. Ils craignaient qu'avec l'ouverture du sanctuaire aux randonneurs et aux alpinistes, la plupart des bénéfices seraient empochés par des étrangers et qu'ils seraient de nouveau laissés en plan.
>
> J'avais une tâche à accomplir, donc j'ai fait savoir à d'autres porteurs, dont certains m'étaient connus suite à mes deux précédentes visites, que j'avais sur moi une grosse somme en argent liquide qu'ils pourraient gagner comme porteurs pour cette expédition, et je menaçais de rentrer chez moi avec le pactole. La tentation était la règle du jeu et les 'principes' n'ont pas pu résister longtemps face à une telle proposition. Quelques heures plus tard, le *pradhan* et les porteurs sont revenus, appâtés par l'argent qu'ils allaient gagner[377] (Kapadia, 2005 : 114-115).

[377] « The negotiations for rates were over but as the expedition was ready to move, awaiting porters, the *Pradhan* of Lata village came with a 'resolution' on paper and a printed receipt book. He wanted us to obtain a 'permit' from him and wanted us to pay Rs. 5/- per day per person as fee to enter the sanctuary. We refused to do so as only the Uttaranchal Government or its representatives are authorised to issue any permit and collect money. After long arguments, the porters went on strike and refused to carry luggage for the expedition. This seems to be a new and threatening development in the Himalaya (somewhat like the Maoist rebels in nearby Nepal). The villagers were not wrong in their demands too for they were promised a lot when the sanctuary was closed first,

Satisfait d'avoir pu corrompre des villageois désœuvrés et désargentés, Kapadia prend quand même la peine d'ajouter en note :

> Toutes les futures expéditions et équipes de randonneurs sont avisées que de tels permis et paiements aux villages de cette région ne sont pas nécessaires pour la visite du sanctuaire de Nanda Devi[378] (Kapadia, 2005 : 115).

L'expédition va donc passer 25 jours à l'intérieur de la zone centrale. La composition de l'équipe est surprenante. Outre Harish Kapadia, membre de l'IMF et alpiniste, elle compte parmi ses membres Suman Dubey, alpiniste et éditeur du journal de l'IMF *The Indian Mountaineer* ; Rupin Dang, directeur de *Wilderness Films India*, une compagnie privée qui produit des documentaires ; Dr. M.N. Sharma, de l'*Indian Air Force* ; Motup Chewang, alpiniste et tour opérateur de la compagnie privée *Rimo Expeditions*, spécialiste des voyages d'aventures dans l'Himalaya ; un certain Anand Pendharkar, rédacteur du site internet *Indbazaar.com* basé à Mumbai et ancien élève de master du WII; et le Dr. Ahmad Sarfaraz, glaciologue à l'université JNU de Delhi. Pour beaucoup, cette expédition n'avait en réalité aucune dimension scientifique et visait principalement à dénoncer la mauvaise gestion de la Direction des forêts pour appuyer la demande d'ouverture de la réserve aux expéditions (Sethi, 2001). Au retour de l'expédition, Rupin Dang produit en effet un documentaire, *Return to Nanda Devi*, qui montre les amoncellements de déchets qui restent dans la zone centrale et deux crânes de bharal (*Pseudois nayaur*) comme preuves des activités de braconnage qui sévissent dans la réserve. Pour le Dr Sathyakumar du WII, ce film, qui montre les pressions du « lobby alpin », est un « mensonge », les images des crânes de bharal ayant été mises en scène (entretien du 20 mars 2006, WII, Dehradun).

Les conclusions de l'expédition ne sont en effet pas du goût des scientifiques et de la Direction des forêts, qui refusent d'entendre parler de l'ouverture de la zone centrale :

> La Direction des forêts a pris une position claire : elle n'autorisera aucune activité dans la zone centrale car celle-ci affecterait le délicat équilibre écologique de la

---

but nothing was done. They feared that when the sanctuary opens to trekkers and climbers again, the main benefits would go to outsiders and they would be left in the lurch again. I had a job to do, so I spread the word with other porters, some of whom I knew from my previous two visits, about the large amount of cash I was carrying for them to earn as porterage on the current expedition and I threatened to return home with the goodies. Temptation was the name of the game and the 'principles' could not last against such a large one. After few hours, the *Pradhan* and porters returned, lured by the money they were to earn ».

[378] « All future expeditions and trekking teams are advised that no such permits and payment is required to be made to any villages in this area for visiting the Nanda Devi Sanctuary ».

région[379] (Protected Area Update, 2001b).

> Un peu plus tôt, le Dr. S. Sathyakumar, un spécialiste de l'écologie de haute montagne au *Wildlife Institute of India* de Dehradun, se serait opposé à toute ouverture de la réserve au tourisme. Il a déclaré que l'écologie intacte de la région pourrait en souffrir et que l'ouverture du parc encouragerait également la cueillette de plantes médicinales de la réserve par les locaux[380] (*ibid*).

Un agent de la Direction des forêts de l'Uttaranchal, cité par le journaliste Nitin Sethi, se serait écrié (sous couverture d'anonymat) :

> Dès le début ils n'ont jamais eu l'intention de faire de la recherche, donc ils n'ont eu aucun scrupule à proposer ce qui leur chantait. L'expédition ressemble à un groupe d'hommes d'affaires en voyage de prospection à la recherche de nouvelles opportunités commerciales[381] (Sethi, 2001 : 21).

En fait, l'ouverture de la réserve au tourisme est avant tout une histoire de gros sous et de qui parviendra à avoir la mainmise sur cette activité. Dans cette reconfiguration des rapports de force, les Bhotias de Lata se trouvent pris entre deux feux. D'un côté, ils partagent largement l'avis de la Direction des forêts, selon lequel les expéditions représentent une menace pour l'écologie du bassin. D'ailleurs, les porteurs de Lata qui accompagnèrent l'expédition de Kapadia n'hésitèrent pas à dénoncer Rupin Dang, qui aurait emmené avec lui un crâne de bharal et des plantes menacées (Sethi, 2001). De l'autre, ils demandent comme les alpinistes l'ouverture de la réserve au tourisme, sans être dupes des intérêts financiers de l'IMF et des tours opérateur qui sont en jeu. Car si les Bhotias bénéficiaient, à la marge, des expéditions alpines, à la hauteur de 200 roupies par jour pour porter 40 kg de bagages, la fondation indienne de l'alpinisme en tire elle des revenus substantiels. Pour chaque expédition, cette dernière touche des royalties allant de 800 à 4 000 dollars US, en fonction de la catégorie et du prestige du pic (Protected Areas Update, 2001b). Pour éviter une nouvelle marginalisation des villageois et la monopolisation du tourisme par l'IMF et des tours

[379] « The FD has taken a clear stand so far that they will not allow any activities in the core area of the park as it will adversely affect the delicate ecological balance of the region ».

[380] « Earlier, Dr. S Sathyakumar, a specialist in High Altitude Ecology with the Dehradun based Wildlife Institute of India (WII), was reported to have opposed any move to open up the reserve to tourism. He said that the pristine ecology of the region would be adversely affected and that the opening up of the park would also encourage the extraction of medicinal plants from the reserve by the locals ».

[381] « They never meant to carry out any research in the first place, hence they had no qualms proposing whatever they felt like. The expedition looks like a team of businessmen on a reconnaissance mission for new business opportunities ».

opérateurs étrangers, le chef de village de Lata soumet d'ailleurs un mémorandum à Kapadia pour être tenu au courant des intentions et des décisions prises suite à l'expédition. Pour les Bhotias, tout l'enjeu de l'ouverture de la réserve au tourisme est en effet de ne pas se faire exclure, et plus encore de s'imposer comme les premiers garants de la conservation du parc et les gestionnaires légitimes du tourisme à Nanda Devi :

> Nous avons été perdants en 1962, quand la guerre sino-indienne a mis fin au commerce transfrontalier — sur lequel reposait alors notre économie. En 1982, le gouvernement a fait de la région un parc national, en prétextant que le tourisme non régulé l'avait ruiné. Nous avons perdus nos droits sur les *bugyals* et les produits forestiers — qui étaient la principale source de notre économie. Aujourd'hui le gouvernement veut donner les forêts aux tours opérateurs et revendeurs de Delhi. Nous ne seront pas dupés une troisième fois[382] (Dhan Singh Rana, cité dans Sethi, 2001 : 19).

B. La construction d'une légitimité

Pour assurer leur émancipation, les leaders Bhotias comme Dhan Singh Rana ont cherché à déployer autour de leur cause un réseau d'ONG et de militants régionaux. Ce mouvement a été amorcé dès la fin des années 1990. Dans tous les espaces protégés de l'Uttarakhand[383], les années 1998-1999 ont été marquées par une montée des revendications, alimentées en grande partie par la lutte pour la création d'un État montagnard. A l'initiative d'un militant régional, Hem Gairola, une réunion est organisée en 1999 à Dehradun, à laquelle participent des chefs de villages, des responsables de blocs[384] et des militants associatifs, concernés par la situation des espaces protégés. A l'issue de cette réunion émerge l'idée d'établir une plateforme commune pour faire connaître les problèmes que rencontrent les populations vivant dans ou à proximité des espaces protégés de la région (Kainthola *et al.* 2006).

[382] « We lost out in 1962 when the India-China war put an end to crossborder trade — then our economic mainstay. In 1982 the government declared the region a national park, claiming excess tourism had ruined the region. We lost rights over the *bugyals* (high altitude pastures) and forest produce — our main source of livelihood. Now the government wants to hand over the forests to the tourist operators and touts of Delhi. We will not be duped a third time over ».

[383] Le parc national de Rajaji et les sanctuaires de Govind Pashu Vihar, Binsar et Askot Musk Deer ont aussi connu des « turbulences ».

[384] Le bloc est une subdivision administrative qui regroupe plusieurs villages.

En juin 2000, une nouvelle réunion est organisée à Mussoorie, qui culmine dans le lancement de l'initiative *Vanadhikar* (« droits forestiers »), visant à rassembler les représentants des communautés affectées par les politiques de conservation des espaces protégés de l'Uttarakhand et à lutter pour la reconnaissance de leurs droits. Ce lancement est notamment rendu possible grâce au partenariat de *Janadhar*, une organisation créée en 1995 travaillant sur la question des droits forestiers dans toute la région, et grâce au militantisme d'un de ses fondateurs, Sunil Kainthola. *Janadhar* fait partie d'une coalition d'organisations régionales formée en 1998, baptisée *Alliance for Development*, qui cherche à promouvoir une approche écologique et soucieuse des besoins des populations pauvres des montagnes dans les débats sur les politiques de développement de l'Uttarakhand. Lors du lancement de *Vanadhikar*, trois grandes décisions sont prises (Kainthola *et al.* 2006). D'une part, *Alliance for Development* apportera son soutien logistique aux villageois Bhotias sans pour autant prendre la tête du processus. Ce réseau, basé à Dehradun, dispose en effet de bureaux, de personnels, de nombreux contacts, etc. L'unité faisant la force, l'intégration dans ce réseau permet la constitution d'un front plus à même de s'imposer dans les rapports de force avec la Direction des forêts ou le gouvernement régional. Aussi, les participants conviennent qu'il est également nécessaire de multiplier les interactions et le partage d'expériences entre les nombreux militants et travailleurs sociaux qui s'intéressent à la question des espaces protégés. Dès le mois de janvier 2001, Sunil Kainthola va par exemple rencontrer l'association RLEK (*Rural Litigation and Entitlement Kendra*), qui travaille avec les Van Gujjars du parc national de Rajaji, une autre communauté appartenant aux *scheduled tribes* de l'Uttarakhand qui se heurte également aux politiques de conservation du parc (Gooch, 1998). Enfin, il est décidé que les communautés villageoises doivent se placer en position « proactive », c'est-à-dire prendre les devants sur la question de la conservation de la biodiversité et celle de la reconnaissance des droits communautaires, en les intégrant dans l'agenda des conseils de villages. C'est ce que fait Dhan Singh Rana, qui, le 26 janvier 2001, organise une réunion dans le village de Lata, et fait adopter une série de lois concernant la conservation de la biodiversité dans l'espace sous la juridiction du *pañcāyat* de Lata. La « résolution » qu'il présente à Harish Kapadia, lui intimant de respecter l'autorité des institutions villageoises (et de payer un permis), est le résultat direct de cette décision.

Outre l'apport logistique, la nébuleuse militante qui appuie et encadre désormais les villageois Bhotias de Nanda Devi joue en effet un rôle fondamental dans la réorganisation et la reformulation du combat des Bhotias, notamment sur la question même de la conservation.

Jusqu'alors, les Bhotias se sont montrés très hostiles aux « politiques de conservation », qui ne signifiaient pas autre chose pour eux que l'omniprésence de la Direction des forêts dans leur vie quotidienne, l'extinction de leurs droits forestiers traditionnels, des programmes de compensation jugés dérisoires, etc. C'est ce qui fait dire à une femme de Reni qu'elle en était venue à détester le mot « *paryāvaraṇ* » (environnement) (Mitra, 1993a). Les ONG vont sur ce point faire un véritable travail stratégique auprès des leaders Bhotias, de façon à ce que les villageois se réapproprient la notion de « conservation », perçue comme la clé pour les faire sortir de l'impasse :

> Lors de cette réunion [*de lancement de Vanadhikar*], nous avons proposé une nouvelle approche. Notre propos était de dire que critiquer la conservation n'était d'aucune utilité. Parce que, dans la plupart des luttes des Bhotias, le mot d'ordre était « nous sommes contre la conservation ». On pensait que si les communautés locales devenaient hostiles à la conservation, ça serait un désastre. Nous on disait que c'est la Direction des forêts qui a crée cette situation… Je veux dire si la biodiversité est en danger, ce n'est pas à cause de nous. Et c'est cette même Direction des forêts qui est en charge de la conservation. Et si l'on s'oppose à la conservation, on renforce la Direction des forêts, qui est la principale coupable. Notre suggestion était donc de dire que le meilleur moyen de dépasser ce problème, c'est de prendre en charge la conservation et de mettre dehors la Direction des forêts, qui est un produit de la colonisation et qui fonctionne toujours comme une organisation coloniale. C'était notre idée. Et notre argument était aussi basé sur l'idée qu'aujourd'hui les temps ont changé, la conservation est là, et si les communautés locales peuvent prouver au monde qu'elles peuvent prendre en charge la conservation de leur région, alors le monde entier soutiendra les communautés locales. Maintenant il y a internet, tu peux prouver ce que tu dis, tu peux montrer tes résultats, tu peux partager tes préoccupations. C'était notre idée (Sunil Kainthola, Dehradun, 19 mars 2006).

Il s'agit là d'un véritable renversement dialectique (négation de la négation) pour les Bhotias. Dans un premier temps, pour exprimer leur rejet de la Direction des forêts, les Bhotias refusent le concept même de « conservation ». Dans un deuxième temps, cette négation de la conservation est elle même niée à travers à la médiation des ONG. Dans un troisième temps, le tranchant critique à l'égard de la Direction des forêts est préservé, soutenu par la thèse selon laquelle ce ne sont pas les populations locales qui sont responsables de la dégradation environnementale, mais les décennies d'exploitation de la forêt, menées, à

l'époque du Raj britannique, par la Direction des forêts impériale, et, à l'époque de l'Inde indépendante par (la mauvaise gestion) de la Direction des forêts actuelle. Ce faisant, la légitimité de cette Direction sur la question de la conservation est mise à mal et les Bhotias se voient revalorisés en sorte de gardiens du temple. Le concept de « conservation » est conservé et investi avec un nouveau sens.

Quelques mois après cette réunion, l'Uttarakhand devient le 27ème État de l'Union indienne. Le nouveau gouvernement souhaite ouvrir la RBND au tourisme, et envoie donc en juin 2001 l'expédition de l'IMF pour « évaluer » la situation. Cependant, face aux protestations du front militant qui s'est créé autour des Bhotias de Nanda Devi, et la franche opposition de la Direction des forêts et des scientifiques, le gouvernement de l'Uttarakhand fait rapidement machine arrière quant à l'idée d'ouvrir la réserve aux expéditions — sans pour autant renoncer à l'idée d'y développer le tourisme. En août 2001, il refuse l'entrée de deux expéditions sponsorisées par l'IMF dans la zone centrale (Protected Area Update, 2001b). Les villageois Bhotias, appuyés et encadrés par le réseau militant, s'organisent de leur côté pour faire valoir leurs droits, et pour faire valoir une autre vision du tourisme à Nanda Devi — le deuxième cheval de bataille des ONG.

Jusqu'à cette affaire de l'IMF, la seule demande des villageois Bhotias était de regagner leurs droits coutumiers sur la zone centrale du parc, notamment pour faire pâturer leurs troupeaux, cueillir leurs légumes forestiers et plantes médicinales, pour honorer leurs dieux, etc. Les Bhotias étaient dans une situation de repli, qui pourrait être qualifiée de nostalgique, de retour à un passé souvent idéalisé. Avec le nouvel enjeu du tourisme qui se dessine, les ONG vont de nouveau jouer un rôle décisif en suggérant l'adoption d'un projet d'écotourisme concurrent, qui permettrait aux Bhotias d'exercer un certain contrôle sur la nouvelle situation et de ne plus en être les seules victimes :

> Ce que réclamaient les villageois, c'étaient leurs droits sur les ressources naturelles, pas pour le tourisme mais pour le bois de chauffe, les plantes médicinales… Mais en 2001, à ce moment-là *Alliance* était avec eux, nous avons compris que la valeur d'usage de ces ressources avait changé. Pour les communautés locales, c'est le bois de chauffe, les choses traditionnelles. Mais pour les forces du marché, pour la Direction des forêts et les entrepreneurs, c'était un autre type de produit. C'était le paysage, la *wilderness*, qu'ils voulaient vendre. Donc nous avons dit « ok, la valeur d'usage a changé, nous devons envisager cet

> aspect ». Sinon, ils nous diront « regardez, le monde a changé, et vous, vous parlez de ces choses arriérées, vous voulez du bois de chauffe, du fourrage… On va vous donner du gaz, on va vous donner de l'électricité, et ensuite taisez-vous ». Donc nous avons pensé, oui, tout change, et nous devons prendre les devants pour réclamer nos droits et imposer notre propre vision de ce nouvel enjeu. […] On se battait pour les droits forestiers, mais nous savions que l'argent viendrait d'ailleurs, du tourisme. Il fallait donc se préparer. C'est comme ça que tout a commencé… Le point important, c'était l'écotourisme. Car nous savions que l'époque de l'exploitation des forêts ou de la collecte de produits forestiers était finie. C'était l'heure de se faire de l'argent, et il y avait une opportunité. Et moralement, juridiquement, traditionnellement, c'est notre droit de faire de l'argent grâce à la réserve. Donc nous devions saisir cette opportunité et nous en donner les moyens. (Sunil Kainthola, Dehradun, 19 mars 2006).

Le 14 octobre 2001 en effet, l'assemblée du village de Lata, au nom « des représentants du peuple, des travailleurs sociaux et des citoyens de la vallée Niti », publie la « Déclaration de Nanda Devi sur la Conservation de la Biodiversité et l'Ecotourisme » (voir encadré 6). Cette déclaration est très intéressante, car elle n'était pas tant destinée aux villageois Bhotias qu'au monde extérieur. Pour mener à bien le projet d'écotourisme, la tâche des porteurs du projet ne se résume pas à seulement « armer » les Bhotias, mais aussi à faire face à un double défi : imposer les Bhotias comme responsables et bénéficiaires légitimes du tourisme et donc d'insérer leur projet dans le paradigme environnemental dominant. A travers cette déclaration, il s'agit, en définitive, de produire un discours susceptible d'être légitime aux yeux des autorités — en un mot, « vendeur », pour le mettre au service de la reconstruction de l'économie des Bhotias.

Pour asseoir la légitimité des Bhotias, les responsables du projet mobilisent comme outil marketing l'image de la « communauté locale traditionnellement protectrice de son environnement », très prisée par les instances internationales. A travers la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, les « communautés locales » ont gagné le devant de la scène, et ce n'est donc pas un hasard si la déclaration « reconnaît l'esprit » de la conférence de Rio. L'adoption du concept de biodiversité, qui fait de la diversité culturelle un élément de la diversité biologique, exige désormais de prendre en compte « *les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent un mode de vie traditionnel présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la*

diversité biologique » (article 8j de la CDB). Ce traité, ratifié par le gouvernement indien, est repris dans sa stratégie nationale de conservation (1992), où sont reconnus le rôle des groupes « ethnobiologiquement » importants et la nécessité de protéger leurs savoirs et savoir-faire naturalistes. On retrouve derrière ces formulations l'idée rousseauiste que les peuples indigènes auraient « par nature » une relation symbiotique avec leur environnement, ce qui légitimerait leur capacité à le protéger (Descola, 1985). Quoiqu'il en soit, ces discours constituent un outil de légitimation sans égal pour toutes les revendications territoriales des populations indigènes — qui n'ont d'autre choix que de se les réapproprier.

On ne s'étonnera donc pas que le discours tenu dans la déclaration de Nanda Devi soit truffé de références « glocales », c'est-à-dire relevant de « processus par lesquels des références partagées, des modèles imposés, des textes et des biens circulant à l'échelle planétaire sont appropriés pour faire sens dans un temps et un lieu particuliers » (Assayag, 2005 : 22). Plus précisément, le vocabulaire choisi dans la déclaration dérive clairement de l'univers langagier des institutions internationales. On notera d'abord l'usage omniprésent du « nous », qui laisse penser que « les représentants du peuple, les travailleurs sociaux et les citoyens de la vallée Niti » forment un tout homogène, aux intérêts communs et aux normes partagées, même si les passages sur les femmes, les jeunes, les anciens, les familles défavorisées ou les invalides laissent présager des divergences d'intérêt. On retrouve surtout dans ce texte les notions de « biodiversité », « conservation », « durable », « équitable », etc. Enfin, le plus surprenant est peut-être que cette déclaration fait feu de tout bois, mêlant habilement des références aux traités internationaux, mais aussi à la Constitution indienne et à l'histoire locale — ce qui permet aux auteurs de la déclaration d'intégrer leur projet dans un contexte politiquement correct qui lui offre toute sa pertinence, quitte à simplifier/caricaturer délibérément certains éléments historiques pour servir leurs objectifs. Il est en effet étonnant que les auteurs du texte, et en premier lieu Dhan Singh Rana ou Sunil Kainthola, associent le mouvement *Chipko* à la conservation, alors qu'ils sont les premiers à dénoncer la récupération écologiste du mouvement.

Encadré 6. « LA DECLARATION DE NANDA DEVI SUR LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE ET L'ECOTOURISME »

14 Octobre 2001 Gram Sabha Lata, Chamoli, Uttarakhand

Aujourd'hui, le 14 octobre 2001, dans la cour du temple de notre révérée Nanda Devi, nous, les représentants du people, les travailleurs sociaux et les citoyens de la vallée de Niti, après une délibération approfondie sur la conservation de la biodiversité et sur le tourisme, en confirmant notre engagement à des processus de gestion basée sur les communautés locales, nous nous engageons sur les points suivants:

1. Conformément aux résolutions adoptées par la Déclaration de Manille de 1997 de l'Organisation mondiale du tourisme, nous allons jeter les fondements du développement d'un tourisme communautaire dans notre région
2. Nous allons développer dans notre région une industrie du tourisme libérée des monopoles et qui assurera l'équité dans cette industrie.
3. En mettant fin à toutes les formes d'exploitation comme celle des porteurs ou comme le travail des enfants dans l'industrie touristique, nous allons garantir que le tourisme aura un impact positif sur la biodiversité de notre région et mènera à une amélioration de la qualité de vie des communautés locales.
4. Dans toute entreprise ayant un rapport au tourisme, nous donnerons une préférence à notre jeunesse au chômage et aux familles défavorisées, et nous garantirons également les mêmes opportunités aux personnes invalides en mettant en place les dispositions nécessaires.
5. Nous garantirons l'implication et l'accord des femmes de notre région à tous les niveaux de la prise de décision relative au développement et à la mise en œuvre des plans de conservation et de tourisme.
6. En développant les institutions appropriées pour la gestion de la conservation communautaire et de l'écotourisme dans notre région, nous garantirons que le tourisme n'aura aucun impact négatif sur la biodiversité et la culture de notre région, et qu'aucune place ne sera donnée à des activités antisociales ou antinationales dans notre région.
7. Nous allons réguler et garantir des services de qualité et la sécurité pour les touristes, et en développant notre propre réseau de marketing nous allons éliminer les intermédiaires et tenter de réduire les coûts de voyage du touriste.
8. En développant l'infrastructure touristique dans notre région nous prendrons en compte les besoins spécifiques des personnes âgées et handicapées.
9. En tant que fiers citoyens du pays du mouvement *Chipko*, nous créerons au nom de Gaura Devi un centre socioculturel et pour la biodiversité ayant l'objectif de conserver et de propager notre culture unique.
10. Nous assurerons l'échange et le partage des expériences avec les communautés des autres régions pour développer un écotourisme conforme à la Déclaration de Manille de 1997 dans ces régions.
11. Reconnaissant l'esprit de l'Agenda 21 du Sommet de la Terre de Rio (1992), la Déclaration de Manille sur les Impacts Sociaux du Tourisme (1997) et de l'Année Internationale des Montagnes et de l'Ecotourisme (2002), nous concentrerons nos efforts sur la conservation de la biodiversité et un développement économique équitable dans le cadre de Constitution de la République Indienne.
12. Aujourd'hui, le 14 octobre 2001, devant notre révérée Nanda Devi, et puisant notre inspiration dans l'histoire rayonnante de *Chipko*, nous nous dédions à la transformation de notre région en un centre mondiale pour la paix, la prospérité et la conservation de la biodiversité.

Source : http://mountainshepherds.com/research/nanda-devi-declaration/ (consulté le 12 janvier 2001). Traduction en français : S. Benabou. La copie de l'original de cette déclaration (en hindi) figure en annexe).

La déclaration de Nanda Devi constitue l'amorce d'un processus militant intensif visant à mieux formuler et diffuser le projet d'écotourisme des Bhotias. Deux semaines plus tard, pour donner un contenu plus concret à cette déclaration, le conseil de village de Lata et

Alliance for Development organisent un atelier sur la gestion communautaire des ressources renouvelables et l'écotourisme. De nombreux représentants d'ONG sont présents à cet atelier, venant d'ONG comme *Environment and Human Rights Law Network*, *Indian People's Tribunal*, *Kalpavriksh*, *Friends of Uttarakhand*, et *Equations*, une organisation basée à Bangalore qui travaille sur les questions d'équité dans l'écotourisme. En trois jours, cet atelier parvient à organiser (i) une équipe pour évaluer les impacts des politiques de conservation, en envisageant d'explorer la possibilité de se retourner juridiquement contre le gouvernement ou l'Unesco ; (ii) des plans pour développer l'écotourisme à Nanda Devi avec le partenariat d'*Equations* ; et (iii) un groupe de coordinateurs pour assurer la suite des événements. Cet atelier est financé par Satish Negi, un programmateur de San José (Californie), originaire de la région. La même année, Dhan Singh Rana publie son livre *Saṅgharśnāmā* (« au nom de la lutte »), qui retrace la lutte des Bhotias depuis *Chipko* jusqu'à l'affaire de l'IMF.

Au total, la situation des Bhotias de Nanda Devi a été présentée à plus d'une vingtaine de colloques, ateliers et autres réunions depuis 1999, en Inde comme à l'étranger. On notera d'ailleurs qu'une des vétérantes de *Chipko*, Bali Devi, a été invitée en octobre 2004 à la Conférence mondiale des femmes sur l'environnement, organisée par le PNUE à Nairobi, où elle a partagé la session inaugurale avec la prix Nobel de la paix, Wangari Maathai. Cette visibilité internationale a également été renforcée par la participation d'*Alliance for Development* au programme « *Equity and Poverty* » développé par le centre népalais ICIMOD (*International Center for Integrated Mountain Development*, Kathmandou), qui a notamment permis la création du site internet de ce qui est devenu la « Campagne de Nanda Devi », qui relaie depuis le Canada les dernières informations relatives à la lutte menée par ses habitants.

C. Les dynamiques contradictoires de la mise en écotourisme

En 2002, de nouvelles élections permettent l'arrivée d'une nouvelle équipe au gouvernement de l'Uttaranchal. En particulier, Jyotsna Sitling, issue elle aussi d'une tribu montagnarde385 et plus sensible aux revendications des Bhotias que ses prédécesseurs, est nommée à la tête de la réserve de biosphère de Nanda Devi et entame des consultations avec les militants régionaux et les représentants des Bhotias. En 2003, le gouvernement de l'Uttaranchal autorise l'ouverture partielle de la zone centrale du parc national de Nanda Devi

[385] Jyotsna Sitling est née dans la communauté tribale Lepcha de Kalimpong (Bengale Occidental).

à un (éco) tourisme régulé — une première depuis vingt ans. En pratique, ce nouveau programme autorise l'entrée de 500 visiteurs par an le long d'une piste aménagée de 9 km partant du village de Lata jusqu'à Dibrugheta, à condition de respecter une série de critères, comme l'embauche des villageois Bhotias comme guides et porteurs, la non utilisation du bois de chauffe comme source de chaleur ou le dépôt des détritus dans des endroits spécifiés par la Direction des forêts. Une partie des droits d'entrée payés par les visiteurs sont reversés par la Direction aux associations de femmes des villages concernés. Il s'agit là d'une immense victoire pour la « Campagne de Nanda Devi », même s'il reste un point contentieux : ce programme d'écotourisme doit être exclusivement régulé par la Direction des forêts, et « activement soutenu » par les populations locales. En d'autres termes, les Bhotias n'ont pas la mainmise sur le programme. Comme le pressentent les chercheurs du *GB Pant Institute* qui connaissent bien la situation, « même si la population locale bénéficie de la visite des alpinistes dans la zone centrale, on ne peut pas exclure qu'elle proteste de nouveau contre la forme actuelle de régulation du tourisme »386 (Saxena et al. 2011 : 79). Effectivement, la façon dont le gouvernement envisage le tourisme à Nanda Devi n'est pas celle des militants de la Campagne de Nanda Devi, comme l'explique avec verve Sunil Kainthola, le militant d'Alliance for Development qui développe le programme d'écotourisme avec les Bhotias :

> Quand la zone centrale a été ouverte, je veux dire pour un tourisme limité en 2003, avant cela nous avions déjà conduit cet atelier et nous étions déjà en train de travailler sur un programme d'écotourisme. Et un de nos projets a été accepté par la Fondation Ford. Ce projet a été envoyé au Ministère de l'Environnement et des Forêts. Et ces personnes l'ont écarté, tout en reprenant visiblement notre idée et en demandant ensuite de l'argent pour leur projet. Leur objectif était de retarder le processus dans lequel nous étions engagés et d'imposer leur propre projet. Aussi, en 2003, la Direction des forêts nous a approché, et nous a dit « pourquoi n'accepteriez-vous pas une de nos formations, pourquoi ne pas collaborer avec nous ? Il y a une belle opportunité pour créer un bon modèle d'écotourisme à Nanda Devi ». Nous avons réservé un bon accueil à cette proposition. Mais quand on a voulu savoir qu'elle était exactement leur idée, ce n'était pas clair. Et nous savions que le gouvernement essaye depuis cinquante ans de faire du profit avec les institutions publiques… Mais il n'y arrive pas. Donc l'argument d'Alliance était de dire : « En quoi un garde forestier est-il légitime pour nous apprendre le commerce ? ». S'ils sont si intelligents, pourquoi ne font-ils pas d'argent avec

[386] « Although local people benefit from mountaineers visiting the core zone, it cannot be ruled out that they will again start raising their voice against regulated tourism in its present form ».

l'*Uttarakhand Forest Development Corporation* (UFDC), qui reçoit du bois gratuitement… le bois himalayen ? Et même avec ça, ils ne font pas d'argent. Donc notre argument à Alliance, c'était de dire qu'il n'y avait aucune utilité à suivre leur formation. En outre, ce n'est pas leur mandat de faire du commerce. Ils sont formés pour être des forestiers, pour gérer la sylviculture. Et maintenant qu'ils font des stages de formation qui durent trois mois, qui sont sponsorisés par telle ou telle agence du gouvernement, ils pensent qu'ils sont qualifiés pour s'engager dans le business… Ils doivent montrer qu'ils sont capables de faire de l'écotourisme une activité profitable. Notre intérêt, c'est de pouvoir faire des profits, et pas seulement un « projet ». Donc on a dit non.

La deuxième chose rédhibitoire, c'est d'abord la façon dont ils ont présenté leur projet… du genre « vous allez porter les bagages, vous allez emmener les touristes au village, vous allez les accueillir… ». Nous sommes les villageois, nous ne sommes pas consultés, et en plus vous faites de nous des produits ! Tu sais pour accueillir les touristes et tout… Ils nous disaient aussi « ok, vous allez emmener les touristes, et vous serez payés 150 roupies pour la nourriture et le logement des touristes ». Qui a décidé ce coût ? Ma femme va travailler, gratuitement, mes enfants vont aller chercher de l'eau… tout ça n'est pas inclus dans le coût ! Et ils répondent « écoutez, c'est le prix, c'est ce qu'il faut faire », comme si nous étions des marionnettes. Troisièmement, on nous disait « le dernier jour, quand vous reviendrez au village avec les touristes, vous allez faire une danse traditionnelle pour eux ». Et si moi je donnais de l'argent à la Direction des forêts, en leur disant de prendre leurs femmes et de les faire danser pour nous ? Ils se sentiraient offensés. On s'est dit immédiatement que ces idiots essaient de tout marchandiser.

La dernière chose donc on s'est rendu compte, c'est qu'ils cherchaient un succès immédiat. Quand tu regardes la bureaucratie indienne ou la bureaucratie forestière, il y a des ponts, tout est lié… Un forestier, qui travaille comme directeur ou comme conservateur, il veut avoir un poste aux Nations Unies, il veut travailler à l'OMC, dans les institutions internationales… pour se faire de l'argent. Et pour ça, il a besoin d'un succès immédiat. Donc il va se créer un succès de papier en écrivant un article, il va le publier, ça va le faire grimper dans la hiérarchie, et ensuite c'est le poste aux Nations Unies pour devenir un expert de haut vol ou ce genre de choses… Donc on a dit qu'on ne coopérerait pas avec eux. […] Pendant quasiment deux ans, j'ai du personnellement travailler de façon clandestine, comme si j'étais un maoïste. Ils en avaient après moi. Toutes nos activités étaient souterraines, comme si nous étions en train de faire quelque chose d'illégal (Sunil Kainthola, Dehradun, 19 mars 2006).

La plupart des villageois Bhotias n'ont pas nécessairement la capacité de dresser un réquisitoire aussi détaillé et construit que le militant d'*Alliance*, mais ils le rejoignent sur plusieurs points, et en particulier sur la question de qui profitera des bénéfices du tourisme :

> Il y a deux types de projets d'écotourisme. Celui proposé par le gouvernement, et celui proposé par la *grām-sabhā* de Lata et la vallée Niti, qui a commencé en 2001. Jusqu'à aujourd'hui, tous les projets conduits par le gouvernement ne sont pas arrivés jusqu'à la base. Ils n'arrivent pas jusqu'au niveau du village. Quelque soit le bénéfice tiré, il est partagé entre les hauts fonctionnaires, tandis que nous, on doit obéir aux ordres : il faut porter le matériel, il faut cuisiner, il faut tout prendre en charge et à la fin ils nous donnent 10 roupies sur les 100 roupies qu'ils empochent. Ce n'est pas acceptable. (Dhan Singh Rana, Lata, 22 avril 2006).

Quel est donc ce fameux projet d'écotourisme mis en place par la Campagne de Nanda Devi ? Théoriquement, le plan de gestion de ce projet, baptisé *Mountain Shepherds* (« les bergers des montagnes »), est le suivant : 40 % de son capital appartiendra aux « communautés locales », 58 % sera détenu par un « trust », et environ 2 % seront attribués à des tours opérateurs souhaitant s'y associer. En pratique, Mountain Shepherds est pour le moment dirigé par le représentant d'*Alliance for Development*, qui souhaite que les populations locales une fois formées prennent les rênes du « commerce ». Car si l'objectif est bien d'améliorer le niveau de vie des populations locales, ce projet n'est pas une mission humanitaire, mais bien une entreprise à vocation commerciale. Dans un premier temps, un financement de 30 000 dollars US venant de la Winterline Foundation permet la formation d'une quarantaine de jeunes sans emploi au métier de guide de hautes montagnes. Ils devront effectuer une période d'essai, au terme de laquelle, s'ils réussissent, ils deviendront propriétaires d'un certain pourcentage de l'entreprise, environ 0,5 % par personne. Si trente jeunes réussissent, ils se verront donc attribuer 15 % du capital « communautés locales ». Avec les profits réalisés, un autre groupe passera par le même processus. Le « trust », dans lequel on trouve des membres du réseau d'*Alliance for Development*, mais aussi diverses institutions locales (*grām-sabhā*, *mahilā maṅgal dal*, etc.), a pour mandat d'implanter la Déclaration de Nanda Devi dans d'autres parties de l'Uttarakhand, avec l'idée à terme d'aider à la formation d'autres entreprises écotouristiques sur le modèle de *Mountain Shepherds*. Les profits serviront à développer les infrastructures, acheter les équipements, proposer des microcrédits. L'association avec des tours opérateurs a pour but de faire rentrer des fonds dans l'entreprise. Pour maximiser ses bénéfices, *Mountain Shepherds* compte d'autre part diversifier autant que possible ses activités. Parmi ces dernières, on trouve le développement

de nouveaux produits qui visent des publics particuliers (voyages sur mesure pour les femmes, les familles, les handicapés), la création d'hôtels sur les routes des pèlerinages (manne financière de la région), le développement du e-marketing pour vendre des produits « traditionnels » (pulls, tapis, etc.), et la construction dans le village de Lata d'un centre culturel au nom de Gaura Devi, qui permettra d'accueillir les touristes et les participants aux ateliers d'*Alliance*.

Si *Mountain Shepherds* reste largement une fabrication des ONG, un certain espace est laissé aux institutions villageoises. Les conseils de village, les diverses associations locales (MMD, comité des jeunes) sont impliqués dans le projet et reconnus en tant que gouvernements locaux qui veillent au bon déroulement des activités touristiques sur leur territoire. Même si la rétribution financière de leurs efforts est minime, l'idée reste toutefois de leur permettre d'affirmer leur rôle et de ne pas se voir imposer un tourisme dont ils ne veulent pas. Leurs connaissances des villages seront par exemple mises à profit pour une série d'études de marché préalables à l'arrivée des touristes. De nombreuses activités de *Mountain Shepherds* vont en effet nécessiter le logement chez l'habitant, puisque les infrastructures hôtelières y sont quasi inexistantes — et qu'il n'est pas question pour les porteurs du projet de « défigurer » les villages. Or, pour éviter que les touristes n'empiètent sur la vie quotidienne des villageois, *Mountain Shepherds* souhaite évaluer le surplus disponible pour les touristes (en termes de maisons disponibles, de produits agricoles, de chevaux, etc.). Les porteurs du projet ne manquent pas d'idées ingénieuses. Par exemple concernant le logement des touristes à Lata. Ces derniers ne sont présents principalement que pendant la haute saison (de juin à septembre), c'est-à-dire quand les villageois occupent leur « village d'été ». L'idée est donc de louer des chambres aux touristes dans le village d'hiver, situé quelques mètres en contrebas, afin de ne pas gêner les villageois. L'argent apporté par les touristes permettra aux habitants qui louent leurs maisons d'en améliorer la qualité et surtout de pouvoir les doter d'infrastructures de base comme des toilettes — ce qui sera donc utile à tout le monde.

A bien des égards, l'initiative *Mountain Shepherds* telle qu'elle a été pensée par les militants de la Campagne de Nanda Devi constitue une opportunité économique unique pour les Bhotias. Toutefois, elle compte aussi des contradictions qui devront être envisagées si ce projet veut être à la hauteur du souci d'équité qu'il s'est donné comme objectif. En premier lieu, la mise en écotourisme de la région de Nanda Devi n'a été possible que par l'engagement de quelques villageois, comme le chef de village de Lata, qui constituent toutefois une infime

minorité rapportée à l'ensemble de la population du village. La Déclaration de Nanda Devi sur l'écotourisme n'a été suivie avec intérêt que par quelques uns, comme le reconnaît le responsable d'Alliance :

> Ce n'est pas quelque chose de majoritaire, la Campagne de Nanda Devi, elle ne concerne qu'une minorité, mais ce sont des personnes dévouées parmi les Bhotias. La majorité est sans opinion. Ils sont avec nous aussi, mais si la Direction des forêts leur donne de l'argent, alors ils sont avec eux (Sunil Kainthola, Dehradun, 19 mars 2006).

Pourtant, le responsable de l'ONG ne cesse d'employer le « nous » et se veut au service des « communautés locales ». Le projet d'écotourisme crée ainsi l'illusion d'une certaine homogénéité, qui gomme les singularités et les intérêts divergents.

Ce déficit de représentativité (mais qui peut prétendre représenter l'ensemble d'une région, ou même l'ensemble d'un village ?), de même que la parole prise « au nom de », peuvent être préjudiciables à un projet qui se veut « équitable ». En effet, il est probable que le développement des activités touristiques ne profite finalement qu'à une poignée de villageois qui travaillent étroitement avec l'ONG, tandis que la « majorité silencieuse » risque d'être laissée de côté. Ce problème semble avoir été anticipé par certains villageois, qui ont présenté un mémorandum à Sunil Kainthola, s'interrogeant sur la mise à l'écart de plusieurs familles dans le projet. La question du partage équitable des avantages tirés du tourisme subsiste, notamment concernant la question du logement chez l'habitant. Les propriétaires des maisons qui seront proposées aux touristes seront les seuls qui seront financièrement rétribués. Or, aux dires mêmes du responsable de l'ONG, *Mountain Shepherds* ne proposera aux touristes que les maisons les mieux équipées et qui disposent d'une vue imprenables sur le paysage. Ces maisons appartiennent de fait aux plus riches, et il paraît peu vraisemblable que les petites maisons des Dalits comptent parmi les élues. L'ambition d'être socialement juste et économiquement gagnant trouve ici une limite qu'il faudra parvenir à dépasser.

La construction du projet d'écotourisme à Nanda Devi montre combien les populations vivant au sein des espaces protégés sont de plus en plus en prise avec ce qui se passe à l'extérieur du monde rural. Les ONG, très présentes sur le terrain, jouent un rôle primordial dans leur décloisonnement, en leur offrant une tribune pour faire connaître leurs revendications, mais aussi en les confrontant à de nouveaux enjeux susceptibles de favoriser

leur émancipation économique et politique. Certes, en imposant un cadre idéologique contraignant, la mise en écotourisme des populations locales engendre une redéfinition sociale importante. Dans le but de forger une image conforme aux critères des bailleurs de fonds, mais aussi à la recherche d'authenticité des touristes, l'écotourisme peut apparaître comme le vecteur d'une instrumentalisation de l'identité locale. Les Bhotias ne peuvent à l'évidence être assimilés à un groupe social homogène faisant preuve d'une conscience écologique aiguë, comme le suggèrent les documents militants de la Campagne de Nanda Devi. L'action des ONG est donc complexe : si elles servent de courroies de transmission des revendications populaires, elles n'en imposent pas moins les normes découlant de leur propre perception de la situation. Par ailleurs, la mise en écotourisme semble agir comme un révélateur des inégalités sociales qui lui préexistent, et qui laisse craindre que ce type de tourisme, qui se veut équitable, ne profite finalement qu'à la seule « élite » locale disposant des instruments de production de ce bricolage identitaire.

Pour autant, il faut garder à l'esprit que la rhétorique mise en place par l'ONG et reprise par les leaders Bhotias s'inscrit dans une lutte pour ne pas se faire écarter d'un jeu économique dans lequel les Bhotias ne possèdent que très peu d'atouts. Dans cette perspective qui nous apparaît absolument fondamentale, l'essor de l'écotourisme à Nanda Devi peut se lire alors aussi comme une preuve de flexibilité et de capacité à questionner certains fondements de la culture locale pour l'ajuster à un contexte nouveau. Malgré toutes les limitations et les contradictions, le long processus de mobilisation autour de la Campagne de Nanda Devi a contribué à ouvrir de nouveaux horizons au-delà de l'alternative entre un retour au passé ou une lutte acharnée de résistance contre l'empiètement de la Direction des forêts dans un rapport de forces défavorable. De nouveaux projets en partie maîtrisés par la communauté et donnant la possibilité d'une certaine autonomie économique sont en train d'émerger. Cette configuration amène aussi une réflexion plus approfondie, plus historicisée, plus affirmative, sur les enjeux auxquels les Bhotias sont confrontés, et qui ne se limitent pas au projet d'écotourisme.

Conclusion du chapitre 8

Une fois le parc créé et le premier « choc » passé pour la population locale, ce chapitre s'est donc intéressé à l'arrivée du temps de la négociation des efforts de conservation, où l'on voit chaque groupe d'acteurs tenter d'aménager la situation conflictuelle en fonction de ses propres moyens, de ses propres logiques et de ses propres intérêts (non nécessairement homogènes), au sein d'un contexte politique changeant.

Dans une première section, nous avons vu comment les gestionnaires du parc tentent d'instaurer un régime de conservation dans une réserve particulièrement difficile d'accès, avec peu de moyens techniques, financiers et humains, et peu de connaissances du contexte écologique et sociologique des lieux. Le dispositif mis en place se découpe nettement en deux grandes lignes de gestion. Il s'agit d'une part d'assurer une stricte mise en défens de la zone centrale, essentiellement par le biais de patrouilles chargées d'intercepter toute personne tentant de pénétrer dans le parc ; et de l'autre, de conduire une série de programmes de « développement rural » dans la zone tampon. Le deuxième pan, comme nous l'avons vu, constitue l'essentiel du travail de la Direction des forêts, même si les fonds alloués à ces activités représentent bien moins de la moitié du budget alloué à la gestion de la réserve. Ces activités dites « d'écodéveloppement », qui font partie intégrante de l'effort de conservation de la zone centrale, sont construites théoriquement autour de trois objectifs : fournir des activités alternatives aux villageois afin de réduire leur dépendance vis-à-vis des ressources forestières, impliquer progressivement ces derniers dans la gestion de la réserve, et les sensibiliser à la valeur de l'espace protégé. Dans la pratique, la mise en place de « comité d'écodéveloppement villageois » rencontre cependant de nombreuses difficultés liées principalement à l'inégalité des rapports de force entre les villageois et les agents de la Direction des forêts, et à un manque de connaissances du terrain et des besoins des populations. Aussi, au lieu de véritables alternatives de développement économique, les activités d'écodéveloppement s'apparentent davantage à de maigres compensations. Et au lieu de participation, les villageois restent largement cantonnés au rôle d'exécutants. Cela nous laisse donc penser que l'écodéveloppement, en dépit d'une rhétorique nouvelle, s'inscrit au moins en pratique dans la continuité des politiques de conservation fondées sur l'exclusion

des villageois, notamment car la configuration des rapports de pouvoir entre les principaux acteurs reste inchangée.

Dans la deuxième section, nous nous sommes intéressés aux modalités de résistance des Bhotias, à leurs prises de paroles ouvertes ou cachées, qui sont le pendant indissociable de la domination exercée par la Direction des forêts. Ces actes de résistance s'expriment de différentes manières, allant d'un mouvement de protestation collectif à des actes plus épars et clandestins de braconnage et de cueillette sauvage, en passant par l'interpellation directe de « puissants ». Les cas de braconnage et de cueillette sauvage, qui restent des actes isolés mais très récurrents dans les espaces protégés, relèvent d'une résistance qui n'ose pas toujours dire son nom et qui se construit dans les coulisses de la clandestinité. En dépit des apparences, ce type de comportement reste relativement rare à Nanda Devi, non seulement à cause du risque de se faire prendre, mais aussi par peur de véhiculer une mauvaise image de la communauté villageoise, preuve s'il en est que les Bhotias ont en quelque sorte intériorisé l'interdit et reconnaissent en partie sa légitimité. Le cas du mouvement *Jhapto Cheeno* est très intéressant, à la fois pour le symbole qu'il représente et pour ses répercussions. Nous avons affaire là à une action collective de désobéissance civile, menée par des leaders villageois et régionaux, qui se situe ouvertement dans la droite ligne du mouvement *Chipko* en tant que révolte paysanne pour la reconnaissance des droits forestiers. À la différence de *Chipko* cependant, *Jhapto Cheeno* n'était pas conçu comme une confrontation directe avec les agents de la Direction des forêts, mais s'adressait à un public plus large (avec une couverture par la presse locale). Aussi, si ce mouvement n'a pas reçu de réponses concrètes à ses revendications, il a en revanche permis de faire connaître les revendications des Bhotias, en éveillant l'intérêt de chercheurs et d'ONG locales. Le troisième type de résistance, l'interpellation directe de personnes impliquées de près ou de loin avec la RBND et occupant dans tous les cas des postes clés, montre de fait l'évolution de la politisation des leaders Bhotias, depuis une simple confrontation violente avec les scientifiques de la ZSI jusqu'à la remise de mémorandums à un agent de l'UICN ou à Harish Kapadia, accompagnée d'une injonction à respecter le rôle politique des institutions villageoises.

Ces dernières séquences peuvent être vues comme l'ouverture d'un nouveau chapitre pour les Bhotias, qui a été l'objet de la dernière section. Ce chapitre se joue dans une configuration inédite : en novembre 2000, le gouvernement de l'Uttarakhand, qui vient de gagner son indépendance de l'Uttar Pradesh, se montre favorable à la réouverture de la RBND

au tourisme. Ce changement d'attitude, qui répond aux besoins d'argent du nouvel État, a aussi été dans une large mesure impulsé par les pressions de la fondation indienne de l'alpinisme (IMF) auprès du ministère de l'environnement fédéral. Pour l'IMF, l'accès aux pics du bassin de Nanda Devi représente un enjeu financier conséquent. Néanmoins, les conclusions (favorables) de l'expédition qu'elle conduit au cœur de la zone centrale pour évaluer la faisabilité de la réouverture de la réserve aux expéditions, rencontrent une franche opposition. La Direction des forêts, les scientifiques chargés de suivre l'évolution écologique de la zone, mais aussi les villageois Bhotias, qui redoutent d'être de nouveau les derniers à profiter de l'ouverture de la réserve, se montrent très critiques. Si l'IMF est donc rapidement exclue du jeu, la lutte pour l'accès aux bénéfices du tourisme à Nanda Devi se poursuit entre les Bhotias et la Direction des forêts, autour de deux projets d'écotourisme concurrents. Depuis la fin des années 1990, les leaders des villages bhotias ont réuni autour de leur cause un réseau d'ONG qui joue un rôle fondamental dans la reformulation de leurs revendications, en leur permettant notamment de se réapproprier l'idée même de conservation à travers la construction du projet *Mountain Shepherds*. Si ce projet d'écotourisme, qui n'en est qu'à ces débuts, laisse craindre que tous les villageois n'en profitent pas également, il n'en constitue pas moins la seule opportunité économique avec une vision à long terme offerte aux Bhotias depuis la création de la RBND.

Conclusion de la troisième partie

Dans cette dernière partie, nous nous sommes intéressés aux processus qui ont conduit directement à la création de la RBND et aux dynamiques de son fonctionnement jusqu'à aujourd'hui. A travers cette étude, nous avons voulu souligner l'importance des jeux de pouvoir entre les différents acteurs, qui laissent penser que ce nous appelons la « conservation » est moins une réponse à un supposé conflit entre « les hommes » et « la nature », qu'une tentative de ménager les différents intérêts conflictuels des hommes à propos de la nature.

Dans un premier temps, nous avons vu que la création de la réserve s'inscrit dans un contexte politique bien particulier. Au cours des années 1960-1970, l'Inde connaît une période d'inquiétudes et de fortes turbulences, qui se traduisent au niveau de la politique intérieure par un manque de stabilité et au niveau de la politique extérieure par des tensions et des conflits militaires dans un contexte de guerre froide. L'Himalaya, et en particulier le bassin de Nanda Devi, apparaissent comme un lieu privilégié où se cristallisent ces inquiétudes, à la fois de façon très concrète en servant de terrain de bataille lors de la guerre sino-indienne de 1962 et de lieu d'expérimentation lors de l'épisode d'espionnage qui suivit ; mais aussi de façon plus symbolique, en tant qu'écran sur lequel des craintes sont projetées, notamment avec la diffusion massive de scénarios catastrophistes sur la dégradation écologique de cette zone fragile. Il faut en effet se garder de sous estimer l'aspect symbolique de l'Himalaya, comme barrière, frontière et source de dangers potentiels. L'étude des argumentaires qui ont conduit à la création de la réserve nous montre aussi l'importance de l'imaginaire attaché au bassin de Nanda Devi, celui d'une nature spectaculaire et inviolée, dans laquelle l'homme n'est qu'un visiteur, voire un intrus — une image véhiculée par les premiers alpinistes et naturalistes, qui permettra à la fois de légitimer la demande de conservation du bassin et d'en exclure les Bhotias. Car les représentations du bassin ne sont pas neutres, elles sont aussi l'expression des intérêts des acteurs. Ce n'est donc pas un hasard si la représentation des naturalistes entre directement en conflit avec celle des Bhotias, pour qui le bassin n'est pas l'espace d'un spectacle mais la partie intégrante de toute une histoire sociale et culturelle.

Aussi, on ne s'étonnera pas que le choix d'exclure les Bhotias, en oblitérant l'importance économique, sociale et culturelle du bassin de Nanda Devi dans leur vie quotidienne, a eu des répercussions extrêmement lourdes pour ces derniers. Non seulement cette exclusion a provoqué l'effondrement de l'économie locale, et avec elle les savoirs et savoir-faire qui y étaient associés, mais elle a aussi contribué à remodeler de façon assez brutale cette même économie et le tissu social et culturel des villages. On en retiendra peut-être que face à cette situation, parler d' « exclusion » semble bien réducteur. Car le processus mis en branle par la mis en défens du parc ne se limite pas seulement à mettre à l'écart des populations qui continueraient leur vie comme bon leur semble. Il participe aussi à reconfigurer totalement la « face » de ces sociétés sous le poids de la contrainte, dans un sens très clair. Des sociétés, qui, jusqu'alors, avaient une certaine autonomie économique grâce à la richesse naturelle qui les entoure, sont précipitées dans une économie de marché où elles doivent trouver de nouveaux moyens de subsistance. On assiste donc autant à un phénomène d'exclusion qu'à un processus de subsomption (ou d'ajustement structurel ?) dans lequel tous les domaines de la vie sociale sont soumis aux aléas du *cash nexus*. Que certains s'en réjouissent au nom de la nécessaire « modernisation » de ces populations, ou que d'autres le regrettent en invoquant leur prolétarisation et leur paupérisation, reste évidemment une question de point de vue.

Force est de constater néanmoins que ce processus est appuyé par les politiques dites d'écodéveloppement (financées par la Banque Mondiale), qui visent expressément à détourner les populations exclues de l'usage des ressources naturelles en leur proposant des activités « alternatives » et en favorisant la « participation » des populations à la gestion du parc. Le fossé entre la rhétorique et la pratique reste cependant encore béant, par manque de moyens probablement, mais aussi par manque de connaissance du terrain et surtout parce que foncièrement, l'écodéveloppement s'appuie sur la même hiérarchie qui perdure depuis l'époque coloniale. La Direction des forêts se voit en effet attribuer la charge de gérer ces activités de « développement » et de « participation », outrepassant des institutions villageoises en théorie souveraines. Cette situation conduit inévitablement à des conflits et des tensions au sein des villages, entre ceux qui acceptent de jouer le jeu et ceux qui le refusent. À Nanda Devi, il semble que les derniers soient les plus nombreux, et les actes de résistance, des plus isolés aux formes les plus organisées et collectives, en sont la meilleure expression. Dans une région qui connaît une longue histoire de lutte pour la reconnaissance des droits forestiers, et dont l'épisode le plus marquant est sans conteste le mouvement *Chipko*, les mouvements de

résistance des Bhotias face à l'administration du parc s'inscrivent à la fois dans la continuité de cette histoire, mais présentent aussi des aspects inédits, qui sont le fruit d'une interaction avec de nouveaux arrivants sur la scène du conflit, les ONG. Dans le cadre de l'ouverture de la réserve au tourisme, qui provoque une lutte d'influence entre le lobby alpin, la Direction des forêts, les scientifiques et les Bhotias, ces ONG jouent auprès des Bhotias non seulement un rôle de médiateur et de porte-voix, mais vont aussi contribuer à transformer leurs demandes. Ce que nous montre en effet la construction du projet d'écotourisme, repris et assumé par les leaders Bhotias, c'est que nous ne sommes plus dans une logique de défense de l'ancien mode de vie, telle qu'elle pouvait s'exprimer lors des premières actions de résistance, mais dans la création de quelque chose de nouveau, qui n'est plus contre la conservation mais qui s'en empare en lui donnant une nouvelle inflexion. Il ne s'agit plus de dénoncer les abus de la Direction des forêts comme on dénonçait les mauvais officiers à l'époque des *dhandak*, mais de renverser les termes du débat en s'attaquant à sa légitimité à deux niveaux : en tant que protectrice de la nature d'une part, en rappelant son héritage colonial ; et d'autre part en tant qu'institution légitime à porter un projet commercial, en rappelant que le mandat de la Direction des forêts s'arrête strictement à la gestion de ces dernières. Comme toute activité marchande comporte sa part de pathologies et de risques sur le long terme, le projet d'écotourisme défendu à Nanda Devi n'est pas une panacée, même s'il constitue pour l'instant la seule activité susceptible de faire sortir les Bhotias de leur marasme économique et du faux choix entre un marché du travail précaire et le mirage de la fonction publique.

POSTFACE

Lettre ouverte des villageois de Lata

En juillet 2010, Dhan Singh Rana, le chef du village de Lata, publie une lettre ouverte dans le journal *Regional Reporter* de Srinagar (Garhwal), à l'attention du Dr. Sathyakumar, spécialiste de l'écologie du bassin de Nanda Devi au *Wildlife Institute of India* (encadré 7). Le Dr. Sathyakumar, qui a dirigé la dernière expédition scientifique dans la zone centrale de la RBND, est connu pour ses positions intransigeantes sur la protection de l'environnement de cette région, qui l'ont conduit entre autres à recommander à maintes reprises la fermeture totale de la zone centrale de la RBND à toute activité humaine — y compris aux Bhotias de Lata.

Dans cette lettre, Dhan Singh Rana l'interpelle sur ce que les villageois perçoivent comme une nouvelle menace pour leur vie quotidienne, à savoir la construction d'une installation hydroélectrique le long de la rivière qui borde leur village. Ce projet se traduit par la construction de tunnels qui menacent le terrain fragile et sujet aux tremblements de terre sur lequel sont construites leurs habitations. La multiplication des projets hydroélectriques dans la région de l'Uttarakhand est en effet devenue aujourd'hui une source d'inquiétude majeure (Rana *et al.* 2007). Plus de 220 projets hydroélectriques sont envisagés dans cette région, ce qui lui vaut le surnom de *ūrjā-añcal*, « le pays de l'énergie ». Tous ces projets fragilisent un environnement déjà vulnérable, provoquant des inondations et des glissements de terrain qui s'avèrent souvent catastrophiques pour les habitants qui résident à proximité des rivières.

Dhan Singh Rana se saisit donc de ce problème en s'étonnant que le scientifique, d'ordinaire si prompt à dénoncer les dégâts causés à l'environnement, reste silencieux sur cette question. Ce propos est l'occasion pour le chef de village de revenir sur la longue histoire de la conservation à Nanda Devi, suggérant finalement qu'il y a bien deux poids deux mesures dans les politiques de conservation de l'environnement.

***

Encadré 7. LETTRE OUVERTE DES VILLAGEOIS DE LATA AU DR SATHYAKUMAR (JUILLET 2010)

Destinataire : Dr S. Sathyakumar, *The Wildlife Institute of India*, Chandrabani, Dehradun.

Sir Respecté,

J'espère que cette lettre vous trouve heureux et en bonne santé. Et aussi que votre travail de recherche se passe bien. Nous ici, dans ce village de Lata, nous nous portons bien également, mais pour combien de temps nous l'ignorons, cela dépend de la volonté du Tout-Puissant.

Notre survie n'est pas moins qu'un miracle. Notre village, la partie au-dessus de la route, est encore entre les griffes d'un régime de conservation de l'environnement, tandis que la construction d'un barrage porte un coup terrible à la partie du village situé au-dessous de la route.

Pendant des années, nous avons attendu votre arrivée avec beaucoup d'empressement. Nous avions l'impression qu'en tant que grand protecteur de l'environnement, dont les recherches avaient établi que les sabots de nos chèvres et de nos moutons avaient endommagé l'environnement, et qui avait mis un terme à notre système séculaire de culte à Dubri Devi dans le Parc national de Nanda Devi, et dont les paroles nous ont refusé notre droit fondamental de liberté de culte — un tel grand scientifique devrait être sérieusement inquiet des dommages causés à l'environnement par le barrage construit au pied de notre village, en dessous de la route.

Il serait capable d'obtenir l'arrêt de ce projet de barrage destructeur en un rien de temps avec un rapport scientifique. Mais maintenant, nous avons de bonnes raisons de croire que cette tâche risque de ne pas être facile à accomplir pour le grand scientifique. C'est à ce propos que je vous écris cette lettre, avec le consentement des anciens de mon village.

Honorable Sir,

Vous avez beaucoup voyagé dans l'Himalaya. Comme le Troisième Œil du dieu Shiva, votre plume a détruit les modes de vie et la culture de milliers de familles vivant dans cette partie de l'Himalaya. Les intellectuels du monde entier s'inclinent devant votre prouesse. Dans une telle situation, moi, Dhan Singh Rana et sa communauté détruite par la puissance de votre plume, tenons à vous rappeler des moments où vous nous avez blessé.

Ô protecteur de la biodiversité !

Je voudrais vous rappeler notre voyage au camp de base de la Nanda Devi en 2003. Sur le chemin du retour, nous avions avec nous un radiotélégraphiste de l'armée qui était très malade. Il était impossible d'appeler un hélicoptère en raison des mauvaises conditions météorologiques. Les porteurs avaient déjà quitté la vallée pour Latakharak avec votre équipement et vos bagages, et certains de nos villageois était venus jusque dans la vallée Dubbal pour aider parce que sa vie était en danger. Nous avons marché sous une pluie battante et nos rations alimentaires étaient insuffisantes. J'ai passé deux nuits à vos côtés pour sauver le technicien malade. Vous vous rappelez sans doute que nous avons survécu à ces deux jours et deux nuits en mangeant des plantes, en les faisant bouillir sur un feu de bois.

A notre retour au village, quand j'ai parlé de cette histoire aux porteurs, ils vous ont accusé d'être une personne inconséquente. Ils ont dit que lors de l'ascension, si un porteur s'accrochait à une poignée d'herbe pour ne pas tomber, vous lui criiez dessus en lui reprochant d'abîmer l'environnement. Vous avez passé vos nuits dans une tente. Mais les porteurs ont dû dormir à l'air libre, blottis contre des rochers et des pierres. S'ils allumaient un feu pour se réchauffer, vous les réprimandiez pour avoir brûlé du bois.

Mais quand il s'agissait de votre propre survie, tout en accompagnant le radiotélégraphiste malade, vous oubliez de façon commode ces règles de protection des plantes et du bois. J'ai dû faire taire les porteurs en leur disant que vous étiez une personne éclairée, envoyée dans la région pour la protection de la vie sauvage et que la solidarité humaine avait du échapper à votre attention temporairement.

Ô Dieu Difficile à Satisfaire !

Les insectes rampants et volants, les plantes et les mauvaises herbes ont leur place dans notre univers. Ils sont tous liés les uns aux autres. Comme les abeilles dans nos maisons, qui donnent non seulement du miel mais pollinisent aussi les fleurs. Il ne peut pas y avoir de fleurs sans abeilles, ni d'abeilles sans fleurs. Les abeilles reçoivent un abri dans nos maisons parce que nous obtenons de miel de leur part. Mais maintenant, nous n'avons ni les abeilles, ni le miel. Cet aspect n'a peut-être pas attiré votre attention, mais Ô Le Plus Saint des Savants ! Ne vous êtes-vous jamais demandé combien la biodiversité va souffrir de la disparition des abeilles de nos maisons ? Avez-vous même réfléchi à l'impact de la disparition des abeilles sur notre communauté ? Est-il normal que vous ignoriez cet aspect ?

Ô Grand Sachin Tendulkar de la Biodiversité,

Quelle contradiction, que vous, qui vivez dans une structure en béton, vouez un culte à la nature, tandis que nous, qui vivons en son sein, sommes appelés ses ennemis ! Il peut y avoir des différences dans la quantité de carbone que vous et nous produisons, mais comment se fait-il que la protection de la nature doive relever toujours de votre responsabilité ?

Nos forêts ont été exploitées depuis l'époque des Britanniques. Que reste-t-il des forêts aujourd'hui ? Celles qui sont encore là vous appartiennent, vous y plantez des arbres en fonction de vos besoins. Nos besoins et ceux de la vie sauvage ici sont différents des vôtres. Sir respecté ! Il n'y a plus de nourriture disponible pour les animaux sauvages dans vos forêts. Affamés, ils pénètrent maintenant dans les champs cultivés des agriculteurs et dans les villages. Ce faisant, des personnes, ainsi que les animaux sauvages sans voix, se font tuer. Si quelqu'un est responsable de cette situation, c'est bien vous et vos recherches, et la naissance consécutive de la « gestion des forêts ».

Ô Tigre de Papier Edenté, Bête des Ateliers Nationaux et Internationaux !

Nous avons un dicton qui dit qu'il est possible de réveiller quelqu'un qui dort, mais pas celui qui fait semblant de dormir. Puisque vous êtes la personne qui établissez des lois pour nous, nous pensons que nous avons le droit de savoir si vous dormez ou si vous faîtes semblant de dormir ? Les efforts des forces impérialistes qui veulent contrôler nos forêts n'ont pas pris fin. Cela fait peu de différence d'avoir le doigt sur la gâchette d'un fusil ou de le pointer vers quelqu'un. Les deux renvoient à la tentative du chasseur de viser une proie ! N'est-ce pas, professeur Satya Kumar ?

Mon village ne peut plus survivre sans la présence du marché de Joshimath, à proximité. Les agriculteurs qui ont peiné pendant des siècles dans leurs champs passent aujourd'hui plus de temps au marché que dans leurs champs. Détruire notre mode de vie auto-suffisant a été considéré comme votre droit constitutionnel. Mais si nous pointons du doigt votre style de vie, cela est considéré comme une violation de votre liberté personnelle et de vos droits fondamentaux. Je ne suis pas très instruit, mais la question de savoir pourquoi les puissants ne peuvent pas utiliser leurs mains pour se nettoyer, comme nous autres villageois, m'a toujours rendu perplexe. Je me demande quand le jour viendra où vos confrères chercheurs se rendront compte que la croissance des ressources naturelles et la diminution de la production de carbone sont également liées à l'utilisation du papier toilette ? Professeur respecté, si vos camarades bichonnés ne comprennent pas ce lien, alors même un enfant du village de Lata peut leur enseigner cette technique élémentaire d'auto assistance. Sans demander aucun frais de consultant !

Sir respecté! Nous croyons en la démocratie ainsi que dans la puissance du Divin, qui, sans programme ni aide de la Banque mondiale, nous a donné nos forêts. Quand nous avons des ennuis, nous frappons à la porte des deux. Il est bien malheureux que vous n'ayez pris en compte que la seule biodiversité de la région de Nanda Devi, omettant de remarquer le patrimoine culturel de notre région. En raison de vos idées préconçues, vous avez fermé les portes à la connaissance même qui vous aurait permis de comprendre notre système social et culturel autosuffisant qui perdure depuis des siècles dans un environnement naturel fait d'unité et de coopération.

Vos travaux de recherches à moitié sérieux ont fermé les oreilles et empoisonné l'esprit de la démocratie. En faisant cela, vos propres intentions corrompues sont devenues connues de tous. Vous êtes absent de la lutte contre les barrages.

O Suprême Guru des Régions Protégées,

Trouvez-vous un être humain qui vit comme un animal indigne de votre sympathie ? Dans nos textes sacrés figure l'histoire de Ravana, le roi démon à dix têtes. Dans mon manque de sagesse, je présume que les dix têtes du démon disent des choses différentes. Cela peut avoir été le cas lors de votre visite à Nanda Devi. Avez-vous déjà réalisé que vous pouvez représenter l'une des dix têtes du roi démon Ravana (le souverain mythique de Lanka), parce que ce que vous voyez et dites avec une tête n'est pas ressenti ni vu par vos autres casquettes ? En tant que représentant du *Wildlife Institute of India*, vous êtes le gouvernement pour nous, comme le sont la *Tehri Hydro Development Corporation* (THDC) et la *National Thermal Power Corporation* (NTPC), les sociétés hydro-électriques qui construisent un barrage en contrebas de notre village.

N'y a-t-il pas de contraste étrange entre votre vision de la richesse de la biodiversité et des connaissances qui en émanent détruites par les excrétions et la miction de nous autres villageois, et celle des experts du barrage qui n'ont rien remarqué, eux dont les têtes sont jointes à la vôtre dans ce que nous appelons le gouvernement. C'est un jeu bizarre : la Direction des forêts impose des sanctions, du village de Mana au village de Milam, au nom de la préservation de la biosphère, tandis que les experts du barrage déclare que la vallée Niti est située en dehors des frontières du parc national Nanda Devi (alors qu'elle est en son sein) ! Nous ne pouvons tirer qu'une seule conclusion de tout cela : ceux qui ont échappé au sort de victimes généré par la puissance de votre plume, vont maintenant être écrasés sous les bulldozers du barrage.

Notre mode de vie maintient une tradition séculaire de gestion sociale et naturelle, y compris celle de nos forêts, qui aurait perduré sans votre intervention. Dans votre système, où placez-vous la femme pauvre qui vient nettoyer vos planchers et vos pots? Du Cachemire à Kanya Kumari, des centaines de milliers de populations tribales sont dépossédées de leurs terres au nom de la conservation et du développement. Ces dépossédés vous fournissent de la main d'œuvre bon marché pour les travaux domestiques dans les villes. Avec les gros revenus que vous rapportent vos études sur l'environnement, vous pouvez bénéficier de l'onction juridique pour acheter des actions dans des sociétés comme NTPC et Vedanta, mais s'il existe une capacité de charge pour les méfaits dans ce bas monde, alors vous avez atteint votre quota.

Nos chants folkloriques racontent la création de l'univers. Ils contiennent des histoires de fierté et d'abnégation. Votre fierté dans votre connaissance n'est rien comparée à la sagesse de la nature. La nature transmet le cri de notre misère à l'autorité suprême, dont vous ignorez l'étendue des lois. Dans ce monde humain, il est possible d'entendre les cris de la souffrance des opprimés. Et les oppresseurs et scélérats devront subir les conséquences de leurs actes. Ce châtiment est au-delà de notre contrôle, bien qu'il puisse arriver à la suite de nos cris de douleur. Nous n'appelons pas à la vengeance, mais elle viendra naturellement comme résultat des lois cosmiques de l'univers.

Si vous prenez la peine de réfléchir paisiblement et sans parti pris, vous vous rendrez compte que le système de protection de la nature que vous imposez ne rend pas l'humanité meilleure. Si vous y réfléchissez honnêtement, vous vous rendrez compte que tous vos efforts dans cette direction ont été gaspillés. C'est votre châtiment. Il n'y a pas de délai ou d'âge pour se repentir.

De la part du village de Lata, Dhan Singh Rana et ses covillageois.

Source : Lettre ouverte publiée à l'origine en hindi en juillet 2010 dans le journal *Regional Reporter* (Srinagar, Garhwal). Dr Sunil Kainthola a offert sa contribution à l'édition hindi, tandis que Harish Chandola s'est chargé de la traduction en anglais. Traduction française, S. Benabou.

Conclusion générale : De la défense d'un « milieu naturel » à celle d'un « monde vécu »

Ce que nous avons voulu interroger ici, c'est la manière a priori réductrice de présenter le problème de la « crise de la conservation » à Nanda Devi, et plus généralement dans le reste de l'Inde, dans les termes d'une opposition entre d'une part des populations demandeuses d'un accès aux ressources et de l'autre une Direction des forêts absorbée dans son rôle de garant de la « protection complète » des parcs pour conserver la biodiversité. Ce que ce travail cherche à montrer, c'est que ce discours est d'une certaine manière l'arbre qui cache la forêt. S'il s'agit effectivement de la manifestation la plus immédiatement visible des conflits qui surgissent dans les espaces protégés, graver cette opposition dans le marbre et naturaliser ainsi les rôles tend à effacer ou marginaliser toute une série d'enjeux et de contradictions qui traversent la situation ainsi définie. À travers l'étude de la RBND, l'objectif de ce travail a donc été de déconstruire ce cadre analytique pour essayer d'en restituer toute la complexité.

La première partie a été consacrée à prendre le pouls de ce que de nombreux observateurs appellent la « crise de la conservation » en Inde.

Nous avons montré que cette « crise » repose effectivement sur des observations scientifiques indiscutables quant au processus de dégradation de la biodiversité. Le recul des forêts primaires au profit des plantations ou la présence de 10 % des espèces de faune et de flore sauvages du pays sur la liste rouge des espèces menacées l'indiquent notamment. S'il est relativement facile d'observer ces résultats, il est en revanche beaucoup plus difficile d'en déterminer les causes exactes, qui se jouent à la fois au niveau local et dans des dynamiques socioéconomiques plus globales. Le scénario est donc complexe, ce qui souligne le caractère fallacieux de l'argument incessamment brandi, selon lequel le poids démographique de la population (pauvre) du pays exercerait des pressions insoutenables sur les écosystèmes. Il s'agit évidemment d'un élément qui participe au processus général de dégradation, mais lui donner trop de poids tend à oblitérer tous les autres facteurs qui entrent en jeu, et notamment

la consommation intensive de ressources naturelles générée par le type de croissance économique favorisé par le gouvernement indien depuis les années 1990.

Face à ce développement rapide de l'économie indienne, le réseau d'espaces protégés dont l'Inde s'est dotée à partir des années 1970, et qui est en pleine expansion, est considéré comme un outil indispensable pour préserver les derniers espaces sauvages du pays. Mais le fossé entre ce que dit la loi et la façon dont elle est appliquée reste préoccupant, en particulier concernant le respect des procédures juridiques relatives à la détermination des droits des populations locales et à leur compensation. Par ailleurs, le *Wildlife Protection Act* se focalise exclusivement sur l'exclusion des populations locales comme moyen de protection, tendant ainsi à renforcer l'idée qu'elles sont les seules responsables. Cette loi ignore de fait l'envers de la médaille, notamment les pressions de l'industrie minière sur les ressources naturelles. Des pressions qui sont suffisamment persuasives, puisqu'elles parviennent dans certains cas à obtenir le déclassement d'espaces protégés.

Si les politiques de déplacement ou d'exclusion motivées par l'application du WPA posent encore un certain nombre de questions techniques irrésolues (relatives par exemple à l'espace disponible pour reloger les populations), leurs conséquences sont en revanche bien connues et bien documentées : elles aggravent le plus souvent la situation économique déjà précaire des exclus. Et surtout, elles encouragent un sentiment d'hostilité croissant à l'encontre des politiques de conservation (qui débouche le plus souvent sur des actions visant à miner ces dernières), une situation qui rend plus crédible l'idée de départ selon laquelle ce sont ces populations qui sont la source du problème.

Cette opposition parc/population s'invite par ailleurs directement dans le débat scientifique qui se joue en Inde à propos de la conservation, et en sort renforcée pour des raisons différentes apportées par les tenants de deux grands courants majoritaires, celui de la « préservation » d'un côté et celui de l' « usage durable » de l'autre.

Pour les premiers, l'opposition entre des populations prédatrices et une administration forestière tentant de protéger la biodiversité constitue le socle de leur réflexion. Comme l'illustre crûment la métaphore du supermarché développée par Shekhar Singh (p. 104), les parcs sont pensés comme des forteresses assiégées, menacées par l'avancée du développement industriel et surtout par les hordes toujours plus nombreuses de « populations affamées ». Ils postulent par ailleurs une incompatibilité totale entre les besoins humains et ceux de la nature sauvage (en particulier les grands mammifères), en concluant donc, pour reprendre les termes de Marx dans un autre contexte, qu' « entre deux droits égaux, c'est la force qui tranche », celle-ci prenant dans ce cas la forme de l'exclusion des humains. Il est

intéressant de noter que pour les partisans de la préservation, le discours de « crise » de la conservation est considéré au mieux comme un moyen de prendre en otage les intérêts de la nature qu'ils affirment représenter (en donnant trop d'importance aux facteurs socio-économiques), et au pire comme un moyen pernicieux permettant d'ouvrir les vannes du financement international sensibilisé au discours du développement durable au profit de personnes peu soucieuses de l'écologie.

De l'autre côté de l'échiquier, les avocats de l'usage durable refusent l'idée d'une coexistence impossible entre les humains et la vie sauvage, soulignant les pratiques de régulation anciennes que ces populations ont su instaurer dans leur interaction avec la nature, et le fait solidement établi que ce que nous prenons pour des espaces « sauvages » sont en réalité des espaces qui ont été façonnés par la main de l'homme depuis des siècles. Pour autant, tout leur argumentaire tourne autour de la représentation des parcs comme « chaudrons de conflit »[387] entre les populations locales et l'administration forestière, avec l'objectif de trouver des moyens de ménager ou de concilier les intérêts des uns et des autres. Mais cette focalisation sur un discours de crise apporte avec elle ses propres points aveugles sur une série d'autres questions importantes, comme celles des nouveaux enjeux économiques et sociaux posés par les programmes d'écodéveloppement — des programmes qui ont été développés à partir de cette réflexion et qui sont soutenus par des bailleurs de fonds qui suivent leurs propres priorités.

Aussi, pour tenter de sortir de l'ornière induite par cette réflexion parcs versus population, nous avons tenté de développer une approche visant à extraire le « problème » de la conservation à Nanda Devi de sa gangue gestionnaire (orientée sur la question des moyens à mettre en œuvre) animée par l'urgence à agir, pour mieux saisir son inscription sociale et sa dimension éminemment politique (au sens où elle repose sur des rapports de force), économique, et historiquement située.

Ce travail pousse donc plus loin la déconstruction du conflit problématisé en termes parcs vs population, en l'enracinant dans une région spécifique, l'Uttarakhand, et plus encore dans la zone qui devient la RBND. Il démontre que loin d'être un phénomène qui puiserait ces sources dans un conflit immémorial entre les humains et la nature, ce qui se trame à Nanda Devi est le fruit d'un long processus sinueux de construction historique, dont nous avons tenté de dégager les étapes principales.

[387] On doit cette expression à Gadgil et Guha, 1995. Pour une idée du débat autour de cette notion, voir le premier numéro de *Conservation and Society*, janvier-mars 2003.

Après avoir esquissé en quoi la RBND est un laboratoire particulièrement intéressant pour étudier les questions posées par la conservation, nous nous sommes donc tournés vers l'histoire régionale des « *unquiet woods* » chers à Ramachandra Guha (1989a). Un de nos apports est d'avoir montré que la dépendance des Bhotias vis-à-vis des ressources forestières ne remonte pas à la nuit des temps. Leur économie a pendant longtemps été très variée, le commerce transhimalayen y jouant un rôle moteur. Aussi, la dépendance qui s'est progressivement installée par rapport aux produits de la forêts est elle même la conséquence du rétrécissement puis de la disparition de ce commerce, dont le déclin a commencé avec l'arrivée de l'*East India Company* au tournant du XIXème siècle et s'est accéléré jusqu'à la fermeture de la frontière indo-chinoise en 1962. Cette dépendance, par ailleurs, a été dès le départ soumise aux pressions exercées par le Raj sur les espaces forestiers. Il n'y a donc jamais eu de période idyllique où les Bhotias pouvaient jouir sans contrainte de leurs forêts. Le long processus de « réservation » et d'exploitation commerciale de cette ressource mis en œuvre par l'administration britannique a mis directement en conflit les agents de cette administration aux paysans qui en tiraient des éléments indispensables à leur vie quotidienne. Les révoltes paysannes qui ont éclaté à cette époque remettaient donc déjà en question les formes de contrôle et de limitation de l'accès et de l'usage des produits forestiers, et sont devenues le terreau d'une activité contestataire qui s'est étendue jusqu'à la période contemporaine. L'Indépendance n'a apporté aucun secours aux paysans de l'Uttarakhand et aux Bhotias en particulier, pour trois raisons principales. D'une part, cette petite région montagneuse a été intégrée au sein d'un immense État de plaines, et n'a profité que très peu des investissements économiques réalisés dans le cadre des deux premiers plans quinquennaux (1951-1960). D'autre part, quand l'intérêt s'est enfin tourné vers cette région, c'était dans une optique militaire et sécuritaire engendrée par la guerre avec la Chine de 1962. Enfin, la marginalisation économique des petits paysans de l'Uttarakhand a encore été accélérée par la mise en œuvre de la politique forestière du 4ème plan quinquennal (1969-1973), où l'accent a été mis sur l'augmentation de la production forestière pour les besoins de l'industrie et de l'agriculture. Cette politique, qui a étendu le pouvoir de la Direction des forêts et s'est traduite par la systématisation de la mise aux enchères du bois, a provoqué une double exclusion pour les petits paysans : premièrement, de la forêt elle-même, par la restriction de leurs droits d'accès ; mais aussi du marché du travail, les coopératives villageoises ayant bien du mal à être compétitives face au système organisé des *contractors*. Cette situation, à laquelle s'est ajoutée une inondation catastrophique en 1970, a donné naissance en 1973 au mouvement de résistance *Chipko*, qui est sorti victorieux au niveau local

en parvenant à chasser les tronçonneuses des forêts villageoises, et également au niveau national et international, par le prestige que cette lutte a gagné. Si *Chipko* s'inscrit clairement dans la lignée des révoltes paysannes de l'époque coloniale, ce mouvement s'en distingue cependant par deux aspects qui sont probablement à l'origine de son succès. Premièrement, il ne s'agit pas d'un mouvement homogène composé uniquement de petits paysans, car il compte aussi dans ses rangs des leaders politiques locaux, des militants gandhiens et des petits exploitants forestiers. Ensuite, par le biais justement d'un de ses porte-paroles d'inspiration gandhienne, ce mouvement de défense des droits forestiers traditionnels et de l'économie locale a connu une seconde naissance, en étant présenté, à grand renfort de références nationalistes et religieuses, au gouvernement de Delhi et au monde entier, comme un mouvement de défense de l'écologie himalayenne, face à l'assaut commercial des *contractors*. Pour autant, ce succès est venu avec un prix à payer, puisque les revendications ainsi posées vont pousser l'État à prendre des mesures de protection du milieu himalayen, amorçant un processus de sanctuarisation de la région dont les effets se sont retournés contre les habitants eux mêmes.

Nous avons ensuite analysé dans plus de détails la situation socioculturelle et économique spécifique de la région de Nanda Devi par rapport au reste de l'Uttarakhand, afin de mieux comprendre les implications locales de la création de la RBND. Nous avons ainsi vu la place particulière qu'occupent les Bhotias au sein de la société garhwali, de par leur mode de vie intimement lié au milieu de hautes montagnes, mais surtout de par leur contrôle du commerce avec le Tibet. Ces caractéristiques ont contribué dès la période coloniale à la construction d'une identité bhotia qui navigue entre un stigmate tibétain et une revendication interne du statut de *rājpūt*, une identité contradictoire dont on retrouve un écho dans la façon dont les Bhotias sont présentés au moment de la création du parc. Nous nous sommes intéressés également à l'organisation de la vie quotidienne dans le village bhotia de Lata, qui nous a permis de comprendre les modes de régulation de l'accès et de l'usage des ressources naturelles permettant aux villageois d'être dans une large mesure auto-suffisants. Dans ce système, le bassin de Nanda Devi occupe une place particulière, pour son importance à la fois économique, sociale et religieuse. L'image d'isolement que véhicule cette description ethnographique ne doit cependant pas occulter le fait que ce village participe de plein pied à l'histoire tourmentée de la région. Nous avons ainsi étudié successivement trois moments décisifs de l'histoire locale contemporaine, qui marquent à chaque fois une réorientation de l'économie villageoise : la fermeture de la frontière indo-tibétaine en 1962, qui précipite la fin du commerce transhimalayen ; l'épisode *Chipko* de Reni en 1974 et ses suites, qui entraînent

la fin de l'exploitation commerciale des forêts ; et la création du parc national de Nanda Devi en 1982, qui met un terme à la participation des Bhotias à l'économie des expéditions alpines qui s'ouvre dans leur région immédiatement après *Chipko*. Si l'on devait tirer une conclusion de cette section, ce serait probablement de noter la grande capacité de résilience des Bhotias, qui parviennent dans l'adversité à reconstruire à chaque fois leur économie, bien que dans des conditions qu'ils ne choisissent jamais.

En nous tournant finalement vers les processus immédiats qui ont conduit à la création de la RBND et à l'évolution de sa gestion jusqu'à aujourd'hui, nous avons cherché à confronter les discours assez simplistes sur la conservation de cette zone au contexte dans lequel ils surgissent, en analysant leur soubassement économique et les jeux de pouvoir entre les différents acteurs.

Bien loin d'être née d'une étude scientifiquement neutre et sereine des problèmes écologiques à Nanda Devi, la trajectoire de la construction du parc à partir du milieu des années 1960 est scandée par des séquences plutôt dramatiques et qui relèvent de questions ayant trait à la sécurité intérieure et extérieure du pays. Nous avons en effet proposé l'hypothèse selon laquelle la création d'un parc à la frontière chinoise immédiatement après la déroute de l'armée indienne participe très probablement à l'effort de sécurisation d'une zone géopolitiquement sensible. Cette hypothèse semble se confirmer par le burlesque épisode d'espionnage qui va suivre, et qui s'est soldé par la perte d'une batterie au plutonium quelque part dans les immenses glaciers qui entourent le pic de Nanda Devi. Couplés aux scénarios catastrophistes qui se diffusent à l'époque concernant la dégradation de l'Himalaya, l'on comprend bien que le scénario de crise précède de loin la découverte des dégâts causés par les expéditions et qui seront invoqués comme seule justification à la fermeture de la zone. Si l'on suit cette interprétation, la création de la réserve a été au moins autant dictée par des considérations politiques que par des considérations strictement écologiques. C'est donc dans cette ambiance fébrile et cette conjoncture marquée par des tensions importantes que se met en place un discours qui recycle les récits des premiers explorateurs de la région pour élaborer une image déshumanisée et artificielle de ce qu'était le « sanctuaire » de Nanda Devi avant l'arrivée massive des expéditions alpines : un espace vierge protégé par ses barrières naturelles. Il est en effet frappant de constater que l'argumentaire développé par les naturalistes en faveur de la création du parc ne mentionne pas une seule fois (à une exception près) le contexte géopolitique peu ordinaire de cette zone, qui est peut-être l'un des rares espaces protégés du pays où gît du plutonium. On assiste au contraire à un discours riche en

ironie, dans la mesure où les naturalistes vont s'appuyer sur les récits des premiers alpinistes pour dénoncer les dégâts importants causés par les expéditions alpines, et où simultanément ils dénoncent les comportements prédateurs des populations locales (braconnage, surpâturage, etc.) tout en appelant à leur « intelligence innée » pour soutenir l'effort de conservation. Cela débouche sur l'instauration d'un régime de conservation très coercitif vis-à-vis des Bhotias, qui se caractérise aussi par la précipitation de sa mise en œuvre, l'absence de tout plan de gestion, un manque de moyens, et une connaissance très superficielle des caractéristiques écologiques du parc. Du côté des Bhotias, cette nouvelle, qui se matérialise par une longue liste d'interdictions, tombe comme un couperet et est perçue comme une mesure profondément injuste, les villageois pointant l'inconséquence du gouvernement qui avait lui même été à l'initiative de l'ouverture non régulée de cette zone aux expéditions. Le conflit entre le nouveau parc et les Bhotias n'est donc ni un produit spontané ni un invariable, mais plutôt, dans cette séquence au moins, la conséquence de décisions politiques précises dans une conjoncture bien particulière. Et, on pourrait ajouter, de nature unilatérale : c'est bien l'adoption d'un mode de conservation autoritaire qui va semer les graines de la discorde.

Nous avons analysé dans le détail les répercussions de la création du parc sur l'économie, la société et la culture des Bhotias. Nous utilisons ici l'image du *juggernaut* pour montrer que la mise en défens du parc provoque des réactions en chaine dans tous les domaines ou presque de l'économie des Bhotias telle qu'ils l'avaient reconfigurée après la fin du commerce avec le Tibet. Celles-ci se traduisent par la fin brutale de l'économie du tourisme, l'effondrement des activités pastorales, la fragilisation de l'agriculture, et des difficultés certaines pour cueillir les plantes médicinales qui faisait l'objet d'un petit commerce. Cette destruction de l'économie locale s'accompagne du délitement du tissu culturel et social des villages bhotias, qui assistent notamment à la disparition progressive des savoirs et savoir-faire liés aux activités traditionnelles et à la désintégration du lien villageois, les hommes étant désormais contraints de courir la région à la recherche de travail. Car la nouvelle configuration économique se caractérise par sa grande précarité et de nouvelles formes de dépendance. Les Bhotias sont désormais contraints de se tourner massivement vers des produits disponibles en ville, et donc de développer des activités susceptibles de leur apporter des liquidités. L'argent devient indispensable pour les moindres besoins. Leur agriculture vivrière se transforme rapidement en une agriculture de rente, dont les revenus restent cependant très modestes. Pour pouvoir survivre, la plupart des hommes n'ont d'autre choix que de vendre leur force de travail comme main d'œuvre dans les travaux de voirie. Les aides apportées par les programmes gouvernementaux de développement rural deviennent

indispensables. Pour les jeunes, la seule option désirable désormais est d'obtenir un poste dans la fonction publique grâce aux quotas dont les Bhotias bénéficient, mais les occasions sont très rares. Nous voyons donc bien que ce qui est en jeu n'est pas seulement un problème d'exclusion dans lequel les Bhotias seraient les victimes d'un processus de mise à distance, mais plutôt un remodelage profond, le deuxième de leur histoire depuis la fin du commerce avec le Tibet, de tout leur mode de vie. La politique d'exclusion à Nanda Devi précipite en effet une dépendance accrue des Bhotias à l'économie de marché, sans que ces derniers en aient véritablement les moyens.

On assiste enfin aux ultimes réorientations politiques de ce soi-disant conflit, qui se matérialisent d'abord sous la forme de programmes d'écodéveloppement destinés à améliorer le sort des Bhotias. Ce qui est présentée comme une nouvelle politique plus sensible aux besoins des populations locales se révèle en pratique incapable de leur offrir de véritables opportunités de développement économique, en grande partie parce que l'écodéveloppement fonctionne avec le même « logiciel » que toutes les tentatives gestionnaires précédentes. Il repose en effet sur un rapport de force asymétrique entre la Direction des forêts qui se voit attribuer la charge de gérer ces activités (et les fonds alloués à ces dernières), et les populations locales, qui, bien qu'invitées à « participer », se retrouvent dans le rôle d'exécutantes. Cette situation conduit à des divisions au sein des villages, entre ceux qui s'y plient (et qui s'en voient gratifiés) et ceux qui refusent ce qu'ils considèrent comme de la charité étatique, c'est-à-dire la grande majorité des villageois. Aussi, nous ne nous étonnerons pas des nombreux actes de résistance, des plus isolés aux plus spectaculaires, qui marquent l'histoire de la conservation à Nanda Devi depuis la création du parc. Ces actions passent en effet par de petites rapines et cas de braconnages, à l'interpellation directe par les villageois de personnes incarnant les politiques de conservation, jusqu'à l'organisation d'un grand mouvement de désobéissance civile. L'étude de cette résistance montre qu'elle ne se limite pas à rejouer un énième face-à-face avec la Direction des forêts pour la défense des droits traditionnels, mais qu'elle tend à devenir une lutte pour qui aura la légitimité de parler au nom de la conservation. Cette évolution doit beaucoup à l'arrivée d'un nouvel acteur, une petite ONG militante de Dehradun qui travaille depuis la fin des années 1990 auprès des villageois pour faire connaître leurs revendications. Le rôle de l'ONG devient central, quand, au début des années 2000, le nouveau gouvernement de l'Uttarakhand se montre favorable à la réouverture de la réserve au tourisme. Cette initiative déclenche immédiatement une lutte d'influence entre différents agents (la fondation indienne de l'alpinisme, la Direction des forêts, les leaders Bhotias, mais aussi les scientifiques en charge de l'évaluation de la réserve)

quant à savoir si la réserve doit être ou non ouverte au tourisme, sous quelle forme, et qui en profitera. Si le lobby alpin exerce la plus forte pression auprès du gouvernement, il se voit cependant rapidement déclassé, notamment par la forte opposition des scientifiques. Restent alors dans l'arène deux projets concurrents d'écotourisme, l'un porté par la Direction des forêts, et l'autre défendu par les leaders bhotias appuyés par le réseau militant qui s'est formé autour d'eux. Ce dernier projet est le fruit d'une interaction entre les demandes des Bhotias et les « propositions » des militants, les uns apportant un discours anti-conservation et des demandes de restauration de leurs droits traditionnels sur l'espace protégé, tandis que pour les autres, il fallait au contraire se positionner en tant que garants légitimes de la conservation du parc et prôner un écotourisme responsable et citoyen afin de remettre sur pied l'économie locale. La Direction des forêts est renvoyée à son héritage colonial et rappelée qu'elle outrepasse son mandat en se mêlant de projets commerciaux. Au fil d'un processus de discussions, les leaders bhotias se sont appropriés l'idée d'un écotourisme contrôlé par la population, qui commence à voir le jour en 2004. Les premiers pas de ce projet, même s'ils sont prometteurs, sont aussi porteurs de contradictions qui invitent à se demander si tous les villageois en profiteront de manière équitable, ce qui n'est pour l'instant pas le cas. Toutefois, si le projet se consolide et surmonte ses contradictions, le fait que les Bhotias ont pris discursivement le contrôle du sens de la conservation, allié avec la perspective d'une certaine autonomie économique, nous laisse entrevoir la possibilité qu'ils porteront peut-être finalement le coup fatal à l'illusoire antagonisme éternel entre leurs intérêts et ceux des forêts.

Ce travail s'ouvre sur une série de questions, à propos desquelles de nouveaux travaux de recherche pourraient être conduits.

On peut bien sûr s'interroger sur le futur de ce projet d'écotourisme à Nanda Devi. Depuis une dizaine d'années, l'écotourisme est considéré comme un outil privilégié pour financer la conservation et apporter une activité économique durable aux populations locales. En investigant le projet développé à Nanda Devi, à la façon dont il va évoluer dans le temps, s'il permettra finalement d'apporter ou non aux Bhotias de Lata un revenu stable et une responsabilité nouvelle dans la conservation de la région, on pourra donc se demander si l'écotourisme est « une panacée ou une boîte de Pandore » (Krüger, 2005). Pour le moment, nous pouvons simplement ajouter que depuis notre enquête, ce qui n'était à l'époque qu'un projet en construction est devenu en 2008 une société anonyme. 40 jeunes des villages de la région ont été formés par le *Nehru Institute of Mountaineering* au métier de guide de hautes

montagnes. Pour autant, l'initiative reste encore trop modeste pour apporter des bénéfices à la population. En 2010, seuls 7 d'entre eux étaient rentrés dans le capital de l'entreprise, qui parvient néanmoins à organiser une douzaine de treks par an.

Une autre piste d'étude concerne la façon dont une nouvelle loi forestière entrée en vigueur en 2008 va être mise en œuvre dans la région. Cette loi, le *Scheduled Tribes and Other Forest Dwellers (Recognition of Forest Rights) Act* (FRA), vise à corriger l' « injustice historique » à l'endroit des populations vivant dans les forêts, les Adivasis notamment, qui se sont vues progressivement dépossédées de leurs terres et de leurs droits coutumiers sur les ressources forestières depuis la colonisation britannique. A travers cette loi, l'État indien reconnaît ainsi pour la première fois de son histoire les formes locales d'autorité et de gestion des espaces forestiers, en donnant une reconnaissance juridique aux droits coutumiers des populations locales. Cette loi met en théorie fin aux expulsions massives des populations forestières, conduites à des fins de conservation ou de développement industriel, et à la théorie dite de l' « empiètement » (*encroachment*), où les populations occupant les forêts sont considérées comme des intrus nuisibles. Le FRA propose 13 droits spécifiques, qui concernent, entre autres, la propriété foncière (jusqu'à 2,5 hectares par famille), les droits sur les produits forestiers mineurs et le droit de protéger les forêts, y compris dans les espaces protégés qui n'ont pas été préalablement catégorisés comme « habitats critiques de la faune sauvage ». Chaque gouvernement régional est tenu de faire appliquer cette loi dans son État, mais la situation en Uttarakhand reste pour l'instant au point mort, le *Chief Minister* ayant déclaré que son État n'était pas concerné par cette loi puisque tous les droits forestiers y auraient déjà été reconnus (une affirmation sujette à caution)[388]. Pour autant, le FRA suscite beaucoup d'espoir chez les Bhotias, une loi qui pourrait potentiellement leur donner le contrôle des espaces sur lesquels ils avaient des droits coutumiers, mais également les outils nécessaires pour se battre contre le projet hydroélectrique qui menace directement leur village.

Il s'agit là d'un troisième axe d'enquête possible. Comme nous l'avons déjà noté dans la postface, la région de l'Uttarakhand est devenu le château d'eau du pays. Ce qu'il faut ajouter, c'est que dans la seule vallée Niti, plus de 20 barrages de petites et moyenne taille sont en projet, y compris dans la réserve de biosphère. Si les villageois de Lata ont finalement

[388] Pour plus d'information sur le FRA, voir http://www.forestrightsact.com/current-situation.

réussi à repousser le projet hydroélectrique conduit sous leur village, les terrains d'enquête ne manquent pas. Et la question mérite d'être approfondie : si les impacts des grands barrages ont été bien documentés, notamment dans le cas de la Narmada (Baviskar, 1995), l'inverse n'est pas vrai concernant ce pullulement de micro-barrages tout au long des vallées himalayennes, dont les conséquences restent donc encore à être observées, d'un point de vue écologique comme sociologique.

Enfin, la dernière question qui reste en suspens, mais non la moindre, est, à notre avis, la suivante : les espaces protégés sont-ils l'horizon indépassable de la conservation ? L'avenir de la conservation ne se joue-t-il pas, comme le soulignent les partisans de l' « usage durable », dans les espaces utilisés par les humains ? Dans tout les cas, il apparaît bien nécessaire, pour le futur de la conservation, de se rappeler que ce que l'on protège, bien plus qu'un simple « milieu naturel », et presque toujours aussi un « espace vécu ». Ce lien entre les hommes et leur nature, qui est souvent coupé net par l'instauration des parcs, mérite d'être reconnu à sa juste valeur si l'on souhaite éviter le développement de comportements hostiles. Reconnaître ce lien, c'est aussi reconnaître quelque part la dette écologique que l'on doit aux populations qui ont permis à ces lieux riches en biodiversité d'être encore là aujourd'hui. Exiger la reconnaissance de cette dette, c'est encore redonner confiance à ceux qui ont été considérés comme des intrus et collaborer à un devenir commun. Rendre possible la reconnaissance de cette dette, c'est enfin accepter que la réappropriation du lien des populations locales avec leur nature passe nécessairement par un processus de responsabilisation, c'est-à-dire de délégation d'un certain contrôle politique et économique sur cette nature, qui ne peut se satisfaire d'une seule participation.

Lettre originale annonçant aux villageois la création du parc.

Source : Gram Sabha Lata, 2001 : 32.

कार्यालय उप–वन संरक्षक नन्दादेवी राष्ट्रीय पार्क, जाशीमठ

पत्रांक : 721/11–2 दिनांक, कैम्प नन्दप्रयाग, जून 9 83

सेवा में,

प्रधान ग्राम सभा रेणी,
प्रधान ग्राम सभा लाता,
अध्यक्षा महिला मंगल दल लाता।

विषय : नन्दादेवी राष्ट्रीय पार्क की स्थापना।

महोदय,

मुझे आपको अवगत कराना है कि नन्दादेवी राष्ट्रीय पार्क की स्थापना शासकीय गजट में प्रकाशित विज्ञप्ति के अनुसार 6 नवम्बर 1982 से हो चुकी है। इसकी सूचना पूर्व में ही आप लोगों को प्रेषित की जा चुकी है। वाइल्ड लाइफ प्रोटेक्शन ऐक्ट 1972 के अनुसार राष्ट्रीय पार्क क्षेत्र में निम्न कार्य प्रतिबन्धित हैं –

1– राष्ट्रीय पार्क के अन्दर मनुष्यों तथा मवेशियों का प्रवेश बिना अनुज्ञा पत्र वर्जित है।

2– पार्क के अन्दर किसी प्रकार की वनस्पति को क्षति पहुँचाना, जीव जन्तुओं को मारना अथवा जीवित ले जाना या उन्हें क्षति पहुँचाना, छेड़ना तथा उनके आवास स्थान को क्षति पहुँचाना वर्जित है।

3– किसी प्रकार के पशुओं को पार्क के अन्दर ले जाना व चराना वर्जित है।

4– पार्क क्षेत्र में किसी प्रकार की खुदान करना, पत्थर निकालना अथवा खनन करना वर्जित है।

5– पार्क में किसी प्रकार का अस्त्र–शस्त्र ले जाना वर्जित है किसी प्रकार का रसायन अथवा विस्फोटक पदार्थ ले जाना अथवा प्रयोग करना वर्जित है।

6– पार्क क्षेत्र में आग लगाना, जलाना धुम्रपान करना तथा जलती आग को छोड़ना वर्जित है।

7– कैम्प इच्छानुसार किसी भी स्थान पर नहीं लगाया जा सकता है इसके लिए केवल निर्धारित स्थानों पर उपयोग ही अनुमन्य है।

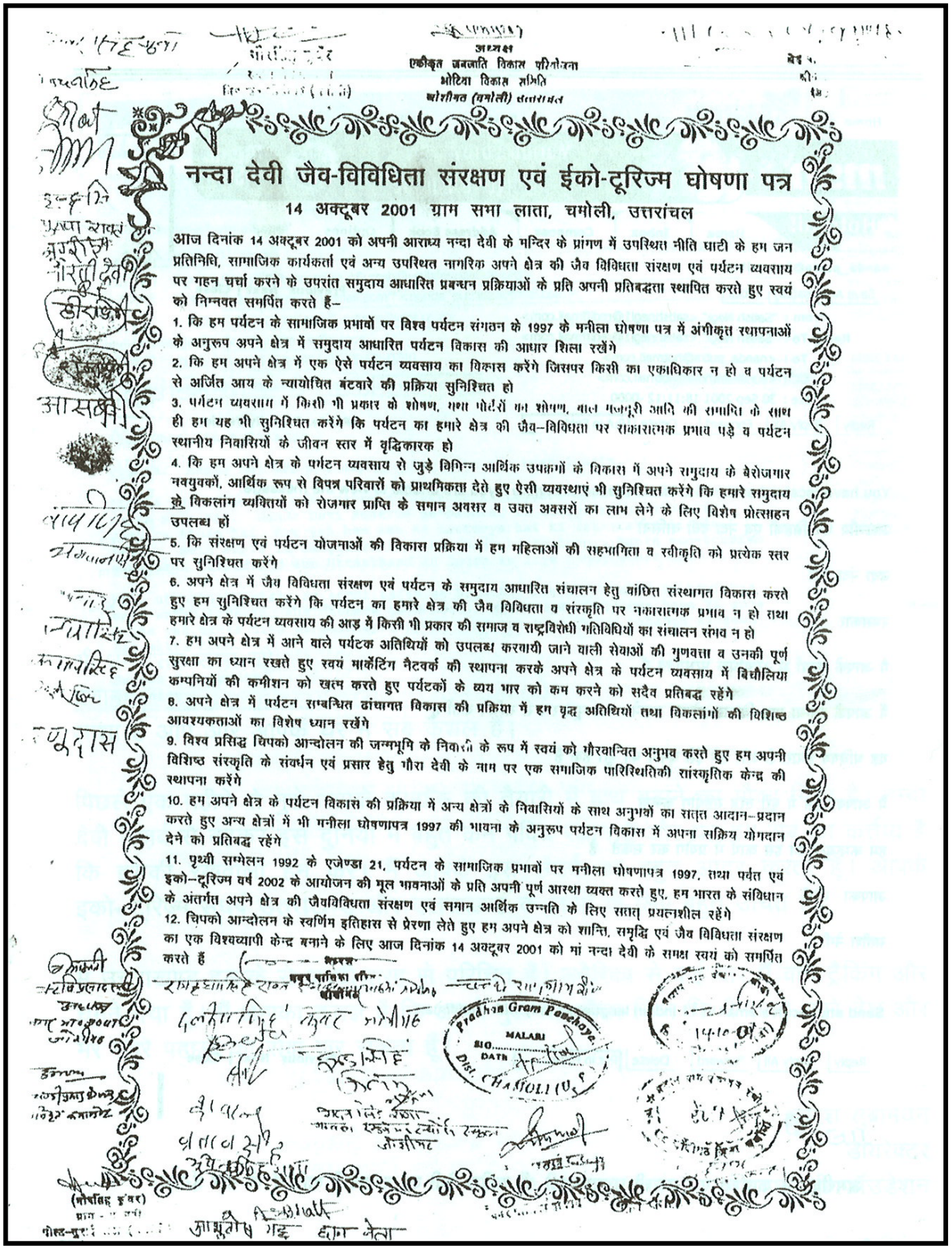
8– किसी प्रकार की क्षति की वन विभाग के कर्मचारियों को रिपोर्ट करना तथा ऐसे कारणों को दूर करना पार्क क्षेत्र में मौजूद सभी व्यक्तियों की ज़िम्मेदारी है।

9– राष्ट्रीय पार्क भावी पीढ़ी की धरोहर है उसे सुरक्षित रखना हम सभी की जिम्मेदारी है। अतः इसकी सुरक्षा के लिए सभी को सहयोग प्रार्थनीय है।

जहां तक पर्वतारोहण में पोर्टर का कार्य करने वाले ग्राम वासियों के बेरोजगार होने का प्रश्न है मुझे आपको अवगत कराना है कि इस सम्बन्ध में शासन द्वारा यह निर्णय लिया गया है कि इस क्षेत्र में नर्सरी बनाना, वृक्षारोपण कार्य इत्यादी चालू करके अतिरिक्त रोजगार के साधन उपलब्ध कराये जाय। यह निर्णय लिया गया है कि इन कार्यों के लिये केवल स्थानीय पोर्टर का कार्य करने वाले बेरोजगार हुए लोगों को ही लगाया जाय। इस सम्बन्ध में विस्तृत कार्यवाही प्रभागीय वनाधिकारी बद्रीनाथ वन प्रभाग गोपेश्वर तथा प्रभागीय वनाधिकारी अलकनन्दा भूमि संरक्षण वन प्रभाग द्वारा की जानी है तथा की जा रही है। अधोहस्ताक्षरी द्वारा भी सम्बन्धित अधिकारियों से प्राथमिकता के आधार पर तुरन्त कार्य आरम्भ किया जाने का अनुरोध पूर्व ही में किया जा चुका है तथा इस सम्बन्ध में उच्चाधिकारियों से लखनऊ एवं देहरादून में मेरे द्वारा विचार विमर्श करके आवश्यक आदेश जारी करवाये जा चुके हैं। जहाँ तक वैकल्पिक चरान चुगान, हक हकूक तथा काश्तकारी का प्रश्न है मुझे आपको अवगत कराना है कि नन्दादेवी राष्ट्रीय पार्क क्षेत्र को छोड़कर अन्यत्र व्यवस्था प्रभागीय वनाधिकारी बद्रीनाथ वन प्रभाग, द्वारा की जायेगी। अतः मेरा आप लोगों से अनुरोध है कि शासन के आदेशों का आदर करते हुए राष्ट्रीय पार्क की सुरक्षा में अपना अमूल्य सहयोग प्रदान करें, जहाँ तक अधोहस्ताक्षरी के अधिकार क्षेत्र का प्रश्न है 10 स्थानीय लोगों को तुरन्त ही कार्य पर लगाया जा चुका है।

भवदीय

एच० सी० रायज़ादा
उप–वन संरक्षक,
नन्दादेवी राष्ट्रीय पार्क, जोशीमठ



अध्यक्ष
एकीकृत जनजाति विकास परियोजना
भोटिया विकास समिति
जोशीमठ (चमोली) उत्तरांचल

नन्दा देवी जैव-विविधिता संरक्षण एवं ईको-टूरिज्म घोषणा पत्र

14 अक्टूबर 2001 ग्राम सभा लाता, चमोली, उत्तरांचल

आज दिनांक 14 अक्टूबर 2001 को अपनी आराध्य नन्दा देवी के मन्दिर के प्रांगण में उपस्थित नीति घाटी के हम जन प्रतिनिधि, सामाजिक कार्यकर्ता एवं अन्य उपस्थित नागरिक अपने क्षेत्र की जैव विविधता संरक्षण एवं पर्यटन व्यवसाय पर गहन चर्चा करने के उपरांत समुदाय आधारित प्रबन्धन प्रक्रियाओं के प्रति अपनी प्रतिबद्धता स्थापित करते हुए स्वयं को निम्नवत समर्पित करते हैं–

1. कि हम पर्यटन के सामाजिक प्रभावों पर विश्व पर्यटन संगठन के 1997 के मनीला घोषणा पत्र में अंगीकृत स्थापनाओं के अनुरूप अपने क्षेत्र में समुदाय आधारित पर्यटन विकास की आधार शिला रखेंगे
2. कि हम अपने क्षेत्र में एक ऐसे पर्यटन व्यवसाय का विकास करेंगे जिसपर किसी का एकाधिकार न हो व पर्यटन से अर्जित आय के न्यायोचित बंटवारे की प्रक्रिया सुनिश्चित हो
3. पर्यटन व्यवसाय में किसी भी प्रकार के शोषण, यथा पोर्टरों का शोषण, बाल मजदूरी आदि की समाप्ति के साथ ही हम यह भी सुनिश्चित करेंगे कि पर्यटन का हमारे क्षेत्र की जैव–विविधता पर नकारात्मक प्रभाव पड़े व पर्यटन स्थानीय निवासियों के जीवन स्तर में वृद्धिकारक हो
4. कि हम अपने क्षेत्र के पर्यटन व्यवसाय से जुड़े विभिन्न आर्थिक उपक्रमों के विकास में अपने समुदाय के बेरोजगार नवयुवकों, आर्थिक रूप से विपन्न परिवारों को प्राथमिकता देते हुए ऐसी व्यवस्थाएं भी सुनिश्चित करेंगे कि हमारे समुदाय के विकलांग व्यक्तियों को रोजगार प्राप्ति के समान अवसर व उक्त अवसरों का लाभ लेने के लिए विशेष प्रोत्साहन उपलब्ध हों
5. कि संरक्षण एवं पर्यटन योजनाओं की विकास प्रक्रिया में हम महिलाओं की सहभागिता व स्वीकृति को प्रत्येक स्तर पर सुनिश्चित करेंगे
6. अपने क्षेत्र में जैव विविधता संरक्षण एवं पर्यटन के समुदाय आधारित संचालन हेतु वांछित संस्थागत विकास करते हुए हम सुनिश्चित करेंगे कि पर्यटन का हमारे क्षेत्र की जैव विविधता व संस्कृति पर नकारात्मक प्रभाव न हो तथा हमारे क्षेत्र के पर्यटन व्यवसाय की आड़ में किसी भी प्रकार की समाज व राष्ट्रविरोधी गतिविधियों का संचालन संभव न हो
7. हम अपने क्षेत्र में आने वाले पर्यटक अतिथियों को उपलब्ध करवायी जाने वाली सेवाओं की गुणवत्ता व उनकी पूर्ण सुरक्षा का ध्यान रखते हुए स्वयं मार्केटिंग नैटवर्क की स्थापना करके अपने क्षेत्र के पर्यटन व्यवसाय में बिचौलिया कम्पनियों की कमीशन को खत्म करते हुए पर्यटकों के व्यय भार को कम करने को सदैव प्रतिबद्ध रहेंगे
8. अपने क्षेत्र में पर्यटन सम्बन्धित ढांचागत विकास की प्रक्रिया में हम वृद्ध अतिथियों तथा विकलांगों की विशिष्ट आवश्यकताओं का विशेष ध्यान रखेंगे
9. विश्व प्रसिद्ध चिपको आन्दोलन की जन्मभूमि के निवासी के रूप में स्वयं को गौरवान्वित अनुभव करते हुए हम अपनी विशिष्ट संस्कृति के संवर्धन एवं प्रसार हेतु गौरा देवी के नाम पर एक समाजिक पारिस्थितिकी सांस्कृतिक केन्द्र की स्थापना करेंगे
10. हम अपने क्षेत्र के पर्यटन विकास की प्रक्रिया में अन्य क्षेत्रों के निवासियों के साथ अनुभवों का सतत आदान–प्रदान करते हुए अन्य क्षेत्रों में भी मनीला घोषणापत्र 1997 की भावना के अनुरूप पर्यटन विकास में अपना सक्रिय योगदान देने को प्रतिबद्ध रहेंगे
11. पृथ्वी सम्मेलन 1992 के एजेण्डा 21, पर्यटन के सामाजिक प्रभावों पर मनीला घोषणापत्र 1997, तथा पर्वत एवं इको–टूरिज्म वर्ष 2002 के आयोजन की मूल भावनाओं के प्रति अपनी पूर्ण आस्था व्यक्त करते हुए, हम भारत के संविधान के अंतर्गत अपने क्षेत्र की जैवविविधता संरक्षण एवं समान आर्थिक उन्नति के लिए सतत् प्रयत्नशील रहेंगे
12. चिपको आन्दोलन के स्वर्णिम इतिहास से प्रेरणा लेते हुए हम अपने क्षेत्र को शान्ति, समृद्धि एवं जैव विविधता संरक्षण का एक विश्वव्यापी केन्द्र बनाने के लिए आज दिनांक 14 अक्टूबर 2001 को मां नन्दा देवी के समक्ष स्वयं को समर्पित करते हैं

Pradhan Gram Panchaya
MALARI
DIST. CHAMOLI (U.P.)

La « Déclaration de Nanda Devi sur la conservation de la biodiversité et l'écotourisme »

Source : Gram Sabha Lata, 2001 : 161.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Figures

Figure 1	Carte des zones biogéographiques de l'Inde	29
Figure 2	Les espèces menacées en Inde	35
Figure 3	Les causes immédiates et profondes de l'érosion de la biodiversité	37
Figure 4	Le réseau d'espaces protégés en Inde (statut de mars 2009)	54
Figure 5	Courbe de croissance des espaces protégés en Inde (1970-2009)	55
Figure 6	Carte des espaces protégés existants et proposés en Inde	56
Figure 7	Classification des espaces protégés indiens selon le référentiel UICN	58
Figure 8	Localisation des réserves de biosphère dans les zones biogéographiques de l'Inde	67
Figure 9	Tigres et populations : l'énigme de la coexistence	72
Figure 10	« Tribus » et « castes hindoues »	74
Figure 11	Carte de la réserve de biosphère de Nanda Devi	156
Figure 12	Représentation du « sanctuaire » de Nanda Devi	159
Figure 13	Carte de la zone centrale de la RBND	159
Figure 14	Quelques espèces charismatiques de la RBND	165
Figure 15	Liste des villages de la RBND (avant l'élargissement de 2000)	166
Figure 16	Liste des villages de la vallée Niti et lieux de migration hivernale	167
Figure 17	Site internet de la « Nanda Devi Campaign »	170
Figure 18	Liste des espaces protégés de l'Uttarakhand, par ordre chronologique	210
Figure 19	Les zones d'activité du village de Lata	229
Figure 20	Hommage aux participantes du mouvement *Chipko* à Reni	249
Figure 21	Extrait du reportage de Paris-Match du 10 novembre 1951	254
Figure 22	Les revenus du tourisme à Nanda Devi, 1962-1981	318

Photos

Photo 1	Vue de la montagne Nanda Devi depuis Latakharak	154
Photo 2	Maison de Bhotias Marchas du village de Gamshali	221
Photo 3	Gaura Devi	246
Photo 4	Jeune fille de Lata avec un collier de *gucchī* séchés	326
Photo 5	Le *kirāzārī* (*Cordyceps sinensis*)	342
Photo 6	« La conservation est un moyen de développement écologique », panneau d'affichage de la Direction des forêts, Reni	358
Photo 7	Manifestation des Bhotias dans la zone centrale pendant *Jhapto Cheeno*	370
Photo 8	Article paru dans le *Dainik Jagaran* sur l'affaire du braconnage, daté du 1er juillet 2006	375

Encadrés

Encadré 1	« Note de désaccord » de Valmik Thapar	95
Encadré 2	La tragédie des communs	108
Encadré 3	La flore menacée de la RBND	162
Encadré 4	« Du plutonium américain oublié dans l'Himalaya »	277
Encadré 5	Lettre annonçant aux villageois la création du parc national de Nanda Devi (1983)	307
Encadré 6	« La Déclaration de Nanda Devi sur la Conservation de la Biodiversité et l'Ecotourisme »	394
Encadré 7	Lettre ouverte des villageois de Lata au Dr Sathyakumar (juillet 2010)	409

anusūcit janjāti	tribu répertoriée (*scheduled tribe*)
āndolan	mouvement (politique)
āsān	petit tapis pour s'asseoir
baiṭhak	réunion
bakrī	chèvre
bārī	système villageois de gestion des ressources
bhābhar	piémont caillouteux aux pieds de l'Himalaya
bāgh	léopard
bhālū	ours
bheṛ	mouton
bhūmi	terre
bicauliyā / dalāl	intermédiaire
bugyāl	prairies alpines (au Garhwal)
cakkī	moulin
capātī	galette de pain
carān	pâturage
cipko	« adhère » / « enlace »
chānī	abri des bergers dans les estives.
cokīdār	personne payée pour surveiller les forêts
dalit	« opprimés », nom donné aux castes les plus infériorisées
dān	tapis
darśan	vision (religieux).
dhārū	alcool local
dhiyānī	femme mariée à l'extérieur de son village

ḍolī	palanquin
ghāmjvar	fièvre causée par une exposition excessive au soleil
ghāṭī	vallée (ex : *Nītī ghāṭī*, la vallée Niti)
grām-pradhān	chef de village élu
grām-sabhā	assemblée de village
Grām Saṃsādhan Vikās Samiti	comité d'écodéveloppement villageois
guṇa	qualité
guṛ	sucre non raffiné
haq-haqūq	droits coutumiers
himādri	haut Himalaya
himāncal	bas Himalaya
hissā	parcelle
huqqā	pipe à eau
jāgerī	celui qui "réveille" les dieux
jaṅgal	forêt
jaṅglī sabzī	légumes forestiers
jāti	caste
jhapṭo-chīno	« baisse-toi et ramasse »
jhāṛī-būṭī	plantes médicinales
jhūm	agriculture sur brûlis
kahāvat	proverbe
kamzor	faible
kaṇḍī	panier en bambou
kastūrī	chevrotin porte-musc
khaṛak	étable utilisée par les bergers sur les chemin des alpages

khet	champs
kṣati	dommage, perte, destruction (de l'environnement)
lā	col (de montagne)
lādū bakrī	chèvre de bât
lākh	cent mille roupies.
lavā	robe unisexe noire en laine
mait / māykā	maison maternelle d'une femme mariée
Mahilā Maṅgal Dal	association pour la prospérité des femmes
māldār	adjudicataire dans le système d'enchères forestières
mālguzār	nom donné aux familles possédantes et puissantes
melā	fête religieuse
muhallā / paṭṭī	secteur/quartier (d'un village)
nālī	unité de mesure pour les champs au Garhwal et au Kumaon. 1 *nālī* équivaut à peu près à 200 m^2.
namkīn cāy	thé salé
palāyan	fuite, désertion
pañcāyat	conseil de village
paṅkhī	grande étole en laine
paramparā	tradition
paramparāgat	traditionnel
paṛāv	campement
paryaṭan	tourisme
paryāvaraṇ	environnement
prasād	offrande
patthar toṛnā	« casser des pierres »
pattī	ancienne unité de mesure, une portion est équivalente à un bol plein (environ 2 kg)

pradhān	chef de village élu.
prakṛti	nature
prayāg	confluence d'une rivière, lieu de pèlerinage
pūjā	cérémonie religieuse
pul	pont
pūṁjī-pati	capitaliste
rājpūt	« caste » guerrière qui se rattache à l'ordre des *kṣatriya*
rānī	reine
retā	sable
rozgār	emploi, travail quotidien, moyens de subsistance
rūp	forme (prise par un dieu)
saṃrakṣaṇ	protection, conservation.
sāmudāyik	communautaire
sarkār	gouvernement
sarpañc	responsable élu du *van pañcāyat*
sāsurāl	la belle-famille (par opposition à *mait*)
sirdār	guide, chef d'une expédition alpine
tarāī	terres humides au sud du *bhābhar*
ṭhekedār	entrepreneur forestier chargé des opérations d'abattage
thulmā	couverture très épaisse en laine
tolā	unité de mesure équivalente à 12 grammes
trishūl	trident
ūn	laine
vaidya	médecin traditionnel
Van Nigam	*UP State Forest Corporation*

van pañcāyat	« conseil forestier », institution villageoise propre à l'Uttarakhand. Par extension, ce terme désigne la forêt communale d'un village.
Van Saṃrakṣaṇ Samiti	Comité de protection des forêts
Van Vibhāg	Direction des forêts
visthāpan	déplacement (de population)

LES ARBRES DE LA FORET - ***JAṄGAL***

bhojpatra	bouleau, *Betula utilis* D.Don
cīṛ	pin, *Pinus roxburghii*
devdār	cèdre de l'Himalaya, *Cedrus deodara* (Roxb. ex D. Don) G. Don
riñgāl	*Thamnocalamus spathiflorus*
sāl	sal, *Shorea robusta*

LES LEGUMES FORESTIERS ET LES PLANTES MEDICINALES & AROMATIQUES - ***JAṄGLI SABZI & JHAṚI-BUṬI***[389]

ātīs	*Aconitum heterophyllum* Wall. Ex Royle
barmao	*Megacarpaea polyandra* Benth.
brahmkamal	*Saussurea obvallata* (DC.) Edgew.
cāndrā	*Paeonia emodi* Wall ex. Royle
chorū	*Pleurospermum angelicoides* (Wall. Ex DC.) Benth. Ex C.B. Clarke
chippī	*Angelica glauca* Edgew.
dolū	*Rheum australe* D.Don
gūccī / gādju	*Morchella esculenta*
hāthāzārī	*Dactylorhiza hatagirea* (D.Don) Soo

[389] A partir des noms vernaculaires mentionnés dans les entretiens, les noms scientifiques des plantes ont été recherchés dans plusieurs articles de recherche consacrés à l'ethnobotanique des Bhotias, en particulier Nautiyal et *al.* (2001) & Phondani et *al.* (2010).

jimbū pharan	*Allium humile* Kunth
kālāzīrā	*Carum carvi* L.
katukī	*Picrorhiza kurooa* Royle ex Benth.
kirāzārī	*Cordyceps sinensis*
kut	*Saussurea costus* (Fale) Lipsch.
lādum	*Allium sativum* L.
māsī	*Nordostachys grandiflora* D.C.
pharan	*Allium carolinianum* Kunth
puyānū	*Smilacina purpurea* Wallich
silphori	*Bergenia ciliata* Sternb.
takkar	*Rhododendron anthopogon* D. Don
thuner	*Taxus baccata* L.

LES CULTURES AGRICOLES – **KHETIBARI**

ālū	pomme de terre (*Solanum tuberosum* L.)
caulāī* / *cuā* / *rāmdānā	amarante (*Amaranthus polygamus & A. blitum* L.)
cīnā	millet commun (*Panicum miliaceum* L.)
gehūṃ	blé (*Triticum aestivum* L.)
jau	orge commune (*Hordeum vulgare* L.)
jhañgorā	millet japonais (*Echinochloa frumentacea* Link)
kaunī	millet des oiseaux (*Setaria italica* (L.) P. Beauv.)
manduā* / *kodā	éleusine (*Eleusine coracana* (L.) Gaertn.)
ogal	sarrasin (*Fagopyrum esculentum* Moench)
phāphar	sarrasin de Tartarie (*Fagopyrum tataricum* (L.) Gaertn.)
rājmā* / *cemī	haricot commun (*Phaseolus vulgaris* L.)
uvā	orge de l'Himalaya (*Hordeum himalayense* Schult.)

Bibliographie générale

Adams, J.S. & T.O. McShane
1992 *The Myth of Wild Africa: Conservation Without Illusion*. London and New York: W.W. Norton & Company.

Adhikari, B.S.
2004 « Ecological Attributes of Vegetation in Nanda Devi National Park ». In UAFD, *Biodiversity Monitoring Expedition Nanda Devi 2003: A Report to the Ministry of Environment & Forests, Gov. of India*. Dehra Dun: Uttaranchal State Forest Department, pp. 15-38.

Agarwal, A., Sharma K. & R. Chopra (eds.)
1982 *State of India's Environment: The First Citizens' Report*. New Delhi: Centre for Science and Environment.

Agarwal, A. & S. Narain (eds.)
1985 *State of India's Environment: The Second Citizens' Report*. New Delhi: Centre for Science and Environment.
1991 *State of India's Environment: Third Citizens' Report: Floods, Flood Plains and Environmental Myths.* New Delhi: Centre for Science and Environment.

Agarwal, B.
1994 *A Field of One's Own: Gender and Land Rights in South Asia*. Cambridge: Cambridge University Press.

Agrawal, A.
1999 *Greener Pastures: Politics, Markets, and Community among a Migrant Pastoral People*. Durham and London: Duke University Press.

Agrawal, A. & C. Gibson (eds.)
2001 *Communities and the Environment: Ethnicity, Gender and the State in Community-Based Conservation*. New Brunswick, New Jersey & London: Rutgers University Press.

Agrawal, A. & K. Sivaramakrishnan (eds.)
2001 *Social Nature: Resources, Representations, and Rule in India.* Delhi: Oxford University Press.

Aitken, W. M. (dit Bill)
1981 « The Shepherds of Nanda Devi Sanctuary », *The Himalayan Journal*, vol. 38. http://www.himalayanclub.org/journal/the-shepherds-of-nanda-devi-sanctuary/ (accès le 26 novembre 2011)
1983 « Nanda Devi Sanctuary Revisited, 1982 », *The Himalayan Journal* vol. 39: 45-50.

Anderson, D.G. & Berglund, E. (dir.)
2004 *Ethnographies of Conservation. Environmentalism and the Distribution of Privilege*. New-York: Berhahn.

Anon.
1983 « Villagers Up In Arms Against Rehabilitation Failures », *Himachal Times*, July 30, 1983 [Reproduit dans Gram Sabha Lata, 2001: 33]
1993 *Scientific and Ecological Expedition to Nanda Devi: 2nd May to 22nd July 1993*. New Delhi: Army Head Quarters.
2011 « Jairam Ramesh announces Amrita Devi and Gaura Devi awards for environment protection », *The Hindu,* April 14, 2011. **http://www.thehindu.com/sci-tech/energy-and-environment/article1696800.ece** (consulté le 26 octobre)

Arnold, D.
1982 « Rebellious Hillmen: The Gudem-Rampa Risings, 1839-1924 ». In Guha, R. (ed.), *Subaltern Studies I*. New Delhi: Oxford University Press, pp. 88-142.

Arnold, D. & R. Guha
1995 « Introduction: Themes and Issues in the Environmental History of South Asia ». In Arnold, D. & R. Guha (eds.) *Nature, Culture, Imperialism: Essays on the Environmental History of South Asia*. New Delhi: Oxford University Press, pp 1-20.

Arora, G.S., Kumar, A. & P.C. Tak
1995 *Fauna of the Nanda Devi Biosphere Reserve: A World Heritage Site*. Northern Regional Station Dehra Dun: Zoological Survey of India.

Assayag, J.
2005 *La Mondialisation Vue d'Ailleurs. L'Inde Désorientée*. Paris: Seuil.

Atkinson, E.T.
1884 *The Himalayan Districts of the North-Western Provinces of India*. Vol. II. Allahabad: North-Western Provinces and Oudh Government Press.

Babu, S., Love, A. & C.R. Babu
2009 « Ecological Restoration of Lantana-Invaded Landscapes in Corbett Tiger Reserve, India », *Ecological Restoration* 27 (4): 467-477.

Baillie J.E.M., Hilton-Taylor C. & S. Stuart
2004 *IUCN Red List of Threatened Species: A global species assessment*. IUCN, Gland (Switzerland) and Cambridge (UK).

Banerjee, A.K.
2001 *Management of the Nanda Devi Biosphere Reserve, Uttaranchal, India. From 1988-89 to 2000-2001*. Rapport non publié de A.K. Banerjee, D.F.O., Nanda Devi Biosphere Reserve, Joshimath.

Barbault, R.
2006 *Un Eléphant dans un Jeu de Quilles. L'Homme dans la Biodiversité*. Paris : Seuil.
2008 *Ecologie Générale. Structure et Fonctionnement de la Biosphère*. Paris : Dunod (6e édition).

Barthélémy, G.

1982 *Chipko : Sauver les forêts de l'Himalaya*. Paris : L'Harmattan.

Baviskar, A.
1995 *In the Belly of the River: Tribal Conflicts over Development in the Narmada Valley*. New Delhi: Oxford University Press.

Baviskar, A., Chhatre A., Dolke, A., Fernandes, W., Kothari, A., Mitra, A., Pimple M. & M. Rangarajan
1997 « Paranoia Masquerading as a Review », *Economic and Political Weekly* 32 (23): 1363-1364.

Benabou, S.
2005 *Protéger la Diversité Biologique et Culturelle ? Les Enjeux Sociaux de la Gestion Environnementale dans la Réserve de Biosphère de Nanda Devi, Himalaya Indien*. Mémoire de DEA, EHESS, Paris.

Berkes, F., Folke, C. & M. Gadgil
1995 « Traditional Ecological Knowledge, Biodiversity, Resilience and Sustainability ». In Perrings, C.A. (ed.), *Biodiversity Conservation*. Amsterdam: Kluver, pp. 281-299.

Berreman, G.D.
1985 « Chipko: Nonviolent direct action to save the Himalayas », *South Asian Bulletin* 5(2): 8-13.
1997 *Hindus of the Himalayas: Ethnography and Change*. New Delhi: Oxford University Press [La première édition de ce livre a été publiée en 1963 chez The Regents of the University of California Press].

Bhalla, N.
2007 « Illegal Wildlife Trade Grows in India », *Reuters* 17 août 2007. http://www.reuters.com/article/2007/08/17/environment-india-wildlife-dc-idUSDEL8332720070817 (consulté le 2 février 2011)

Bhargava, R., Gupta, R. & B. Khan
2005 « Unearthing India's Mineral Wealth », *The McKinsey Quarterly*, 2005 Special E-edition: Fulfilling India's Promise, pp. 1-4.

Bishop, B.C.
1988 « The mighty Himalaya, a fragile heritage », *National Geographic* 174 (5): 624-632.

Blaikie, P.
1985 *The Political Economy of Soil Erosion in Developing Countries.* London: Longman Scientific & Technical.

Blaikie, P. & H.C. Brookfield
1987 *Land Degradation and Society*. London : Methuen.

Blandin, P.
2009 *De la Protection de la Nature au Pilotage de la Biodiversité*. Paris : Quæ.

Bosak, K.
2008 « Nature, Conflict and Biodiversity Conservation in the Nanda Devi Biosphere Reserve », *Conservation and Society*, 6 (3) : 211-224.

Bouissou, J.
2010 « L'Inde impose aux industriels d'être plus "verts" », *Le Monde*, vendredi 1er octobre 2010, p.4.
2011a « L'Inde approuve un projet sidérurgique controversé », *Le Monde*, jeudi 3 février 2011, p.4.
2011b « Une politique environnementale à géométrie variable », *Le Monde*, jeudi 3 février 2011, p.4.

Bourdieu, P.
1977 « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales* 17-18 : 2-5.

Brandon, K., Redford, K.H. & S.E. Sandreson (ed.)
1998 *Parks in Peril: People, Politics and Protected Areas*. Washington D.C.: The Nature Conservancy.

Brechin, S.R., Wilshusen, P.R. Fortwangler, C.L. & P.C. West
2003 *Contested Nature: Promoting International Biodiversity with Social Justice in Twenty-First Century*. Albany: State University of New York Press.

Brockerhoff, E.G., Jactel, H., Parrotta, J.A., Quine, C.P. & J. Sayer
2008 « Plantation forests and biodiversity: oxymoron or opportunity? », *Biodiversity Conservation* 17: 925-951.

Brockington, D.
2002 *Fortress Conservation: The Preservation of the Mkomazi Game Reserve, Tanzania*. The International African Institute, in association with Oxford: James Currey, Bloomington: Indiana University Press & Dar es Salaam: Mkuki Na Nyota.

Brockington, D. & J. Igoe
2006 « Eviction for Conservation: A Global Overview », *Conservation and Society*, 4 (3): 424-470.

Brosius, J.P.
1999 « Analyses and Interventions: Anthropological Engagements with Environmentalism », *Current Anthropology* 40 (3): 277-309.
2004 « Indigenous Peoples and Protected Areas at the World Parks Congress », *Conservation Biology* 18 (3): 609-612.
2006 « Common Ground between Anthropology and Conservation Biology », *Conservation Biology* 20 (3): 683-685.

Brown, C.W.
1984 "*The Goat is Mine, The Load is Yours": Morphogenesis of "Bhotiya-Shauka", U.P., India*. Lund: Lund Studies in Social Anthropology.

Büscher, B.

2008 « Conservation, Neoliberalism and Social Science: a Critical Reflection on the SCB 2007 Annual Meeting, South Africa », *Conservation Biology*, 22 (2) : 229-231.

Büscher, B. & W. Dressler
2007 « Linking Neoprotectionism and Environmental Governance : On the Rapidly Increasing Tensions between Actors in the Environment-Development Nexus », *Conservation and Society*, 5 (4) : 586-611.

Campbell, L.
2005 « Overcoming Obstacles to Interdisciplinary Research », *Conservation Biology*, 19 (2): 574-577.

Ceballos, G., Garcia, A. & P.R. Ehrlich
2010 « The Sixth Extinction Crisis. Loss of Animal Populations and Species », *Journal of Cosmology*, 8 : 1821-1831.

Chakrabarty, D.
2010 « Le Climat de l'Histoire: Quatre Thèses », *La Revue Internationale des Livres et des Idées*, 15: 22-31. [Cet article a été publié pour la première fois dans *Critical Inquiry*, 35 (2), 1er janvier 2009, pp. 197-222].

Chandola, H.
1998 « Nanda Devi Oustees to Enter Core Zone », *Hindustan Times*, 3 juillet 1998 [Reproduit dans Gram Sabha Lata, 2001 : 118].
1999 « Seventeen Held for Killing Musk Deer Set Free by Court », *Hindustan Times*, 5 septembre 1999 [Reproduit dans Gram Sabha Lata, 2001 : 111].
2004 « A Biosphere Tragedy All Over Again ? Villagers Raise Serious Questions about the Park System in Uttaranchal », special to nandadevi.org. http://mountainshepherds.com/2004/09/a-biosphere-tragedy-all-over-again/ (consulté le 23 décembre 2011)

Chape, S., S. Blyth, L. Fish, P. Fox & M. Spalding (compilers)
2003 *2003 United Nations List of Protected Areas*. IUCN, Gland (Switzerland) and Cambridge (UK) and UNEP-WCMC, Cambridge (UK)

Chapin, M.
2004 « A Challenge to Conservationnists », *World Watch Magazine*, November/December 2004 : 17-31.

Chatty, D. & M. Colchester (eds.)
2002 *Conservation and Mobile Indigenous Peoples: Displacement, Forced Settlement and Sustainable Development*. New York: Berghahn Books

Chhatre, A. & V. Saberwal
2006 *Democratizing Nature: Politics, Conservation, and Development in India*. New Delhi: Oxford University Press.

Cincotta, R. P., Wisnewski J. & R. Engelman
2000 « Human Population in the Biodiversity Hotspots », *Nature* 404 (2000): 990-92.
Clementin-Ojha, C., Jaffrelot, C., Matringe, D. & J. Pouchepadass (dir.)

2009 *Dictionnaire de l'Inde*. Paris : Larousse.

Clements, F.E.
1916 *Plant Succession: An Analysis of the Development of Vegetation*. Washington: Carnegie Institute Pub.

Conboy, K.J. & M.S. Kohli
2003 *Spies in the Himalayas: Secret Missions and Perilous Climbs*. Lawrence: University Press of Kansas.

Costanza, R., d'Arge, R., de Groot, R., Farber, S., Grasso, M., Hannon, B., Limburg, K., Naeem, S., O'Neill, R.V., Paruelo, J., Raskin, R.G., Sutton, P. & M. van den Belt
1997 « The Value of the World's Ecosystem Services and Natural Capital », *Nature* 387 (6230): 253-260.

Cronon, W.
1995 « The Trouble with Wilderness; or, Getting Back to the Wrong Nature ». In Cronon, W. (ed.) *Uncommon Ground: Rethinking Human Place in Nature*. New York & London: Norton, pp. 69-90.

Crosby, A.W.
1986 *Ecological Imperialism. The Biological Expansion of Europe, 900-1900*. Cambridge: Cambridge University Press.

Dangwal, D.D.
1997 « State, Forests and Graziers in the Hills of Uttar Pradesh: Impact of Colonial Forestry on Peasants, Gujars and Bhotiyas », *Indian Economic and Social History Review*, 34 (4): 403-35.

Das, J.C. & Negi, R.S.
1983 « The Chipko movement » in K.S. Singh (ed.) *Tribal Movements in India, Volume 2*. New Delhi: Manohar, pp. 383-392.

Davis, M.
2000 *Late Victorian Holocausts: El Niño Famines and the Making of the Third World*. London: Verso.

Debroy, B. & L. Bhandari
2003 *District-Level Deprivation in the New Millenium*. Delhi: Konark Publishers & Rajiv Gandhi Institute for Contemporary Studies.

Deléage, J-P.
1994 *Une Histoire de l'Ecologie*. Paris: Seuil / Points Sciences. [La première édition de ce livre a été publiée sous le titre *Histoire de l'Ecologie. Une Science de l'Homme et de la Nature*, aux Editions La Découverte en 1991].

Descola, P.
1985 « De l'Indien naturalisé à l'Indien naturaliste : sociétés amazoniennes sous le regard de l'Occident ». In A. Cadoret, éd., *Protection de la Nature. Histoire et Idéologie, de la Nature à l'Environnement*. Paris : l'Harmattan : 221-235.

1993 *Les Lances du Crépuscule : Relations Jivaro, Haute Amazonie*. Paris: Plon / Terre Humaine
2005 *Par-Delà Nature et Culture*. Paris: Gallimard.
2008 « A Qui Appartient la Nature ? », *La Vie des Idées*, 21 janvier 2008. http://www.laviedesidees.fr/A-qui-appartient-la-nature.html

Diamond, J.
1975 « The Island Dilemma : Lessons of Modern Biogeographic Studies for the Design of Natural Reserves », *Biological Conservation* 7 (2): 129-146.
2009 « Will Big Business Save the Earth ? », *The New York Times*, 5 décembre 2009. http://www.nytimes.com/2009/12/06/opinion/06diamond.html?_r=2&pagewanted=1&tntemail0=y&emc=tnt

Diaw, M.C.
2005 « Un Plaidoyer Humaniste: Entretien avec Mariteuw Chimère Diaw », *Courrier de la Planète*, janvier-mars 2005 http://www.courrierdelaplanete.org/75/article5.php (consulté le 5 avril 2011).

Dobson, A.P., Bradshaw, A.D. & A.J.M. Baker
1997 « Hopes for the Future: Restoration Ecology and Conservation Biology », *Science* 277: 515-522.

Dowie, M.
2009 *Conservation Refugees: The Hundred-Year Conflict between Global Conservation and Native People*. Cambridge (Mass.) and London: MIT Press.

Dumont, L.
1966 « The "Village Community" from Munro to Maine », *Contributions to Indian Sociology* IX: 67-89.

Dupuy, J-P.
2002 *Pour un Catastrophisme Eclairé: Quand l'Impossible est Certain*. Paris: Seuil / Points Sciences.

Dutta, A.P. & K. Awasthi
2007 « Wild habits », *Down to Earth* 16 (9): 26-30.

Eckholm, E.P.
1975 « The Deterioration of Mountain Environments: Ecological stress in the highlands of Asia, Latin America, and Africa takes a mounting social toll », *Science* 189 (4205): 764-770.
1976 *Losing Ground: Environmental Stress and World Food Prospects*. New York: Norton.

Eckholm, E.P. & L.R. Brown
1978 « Spreading Deserts: The Hand of Man », *Bulletin of the Atomic Scientists* 34 (1): 10-16.

Ehrlich, P.R.
1968 *The Population Bomb*. New York: Ballantine Books.

Elwin, V.
1944 *Aboriginals*. Delhi: Oxford University Press.

Fairhead, J. & M. Leach
1996 *Misreading the African Landscape: Society and Ecology in a Forest-Savanna Mosaic*. African Studies Series. Cambridge & New York: Cambridge University Press.

Fassin, D.
2009 « Les Economies Morales Revisitées », *Annales HSS* 6: 1237-1266.

Fernandes, W.
2008 « Paying the price for someone else's displacement », InfoChange News & Features. http://infochangeindia.org/Agenda/Migration-Displacement/Paying-the-price-for-someone-else's-displacement.html (consulté le 11 mai 2009).

Fernandes, W., Das, J.C. & S. Rao
1989 « Displacement and Rehabilitation: An Estimate of Extent and Prospects ». In Fernandes W. & E. Ganguly Thukral (eds.), *Development, Displacement and Rehabilitation*. New Delhi: Indian Social Institute. Page

Fernandes, W. & S. Kulkarni (eds.)
1983 *Towards a New Forest Policy: People's Rights and Environmental Needs*. New Delhi: Indian Social Institute.

Furer-Haimendorf, Von C.
1981 *Asian Highland Societies*. New Delhi: Sterling Publishers.

Gadgil, M.
1992 « Conserving Biodiversity as if People Matter: Case Study from India », *Ambio* 21: 266-270.

Gadgil, M. & F. Berkes
1991 « Traditional resource management systems », *Resource Management and Optimization* 8: 127-141.

Gadgil, M. & R. Guha
1989 « State Forestry and Social Conflict in British India », *Past and Present* 123: 141-177.
1992 *This Fissured Land: An Ecological History of India*. Delhi: Oxford University Press.
1995 *Ecology and Equity: The Use and Abuse in Contemporary India*. London & New York: Routledge.

Gadgil, M. & N. Joshi
1994 *Assessment of Biosphere Reserves Programme. Report Submitted to Ministry of Environment and Forests*, Government of India.

Gadgil, M. & V.D. Vartak
1975 « Sacred groves of India: A plea for continued conservation », *JBNHS*, 72 (2): 314-320.

Gandhi, I.

1992 *Of Man and his Environment*. New Delhi: Abhinav Publications.

Garcia, C.A.
2003 *Les Forêts Sacrées de Kodagu: Valeur Ecologique, Rôle Social et Implications pour la Conservation de la Biodiversité*. Thèse soutenue à l'Université Claude Bernard Lyon1.

Gaulejac, V. de
2009 *La Société Malade de la Gestion : Idéologie Gestionnaire, Pouvoir Managérial et Harcèlement Social*. Paris : Seuil. [La première édition de ce livre a été publiée en 2005].

Geisler, C.
2003 « Les expulsés du jardin d'Eden : un nouveau problème », *Revue internationale des sciences sociales* 1 (175) : 73-83.

Génot, J-C
2008 *La Nature Malade de la Gestion : la Gestion de la Biodiversité ou la Domination de la Nature*. Paris : Sang de la Terre.

Getches, D.H. & D.N. Pellow
2002 « Beyond Traditional Environmental Justice ». In Mutz, K.M. *et al.* (ed.), *Justice and Natural Resources: Concepts, Strategies and Applications*. Washington D.C.: Island Press.

Ghurye, G.S.
1959 *The Scheduled Tribes*. Bombay: Popular Book Depot.

Godelier, M.
1984 *L'Idéel et le Matériel. Pensée, Economies, Sociétés*. Paris : Fayard

Gooch, P.
1998 *At the Tail of the Buffalo: Van Gujjar Pastoralists between the Forest and the World Arena*. Lund Monographs in Social Anthropology vol. 6. Department of Sociology, Lund University.

Gopalakrishnan, S.
2010 « Conservation, Power and Democracy », *India Seminar* n°613. http://www.india-seminar.com/2010/613.htm (consulté le 19 mars 2011).

Government of India
1976 *Report of the National Commission on Agriculture, vol. IX: Forestry*. New Delhi: Ministry of Agriculture and Irrigation.
1984 *All India Survey of National Parks and Sanctuaries. Questionnaire I to be filled in by the Director of each National Park/Sanctuary* [Exemplaire envoyé par R.C. Raizada, NDNP]. Department of Environment. Non publié.
1985 *All India Survey of National Parks and Sanctuaries. Questionnaire III to be filled in by environmentalists / NGO's* [Exemplaire envoyé par Bill Aitken]. Directorate of Wildlife Preservation. Non publié.
1987 *The State of Forest Report 1987*. New Delhi: Ministry of Environment and Forests.

1992 *National Conservation Strategy and Policy Statement on Environment and Development.* New Delhi: Ministry of Environment and Forests.
2001 *State of Forest Report 2001*. Dehradun: Forest Survey of India (MoEF).
2002 *Agenda 21 – An Assessment* http://moef.nic.in/divisions/ic/wssd/doc2/main.html
2004 *India's Initial National Communication to the United Nations Framework Convention on Climate Change*. New Delhi: Ministry of Environment and Forests.
2005 *Joining the Dots: The Report of the Tiger Task Force.* New Delhi: Project Tiger. http://projecttiger.nic.in/TTF2005/pdf/full_report.pdf
2007 *Protection, Development, Maintenance and Research in Biosphere Reserves in India.* New Delhi: Ministry of Environment and Forests.
2008a *National Biodiversity Action Plan.* New Delhi: Ministry of Environment and Forests. http://www.nbaindia.org/iyb2010/pdf/NBSAP2008.pdf
2008b *The Project Snow Leopard*. New Delhi: Ministry of Environment & Forests, Government of India
2009a *State of the Environment Report 2009.* New Delhi: Ministry of Environment and Forests. http://moef.nic.in/downloads/home/home-SoE-Report-2009.pdf
2009b *India's Fourth National Report to the Convention on Biological Diversity.* New Delhi: Ministry of Environment and Forests.
2009c *The State of Forest Report 2009.* New Delhi: Forest Survey of India. http://www.fsi.org.in/sfr_2009.htm

Government of Uttar Pradesh
1975 *The Uttar Pradesh Forest Corporation Act, 1974*. (U.P. Act No. 4 of 1975). Lucknow: UP State Legislature. http://www.upforestcorporation.in/scripts/forest_act.asp
1976 *The Uttar Pradesh Tree Protection Act, 1976*. Lucknow: UP State Legislature.

Gram Sabha Lata
2001 *Saṅgharśnāmā*. Dehradun : Samay Sakhya (en hindi).

Grove, R. H.
1990 « Colonial Conservation, Ecological Hegemony and Popular Resistance: Towards a Global Synthesis ». In John M. MacKenzie (ed.), *Imperialism and the Natural World*. Manchester: Manchester University Press, pp. 15-50.
1995 *Green Imperialism: Colonial Expansion, Tropical Island Edens and the Origins of Environmentalism, 1600-1860*. Cambridge: Cambridge University Press.

Guha, Ramachandra
1985 « Forestry and Social Protest in British Kumaun, c. 1893-1921 ». In Ranajit Guha (ed.), *Subaltern Studies IV*. Delhi: Oxford University Press, pp. 54-100.
1989a *The Unquiet Woods: Ecological Change and Peasant Resistance in the Himalaya*. Delhi: Oxford University Press.
1989b « Radical American Environmentalism and Wilderness Preservation: A Third World Critique », *Environmental Ethics* 11 (1): 71-83.
1997 « The Authoritarian Biologist and the Arrogance of Anti-Humanism in the Third World », *Ecologist* (27): 14-20.
2000 *Environmentalism: A Global History*. New Delhi: Oxford University Press.
2002 « Environmentalist of the Poor », *Economic and Political Weekly* 37 (3): 204-207.

Guha, Ranajit
1983 *Elementary Aspects of Peasants Insurgency in Colonial India*. Delhi: Oxford University Press.

Hajra, P.K.
1982 *Materials for Project Document on Nanda Devi National Park (Uttar Pradesh, India)*. Howrah : Botanical Survey of India & MAB.
1983 *A contribution to the Botany of Nanda Devi National Park in Uttar Pradesh, India*. Calcutta : Botanical Survey of India.

Hajra, P.K. & B. Balodi
1995 *Plant Wealth of the Nanda Devi Biosphere Reserve*. Calcutta: Botanical Survey of India.

Hames, R.
2007 « The Ecologically Noble Savage Debate », *Annual Review of Anthropology* 36: 177-190.

Hardiman, D.
1994 « Power in the Forest: The Dangs 1820-1920 ». In Arnold, D. & D. Hardiman (eds.), *Subaltern Studies VIII*. New Delhi: Oxford University Press, pp. 89-147.
2006 *Histories for the Subordinated*. New Delhi: Permanent Black.

Hardin, G.
1968 « The Tragedy of the Commons », *Science* 162 (3859): 1243-1248.

Harvey, D.
2010 *Le Nouvel Impérialisme.* Paris: Les Prairies Ordinaires (première édition : *The New Imperialism*. Oxford: Oxford University Press. 2003).

Hazan, E.
2006 *LQR. La propagande du quotidien.* Paris : Raisons d'agir.

Hecht, S. & A. Cockburn
1989 *The Fate of the Forest: Developers, Destroyers, and Defenders of the Amazon*. New York: Harper Perennial.

Heuzé, G.
2001 « Les conséquences sociales de la libéralisation en Inde », *Tiers-Monde* 42 (165): 33-59.

Hoon, V.
1996 *Living on the Move: Bhotiyas of the Kumaon Himalayas*. New Delhi: Sage Publications.

Huggett, R.
1997 *Catastrophism: Asteroids, Comets, and Other Dynamic Events in Earth History*. London: Verso. [Une première édition de ce livre a été publiée en 1990 aux éditions Edward Arnold].

Igoe J. & D. Brockington
2007 « Neoliberal Conservation: A Brief Introduction », *Conservation and Society*, 5 (4) : 432-439

IUCN
1988 « World Heritage Nomination – IUCN Summary. 335: Nanda Devi National Park (India) », non publié.

IUCN, UNEP & WWF
1980 *World Conservation Strategy: Living Resource Conservation for Sustainable Development*. Gland: IUCN/UNEP/WWF.
1991 *Caring for the Earth: A Strategy for Sustainable Living*. Gland: IUCN/UNEP/WWF.
1994 *Lignes directrices pour les catégories de gestion des aires protégées*. Gland (Suisse) et Cambridge (Royaume-Uni).

Ives, J.D. & B. Messerli
1989 *The Himalayan Dilemma: Reconciling Development and Conservation*. New York: Routledge.

Jaffrelot, C. (dir.)
1997 *L'Inde Contemporaine : De 1950 à Nos Jours*. Paris: Fayard.

Jonas, H.
1995 *Le Principe Responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique.* Paris: Flammarion. [La première édition de ce livre a été publiée en 1979].

Jose, V.K.
2010 « River Deep Mountain High », *The Caravan* 2 (12). http://caravanmagazine.in/Story/628/River-Deep-Mountain-High.html (accès le 12 novembre 2011).

Kabra, A.
2007 *The Impact of Displacement on Poverty and Livelihood Security: The Case of Kuno Wildlife Sanctuary, Madhya Pradesh, India*. Thesis submitted to the Jawaharlal Nehru University, New Delhi.

Kainthola, S., Rana, D.S., Singh, N., Naithani, P., Kainthola, S. & B.S. Negi
2006 *Community Rights and Livelihoods in the Nanda Devi Biosphere Reserve*. Kathmandu: ICIMOD.

Kala, C.P.
2002 « Indigenous knowledge of Bhotiya tribal community on wool dyeing and its present status in the Garhwal Himalaya, India », *Current Science* 83 (7): 814-817.

Kala, N.
2001a « A sanctuary for poachers, Govt 'helpless' », *The Pioneer*, 29 juin 2001 [Reproduit dans Gram Sabha Lata, 2001: 120]
2001b « Poaching in Nanda Devi reserve a reality: govt. », *The Pioneer,* 4 août 2001.

Kalland, A.

1993 « Management by Totemization: Whale Symbolism and the Anti-Whaling Campaign », *Arctic* 46 (2): 124-133.

Kapadia, H.
2005 *Into the Untravelled Himalaya: Travels, Treks and Climbs*. New Delhi: Indus Publishing Company.

Karanth, K.U.
2000 « Protect Sanctuaries », *The Hindu Survey of the Environment* 5: 77-84.
2002 « Nagarhole: Limits and Opportunities in Wildlife Conservation ». In Terborgh J.W., van Schaik C., Davenport L. & M. Rao (eds.), *Making Parks Work: Strategies for Preserving Tropical Nature*. Washington D.C.: Island Press, pp. 250-264.
2003 « Debating Conservation as if Reality Matters », *Conservation and Society* 1 (1): 65-68.
2006 *A View from the Machan: How Science can Save the Fragile Predator*. Delhi: Permanent Black.

Karanth, K.U. & M.D. Madhusudan
1997 « Avoiding Paper Tigers and Saving Real Tigers: Response to Saberwal », *Conservation Biology* (11): 818-820.
2002 « Mitigating Human-Wildlife Conflicts in Southern Asia ». In Terborgh, J.W., van Schaik, C.P., Davenport, L. & M. Rao (eds.), *Making Parks Work: Strategies for Preserving Tropical Nature,* pp. 250-264. Washington D.C.: Island Press.

Karanth, K.U., Sunquist, M.E. & K.M. Chinnappa
1999 « Long Term Monitoring of Tigers: Lessons from Nagarhole ». In Seidensticker J., Christie S. & P. Jackson (eds.) *Riding the Tiger: Tiger Conservation in Human Dominated Landscapes*. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 114-122.

Kazmi, S.M.A
2001 « Veil on Nanda Devi Reserve to be Lifted », *Indian Express,* 8 juin 2001 [Reproduit dans Gram Sabha Lata, 2001: 146]

Kellert, S. & E.O. Wilson
1993 *The Biophyllia Hypothesis*. Washington D.C.: Island Press.

Khacher, L.
1978 « The Nanda Devi Sanctuary – 1977 », *Journal of Bombay Natural History Society* 75 (3): 868-886.
1983 « Nanda Devi. A goddess desecrated », *Sanctuary Asia* 3 (1): 38-49.

Khoshoo, T.N.
1996 « Biodiversity in the Indian Himalayas: conservation and utilization ». In Sheggi, P. (ed.), *Banking on Biodiversity*. Kathmandu: International Centre for Integrated Mountain Development.

Kingsland, S.
1995 *Modeling Nature: Episodes in the History of Population Biology*. 2nd ed. Chicago: University of Chicago Press.

Kothari, A.
2007 « The reality of climate injustice », *The Hindu Magazine*, 18 novembre 2007, p. 1.

Kothari, M. & A. Kothari
1993 « Structural Adjustment vs. Environment », *Economic and Political Weekly* 28: 473–477.

Kothari, A., Pande P., Singh, S., & D. Variava
1989 *Management of National Parks and Sanctuaries in India: A Status Report*. New Delhi: Environmental Studies Division, Indian Institute of Public Administration.

Kothari, A. & N. Pathak
2011 « Lata Revisited », *The Hindu*, 1er octobre 2011. http://www.thehindu.com/sci-tech/energy-and-environment/article2503126.ece (consulté le 1er décembre 2011).

Kothari, A., Suri S. & N. Singh
1995 « Conservation in India: A New Direction », *Economic and Political Weekly* 30 (43): 2755-2766.

Kothari, A., Pande, P., Singh, S. & D. Variava
1989 *Management of Wildlife Sanctuaries and National Parks in India: A Status Report.* New Delhi: Indian Institute of Public Administration.

Kramer, R.A., van Schaik C.P. & Johnson, J.
1997 *Last Stand: Protected Areas and the Defense of Tropical Biodiversity.* New York: Oxford University Press.

Krüger, O.
2005 « The Role of Ecotourism in Conservation: Panacea or Pandora's Box ? », *Biodiversity and Conservation* 14: 579-600.

Lakshmi, C.S.
2000 « Lessons from the mountains », *The Hindu*, 21 May 2000. http://hindu.com/2000/05/21/stories/13210414.htm (accès le 20 octobre 2011).

Lamba, B.S.
1982 *Project Document 3: The Nanda Devi Biosphere Reserve*. New Delhi: The Indian MAB Committee, Department of Environment, Gov. of India.
1987 *Fauna of the Nanda Devi National Park*. Calcutta: Zoological Survey of India.

Landy, F., Bon, E. & M.H. Zérah
2010 « La forêt en ville ? Conflits d'acteurs autour du Parc national Sanjay Gandhi de Mumbai (Bombay, Inde) ». In Laslaz, L., Gauchon, C., Duval-Massaloux, M. et S. Héritier, *Espaces protégés et territoires. Conflits et acceptation*. Belin, collection Mappemonde, sous presse.

Languepin, J.J.
1951 « La Tragique Expédition de la Nanda Devi », *Paris Match*, 10 nov. 1951, n°138 : 20-29.

Larrère, C. & R. Larrère
1997 *Du Bon Usage de la Nature. Pour une Philosophie de l'Environnement*. Paris: Aubier.

Le Bras, H.
1994 *Les Limites de la Planète. Mythes de la Nature et de la Population*. Paris: Flammarion.

Lee, P.
2008 « Did a Plutonium Generator End Up in the Ganges? », *Counterpunch,* 30 juin 2008. http://www.counterpunch.org/2008/06/30/making-a-billion-hindus-glow-in-the-dark/ (accès le 13 novembre)

Leroi-Gourhan, A.
1943 *L'Homme et la Matière*. Paris : Albin Michel

Lévi-Strauss, C.
1962 *La Pensée Sauvage*. Paris : Plon

Lewis, M.
2003a *Inventing Global Ecology: Tracking the Biodiversity Ideal in India, 1947-1997*. New Delhi: Orient Longman.
2003b « Cattle and Conservation at Bharatpur: A Case Study in Science and Advocacy », *Conservation and Society* 1(1): 1-22.

Linebaugh, P.
2008 *The Magna Carta Manifesto: Liberties and Commons for All*. Berkeley & Los Angeles (California): University of California Press.

MacArthur, R. & E.O. Wilson
1967 *The Theory of Island Biogeography*. Princeton: Princeton University Press.

MacKenzie, J.M.
1988 *The Empire of Nature*. Manchester & New York: Manchester University Press.

MacKinnon K., Mishra, H. & J. Mott
1999 « Reconciling the needs of conservation and local communities: Global Environment Facility support for tiger conservation in India ». In Seidensticker, J., Christie, S. & P. Jackson (eds.), *Riding the Tiger: Tiger Conservation in Human-Dominated Landscapes*. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 307-315.

Madhusudan, M.D. & C. Mishra
2003 « Why Big, Fierce Animals are Threatened: Conserving Large Mammals in Densely Populated Landscapes ». In Saberwal, V. & M. Rangarajan (eds.) *Battles over Nature: The Science and Politics of Conservation in India*. New Delhi: Permanent Black, pp. 31-55.

Madhusudan, M.D. & T.R. Shankar Raman
2003 « Conservation as if Biological Diversity Matters: Preservation versus Sustainable Use in India », *Conservation and Society* 1 (1): 49-59.

Maikhuri, R.K., Nautiyal, S., Rao, K.S. & K.G. Saxena
2001 « Conservation Policy – People Conflicts : a Case Study from Nanda Devi Biosphere Reserve, India », *Forest Policy and Economics* 2 : 355-365.

Marx, K.
1867 « L'accumulation primitive », in *Le Capital*, livre premier, section VIII.

Mascia, M., Brosius, J.P., Dobson, T.A., Forbes, B.C., Horowitz, L., McKean, M.A. & N.J. Turner
2003 « Conservation and the Social Sciences », *Conservation Biology* 17: 649-650.

Mawdsley, E.
1998 « After Chipko: from environment to region in Uttaranchal », *Journal of Peasant Studies* 25 (4): 36-54.

May, R.M.
1988 « How many species are there on Earth? », *Science* 24: 1441-1449.

McAfee, K.
1999 « Selling Nature to Save it? Biodiversity and Green Developmentalism », *Environment and Planning D: Society and Space* 17 (2): 133-154.

McNeely J. A., Miller K. R., Reid W. V., Mittermeier R. A. & T. B. Werner
1990 *Conserving the World's Biological Diversity*. Washington DC: IUCN/WRI/Conservation International/WWF-US and the World Bank.

Mishra, A. & S. Tripathi
1978 *Chipko Movement: Uttarakhand Women's Bid to Save Forest Wealth*. New Delhi: People's Action/ Gandhi Book House.

Misra, S., Maikhuri, R.K., Kala, C.P., Rao, K.S. & K.G. Saxena
2008 « Wild leafy vegetables: A study of their subsistence dietetic support to the inhabitants of Nanda Devi Biosphere Reserve, India », *Journal of Ethnobiology and Ethnomedicine* 4:15. Disponible en ligne : http://www.ethnobiomed.com/content/4/1/15#B30 (consulté le 30 août 2011).

Mitra, A.
1993a « Chipko : an unfinished mission », *Down To Earth*, 30 April 1993. http://www.downtoearth.org.in/node/30883 (consulté le 9 août 2011).
1993b « There can be no development without women. Interview with Gayatri Devi », *Down To Earth*, 30 April 1993. http://www.downtoearth.org.in/node/30888 (consulté le 10 août 2011).

Mohan, D.
1992 *Management plan for the Nanda Devi Biosphere Reserve for the period 1993–94 to 1997–98*. Forest Department, Government of Uttar Pradesh.

Mukherjee, P.
2003 « Community forest management in India: The van panchayats of Uttaranchal ». A paper submitted to the XII World Forestry Congress, Sept. 21-28, 2003, Quebec City,

Canada.
http://www.fao.org/DOCREP/ARTICLE/WFC/XII/0108-C1.HTM

Myers, N.
1986 « Environmental Repercussions of Deforestation in the Himalayas », *Journal of World Forest Resource Management* 2 (1): 63-72.
1988 « Threaten biotas: Hotspots in tropical forest », *Environmentalist* 8: 178-208.

Nabokov, P. & L. Loendorf
2004 *Restoring a Presence: American Indians and Yellowstone National Park*, Norman: University of Oklahoma Press.

Naithani, H.B., Negi, J.D.S., Thapliyal, R.C. & T.C. Pokhriyal
1992 « Valley of Flowers: Need for Conservation or Preservation », *Indian Forester* 118 (5): 371-378.

Nanda, M.
2003 *Prophets Facing Backward: Postmodern Critiques of Science and Hindu Nationalism in India*. New Brunswick, New Jersey & London: Rutgers University Press.

Narain, S.
2005 « Need to Change Directions », *India Seminar* n°545.
http://www.india-seminar.com/semsearch.htm (consulté le 4 août 2010)

Nash, R.
1967 *Wilderness and the American Mind*. New Haven: Yale University Press.

Nautiyal, A. & Kaechele, H.
2007 « Adverse impacts of pasture abandonment in Himalayan protected areas: Testing the efficiency of a Natural Resource Management Plan (NRMP) », *Environmental Impact Assessment Review* 27: 109-125.

Nautiyal, S., Maikhuri R. K., Rao, K.S. & K. G. Saxena
2001 « Medicinal Plant Resources in Nanda Devi Biosphere Reserve in the Central Himalayas », *Journal of Herbs, Spices & Medicinal Plants* 8 (4): 47-64.

Odum, E.P.
1953 *Fundamentals of Ecology*. Philadelphia: W.B. Saunders Company.

Ostrom, E.
1990 *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge: Cambridge University Press.

Peluso, N.
1992 *Rich forests, poor people: Resource Control and Resistance in Java*. Berkeley: University of California Press.
2003 « The Politics of Specificity and Generalization in Conservation Matters », *Conservation and Society* 1(1): 61-64.

Phondani, P.C., Maikhuri, R.K., Rawat, L.S., Farooquee, N.A., Kala, C.P., Vishvakarma, S.C.R., Rao, K.S. & K.G. Saxena
2010 « Ethnobotanical Uses of Plants among the Bhotiya Tribal Communities of Niti Valley in Central Himalaya, India », *Ethnobotany Research & Applications* 8: 223-244.

Polanyi, K.
1983 *La Grande Transformation*. Paris: Gallimard (première édition 1944).

Pouchepadass, J.
1995 « Colonialism and Environment in India: Comparative Perspective », *Economic and Political Weekly* 30 (33): 2059-2067.
2000 « Les *Subaltern Studies* ou la critique postcoloniale de la modernité », *L'Homme* 156: 161-186.

Prasad, A.
2003 *Against Ecological Romanticism. Verrier Elwin and the Making of Anti-Modern Tribal Identity*. New Delhi: Three Essays.

Prasad, A., Dhawan H. & D. Singh
1982 *Death in the Sanctuary: Report on the Firing in Keoladeo Ghana, Bharatpur*. New Delhi: Kalpavriksh.

Protected Area Update
2001a « Nanda Devi likely to be opened for tourism », n°32, août 2001.
2001b « Two Mountaineering Expeditions Denied Permission » & « Nandadevi to be Opened to Tourism? », n°33, octobre 2001.
http://www.kalpavriksh.org/protected-area-update (consulté le 23 décembre 2011).

Puyravaud, J-P, Davidar, P. & W. Laurance
2010 « Cryptic Loss of India's Native Forests », *Science* 329 (5987): 32.

Raffin, J.P.
2005 « De la Protection de la Nature à la Gouvernance de la Biodiversité », *Ecologie et Politique* 30 : 97-109.

Ramade, F.
2002 *Dictionnaire Encyclopédique de l'Ecologie et des Sciences de l'Environnement*. Paris: Dunod (2ème édition).

Ramakrishnan, P.S., Saxena, K.G., & U.M. Chandrashekara (eds.)
1998 *Conserving the Sacred for Biodiversity Management.* New Delhi: Oxford & IBH.

Rana, N., Sati, S.P., Sundryal, Y.P., Doval, M.M. & N. Juyal
2007 « Socio-economic and environmental implications of the hydroelectric projects in Uttarakhand Himalaya, India », *Journal of Mountain Science*, 4 (4): 344-353.

Rangan, H.
1996 "From Chipko to Uttaranchal". In Peet, R. & M. Watts, *Liberation Ecologies*. New York: Routledge.
2000a *Of Myths and Movements: Rewriting Chipko into Himalayan History*. London: Verso.

2000b « State Economic Policies and Changing Regional Landscapes in the Uttarakhand Himalaya, 1818-1947 ». In Agrawal, A. & K. Sivaramakrishnan, *Agrarian Environments: Resources, Representations and Rule in India*. Durham & London: Duke University Press, pp. 23-46.

Rangarajan, M.
1996a *Fencing the Forest: Conservation and Ecological Change in India's Central Provinces, 1860-1914*. Delhi: Oxford University Press.
1996b « The Politics of Ecology: The Debate on People and Wildlife in India, 1970-1995 », *Economic and Political Weekly* 31: 2391-2410.
2001 *India's Wildlife History: An Introduction*. Delhi: Permanent Black & Ranthambhore Foundation.
2009 « Striving for a Balance: Nature, Power, Science and India's Indira Gandhi, 1917-1984», *Conservation and Society* 7 (4): 299-312.

Rangarajan, M. & G. Shahabuddin
2006 « Displacement and Relocation from Protected Areas: Towards a Biological and Historical Synthesis », *Conservation and Society* 4 (3): 359-378.

Rao, K.S., Maikhuri, R.K., Nautiyal, S. & K.G. Saxena
2002 « Crop Damage and Livestock Depredation by Wildlife: a Case Study from Nanda Devi Biosphere Reserve, India », *Journal of Environmental Management* 66: 317-327.
2005 « Resource Flows of Villages with Contrasting Lifestyles in Nanda Devi Biosphere Reserve, Central Himalaya, India », *Journal of Mountain Science* 2 (4): 271-293.

Rappaport, R.
1969 « Ritual Regulation among a New Guinea People ». In Vayda A.P. (ed.), *Environment and Cultural Behaviour*. New York : The National History Press, pp. 181-201.

Rastogi, A.
2007 « Hereinafter, forests », *Down to Earth* 16 (2): 36-44.

Rawat, A.S.
2002 *Garhwal Himalaya. A Study in Historical Perspective*. New Delhi: Indus.

Rawat, G.S. & V.K. Uniyal
1993 « Pastoralism and Plant Conservation: The Valley of Flowers Dilemma », *Environmental Conservation* 20 (2): 164-167.

Richards, P.
1995 « Participatory Rural Appraisal: a quick and dirty critique », *PLA Notes, N°24*, oct. 1995, IIED, pp. 13-16.

Riesel R. & J. Semprun
2008 *Catastrophisme, Administration du Désastre et Soumission Durable.* Paris: Editions de l'Encyclopédie des Nuisances.

Robinson, J.G.
1993 « The Limits to Caring: Sustainable Living and the Loss of Biodiversity », *Conservation Biology* 7: 20-28.

Rodary, E., Castellanet, C. & G. Rossi (dir.)
2003 *Conservation de la Nature et Développement. L'Intégration Impossible ?* Paris: Karthala et GRET.

Rodgers, A.
2003 « Protected Areas and the Conservation of Biodiversity in India », *Conservation and Society* 1(1): 69-72.

Rodgers, W.A. & Panwar, H.S.
1988 *Planning a Wildlife Protected Area Network in India.* Vol. 1 & 2. Dehra Dun: Wildlife Institute of India.

Rodgers, W.A., Panwar, H.S. & Mathur, V.B.
2002 *Wildlife Protected Area Network in India: A Review*. Dehra Dun: Wildlife Institute of India.

Rosenzweig, M.
2003 *Win-Win Ecology: How the Earth's Species can Survive in the Midst of Human Enterprise*. New York: Oxford University Press.

Rousseleau, R.
2009 « Tribus ». In Clementin-Ojha, C., Jaffrelot, C., Matringe, D. & J. Pouchepadass (dir.), *Dictionnaire de l'Inde*. Paris: Larousse, pp. 436-439.

Routledge, P.
1993 *Terrains of Resistance: Nonviolent Social Movements and Contestation of Place in India*. Westport, Conn.: Praeger.

Roy, A.
2005 *An Ordinary Person's Guide to Empire*. New Delhi: Penguin Books.

Ruttledge, H.
1999 « Foreword ». In Shipton, E. & H.W. Tilman, *Nanda Devi : Exploration and Ascent*. London: Bâton Wicks & Seattle: The Mountaineers, pp. 21-22.

Saberwal, V. K.
1996 « Pastoral Politics: Gaddi Grazing, Degradation, and Biodiversity Conservation in Himachal Pradesh, India », *Conservation Biology* 10: 41-49.
1999 *Pastoral Politics: Shepherds, Bureaucrats, and Conservation in Western Himalaya.* New Delhi: Oxford University Press.
2000 « Ecological Uncertainty, Institutions and Myths », *India Seminar* n°486. http://www.india-seminar.com/2000/486/486%20saberwal.htm (consulté le 20 mai 2010)

Saberwal, V.K. & A. Kothari
2002 « The Human Dimension in Conservation Biology Curricula in Developing Countries », *Conservation Biology* 10 (5): 1328-1331.

Saberwal, V. K. & M. Rangarajan

2003 « Introduction ». In Saberwal V.K. & M. Rangarajan (eds.) *Battles over Nature: Science and the Politics of Conservation*. Delhi: Permanent Black, pp. 1-30.

Saberwal, V. K., Rangarajan, M. & A. Kothari
2001 *People, Parks and Wildlife: Towards Coexistence*. New Delhi: Orient Longman.

Sachs, I.
1997 *L'écodéveloppement. Stratégies pour le XXIème siècle*. Paris: Syros.

Sahai, B. & M.M. Kimothi
1996 « Remote Sensing for Surveying, Mapping and Monitoring of Conservation Areas in Himalaya ». In Ramakrishnan, P.S., Purohit, A.N., Saxena, K.G., Rao, K.S. & R. K. Maikhuri (eds.), *Conservation and Management of Biological Resources in Himalaya*. New Delhi: Oxford and IBH Publishing Company (Pvt) Limited, pp. 253-258.

Sahlins, M.
1976 *Age de Pierre, Age d'Abondance: L'Economie des Sociétés Primitives*. Paris: Gallimard. [La première édition de ce livre a été publiée en 1972 sous le titre *Stone Age Economics* aux Etats-Unis].

Sainath, P.
1998 *Everybody Loves a Good Drought: Stories from India's Poorest Districts.* London: Headline Review. [La première édition de ce livre a été publiée en 1996 aux éditions Penguin Books India].

Samant, S.S.
1993 « Diversity and Status of Plants in the Nanda Devi Biosphere Reserve ». In *Scientific and Ecological Expedition to Nanda Devi*. Report, Army Head Quarters, New Delhi, pp. 54-85.

Samant, S.S. & H.C. Joshi
2004 « Floristic Diversity, Community Patterns and Changes in Vegetation in Nanda Devi National Park ». In UAFD, *Biodiversity Monitoring Expedition Nanda Devi 2003: A Report to the Ministry of Environment & Forests, Gov. of India*. Dehra Dun: Uttaranchal State Forest Department, pp. 39-53.

Sarkar, S.
1983 *Modern India 1885-1947*. New Delhi: Macmillan.
1980 « Primitive Rebellion and Modern Nationalism: A Note on Forest Satyagraha in the Non-Cooperation and Civil Disobedient Movements ». In K.N. Panikkar (ed.) *National and Left Movements in India*. New Delhi:

Sax, W.
1991 *Mountain Goddess. Gender and Politics in a Himalayan Pilgrimage*. New York : Oxford University Press.

Saxena, K.G., Maikhuri, R.K. & K.S. Rao
2011 « Ecotourism in Nanda Devi Biosphere Reserve: a win-win option for environmental conservation and sustainable livelihoods ». In Austrian MAB Committee (éd.),

Biosphere Reserves in the Mountains of the World – Excellence in the Clouds. Vienna: Austrian Academy of Sciences Press, pp. 77-80.

Scott, J.
1990 *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*. New Haven : Yale University Press.

Seaba, N.
2006 *Public Participation: Rhetoric or Reality? An Analysis of Planning and Management in the Nanda Devi Biosphere Reserve*, Master, University of Manitoba, Canada.

Sebastian, S.
2011 « India's mineral wealth obtained by violating tribal rights, says ILO study », *India Today*, 7 février 2011. http://indiatoday.intoday.in/site/Story/128945/mail-today-stories/a-report-by-international-labour-organisation-states-that-indias-mineral-wealth-is-obtained-by-violating-tribal-rights.html

Sen, A.
1982 *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford: Clarendon Press.
1995 « Il n'y a pas de bombe démographique », *Esprit* 216: 118-147.

Sethi, N.
2001 « Shrouded in Controversy», *Down to Earth*, 10 (9): 19-21.
2010 « Over 100 hydro projects in Uttarakhand blocked », *The Times of India*, 16 juillet 2010. http://timesofindia.indiatimes.com/articleshow/6174229.cms

Shahabuddin, G. & M. Rangarajan
2007 *Making Conservation Work: Securing Biodiversity in this New Century*. Delhi: Permanent Black.

Shepard, M.
1987 *Gandhi Today. The Story of Mahatma Gandhi's Successors*. Washington DC: Seven Locks Press.

Shipton, E. & H.W. Tilman
1999 *Nanda Devi : Exploration and Ascent*. London: Bâton Wicks & Seattle: The Mountaineers. [La première édition de *Nanda Devi* a été publiée en Grande-Bretagne en 1936 (Hodder and Stoughton, London) et la première édition de *The Ascent of Nanda Devi* a été publiée en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis en 1937 (Cambridge UP, London & Macmillan, New York)].

Shiva, V.
1989 *Staying Alive: Women, Ecology and Development*. London: Zed Books.

Shiva, V. & J. Bandyopadhyay
1986 *Chipko: India's civilisational response to the forest crisis*. New Delhi : Intach.

Shyamsunder, S. & S. Parameswarappa
1987 « Forestry in India: The Forester's View », *Ambio* 16 (6): 332-337.

Silori, C.S.
2001 « Biosphere Reserve Management in Theory and Practice: Case of Nanda Devi Biosphere Reserve, Western Himalaya, India », *Journal of International Wildlife Law and Policy*, 4: 205–219
2004 « Socio-Economic and Ecological Consequences of the Ban on Adventure Tourism in Nanda Devi Biosphere Reserve, Western Himalaya», *Biodiversity and Conservation* 13: 2237-2252.
2007 « Perception of Local People Towards Conservation of Forest Resources in Nanda Devi Biosphere Reserve, North Western Himalaya, India », *Biodiversity Conservation* 16: 211-222.

Singh, S.
1989 « Assessing Management Effectiveness of Wildlife Protected Areas in India », *Parks* 9 (2): 34-49.
1996 *Biodiversity Conservation Through Ecodevelopment: Planning and Implementation Lessons from India*. Working Paper n°21. Paris: Unesco (South-South Cooperation Programme).

Singh, S., Sankaran, V., Mander H. & S. Worah
2000 *Strengthening Conservation Cultures: Local Communities and Biodiversity Conservation*. Paris: MAB Unesco.

Sivaramakrishnan, K.
2005 « Some Intellectual Genealogies for the Concept of Everyday Resistance », *American Anthropologist* 107 (3): 346-355.
2011 « Thin nationalism: Nature and public intellectualism in India », *Contributions to Indian Sociology* 45 (1): 85-111.

Skaria, A.
1999 *Hybrid Histories: Forests, Frontiers, and Wilderness in Western India*. New Delhi: Oxford University Press.

Smadja, J. (éd.)
2003 *Histoire et Devenir des Paysages en Himalaya: Représentations des Milieux et Gestion des Ressources au Népal et au Ladakh*. Paris: CNRS Editions.

Soulé, M.E.
1985 « What is conservation biology? », *BioScience*, 35 (11): 727-734.

Soulé, M.E. & D. Simberloff
1986 « What do Genetics and Ecology Tell Us About the Design of Nature Reserves? », *Biological Conservation* 35 (1): 19-40.

Sukhdev, P.
2011 « Putting a Price on Nature: The Economics of Ecosystems and Biodiversity », *Solutions* 1 (6): 34-43.

Sukumar, R.
1989 *The Asian Elephant: Ecology and Management*. Cambridge: Cambridge University Press.
1991 « The management of large mammals in relation to male strategies and conflict with people », *Biological Conservation* 55 (11): 93-102.
1994 *Elephant Days and Nights: Ten Years With the Indian Elephant*. New Delhi: Oxford University Press.

Takeda, P.
2006 *An Eye at the Top of the World: the Terrifying Legacy of the Cold War's most Daring CIA operation*. New York: Thunder's Mouth Press.

Terborgh, J.W.
1999 *Requiem for Nature*. Washington D.C.: Island Press.
2004 « Reflections of a Scientist on the World Parks Congress », *Conservation Biology* 18 (3): 619-620.

Terborgh, J.W., van Schaik, C.P., Davenport, L. & M. Rao (eds.)
2002 *Making Parks Work: Strategies for Preserving Tropical Nature*. Washington D.C.: Island Press.

Thapar, V.
2005 « Note of Dissent ». In MoEF/GoI *Joining the Dots: The Report of the Tiger Task Force.* New Delhi: Project Tiger, pp. 164-166.

Thompson, E. P.
1971 « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present* 50: 76-136.

Thornhill, A.
2003 « Social Scientists and Conservation Biologists Join Forces », *Conservation Biology* 17: 1476.

Turnbull, C.M.
1987 *The Mountain People*. New-York: Touchstone, Simon & Schuster [Première edition: 1972].

Uttaranchal State Forest Department (UAFD)
2004 *Biodiversity Monitoring Expedition Nanda Devi 2003: A Report to the Ministry of Environment and Forests, Gov. of India*. Dehra Dun: UAFD.

UNESCO
1995 *The Seville Strategy for Biosphere Reserves*. Seville: UNESCO.

UNESCO - Comité du patrimoine mondial
2003 « State of Conservation of the World Heritage Properties in the Asia-Pacific Region. India, Nanda Devi National Park », Periodic Report 2003, section II. http://whc.unesco.org/en/287#10 (consulté le 23 décembre 2011).

Vijayan, V.S.
1987 *Keoladeo National Park Ecology Study*. Bombay: Bombay Natural History Society.

1991 *Keoladeo National Park Ecology Study 1980-1990 Summary*. Bombay: Bombay Natural History Society.

Walton, H.G.
1989 *A Gazetteer of Garhwal Himalaya*. Dehra Dun: Natraj [La première édition de cette gazette a été publiée en 1910 (Allahabad : Government Press), sous le titre *British Garhwal. A Gazetteer, being Volume XXXVI of the District Gazetteers of the United Provinces of Agra and Oudh*].

Weber, J.
1995 *Gestion des ressources renouvelables: fondements théoriques d'un programme de recherche*. Paris : Cirad Green, 21 p.
2009 « Avant propos ». In Borrini-Feyerabend, G., Pimbert, M., Farvar, M.T., Kothari, A. & Y. Renard, *Partager le Pouvoir. Co-Gestion des Ressources Naturelles et Gouvernance Partagée de par le Monde*. Téhéran : IIED & IUCN / CEESP / TGER, Cenesta.

Weber, J. & Bailly, D.
1993 « Prévoir, c'est gouverner », *Natures, Sciences, Sociétés*, 1 (1) : 59-64.

Weber, J. & Reveret, J.P.
1993 « La gestion des relations sociétés - natures : modes d'appropriation et processus de décision », *Le Monde Diplomatique*, coll. Savoirs, 2: 71-72.

Weber, T.
1987 *Hugging the trees: the story of the Chipko movement*. New Delhi: Viking.

Wells, M. & K. Brandon
1992 *People and Parks: Linking Protected Area Management with Local Communities*. Washington D.C.: World Bank.

West, P., Igoe, J. & D. Brockington
2006 « Parks and People: The Social Impacts of Protected Areas », *Annual Review of Anthropology* 35 (1): 251-277.

Wilson, E.O.
1994 *Naturalist.* Washington D.C.: Island Press.

Wittemyer, G., Elsen, P., Bean, W. T., Coleman, A., Burton, O., & J. S. Brashares
2008 « Accelerated Human Population Growth at Protected Area Edges » *Science* 321 (5885): 123-126.

Wood, A., Stedman-Edwards, P. & J. Mang (eds.)
2000 *The Root causes of Biodiversity Loss*. London: Earthscan.

Zimmerman, F.
1990 « La forêt: éléments du dossier dans l'Inde », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, 6 I 1990, [En ligne], mis en ligne le 20 mars 2009. http://ccrh.revues.org/index2863.html (consulté le 5 mai 2011)

LEGISLATION INDIENNE

The Land Acquisition Act, 1894
http://dolr.nic.in/hyperlink/acq.htm

The Indian Forest Act, 1927
http://www.envfor.nic.in/legis/forest/forest4.html

Forest (Conservation) Act, 1980, amended 1988
http://www.envfor.nic.in/legis/forest/forest2.html

The Indian Wildlife (Protection) Act, 1972 (as amended upto 1993)
http://www.envfor.nic.in/legis/wildlife/wildlife1.html

The Wild Life (Protection) Amendment Act, 2002
http://www.envfor.nic.in/legis/wildlife/wild_act_02.htm

SITES INTERNET

Nanda Devi:

Mountain Shepherds
http://mountainshepherds.com/
The Nanda Devi Campaign
http://nandadevi.prayaga.org/about-the-web-site/

Inde général:

Centre for Science and Environment (CSE)
http://www.cseindia.org/
Down To Earth (DTE)
http://www.downtoearth.org.in/
Environmental Information System (ENVIS): Wildlife and Protected Areas
http://www.wiienvis.nic.in/
Forest Survey of India (FSI)
http://www.fsi.nic.in
India Environment Portal
http://www.indiaenvironmentportal.org.in/
Ministry of Environment and Forests (MoEF)
http://moef.nic.in/index.php

Monde:

Patrimoine Mondial UNESCO
http://whc.unesco.org/
Rapport Brundtland
http://fr.wikisource.org/wiki/Notre_avenir_à_tous_-_Rapport_Brundtland
UICN Red List 2009.1

www.uicnredlist.org
World Database on Protected Areas (UNEP-WCMC-IUCN-WCPA)
http://www.wdpa.org/
Convention sur la Diversité Biologique
http://www.cbd.int/convention/text/

Table des matières

Remerciements **1**

Sommaire **2**

Conventions **5**

Liste des sigles **6**

INTRODUCTION GENERALE **8**

Première Partie :
REFLEXIONS PRELIMINAIRES SUR LA « CRISE DE LA CONSERVATION » EN INDE

Introduction de la première partie **22**

Chap. 1 --- LES ENJEUX DE LA CONSERVATION DANS LE CONTEXTE INDIEN CONTEMPORAIN
Introduction **26**
1.1. L'Inde, un géant de biodiversité aux pieds d'argile
A. Au pays de la « méga-diversité » 28
B. … la forêt cache les plantations 31
C. Causes immédiates et causes profondes de l'érosion de la biodiversité 36
1.2. Des parcs de papier ?
A. Structure et évolution du réseau d'espaces protégés indien 53
B. Qu'est-ce qu'un espace protégé ? Ce que dit la loi 58
C. … et ce qu'il en est en réalité 67
1.3. Parcs et populations, une coexistence explosive
A. Les « populations locales » : de qui parle-t-on ? 71
B. La question brûlante des droits forestiers et du « déplacement » 76
C. Le coût humain de la conservation 80
D. Une hostilité grandissante 82
Conclusion **84**

Chap. 2 --- LA POLARISATION DU DEBAT SCIENTIFIQUE SUR LA CONSERVATION
Introduction **88**
2.1. Le paradigme de la préservation
A. La « conservation forteresse » 91
B. *Wilderness* et théories de la biologie de la conservation 96
C. L'argumentaire de la préservation en Inde 104
D. Un paradigme en perte de vitesse ? 112
2.2. Le paradigme de l'usage durable
A. Le tournant critique des années 1980 115
B. Question de définition(s) 117
C. L'argumentaire de l'usage durable en Inde 119
2.3. Dialectique de la conservation
A. La conservation malade de la gestion ? 134
B. Réencastrer la conservation dans le politique 137
C. La conservation comme processus économique 140
Conclusion **144**

Conclusion de la première partie **148**

Deuxième Partie :
L'ECOLOGIE, UNE ECONOMIE PERMANENTE ?

Introduction de la deuxième partie **150**

Chap. 3 --- NANDA DEVI, MIROIR DE LA CRISE DE LA CONSERVATION ?
Introduction **153**
3.1. Introduction à la réserve de biosphère de Nanda Devi
A. Nanda Devi, de la *terra incognita* au patrimoine mondial de l'humanité 154
B. Topographie 157
C. Richesse biologique 160
D. Les habitants de la réserve 166
3.2. Méthodologie et cheminement de l'enquête
A. Première approche 169
B. Choix du lieu d'enquête 173
C. Conditions de l'enquête 175
Conclusion **181**

Chap. 4 --- ECONOMIE REGIONALE DES « *UNQUIET WOODS* »
Introduction **182**
4.1. Le contrôle du commerce transhimalayen (-1850)
A. La période féodale 184
B. L'économie sous les Gurkhas (1804-1815) 185
C. La mainmise de l'East India Company sur l'Uttarakhand (1815-1858) 188
4.2. Le Raj et la forêt (1858-1947)
A. Un nouveau régime forestier pour l'Empire 193
B. Les implications de la mise en défens des forêts 195
C. Les révoltes paysannes 196
4.3. De *Chipko* à l'enclosure des paysages de l'Uttarakhand
A. Marginalisation économique 199
B. *Chipko*, un mouvement deux-fois-né 204
C. « Tout est devenu une affaire de *paryavaran* » 207
Conclusion **212**

Chap. 5 --- LES BHOTIAS DE LA VALLEE NITI
Introduction **214**
5.1. L'invention des « Bhotias »
A. Le « pays des Bhot » 216
B. Le commerce avec le Tibet 220
C. La construction de la catégorie 223
5.2. Organisation de la vie quotidienne à Lata
A. Structure et institutions villageoises 228
B. Modes de subsistance 233
C. Religion 238
5.3. Le village et le monde
A. Le « coup de bambou », 1962 242
B. Sauver les forêts, 1974 244
C. Essor et déclin de l'alpinisme, 1974-1982 251
Conclusion **257**

Conclusion de la deuxième partie **259**

Troisième Partie :
« MENAGER» LA NATURE, ET LES HOMMES

Introduction **262**

Chap. 6 --- APRES LA TRAGEDIE, LA FARCE : LA CREATION DE LA RBND
Introduction **265**
6.1. La nature himalayenne dans le nationalisme écologique de la guerre froide
A. Sécuriser la frontière 267
B. Le scandale du plutonium 272
C. Scénarios alarmistes en Himalaya 279
6.2. : Déshistoricisation et naturalisation de la région
A. Le *sanctum sanctorum* des alpinistes 282
B. « Trop d'Adam dans l'Eden » 286
C. De l'intelligence innée du paysan garhwali 292
6.3. L'instauration d'un régime de protection coercitif
A. Le rejet d'un modèle ouvert 296
B. « Le parc est sous protection complète » 301
C. Le cri des dépossédés 305
Conclusion **311**

Chap. 7 --- LE *JUGGERNAUT* DE LA CONSERVATION
Introduction **313**
7.1. L'effondrement de l'économie locale
A. La fin de l'économie du tourisme 316
B. La disparition du pastoralisme 319
C. La fragilisation de l'agriculture 323
D. Le commerce des produits forestiers 325
7.2. Le délitement du tissu social et culturel
A. La désintégration du lien villageois 329
B. Les transformations des fêtes religieuses 330
C. Les menaces sur le savoir et les savoir-faire médicinaux 332
7.3. Une dépendance accrue au marché
A. « Nous devons tout au acheter au marché, tout ! » 336
B. Le développement d'une agriculture de rente 338
C. La prolétarisation des Bhotias 342
D. Le rêve de la fonction publique 345
E. « Que faire ? » La misère de l'impuissance 347
Conclusion **351**

Chap. 8 --- LA NEGOCIATION DE LA CONSERVATION A NANDA DEVI, ENTRE MISERE QUOTIDIENNE ET ACTIONS SPECTACULAIRES
Introduction **353**
8.1. L'équilibre instable du dispositif de conservation, entre exclusion et participation
A. La (difficile) mise en œuvre d'un plan de gestion de la réserve 354
B. L'essor de l'écodéveloppement 359
C. La « conservation participative » : une nouvelle forme de dépossession ? 361
8.2. Les Bhotias peuvent-ils parler ? Séquences d'une résistance polymorphe
A. *Jhapṭo-Chīno* : « Baisse-toi et ramasse ! » 367
B. Braconnage et cueillette « sauvage » 371
C. Interpeller les « puissants » : la venue de Mr Green et ses antécédents. 377
8.3. La lutte pour les bénéfices de la conservation
A. Tensions autour de l'ouverture du parc au tourisme 383
B. La construction d'une légitimité 388
C. Les dynamiques contradictoires de la mise en écotourisme 395
Conclusion **402**

Conclusion de la troisième partie **405**

Postface : LETTRE OUVERTE DES VILLAGEOIS DE LATA, JUILLET 2010 **408**

CONCLUSION GENERALE 413

Annexes 424

Liste des illustrations 426

Glossaire des principaux termes hindi et garhwali 428

Bibliographie 434